

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ Stéphane JUST

**Au XXII^e Congrès de l'OCI : une tumeur
extirpée**

■ Robert CLEMENT

**Après la Conférence européenne des 27, 28
et 29 janvier 1979 : premiers enseignements**

Une déclaration du Secrétariat
international

**Iran : nouvelle phase
de la révolution prolétarienne
mondiale**

■ Denis COLLIN

Le cours actuel de la bureaucratie chinoise

■ Etienne LAURENT

**Une nouvelle défaite de la monarchie
franquiste**

■ César CORTE

**La place de la social-démocratie
dans la lutte des classes
d'hier et d'aujourd'hui (2^e partie)**

■ Michel DAUBERNY

**A propos des analyses
et des propositions économiques
du PCF (2^e partie)**

Avril 1979 — Prix 10 F

N° **586**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 586 - Avril 1979

SOMMAIRE

3 — ■ Stéphane JUST

**Au XXII^e Congrès de l'OCI : une tumeur
extirpée**

14 — **Résolutions du XXII^e Congrès de l'OCI**

27 — ■ Robert CLEMENT

**Après la Conférence européenne des 27, 28
et 29 janvier 1979 : premiers enseignements**

41 — Une déclaration du Secrétariat
international

**Iran : nouvelle phase
de la révolution prolétarienne
mondiale**

51 — ■ Denis COLLIN

Le cours actuel de la bureaucratie chinoise

71 — ■ Etienne LAURENT

**Une nouvelle défaite de la monarchie
franquiste**

87 — ■ César CORTE

**La place de la social-démocratie
dans la lutte des classes
d'hier et d'aujourd'hui (2^e partie)**

111 — ■ Michel DAUBERNY

**A propos des analyses
et des propositions économiques
du PCF (2^e partie)**

*Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois de
juin 1979, sera mis en vente le mercredi 23 mai 1979.*

LA VÉRITÉ

Organisme du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)
N° 1 - « La Vérité » - 25 pages
Exposer les principes de la vérité
pour la révolution.

Numéro 888 - Avril 1979

Léon TROTSKY

SOMMAIRE

- 3 — ■ Stéphane LUST
Au XXII^e Congrès de l'OCI : une tumeur
extirpée
- 14 — Résolutions du XXII^e Congrès de l'OCI
- 27 — ■ Robert CLEMENT
Après la Conférence européenne des 27, 28
et 29 janvier 1979 : premiers enseignements
- 41 — Une déclaration du secrétaire
international
fin : nouvelle phase
de la révolution prolétarienne
mondiale
- 57 — ■ Denis GOLIN
Le cours actuel de la bureaucratie chinoise
- 71 — ■ Etienne LAURENT
Une nouvelle étape de la monarchie
impériale
- 87 — ■ César CORTE
La place de la social-démocratie
dans la lutte des classes
d'hier et d'aujourd'hui (2^e partie)
- 111 — ■ Michel DAUBERNY
A propos des analyses
et des propositions économiques
du PCF (2^e partie)

Le prochain numéro de « La Vérité », date du mois de
juin 1979, sera mis en vente le mercredi 23 mai 1979.

au XXII^e Congrès de l'OCI

une tumeur extirpée

par Stéphane JUST

Les lecteurs de La Vérité, qui lisent également La Lettre d'Informations ouvrières, savent qu'au XXII^e Congrès de l'OCI (1), la discussion sur l'objectif « une OCI de 10 000 membres » a révélé de façon inexorable les pratiques scandaleuses, du point de vue d'une organisation communiste, de Charles Berg, responsable de la commission province : truquage politique en ce qui concerne le nombre de militants. Ultérieurement, il apparaissait que Berg puisait largement à des fins personnelles dans la trésorerie de la commission province.

LES PRATIQUES DES « AUTRES » PARTIS OUVRIERS

Les falsifications de Berg sont scandaleuses pour une organisation communiste, mais elles sont pratiquées à une gigantesque échelle par toutes les organisations stalinienne et social-démocrates. Qui peut croire que le PCF, par exemple, compte actuellement 700 000 militants ? D'abord, la carte de militant du PCF n'a pas plus de valeur que celle de pêcheur à la ligne. Ensuite, les chiffres sont monstrueusement truqués. La réalité est qu'un gigantesque appareil, reposant sur les permanents directs du PCF, ceux des organisations de la CGT, ceux des comités d'entreprise, des municipalités, ceux d'organisations de toutes sortes, encadre quelques dizaines de milliers de militants. Quant au PS actuel, dont les effectifs s'élèvent aujourd'hui à quelques dizaines de mille, y adhérer ne signifie aucun engagement militant.

Au contraire de ce que Berg affirmait, en fixant l'objectif de 10 000 militants à l'OCI, notre but n'a jamais été de construire « un troisième parti ouvrier », mais un authentique parti ouvrier révolutionnaire, regroupant une avant-garde militante. C'est un parti qui, ni dans ses principes, ni dans ses méthodes, ni dans ses objectifs, ni dans son mode de fonctionnement, ne se situe sur le même plan que le PS et le PCF.

Ces partis sont des partis ouvriers bourgeois. Ils participent à la défense de l'ordre bourgeois, chacun selon des rapports particuliers : les partis social-démocrates en relation directe avec l'impérialisme, les PC comme instruments de la bureaucratie du Kremlin et de sa politique contre-révolutionnaire. Les PC ont aussi poussé de profondes

(1) *La Vérité* publie à la suite de l'article du camarade Stéphane Just la résolution politique générale et la résolution sur le fonctionnement politique de l'OCI et la formation, adoptées par le XXII^e Congrès de l'OCI.

racines au sein de la société bourgeoise. Ces partis ne peuvent jouer leur rôle que s'ils exercent une influence plus ou moins déterminante sur la classe ouvrière, influence qu'ils possèdent en fonction de leur origine et de l'affirmation que leur objectif historique est d'en finir avec le capitalisme, d'instaurer le socialisme, le communisme. En cela, ce sont des partis ouvriers. Mais, répétons-le, défenseurs de la société bourgeoise, ce sont des partis ouvriers bourgeois contre-révolutionnaires.

Ne parlons pas de principes, ils n'en ont pas, mais leurs méthodes, leurs objectifs, leur fonctionnement sont strictement adaptés à la société bourgeoise pourrissante. Libéralisme ou brutalité bureaucratique, les deux se conjuguant le plus souvent, dislocation politique, mensonge, trucage, falsification, tels sont obligatoirement leurs méthodes et leur mode de fonctionnement. Les militants doivent nécessairement être des instruments entre les mains des appareils. Ils sont englués dans une gélatine inconsistante de soi-disant adhérents qui ne sont pas de véritables militants. Nécessairement, les véritables militants sont dépolitisés, décervelés. En d'autres termes, ces partis ne peuvent être au sens plein du terme des partis ouvriers. Un parti ouvrier ne peut l'être pleinement que s'il est un parti ouvrier révolutionnaire.

QUEL PARTI CONSTRUISONS-NOUS ?

L'essence du programme de la IV^e Internationale, « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale », est résumée dans la formule suivante :

« Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore « mûres » pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, elles ont commencé à pourrir. Sans révolution socialiste dans la plus prochaine période, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat,

c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

Le pourrissement des partis ouvriers traditionnels et des appareils bureaucratiques des syndicats est une des manifestations du pourrissement de la société bourgeoise. Les appareils bureaucratiques tendent à décomposer politiquement le prolétariat et à rompre son organisation comme classe qui s'est poursuivie pendant des dizaines d'années au moyen des I^{re}, II^e, III^e Internationales et de la construction des syndicats.

Pour l'OCI, pour les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, qui combattent pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la tâche n'est assurément pas de construire un troisième parti ouvrier. Car que veut dire cette formule ? Elle signifie un parti se situant sur le même plan que les deux autres, se situant dans un rapport d'égalité avec les autres, un parti comme les autres. Telle était précisément la conception que Charles Berg a impulsée en pratique dans la commission province. Cela signifie obligatoirement des méthodes de contrôle bureaucratiques, l'utilisation du verticalisme, le cloisonnement, la dépolitisation, le trucage, la falsification, se poser de façon antagonique par rapport aux militants, poser l'OCI de façon antagonique face aux masses.

Nous n'avons pas à construire un troisième parti ouvrier, mais à forger l'instrument qui permettra aux masses de surmonter les obstacles qui se dressent devant elles, de briser les appareils bureaucratiques, les PC et les partis social-démocrates liés directement ou indirectement à la société bourgeoise, véritables appareils bourgeois à l'intérieur de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Marx et Engels expliquent dans « L'Idéologie allemande » que la révolution prolétarienne est nécessaire non seulement pour renverser la bourgeoisie, mais également pour que le prolétariat, au feu de la révolution, dans le processus de son activité, liquide ce qui le marque du fait même qu'il est une classe de la société bourgeoise :

« L'appropriation (*des moyens de production*) est en outre conditionnée par la façon particulière dont elle doit nécessairement s'accomplir. Elle ne peut s'accomplir que par une union obligatoirement universelle, à son tour, de par le caractère du prolétariat lui-même, et une révolution qui renversera d'une part la puissance du mode de production et d'échange précédent, ainsi que le pouvoir de la structure sociale antérieure, et qui développera d'autre part le caractère universel du prolétariat et l'énergie qui lui est nécessaire pour mener à bien cette appropriation, une révolution où le prolétariat se dépouillera en outre de tout ce qui lui reste encore de sa position sociale antérieure. »

La régénération du mouvement ouvrier au feu des processus de la révolution prolétarienne mondiale fait partie de ce mouvement nécessaire du prolétariat sur lui-même dont parlent Marx et Engels. La victoire de la révolution prolétarienne mondiale implique nécessairement la liquidation de la pourriture bourgeoise à l'intérieur du mouvement ouvrier que sont les appareils bureaucratiques, comme elle implique la liquidation de la pourriture bourgeoise à l'intérieur des Etats ouvriers qu'elle dénature, que sont les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires.

L'instrument que nous forgeons, le parti de la IV^e Internationale en France, la IV^e Internationale, est précisément indispensable pour vaincre la bourgeoisie sur tous les terrains et sous toutes les formes, donc sous celles des appareils bourgeois à l'intérieur du mouvement ouvrier, des partis ouvriers bourgeois — et dans le processus de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. Le processus de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, c'est le processus même de la reconstruction de la IV^e Internationale et de la construction de ses partis nationaux, c'est le processus même qui amène à la solution de « la crise de l'humanité » par la solution de la crise de la direction révolutionnaire.

Loin d'être la construction d'un troisième parti ouvrier, la construction d'une OCI de 10 000 membres, du parti révolutionnaire en France, c'est

la bataille acharnée pour que se réalise ce que le « Programme de transition » met en exergue :

« L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant, d'autre part par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. »

Les lois de l'histoire ne se limitent pas à un mouvement purement objectif, elles incluent le rapport dialectique entre ce mouvement, la conscience spontanée, semi-spontanée, intuitive des masses, la conscience résultant de la propre expérience politique du prolétariat, et la construction du parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale. Les lois de l'histoire impliquent naturellement que ce sont les hommes qui font leur propre histoire, et que, pour le prolétariat, faire jusqu'au bout sa propre histoire exige qu'il dispose d'un organe spécial exprimant consciemment son mouvement historique : c'est-à-dire un parti fondé sur le programme de la révolution prolétarienne.

CE QUI EST EN CAUSE

Rappelons quelles étaient les pratiques scandaleuses de Charles Berg, que la discussion au XXII^e Congrès a commencé à révéler et qui, à la suite de celui-ci, ont été totalement révélées.

Charles Berg a pratiqué depuis environ un an maintenant une sorte de cavalerie politique du point de vue des chiffres de recrutement à l'OCI, qu'il annonçait en tant que responsable de la commission province.

Il a été constaté que Berg a gonflé d'environ 800 membres les effectifs de l'OCI en province. Le procédé était simple : Berg avait donné l'instruction que les membres des pré-cellules, qui remplacent les GER en tant qu'organismes de recrutement à l'OCI, soient directement intégrés à celle-ci. Déjà, cette politique est une violation des principes du bolchevisme qui sont

ceux de l'OCI et de la IV^e Internationale, c'est une violation des statuts de l'OCI dont on lira ci-contre un extrait du préambule, et dont les articles I et II stipulent que ce n'est que par cooptation, en fonction de l'accord avec le programme de la IV^e Internationale et de la démonstration de la volonté militante, que l'on peut être intégré à l'OCI.

Dans une de ses interventions au XXII^e Congrès de l'OCI, Charles Berg a eu le front de prétendre que le comité central n'avait pas discuté et clarifié la question théorique du statut politique des pré-cellules et que de là

LES ARTICLES I ET II DES STATUTS DE L'OCI

I

L'OCI est une association volontaire de militants ouvriers rassemblés sur la base du *Programme de transition* de la IV^e Internationale. Elle lutte pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat français et pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

II

1^o Est membre de l'OCI celui qui participe régulièrement à un organisme de base (cellule) de l'organisation, qui défend dans son activité publique le programme de l'OCI et la ligne définie par son congrès ou qui accomplit les tâches qui lui sont dévolues par l'organisation, qui assure une activité régulière et disciplinée pour la construction de l'OCI et paie les cotisations qui lui sont fixées.

2^o La qualité de membre de l'OCI s'acquiert par cooptation.

provenait ce qu'il caractérisait alors comme « son erreur ». Autant dire que le comité central de l'OCI n'a jamais discuté ni du programme de la IV^e Internationale, ni des principes du centralisme démocratique, ni des statuts de l'OCI, l'ensemble formant un tout.

BERG SE CARACTERISE LUI-MEME : UN TRAITRE

Une authentique organisation communiste doit bien naturellement définir ses frontières. Il est possible de participer à une pré-cellule en raison d'un accord avec la concrétisation immédiate de la politique de l'OCI, sans être pour autant d'accord a priori avec la totalité du programme de la IV^e Internationale, sans la compréhension que « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire », sans estimer qu'il faut reconstruire la IV^e Internationale, sans accepter immédiatement ses statuts, les principes du centralisme démocratique et leur application concrète. Le rôle des pré-cellules consiste, en partant de l'activité politique dans la lutte des classes, sous la responsabilité de l'OCI, à convaincre les militants qui y participent de tout cela. Mais qui peut juger de l'adhésion à ces positions principales qui fondent et constituent l'OCI, sinon l'OCI elle-même ?

En tout état de cause, pour n'importe quel militant de l'OCI, ne pas les respecter revient à violer cet engagement par rapport à l'OCI. Mais alors, que dire lorsqu'il s'agit du responsable politique de la province ? Berg devait en convenir au bureau politique du 16 février 1979, dont il a signé, comme les autres participants, le procès-verbal :

« Pour moi, ce qui se passe, je ne vois qu'un mot pour le caractériser, c'est une trahison politique et individuelle, je n'aggrave pas les choses. »

En effet, il s'agit bien d'une trahison. Trotsky nous l'a appris :

« La signification du programme, c'est la signification du parti... Mais qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion

Extrait du préambule des statuts de l'OCI

« Basant son activité sur le *Programme de transition*, l'OCI fonde ses règles d'organisation sur les principes du centralisme démocratique qui sont une expression du marxisme et qui constituent l'un des acquis de la lutte des classes vérifiés par des décennies de combat et réaffirmés dans le programme de la IV^e Internationale.

L'organisation révolutionnaire est un foyer où convergent toutes les contradictions de la société de classes qui, tout en fournissant les bases objectives de la construction de cette organisation, tendent en même temps à sa désintégration pratique et théorique. Sans une centralisation politique sans faille, fondée sur le programme, sans une centralisation d'organisation rigoureuse, elle se désintégrerait. L'indispensable centralisation d'une organisation communiste exige de ses membres une discipline complète.

Cette discipline a pour fondement la conscience politique, c'est-à-dire l'assimilation pratique et théorique du programme, la capacité à l'appliquer dans la lutte des classes. La discipline est reliée à l'éducation révolutionnaire, qui exige la libre discussion, la confrontation sur la base des enseignements de la lutte elle-même. La démocratie intérieure est, en ce sens, une condition indispensable du centralisme. Inversement, seul le centralisme permet une démocratie effective en ramenant tous les problèmes à ceux de la construction de l'organisation révolutionnaire, en conduisant toutes les discussions à des conclusions — c'est-à-dire à des décisions — dont tous les membres de l'organisation sont partie prenante.

Le centralisme démocratique exprime les nécessités et l'expérience de la lutte des classes internationale du prolétariat. Le centralisme, c'est l'affirmation, dans les méthodes de construction de l'organisation révolutionnaire, de ce que la lutte a enseigné aux travailleurs :

LE PROLETARIAT N'A D'AUTRE ARME DANS SA LUTTE POUR LE POUVOIR QUE L'ORGANISATION (Lénine)

La démocratie exprime, au même titre, une nécessité qui découle de l'expérience historique du prolétariat : elle est un élément indispensable de l'élévation du niveau d'organisation et de conscience du prolétariat, et donc de la construction du parti révolutionnaire.

L'application des principes du centralisme démocratique passe par des mesures d'organisation qui ne sauraient être identiques à chaque étape du développement de l'organisation, et qui dépendent de l'état de l'organisation, de la situation dans la lutte des classes, de la forme de domination de classe de la bourgeoisie, de ses rapports avec la classe ouvrière, de ses tâches. Mais ces principes s'incarnent dans les formes d'organisation fondamentales d'une organisation communiste qu'il s'agit, à chaque étape, de préserver et de renforcer. »

réside dans une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti. »

Berg ne se serait-il borné qu'à transformer en militants directement intégrés à l'OCI les militants participant aux pré-cellules, qu'il aurait trahi l'OCI, combattu contre le programme, contre les principes. Il ouvrirait ainsi les portes à tout ce qui peut être élément de désintégration de l'OCI, car le parti, c'est son programme.

Bien entendu, au cours de la discussion au congrès, nombre de camarades ont fait référence à la discussion de 1903 sur les statuts au sein du parti social-démocrate de Russie, opposant les courants qui allaient être connus historiquement sous le nom de menchevique et sous celui de bolchevique, que Lénine dirigeait. Il s'agissait de la délimitation de l'appartenance au parti.

Mais c'est toute la tradition de l'OCI, tout ce qui a fait l'OCI, qui est en cause. L'OCI s'est construite dans la défense du programme de la IV^e Internationale. L'OCI combat pour l'expulsion du révisionnisme des rangs de toutes les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale.

L'OCI proclame l'incompatibilité entre la IV^e Internationale et le révisionnisme. Comment, dans ces conditions, pouvoir « oublier » que la règle principale est la cooptation par l'OCI des militants qui s'engagent à combattre sur le programme, selon les statuts et les principes de l'OCI ? C'est impossible.

Même limitée à cela, la pratique de Berg revenait donc à une activité liquidatrice de l'OCI et de la IV^e Internationale.

A la date du 19 février 1979, le bureau politique limitait la sanction qu'il proposait au comité central de prendre contre Berg à l'exclure du comité central, à ce qu'il ne soit plus permanent mais trouve du travail et milite à la base dans une cellule.

La suite allait révéler d'autres aspects de ce qui constitue au fond un même problème.

La falsification politique ne portait pas seulement sur l'intégration sans cooptation de militants des pré-cellules à l'OCI, mais en comptabilisation sous forme de « phalanges » d'argent récolté auprès de sympathisants, ou même au cours de simples collectes.

Enfin, la falsification politique était finalement une exigence pour poursuivre la prévarication que Berg pratiquait et la dilapidation à usage personnel des fonds de l'OCI. Le système utilisé était celui, classique, de la cavalerie financière, comblant des trous de trésorerie par des emprunts ou des détournements de fonds, mais dont les seuls résultats étaient de creuser des trous plus importants, et ainsi de suite. En tout état de cause, au bout, il y avait la culbute. Berg a reconnu les faits et signé les procès-verbaux les établissant.

Berg avait établi un système de verticalisme disloquant la commission province en trois, une pratique bureaucratique de fonctionnement exigeant la discipline par rapport à lui, qui, affirmait-il, parlait au nom du bureau politique et du secrétariat de l'OCI. Toute sa pratique ne pouvait à la longue que rendre de plus en plus difficile l'application fructueuse de la politique de l'OCI, tarir du même coup le recrutement, d'autant que sa propre pensée politique dépendait étroitement de ses préoccupations dominantes.

Cependant, à tout prix, il fallait obtenir des résultats conformes aux objectifs, et même des résultats « brillants » pour empêcher que le comité central, le bureau politique, le secrétariat ne serrent de trop près ce qui se passait en province, et que lui, Berg, reste pour la province « la voix » du bureau politique et du secrétariat. L'inflation politique, la cavalerie politique devenaient indispensables à la poursuite de la cavalerie financière.

Par ailleurs, il était indispensable de bloquer tout ce qui pouvait remonter des cellules, des régions de province au bureau politique et au secrétariat, de briser tout militant apparaissant comme pouvant être un obstacle au fonctionnement du système.

**POURQUOI BERG
N'A-T-IL PAS LU
LA PREFACE A
« FRONTS POPULAIRES
D'HIER
ET D'AUJOURD'HUI » ?**

Le caractère d'ennemi de l'OCI, siégeant au sommet de l'OCI, de Berg, ne pouvait que s'affirmer de plus en plus, ses pratiques politiques ne pouvaient que devenir de plus en plus des pratiques liquidatrices, les méthodes et les pratiques politiques de Berg étaient de plus en plus celles des bureaucraties, des appareils bureaucratiques, ainsi que sa politique. Cela l'amena à dire que l'objectif des 10 000 correspondait à la construction du « troisième parti ouvrier » en France. Mais il n'y a pas de place pour une organisation de la IV^e Internationale bureaucratique. Pour le savoir, il suffisait à Berg de lire l'introduction que j'ai écrite au livre « Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui », livre dont la couverture porte également son nom. Il y aurait lu :

« L'objet de ce livre n'est pas d'analyser les raisons et les conséquences de la crise qui a disloqué la IV^e Internationale. Qu'il suffise d'indiquer que les organisations, les partis nés de la lutte de classe du prolétariat sont eux-mêmes tributaires de la lutte des classes. Ils subissent la pression, l'influence des autres classes et groupes sociaux. La lutte des classes, sous des formes multiples, trouve toujours des voies et des moyens de s'exprimer à l'intérieur des partis et des organisations nés de la lutte de classe du prolétariat. La social-démocratie s'est adaptée et intégrée à la société bourgeoise. En octobre 1917, la direction du Parti bolchevique s'est cassée en deux : Zinoviev et Kamenev, en s'opposant à l'insurrection et à la prise du pouvoir, cristallisaient, à l'intérieur du Parti bolchevique, la pression et la réaction de la bourgeoisie. On sait comment le Parti bolchevique et la III^e Internationale ont dégénéré. La IV^e Internationale a également subi la pression de la société bourgeoise conjuguée à celle du stalinisme, la pénétration en son sein de la réaction. Un courant révisionniste s'est

développé à l'intérieur de la IV^e Internationale, le blabisme. En 1953, il était à l'origine de sa crise : la IV^e Internationale doit être reconstruite.

Pourquoi reconstruire la IV^e Internationale et non construire une nouvelle Internationale ? C'est qu'au contraire de ses devancières, la IV^e Internationale n'est pas devenue l'instrument d'une couche sociale aux intérêts spécifiques, s'adaptant et s'intégrant à la société bourgeoise. La résistance à la destruction a surgi à l'intérieur de la IV^e Internationale. La continuité de la IV^e Internationale a été assurée, d'abord par la section française de 1951 à 1953, ensuite par le Comité international de la IV^e Internationale, enfin par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Le programme de la IV^e Internationale est plus vivant et actuel qu'il ne le fut jamais. Programme de la révolution prolétarienne, tous les événements ont vérifié sa justesse : il est indispensable pour répondre aux exigences qui surgissent de la nouvelle période de la révolution mondiale ouverte en 1968. Son originalité, sa place, son programme font que la IV^e Internationale est inassimilable par la société bourgeoise et par le stalinisme. La IV^e Internationale ne peut être que détruite ou finalement victorieuse.

En des circonstances particulièrement difficiles et défavorables, ont surgi en son sein les forces qui ont empêché qu'elle soit détruite et ont assumé sa continuité. La IV^e Internationale doit être reconstruite : elle n'a pas été détruite. »

Si Berg avait lu ces lignes, peut-être aurait-il compris qu'elles annonçaient la lamentable issue de sa lamentable aventure.

La méthode et la pratique politiques de Berg ont été de celles qui expriment « la pression de la société bourgeoise conjuguée à celle du stalinisme ». Il s'est agi d'une « pénétration », au sein de l'OCI, « de la réaction ». Il s'est donc agi d'une entreprise de destruction de l'OCI. Mais une lecture sérieuse de « Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui » n'aurait pas laissé à Berg le moindre doute sur le fait que « la résistance à cette destruction allait

inéluclablement surgir à l'intérieur de l'OCI », et l'écraser.

C'est ce qui s'est produit. Axé sur le combat politique pour construire une OCI de 10 000 membres, le XXII^e Congrès de l'OCI a commencé à révéler les falsifications, l'inflation, la cavalerie politique de Berg. Cette révélation a amené à découvrir sa cavalerie financière, sa prévarication, sa dilapidation à usage personnel de fonds de l'OCI. Le comité central des 24 et 25 février 1979 a exclu Berg de l'OCI.

LA QUESTION CLE : LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE, LA CENTRALISATION POLITIQUE

Il reste qu'une question déterminante se pose : comment et pourquoi cela a-t-il été possible ? A cette question, on ne peut répondre qu'en fonction des faiblesses et difficultés de la direction de l'OCI qui ont permis que Berg dirige de façon relativement indépendante la commission province, constitue les éléments d'un « appareil », mette les membres du comité central responsables de régions de province en situation d'accepter ses directives politiques.

Ces membres du comité central ont leur part de responsabilité dans l'acceptation de l'inflation et de la cavalerie politiques. Ils ne sont en aucun cas responsables des malversations financières. Ils n'ont accepté le système qui effaçait les frontières de l'OCI que progressivement et, en quelque sorte individuellement, indépendamment les uns des autres, étant donné le mode de fonctionnement vertical et tronçonné de la commission province. Certains ne l'ont pratiqué que tout récemment, d'autres ne l'ont jamais pratiqué. Ils l'ont accepté par suite de leur faiblesse politique, qui leur rendait difficile de traduire concrètement l'orientation politique de l'OCI dans les régions dont ils sont responsables. Le système lui-même accentuait leur faiblesse théorique et politique. C'est ainsi qu'ils ont accepté et pratiqué une interprétation de la méthode « objectifs-résultats » absolument contraire à son contenu.

N'étant pas suffisamment armés pour répondre aux problèmes politiques qui se posent, ils en ont accepté une interprétation purement administrative : à tout prix, par n'importe quels moyens, tenir, sur le papier, pour le communiqué, les objectifs.

Mais la méthode elle-même doit-elle être mise en cause ? C'est exactement le contraire. Son application avec son véritable contenu, pendant tout le cours du XXII^e Congrès de l'OCI, a seule permis de démasquer les falsifications politiques de Berg et, par suite, ses escroqueries financières.

Cependant, on ne peut s'arrêter à la responsabilité particulière des membres du comité central responsables des régions de province : la responsabilité de l'ensemble de la direction, de la totalité du comité central est engagée, y compris des dirigeants ayant le plus d'expérience politique.

L'insuffisance, le manque de rigueur dans l'application des principes du centralisme démocratique ont rendu possible la formation de cette tumeur. La cause profonde en est l'insuffisance de centralisation politique. Ainsi, de pareilles méthodes ne peuvent pas se développer dans la région parisienne. D'abord parce qu'il faut qu'il existe à la direction un certain type de personnage qui est fort heureusement plutôt rare à l'OCI. Ensuite parce que, nécessairement, quasi mécaniquement, la région parisienne se trouve rigoureusement et directement contrôlée politiquement par la direction dans son ensemble.

Pour bien le comprendre, il faut en finir avec une fausse conception du centralisme démocratique. Le centralisme démocratique n'est pas un savant dosage entre centralisme et démocratie : un peu plus ou un peu moins de celui-là ou de celui-ci, selon les circonstances.

A l'époque actuelle, il ne peut y avoir de démocratie sans centralisme. Certes, une certaine forme de centralisme peut être le verticalisme, le compartimentage, le bureaucratisme. Ce qui ne prouve rien contre le centralisme, tout au contraire. Le centralisme doit être l'instrument de tous, là est la question. Cela découle de la nature des tâches historiques que le prolétariat a à accomplir, de la nature

des tâches de l'organisation qui construit le parti révolutionnaire, de la nature des tâches que ce parti révolutionnaire aura à accomplir. Elles se posent par rapport à la totalité du développement de la lutte des classes, nationale dans sa forme, internationale dans son contenu. C'est pourquoi il s'agit de construire le parti mondial de la révolution mondiale dont les partis nationaux sont les sections.

Pour en rester au plan national, le prolétariat se heurte au pouvoir centralisé de la bourgeoisie qui constitue l'Etat bourgeois. Il lui faut — pour combattre ce pouvoir d'Etat, une bourgeoisie organisée de façon centralisée par de multiples organismes et de multiples rapports — se centraliser politiquement comme classe. Il lui faut instituer un pouvoir centralisé, construire un Etat ouvrier national, exproprier à partir de cet Etat le capital, organiser, planifier centralement la production. C'est seulement la connaissance de l'ensemble qui permet à chaque composante de cet ensemble de le maîtriser, de participer à l'élaboration générale comme de maîtriser les données particulières qui lui sont spécifiques. Toutes les forces étrangères et ennemies du prolétariat, ennemies et adversaires de la construction du parti révolutionnaire, tentent de cloisonner, de réduire au particularisme, de disloquer, tandis qu'elles monopolisent la centralisation. Les « théories » sur l'autogestion, le mode de fonctionnement des partis ouvriers bourgeois contre-révolutionnaires, les grèves tournantes, les actions disloquées procèdent de cette méthode, celle que Berg a lui-même utilisée. Encore une fois, il n'y a pas de démocratie sans centralisme. Les principes du centralisme démocratique sont fondés sur des données objectives.

LE PLAN POLITIQUE ET D'ORGANISATION

Mais le centralisme démocratique ne peut être seulement un ensemble de mesures statutaires. Le centralisme démocratique n'est totalement appliqué que si est traduit concrètement ce que Trotsky souligne :

« En quoi consiste la cohésion (*du parti*) ? Cette cohésion réside dans

une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti. »

En d'autres termes, le centralisme démocratique, la centralisation politique se concrétisent dans l'appréciation commune de la situation politique, de la situation de l'organisation, des tâches et objectifs, du combat politique de construction de l'organisation, bien entendu sur la perspective historique de la IV^e Internationale et de son programme, mais au moment actuel. C'est très exactement le contenu de la méthode objectifs-résultats, mais qui n'est pleinement appliqué que dans un plan politique et d'organisation, lequel définit et concrétise les tâches politiques de l'organisation, fixe l'ensemble des objectifs que l'OCI s'assigne, les harmonise et définit les processus politiques pour les atteindre.

Tel est précisément la voie sur laquelle s'est engagée l'OCI depuis notamment son XX^e Congrès. Certes, cette voie n'a pas été suivie de façon rectiligne : combien d'erreurs, combien de faux pas la jalonnent ? Mais, avec obstination, c'est cette voie que nous nous sommes efforcés de suivre. L'objectif de construire une OCI de 10 000 militants sur la base d'un plan politique et d'organisation a été au centre des débats du XXII^e Congrès de l'OCI. Tout le travail du congrès et de ses commissions a été ordonné par l'élaboration d'un plan politique et d'organisation dans le but d'atteindre cet objectif.

C'est cette bataille pour la centralisation politique sur l'objectif des 10 000, concentrée dans un plan politique et d'organisation, qui a permis de démasquer Berg. Pourquoi Berg a-t-il pu développer ses méthodes, ses pratiques politiques ? En raison de l'insuffisance du comité central à élaborer, à appliquer la méthode objectifs-résultats, à concrétiser cette méthode dans un plan politique et d'organisation englobant l'ensemble de l'activité de l'OCI, sur les objectifs de construction de l'OCI. La solution à ce genre de problèmes réside dans une application plus riche, plus élaborée de cette méthode.

Il est nécessaire de préciser. Certes, la méthode objectifs-résultats exige d'avoir recours à des mesures administratives. Pourtant, réduire cette méthode au contrôle mécanique d'objectifs fixés mécaniquement est contraire à la méthode. Vouloir les atteindre sans poser les problèmes politiques qu'ils soulèvent, qui les conditionnent, sans analyser pourquoi, du point de vue politique, tel ou tel objectif n'a pas ou a été atteint, ne pas formuler les réponses politiques indispensables, c'est transformer la méthode en son contraire, c'est étrangler la discussion et la vie politique de l'organisation.

On peut comparer la méthode objectifs-résultats, le plan politique et d'organisation, à la planification économique indispensable à la société de transition entre le capitalisme et le socialisme et à ses méthodes. Dans un cas, il s'agit de planifier la construction du parti révolutionnaire, dans l'autre de planifier le développement des forces productives. Trotsky a écrit des lignes à propos de la planification en URSS qui doivent nous guider, du point de vue de la méthode, quant à la façon dont nous devons comprendre et appliquer la « planification » de la construction du parti révolutionnaire en France, élaborer et mettre en cause nos plans politiques et de développement :

« La direction centralisée ne constitue pas seulement une garantie énorme, mais elle crée aussi le danger de fautes centralisées, c'est-à-dire multipliées. Seule une régularisation permanente des plans dans le processus de son accomplissement, sa reconstruction partielle ou totale sur la base de l'expérience acquise peuvent lui assurer un caractère économique effectif. »

Dans un autre article, Trotsky écrit encore :

« S'il existait un cerveau universel, décrit par la fantaisie intellectuelle de Laplace, un cerveau enregistrant en même temps tous les processus de la nature et de la société, mesurant la dynamique de leur mouvement, prévoyant les résultats de leur action, un tel cerveau pourrait évidemment construire à priori un plan économique définitif et sans aucune faute, en

commençant par calculer les hectares de fourrage et en finissant par les boutons de gilet. En vérité, la bureaucratie se figure souvent que c'est elle principalement qui a un tel cerveau : c'est pourquoi elle se libère si facilement du contrôle du marché et de la démocratie soviétique. »

Le plan politique et d'organisation doit faire l'objet d'une régularisation permanente dans le processus de son accomplissement. La méthode objectifs-résultats, le plan politique et d'organisation doivent être compris comme un puissant moyen d'ordonner comme un tout l'activité de l'organisation. Loin de supprimer la nécessité d'apprécier à chaque moment la situation politique et notre activité, ils exigent au contraire de le faire constamment, de pousser l'analyse jusqu'au détail, d'affirmer notre activité, éventuellement de la réajuster ou de la modifier. Nous ordonnons notre activité sur des objectifs précis. Notre activité nous permet de mieux appréhender la réalité et de mieux ajuster notre activité. C'est dire que la méthode objectifs-résultats, le plan politique et d'organisation exigent une organisation vivante d'une vie politique intense, vie politique ordonnée sur un seul objectif qui résume tous les autres : construire l'OCI.

CONGRES EXTRAORDINAIRE DE L'OCI DU 24 AU 27 MAI 1979

Une fois encore, l'OCI a publiquement expliqué les difficiles problèmes qui se posent à elle. Elle a expliqué ouvertement et sans détour le cas Berg, ses raisons et ses conséquences, le coup très dur porté à l'OCI. Pourtant l'organisation n'est pas ébranlée. D'un certain point de vue, cette affaire a vérifié la vitalité et les ressources de l'OCI. Les conséquences immédiates surmontées, l'OCI assainie sera mieux armée, plus cohérente, pour accomplir ses tâches.

La direction de la CGT a mis en avant la perspective d'une « marche sur Paris ». L'OCI et la délégation permanente de la III^e Conférence nationale ouvrière et jeune ont tenu

compte de cet élément nouveau. Dans une déclaration, elles ont précisé :

« Nous avons décidé d'organiser le 1^{er} avril le rassemblement pour la manifestation centrale et unie à l'appel des organisations, contre le gouvernement et l'Assemblée nationale.

Aujourd'hui, la CGT appelle à une marche sur Paris.

Nous prenons acte.

Aucun prétexte ne sera donné à une quelconque manœuvre contre l'unité.

Saisis d'une démarche formulée par une section CGT, sans pour autant partager entièrement les positions qui y sont développées, nous appelons les travailleurs et jeunes dans les entreprises, les facultés, les lycées, à prendre les mêmes dispositions que la CE de cette section a prises.

« (...) La commission exécutive estime en conséquence devoir appeler tous les syndiqués et tous les personnels à préparer dans l'immédiat les conditions de la marche sur Paris.

Pour sa part, elle décide :

1 — de collecter les fonds parmi le personnel afin de louer les cars pour le jour où sera décidée la marche sur Paris ;

2 — d'éditer cette résolution en tract qui sera diffusé parmi le personnel ;

3 — de faire connaître aux instances nationales du syndicat notre initiative, afin que, reprise, elle soit généralisée à toutes les sections et à tous les personnels.

C'est tous ensemble que nous arracherons pour tous la garantie de l'emploi.

C'est tous ensemble que nous pouvons faire reculer le gouvernement.

Tous ensemble dans la marche unie sur Paris contre les attaques gouvernementales visant la Sécurité sociale ! »

Travailleurs, militants et jeunes, partout, signez, faites contresigner la déclaration suivante de la section CGT. Prenez partout des initiatives unitaires. Travailleurs, jeunes, militants, réunissez-vous partout à partir de l'atelier, du bureau, de l'école, de la faculté, convoquez les Assemblées démocratiques, interprofessionnellement et localement, qui prendront en main dès maintenant, tout de suite, l'organisation de la marche sur Paris des travailleurs de tout le pays, de toute la France !

TOUS ENSEMBLE A PARIS ! »

Le 24 février 1979.

Cela étant, la résolution du XXII^e Congrès sur la situation politique et les tâches que nous publions reste pleinement valable, particulièrement en ce qui concerne les Assemblées démocratiques.

Les conséquences de l'affaire Berg exigent que l'OCI tienne en des délais relativement rapides un congrès extraordinaire.

Le XXIII^e Congrès se tiendra donc du 24 au 27 mai. Extirpant toutes les séquelles, tirant toutes les leçons de ce douloureux épisode, l'OCI sera mieux armée pour accomplir ses tâches politiques. Ceux qui espèrent que l'OCI vacillera ou même ira à terre vont déchanter ; elle maintient son objectif : une OCI de 10 000 militants, un véritable parti révolutionnaire, dans de courts délais.

Stéphane Just,
le 2 mars 1979.

résolution politique générale du XXII^e Congrès de l'OCI

1/— Nous avons convoqué le rassemblement pour la manifestation unie des travailleurs et jeunes avec leurs organisations, contre l'Assemblée nationale. Le 1^{er} avril, des milliers et des milliers de travailleurs et jeunes doivent être rassemblés par l'activité centralisée de l'OCI, activité qui suppose que les directions à tous les niveaux donnent les moyens aux cellules et à chaque militant intervenant dans la lutte des classes de construire avec les Assemblées démocratiques le rassemblement.

2/— La formulation générale que nous mettons en avant pour la construction du rassemblement peut être résumée ainsi : le 2 avril, l'Assemblée nationale se réunit. Dans la session qui s'ouvre le 2 avril, le gouvernement Giscard-Barre a décidé de programmer toutes les attaques contre les travailleurs et les jeunes, et plus particulièrement toutes les attaques contre la Sécurité sociale.

Peut-on accepter que cette Assemblée nationale truquée puisse décider le chômage et les centaines de milliers de licenciements dans la sidérurgie, le textile, les chantiers navals, Manufrance, Renault, l'automobile, la télévision, etc. ?

Toutes les catégories de travailleurs sont touchées.

Peut-on accepter ces mesures ? Doit-on accepter qu'un vote de la majorité truquée giscardochiracienne puisse décider d'attaquer tous les aspects de la vie quotidienne des travailleurs et des jeunes, leur niveau de vie, leur emploi, leurs conditions de travail, leurs études ?

Tous sont agressés. Les chômeurs à qui le gouvernement, appuyé sur son Assemblée nationale, veut retirer les 90 %, les retraités à qui le gouvernement, appuyé sur son Assemblée nationale, veut diminuer le taux des retraites. Jusqu'aux malades dans les hôpitaux pour qui Mme Veil décide, appuyée sur l'Assemblée nationale, de supprimer les lits, rationner les soins et même la nourriture.

Peut-on accepter que, sanctionnées par un vote de la majorité truquée, l'Assemblée nationale décide de ces mesures ? Ne faut-il pas aller tous ensemble là où se décident les mauvais coups contre les travailleurs et la jeunesse ?

Ne faut-il pas que les travailleurs, les jeunes et toutes les organisations manifestent tous ensemble, dans l'unité, contre l'Assemblée nationale, pour balayer cette Assemblée nationale réactionnaire qui, du point de vue de la démocratie, est illégitime ?

Le 1^{er} avril, des milliers et des milliers de travailleurs et jeunes, interprètes des masses laborieuses et de la jeunesse, se rassembleront pour les revendications, contre les licenciements, contre les mesures anti-ouvrières du gouvernement. Des milliers et des milliers rassemblés à Paris, porte de Pantin. La preuve sera ainsi faite que les masses laborieuses et la jeunesse sont à même de réaliser l'unité des travailleurs et des organisations dans la manifestation unie des travailleurs et des organisations contre l'Assemblée nationale.

COMMENT CONSTRUIRE LE RASSEMBLEMENT ?

3/— Nous vendons 8 000 numéros d'« IO » dans la région parisienne, 10 000 en province. Nous avons 2 000 abonnés. Le journal, pour les bolcheviks que nous sommes, est le facteur d'organisation. Bien entendu, il ne saurait être question, pour deux raisons, de considérer la vente du journal comme un étalon absolu de valeur : d'une part, une partie de nos lecteurs sont ceux qui nous suivent, qui contribuent par leurs versements à assurer nos campagnes, sans pour autant prendre directement en charge dans la pratique la politique de l'OCI ; d'autre part, l'objectif des 10 000 que nous nous sommes fixé implique que nous devons dégager les militants et recruter dans le processus même de l'intervention dans la lutte des classes. Nous pouvons en conséquence, en nous appuyant sur le chiffre atteint de progression de l'organisation (5 079 militants), en élaborant une politique d'intervention dans la lutte des classes, en relation avec l'analyse et les perspectives politiques de la situation, nous fixer raisonnablement l'objectif des 10 000 à l'OCI pour le XXIII^e Congrès.

Mais 10 000 au XXIII^e Congrès ne peuvent être atteints par une progression mécanique par rapport à ce que nous sommes aujourd'hui. 10 000 signifie que nous devenons un parti, pas encore le parti révolutionnaire dirigeant, mais un parti. Dans la résolution du bureau politique où nous avons discuté de l'objectif des 10 000, nous avons écrit (« Lettre d'IO » n° 92 - 4 décembre 1978) :

« Quels sont les problèmes à résoudre ? Et comment se posent-ils à l'activité de l'OCI ?

a — les masses laborieuses attendent de leurs directions — les directions officielles du mouvement ouvrier — qu'elles avancent les mots d'ordre et les formes d'action. Ce que les directions refusent ;

b — la politique, les mots d'ordre, les formes d'action que l'OCI met en avant rencontrent chez les travailleurs une adhésion massive. Mais les travailleurs tout à la fois comprennent que nous ne pouvons prendre sur nous dans les conditions politiques données de décider l'action, et en même temps nous le demandent ;

c — nous ne pouvons résoudre ces problèmes que pas à pas, et nous ne pouvons les résoudre qu'en réalisant une politique qui, dans tous les domaines, amène les « masses » que nous touchons à construire avec nous les moyens politiques et d'organisation pour aider les grandes masses laborieuses à réaliser elles-mêmes la situation révolutionnaire.

— « Amener les masses » que nous touchons à construire avec nous les moyens politiques et d'organisation, c'est :

a — construire les comités pour l'unité et les Assemblées démocratiques ;

b — mettre en place un nouveau stade dans la politique de recrutement qui visera à organiser dans l'OCI, « en masse », les travailleurs et jeunes qui construisent avec nous les comités pour l'unité et les Assemblées démocratiques. »

4/— Le problème posé est donc celui des rapports entre le mouvement des masses, la politique des appareils, la nécessité que les masses ressentent de voir leurs organisations s'unir contre les mesures gouvernementales et patronales, le refus des appareils de réaliser l'unité aux fins de soutenir le gouvernement et les institutions, et la politique de l'avant-garde qui est définie par la nécessité d'aider les masses laborieuses et la jeunesse à réaliser elles-mêmes le front unique ouvrier contre le gouvernement et le patronat.

5/— Il n'y a pas un « mouvement autonome des militants » indépendant des appareils et indépendant du mouvement des masses laborieuses. Il y a les appareils, et en particulier il y a l'appareil du PCF qui contrôle la CGT et qui ne saurait s'auto-réformer, ni être réformé. Il y a la CGT qui est une organisation de classe, que les travailleurs à juste titre considèrent comme leur organisation de classe, au même titre que la CGT-FO et la FEN, mais nous savons que c'est une organisation de classe que l'appareil stalinien contrôle pour des fins contre-révolutionnaires. Il n'y a que deux disciplines : la discipline envers le mouvement des masses qui se dirige contre le patronat, le gouvernement et les institutions, et il y a la politique des appareils, et plus particulièrement de l'appareil stalinien, qui, sur l'ordre du Kremlin, défend le régime, assure l'application des plans du gouvernement et du patronat. Et il y a la politique de l'OCI qui combat pour donner aux travailleurs et aux jeunes les moyens de réaliser l'unité contre le gouvernement et le patronat, contre les institutions. Il y a la politique de l'OCI, expression consciente du mouvement inconscient des masses. L'OCI rejette toute orientation qui viserait à aligner sa politique sur une ligne tendant, au nom d'une indistincte réforme des organisations (syndicats et partis ouvriers bourgeois), à aider les appareils bourgeois contrôlant les organisations de classe à tenter de casser par la division le mouvement de la classe qui se dirige objectivement vers la transformation de la crise politique du régime en crise révolutionnaire.

6/— Les masses laborieuses et la jeunesse veulent réaliser, contre l'offensive patronale et gouvernementale, l'unité des travailleurs, des jeunes et des organisations. Les appareils pratiquent une politique forcenée de division — grèves tournantes, journées d'action, actions dites « exemplaires », lâchers de ballons, kermesses, etc. Les masses laborieuses et la jeunesse subissent dans tous les aspects de leur vie les attaques forcenées du gouvernement et du patronat. La politique de division des appareils, si elle fait passer l'offensive patronale et gouvernementale, n'arrive pas à démoraliser la classe ouvrière. Bien au contraire, bien que les appareils arri-

vent pour le moment à bloquer les issues, les travailleurs cherchent opiniâtrement l'issue, et, confrontés à la politique traître des appareils, les premiers mouvements à caractère spontané (Saint-Chamond, Longwy, Denain, Valenciennes), en passant par-dessus les appareils, indiquent clairement la voie dans laquelle, en dépit des obstacles, les masses laborieuses et la jeunesse cherchent l'issue. L'issue, c'est résister, et pour résister : réaliser l'unité ; et, dans cette aspiration à l'unité, les masses et la jeunesse se heurtent à la politique forcenée de division des appareils qui cherchent à toute force à préserver le régime. Et les explosions spontanées se dirigent contre les organes de l'appareil d'Etat — police, préfecture. Dans ces explosions spontanées, nous voyons indiquée clairement la voie sur laquelle s'engage le mouvement de la classe : l'affrontement avec les institutions bonapartistes de l'Etat bourgeois.

7/— Dans tous les aspects de la vie quotidienne, les travailleurs et la jeunesse sont confrontés à l'offensive patronale et gouvernementale. Tous les aspects de l'offensive patronale et gouvernementale amènent les travailleurs et les jeunes à rechercher les moyens de résister. L'OCI ouvre le combat politique pour la constitution d'Assemblées démocratiques. Ces Assemblées démocratiques, qui procèdent de la politique de front unique de l'OCI, visent à exprimer la volonté de la masse de réaliser l'unité contre tous et chacun des aspects de l'offensive gouvernementale et patronale. A l'étape actuelle, ces Assemblées démocratiques doivent se constituer à partir des secteurs d'intervention dans lesquels nous militons, à partir de tous et chacun, de tous ou chacun des aspects de l'offensive gouvernementale et patronale. Le résultat le plus général que nous cherchons à atteindre, c'est la désignation, à partir d'un service (d'une fraction de service), d'un atelier (d'une fraction d'atelier), d'une école, d'un lycée, d'un amphi, d'un TD... d'un, deux, trois... délégués de service, d'atelier, d'école, de lycée, d'amphi, de TD, qui prennent en charge la convocation de l'Assemblée démocratique pour la réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations. C'est là la voie de la constitution de l'appareil politique de la lutte, qui,

à un autre niveau de développement et en relation avec les besoins des travailleurs concernés, peut déboucher sur la lutte unie des travailleurs et des organisations contre l'offensive patronale et gouvernementale matérialisée.

L'Assemblée démocratique doit donc être organisée par les militants dans une relation qui vise à un regroupement « de masse ». De « masse », c'est-à-dire un service, une fraction de service... mais qui toujours est relié au combat pour que se réalise l'unité. Le mouvement, sous la forme la plus générale, peut s'exprimer ainsi : un militant, deux, trois, prennent l'initiative, à partir de la vie quotidienne, d'une situation donnée, de rédiger un appel, de convoquer une réunion de service ou fraction de service, d'atelier ou fraction d'atelier, selon les possibilités. C'est là l'Assemblée démocratique, qui désigne un, deux, trois délégués, et organise les travailleurs et les jeunes.

Dès lors se trouve posée la nécessité d'ouvrir à l'Assemblée démocratique et à ses délégués le contact avec d'autres services, écoles, lycées, ateliers... C'est ainsi que l'appareil politique de la lutte se constitue en cherchant les voies de la généralisation à l'intérieur de l'entreprise, vers d'autres entreprises, sur le plan de la profession et sur le plan local. La dimension politique étant donnée par la réponse pratique à la volonté des travailleurs et jeunes de réaliser l'unité, donc pour le réseau de délégués et d'Assemblées démocratiques de dégager les voies qui permettent aux masses laborieuses de briser la politique de division qui se manifeste par l'isolement dans lequel les appareils confinent les travailleurs, leur refusant la possibilité d'utiliser leurs organisations qui ont été constituées pour briser cet isolement.

8/— Le combat pour constituer les Assemblées démocratiques est la réponse au : « Comment surmonter la division ? »

Dans le combat pour la constitution d'Assemblées démocratiques pour aider les masses à réaliser l'unité, est soulevé concrètement et nécessairement le problème du pourquoi les organisations contrôlées par les appa-

reils opposent la division à l'aspiration des masses à l'unité. La réponse au pourquoi ne saurait être donnée en doctrinaire, elle doit découler du mouvement des travailleurs regroupés en Assemblées démocratiques. Mais ne pas répondre au « pourquoi », c'est interdire aux travailleurs regroupés la possibilité de prendre en charge avec nous le combat pour aider les travailleurs et jeunes à réaliser l'unité. C'est leur faire perdre confiance dans ce qui est matériellement nécessaire, historiquement inscrit dans la situation, la transition de la crise politique à la crise révolutionnaire.

La première réponse, c'est le rassemblement sur la ligne définie plus haut. Le rassemblement conçu non comme distinct des motivations qui les ont amenés à constituer l'Assemblée démocratique, mais comme le résultat politique de leur propre réflexion, généralisée par les militants de l'OCI.

9/— Le même mouvement politique qui constitue les Assemblées démocratiques, les délégués de service, etc., comme les comités pour l'unité, le même mouvement politique qui nous amène à répondre au « pourquoi » entraîne nécessairement aux explications politiques d'ensemble sur le stalinisme, le réformisme, les appareils, c'est-à-dire aux réponses que l'OCI doit fournir, en relation avec son combat pour le parti des 10 000, le parti de ceux qui combattent pour le front unique sur la base du programme de la IV^e Internationale. Dans ce combat est ouverte la constitution, par dizaines et centaines, de pré-cellules.

10/— Nous avons à construire le rassemblement pour le 1^{er} avril. Pour construire le rassemblement, nous avons à construire les Assemblées démocratiques et le réseau de délégués de service, etc. Nous avons dans ce combat à organiser le parti des 10 000. Nous avons en conséquence à élaborer les plans politiques et d'organisation à tous les niveaux et à répondre à la question soulevée : comment disposer l'OCI dès le lendemain du congrès pour atteindre les objectifs ?

**Adoptée à l'unanimité
le 11 février 1979.**

résolution sur le fonctionnement politique de l'OCI et la formation

1 — La formation et le fonctionnement politique de l'OCI doivent être adaptés en fonction du niveau atteint par l'organisation et des objectifs que nous nous assignons pour la plus prochaine période : une OCI de 10 000 membres, un parti.

Il importe de réaffirmer que : une OCI de 10 000 membres signifiera qu'elle est devenue un parti, c'est-à-dire une organisation ayant une dimension nationale, capable sur tous les plans, locaux, départementaux, régionaux, de participer à la vie politique du pays ; une organisation implantée dans toutes les corporations et entreprises décisives du pays ; une organisation intervenant dans la lutte des classes sous toutes ses formes, composante active de cette lutte de classes.

Une organisation de 10 000 membres, un parti, cela signifie : une force politique qui répond aux besoins et aspirations des masses, qui formule avec elles les réponses politiques à leurs aspirations et besoins, et modifie dans ce sens les rapports à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées. Une organisa-

tion de 10 000 membres, un parti, cela signifie : une force politique capable de maîtriser les processus de la construction du parti révolutionnaire au cours de la crise révolutionnaire qui vient, de la révolution, instrument indispensable à la victoire de celle-ci. Une OCI de 10 000 membres, un parti, cela signifie : une force politique donnant une impulsion décisive à l'action politique pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Dire cela, c'est en même temps préciser qu'une OCI de 10 000 membres sera certes un parti, mais les partis traditionnels PS et PCF resteront les partis dominants dans la classe ouvrière et les masses au moment où s'ouvrira la crise révolutionnaire, et que vers eux se tournera l'immense majorité du prolétariat, les chargeant de réaliser ses aspirations et besoins, en premier lieu de prendre le pouvoir et de satisfaire ses revendications. Dire cela, c'est préciser en même temps que le parti révolutionnaire dirigeant les masses à la prise du pouvoir, leur donnant les moyens de porter au pouvoir un gouvernement ouvrier et paysan, d'imposer la dictature du prolétariat, restera à construire, mais dans les conditions les plus favorables.

**FAIRE DE TOUS
LES ORGANISMES DE L'OCI
DES ORGANISMES
POLITIQUES
ET NON DES RELAIS**

2 — La vie politique de l'organisation, de tous ses organismes, du comité central aux cellules, jusqu'aux organismes de recrutement et d'intégration à l'OCI (pré-cellules), doit être entièrement déterminée par cet objectif que nous nous fixons, en d'autres termes selon la méthode bien comprise objectifs-résultats. Il convient de rappeler la signification politique de cette méthode. Elle traduit la juste compréhension du rapport entre la situation politique, notre propre construction, notre action politique. Elle permet à chaque moment de vérifier la justesse de nos réponses et de notre action politique, les liens que nous tissons avec les masses par notre capacité à formuler les réponses politiques à leurs besoins et aspirations, notre capacité à dégager et organiser sur cette base l'avant-garde politique combattante.

La méthode objectifs-résultats est concentrée dans le rapport entre le rassemblement national du 1^{er} avril, notre capacité à organiser le combat pour le front unique, et l'objectif des 10 000. La méthode objectifs-résultats se concrétise dans l'élaboration de plans politiques et d'organisation de chaque organisme, du comité central aux cellules et pré-cellules (organismes de recrutement et d'intégration à l'OCI), leur application, leur vérification. Loin d'être une méthode purement administrative, elle est celle de la maîtrise de notre action politique, à partir d'une appréciation de la situation politique, de la définition de notre ligne politique, de ce qu'est aujourd'hui l'OCI (en général et dans chaque secteur), de l'objectif des 10 000, du parti.

Le point III du texte préparatoire du XXII^e Congrès de l'OCI s'intitule :

« FAIRE DE TOUS LES ORGANISMES DE L'OCI DES ORGANISMES POLITIQUES ET NON DES RELAIS.

L'organisation est l'outil de la politique. C'est seulement sur une perspective politique précise et ferme que l'on peut former des cadres. Notre politique part du mouvement objectif de la lutte des classes, des changements que la marche du mouvement objectif opère sur la situation politique, et des modifications de l'état d'esprit des masses. C'est ainsi que la continuité politique de l'OCI sera assurée par le recrutement intensif, en particulier des jeunes générations, de nouveaux combattants convaincus de la nécessité de construire le parti révolutionnaire, outil de la politique révolutionnaire. Groupe ou organisation ? Relais ou unités politiques ? Telles sont les deux questions étroitement reliées auxquelles nous devons répondre pour constituer l'OCI en organisation se préparant et préparant l'assaut ouvrier.

Disons-le nettement, il est temps de briser résolument avec certaines traditions du groupe, dont nous devons intégrer les côtés forts (stricte observance des décisions, rigueur dans la définition des objectifs et dans l'analyse des résultats, combat incessant pour un haut niveau théorique, politique et d'organisation). Il nous faut constituer une OCI capable d'exprimer en toutes circonstances les aspirations des masses. Pour ce faire, nous devons résolument surmonter ce qui constitue la faiblesse la plus préoccupante de notre système d'organisation, qui aboutit à constituer tous les organismes et comités de l'OCI à tous les échelons comme autant de « relais ».

Il faut lui substituer une politique d'organisation qui doit considérer les organismes et comités à tous les échelons, non comme des relais, mais comme des unités politiques d'intervention dans la lutte des classes, à partir de l'unité centrale, le comité central, dont il faut rappeler la définition : cellule centrale de l'OCI. Plus de confiance dans les capacités de l'ensemble des militants de l'OCI, plus de confiance dans les unités politiques que sont les comités régionaux, les comités de secteur, les comités de rayon, les cellules et commissions, qui pour fonctionner doivent vivre politiquement comme des unités politiques sous la direction du

comité central. Il nous faut réfléchir aux devoirs qui s'imposent à la direction, dans une situation de l'OCI où elle a désormais à diriger une organisation dont la force n'est en rien comparable à la force qu'aucune autre organisation trotskyste n'a connue dans le passé, et dans aucun pays.

Pour passer du « groupe à l'organisation », pour devenir une organisation autrement qu'en paroles, nous devons faire participer à l'activité de l'OCI non seulement tous les militants, mais l'avant-garde toujours plus large que nous entraînons et regroupons par notre intervention dans la lutte des classes, afin de l'amener à renforcer toujours plus l'OCI (recrutement intensif, suivi, organisé, planifié). Mais nous devons comprendre que l'avant-garde ouvrière et jeune cesse de nous comprendre dès lors que nous nous avérons incapables de comprendre que l'OCI doit apprendre quelque chose de l'expérience que les masses acquièrent dans la lutte des classes, par leurs propres moyens et par notre intervention consciente, dès lors que les directions à tous les niveaux doivent apprendre quelque chose de l'expérience des militants.

C'est là et uniquement en cela que se situent les difficultés que nous avons à capitaliser l'extraordinaire regroupement de forces que nous avons organisé dans les campagnes politiques pour le désistement, pour la manifestation de front unique à l'Assemblée nationale, dans les campagnes financières et les meetings, dans la lutte contre la répression et plus généralement dans la lutte des classes. C'est là et uniquement là que résident les difficultés à organiser les réunions de formation des responsables de cellule, et plus généralement l'insuffisante maîtrise dans les domaines du recrutement, de la diffusion d'*IO*, des tâches de la commission internationale. Nous le disons, mais nous ne nous sommes pas encore rendus capables d'assimiler profondément la signification de la conclusion de *L'Adresse inaugurale* : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Ce faisant, non seulement nous sommes insuffisamment capa-

bles d'apprécier les événements qui se produisent dans un atelier, une usine, une faculté, un lycée, un quartier, du point de vue de l'ensemble des intérêts du mouvement tout entier. Pour la même raison, nous ne nous rendons, pas suffisamment capables d'apprécier, de dégager les « événements » qui se produisent dans une cellule, un comité de rayon, un comité de secteur, un comité régional, du point de vue de l'ensemble des intérêts de l'OCI en lutte pour construire le parti révolutionnaire.

Le comité central, cellule centrale de l'OCI, ne pourra diriger l'OCI dans son entier, et garantir une formation systématique et continue de cadres compétents, que s'il apprend à considérer les « comités de parti » et les responsables à tous les échelons comme les cadres dirigeants d'unités politiques d'intervention dans la lutte des classes. Considérer les « comités de parti » comme des relais, c'est non seulement les constituer comme des écrans, tant entre le bureau politique et les cellules qu'entre les cellules et le bureau politique, mais c'est également tuer toute initiative. Comme direction, c'est uniquement en faisant vivre tous les « comités de parti » comme des unités politiques que nous nous donnerons les moyens politiques et d'organisation pour embrasser d'un seul coup d'œil l'activité de toute l'OCI, sélectionner les cadres, former les militants, suivre réellement l'activité diversifiée, mais dès lors unifiée par le travail des unités politiques, dégager et généraliser les leçons de l'intervention politique, assurer une réelle discussion dans toute l'OCI, en dégageant les erreurs pour les redresser.

C'est ainsi que l'expérience du combat politique engagé depuis septembre 1977 se concentre sur ce problème : abandonner définitivement la conception « relais » pour lui substituer la pratique de l'« unité politique ». C'est là la seule méthode pour que la discussion se développe réellement et largement de façon à ce que les réels problèmes politiques ne soient pas étouffés, tamisés par les écrans que tendent à constituer les différents échelons de l'OCI. C'est seulement en faisant fonctionner les « comités de parti » comme des uni-

tés politiques que, comme direction, seront constitués les moyens de dégager à chaque moment les éléments politiques et d'organisation de la stricte centralisation politique, qui doit permettre de surmonter la méthode de la sélection « fortuite » propre à l'activité de groupe, pour être capable de placer chacun à la responsabilité qu'il est à même de remplir. C'est ainsi qu'en réalisant le fonctionnement politique de l'OCI sur la base des « comités de parti » devenus de réelles unités politiques, nous réaliserons l'unité des actions engagées et de toute l'activité sans sombrer dans le fédéralisme — contraire au centralisme démocratique —, fédéralisme que nourrit le fonctionnement politique qui considère les « comités de parti » comme des relais. C'est ainsi que l'OCI formera un véritable « esprit de parti ».

Faire de tous les organismes de l'OCI des organismes politiques et non des relais est entièrement lié à la méthode objectifs-résultats, à l'élaboration des plans politiques et d'organisation, à leur application.

LA FORMATION DANS L'OCI : UN PREMIER BILAN ET LES PERSPECTIVES

3 — Conjointement au plan politique et d'organisation élaboré par le comité central des 3, 4 et 5 septembre 1977, le comité central adoptait un rapport « sur la formation des militants et des cadres ».

A juste titre, la formation était située en principe dans le cadre du plan de développement de l'OCI en partant de la formule : 5 000 militants à l'OCI, 15 000 « IO » vendus, 1 000 responsables de cellule. La résolution du comité central spécifiait :

« Il faut donc non seulement des centaines de nouvelles cellules, mais des centaines de nouvelles cellules qui fonctionnent ainsi que des cellules doivent fonctionner, et que les cellules qui existent déjà fonctionnent également comme des cellules doivent fonctionner. En d'autres termes,

il faut former des centaines de nouveaux responsables de cellule, et améliorer la formation de ceux qui le sont déjà. Il nous faut former ce cadre militant qui, au cours des années qui viennent, rendra l'OCI indestructible, fera qu'elle accomplira les tâches de construction du parti révolutionnaire en France et de reconstruction de la IV^e Internationale dans le monde. Ce cadre militant qui, ayant assimilé l'acquis théorique que Trotsky nous a légué, est capable de le traduire en termes d'action politique, donne à une organisation comme l'OCI la vitalité organique indispensable à la vigueur, en fait une totalité agissante, un corps. »

La résolution expliquait :

« Les responsables de cellule sont évidemment responsables de faire le nécessaire pour leur propre formation. Pourtant, la responsabilité de la formation de centaines de nouveaux responsables de cellule, de l'amélioration de la formation des militants qui sont déjà responsables de cellule dépend d'une politique définie au comité central, appliquée et développée au niveau de tous les organismes, des comités régionaux aux comités fédéraux, aux comités de secteur, aux comités de rayon (...). Une chose doit être clairement précisée : la formation des responsables de cellule est entièrement dépendante de la vie politique de l'organisation, de la capacité des organismes en place à l'impulser. Aucune autre commission, aucune école ne peut remplacer cette vie politique normale et se substituer aux organismes qui doivent l'impulser. De même, les raccourcis qui « sautent » par-dessus les responsables de cellule, telles les AG de rayon, de secteur, etc. systématiques, pour donner la nourriture politique aux militants — les cellules n'ayant plus qu'à appliquer dans les secteurs d'intervention qui leur sont propres, à régler les questions techniques —, sont à éviter. Cela ne veut évidemment pas dire que de telles assemblées générales ne doivent jamais avoir lieu, mais elles doivent être très strictement circonstanciées. »

Mais on peut se poser la question : est-ce que ce qui était ainsi défini a été réellement appliqué, à commencer par

la commission de formation elle-même ? La réponse est non.

Le pas allait être rapidement franchi. La résolution prévoyait la tenue d'écoles de responsables de cellule, dirigées par les membres du comité central, avec deux points à leur ordre du jour :

1 — discussion de la situation politique et de l'intervention de l'OCI en utilisant les données théoriques et politiques fondamentales ;

2 — discussion d'un rapport sur la vie des cellules, leur ordre du jour, leur intervention. Il s'agit des cellules dont les responsables participent à une école déterminée, en utilisant les procès-verbaux et les publications des cellules. Le rapport était préparé par les responsables de secteur ou de fédération, ou de région selon le cas.

Ce qui devait arriver arriva : les écoles de responsables de cellule, au lieu d'être des écoles de formation, se transformèrent en assemblées politiques où la ligne de l'organisation et son application étaient discutées. En ce sens, ce n'était pas inutile. Mais :

1 — elles n'ont pas répondu à l'objectif qui était le leur ;

2 — dans une large mesure, elles ont court-circuité le fonctionnement des organismes normaux de l'OCI.

En outre, la volonté d'impulser une vie politique des cellules a amené à donner par-dessus les structures un cadre au fonctionnement des cellules : les textes préparatoires aux écoles des responsables de cellule fixaient le mode de fonctionnement des cellules et leur ordre du jour. Une tendance à se substituer aux structures s'est donc manifestement exprimée et concrétisée, cela, il est vrai, en raison des faiblesses évidentes des organismes dirigeants aux différents niveaux.

En réalité, a pesé sur la formation un problème politique non résolu et que les textes préparatoires au XXII^e Congrès de l'OCI évoqués plus haut soulèvent.

Aussi bien en ce qui concerne la formation que sur toute autre question, les différents organismes de l'organisation ont fonctionné comme des relais et non comme des unités politi-

ques. La façon dont les écoles de responsables de cellule ont fonctionné a procédé de cet état de fait, et l'a renforcé au lieu d'y remédier.

Dès lors, la conclusion à tirer est évidente : la formation comme toute autre activité de l'organisation doit être centralisée et décentralisée. L'impulsion doit venir d'en haut, mais de telle sorte que chaque organisme puisse l'intégrer comme élément de son activité politique, de l'accomplissement de sa fonction politique. L'objectif de la résolution du bureau politique du 4 décembre 1978, qui ouvre la perspective d'une OCI de 10 000 membres, rend plus impérative encore l'application de cette orientation en matière de formation des cadres et de l'ensemble des militants de l'OCI. Un gigantesque effort de formation est d'autant plus indispensable que le recrutement prend de plus en plus un caractère de « masse ». Cet effort ne peut être accompli et donner des résultats positifs que si la formation est prise en charge par tous les organismes, à commencer bien entendu par le comité central.

C'est ainsi que nous proposons de procéder de la façon suivante :

1 — tous les comités de région, les comités fédéraux, les comités de secteur, les comités de rayon et jusqu'aux cellules, doivent avoir un responsable à la formation, dont la tâche est évidemment de prendre la formation en main (l'impulser, la contrôler) au niveau de sa responsabilité : d'écoles particulières à la formation dans les cellules et pré-cellules ;

2 — dans chaque région se tiendront des écoles de formation sous la responsabilité et la direction des membres du comité central, préparées et organisées par le responsable régional à la formation, sur des thèmes précis théoriques fondamentaux, mais toujours en relation avec l'activité politique.

En aucun cas il ne faut compter sur « la formation » en soi pour faire de tous les organismes de l'organisation des « unités politiques ». Les organismes de l'organisation fonctionneront comme des organismes politiques lorsque la centralisation politique sera réellement effectuée et se traduira par

la définition des plans politiques et d'organisation. Toutefois, il convient de préciser ce qu'il faut entendre par centralisation politique. La centralisation politique, c'est la compréhension commune de nos tâches immédiates comme expression des tâches historiques qui sont les nôtres, le combat pour la révolution prolétarienne mondiale, la dictature du prolétariat, la construction du parti de la IV^e Internationale en France, la reconstruction de la IV^e Internationale. La centralisation politique n'est surtout pas la reprise mécanique de telle ou telle formule, le calque de telle ou telle réponse politique, mais la capacité d'exprimer nos réponses politiques, notre activité, de réaliser nos tâches, ainsi qu'une action, sur une ligne politique unique, mais aussi dans ses expressions particularisées, en fonction du développement de la lutte des classes.

De ce point de vue, l'étude et l'utilisation par tous les organismes de l'OCI de la « Lettre d'IO » pour les faire vivre sont indispensables et doivent occuper une place particulière. Cela n'enlève rien à l'utilisation d'« IO » comme instrument d'agitation et organisateur collectif de l'OCI. De même, il importe que l'ensemble des organismes dirigeants, du comité central aux comités de rayon, prennent à charge l'utilisation de « La Vérité » par les cellules, et non seulement la diffusion.

Chaque comité de rayon doit être en mesure, comme partie du plan politique et d'organisation, de permettre la planification des ordres du jour des cellules, de contrôler leur application, de les nourrir. Il est indispensable notamment que les comités de rayon contrôlent et discutent des procès-verbaux de cellules.

COMMENT NOUS ABORDIONS LA QUESTION DE L'INTEGRATION A L'OCI IL Y A DEUX ANS

4 — Toujours dans le rapport sur la formation du comité central de septembre 1977, en relation avec les objectifs de construction de l'OCI, nous approchions d'une juste compré-

hension de la méthode de recrutement et d'intégration à l'OCI de milliers de militants. C'est ainsi qu'il était spécifié :

« Aujourd'hui, le comité central et tous les organismes de l'OCI jusqu'aux cellules doivent discuter de la question de la formation et y répondre comme une des questions politiques clés de la construction de l'OCI. Il faut naturellement reconstituer une commission de formation, mais ce serait vain si une orientation d'ensemble sur la formation adaptée au stade actuel du développement de l'OCI n'était pas définie, quitte à ne la mettre que progressivement en application.

Pour travailler, avancer, il faut savoir ce que l'on veut et où l'on va. Le point de départ de notre réflexion est extrêmement simple :

1 - Gagner des milliers et des milliers de nouveaux militants signifie un recrutement de masse, et non plus de façon artisanale.

Dès le début de l'année 1977, nous avons radicalement modifié le contenu des GER : en quatre réunions, c'est-à-dire en un mois, les militants entrés en GER doivent entrer à l'OCI.

Cela signifie que les thèmes des GER seront nécessairement des thèmes politiques portant sur la situation politique actuelle, qui peuvent être :

a - des luttes de classes concrètes, telles que les militants participant aux GER les ont vécues, à la crise politique de la bourgeoisie française, à la crise révolutionnaire, dans le cadre de la nouvelle période de la révolution ;

b - front populaire, Union de la gauche ou front unique ouvrier, gouvernement des partis ouvriers sans ministres représentant les partis bourgeois, vers le gouvernement ouvrier et paysan ;

c - la nouvelle période de la révolution s'intègre à l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, et de la révolution mondiale, comportant la dégénérescence des II^e et III^e Internationales, le stalinisme ;

d - la question du parti révolutionnaire, une lutte vivante aussi vieille que l'histoire du mouvement ouvrier. La IV^e Internationale, pourquoi, comment, son programme. Les crises de la IV^e Internationale, la crise pabliste. Il faut reconstruire la IV^e Internationale, pourquoi, comment. »

A cet endroit de la résolution du comité central de septembre 1977, dans le cadre du XXII^e Congrès, un délégué a présenté l'amendement qui suit et qui fut adopté avec la résolution :

« La cooptation d'un nouveau militant devra être marquée par l'adoption par ce militant d'un texte qui devra être rédigé par la commission formation, donnant la signification de l'engagement à l'OCI. Chaque nouveau militant devra en outre disposer obligatoirement des statuts de l'OCI. »

La résolution poursuivait :

« Il est bien évident que le recrutement sur cette base est possible. Mais il ne s'agit pas là d'une formation à proprement parler.

Des compléments à cette formation peuvent être apportés au cours de cercles d'études marxistes, tenus sur le plan régional et portant sur des questions plus directement théoriques, comme celle de l'Etat. Lesquels CEM peuvent avoir une périodicité mensuelle. Les cellules ayant à veiller à ce que les militants sortant des GER participent à un CEM.

2 - La véritable intégration doit se réaliser dans la cellule. En tout état de cause, la vie politique des cellules doit être enrichie en raison de nos tâches politiques et pour que l'OCI gagne en homogénéité ainsi que nous l'avons vu plus haut. »

Ce n'était pourtant qu'une marche d'approche. Il nous faut maintenant tourner carrément et dire : la période de constitution de GER est révolue, le canal par lequel doit s'effectuer le recrutement et l'intégration à l'OCI, ce sont les pré-cellules. En effet, GER signifie Groupe d'études révolutionnaires; par là même, cela signifie un certain type de recrutement : le recrutement et l'intégration à l'OCI ten-

daient à être faits non sur la base de l'action politique, mais sur celle d'une propagande et d'une formation pouvant amener à une rupture entre la théorie et la pratique. Il convient néanmoins : premièrement, de comprendre que les GER ont, tout au cours d'années et d'années, été les instruments indispensables du recrutement et de l'intégration à l'OCI, qui ont permis de se diriger du « groupe à l'organisation » ; deuxièmement, de ne pas caricaturer : les GER ont été également des instruments d'intervention politique lorsqu'ils étaient bien dirigés. Mais maintenant, il s'agit de tourner radicalement dans le fond et la forme. C'est pourquoi l'orientation doit être d'aller vers la constitution de pré-cellules. Définir ce que doit être une pré-cellule est d'autant plus indispensable.

La pré-cellule se constitue dans et pour le combat politique. Elle ne peut vivre qu'en fonction de la capacité de donner aux travailleurs et aux jeunes que l'on constitue en pré-cellules les moyens d'agir et de construire eux-mêmes des comités pour l'unité, des Assemblées démocratiques, d'organiser pour le rassemblement, de recruter à l'OCI. La participation à une pré-cellule n'implique pas l'accord politique a priori sur l'ensemble de la politique de l'OCI, sur l'ensemble du programme de la IV^e Internationale. Ainsi qu'un camarade l'a rapporté à la tribune du congrès, les participants aux pré-cellules exigent que nous les convainquions de la validité de l'ensemble de notre politique et du programme de la IV^e Internationale.

Les militants des pré-cellules ne sont donc pas membres de l'OCI, bien que se plaçant de manière organisée sous sa direction.

Pourtant, il est essentiel de souligner que la vocation des pré-cellules et des militants qui y participent est de devenir des cellules de l'OCI et des militants de l'OCI. Dès lors, la vie politique des pré-cellules exige un programme de discussion politique permettant de convaincre les militants qui y participent de la justesse de la totalité de la politique de l'OCI, du programme de la IV^e Internationale ; ce qui se résume à : « La crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire », qui ne peut être résolue

que par la reconstruction de la IV^e Internationale. Tout le problème consiste à le faire sous la forme politique la plus vivante.

De ce point de vue, il s'agit de rapporter l'explication politique et théorique à l'activité politique nationale et internationale, particulièrement à nos campagnes politiques internationales. Un programme de discussions politiques devra être élaboré par la commission de formation. **IL FAUT RAPPELER CEPENDANT QUE LE MODE DE RECRUTEMENT A L'OCI RESTE LA COOPTATION INDIVIDUELLE, BIEN QUE L'ON PUISSE COOPTER L'ENSEMBLE DES PARTICIPANTS A UNE PRE-CELLULE, QUI DEVIENT DU MEME COUP UNE CELLULE DE L'OCI.**

Cependant, à l'étape actuelle, le recrutement individuel reste une voie inéluctable de recrutement.

Il faut répondre à ce besoin, mais les mesures qui doivent être prises ne peuvent en aucun cas permettre d'estomper les frontières d'organisation. Il faut, avec les responsables des secteurs, organiser le regroupement des travailleurs et jeunes recrutés individuellement dans une pré-cellule recouvrant plusieurs secteurs d'intervention. Eux aussi devront être cooptés à l'OCI. Il ne peut être accepté que les frontières d'organisation soient estompées, car un tel glissement conduit toujours à la liquidation des frontières de l'organisation bolchevique.

Trois livres seront utilisés pour la formation des militants participant aux pré-cellules :

— « Introduction au marxisme » (Foulan).

— « Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui ».

— Le numéro spécial de « La Vérité » pour le 40^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale.

5 — Ainsi qu'il a été dit précédemment, comme toute autre expression de la vie politique de l'OCI, l'impulsion de la formation ne peut venir que du sommet, en l'occurrence du comité central. La commission de formation du comité central, sous le contrôle du bureau politique, a à charge d'impul-

ser la formation dans les conditions précisées plus haut.

Dans l'immédiat, une école de cadres sera organisée, qui regroupera les responsables à la formation régionaux sur le thème : bonapartisme et marche à la crise révolutionnaire (vers le 1^{er} mai ?).

La commission de formation concentrera ses efforts sur la préparation des camps d'été de l'OCI. Comme l'année précédente, ceux-ci seront de deux types (1- Camps régionaux regroupant les militants récemment intégrés, ou n'ayant pas de responsabilités centrales dans l'OCI. La plus grande décentralisation est nécessaire pour pouvoir rassembler dans ces camps le plus important nombre possible de militants. Camps de trois jours, regroupant au maximum cinquante militants. 2 - Camps nationaux de cadres, regroupant les cadres de l'organisation, se tenant sur sept jours et regroupant au maximum trente militants par camp).

En principe, les thèmes des camps sont les mêmes.

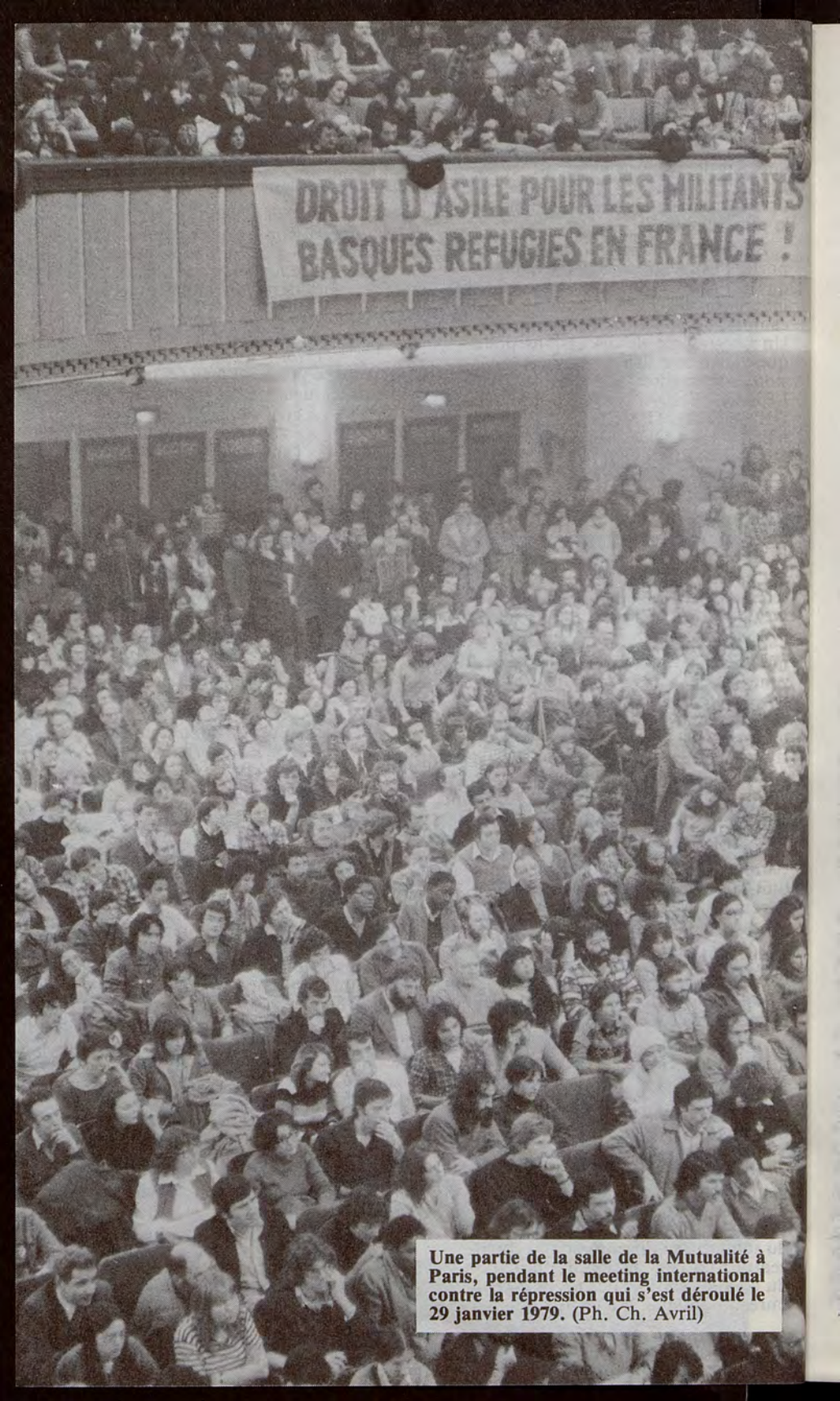
1 — la théorie de la révolution permanente et la nouvelle période de la révolution prolétarienne, celle de l'imminence de la révolution ;

2 — la reconstruction de la IV^e Internationale à l'étape actuelle ;

3 — la situation politique et perspective de construction de l'OCI (les 10 000).

La préparation de ces camps, tant du point de vue matériel que politique, devra faire l'objet d'une résolution à la prochaine session du comité central. D'ores et déjà, le congrès décide qu'une journée particulière du comité central de mars sera consacrée à la préparation des camps de l'organisation, à laquelle participeront les membres du comité central chargés de préparer et de diriger les camps dans les régions de l'OCI et les camps nationaux. A la mi-avril, les membres du comité central réuniront les responsables des camps dans les régions dont ils ont la responsabilité pour préparer avec eux ces camps.

**Adoptée à l'unanimité
le 11 février 1979.**



DROIT D'ASILE POUR LES MILITANYS
BASQUES REFUGIES EN FRANCE !

Une partie de la salle de la Mutualité à Paris, pendant le meeting international contre la répression qui s'est déroulé le 29 janvier 1979. (Ph. Ch. Avril)

Comité d'organisation
pour la reconstruction
de la Quatrième Internationale



La Conférence européenne des 27, 28 et 29 janvier

Premiers enseignements

Dans le dernier numéro de La Vérité (n° 585), nous avons publié la résolution politique motivant l'exclusion de « Política Obrera » et de son appendice chilien des rangs du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, résolution adoptée par la 8^e session du Bureau international du Comité d'organisation.

La Lettre d'Informations ouvrières (n°s 101, 102 et 103) a publié intégralement la résolution politique générale adoptée par cette session du Bureau international au terme de ses travaux. Dans cette mesure, nous ne la reproduisons pas dans La Vérité.

Par contre, nous publions dans la rubrique régulière de La Vérité consacrée à l'activité du Comité d'organisation et de ses sections deux textes qui s'inscrivent dans le prolongement des travaux du Bureau international.

D'une part, un article tirant les leçons, du point de vue du combat politique des sections du Comité d'organisation en Europe, de la Conférence européenne qui s'est tenue à Paris les 27, 28 et 29 janvier.

D'autre part, une déclaration politique sur la portée mondiale de la révolution prolétarienne qui a commencé en Iran et qui marque le début d'une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale, déclaration adoptée par le Secrétariat international élu lors de la 8^e session du Bureau international.

En effet, le dernier Bureau international a pris la décision de constituer un Secrétariat international, organisme restreint qui peut se réunir plusieurs fois par an, entre les sessions plénières du Bureau international, et qui est donc capable d'assurer une meilleure coordination de l'activité des sections du Comité d'organisation.

Ce Secrétariat international s'est réuni récemment. Il a notamment discuté de l'application des décisions du Bureau international en ce qui concerne l'activité de construction d'organisations trotskystes en Europe et en Amérique latine, ainsi que de la préparation de la discussion internationale avec le Secrétariat unifié.

Enfin, après avoir discuté de l'Iran, il a adopté la déclaration politique que nous publions après l'analyse de la Conférence européenne.

Plus de cent délégués venus de douze pays d'Europe se sont rassemblés à Paris les 27, 28 et 29 janvier 1979, répondant à l'invitation de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). Cette invitation faisait suite à l'initiative prise par les participants, militants ou organisations, présents aux Journées internationales d'études des 4, 5 et 6 août 1978, au cours desquelles avait été retenue la proposition d'organiser une Conférence européenne appelée à débattre sur l'ordre du jour suivant :

- bilan de la campagne internationale contre la répression décidée par les Journées internationales d'études ;*
- la question nationale en Europe ;*
- les élections au Parlement européen.*

Ont participé à la conférence de janvier, soit à titre personnel, soit comme représentants de leurs organisations respectives :

— vingt-deux militants allemands, appartenant au SPD, aux groupes des Jeunesses socialistes (Jusos), à différentes organisations syndicales, notamment le Syndicat de l'enseignement (DGB) et le Syndicat des travailleurs de la métallurgie (IG Metall-DGB) ; de l'organisation IAK (Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale). A noter la présence parmi les délégués de Rupert Schröter, et le message de l'écrivain Jurgen Fuchs, tous deux anciens prisonniers politiques en RDA, ainsi que le message de Rolf Mainz, lu par son frère Jurgen Mainz, condamné à 9 ans et demi de prison en RDA, et libéré par la solidarité internationale, assurant ainsi, au sein même de la conférence, la participation unie de militants venus de la partie de l'Allemagne soumise à la domination bureaucratique aux côtés des représentants du mouvement ouvrier d'Allemagne de l'Ouest ;

— onze militants belges, appartenant au Parti socialiste, aux Jeunesses socialistes, membres du comité national des « Tribunes socialistes », responsables syndicaux de la FGTB, représentants du Groupe trotskyste de Belgique (Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale) ;

— vingt et un militants venus d'Espagne, membres de la Coordination des groupes socialistes (COAS), militants syndicaux de l'UGT et de la CNT, représentants du POUM, de l'Esquerra Nacional (Catalogne), de l'Organizacion Cuarta Internacional (Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale). On notait en particulier la participation de Marc Palmes (avocat du groupe théâtral « Els Joglars », dont les responsables sont actuellement emprisonnés après avoir été condam-

nés pour « injure au drapeau espagnol » par un tribunal militaire) ; celle du camarade Jordi Gil, secrétaire politique de l'Esquerra Nacional, emprisonné, puis libéré en septembre 1978 après une large campagne internationale ; celle du camarade José Sargas Cahye, qui fut combattant de la guerre civile espagnole, participant à la Deuxième Guerre mondiale contre le fascisme, condamné à mort par les nazis et déporté au camp de Djelfa, évadé cinq fois de la prison d'Oran, expulsé du PSOE pour avoir combattu pour l'indépendance de l'Algérie, ancien représentant de la II^e République espagnole en Algérie, actuellement membre du comité exécutif de Catalogne de la COAS.

On notait également la participation en qualité d'observateurs d'une délégation du comité national de la CNT d'Espagne, composée des camarades Francesco Boldu et Jesus Garcia, secrétaire aux relations extérieures de la CNT, qui ont notamment exposé la situation des trente-huit prisonniers libertaires actuellement détenus dans les prisons espagnoles, et déclaré qu'ils informeraient la CNT des travaux de la conférence ;

— sept militants français, représentants de l'OCI (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). Les représentants du Comité international contre la répression et du Comité contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques ont apporté leur salut à la conférence ;

— onze militants venus de Grande-Bretagne, militants du Labour Party, militants syndicaux, représentants du Bulletin Group et du British Committee (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). Tom Litterick, député du Labour Party de Birmingham, a participé aux travaux de la conférence ;

— douze militants venus du Nord et du Sud de l'Irlande, membres de l'Irish Labour Party, de l'Independent Socialist Party, de l'Irish Free Press Agency de Belfast, de la LWR (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). A participé à la conférence une délégation syndicale de l'Irish Transport and General Workers Union (représentée par l'un de ses dirigeants, Paddy Mooney, qui a transmis les excuses de M. Mullen, secrétaire général, retenu à Dublin).

A également participé à la conférence une délégation du Mouvement républicain irlandais (Sinn Fein), qui a notamment demandé à la conférence de prendre en charge le cas des combattants de l'unité et de l'indépendance irlandaises, actuellement détenus par l'impérialisme britannique dans des conditions inhumaines au bloc H de la prison de Long Kesh.

— cinq militants italiens, membres du Parti socialiste, du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, militants syndicaux de la CGIL ;

— deux militants polonais : le camarade Edmund Baluka, ancien président du comité de grève de Szczecin en décembre 1970-janvier 1971, actuellement éditeur du bulletin d'opposition Szerszen (Le Frelon), et le camarade Krystof Lubowiecki, éditeur du même bulletin à Copenhague. Le camarade Baluka et le camarade Lubowiecki ont donné lecture d'un message du militant catholique Casimir Switon, actuellement emprisonné pour avoir constitué un syndicat libre et indépendant de l'Etat dans la grande ville industrielle de Katowice ; d'un message d'Olgierd Pogierski, membre du Parti socialiste polonais en exil ; et d'un message de F. Wilke, président du Parti paysan polonais en exil qui, malade, s'est excusé de ne pouvoir être présent ;

DE POLOGNE : LE MESSAGE DU KSS-KOR

La Conférence européenne a également pris connaissance du message qui lui a été adressé par le Comité d'autodéfense sociale (KOR) :

« Le Comité d'autodéfense sociale (KOR) se solidarise avec votre but. En Pologne, nous dénonçons publiquement l'utilisation de la répression comme moyen de lutte contre les opinions politiques, les convictions, les confessions religieuses ou les races, et nous apportons notre aide aux victimes de telles répressions. Nous dénonçons les violations de la légalité. Nous luttons pour que les institutions assurent aux citoyens la jouissance de leurs droits et libertés. Nous considérons que la défense des droits de l'homme doit être la tâche commune de tous les hommes dans le monde entier. En nous adressant ainsi à vous, nous vous demandons d'apporter votre aide concrète à tous les emprisonnés politiques d'Union soviétique. Nous vous demandons de prendre position pour la défense de Jaroslav Sabata, porte-parole de la *Charte 77*, et Casimir Switon, militant des syndicats libres en Pologne, qui sont victimes de la répression et ont été arbitrairement emprisonnés. »

— sept militants venus du Portugal, militants du Parti socialiste et représentants de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST, pour la reconstruction de la IV^e Internationale). Deux députés socialistes indépendants, Carmelinda Pereira et Aires Rodriguez, ont participé aux travaux de la Conférence ;

— trois militants suisses, membres du Parti socialiste et du groupe trotskyste de Suisse (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) ;

— deux militants de Tchécoslovaquie : le camarade Jiri Pelikan, représentant de l'Opposition socialiste tchécoslovaque, et Jan Kavan, dirigeant de l'agence « Palach Press » de Londres ;

— un groupe d'opposants politiques d'URSS a envoyé son salut et a demandé à être considéré comme participant à la conférence.

Il faut apprécier la portée politique considérable d'un tel rassemblement de militants, venus de toute l'Europe, Est et Ouest, et réunis dans le respect total de leurs points de vue politiques respectifs — qui divergent sur de nombreux problèmes — par une commune volonté d'organiser ensemble, par-delà les frontières, la solidarité agis-

sante contre la répression, le combat commun pour les libertés politiques et les droits de l'homme, pour les droits des peuples, contre toutes les raisons d'Etat et toutes les oppressions, qu'elles émanent de l'impérialisme, à l'Ouest, ou des régimes bureaucratiques qui prétendent agir au nom du socialisme, à l'Est du continent.

CE QU'ONT ETE LA CONFERENCE EUROPEENNE ET LE MEETING INTERNATIONAL

Comment mieux résumer le sens de cette conférence qu'en citant les mots mêmes de l'écrivain allemand Jurgen Fuchs, lui-même ancien prisonnier politique en RDA, dans le salut adressé aux participants :

Berlin, le 23 janvier 1979.

« Chers camarades,

Il existe de très nombreuses conférences qui se préoccupent de l'Europe et du monde entier. Dans la plupart d'entre elles, des messieurs bien habillés, descendus d'avions ou de grosses voitures, délibèrent de l'avenir des peuples. Si un micro est dans le voisinage, retentissent alors de grands mots, tels que paix, liberté, amitié, droits de l'homme, désarmement, coexistence, cogestion, détente, etc.

Dans les cabinets diplomatiques, on s'exprime, je le suppose, en termes plus clairs. Il est aussi bien plus indiqué de discuter sans fard les intérêts économiques et politiques derrière les portes soigneusement closes. Là, une main lave l'autre : nos grands personnages de l'Est et de l'Ouest veulent tous l'ordre et le silence. Le reste est réglé, dans le langage du négoce, selon les techniques du marketing. Et qu'il s'agisse alors de trafic de pétrole, de blé, d'armes ou de prisonniers politiques, cela n'a rigoureusement aucune importance. Tout cela en l'absence de ceux qui devront manger la cuisine préparée par ces cuisiniers, je veux dire la majorité de la population, en Europe et ailleurs, de ces êtres humains avec le destin de qui on joue de cette manière, qui, pour être traditionnelle, n'en est pas moins sordide.

C'est pourquoi je me réjouis qu'une conférence d'une autre nature doive se tenir à Paris. Une conférence de libre débat, de libre critique, une conférence internationale, mais pas à

ce niveau auquel aucun travailleur ne peut accéder. La vérité est chose concrète ; selon les documents que j'ai lus, cette rencontre ne se bornera donc pas à discuter de généralités : elle nommera par leur nom les victimes de la persécution dans divers autorités, et les actes pour lesquels ces autorités les persécutent (...).

Chers amis, je vous écris ces lignes parce que je sais l'importance de larges débats, dépourvus de dogmatisme, publics, entre divers courants politiques, sur la manière dont nous devons nous défendre de la répression sous toutes ses formes. De tels débats incommoderont les hommes au pouvoir, et ils seront un réconfort pour tous ceux qui sont en prison — mais pas seulement pour ceux-là. »

Telle a été la Conférence européenne des 27, 28 et 29 janvier. Tel a été le meeting international contre la répression où, à la clôture de la conférence, devant 3 500 militants, travailleurs et jeunes rassemblés dans la grande salle de la Mutualité, douze orateurs de tous les pays d'Europe ont fait appel à la poursuite de la lutte contre la répression et à l'élargissement de la solidarité internationaliste aux combats libérateurs de tous les peuples, à l'Est comme à l'Ouest du continent.

APRES LES JOURNEES INTERNATIONALES D'ETUDES DU MOIS D'AOUT : LES ENGAGEMENTS PRIS ONT ETE RESPECTES

L'engagement pris solennellement par les uns et les autres d'agir concrètement, sur le terrain, dans les entreprises, les quartiers, les localités, d'intervenir activement dans le mouvement ouvrier de toute l'Europe, a été symbolisé par le dossier contenant plus de mille copies de télégrammes émanant de groupes de travailleurs, de militants, de syndicats, exigeant la libération immédiate et inconditionnelle de Jaroslav Sabata, convergeant de toute la France en quelques jours vers l'ambassade de Tchécoslovaquie, remis par le président du meeting,

Pierre Lambert, au camarade Jiri Pelikan, représentant de l'Opposition socialiste tchécoslovaque.

La conférence de janvier a pu se tenir précisément parce que les engagements pris en août par les participants aux Journées internationales d'études ont été respectés. Le combat a été engagé, démontrant que, pour les militants et organisations participants, la solidarité internationaliste n'était pas vaine parole. En quelques mois, les premiers résultats sont venus démontrer que le dernier mot pouvait ne pas rester aux géliers et aux bourreaux, et que la raison des peuples pouvait s'opposer victorieusement à la raison des Etats.

C'est ainsi qu'en septembre le militant catalan Jordi Gil, secrétaire politique de l'Esquerra Nacional, a été arraché aux prisons de la monarchie franquiste ; qu'en octobre le militant républicain irlandais Dany Morrisson, rédacteur du journal « Republican News » de Belfast, a été arraché aux prisons de l'impérialisme britannique ; qu'en décembre enfin, un autre militant républicain irlandais, James Kennedy Mc Cann, a été arraché à la prison des Baumettes à Marseille, d'où le gouvernement Giscard-Barre préparait son extradition vers la République fédérale d'Allemagne ; c'est ainsi également que notre camarade Philippe Ries, rédacteur d'« Informations ouvrières » et militant de l'Organisation communiste internationaliste, a été arraché à la prison de Gdansk, alors que le gouvernement polonais tentait de fabriquer à partir de cette détention totalement arbitraire une provocation de grande ampleur contre toute l'opposition polonaise, et notamment contre les valeureux militants du KOR.

Oui, les engagements pris en août ont été tenus. Et il en sera de même des engagements pris par les participants à la conférence de janvier. Il est significatif que, dès le lendemain de la conférence, le combat ait été immédiatement entrepris, en France, contre les mesures scandaleuses prises par le gouvernement Giscard-Barre contre les réfugiés politiques basques : sept d'entre eux, on le sait, ont été purement et simplement livrés à la police de Juan Carlos, qui, selon les informa-

tions transmises par la Ligue des droits de l'homme, les a ignoblement torturés ; treize autres ont été déportés à Valensole, dans les Alpes-de-Haute-Provence ; tous ont été privés arbitrairement du statut de réfugié politique.

Aussitôt, le bureau politique de l'OCI lançait un appel :

« (...) Sans tarder, toutes les organisations ouvrières et démocratiques doivent, ensemble, exiger et arracher la libération des treize militants basques (...). On ne peut accepter qu'au nom de la raison d'Etat les libertés démocratiques les plus élémentaires soient bafouées. Accepter le précédent ainsi créé serait ouvrir la voie à d'autres mesures arbitraires.

L'unité doit se réaliser :

— pour le rétablissement immédiat du statut de réfugié politique pour les ressortissants de l'Etat espagnol !

— pour la libération immédiate des militants basques arbitrairement détenus !

— contre la coopération policière du gouvernement Giscard-Barre et du gouvernement de Juan Carlos ! »

LES FAMILLES DES PRISONNIERS POLITIQUES : « LE PEUPLE BASQUE VEUT SA LIBERTE »

Et aussitôt, la campagne s'engageait : plus de 500 signatures en quelques heures à Toulouse, délégation d'étudiants à la préfecture de Haute-Garonne, plus de 800 signatures à Bordeaux, préparation d'une démarche unitaire vers le ministère des Affaires étrangères à Paris, etc.

Ce n'est bien sûr qu'un début, mais c'est la preuve qu'a été entendu l'appel lancé à la Conférence européenne par les familles des prisonniers politiques basques d'Alava et par la Commission pour l'amnistie de cette province :

« Nous, les parents des réfugiés basques détenus à Soria, et précisément ceux de la province d'Alava, l'Assemblée pro-amnistie d'Alava et les signataires de cet appel, déclarons :

Devant le fait que le peuple basque s'est prononcé pour sa liberté, nous considérons que seules les mobilisations populaires pourront obtenir la véritable amnistie que nous n'avons pas encore arrachée. La preuve en est que les prisons regorgent de combattants, que les fichiers de la police demeurent en usage. L'amnistie n'a été qu'un rêve, et les mêmes personnalités qui nous ont réprimés sous Franco continuent de le faire impunément. La réponse aux mobilisations en faveur de l'amnistie a été l'arbitraire, le transfert illégal de tous les prisonniers basques à Soria, la répression généralisée dans la rue. L'atmosphère dans la prison de Soria est très tendue, en raison des provocations continuelles des forces de l'ordre public, qui y agissent comme elles le veulent et mettent constamment en danger l'intégrité physique de ceux qui y sont emprisonnés.

Nous considérons qu'il y a des preuves irréfutables du fait que le peuple basque veut sa liberté. C'est pour cela que nous lançons un appel au mouvement ouvrier international pour que, dans les différents pays, et avec les moyens qui lui sont propres, il exige la libération immédiate de tous les prisonniers basques de Soria et lutte pour cette libération. »

Répetons-le, les engagements pris à la conférence de janvier ne sont pas vaines paroles.

Dès le 6 février, à l'initiative des militants irlandais qui participent à la campagne internationale contre la répression, une délégation organisée conjointement avec le Comité d'action des familles de Belfast, qui regroupe les parents des prisonniers politiques détenus à Long Kesh, s'est rendue auprès des syndicats de Dublin pour demander leur aide. Elle a été reçue notamment par les dirigeants du Syndicat national de la mécanique et de l'électricité (NEETU), et par ceux du Syndicat des transports (IGTWU), parmi lesquels Paddy Mooney, qui avait pris la parole au meeting de la Mutualité le 29 janvier. Plusieurs responsables syndicaux ont ensuite accompagné la délégation auprès des députés du Labour Party au Dail (Parlement). Les députés ont refusé de recevoir la délégation. La délégation,

les militants syndicalistes et du Labour Party qui l'accompagnaient ont décidé d'exiger des explications sur cette attitude inacceptable des députés, et d'élargir la campagne en faveur des prisonniers politiques de Long Kesh.

Au cours des derniers jours, on vient d'apprendre la condamnation à mort et l'exécution, à Moscou, de trois militants arméniens accusés d'avoir commis un attentat à la bombe dans le métro de Moscou : le principal accusé, c'est prouvé, n'était pas à Moscou ce jour-là... On apprend également qu'un tribunal tchécoslovaque vient de confirmer la peine de 9 mois prononcée sur des charges inexistantes contre Jaroslav Sabata, porte-parole de la « Charte 77 ». Les « juges » de Prague pourraient même le laisser croupir en prison 18 mois de plus, suite à une précédente condamnation non entièrement purgée (grâce précisément à la campagne internationale menée à l'époque sur son cas).

On apprend encore que M^e Klaus Croissant, avocat de Baader et de ses camarades, extradé vers l'Allemagne dans des conditions scandaleuses par le gouvernement français, vient d'être condamné à deux ans et demi de prison en violation flagrante des droits de la défense. On apprend encore que les provocations se multiplient contre l'opposition polonaise, parmi lesquelles l'incendie plus que suspect d'un immeuble au centre de Varsovie.

Oui, les participants à la Conférence européenne répondront, comme ils s'y sont engagés, à l'appel qui monte des prisons d'Irlande et du Pays basque, de Prague, de Moscou et de Varsovie. Ils tisseront, dans le combat quotidien contre la répression, les liens de la solidarité internationaliste active et militante qui permettront de préparer de nouvelles initiatives, à un niveau plus élevé de coopération et d'action commune.

DIVERSITE DES POINTS DE VUE, RICHESSSE DU DIALOGUE...

Il serait peu conforme à l'esprit de la libre discussion qui a eu lieu pendant trois jours à Paris de dissimuler, si peu que ce soit, l'extrême diversité

des points de vue qui se sont manifestés au cours des échanges de vue sur la question nationale en Europe ou sur les élections au Parlement européen.

Entre les militants appartenant aux partis socialistes des différents pays d'Europe, les représentants des organisations nationalistes d'Irlande, du Pays basque ou de Catalogne, les délégués de la CNT d'Espagne représentant le courant anarcho-syndicaliste, les oppositions des pays de l'Est de l'Europe engagées, avec toute leur diversité, dans la résistance contre les régimes bureaucratiques, les militants trotskystes des organisations du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, les réponses étaient nécessairement différentes, voire divergentes. Et comment aurait-il pu en être autrement ? Nul n'a d'ailleurs songé à le dissimuler, dans l'esprit même d'un débat placé sous le signe de la libre confrontation des idées et de l'expérience de chacun.

Mais comment ne pas voir, en relation même avec cette extrême diversité des points de vue, l'importance considérable d'une conférence qui a précisément permis, trois jours durant, la rencontre et le dialogue de la quasi-totalité des tendances et courants qui, exprimant les nécessités les plus profondes de la lutte du prolétariat et des peuples opprimés, s'efforcent de dégager les voies d'une action indépendante contre l'ordre que garantissent conjointement, à l'échelle du continent tout entier, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ?

Et il n'y a certes pas lieu de s'étonner de ce que, appréciant lucidement la portée de cette rencontre de forces apparemment disparates, mais toutes engagées activement sous une forme ou sous une autre dans la lutte contre l'ordre établi en Europe, les garants de cet ordre aient multiplié, jusqu'à la veille de la conférence, les manœuvres visant à dissuader les uns ou les autres d'y participer : n'a-t-on pas vu brandir des menaces d'exclusion dans tel ou tel parti social-démocrate ? N'a-t-on pas vu, ici où là, l'appareil stalinien agir, directement ou indirectement, pour faire obstacle à la présence de telle ou telle organisation ? N'a-t-on pas assisté, en Irlande par exemple, à des tentatives d'intimidation éma-

nant directement de l'appareil militaire de l'impérialisme britannique ?

Toutes les forces de la réaction, dont le sort est lié au maintien de l'ordre européen issu de la Deuxième Guerre mondiale, au statu quo codifié par les conférences de Yalta et de Potsdam, mesurent le risque que constitue pour elles la jonction qui commence à s'opérer, par-dessus les frontières de l'Europe divisée, entre ceux qui combattent à l'Ouest du continent l'impérialisme et les régimes bourgeois, et à l'Est les dictatures bureaucratiques qui prétendent agir au nom du socialisme.

L'arrestation de notre camarade Philippe Ries et la tentative de provocation contre l'opposition polonaise qui a suivi indiquent la conscience aiguë de la bureaucratie de Varsovie et de ses tuteurs de Moscou à cet égard. Il s'agissait d'interdire, par tous les moyens de l'appareil policier, que l'opposition polonaise dressée contre la bureaucratie fasse sa jonction avec les forces qui se rassemblent, à l'Ouest, dans le combat contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne. Il s'agissait tout spécialement de s'opposer, par les moyens de la provocation, au dialogue qui, à l'occasion de la conférence du bulletin « Le Frelon » (16 et 17 décembre) préparatoire à la Conférence européenne, et à l'occasion de la Conférence européenne elle-même, a commencé à se développer entre les différentes tendances de l'opposition polonaise, comme entre celle-ci et les organisations de la classe ouvrière, de la jeunesse et du mouvement d'émancipation des peuples rassemblées à Paris fin janvier.

Il s'agissait plus précisément encore de la parfaite compréhension de ce que, dans ce cadre, les organisations engagées dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale constituent, dans le combat inconditionnel contre la répression et dans le respect total des positions des uns et des autres, qui rendent possible la libre discussion et la libre confrontation des points de vue, le point d'appui le plus solide, politique et matériel, pour tous les courants de la classe ouvrière et de la jeunesse réellement engagés dans la lutte contre les dictatures bureaucratiques en Europe de l'Est.

POUR LA LIBERATION DE JAROSLAV SABATA ET DE CASIMIR SWITON

Il s'agissait d'interdire cette jonction, comme il s'agissait, pour la bureaucratie de Prague, avec l'arrestation de Jaroslav Sabata à la frontière polono-tchèque, d'interdire la jonction entre la « Charte 77 » et le KSSKOR de Pologne.

Il s'agissait d'interdire cette jonction qui a néanmoins commencé à se réaliser dans la Conférence européenne elle-même, où ont débattu fraternellement militants des oppositions polonaise et tchèque, et où tous ont entendu l'appel lancé de sa prison le 1^{er} novembre 1978 par le militant polonais Casimir Switon, fondateur du Comité des syndicats libres de Katowice :

« (...) C'est pourquoi je me tourne vers vous, frères syndicalistes du monde libre : aidez-nous et soutenez notre jeune mouvement syndical indépendant qui est en plein développement et vient seulement de s'amorcer avec la fondation du Comité des syndicats libres de Katowice. Les syndicats qui existent aujourd'hui officiellement en Pologne, au lieu de prendre position pour la défense des intérêts du monde du travail, coordonnent leurs efforts dans l'intérêt du pouvoir, obligeant les travailleurs à augmenter la productivité du travail sans qu'y corresponde une augmentation proportionnelle de salaires ; c'est par exemple ce qu'on appelle le travail « volontaire » (gratuit).

C'est pourquoi l'impératif du moment était d'amorcer en Pologne un mouvement syndical indépendant du pouvoir et du POUP, et dont tous les efforts viseront à défendre comme il se doit les intérêts de chaque travailleur.

(...) C'est pourquoi je m'adresse tout particulièrement à vous, frères compatriotes : réveillez-vous de votre léthargie, surmontez la peur qui vous envahit. Nous devons unir nos efforts et nous opposer à la bourgeoisie rouge qui, au prix de notre sang d'ouvriers, nous exploite comme au temps du capitalisme, assurant pour

elle-même et ses proches l'avenir matériel, en tenant compte d'un éventuel éloignement du pouvoir.

(...) C'est pourquoi, de derrière mes barreaux, je vous lance cet appel et vous crie : prenez la défense des droits qui vous sont dus, et que le pouvoir actuellement peut difficilement respecter. Et, de mon côté, je vous assure que je continuerai la lutte que j'ai commencée (...).

Les paroles de Switon s'inscrivent dans la continuité des grands mouvements de la classe ouvrière de Pologne contre la dictature bureaucratique, depuis les puissantes grèves de Szczecin et de Gdansk en 1970-1971 (que les travailleurs de cette dernière ville viennent de commémorer, le 18 décembre, par une puissante manifestation de 4 000 travailleurs et jeunes) jusqu'aux mouvements de 1976, à Radom et Ursus.

Elles annoncent la proximité d'une nouvelle explosion qui dressera, à un niveau plus élevé encore, la classe ouvrière et la jeunesse contre le régime.

Elles font écho au combat de Khlebanov et de ses camarades, héroïques fondateurs du mouvement pour des syndicats indépendants en Union soviétique.

Et, pour nous, militants du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, elles s'inscrivent dans cette « nouvelle montée de la révolution » en URSS et dans les pays de l'Est dont Léon Trotsky, rédigeant le « Programme de transition » en 1938, annonçait qu'elle commencerait

« sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique : A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique. »

**« UNE IRLANDE DIVISEE
EST TOTALEMENT
INACCEPTABLE »**

Du côté de l'impérialisme, on comprend aussi parfaitement ce que cette jonction signifie. Nul doute que l'impérialisme anglais ne comprenne ce que signifie la présence à la Conférence européenne du député travailleur Tom Litterick, et cette déclaration du camarade Paddy Mooney, représentant du plus puissant syndicat irlandais, l'IGTWU, parlant au meeting international contre la répression aux côtés des représentants du Sinn Féin :

« (...) Le mouvement syndical considère que seule l'unification de l'Irlande sur la base d'un gouvernement véritablement socialiste est la solution à long terme des problèmes de notre pays (...). La partition n'a aucune base politique, ni aucune justification morale. Nous sommes prêts à accepter dans l'Irlande de demain les droits de tout groupe minoritaire, mais nous demandons la réunification de l'Irlande comme une seule république souveraine, comme le voulait l'un des fondateurs de notre mouvement ouvrier, James Connolly (...). Une Irlande divisée est totalement inacceptable (...). »

Nul doute également que la monarchie de l'héritier de Franco, Juan Carlos, et ceux qui lui servent de béquille, les Carrillo et les Felipe Gonzalez, ne comprennent ce que signifie la présence, dans la Conférence européenne, d'une délégation d'observateurs de la CNT, cette CNT à laquelle, de toutes parts, on voudrait interdire de se reconstituer comme l'une des plus puissantes organisations traditionnelles du prolétariat espagnol.

Les militants trotskystes que nous sommes, engagés dans le long et difficile combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, ont toutes les raisons d'être fiers d'avoir permis, par leur initiative, par leur travail d'organisation à l'échelle de l'Europe, la préparation et la réalisation d'un tel débat, placé sous le signe, répétons-le, de la libre confrontation des points de

vue. Comme toutes les composantes de la Conférence européenne, nous avons apporté notre contribution spécifique dans la discussion, et, pas plus que quiconque, nous n'entendons renoncer à nos idées au nom d'une fausse unanimité qui n'a pas lieu d'être.

Comme tous les militants et organisations qui ont participé à la Conférence européenne, nous honorerons scrupuleusement les engagements que nous avons pris sur le terrain du combat international contre la répression. Et nous savons que ce combat, s'il est mené avec rigueur et avec conséquence, ne manquera pas de poser à tous ceux qui s'y engagent les questions fondamentales de la lutte de classe à notre époque.

**LE SENS PROFOND
DU COMBAT
POUR LES LIBERTES
DEMOCRATIQUES
ET POUR
LE DROIT DES PEUPLES
A DISPOSER D'EUX-MEMES**

Comment lutter avec conséquence pour les libertés démocratiques sans prendre en charge le combat pour la plus fondamentale d'entre elles, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre en charge la lutte internationale pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes britanniques d'Irlande et des troupes russes de Tchécoslovaquie ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre en charge la revendication fondamentale du peuple allemand à l'unité et à l'indépendance nationale ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre en charge le combat contre le système de Yalta et

de Potsdam, qui divise l'Europe et tranche dans la chair vive des peuples, au mépris de l'histoire et des réalités nationales ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre en charge le combat contre les tentatives conjointes de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin de geler et de perpétuer, contre les peuples du continent, le système d'Etats actuellement existant sous couvert des accords négociés dans le cadre de la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe » (accords d'Helsinki et de Belgrade) ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans soutenir la lutte légitime des peuples du Pays basque et de Catalogne pour s'affranchir de la camisole de force de l'Etat franquiste oppresseur des nationalités, sans reconnaître le droit de ces peuples à constituer leurs Républiques libres du Pays basque et de Catalogne, dans le cadre d'une Union des Républiques libres d'Espagne ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques sans défendre le droit imprescriptible des travailleurs d'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est à disposer de leurs syndicats indépendants de l'Etat et du parti de la bureaucratie au pouvoir ?

Comment combattre avec conséquence pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans reconnaître la pleine et entière légitimité des aspirations des nationalités opprimées en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Ukraine, dans les pays baltes, en Géorgie, en Arménie, etc. ?

C'est ainsi que la lutte conséquente contre la répression, pour la défense intransigeante des libertés démocratiques, dégagera à coup sûr les questions fondamentales que doivent résoudre le prolétariat, la jeunesse, les peuples en lutte pour leur émancipation, qui ne sont autres que les questions fondamentales de la révolution prolétarienne, révolution sociale contre les bourgeoisies et l'impérialisme à

l'Ouest du continent, révolution politique à l'Est contre les bureaucraties qui ont usurpé le pouvoir et évincé la classe ouvrière de ses droits politiques.

Et comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement sur un continent où la domination conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, imposée sur les décombres de la Deuxième Guerre mondiale et maintenue par la force depuis plus de trente ans, devait inévitablement faire resurgir avec une force décuplée les légitimes revendications démocratiques du prolétariat, de la jeunesse, des peuples d'Europe, totalement incompatibles avec l'ordre ancien que, déjà, elles tendent à faire éclater de toutes parts ?

VERS UNE NOUVELLE CONFRONTATION DES POINTS DE VUE A UN NIVEAU PLUS ELEVE

Voilà pourquoi la lutte commune contre la répression, que les participants à la Conférence européenne ont décidé de poursuivre avec une énergie redoublée, permettra de créer les conditions, dans les mois qui viennent, de nouvelles initiatives, d'une nouvelle collaboration et d'une nouvelle confrontation des points de vue à un niveau plus élevé.

Les questions que l'écrivain Jurgen Fuchs a posées à la conférence n'appellent-elles pas déjà une réflexion plus profonde et une volonté plus tendue dans la recherche en commun des solutions :

« Sommes-nous sur la défensive ? demande J. Fuchs. Est-ce que les arrestations, les condamnations, les personnes qui se voient privées de leur citoyenneté et sont contraintes à prendre le chemin de l'exil, est-ce que tout cela prouve que le socialisme, en tant qu'alternative, a échoué ? Que la morgue des autorités se conforte ? Que la situation des opprimés est de plus en plus dépourvue de perspectives ? Est-ce que je parle en tant que « victime du socialisme » ? Est-ce que je suis, en ma personne, la preuve que le socialisme ne peut pas fonctionner ?

Je ne puis être la victime de quelque chose qui n'existe pas encore. Et qu'il est d'autant plus urgent d'instaurer que deviennent plus sinistres les « mesures » et les intentions de ceux qui veulent le contraire, même s'ils camouflent sous de grandes phrases les intérêts qu'ils incarnent.

Et prenons-y garde : une répression accrue, c'est aussi la preuve que croissent les efforts de ceux qui veulent rester debout, et que l'on veut toujours voir se coucher.

Nous vivons dans une époque d'alternative sans échappatoire. Ou bien nous réussissons à faire de la terre un séjour habitable pour tous, où nulle puissance étrangère, nul dictateur, commençât-il à se prendre pour un révolutionnaire ou un serviteur de Dieu, nulle clique, nulle bureaucratie ne puisse maintenir les vieux rapports de domination et de servitude. Ou bien nous n'y parviendrons pas. Dans ce dernier cas, il ne nous resterait qu'à suivre la recommandation funèbre donnée par Brecht dans les années 1930 :

*Les gouvernements
Signent des pactes
De non-agression.
Petit homme,
Fais ton testament. »*

Nous pensons, comme Jurgen Fuchs, que « la répression accrue, c'est aussi la preuve que croissent les efforts de ceux qui veulent rester debout, et que l'on veut toujours voir se coucher ».

JAROSLAV SABATA :
**« LES LEÇONS
 DE L'EXPERIENCE
 HISTORIQUE
 DU MOUVEMENT
 OUVRIER... »**

Nous pensons que Jaroslav Sabata, pour la libération duquel les participants à la Conférence européenne se sont engagés à ne ménager aucun effort, fait écho aux paroles de Jurgen Fuchs lorsque, dressé face à ses juges, il déclare :

« Il y a effectivement des leçons que j'ai apprises, et qui ont laissé sur moi une empreinte profonde : ce sont les leçons de l'expérience historique du mouvement ouvrier. J'ai agi toute ma vie et je continuerai à agir de manière conforme à ces leçons-là. »

Nous pensons qu'au travers des paroles de Fuchs, de Sabata et de nombreux autres, courageux combattants contre l'exploitation, l'oppression et la répression, c'est effectivement « l'expérience historique du mouvement ouvrier » qui fraie son chemin, surmontant tous les obstacles que, pendant des dizaines d'années, les forces diverses attachées à la survie du vieux monde ont dressés devant elle.

Les organisations européennes membres du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale ont apporté leur contribution au libre débat de la conférence, contribution qui n'est autre que le programme de la IV^e Internationale, le programme qui, en effet, résume, pour reprendre le mot de Sabata, « l'expérience historique du mouvement ouvrier ».

Leur déclaration appelant à la non-participation, sous quelque forme que ce soit, aux élections de juin 1979 destinées à mettre en place le prétendu « Parlement européen », résume cette contribution dans les phrases suivantes :

« (...) Un spectre hante l'Europe : celui du prolétariat qui a reconstitué ses forces et tend à unifier ses luttes depuis 1968 à l'Est comme à l'Ouest du continent.

Un spectre hante l'Europe : celui du prolétariat qui a commencé à ébranler le vieil ordre capitaliste en balayant en 1974, au Portugal, la plus vieille dictature du continent, qui s'apprête à poursuivre son offensive en Espagne, en France, en Italie ; qui, en URSS, combat pour reconstituer ses propres syndicats indépendants de la caste privilégiée au pouvoir ; qui, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, prépare de nouveaux assauts, décisifs peut-être, contre les dictatures des bureaucraties parasitaires imposées par le Kremlin.

Un spectre hante l'Europe : celui de la révolution socialiste !

Le prolétariat dénoncera les accords contre-révolutionnaires de Yalta et de Potsdam, les accords contre-révolutionnaires d'Helsinki et de Belgrade.

Il dénoncera le traité de Rome et démantèlera tous les organismes mis en place pour les seuls besoins de l'exploitation des masses travailleuses.

Il dénoncera le pacte Atlantique et les accords militaires entre impérialismes qui en découlent.

Il dénoncera le pacte de Varsovie, instrument d'oppression contre les peuples d'Europe de l'Est, au nom duquel les chars russes occupent encore aujourd'hui la Tchécoslovaquie.

POUR LA DEFENSE DES CONQUETES D'OCTOBRE

Il assurera, par ses propres méthodes de classe, contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, l'indispensable défense des acquis de la révolution d'Octobre en Union soviétique, des acquis de l'expropriation du capital en Europe de l'Est, qui se confond entièrement avec la révolution sociale à l'Ouest de l'Europe et la révolution politique à l'Est.

Le prolétariat allemand assurera par ses propres méthodes de classe le maintien de l'expropriation du capital à l'Est de l'Allemagne, son extension à l'Ouest. Il assurera l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan pour toute l'Allemagne en balayant la bourgeoisie allemande à l'Ouest, la bureaucratie satellite du Kremlin à l'Est.

Pour cela, unité sans condition de l'Allemagne !

Retrait de toutes les troupes d'occupation à l'Est et à l'Ouest !

A bas le mur de Berlin !

Liberté d'expression, de communication, de circulation, d'organisation dans toute l'Allemagne !

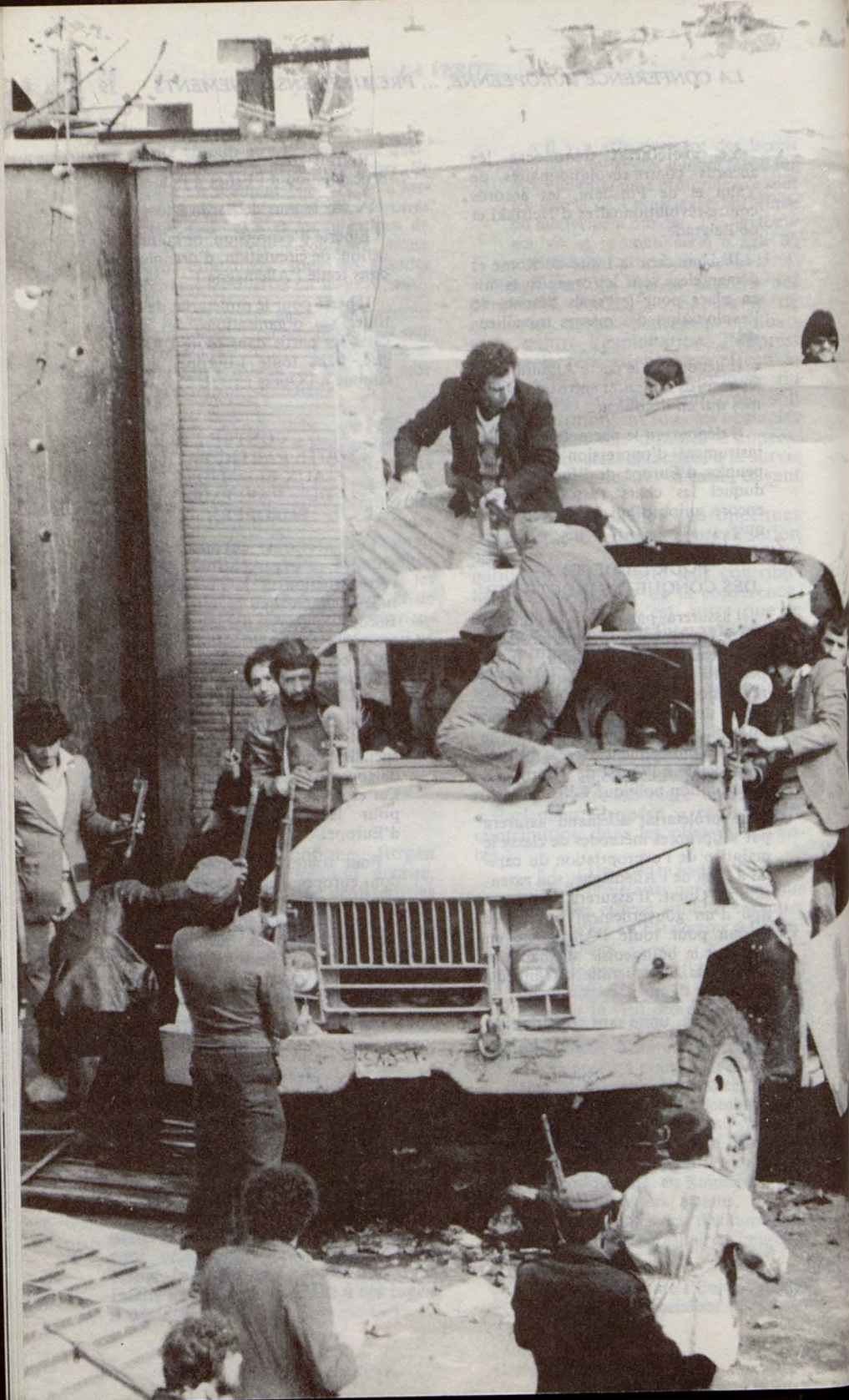
Liberté pour le prolétariat de constituer ses organisations, ses syndicats, ses partis dans toute l'Allemagne, dans toute l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest !

CONTRE TOUTE PARTICIPATION AUX ELECTIONS DU « PARLEMENT EUROPEEN »

Les sections européennes du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale déclarent que la lutte pour une Europe unie passe par le combat contre toute forme d'oppression nationale, contre toute occupation militaire, contre la division de l'Europe, pour l'unité inconditionnelle de l'Allemagne, contre toute forme de répression, par le combat pour le socialisme qui assurera la satisfaction de toutes les aspirations du prolétariat et de la jeunesse, par le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Pour toutes ces raisons, les sections européennes du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale appellent à la non-participation, sous quelque forme que ce soit, aux élections de juin 1979 destinées à mettre en place le prétendu « Parlement européen ». »

Robert Clément,
19 février 1979.





Iran : nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale

Une déclaration du Secrétariat international

Au lendemain de l'insurrection qui, en quarante-huit heures, avait balayé la monarchie et disloqué, sous les coups du peuple en armes, ses principales institutions, Le Monde concluait son éditorial en écrivant : « Le désastre que vient de subir Washington n'a pas fini d'exercer sur toute la région et sur l'équilibre des forces dans le monde ses incalculables conséquences. » Il exprimait ainsi avec lucidité l'angoisse de tous ceux qui ont eu partie liée avec la préservation de l'ordre impérialiste mondial et la compréhension de la portée internationale immense des bouleversements en cours.

« Incalculables conséquences »... Avec l'explosion révolutionnaire en Iran, avec l'insurrection commençant la révolution prolétarienne en Iran même, c'est une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale qui s'amorce.

Avec la chute, sous les coups des masses, de la monarchie iranienne, c'est l'un des piliers de l'ordre édifié à Yalta et à Potsdam — cet ordre déjà ébranlé de toutes parts — qui s'effondre.

Désespérément et jusqu'à la dernière minute, Washington, Moscou et Pékin ont cherché à sauver le chah. Carter lui a réitéré son appui après les massacres du « vendredi noir », les dirigeants de Pékin ont volé à son

secours, ceux de Moscou l'ont félicité pour son anniversaire.

Ce n'était pas là aveuglement de la part des représentants de la coalition contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, c'était au contraire lucidité : ils étaient conscients du fait que le monarque sanglant était la clef de voûte du régime, que son départ rendrait la situation incontrôlable et que les conséquences de l'effondrement du régime iranien auraient des conséquences effectivement incalculables.

10 et 11 février 1979 : l'insurrection à Téhéran commence la révolution prolétarienne en Iran. Ici, les masses en armes saisissent un camion de munitions (Ph. Sygma).

Il faut prendre toute la mesure de ce qui s'est produit et va encore se développer : l'impérialisme mondial, à travers tout particulièrement l'impéria-

lisme américain, vient de subir une défaite d'ampleur au moins égale à la défaite politique qu'il avait subie au Vietnam.

Mais ce nouveau et formidable choc qui fait vaciller l'équilibre mondial prend toute sa dimension parce que s'ajoutant, s'intégrant à une situation déjà façonnée par la défaite de caractère mondial de l'impérialisme au Vietnam, et par le fait que la révolution portugaise a mis la révolution prolétarienne à l'ordre du jour dans toute l'Europe ; il modifie cette situation dans le sens de l'amplification et de l'approfondissement du caractère révolutionnaire de la période dans laquelle nous sommes engagés, dans le sens de l'aggravation de la crise généralisée de l'impérialisme, de la crise des formes de domination de toutes les bourgeoisies et de la crise de la bureaucratie du Kremlin, de celle de Pékin et des diverses bureaucraties satellites dont, dans tous les cas, le pouvoir et les privilèges dépendent du maintien de la domination de l'impérialisme à l'échelle mondiale.

C'est un pilier de l'ordre édifié à Yalta et à Potsdam qui s'effondre : on sait la place stratégique qu'occupe l'Iran, ce que signifie, de manière directe, la chute de la dictature pour l'équilibre dans tout le Moyen-Orient, pour le développement de la lutte des classes en Turquie et en Irak, les conséquences inévitables de cette chute pour le sous-continent indien (Pakistan, Afghanistan). On sait aussi les implications directes de la révolution en Iran comme facteur nourrissant la révolution politique en URSS, en particulier à partir de la question nationale, puisqu'une partie de l'Azerbaïdjan est rattachée à l'URSS.

Plus généralement, d'ailleurs, le déclenchement de la révolution prolétarienne en Iran soulève, de manière explosive, la question des nationalités dans toute la région, met à l'ordre du jour le droit pour les nationalités opprimées et divisées à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la séparation d'avec les Etats qui les ensèrent et à constituer des républiques unies.

Mais il faut aller au-delà de ces conséquences directes, pour importantes qu'elles soient...

DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA NOUVELLE PERIODE DE LA LUTTE DES CLASSES MONDIALE

La révolution prolétarienne qui a commencé en Iran est organiquement inscrite dans le développement de la nouvelle période de la lutte des classes ouverte en 1968 (« période de l'immence de la révolution »). Dans le développement de cette période, après le premier palier (tournant) franchi en 1974-1976 avec la révolution portugaise mettant la révolution prolétarienne à l'ordre du jour dans toute l'Europe et la défaite politique de l'impérialisme au Vietnam, c'est un nouveau tournant mondial qui s'amorce, et la révolution prolétarienne en Iran est un élément essentiel dans la matérialisation de ce tournant.

Cette réalité internationale est présente dans l'allure des développements en Iran même. La crise politique irréversible du « régime fort » du chah, le caractère quasi mécanique de sa décomposition que l'activité des masses a transformée en crise révolutionnaire ouverte, puis en révolution, est une manifestation de la tendance à l'affaiblissement de pans entiers du système impérialiste. A la racine de ces effondrements qui se produisent d'abord dans ce que l'on peut décrire comme la périphérie du système impérialiste, il y a la crise généralisée de ce système qui se concentre en son cœur même, dans les pays capitalistes avancés, dans les puissances impérialistes et en particulier en Europe, où elle se combine directement avec la marche à la révolution politique.

Le niveau extraordinaire de combativité des masses iraniennes, les formes d'organisation que leur mouvement a dégagées dans la lutte contre la dictature, le caractère « classique » — la « pureté » pourrait-on dire — de la première phase de la révolution prolétarienne en Iran sont inséparables de la montée révolutionnaire du prolétariat à l'échelle mondiale et de ses caractéristiques essentielles : la tendance du prolétariat à se regrouper sur un nouvel axe et la reprise des formes les plus « pures » de la lutte des classes.

La révolution prolétarienne en Iran est inséparable de l'accentuation de la marche à la dislocation du marché mondial, de la crise politique non réglée de l'impérialisme américain, de la maturation de la lutte des classes dans toute l'Europe aggravant l'instabilité de tous les régimes en place, des développements révolutionnaires dont l'Amérique latine est le théâtre.

Aujourd'hui, la révolution prolétarienne en Iran exerce et exercera une formidable impulsion sur le cours de la lutte des classes à l'échelle mondiale, précipitera la crise de tous les anneaux de la chaîne impérialiste, de chacune des bourgeoisies, intensifiera celle des bureaucraties contre-révolutionnaires affaiblies par ce nouvel échec de la Sainte-Alliance.

Il est beaucoup question des conséquences économiques de l'effondrement de la dictature en Iran. Elles seront certes importantes, car elles s'insèrent dans une situation marquée par des conditions de fonctionnement de plus en plus critiques du système capitaliste mondial. Mais les conséquences politiques sont — et seront — immenses.

Le sol sur lequel repose la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme et des bureaucraties tend à se dérober sous leurs pieds à partir de l'aggravation de la crise de l'impérialisme, une crise qui se dirige aujourd'hui vers la dislocation de l'ensemble du système et de l'équilibre sur lequel il repose.

Les développements économiques, sociaux et politiques sont de moins en moins contrôlables. Chaque bourgeoisie, chaque impérialisme — et en premier lieu l'impérialisme américain lui-même, clef de voûte du système — voit s'aggraver la crise politique dans laquelle il est plongé.

La révolution prolétarienne en Iran impulse dans une direction révolutionnaire le mouvement du prolétariat à l'échelle internationale. Elle intensifie de manière immédiate la crise patente de l'impérialisme américain, elle nourrit et nourrira les développements révolutionnaires en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Asie. Elle nourrit et nourrira le développement de la lutte des classes dans les principaux

pays capitalistes d'Europe. Elle nourrit et nourrira la lutte des travailleurs d'URSS et des Etats ouvriers bureaucratés vers la révolution politique.

Elle est un appel puissant à la révolution, à la révolution prolétarienne. Elle montre que ce n'est qu'en s'engageant dans cette voie que l'on peut combattre contre la remise en cause des libertés démocratiques, contre l'exploitation, la dégradation des conditions de vie, le chômage, pour la solution des problèmes démocratiques non réglés. Elle démontre avec force que le combat pour préparer la révolution prolétarienne est la seule politique réaliste.

Oui, c'est bien une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale qui commence.

EN IRAN, C'EST LA REVOLUTION PROLETARIENNE QUI A COMMENCE

C'est en six mois que la dictature du chah a été réduite en miettes. En août 1978, après l'atroce provocation de l'incendie d'un cinéma à Abadan, 50 000 manifestants défient la police, criant : « Chah, nous te brûlerons ! »

Le 8 septembre, c'est le « vendredi noir ». Fort de l'appui de l'impérialisme, de celui de la bureaucratie stalinienne, de celui de la bureaucratie de Pékin, le régime impérial compte sur la meurtrière efficacité de ses forces de répression. A Téhéran, c'est à la mitrailleuse lourde que l'armée ouvre le feu sur une immense manifestation.

Mais dès le 24 septembre, le mouvement rebondit : c'est la grève des travailleurs du pétrole qui va déboucher sur la grève générale.

En janvier, le chah prend la fuite. Très vite, le gouvernement Bakhtiar semble s'évanouir, l'armée commence à se désagréger, les commandes de l'appareil d'Etat ne répondent plus, la grève générale paralyse le pays. Le 10 février, c'est l'insurrection qui éclate, et, en quelques heures, le feu de la révolution va gagner tout Téhéran, et bientôt tout le pays.

C'est bien d'une révolution qu'il s'agit : personne aujourd'hui n'en disconvient.

Mais il faut définir le contenu de cet irrésistible bouleversement qui a raison d'un régime considéré comme l'un des plus « forts » du monde, qui fait voler en éclats une armée considérée comme le gendarme de la réaction dans toute la région.

C'est de la révolution prolétarienne qu'il s'agit. C'est la révolution prolétarienne qui a commencé en Iran.

Il fallait déjà caractériser la mobilisation révolutionnaire des masses qui allait imposer la fuite du chah comme « l'aube d'une révolution ». Dès cette phase, l'axe de l'irrésistible déferlement des masses exploitées et opprimées, c'était le mouvement propre du prolétariat agissant comme la force motrice qui impulse le combat de toutes les couches de la société.

Dès le 24 septembre, les travailleurs du pétrole sont en grève, et très vite la grève s'étend à d'autres secteurs pour ensuite se généraliser, malgré la répression, et durer jusqu'à la chute de Bakhtiar.

Lorsque la grève de l'industrie pétrolière redevient, malgré la présence des forces armées, générale, les travailleurs mettent en avant, en même temps que des revendications spécifiques, des revendications politiques : levée de la loi martiale, libération de tous les prisonniers politiques, interdiction à la Savak et à l'armée d'intervenir dans les usines.

Dans tous les secteurs, des comités de grève se forment, des assemblées générales démocratiques prennent en charge l'organisation de la lutte. Dans le même mouvement, le prolétariat s'attaque à la construction d'organisations syndicales indépendantes. Ignorant les conseils des staliniens du Partitudeh qui veulent utiliser les prétendus « syndicats » mis en place par la Savak, les travailleurs détruisent ces appendices de la dictature, interdisent la présence de leurs dirigeants dans les assemblées générales, ouvrent la voie à la construction de leurs syndicats.

Pendant quatre mois, à travers la grève, les occupations, les puissantes manifestations, c'est la grève de masse, ce « mode de mouvement de la

masse prolétarienne », comme le dit Rosa Luxemburg, qui domine la scène.

Ainsi, d'emblée, le prolétariat marque de son empreinte la lutte gigantesque qui se développe. C'est autour de lui que se rassemblent toujours les couches opprimées et exploitées dans la lutte contre la dictature, à partir de son action que surgissent tous les problèmes politiques : le combat pour les libertés démocratiques, l'ensemble des revendications nationales et démocratiques reliées à l'émancipation de l'Iran à l'égard de l'impérialisme, la question agraire, la question essentielle du droit inconditionnel des peuples kurde, azerbaïdjanais, balouche, à la séparation, combinées avec les revendications propres du prolétariat.

La maturation du mouvement ne s'appuie pas que sur l'emploi des méthodes de lutte du prolétariat : il dégage les formes d'organisation correspondant à la mobilisation la plus ample des masses, les comités de grève, les comités populaires de quartier, puis les comités de soldats, les organismes mêmes de la révolution prolétarienne, les embryons des organismes du pouvoir ouvrier.

C'est le langage de la révolution prolétarienne, de la grande révolution russe, que commencent à parler dans l'action les masses d'Iran engagées dans une lutte à mort contre la sanglante dictature du chah.

Les 10 et 11 février, c'est l'insurrection. En quelques heures, les laborieuses tentatives d'une « transition pacifique » de Bakhtiar à Khomeini-Bazargan sont réduites en cendres, en quelques jours les institutions centrales de l'Etat bourgeois sont attaquées, disloquées, démantelées. L'armée se désagrège, éclate littéralement. Des unités entières passent à l'insurrection, qui a d'ailleurs été généralisée à partir de la tentative de la garde impériale d'écraser une unité passée aux côtés des travailleurs.

Alors, les masses s'attaquent militairement aux commissariats, aux casernes, aux points stratégiques, aux édifices gouvernementaux. L'insurrection triomphe.

Comme au Portugal en avril 1974, c'est la révolution prolétarienne qui

s'ouvre à travers le commencement de la destruction par les masses travailleuses de toutes les institutions, de tous les éléments de l'appareil monarchique, forme sous laquelle existe la domination de la bourgeoisie et de l'impérialisme. C'est la destruction de l'Etat bourgeois qui commence, c'est la révolution prolétarienne qui est en marche, à travers la liquidation « à chaud » de la monarchie. S'il est nécessaire de souligner cette analogie avec le Portugal, il faut aussi en marquer les limites. En Iran, l'assaut contre les institutions centrales de l'Etat a immédiatement pris la forme d'une guerre civile ouverte. Il n'y a pas eu de fraction de l'appareil militaire jouant « à gauche » et, par là même, ouvrant certes la brèche dans laquelle le mouvement des masses allait s'engouffrer, mais capable du même coup de chercher immédiatement à assurer la continuité de l'Etat bourgeois. C'est immédiatement, sous les coups de boutoir de la révolution, que l'armée est brisée.

L'insurrection a été un mouvement spontané d'une formidable puissance. Mais cette spontanéité n'est pas une donnée brute, elle est elle-même le produit de divers facteurs. Elle intègre non seulement comme l'une de ses manifestations les conséquences de la montée internationale du prolétariat ainsi que les riches traditions de lutte des masses ouvrières et paysannes d'Iran, mais elle est aussi la résultante de l'expérience acquise à travers les six mois de lutte sanglante contre la dictature, de la constitution d'organismes assurant la représentation de l'ensemble des masses en lutte.

Dans le cours de l'insurrection elle-même, les comités vont se multiplier, et, en particulier, les comités de soldats. Dans le cours de l'insurrection elle-même, les masses vont commencer à coordonner leur action militaire, c'est-à-dire commencer à former des milices.

Comités de grève et d'usine, comités populaires de quartier, comités de soldats : ces organismes de type soviétique ont étendu leur réseau à tout le pays. Alors que le gouvernement Bakhtiar s'évanouissait, que les piliers de l'appareil d'Etat s'effondraient, que, provisoirement impuissants, Khomeini et Bazargan ne pouvaient

qu'accepter le fait accompli de l'insurrection, c'est la question de leur centralisation qui est à l'ordre du jour, et à travers elle l'exigence de la remise de tout le pouvoir à ces comités appuyés sur les travailleurs en armes.

C'est ainsi, à travers le mouvement de la révolution prolétarienne, que se pose sans équivoque aujourd'hui en Iran la question du gouvernement correspondant aux aspirations et aux revendications des masses qui ont héroïquement lutté pour en finir avec la monarchie.

A BAS LA MONARCHIE ! CONSTITUANTE SOVERAINE ! REPUBLIQUE !

C'est bien la révolution prolétarienne qui se dresse en Iran ; c'est bien une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale qui commence.

Elle a commencé par une nouvelle et éclatante vérification de la théorie de la révolution permanente comme théorie de la révolution prolétarienne mondiale, dont le programme de la IV^e Internationale est l'expression.

C'est concrètement — comme expression particulière, précise, du développement inégal et combiné — que la révolution prolétarienne en Iran a matérialisé l'unité mondiale de la lutte des classes.

Elle n'a pas laissé pierre sur pierre des prétendues théories qui donnaient à la bourgeoisie iranienne, à l'époque ultime de la décadence impérialiste, la possibilité de frayer la voie à un développement capitaliste « original », à la constitution d'un semi-impérialisme sui generis.

Tout au contraire, le cours même des événements révolutionnaires a démontré, si besoin était, que l'Iran est un exemple classique de pays semi-colonial économiquement arriéré et dominé par l'impérialisme.

La révolution prolétarienne s'y est affirmée en dégageant, comme éléments centraux de la mobilisation des masses et en les combinant avec les

revendications propres du prolétariat, l'ensemble des revendications nationales et démocratiques :

— l'expropriation de l'impérialisme ;

— le non-paiement de la dette externe ;

— le règlement de la question agraire ;

— les libertés fondamentales d'organisation, d'expression, de réunion.

Elle a placé au premier rang non seulement la tâche d'émanciper l'Iran du joug impérialiste, mais le problème essentiel des nationalités opprimées, dans le cadre de l'empire. Droit pour les peuples kurde, azerbaïdjanais et balouche à la séparation, ce qui soulève, comme mot d'ordre de la révolution prolétarienne en Iran, le droit pour les peuples kurde et azerbaïdjanais de se constituer en républiques unies, par leur séparation d'avec les Etats qui les oppriment.

A bas la monarchie ! Constituante souveraine ! République ! Ces mots d'ordre ont exprimé sous une forme concentrée les aspirations des masses dont le mouvement se dirigeait inéluctablement contre l'Etat bourgeois en tant que tel, parce qu'il était l'obstacle à la réalisation des tâches démocratiques et nationales comme de toutes les revendications ouvrières et paysannes.

Dans ce mouvement ont commencé à se dégager, puis à se renforcer les formes d'organisation révolutionnaires de la classe ouvrière dans son ensemble, et du rassemblement autour d'elle de l'ensemble des couches opprimées et exploitées, formes d'organisation qui ébauchent les organismes du pouvoir de la classe ouvrière, de la dictature du prolétariat : les comités de grève et d'usine, les comités de quartier, les comités de soldats, la matérialisation encore inachevée parce que non centralisée de la forme universelle du pouvoir de la classe ouvrière, le soviétique.

Les principaux rouages de l'appareil d'Etat bourgeois, les administrations centrales, l'armée, ont été démantelés, disloqués, partiellement détruits. Ils existent encore néanmoins.

La tâche qu'impose la phase actuelle de la révolution, c'est la destruction de fond en comble du vieil appareil d'oppression et de répression, et la substitution à cet appareil du pouvoir des comités ; la tâche de l'heure, c'est la destruction totale de l'armée monarchique, l'armement du peuple à travers les milices.

L'appareil de domination de la bourgeoisie a été disloqué, il a éclaté. Ce que la révolution met à l'ordre du jour, c'est la centralisation des comités pour qu'ils puissent substituer à cet Etat, démantelé mais toujours existant, l'Etat des conseils.

TOUT LE POUVOIR AUX COMITES D'USINE, DE QUARTIER, DE SOLDATS, CENTRALISES ET ASSURANT SOUS LEUR CONTROLE L'ARMEMENT DES MASSES !

Pour préserver ce qui reste aujourd'hui de l'Etat bourgeois et pour tenter de le reconstituer, toutes les forces internationales et nationales liées à l'ordre bourgeois se coalisent.

Pour entreprendre cette tâche, Khomeini et Bazargan ne peuvent que renier les promesses démocratiques les plus élémentaires. Loin de convoquer une Assemblée constituante, ils envisagent par la voie d'un plébiscite de rétablir un pouvoir de fait.

Mais ce pouvoir de fait, pour être une réalité, a besoin d'instruments. Ils ne peuvent les trouver que dans les éléments aujourd'hui disloqués, éparés, de l'appareil militaire et de l'appareil de répression. Il leur faut tenter de ressouder l'armée et, pour ce faire, avoir recours aux sanglants généraux du chah.

Ils ne peuvent entreprendre cette tâche sans bénéficier de complicités agissant en direction du mouvement des masses. Le Front national, coalition bourgeoise que soutient le parti stalinien Tudeh, et d'où était issu Bakhtiar, vient de resurgir pour « négocier » son appui au gouvernement provisoire de Bazargan.

A maintes reprises déjà, en 1945, en 1953, lors du déclenchement de la

vague révolutionnaire, les travailleurs d'Iran ont fait l'expérience de la trahison du Tudeh, instrument de la bureaucratie contre-révolutionnaire d'URSS.

Cette politique de trahison va chercher à nouveau à s'appliquer à travers la constitution d'un front populaire, cette « ultime ressource de l'impérialisme contre la révolution », comme le dit le programme de fondation de la IV^e Internationale.

A bas le Front national ! Non à toute tentative de collaboration de classes, à tout soutien au gouvernement provisoire !

Centralisation des comités d'usine, de quartier, de soldats !

Ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est l'approfondissement de la révolution prolétarienne.

L'avant-garde révolutionnaire exprimant consciemment les nécessités de la révolution ne renonce à la défense d'aucune des revendications démocratiques et nationales. Au contraire, elle est la seule à pouvoir défendre avec conséquence l'appel à une Assemblée constituante souveraine.

Mais, d'ores et déjà, répétons-le, le point atteint par la révolution prolétarienne pose la question du pouvoir, celle de l'Etat, à travers les organismes forgés dans le cours de la révolution.

Liquidation du vieil appareil d'Etat, liquidation de l'armée monarchique. Qu'à travers leur centralisation à l'échelle de tout l'Iran, les comités substituent leur pouvoir au vieil Etat de l'exploitation et de l'oppression.

C'est pourquoi l'axe stratégique du combat politique aujourd'hui — nourri par l'ensemble des mots d'ordre répondant aux aspirations et aux revendications du prolétariat, des masses exploitées et opprimées des villes et des campagnes, des peuples opprimés — c'est la centralisation des organismes nés au feu de la lutte comme représentation organisée de l'ensemble des masses, dans l'objectif du pouvoir.

Tout le pouvoir aux comités d'ouvriers, de paysans et de soldats !

Vive la République des conseils !

LA LUTTE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

La révolution prolétarienne a commencé en Iran. Le commencement de la révolution, ce n'est pas la victoire.

Si aujourd'hui, après que l'insurrection ait balayé la monarchie et asséné des coups terribles à tous les éléments de l'appareil d'Etat, la situation reste indécise, sans dénouement, si les masses à travers leurs comités ne peuvent commencer à prendre le pouvoir entre leurs mains, ce n'est pas que les rapports de forces et la situation l'interdiraient, que la faiblesse du mouvement des masses exclurait ce bond en avant. C'est au contraire l'extraordinaire puissance du mouvement des masses qui met, directement, cette question à l'ordre du jour.

Mais il manque encore à ce mouvement un élément, et c'est l'élément essentiel. Son expression consciente, organisée, centralisée, composante organique de ce mouvement et en même temps réalité spécifique parce que organisation consciente sur la base du programme révolutionnaire : le parti révolutionnaire.

Il n'y aura pas de victoire de la révolution prolétarienne en Iran sans la construction d'un parti révolutionnaire fondé sur le programme de la IV^e Internationale.

Le Parti socialiste des travailleurs, l'organisation qui vient de se constituer en Iran à partir du regroupement de groupes sympathisants du Secrétariat unifié et de militants affiliés au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, peut être le creuset d'un tel parti. Cela dépend de sa capacité à rigoureusement déterminer sa base programmatique et à répondre à partir de là aux questions stratégiques et tactiques que pose et posera le développement de la révolution.

La révolution prolétarienne en Iran donnera une forte impulsion aux luttes du prolétariat mondial. Ces luttes seront elles-mêmes des éléments de renforcement de la révolution en Iran. L'élan que la révolution prolétarienne

en Iran fournit à la lutte internationale du prolétariat doit être, à travers l'action politique des trotskystes organisés sur la base du programme de la IV^e Internationale dans chaque pays, intégré à la lutte pour la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays et pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Ce n'est qu'ainsi que l'action des organisations trotskystes renforcera celle de l'organisation qui se crée aujourd'hui en Iran et contribuera à son développement politique.

La construction d'un parti révolutionnaire en Iran est inséparable du combat d'ensemble pour la reconstruction de la IV^e Internationale comme Internationale unifiée sur la base de son programme de fondation.

*
**

Les dangers qui pèsent sur la révolution prolétarienne en Iran sont à la

mesure de la menace qu'elle constitue pour l'ordre établi à l'échelle mondiale.

Le Secrétariat international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale appelle toutes les sections du Comité d'organisation, comme ce fut le cas lors du déclenchement de la révolution portugaise, à intégrer la défense de la révolution prolétarienne en Iran dans leur activité quotidienne, à suivre attentivement ses développements, à dégager pour leur combat les leçons théoriques et politiques qui s'en dégagent.

Le Secrétariat international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale déclare qu'il est prêt à tout mettre en œuvre pour assurer sa solidarité politique et matérielle aux efforts entrepris pour regrouper en Iran l'avant-garde révolutionnaire sur la base du programme de la IV^e Internationale.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes. »

travailleurs

militants

jeunes

Chaque semaine

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
C.C.P. 21 831-73 Paris — Tél. : 246.53.12.

Trois fois par semaine

La Lettre d'Informations ouvrières

*un outil de travail indispensable,
servi exclusivement sur abonnement*

30 numéros : 30 francs
Chèques à l'ordre de Gérard Iltis
87, rue du Faubourg-St-Denis, 75010 Paris



LE COURS ACTUEL DE LA BUREAUCRATIE CHINOISE 31

APRES
LE TRAITE SINO-JAPONAIS
ET LA VISITE DE TENG HSIAO-PING
AUX ETATS-UNIS

le cours actuel de la bureaucratie chinoise

par Denis COLLIN

Si les perspectives du capitalisme mondial sont plutôt sombres, la firme américaine Coca Cola a trouvé, elle, quelques raisons de se réjouir : l'établissement des relations diplomatiques entre Pékin et Washington s'est doublé de la signature d'un contrat ouvrant le marché chinois à l'une de ces entreprises qui représentent la domination de l'impérialisme yankee sur le monde entier. Il y a là plus qu'un symbole. Le slogan de Mao : « Il faut compter sur ses propres forces » a fait place au slogan de Teng Hsiao-ping : « Il faut compter sur l'impérialisme américain. » Les profondes divisions internes de la bureaucratie chinoise, les luttes de cliques et de clans prennent ainsi leur véritable contenu : elles expriment l'impasse de la bureaucratie chinoise et de la « construction du socialisme dans la seule Chine ». Après une série de zigzags à droite et à gauche, la bureaucratie de Pékin essaie de trouver un nouvel axe de stabilité dans la soumission la plus étroite aux besoins de l'impérialisme mondial, et en premier lieu de l'impérialisme américain.

Teng Hsiao-ping est devenu, après son second « come back », le représentant le plus éminent de cette orientation, qui nécessite pour sa mise en application l'épuration de la bureaucratie de tous les éléments liés à la « révolution culturelle ». Ce n'est pas un hasard si la transition a été effectuée par le ministre de l'Intérieur Hua Kuo-feng qui s'était distingué dans la répression des gardes rouges, et qui dirigea la répression contre la manifestation populaire de la place Tien-An-Men en avril 1976.

Le nouveau cours de la politique de la bureaucratie chinoise a été préparé par une longue lutte à partir du IX^e Congrès du PC chinois en 1969, autour duquel la bureaucratie reconstruisit le parti disloqué par la révolution culturelle. La chute de Lin Piao (le dauphin désigné par Mao) a marqué une nouvelle phase qui vit les premières réhabilitations de personnalités mises en cause par la révolution culturelle. Il est vrai que Mao lui-même avait tracé les limites de ladite « révolution culturelle » en affirmant que 95 % des cadres étaient « récupérables ».

La « récupération des cadres » est bien avancée. Après la spectaculaire réhabilitation du maréchal Peng Teh-huai qui fut la première cible de la révolution culturelle, on laisse enten-

Washington, le 28 janvier 1979 : Teng Hsiao-Ping reçu en visite officielle aux Etats-Unis par Jimmy Carter (Ph. Sygma).

dre que Liu Shao-chi, ancien président de la République et ex-« Khroutchev chinois », pourrait voir son cas réexaminé (1). Mais Mao n'avait sans doute pas prévu que la reconstitution du « quartier général » sur lequel il avait demandé de faire feu amènerait une attaque en règle contre sa propre fraction. La liquidation de la « bande des quatre » marque la première offensive directe contre Mao Tsé-toung lui-même.

Ainsi, contrairement à ce que disent les journalistes spécialisés qui sévissent dans les colonnes de la grande presse, nous n'avons pas affaire à une période de stabilisation politique en Chine, mais à une nouvelle phase de la crise politique qui déchire la caste bureaucratique au pouvoir. Cette nouvelle phase est marquée par un net déplacement à droite de l'axe de la bureaucratie, par l'adoption ouverte d'un cours restaurationniste à l'intérieur et par l'intégration totale de la bureaucratie chinoise dans le dispositif international de la contre-révolution.

LE TRAITE SINO-JAPONAIS

Le traité de paix sino-japonais est tout à fait révélateur. Par ce traité, la Chine est liée à l'impérialisme japonais à un moment où celui-ci, en raison des défaites subies par l'impérialisme américain en Asie et singulièrement au Vietnam, doit assumer la tâche de relais du Pentagone. La réconciliation de Pékin avec l'« ennemi héréditaire » signifie la reconnaissance et la caution apportées par la bureaucratie au réarmement du Japon comme pièce maîtresse de l'impérialisme dans cette région du monde. Il faut noter que c'est dans le même sens qu'agit depuis un certain temps le PC japonais, que d'aucuns qualifient d'« euro-communiste », quand il réclame le retour au Japon des îles Kouriles actuellement occupées par l'Union soviétique.

Ce traité sino-japonais a une autre signification : il est la tête de pont d'une opération d'armement de la

Chine avec du matériel militaire japonais, américain et européen, armement qui s'inscrit directement comme un des moyens de pression accrus de l'impérialisme sur l'URSS. Enfin, sur le plan économique, ce traité ouvre la voie à la pénétration des capitaux en Chine sur une ligne qui, si elle était appliquée jusqu'au bout, conduirait à transformer des millions d'ouvriers et de paysans chinois en coolies surexploités par l'impérialisme. De ce point de vue, aussi spectaculaire et symbolique que soit le contrat passé avec Coca Cola, il n'est qu'un aspect de la pénétration capitaliste en Chine : en effet, le problème n° 1 de l'impérialisme, ce n'est pas tant l'exportation des marchandises que l'exportation des capitaux, en particulier vers les zones à taux de profit maximum.

Pendant que Teng Hsiao-ping signait ce traité et s'agenouillait devant l'empereur Hiro Hito, son compère Hua Kuo-feng, qui, comme nous l'avons dit, est un spécialiste des affaires policières et de la répression, rendait au chah une visite spectaculaire. Nous ne savons pas si Hua a fait part au chah de son expérience en matière de répression des manifestations, mais une chose est certaine : ce voyage exprimait de la manière la plus crue le soutien politique apporté par la bureaucratie chinoise aux éléments les plus réactionnaires de la domination impérialiste de par le monde.

Le gouvernement de Pékin était déjà spécialiste des vœux et messages de félicitations à Pinochet. Le voyage de Hua Kuo-feng devait nécessairement s'ajouter à la liste des infamies bureaucratiques. Ajoutons, pour compléter le tableau, que les groupes maoïstes du monde entier ont décidé, après quelques hésitations parfois, de s'aligner sur le « cours nouveau » suivi à Pékin.

Mais si ce cours cyniquement contre-révolutionnaire et restaurationniste exprime de façon quasi chimiquement pure la tendance profonde de toute bureaucratie, il traduit en même temps l'impasse de la bureaucratie chinoise broyée entre l'impérialisme et la révolution. L'application de la « ligne Teng » signifie l'affrontement ouvert avec les masses et l'explosion de la bureaucratie en tant que telle : car on

(1) L'apparition de sa veuve à un dîner officiel confirme sa réhabilitation posthume.

peut appliquer à la bureaucratie chinoise ce que Trotsky disait de la bureaucratie soviétique dans « La Révolution trahie » :

« La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination sous la forme de conditions particulières de propriété. »

Mais en même temps, par sa situation de caste privilégiée, la bureaucratie nourrit les plus puissantes tendances à rechercher dans les rapports de production eux-mêmes les assises de ses privilèges. Ce qu'exprime Teng Hsiao-ping, ce n'est pas autre chose que l'existence au sein de la bureaucratie chinoise de courants prêts à jouer le rôle de bourgeoisie compradore de l'impérialisme.

Pourtant, le développement complet de telles tendances ne peut se faire

pacifiquement. Il faut pour cela expulser les masses de toutes les positions qu'elles occupent dans la société chinoise du fait de l'expropriation de l'impérialisme. Et, dans cet affrontement, la bureaucratie ne pourra pas agir comme un bloc. Bien que tous les bureaucrates soient liés par leurs privilèges, ces privilèges sont assez différenciés et on ne doit pas oublier le fossé qui existe entre le chef de brigade dans une commune populaire et le haut dignitaire installé dans ses appartements luxueux à Tien-An-Men. Nul doute que, dans l'affrontement entre la bureaucratie et les masses, c'est la liquidation de la bureaucratie qui est en jeu : soit sa liquidation révolutionnaire par le prolétariat construisant ses soviets, soit sa liquidation réactionnaire par l'impérialisme, relayé directement par au moins une fraction de la bureaucratie.

qu'est-ce que la bureaucratie chinoise ?

Pour comprendre les derniers développements, il est nécessaire de revenir brièvement sur l'histoire de la bureaucratie chinoise, histoire marquée par une crise permanente depuis la prise du pouvoir en 1949.

Les accords de Yalta et Potsdam avaient laissé la Chine dans la zone américaine. Le gouvernement de la Chine devait, pour Staline comme pour l'impérialisme américain, revenir au bourreau des ouvriers et des paysans chinois, Tchang Kaï-chek. Mais l'application de cette orientation en Chine fut rendue impossible. On assista à une combinaison exceptionnelle qui mina la politique mise au point en commun par Washington et Moscou. D'une part, le PCC n'était pas simplement un parti politique. Il était déjà dans d'immenses zones rurales l'appareil d'Etat existant. Dans le nord de la Chine, il avait procédé à la réforme agraire et s'appuyait ainsi sur le soutien massif des paysans. D'autre part, le régime du Kuo-min-tang de

Tchang Kaï-chek se décomposa à grande vitesse dès la défaite du Japon. Ainsi, Harold Isaacs raconte :

« La bureaucratie nationaliste, ayant retrouvé pour quelque temps le contrôle des cités et des provinces de l'Est, donna libre cours à sa rapacité. On peut dire qu'elle se surpassa, après sa période de vaches maigres pendant l'exil dans l'arrière-pays. La joie populaire après la défaite japonaise se tourna en effroi, en colère et en dégoût. La mise à sac par les fonctionnaires et leurs protégés s'étendait à tout indistinctement (...). Le revirement de la population fut général, les gens se refusant à admettre que la libération de l'oppression japonaise puisse prendre cette forme. Un profond désir de changement saisissait le pays tout entier. » (H. Isaacs : La Tragédie de la révolution chinoise. p. 367).

Tchang Kaï-chek prit l'offensive et tenta de liquider les forces armées

dirigées par le Parti communiste chinois. L'accord PCC-Kuo-min-tang que Mao recherchait conformément à la ligne du Kremlin devenait impossible. Le Parti communiste chinois se trouva contraint de rompre avec les directives de Moscou, qui lui enjoignait de se soumettre, et s'engagea dans la guerre révolutionnaire contre les armées de Tchang Kaï-chek. La dislocation du régime du Kuo-min-tang s'accrut. Des unités entières de l'armée nationaliste passaient avec armes et bagages dans les rangs de l'armée populaire. Toutes les tentatives de conciliation se révélèrent infructueuses. L'impérialisme américain était incapable d'organiser l'intervention militaire contre la Chine révolutionnaire.

Devant la poussée des masses paysannes, devant l'effondrement politique du régime bourgeois, le Parti communiste chinois chevaucha la vague et étendit à toute la Chine le régime qu'il avait déjà organisé dans les zones libérées du Nord, constituant ainsi un Etat ouvrier bureaucratique, remplissant en quelque sorte le vide laissé par la dislocation et l'effondrement du Kuo-min-tang, la désorganisation du prolétariat urbain permettant à la bureaucratie déjà constituée d'étouffer dès le départ tout mouvement indépendant de la classe ouvrière.

C'est dans cette période de 1945 à 1949 qu'il faut situer l'origine de la rupture entre le Parti communiste chinois et la bureaucratie stalinienne du Kremlin, même si c'est beaucoup plus tard — en 1959-1962 — que cette rupture prendra son caractère officiel et spectaculaire.

**DE LA « DEMOCRATIE
NOUVELLE »
POUR UN
« DEVELOPPEMENT
CAPITALISTE
PROGRESSISTE »...**

Contrainte d'aller plus loin qu'elle-même ne l'avait voulu sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, la bureaucratie maoïste se trouva aux prises avec d'insurmontables contradictions.

A une première étape, l'objectif était de promouvoir une « démocratie nouvelle » qui permettrait un développement « capitaliste progressiste ». Pour ce faire, elle chercha à gouverner en compagnie de divers éléments bourgeois « patriotes », ce qui nécessitait que les attaques contre la propriété privée soient limitées. C'est ainsi que, dès 1949, l'armée populaire eut à réprimer les mouvements paysans qui expropriaient les propriétaires fonciers dans le sud de la Chine, alors même que la base sociale de cette armée était composée de paysans qui avaient suivi le Parti communiste chinois dans la mesure où il avait organisé la réforme agraire dans les zones libérées.

La « démocratie nouvelle » se révéla rapidement être une impasse totale : d'abord parce que les problèmes du sous-développement de la Chine ne pouvaient pas être résolus par la voie d'un développement capitaliste, mais nécessitaient au contraire que la hache soit portée dans la propriété capitaliste, afin de permettre que soit définitivement résolue la question agraire et qu'un plan d'industrialisation soit établi ; ensuite, parce que la Chine était prise en étau entre les forces de l'impérialisme et celles de la bureaucratie du Kremlin. En Corée, Moscou monta une provocation qui devait permettre à l'impérialisme américain de s'engager dans une guerre directement dirigée contre la Chine, que certains généraux du Pentagone voulaient « ramener à l'âge de pierre ». La bureaucratie dut se défendre contre cette menace de liquidation. Il fallut mobiliser des millions d'hommes pour les envoyer au combat contre la plus puissante et la mieux équipée des armées impérialistes. Ce pays exsangue, sans industrie, disloqué et ruiné par le régime pourri de Tchang Kaï-chek, dut faire face à la puissance de feu de l'industrie de guerre américaine qui s'était remise à tourner à plein rendement. L'impérialisme dut reculer et différer son projet de reconquête de la Chine. Mais la Chine sortait de l'épreuve saignée à blanc et cela pèsera lourdement sur tout le développement ultérieur.

C'est dans cette situation que la direction du Parti communiste chinois fut conduite à enterrer la « théorie de la révolution par étapes », et à procla-

mer que la « démocratie nouvelle » était dépassée, que la révolution devait être « ininterrompue jusqu'à l'établissement définitif du socialisme ». Ce qui n'empêcha pas les bureaucrates de laisser en prison les militants trotskystes, accusés d'être des partisans de la révolution permanente. Car, au fur et à mesure que la bureaucratie prenait des mesures de défense contre le capitalisme, elle devait, pour sauvegarder son pouvoir, briser d'autant plus féroce-ment tout mouvement indépendant des masses.

Bien que la bureaucratie ait dû prendre des mesures objectivement révolutionnaires — accomplissement de la réforme agraire, début dès 1953 de la collectivisation des campagnes, liquidation de toutes les positions de l'impérialisme et des restes du vieil appareil d'Etat bourgeois —, elle révéla parfaitement dans la manière dont elle prit ces mesures son caractère de couche bonapartiste en équilibre instable entre les classes à l'échelle nationale et internationale.

... A LA CONSTRUCTION DU « SOCIALISME DANS UNE SEULE CHINE »

C'est précisément ce qui permet de comprendre les déchirements permanents de la bureaucratie et les virages à 180° qu'elle est obligée de prendre. En 1956, la révolution des conseils ouvriers de Hongrie avait explicité dans la vie ce que devait être la révolution politique contre la bureaucratie. Pour la bureaucratie chinoise, ce fut un signal d'alarme. Sur son propre plan, elle condamna les insurgés de Budapest comme « contre-révolutionnaires » et reprocha à Moscou de trop tergiverser dans la politique de répression. En même temps, il lui fallait prendre des mesures pour empêcher que de tels événements ne se développent en Chine même. Les contradictions du « socialisme dans une seule Chine » menaçaient tout l'édifice bureaucratique. Dès 1954, les objectifs avaient été définis. Le congrès du Parti communiste chinois précisa en 1956 :

« A l'heure actuelle, le parti et le peuple du pays entier ont pour tâche

principale de concentrer toutes les forces pour résoudre cette contradiction, pour transformer au plus vite notre pays de pays agricole arriéré en un pays industriel avancé. »

Commentant cette orientation dans « La Vérité » n° 551, Pierre Broué pouvait écrire :

« L'objectif était donc le même que celui que Staline avait assigné à l'Union soviétique au début des années 1930, mais dans des conditions infiniment plus difficiles, puisque l'arriération économique de la Chine était incomparablement plus profonde dans les années 1950 que ne l'était celle de l'URSS en 1929. « Rattraper et dépasser les pays capitalistes avancés » à partir d'une production d'acier trois cents fois inférieure à celle des Etats-Unis et d'une production agricole par tête d'habitant vingt-cinq fois moindre relevait de l'aventure. La prétendue « aide » de l'URSS en échanges, envoi de techniciens, matériels, ou sous forme de prêts — déjà limitée par les possibilités de l'Union soviétique elle-même — devait être payée au prix du marché mondial, et ce alors que l'impérialisme organisait autour de la Chine un véritable blocus. 97 % des investissements durent être fournis par le peuple chinois, l'homme étant finalement en Chine le facteur de production à la fois le plus abondant et le moins coûteux. L'investissement dans les industries de base ne put être obtenu que par une limitation draconienne de la consommation et une augmentation fantastique de l'intensité du travail. »

Il suffit de lire les récits des « jeunes éduqués » envoyés à la campagne dans le cadre de la « révolution culturelle » (1) pour se convaincre que ce sont encore ces problèmes qui restent à résoudre et que François Forgeue résumait ainsi dans le n° 528 de « La Vérité » :

« La logique de cette course à l'industrialisation dans le cadre de la seule Chine est impitoyable. Pour le paysan, des livraisons accrues,

(1) Cf. *Avoir vingt ans en Chine*, ed. du Seuil.

payées à bas prix ; pour l'ouvrier, une hausse constante des normes sans que sa condition de consommateur s'améliore. En d'autres termes, le pouvoir doit gouverner en s'opposant en permanence à la satisfaction des revendications les plus élémentaires des masses. A travers le processus de la marche forcée vers l'industrialisation, la bureaucratie s'affirme encore plus comme une couche distincte, l'Etat comme un appareil s'élevant au-dessus des masses et se soustrayant totalement à leur contrôle. »

LES « CENT FLEURS »

C'est précisément pour empêcher l'explosion de ces problèmes que Mao déclencha sous le signe des « Cent fleurs » une opération préventive de libéralisation par en haut qu'il fallut stopper net au bout de quelques semaines. Les « Cent fleurs » qu'avait réclamées le « Grand Timonier » commençaient à s'épanouir, et c'étaient pour la bureaucratie des fleurs vénéneuses. D'un côté, les représentants de la petite bourgeoisie relevèrent la tête, montrant que, contrairement à la logomachie maoïste, l'étatisation de la production sur la base de la pénurie n'avait pas aboli la division de la société en classes, mais qu'au contraire, dans le développement même de l'économie planifiée, de nouvelles différenciations sociales se faisaient jour. Malgré le carcan bureaucratique, la lutte des classes continuait. Profitant des failles que laissait ouvertes la campagne de Mao, une opposition révolutionnaire commença à se former, qui ne mettait pas seulement en cause les « abus du bureaucratisme », mais le système politique de domination de la bureaucratie dans son ensemble.

C'est le journaliste Liu Punyen, membre du Parti communiste chinois depuis 1944, qui, critiquant la « classe privilégiée » des cadres du parti, explique :

« Ces dernières années, le parti s'est considérablement éloigné des masses. La plupart de ceux qui l'ont rejoint étaient des opportunistes ou des béni-oui-oui. » (Quotidien du peuple, 20 juillet 1957).

Ce sont deux cadres du PCC, Chang Po-cheng et Huang Chen-lou, qui concluent leur analyse ainsi :

« Si les privilèges du parti ne sont pas supprimés, le parti et le socialisme seront un jour enterrés. » (Quotidien de Chenyang, 11 juin 1957).

C'est surtout une étudiante de l'université Peita de Pékin, Lin Hsi-ling, qui symbolisera tout ce mouvement en dénonçant en Chine comme en URSS l'absence de démocratie. Elle qualifie le régime social d'URSS et de Chine de « socialisme construit sur la base du féodalisme ». Elle condamne comme « insuffisants » les mouvements de « rectification » du parti, « les méthodes réformistes et les légères concessions faites au peuple ».

Elle dégage la voie qui sera suivie plus tard :

« Les masses populaires ne sont pas stupides. Il faut résoudre les problèmes, vaincre les difficultés et, pour ce faire, il n'existe qu'un moyen : la mobilisation et le soulèvement des masses. »

Lin Hsi-ling est ainsi amenée à ouvrir la perspective d'une nouvelle révolution :

« Les couches supérieures de la société chinoise ne correspondent pas à la base économique de la propriété sociale ; le parti et l'Etat sont devenus un appareil bureaucratique qui gouverne le peuple sans démocratie. La base économique de la propriété sociale de notre pays est progressiste ; aussi est-ce la superstructure qu'il s'agit de changer fondamentalement. » (Quotidien du peuple, 30 juin 1957).

Lin Hsi-ling sera « purgée », mais ses paroles ne seront pas perdues. On en retrouvera l'écho dix ans plus tard dans les textes des « gardes rouges », ou encore dans le « dazibao » de Li-Yi-Zhe, auteur en fin 1974 d'un manifeste « à propos de la démocratie et de la légalité sous le socialisme » (publié en français aux éditions C. Bourgeois sous le titre « Chinois, si vous saviez... »).

Face au développement de ces « contradictions au sein du peuple »,

la bureaucratie réagit vigoureusement par la répression et la chasse aux sorcières. Mais la répression ne peut régler les contradictions réelles qui naissent de l'impossible « construction du socialisme dans une seule Chine ».

DU « GRAND BOND EN AVANT » A LA « REVOLUTION CULTURELLE »

La direction maoïste, prise à la gorge, se lance dans une politique d'aventurisme éperdu.

Elle tente de résoudre d'un coup, dans une entreprise invraisemblable, tous les problèmes. Sous le signe du « Grand bond en avant », elle organise la collectivisation forcée de l'agriculture dans les communes populaires. Pour résoudre les contradictions entre la ville et la campagne, on installe dans les villages des « mini-hauts fourneaux ». Un plan avait été établi, mais chaque jour la bureaucratie en raccourcissait les délais d'accomplissement. Plus de cent millions de paysans chinois participent pendant l'hiver 1957-1958 à la construction de milliers de barrages hydrauliques. 77 millions de paysannes auraient participé pendant la seule année 1958 à des travaux de reboisement. Bref, on reprend en la caricaturant la politique d'avant les « Cent fleurs », alors même que cette campagne des « Cent fleurs » avait été nécessaire par les contradictions sociales nées de l'industrialisation à outrance.

Après quelques succès initiaux, la Chine se retrouve en 1960-1961 menacée par la famine. Les chiffres fantastiques de la production industrielle doivent faire place à la dure réalité d'une régression sur tous les fronts qui aboutit à une grave crise jusque dans les sommets de l'appareil bureaucratique. Isolé sur le plan international, soumis à la pression du Kremlin, qui avait toujours chèrement monnayé son aide, l'ensemble du système social chinois — bureaucratie inclusivement — se trouve menacé.

L'arrêt de toute aide soviétique, le retrait de milliers de conseillers et de

techniciens vont aggraver ces difficultés. Des failles profondes s'ouvrent au sein de l'appareil du PC chinois. Dès 1959, le maréchal Peng Teh-huai, soutenu par le président de la République Liu Shao-chi, avait engagé, bien que sous une forme feutrée et diplomatique, l'offensive contre Mao et sa fraction.

Que Liu Shao-chi ait été ou non un « Khrouchtchev chinois », il est clair que la bureaucratie se déchirait, non entre une aile opportuniste et une aile révolutionnaire, mais par rapport à la manière dont la bureaucratie devait agir, non seulement face aux « conditions objectives », mais aussi face aux résultats de la politique bureaucratique. Et, naturellement, la question des rapports avec l'URSS était une question cruciale. Il n'est pas douteux qu'une partie de l'appareil était disposée à accepter la capitulation devant le Kremlin et à transformer ainsi la Chine en monnaie d'échange dans le marchandage de la coexistence pacifique.

C'est contre cette politique que Mao engagea une mobilisation contrôlée des masses comme moyen de résoudre les contradictions au sein de la bureaucratie. Mais la « révolution culturelle », déclenchée par une fraction de l'appareil, va aboutir à la dislocation du parti. Il ne faut pas s'étonner si, quand en haut on joue du violon, on se met à danser en bas. Car les masses ne se contentèrent pas, alors, d'être les pions d'une bataille entre les partisans de Liu et ceux de Mao. Elles commencèrent à porter leurs coups contre toute la bureaucratie. La bataille, entamée sur le terrain des universités, s'étendit aux entreprises, et l'on vit tout naturellement les ouvriers chinois, notamment à Shanghai, s'engager sur la voie qu'avaient empruntée leurs camarades hongrois dix ans plus tôt. La situation est devenue incontrôlable quand Mao entreprend en 1968-1969 la reconstruction de l'appareil, non seulement en relation avec les événements chinois, mais aussi comme réponse au tournant dans la situation mondiale que marquaient la grève générale de mai-juin 1968 en France et les processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie.

La fin de la « révolution culturelle » devait ouvrir une nouvelle étape. Le régime maoïste cessait de

faire appel à la « zone des tempêtes » (1) et s'engageait par la « diplomatie du ping-pong » dans la voie d'un rapprochement avec l'impérialisme américain. L'organisateur de la fraction de Mao dans l'armée, Lin Piao, successeur désigné du président, était éliminé.

Le rappel de ces principales étapes du développement de la bureaucratie chinoise était indispensable pour apprécier correctement sa nature et sa position dans la lutte des classes internationale.

UNE CASTE BUREAUCRATIQUE AUX NOMBREUX PRIVILEGES

Si la prise du pouvoir par le PC chinois a donné incontestablement de nouvelles positions sociales à l'ouvrier et au paysan chinois, il n'en reste pas moins que la Chine n'est pas plus « socialiste » que l'URSS.

Le régime chinois reste un régime de transition entre le capitalisme et le socialisme, distordu, déformé par une caste bureaucratique qui a exproprié politiquement la classe ouvrière. Les « amis de la Chine » ont pris l'habitude de mettre un signe « plus » sur la bureaucratie chinoise. Il faut cependant dire ici que, en dépit de profondes différences aussi bien dans son histoire que dans la place qu'elle occupe sur l'arène internationale, la bureaucratie chinoise est une caste par bien des traits analogues à celle du Kremlin. Tant du point de vue des privilèges matériels que de celui des méthodes de domination politique, le bureaucrate pékinois n'a rien à envier à son homologue moscovite.

Sans pouvoir faire ici une étude détaillée de la place sociale de la bureaucratie chinoise, il convient de dire nettement que le prétendu « égalitarisme maoïste » n'était qu'un appel

(1) Ce qui ne veut pas dire que la « zone des tempêtes » était une politique révolutionnaire. C'était une politique contre-révolutionnaire dans un cadre où la bureaucratie chinoise tentait de résister à la pression de l'impérialisme.

à l'égalisation par en bas des salaires des ouvriers. Quant à elle, la bureaucratie a toujours protégé jalousement les privilèges qu'elle s'est octroyés sur le dos des travailleurs. La dénonciation périodique de certains cas de corruption n'a toujours été, comme en URSS, qu'une opération de camouflage de la corruption « normale » de la bureaucratie. Un haut dignitaire « démocratique » passé à Hong-Kong en 1956, Chow Ching-wen, donne dans son livre « Dix ans de tourmente » une description saisissante du régime :

« Avant 1948, les hauts dirigeants du parti vivaient dans des caves à Yenan. En 1949, ils occupèrent les palais impériaux à Pékin, et les cadres, grands et petits, prirent les meilleurs immeubles dans toutes les villes. Mécontents de la décoration et du mobilier d'origine, qui étaient en vérité tout à fait charmants, ils ont redécoré et construit un nouveau mobilier. Ils recherchaient particulièrement les tapis de marque, les divans confortables, ils importaient douches et baignoires, embellissaient les jardins et avaient beaucoup de domestiques pour les servir. Si vous souhaitez visiter une telle demeure, vous pourrez vous croire non dans la pauvre Chine, mais dans la villa d'un milliardaire new-yorkais. Mao Tsé-toung, Liu Shao-chi, Chou En-laï, Chu Teh construisirent leurs nouvelles villas dans les faubourgs ouest de Pékin. Les chefs provinciaux et municipaux prirent la suite. Ainsi la construction socialiste commença par celle des belles résidences des hauts dirigeants, ensuite celle des appartements, auditoriums, salles de danse et tout ce qui est nécessaire pour le plaisir des fonctionnaires du parti. »

Alors que le vélo est le seul luxe de l'ouvrier chinois, le bureaucrate se distingue par l'automobile. La couleur et le type du véhicule permettent ensuite de distinguer entre les diverses strates de la bureaucratie. Chow Ching écrit encore, et il parle de la Chine de 1956 :

« Vous pouvez voir environ six cents voitures garées chaque soir en face du restaurant de Pékin. Ceux qui ne vont jamais à Pékin peuvent difficilement croire cela ; mais ceux

qui y sont allés sont tout à fait accoutumés à de telles scènes. »

La situation est encore la même en ce qui concerne la nourriture, dans un pays qui en 1956 n'avait pas encore réglé le problème du minimum vital :

« Des fermes et des potagers spéciaux pour les gens des sommets produisent une nourriture particulière qui ne peut pas être dégustée par le commun des mortels. Les fruits de première qualité, cultivés en Mandchourie, sont réservés aux dirigeants. Quand la saison des pêches arrive à Pékin, le premier choix est acheté par le gouvernement pour le haut de la hiérarchie et les visiteurs distingués. »

Evidemment, les amis appointés de la Chine ne nous ont guère entretenus de ces « détails vulgaires ». Mme Macchiochi, qui n'avait déjà pas vu les camps en URSS, n'a certes pu voir ces petites choses... Par contre, Simon Leys, qui a l'avantage de bien connaître la Chine, sa langue et sa culture, peut faire remarquer que, si dans l'ancienne Chine le peuple désignait les mandarins d'un mot qui signifie « ceux qui mangent de la viande », le même terme peut être employé pour les nouveaux mandarins.

LE COMBAT DES TROTSKYSTES EN CHINE

Naturellement, tous ces privilèges méritent d'être protégés de la curiosité indiscrète des ouvriers et des paysans. Peng Shu-tse, dirigeant fondateur du PC chinois jusqu'en 1927, dirigeant de l'organisation trotskyste chinoise jusqu'à ce qu'il soit contraint à l'exil en 1950, écrit :

« Après la défaite de la révolution en 1927, le Parti communiste chinois commença à organiser une police secrète. Son principal but était de protéger les cellules du parti de la destruction par les agents du Kuomin-tang. Ensuite, quand Mao Tsé-toung établit le « gouvernement de la

Chine soviétique » à Kiangsu, cette organisation de police secrète fut installée là et devint la police secrète locale. Après que Mao et compagnie se furent repliés sur le Yen-an, en 1935, ce système de police secrète continua à exister et à se développer avec la participation du GPU d'Union soviétique. Aussitôt que le gouvernement populaire fut établi à Pékin en 1949, le filet de la police secrète s'étendit immédiatement sur tout le pays, en même temps que l'organisation officielle de la sécurité publique. Des experts russes du GPU furent invités comme conseillers pour aider à établir les plans et à entraîner de nouveaux agents afin de compléter ce système de police de sécurité publique. »

Peng parle en connaissance de cause. Dès 1950, les trotskystes eurent à faire la dure expérience du GPU chinois :

« A l'automne 1950, tous les camarades dirigeants à Shanghai, Wanchow, Kwantung, furent arrêtés simultanément et plusieurs furent immédiatement exécutés. Le 22 décembre 1952 et le 10 janvier 1953, tous nos camarades, sympathisants, leurs proches et leurs amis à Shanghai et ailleurs furent emprisonnés. » (Peng Shu-tse et Peng Pi-lan : *The chinese revolution, série* « Education for socialists » publiée par le SWP).

C'est donc sans être surpris outre mesure qu'on apprend dans le livre de Simon Leys, « Les Habits neufs du président Mao », comment des centaines de cadavres furent retrouvés sur les plages de Hong-Kong. C'est par dizaines de milliers qu'on peut compter les victimes de la « révolution culturelle » et de la police maoïste. Sans parler des déportations massives pour cause de « rééducation ». La bureaucratie maoïste ne s'est pas contentée de propagande à coups de « Petit Livre rouge ». Le peuple chinois n'a pas été hypnotisé par la « pensée Mao Tsé-toung ». Les purges sanglantes, l'encadrement policier, l'affrontement physique avec les masses, voilà ce qui se cache derrière les déploiements spectaculaires et les manifestations à la gloire du « Grand timonier ».

les rapports avec le Kremlin

Si bien des traits permettent de comparer la caste bureaucratique chinoise à celle du Kremlin, il convient cependant de donner toute sa signification à la rupture entre le Parti communiste chinois et Moscou. Cette rupture est fondamentale en ce sens que la survie même du régime maoïste et de l'appareil du Parti communiste chinois en a dépendu.

La direction qui a pris le pouvoir en 1948-1949 a été forgée dans les cadres du stalinisme. Elle a été sélectionnée sur la base de la défaite de la seconde révolution chinoise en 1925-1927, par son aptitude à encenser la criminelle politique dictée par Staline. La dissolution du Parti communiste chinois dans le Kuo-min-tang ayant permis à Tchang Kai-chek d'écraser les ouvriers et les paysans chinois, Staline déclara que la politique du Komintern avait été juste et que seule son application par le Parti communiste chinois était mauvaise. Seul le secrétaire général Chen Tu-tsiu protesta. Tirant le bilan de la défaite, il rejoignit les rangs de l'Opposition de gauche. Les autres dirigeants s'inclinèrent devant Staline, vérifiant le diagnostic de Chen Tu-tsiu selon qui le Parti communiste chinois « avait seulement appris dans le passé la façon de capituler ». Chen fut choisi comme bouc émissaire et rendu responsable de la défaite. Les autres membres du bureau politique firent preuve d'une souplesse d'échine tout à fait remarquable. Parmi eux, un jeune homme plein d'avenir dont H. Isaacs dit dans « La Tragédie de la révolution chinoise » qu'il

« avait aidé à conduire les ouvriers de Shanghai jusque dans les mains des exécuteurs de Tchang Kai-chek ».

Ce brillant jeune homme s'appelait Chou En-lai.

Désormais, le PCC stalinisé suivra tous les tournants de la politique internationale de Moscou. Dans le cadre de la « troisième période », il organise dans les campagnes le « gouvernement

de la Chine soviétique » à Kiangsu. A l'époque des fronts populaires, il reprend la bataille pour l'alliance avec le Kuo-min-tang, de même pendant la Deuxième Guerre mondiale. Mais cette fois, le Parti communiste chinois gardera l'indépendance de ses propres forces, non pas tant par sagesse politique que parce que Tchang Kai-chek ne veut pas renouveler l'expérience par crainte de l'influence que les troupes paysannes révolutionnaires de Mao pourraient avoir sur son armée.

Malgré le bloc PCC-Kuo-min-tang, contre la domination japonaise, les affrontements entre l'armée révolutionnaire et le Kuo-min-tang ne cessent pas. La fin de la Deuxième Guerre mondiale et l'effondrement de l'impérialisme japonais allaient aggraver ces processus, minant toute la politique d'« union nationale » et de « réconciliation démocratique » voulue par Staline. C'est cette situation qui pousse le Parti communiste chinois à enfreindre les directives de Staline et à ainsi remettre en cause le partage du monde décidé à Yalta et Potsdam, partage selon lequel la Chine devait rester sous la coupe directe de l'impérialisme. Mais, pour autant, le Parti communiste chinois n'est pas transformé en « parti révolutionnaire empirique ».

La prise du pouvoir par le Parti communiste chinois est une défaite de l'impérialisme d'importance majeure.

C'est une victoire de la révolution mondiale, mais la révolution prolétarienne n'a pas triomphé en Chine. Le Parti communiste chinois s'appuie d'abord beaucoup plus sur une guerre révolutionnaire paysanne que sur le mouvement ouvrier. Au contraire, l'entrée des troupes de Mao dans les villes bloque toute amorce de mouvement des conseils et des soviets qui se faisait jour avec la désagrégation du régime du Kuo-min-tang. L'effondrement du gouvernement de Tchang fait place à la constitution d'un appareil

bureaucratique qui expulse les masses de tout pouvoir politique. Par là même, le Parti communiste chinois, contraint d'aller plus loin qu'il ne l'avait voulu dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, réaffirmait le lien qui l'unissait en dernière analyse avec l'ordre bourgeois, à l'échelle internationale, et donc sa dépendance par rapport à la bureaucratie du Kremlin.

Bien que différente de la bureaucratie stalinienne, la bureaucratie chinoise doit donc en même temps être considérée comme une bureaucratie « induite » de la bureaucratie du Kremlin. Tous les pas que la direction du PCC a faits dans la lutte contre l'impérialisme, elle ne les a faits que prise à la gorge, dans une situation où elle n'avait pas d'autre choix. L'ébahissement de certains face aux virages spectaculaires de la politique du Parti communiste chinois provient précisément de ce qu'ils ne comprennent pas que le PCC n'est en dernière analyse que le parti de la bureaucratie, c'est-à-dire le parti d'une caste de nature bourgeoise, usurpant les conquêtes des masses. Instrument destiné à protéger les privilèges bourgeois de la bureaucratie, il était nécessaire que les tendances pro-capitalistes se fassent jour en son sein de la façon la plus ouverte.

CONCURRENCE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE AVEC MOSCOU

Même dans les phases les plus « gauches » du maoïsme, ces traits se sont manifestés. Rappelons que, si c'est en 1965 que Mao fourbit les armes de la « révolution culturelle », c'est aussi en 1965 que Aidit, secrétaire du PC indonésien, chaleureusement soutenu par Mao, conduit son parti et les masses à la catastrophe qui verra l'assassinat d'un million d'ouvriers et de communistes indonésiens par Suharto.

Pour remonter plus loin, la direction du Parti communiste chinois s'est entièrement solidarisée avec Khrouchchev quand celui-ci organisa l'écrasement de la révolution des conseils en Hongrie en 1956. Mais c'est à partir de 1968 que tous les traits les plus réac-

tionnaires de la bureaucratie s'affirment en pleine lumière. Confrontée sur le plan intérieur aux masses qui, derrière la révolution culturelle, s'avancent vers la révolution politique, sur le plan international à l'émergence d'une nouvelle période révolutionnaire, c'est sous la direction de Mao que la bureaucratie chinoise s'oriente vers la coopération contre-révolutionnaire avec Washington. Commencé par la rencontre d'équipes de ping-pong chinoise et américaine, le rapprochement de Pékin et Wall Street trouve son plein contenu dans l'attitude de la bureaucratie par rapport à la révolution mondiale. C'est ainsi que Mao offre son soutien au régime dictatorial du Pakistan qui écrase le peuple du Bengale oriental. Quand Mme Bandanaraike organise une sauvage répression contre la révolte des jeunes dans l'île de Ceylan, elle dispose pour cela non seulement de l'aide politique, mais aussi des armes fournies gracieusement par Pékin.

En 1972, Nixon est triomphalement reçu par Mao avant de se rendre à Moscou, au moment même où l'aviation US pilonne Hanoi et Haiphong pour mettre à genoux la résistance du peuple vietnamien.

La bureaucratie chinoise entrait ainsi de plain-pied dans un dispositif où les bureaucraties parasitaires forment l'aile marchante de la contre-révolution à l'échelle mondiale. Elle était partie intégrante de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire nouée par les accords de Paris, qui devaient instituer une « structure de paix » au Vietnam. Par ces accords, Nixon, au moyen de l'usage combiné des B 52 et des bureaucrates de Moscou et de Pékin, chercha à imposer une « solution » qui respectât les intérêts de l'impérialisme américain dans une situation où l'engagement militaire direct au Vietnam se heurtait au développement de la crise politique et à la résistance des jeunes, rejoints par les ouvriers, aux Etats-Unis, ce qui était l'expression aux USA mêmes de toute la nouvelle période de la révolution ouverte en 1968.

Ces accords prenaient ainsi une dimension non seulement régionale mais mondiale, manifestant l'alignement total des bureaucraties parasitai-

res sur les besoins propres de l'impérialisme américain. Pour la Chine, cela ouvrait une nouvelle situation : alors que la bureaucratie chinoise avait rompu en 1947-1949 avec la première Sainte-Alliance contre-révolutionnaire en s'engageant dans la liquidation du régime du Kuo-min-tang, cette fois-ci elle s'engageait directement et à son propre compte dans la collaboration avec l'impérialisme. Plus : si depuis des années la bureaucratie du Kremlin cherchait à desserrer l'étau de l'impérialisme en offrant la Chine comme monnaie d'échange, désormais la bureaucratie chinoise devenait une des composantes de la pression de l'impérialisme sur l'URSS.

On assiste à une sorte de compétition dans laquelle il s'agit de savoir lequel sera le plus contre-révolutionnaire afin de mériter les grâces du maître de la Maison-Blanche. Compétition qui ne peut qu'aggraver le conflit entre la Chine et l'URSS, mais sur un axe très différent de ce qu'il était il y a quinze ans. Cette compétition entre totalement dans le jeu mené par l'impérialisme. Qu'on se souvienne : pendant que Hua Kuo-feng rendait visite au chah, la sœur du boucher de Téhéran s'envolait pour Moscou ; Brejnev, ne voulant pas être en reste sur son homologue chinois, se dépêchait d'envoyer un télégramme de félicitations pour l'anniversaire de Sa Majesté.

Il faut néanmoins souligner la fragilité de ce dispositif tout entier au service de l'impérialisme. Les raisons profondes de la nouvelle orientation de la bureaucratie chinoise résident d'abord et avant tout dans l'onde de choc qu'a provoquée en Asie et dans le monde entier l'effondrement de l'Etat compradore de Thieu au Vietnam, liquidant « de facto » les accords de Paris. Cet échec de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire combiné aux contradictions insolubles en Chine a donné à l'aile la plus réactionnaire de la bureaucratie l'initiative politique, qui accentue la politique de coopération contre-révolutionnaire avec l'impérialisme que Mao, Chou En-lai et Lin Piao ont engagée, et c'est ainsi que la bureaucratie est conduite à aller encore plus loin dans la politique d'alignement sur l'impérialisme et, au ris-

que de provoquer une crise grave au sein de l'appareil bureaucratique, à claironner haut et fort sa volonté de mettre en place une politique qui ouvre la voie à la restauration du capitalisme en Chine, ce qui est marqué tant par les accords économiques, politiques et militaires avec l'impérialisme que par l'attitude à l'égard de Taiwan ou la réhabilitation des anciens capitalistes expropriés pendant la « révolution culturelle ».

Toute la duplicité et le cynisme de la bureaucratie chinoise se sont manifestés dans l'attitude de la bureaucratie chinoise à l'égard du Cambodge. Sans aucun doute, le régime de Pol Pot - Yang Sary était une sanglante dictature n'ayant que de très lointains rapports avec un Etat ouvrier, même dégénéré. Il n'empêche que la guerre menée par la bureaucratie vietnamienne n'était pas une guerre révolutionnaire, mais une guerre de rapine entièrement dirigée contre les masses indochinoises. Le régime de Pékin s'est gardé, pour résister à l'agression des armées de la bureaucratie vietnamienne camouflée derrière le gouvernement fantoche du FUNSK, d'appeler le peuple cambodgien au combat révolutionnaire ; il s'est gardé d'armer les masses cambodgiennes, ce qui aurait mis en cause aussi bien la dictature de Pol Pot que la bureaucratie vietnamienne.

Par contre, la bureaucratie chinoise a soutenu et déclenché une guerre de rapine contre le Vietnam pour faire pression sur la bureaucratie vietnamienne, riposter à l'opération dirigée de Moscou et la contraindre à « négocier » le sort du Cambodge, de la vallée du Mekong, bureaucratie chinoise comme bureaucratie vietnamienne violant l'une et l'autre sans vergogne l'indépendance des peuples de cette région du monde en fonction de leurs propres intérêts.

Le conflit sino-vietnamien ouvert en février s'inscrit entièrement dans la même politique, menée avec l'accord total de Washington. Une telle politique est tout à fait conforme à la nature bureaucratique de la direction chinoise, qui doit reconnaître aujourd'hui dans les masses révolutionnaires son ennemi mortel, aussi

bien sur le plan international qu'en Chine même. Car là réside le talon d'Achille de la coalition triangulaire Washington-Pékin-Moscou : sur tous les continents, à travers mille et un détours, la révolution mondiale concentre ses efforts contre l'impérialisme

et les régimes bureaucratiques. Et la bureaucratie chinoise sait parfaitement que l'ouvrier de Shanghai est beaucoup plus proche de l'ouvrier de Gdansk ou de Detroit que des chefs « géniaux » qui lui sont imposés depuis trente ans.

la « Révolution culturelle » et la crise de la bureaucratie chinoise

L'appréciation des développements actuels, des rapports entre la bureaucratie et les masses, ainsi que des rapports au sein même de la bureaucratie, nécessite qu'on revienne ici plus en détail sur la « révolution culturelle » et ses suites.

Au départ de la « révolution culturelle », il y a l'engagement de la plus grande partie des sommets du régime dans un cours qui est dans ses grands traits celui qui est suivi actuellement. Avec Peng Teh-huai, Liu Shao-chi, Teng Hsiao-ping, une partie de la bureaucratie semble s'engager, pour faire face à l'échec du « Grand Bond en avant », dans une politique d'« ouverture » qui, en fait, n'est que l'ouverture de la Chine à l'impérialisme.

On parle de « réforme » de la gestion des entreprises et, tout comme en URSS, sont avancées à la même époque les thèses de Liebermann et Trapeznikov. Il s'agit, pour résoudre les contradictions de l'économie étatisée et bureaucratisée du « socialisme dans un seul pays », de s'attaquer aux conquêtes de la révolution chinoise, attaque qui nécessite que soit éliminé ou brisé celui qui l'incarne, c'est-à-dire Mao lui-même. Pierre Broué écrit dans « La Vérité » n° 551 (mars 1971) :

« Ce qui est certain, visible dès cette époque pour l'observateur attentif, c'est que tout un secteur de la bureaucratie, à commencer par le secrétariat du parti lui-même avec Teng Hsiao-ping et le deuxième secrétaire Peng Zhen, le comité du parti de la municipalité de Pékin, avec le même Peng Zhen, les respon-

sables du département de la propagande du parti, enfin, avec Zhou Yang et Lu Dingyi, a au moins toléré sinon encouragé une « véritable fronde » menée par la presse pékinoise contre Mao.

Ce qui est également certain, c'est que les contradictions au sommet, dans l'état-major du parti, ont été considérablement aggravées par le contexte international, la rupture avec l'Union soviétique, l'escalade de la guerre au Vietnam, la perspective d'une guerre de reconquête de la Chine par l'impérialisme américain (...).

Il est également évident qu'à partir de 1962 Mao multiplie les initiatives qui peuvent être considérées comme autant de préparatifs d'une attaque contre ceux de ses adversaires qui le critiquent au sommet de l'appareil. »

La lutte éclate bien dans le style camouflé qui est propre à la bureaucratie. Dès 1961, Wu Han, le maire adjoint de Pékin, avait fait paraître une pièce intitulée « La Destitution de Hai Rui », qui traitait l'histoire d'un mandarin révoqué à l'époque des Ming pour avoir pris la défense des mandarins opprimés : le rapprochement s'imposait avec le cas de Peng Teh-huai, destitué lui aussi pour avoir critiqué la collectivisation et les charges qu'elle imposait aux paysans.

Le coup d'envoi de la « révolution culturelle » est donné le 10 décembre par un article publié à Shanghai dans le « Journal littéraire ». Cet article, « A propos de la pièce historique : La destitution de Hai Rui », dénonce l'attaque politique faite par Wu Han

contre Mao, par le biais de l'assimilation à Peng Teh-huai de son personnage sympathique, lui aussi destitué par un mauvais empereur, le mandarin Hai Rui.

LA BATAILLE COMMENCE A SORTIR DE L'APPAREIL

Profitant des premières reculades de ses adversaires, Mao poursuit l'offensive, dénonce la « bande noire » qui selon lui sévirait dans le domaine artistique et littéraire et s'opposerait à la ligne « prolétarienne ». Mao et ses partisans passent très rapidement sur le terrain ouvertement politique. Wu Han est accusé d'être l'allié des « révisionnistes soviétiques ». Mais derrière Wu Han, chacun sait que la cible est celui qui ne sera désigné que sous le nom de « Khrouchtchev chinois », le président de la République, Liu Shao-chi. Pour contrer l'offensive de Mao, l'appareil cherche à placer la « révolution culturelle » sous la direction d'une commission appelée « groupe des cinq », dirigée par Peng Zhen. Les maoïstes ripostent en construisant une véritable machine de guerre contre l'appareil du parti : le « Groupe central de la révolution culturelle » (GCRC). C'est sous le signe commun de la « pensée Mao Tsé-toung » et de la « révolution culturelle » que les fractions se heurtent les unes aux autres dans une extraordinaire confusion.

L'université devient le premier champ de bataille. Les séances de « rectification » succèdent aux séances de « rectification » en sens inverse. Le 5 août 1966, un « dazi-bao » de Mao est placardé sous le titre : « Feu sur le quartier général ». Les étudiants reçoivent l'ordre de « bombardier » le quartier général. Pour encadrer le mouvement, la fraction maoïste et le GCRC créent les « gardes rouges ». Mais très rapidement des différenciations se manifestent au sein des organisations de gardes rouges. D'abord, les partisans de Liu Shao-chi ont riposté en créant eux aussi leurs « gardes rouges ». Une autre partie, dirigée entre autres par les enfants des hauts dignitaires du

régime, reste dans le cadre de mobilisation contrôlée par l'appareil qui lui est fixé, pendant qu'une opposition plus radicale commence à se former. Celle-ci, souvent constituée d'enfants de paysans pauvres, n'hésite pas à critiquer sévèrement les chefs du GCRC ; ils seront bientôt éliminés comme « trotskystes ».

La politique de Mao aboutissait ainsi à la dislocation de l'appareil bureaucratique. Il ne pouvait être question de confiner la bataille sur le terrain universitaire. Les diverses fractions portent la lutte au sein de la classe ouvrière, que la crise au sommet contribue à mettre en mouvement. Pierre Broué écrit encore :

« En quelques mois, à partir d'octobre 1966, on voit fleurir dans toute la Chine des organisations ouvrières de tout type et de toute couleur, mais aussi — réellement unificatrices — de véritables revendications ouvrières, qui saisissent ces moyens d'expression nouveaux et bienvenus pour en faire des instruments d'organisation et d'action de classe. »

La mobilisation de la classe ouvrière va se développer indépendamment de telle ou telle fraction de l'appareil. Quand les « maoïstes » mènent la bataille contre l'« économisme » et les « stimulants matériels », c'est tout simplement parce qu'un certain nombre de cadres du parti n'ont pas su résister aux revendications ouvrières.

LA COMMUNE DE SHANGHAI

Cette montée de la classe ouvrière débouche sur des grèves politiques. Dans les usines, des « comités de production » sont élus. Les ouvriers chassent les bureaucrates du parti et prennent au sérieux les déclarations des maoïstes sur la nécessité de mettre en place un « pouvoir du type de la Commune de Paris », c'est-à-dire qu'ils s'avancent dans la voie de la création des conseils ouvriers contre la bureaucratie, tout comme leurs camarades hongrois en 1956. Le problème de la révolution politique était posé, l'établissement de la démocratie prolétarienne des conseils de députés ouvriers, la « forme enfin trouvée de

la dictature du prolétariat », pour reprendre l'expression de Marx à propos de la Commune de Paris.

Ce processus culminera avec la création de la « Commune de Shanghai », qui n'existera jamais réellement en tant que pouvoir élu, mais dont la proclamation indique avec une netteté absolue la direction que prenait le mouvement. L'initiative de cette proclamation avait été prise par des groupes de « rebelles révolutionnaires » agissant au nom de la « révolution culturelle ». La direction maoïste, effrayée, les désavoue. Fin février 1967, les initiateurs shanghaïens de la Commune sont accusés

« d'avoir attaqué sans discrimination l'ensemble de l'armature communiste, c'est-à-dire les cadres du parti et les cadres de l'administration locale ».

Mao et ses partisans sont à ce moment dans une situation intenable. Il leur faut reconstruire l'appareil pour casser la mobilisation des masses. Plus question de « pouvoir du type de la Commune de Paris ». A Shanghai est constitué un « comité révolutionnaire » basé sur la « triple union » entre les cadres, les « masses » et l'armée. C'est autour de l'armée dirigée par Lin Piao que l'appareil va se reconstruire. Le nouveau mot d'ordre devient : « Feu sur la gauche » ; les « excès » sont dénoncés. Sur le thème des « ultragauchistes en apparence, ultradroitiers en réalité », la normalisation se met en route. La répression sera brutale : les maoïstes indociles sont éliminés, les organisations indépendantes sont détruites. Lin Piao, qui se prépare à être le « successeur désigné du président Mao », dirige la répression. En 1969, le IX^e Congrès du Parti communiste chinois se tient pour consacrer la « normalisation ».

RECONSTRUIRE L'APPAREIL

En apparence, la fraction Mao a vaincu ; le rapport de Lin Piao affirme que les objectifs de la révolution culturelle ont été atteints. En fait, la situation est quelque peu diffé-

rente ; la normalisation a miné le prestige de la fraction Mao et de son chef. En outre, pour reconstruire l'appareil, Mao doit faire des concessions sérieuses à ses adversaires. Dès 1971, il apparaît clairement qu'il a perdu l'initiative. Après avoir éliminé les éléments les plus actifs du GCRC, il a dû se séparer de « fidèles » comme Chen Po-ta, qui avait remplacé Peng Zhen à la tête de la municipalité de Pékin.

Mais il ne s'agit pas d'une simple bataille entre divers clans de bureaucraties. Si la position de Mao dans l'appareil s'effrite, la raison fondamentale est que c'est Mao qui est le fossoyeur de la « révolution culturelle », parce qu'avec Chou En-laï il s'engage dès 1968 dans la voie d'un rapprochement avec l'impérialisme US, comme unique solution permettant de garantir la stabilité bureaucratique de la Chine. Ce rapprochement est aussi une nécessité pour l'impérialisme, qui doit tourner et modifier sa stratégie en fonction de la nouvelle période ouverte en 1968. A l'échelle internationale, le prolétariat a repris l'initiative, et l'impérialisme doit renoncer — au moins provisoirement — à la reconquête militaire de la Chine. Pour faire face aux masses, il doit recevoir le soutien sans faille des bureaucraties parasitaires. C'est ainsi qu'effrayés par la révolution politique Mao et Chou En-laï seront conduits à se porter garants des accords de Paris.

La lutte à l'intérieur de la bureaucratie ne va pas cesser pour autant. L'aile marchande de la restauration capitaliste, personnifiée par Teng, va chercher constamment à pousser plus loin son avantage, créant de nouveaux conflits. Les « maoïstes » déclenchent la campagne « Pi Kong » — « critiquons Confucius » — qui est dirigée contre Chou En-laï. Mais l'appareil, qui vient de faire remonter Teng Hsiao-ping au bureau politique du Parti communiste chinois, contrôle totalement l'opération en doublant la campagne « Pi Kong » d'une campagne « Pi Lin » — « critiquons Lin Piao » — et en fusionnant les deux campagnes sous le titre « Pi Kong, Pi Lin » en une seule. C'est ainsi qu'une opération déclenchée par les « maoïstes » se retourne contre le « Grand Timonier ».

La mort de Chou En-laï puis celle de Mao donneront l'avantage définitif aux restaurationnistes, qui pousseront

jusqu'à ses ultimes conséquences la politique engagée par Mao-Lin Piao-Chou En-laï.

où va la Chine ?

Les développements politiques en Chine illustrent de façon quasi chimiquement pure le fait que c'est la bureaucratie qui est la principale force restaurationniste et le principal instrument de l'impérialisme dans les Etats ouvriers dégénérés et bureaucratiques. Et cela fondamentalement parce qu'elle ne peut exister qu'en spoliant et en opprimant les masses. Les rivalités et les affrontements entre les bureaucraties et au sein de chacune d'elles sont des facteurs politiques de la plus haute importance.

Néanmoins, une profonde solidarité unit toutes les bureaucraties à l'impérialisme : la solidarité d'une peur qui exprime le lien social de la bureaucratie chinoise et de toutes les bureaucraties avec l'impérialisme, dont elles deviennent de plus en plus la courroie de transmission. N'en doutons pas : l'Assemblée populaire de Bolivie en 1971, les conseils ouvriers en Pologne étaient pour les bureaucrates de Pékin des réalités concrètes, tangibles ; c'était le souvenir encore récent de la « Commune de Shanghai ». Et, incontestablement, ce sont là les facteurs décisifs qui les ont amenés à faire à Nixon un accueil triomphal. Sur tous les plans, les développements de la lutte des classes en Chine confirment la profonde unité mondiale de la lutte des classes.

Il y a une autre leçon à tirer : aussi loin qu'ils puissent aller dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie — et le Parti communiste chinois est allé très loin dans cette voie —, les partis bureaucratiques ne peuvent devenir des partis révolutionnaires, même « empiriques ». Ils restent liés fondamentalement au maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale — dont la couverture idéologique est la « théorie » du « socialisme dans un seul pays » —, même si en même

temps ils sont obligés de bousculer cet ordre dans tel ou tel pays. Ceux qui ont vu dans les PC chinois ou vietnamien des partis révolutionnaires doivent aujourd'hui, s'ils étaient sincères, être cruellement déçus. Ils doivent en tirer une leçon : rien ni personne n'émancipera les révolutionnaires de leur tâche centrale, construire des partis révolutionnaires, sections nationales de la IV^e Internationale, reconstruire la IV^e Internationale.

Ces enseignements généraux, qui sont ceux du programme trotskyste, doivent nous permettre d'apprécier lucidement les développements futurs en Chine. Le voyage de Teng Hsiaping aux USA confirme entièrement l'appréciation que nous formulions, au début de cet article, sur le cours actuel de la bureaucratie. Sa proposition de constituer un front commun américano-chinois contre l'« hégémonie soviétique » est sans équivoque.

Néanmoins, cette orientation se heurte à toutes sortes de difficultés et de contradictions. La Chine ne peut pas collaborer avec les USA sur un pied d'égalité. Par exemple, les échanges économiques avec les USA sont fortement déficitaires pour la Chine. Les « quatre modernisations » impliquent un formidable endettement de l'économie chinoise. Or, derrière le voyage spectaculaire du nouveau n° 1 chinois, les milieux d'affaires américains restent plutôt sceptiques. Les chiffres extravagants avancés par la presse ne peuvent empêcher les capitalistes d'avoir des doutes : l'argent placé en Chine ne le sera-t-il pas à fonds perdus ? En rétablissant dans leurs droits les anciens capitalistes, en multipliant sourires et concessions en direction de Taiwan, Teng a tenté de donner des assurances. Mais il n'a pas pu démontrer que les assises de son pouvoir étaient incontestées. Au con-

traire, chacun sait que les masses ouvrières et paysannes de Chine sont profondément attachées à l'expropriation de l'impérialisme. Et chaque capitaliste sait qu'il faudra affronter leur résistance.

Les délégations d'ouvriers et de paysans qui sont arrivées à Pékin pendant le « bal du nouvel an » pour demander réparation des torts que leur a faits la bureaucratie sont un signe incontestable. Les « cahiers de doléances » des ouvriers et paysans chinois, aussi limités qu'ils puissent paraître pour un observateur superficiel, n'en constituent pas moins les mille et un canaux par lesquels les masses se regroupent contre la bureaucratie parasitaire. Les maîtres de la « nouvelle Cité Interdite » en ont d'ailleurs une conscience assez claire. Ils répètent sur tous les tons que l'application du programme des « quatre modernisations » nécessite l'ordre et la discipline. Ils mesurent l'extrême instabilité de tout l'édifice. Ils ont tous en mémoire les « incidents » de la place Tien-An-Men.

TIEN-AN-MEN ET SES SUITES

Incontestablement, ces manifestations « en la mémoire de Chou En-lai » ont été partiellement préparées par les partisans de Teng. Les masses se sont saisies de la manifestation pour revendiquer leur droit à une expression politique indépendante de la bureaucratie.

Ainsi, comme le raconte Hua Lin dans « Tien-An-Men l'empourprée » :

« Une semaine avant le jour des morts, devant le mémorial des héros du peuple, sont apparues des couronnes dédiées au défunt Premier ministre Chou. Ces couronnes-là avaient été envoyées par une partie des officiers et des soldats du « Quartier général » n° 2 de l'artillerie de l'armée populaire de libération, ainsi que par des cadres des ministères des Industries mécaniques n° 7, n° 6 et n° 5 du Conseil des affaires de l'Etat ». (*In Tien-An-Men l'empourprée, éd. du Seuil, pages 46, 47.*)

Mais très rapidement les masses s'emparent de ces couronnes à la mémoire d'un bureaucrate mort, pour manifester leur opposition au régime bureaucratique qui est, lui, toujours vivant. Dès le 2 avril, raconte Hua Lin, « c'est déjà la foule comme une marée montante ». Le 4 avril, jour des morts, apparaissent des slogans : « A bas l'impératrice Cixi », « A bas Indira Ghandi », « A bas tous les réactionnaires qui ont essayé de frapper le Premier ministre Chou ». Slogans qui visent directement Chiang Ching, et derrière elle Mao et le régime qu'il incarne.

Quand les autorités font enlever les couronnes, la manifestation commence à tourner à l'émeute. Des centaines de milliers d'habitants de Pékin se rendent pendant plusieurs jours place Tien-An-Men. Les affrontements avec la police se multiplient. Aux policiers qui disent : « Ne vous laissez pas manipuler par l'ennemi de classe », les masses répondent en tendant le poing : « C'est vous, l'ennemi de classe ! » Des policiers sont lapidés. Si le pouvoir réussit à mater le mouvement par une répression sanglante, il achève à Tien-An-Men de poser les premiers jalons de l'affrontement entre les masses et les bureaucrates.

Si Teng Hsiao-ping a pu utiliser cette manifestation pour parvenir à ses fins, les conséquences politiques des « incidents » ne sont pas épuisées. L'appareil cherche à classer l'affaire en déclarant : l'« incident » n'était pas « contre-révolutionnaire », mais « révolutionnaire », et en désignant la « bande des quatre » comme bouc émissaire. Mais, pour les masses, les choses ne peuvent en rester là : de nombreux « dazibao » posent la question des responsabilités dans la répression qui a suivi, et si l'« impératrice douairière » (la veuve de Mao) est passée par la trappe bureaucratique, en revanche, Hua Kuo-feng, personnifiant l'appareil policier, est toujours là.

On ne peut donc s'en tenir aux apparences : la « ligne Teng » conduit à de nouveaux déchirements au sein de la bureaucratie, à de nouvelles contradictions sociales et politiques, où les masses, utilisant toute l'expérience accumulée des « Cent fleurs » à la

Commune de Shanghai, chercheront à nouveau à s'ouvrir la voie de la révolution politique.

Aussi bien dans les affiches murales que dans des textes comme ceux de Li-Yi-Zhe, les éléments du programme de cette révolution s'accumulent.

Dans leur texte « A propos de la démocratie et de la légalité sous le socialisme », Li Zheng-tian, Chen Yi-yang et Huang Xi-zhe, trois anciens gardes rouges, définissent sous couvert de la critique du « système Lin Piao » leur analyse du système bureaucratique chinois. Après avoir défini le « système Lin Piao » comme l'« ennemi moderne » contre lequel il faut mener une « lutte déterminante pour l'avenir », ils expliquent :

« Et comment la nature féodale du système Lin Piao nous est-elle apparue, sinon à travers ce nouveau principe religieux : qu'il soit éliminé celui qui s'oppose à la pensée du président Mao. » (*in* « Chinois, si vous saviez... », page 56).

Ils tirent le bilan de la « Grande Révolution culturelle prolétarienne » :

« Cependant, cette GRCP n'a pas pour autant accompli les tâches qu'elle s'était assignées, car elle n'a pas permis aux masses populaires de s'emparer fermement de l'arme de la dictature démocratique du peuple.

Soudain, l'été 1968, la légalité socialiste s'est enrayée, remplacée par ce seul principe : le pouvoir, c'est la répression ; la répression, c'est le pouvoir. » (*ibid.*, page 88).

Et c'est en partant de ce bilan qu'ils donnent les ébauches d'un programme de « lutte pour la continuation de la révolution » nécessaire à cause du système de Lin Piao (c'est-à-dire du système Mao - Liu Shao-chi - Teng Hsiao-ping, etc.) : il faut aboutir à ce que soit écrit

« noir sur blanc qu'il ne faut appliquer la dictature qu'aux assassins, incendiaires, voyous, aux divers criminels de droit commun, à ceux qui

provoquent des affrontements armés et aux groupes de conspirateurs, et qu'en revanche tous les droits démocratiques légitimes des masses populaires doivent être garantis. » (*ibid.* page 70).

Ensuite le groupe Li-Yi-Zhe développe sur la nécessité de « limiter les privilèges » et de « garantir le droit de contrôle du peuple sur l'Etat et la société. » (1)

Tout confirme que la nouvelle montée révolutionnaire en Chine se fera sous le drapeau de la lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique, pour reprendre les termes du « Programme de transition » à propos de l'URSS. D'ores et déjà, une opposition révolutionnaire qui reprend les chemins empruntés par l'opposition en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est commence à se cristalliser.

Ces développements seront intimement reliés aux processus de la révolution mondiale, aux déchirements de l'ordre de Yalta et de Potsdam. Le voyage de Teng Hsiao-ping aux USA a eu peu de résultats concrets ; cela tient justement au fait que l'impérialisme américain n'est pas à même aujourd'hui d'offrir à la bureaucratie chinoise toute l'aide qui lui serait nécessaire, à l'heure où la monarchie iranienne s'est effondrée et où mûrit la révolution en Europe.

Nul doute en revanche que les militants de la IV^e Internationale sauront apporter aux ouvriers chinois toute la solidarité prolétarienne dont ils ont besoin dans leur lutte contre la bureaucratie et l'impérialisme.

Denis Collin,
le 1^{er} février 1979.

(1) Depuis que cet article a été écrit, les membres du groupe Li-Yi-Zhe, récemment libérés, se sont répandus en déclarations publiques approuvant bruyamment le cours impulsé par Teng Hsiao-ping. Qu'ils aient eu à subir de sérieuses séances de « rééducation » ne fait aucun doute, mais ne retire rien à la force des idées qu'ils avaient développées dans les textes cités ici.

APRES L'ÉCHÉC DE LA RÉVOLUTION
RUSSE

Léon Trotsky

Le tome IV

des Œuvres

de Léon Trotsky

vient de paraître

Prix public : 54 F

**On peut se procurer cet ouvrage
auprès des militants de l'OCI au prix
de 34 F**



UNE NOUVELLE DÉFAITE DE LA MONARCHIE FRANQUISTE

TROIS MOIS APRES L'ECHEC DU REFERENDUM SUR LA CONSTITUTION EN ESPAGNE

une nouvelle défaite de la monarchie franquiste

par Etienne LAURENT

« L'Espagne a voté » : plus exactement, les élections aux secondes Cortès octroyées de la monarchie franquiste ont eu lieu. Elles n'ont rien réglé du point de vue de la crise de domination politique de la bourgeoisie. Au contraire, elles n'ont servi qu'à rendre l'ensemble des éléments de cette crise encore plus aigus.

Suarez avait pour objectif de chercher, par la voie des élections, à réaffirmer son autorité, de renforcer les bases politiques de son action et d'effacer dans toute la mesure du possible son grave échec lors du vote intervenu le 6 décembre sur le référendum à la Constitution. Il n'a atteint aucun de ses objectifs et devra prendre appui plus fortement que jamais sur Santiago Carrillo et Felipe Gonzales. Mais ceux-ci ont subi eux aussi un nouvel échec et se trouvent dans une situation où ils heurtent plus que jamais les aspirations de la classe ouvrière et des masses.

Les Cortès ne sont pas des institutions parlementaires, mais un rouage auxiliaire de la monarchie continua-

trice du franquisme, derrière lequel s'abritent les institutions franquistes en décomposition. Le régime de domination politique de la bourgeoisie en Espagne n'est pas la démocratie bourgeoise. Les élections n'y sont, ni de près ni de loin, des élections « parlementaires ». Indépendamment même du trucage électoral qui est pratiqué couramment par l'appareil d'Etat espagnol, leurs résultats comportent une réfraction encore plus déformée de la lutte des classes que dans des systèmes politiques plus proches de la démocratie parlementaire bourgeoise classique.

LE LOURD BILAN DES ELECTIONS DU 1^{er} MARS

Il reste que les résultats du 1^{er} mars peuvent être interprétés et livrer un certain nombre d'éléments frappants, d'une importance politique certaine :

A. Suarez, Premier ministre de la monarchie franquiste, lors des élections aux premières Cortès octroyées, le 15 juin 1977. (Ph. Sygma).

- le pourcentage des non-votants fait un bond très important, passant de 20 % en juin 1977 à plus de 32 % en 1979 ; l'abstention atteint des proportions encore plus significatives dans les nationalités opprimées et aux Canaries : 45 % des électeurs de Galice ne se sont pas déplacés pour aller aux urnes, il y a 46 % de non-votants à Ténériffe (Canaries), 37 % à Barcelone, capitale de la Catalogne, et 35 % au Pays basque. Dans un secteur à forte concentration ouvrière de la province des Asturies, qui vient de connaître des grèves particulièrement importantes, il y a 40 % de non-votants ;

- le « triomphe » de l'UCD, obtenu par la mobilisation de tous les moyens de l'appareil d'Etat franquiste dont l'UCD n'est que le prolongement et l'expression en forme de « parti politique », repose sur quelque 22 % du corps électoral seulement ;

- le conglomérat des cliques franquistes en décomposition, rival de l'UCD, l'Alliance Populaire-Coalition Démocratique de Fraga, Osorio et Areilza, s'effondre ;

- l'appareil stalinien du PCE-PSUC connaît une progression de 180 000 voix et 2 sièges, mais cette progression ne peut masquer la perte de 60 000 voix du PSUC à Barcelone, de 20 000 voix dans le reste de la Catalogne et la stagnation du PCE à Madrid ;

- l'appareil du PSOE voit sa politique de collaboration avec la monarchie sanctionnée par des pertes de voix importantes dans les bastions de la classe ouvrière, qui sont eux aussi ceux du PSOE : de ces pertes de voix s'est nourrie l'abstention qui ne signifie pas que les abstentionnistes se détournent définitivement du PSOE, mais le rejet par des couches d'avant-garde de la classe ouvrière, toujours proches et parfois membres du PSOE, de la politique suivie par Felipe Gonzales ;

- enfin et surtout, en Euzkadi, le vote du 1^{er} mars a prolongé, confirmé et amplifié le vote contre la constitution monarchique continuatrice du franquisme, et pour l'indépendance d'Euzkadi, qui était déjà intervenu lors du référendum sur la Constitution le 6 décembre : la poussée de tous les partis basques et surtout la percée du front Herri Batasuna, porte-parole

politique de l'ETA, traduisent — au-delà des positions politiques précises de ceux vers qui les aspirations se portent aujourd'hui — la détermination politique concentrée du peuple basque d'en finir avec le franquisme et l'oppression nationale, d'en finir avec l'Etat « unitaire » de la monarchie, d'arracher la satisfaction de ses revendications nationales.

Le bilan est donc extrêmement lourd ; les résultats ainsi résumés représentent une défaite aussi bien pour la monarchie et l'UCD que pour les appareils contre-révolutionnaires de S. Carrillo et F. Gonzales. Mais le bilan ne s'arrête pas là. Aux résultats chiffrés des élections, il faut encore ajouter une donnée politique fondamentale intraduisible en termes chiffrés : à partir de décembre et surtout du début janvier, dans toute l'Espagne, la classe ouvrière s'est engouffrée par les brèches ouvertes dans le dispositif contre-révolutionnaire et a engagé sur son terrain, par toutes les méthodes de lutte qui lui sont propres, le combat pour la satisfaction immédiate de ses revendications les plus pressantes.

De la mi-janvier jusqu'aux élections, le jour même du scrutin et depuis, une vague de grèves a déferlé sur l'Espagne, dont certaines ont été très dures et très longues, mettant à l'ordre du jour le combat pour la centralisation et l'unification des combats dispersés, le combat pour la grève générale.

A la suite d'un décret du gouvernement Suarez, en date du 26 janvier, déclarant illégale toute activité de caractère politique ou syndical qui contribuerait directement ou indirectement au renforcement du terrorisme ou qui en ferait l'apologie, les travailleurs ont été obligés de défendre leurs grèves et d'organiser leurs piquets sous la menace directe de l'arrestation politique.

Les grèves ne sont pas terminées : ce qui les sous-tend et leur donne leur force, ce qui explique leur caractère mouvant et multiforme, ce sont une nouvelle fois des facteurs qui relèvent de l'analyse faite par Rosa Luxemburg dans « Grève de masse, parti et syndicat » : ce sont des grèves qui participent à la « bataille générale pour en

finir avec l'absolutisme » et qui sont portées consciemment ou inconsciemment par ce but. Dans les semaines qui viennent, elles vont tendre à s'entrelacer avec le mouvement pour la définition et la satisfaction d'une série de revendications élémentaires des masses, auquel la préparation des élections municipales qui sont fixées au 3 avril, va donner lieu dans les villages, les bourgs et les quartiers ouvriers et populaires des grandes villes.

Le lendemain des élections, la Ligue communiste, organisation qui combat sur la base du Programme de transition, a collé à Madrid des affiches caractérisant les résultats du 1^{er} mars comme une « défaite » pour la classe ouvrière. Il est vrai que la Ligue communiste avait mené campagne dans le cadre des élections sur une orientation erronée, proche par certains aspects importants de celle menée par la section officielle du Secrétariat unifié, la LCR d'Espagne, visant à arracher dans le cadre des Cortès octroyées de la monarchie et des élections organisées par l'UCD à partir de l'appareil d'Etat franquiste, une majorité et un gouvernement du PSOE et du PCE.

S'appuyant sur toute la ligne du développement de la lutte des classes et de la crise de domination politique irréversible et sans remède de la bourgeoisie espagnole, l'Organizacion Cuarta Internacional, section espagnole du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, a au contraire appelé au combat contre les élections du 1^{er} mars et combiné ce combat avec celui pour la centralisation des grèves vers la grève générale. Pour l'OCI d'Espagne la bataille centrale doit se livrer plus que jamais sur la ligne : A bas la monarchie, à bas les institutions franquistes, non aux Cortès de la monarchie, république, Cortès constituantes, et pour l'Euzkadi, l'indépendance, la convocation immédiate de l'Assemblée constituante souveraine du peuple basque, la proclamation de la république libre d'Euzkadi.

Mais, pour apprécier pleinement l'ensemble des données de la situation, il est nécessaire de rappeler brièvement dans quel cadre et à quel moment du développement de la lutte des classes en Espagne elles se situent.

L'AXE DU FRANQUISME EN DECOMPOSITION, LA CONSTITUTION, LES CORTES

Avant la mort de Franco déjà, plus nettement encore depuis sa disparition, c'est dans l'axe du franquisme en décomposition que les forces attachées à la défense de la propriété privée et de l'ordre bourgeois ont été contraintes de situer l'ensemble de leurs interventions.

Les institutions franquistes se sont confondues, et se confondent encore pour l'essentiel avec les institutions les plus fondamentales de l'appareil d'Etat bourgeois en Espagne. La monarchie de Juan Carlos s'est imposée nécessairement comme le seul cadre permettant de mener à bien la tentative de défendre et de sauvegarder ces institutions face à la montée des masses. C'est à cette fin que la monarchie avait été choisie par Franco en personne ; elle était héritière de la forme ultra-réactionnaire dans laquelle l'Etat bourgeois s'était formé historiquement en Espagne. C'est dans le cadre de la monarchie que toutes les forces de la contre-révolution et du statu quo à l'échelle mondiale sont donc venues situer leur action.

Chacun se rappelle encore le ralliement enthousiaste et spectaculaire de Santiago Carrillo, en avril 1977, au drapeau de la monarchie, au drapeau « sang et or » qui fut celui de Franco et de sa « croisade », au drapeau trempé dans le sang des centaines de milliers d'ouvriers et paysans victimes des armées de Franco et de sa répression sanglante contre la classe ouvrière et ses organisations indépendantes.

Le ralliement de Felipe Gonzales a été quelque peu plus discret et plus lent. La place du PSOE comme principal parti traditionnel de la classe ouvrière espagnole, intimement lié tout au long de son histoire au combat pour la république, la nature du PSOE en tant que parti ouvrier parlementaire, la situation de l'appareil de Felipe Gonzales vis-à-vis des militants du parti, lui imposaient cette discrétion. Mais le ralliement a fini par se faire tout aussi nettement. Après avoir

présenté en mai 1978 un amendement de pure forme à l'article 1 de la Constitution et avoir été « battu au vote » dans les Cortès octroyées de la monarchie, la direction du PSOE a voté en octobre le texte global de la Constitution avec le même enthousiasme que l'appareil stalinien, et s'est engagé ensuite contre la classe ouvrière, contre ses propres militants et son propre électorat, dans le combat politique contre-révolutionnaire consistant à faire adopter par référendum la Constitution de la monarchie.

La Constitution élaborée dans les Cortès octroyées, issues des élections de juin 1977, doit être caractérisée brièvement. Une réunion de juristes bourgeois convoquée par la revue « Cambio 16 », l'un des principaux organes de presse espagnols, l'a caractérisée comme un régime de « monarchie musclée » dans lequel « la couronne se voit dotée d'attributions impropres à une monarchie parlementaire », d'un « pouvoir extravagant et dangereux », lourd de conflits potentiels.

La monarchie franquiste n'a effectivement rien à voir avec une démocratie, ni même avec une monarchie parlementaire. La couronne n'est rien d'autre que l'institution qui encadre, coiffe et préside au fonctionnement des institutions essentielles de l'Etat bourgeois telles que Franco les a modelées.

L'Etat bourgeois espagnol, depuis la destruction de la première République en 1873 et la restauration de la monarchie, s'est édifié sur la base de l'oppression des nationalités. Sous Franco, l'écrasement systématique des peuples catalan, basque et galicien est devenu une des pierres de touche de l'Etat. La Constitution confirme et prolonge ce caractère essentiel de l'Etat monarchique et franquiste. L'article 2 rejette le droit à l'autodétermination et donc à la séparation des peuples basque, catalan, galicien, refusé de reconnaître leur existence comme nation, et déclare :

« La Constitution se fonde sur l'indissoluble unité de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols. Elle reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et régions qui l'intègrent et la solidarité entre elles toutes. »

La forme monarchique de l'Etat et l'oppression nationale sont garanties par l'armée, à laquelle la Constitution consacre plusieurs articles et confie expressément, dans son article 8,

« la mission de garantir la souveraineté et l'indépendance de l'Espagne, de défendre son intégrité territoriale et son « agencement » constitutionnel ».

Un autre pilier de la dictature franquiste, l'Eglise catholique, se voit reconnaître un rôle central grâce au droit qui lui est reconnu de créer des « communautés et fondations » et l'article 26 sur l'enseignement qui tend à pérenniser son contrôle sur l'école.

L'organisation du pouvoir judiciaire consignée dans la Constitution assure une continuité profonde avec les institutions judiciaires franquistes, elle prévoit notamment le maintien de la compétence des tribunaux militaires dans toute une série de domaines. Par ailleurs, l'arsenal répressif du franquisme a été largement réutilisé dans la Constitution : limitation du droit de grève, interdiction faite à une partie des fonctionnaires et des magistrats de se syndiquer, reconnaissance du droit de lock-out patronal (art. 34), subordination du droit de réunion à l'appréciation du ministère de l'Intérieur et des gouverneurs civils, etc.

Dans ce cadre, les Cortès sont une institution auxiliaire de la monarchie franquiste, une chambre d'enregistrement dénuée de tout pouvoir et de toute initiative, dominée de surcroît par une majorité parlementaire fabriquée sur mesure à l'aide d'un système électoral soigneusement établi. Mais leur rôle politique ne doit pas être sous-estimé. Même si les principaux accords entre la monarchie, ses ministres et les directions traitres des partis traditionnels de la classe ouvrière ont dû être négociés et signés en dehors des Cortès, ce sont néanmoins ces Cortès et l'acceptation des députés des partis ouvriers traditionnels d'y siéger qui nouent et qui symbolisent actuellement, comme les visites régulières de Carrillo et Felipe Gonzales au Palais royal, la collaboration de classes de ces partis avec la bourgeoisie au niveau de l'Etat et leur accord pour défendre dans ce cadre les institutions du franquisme en décomposition.

UN ANTAGONISME IRREDUCTIBLE

Tenter de dresser (parce qu'il n'y a pas d'autre choix) le barrage à la révolution dans le cadre des institutions franquistes en décomposition, revient à accepter de monter la garde de l'ordre bourgeois sur la base d'un état endémique de crise de la forme de domination politique et à faire face à des convulsions politiques périodiques graves.

L'adage célèbre : « On ne peut marier l'eau et le feu » fournit une des clefs pour la compréhension de la situation politique espagnole et la nature de la crise permanente de la forme de domination politique. L'adage vaut pour la classe ouvrière. Il explique la situation difficile dans laquelle l'élaboration et la signature du pacte de La Moncloa, puis l'adoption et l'application d'une loi syndicale permettant la tenue d'« élections syndicales » à des comités d'entreprise occupant la place des anciennes structures du syndicat vertical, ont placé l'UGT mais aussi la CNT. En tant qu'organisations indépendantes de la classe ouvrière, leur existence est incompatible avec la forme de domination et les institutions fascistes qui subsistent encore, si avancée que soit leur décomposition. L'UGT et la CNT ne connaîtront leur plein développement qu'avec la destruction définitive, des mains du prolétariat, des institutions fascistes à tous les niveaux, et dans les usines des « comités d'entreprise », prolongements des anciens « enlases » et « jurados ».

Mais l'adage vaut également pour l'armée, l'appareil policier franquiste, le patronat espagnol. Il explique l'origine des convulsions auxquelles le régime a été et sera en proie plus que jamais, jusqu'à ce que le prolétariat et les masses opprimées d'Euzkadi et de Catalogne parviennent à abattre le franquisme et à éliminer tous ses vestiges.

L'état des relations politiques entre les classes a obligé la bourgeoisie, à partir de 1976, à recourir toujours plus à l'aide de S. Carrillo et de F. Gonzales. Sans eux, le franquisme aurait déjà été balayé aussi sûrement que la

dictature iranienne et ses institutions démantelées par les masses de la même manière. Il n'en reste pas moins que les bases de cette collaboration indispensable sont constamment minées par l'extrême difficulté que cette bourgeoisie, cette armée, cette police, ce patronat éprouvent à coexister avec les organisations indépendantes du prolétariat — quelque soient les preuves de collaboration données par les dirigeants traîtres —, ou avec les expressions organisées, même bourgeoises, du combat des peuples de Catalogne, d'Euzkadi et de Galice pour leurs revendications nationales.

Le fondement des institutions de l'Etat franquiste a été la destruction en 1939, sur la base de l'écrasement physique des masses préparé par la politique traîtresse du front populaire, de toutes les organisations politiques et syndicales de classe du prolétariat, la destruction de tous les éléments de démocratie prolétarienne, construits à l'intérieur de la société bourgeoise, et le maintien de la classe ouvrière dans un état d'atomisation forcée.

Parallèlement, en Euzkadi et en Catalogne, la victoire des armées fascistes a été suivie d'une répression sans merci, dirigée contre les organisations et militants ouvriers, mais aussi contre toutes les organisations nationalistes et contre la langue et la culture basques et catalanes dans toutes leurs manifestations.

Sur l'un et sur l'autre plan, les conséquences de la modification des rapports politiques entre les classes sont venues aggraver sans cesse la crise des institutions fascistes et y introduire des éléments de dislocation toujours plus nets.

LES CONVULSIONS SPASMODIQUES DU REGIME

Depuis trois ans, toutes les poussées de la classe ouvrière et toutes ses avances dans la reconstruction de ses organisations de classe — en premier lieu l'UGT et la CNT — ou dans la reconquête de certaines de ses institutions traditionnelles, telles les « Maisons du Peuple » dont le rôle politique a été

considérable dans l'histoire du prolétariat d'Espagne ; toutes les poussées du mouvement national en Euzkadi et Catalogne ; toutes les expressions de la volonté des masses basques et catalanes de voir satisfaire leurs revendications se sont traduites par des convulsions au sein de l'appareil d'Etat franquiste en décomposition, et de ses institutions fondamentales — l'armée et l'appareil policier.

C'est d'octobre-novembre 1976 que datent les premiers mouvements d'insubordination ouverte dans la police, et la nécessité pour le roi Juan Carlos de lancer ses premiers appels pressants à l'armée de comprendre son devoir d'obéissance par rapport à un plan politique, la « réforme » de Suarez exigée par la « cause supérieure de la patrie ». Puis, en décembre 1976 et janvier 1977, il y a eu la succession d'actions de l'appareil policier et de ses agents et prolongements divers, agissant de façon incontrôlée et pour leur propre compte avec le but évident de « déstabiliser » le gouvernement Suarez et de le faire tomber, qui ont culminé dans les assassinats d'Atocha.

Le résultat des élections du 15 juin et l'élaboration en octobre 1977 des pactes de La Moncloa avec les dirigeants du PCE et du PSOE ont établi pendant un an les bases d'un statu quo précaire, dont les effets ont été cependant plus tangibles sur le plan du mouvement ouvrier placé étroitement sous le contrôle des appareils traîtres que de la question nationale. En tout état de cause l'accalmie a été de brève durée.

Car, depuis juin 1978, on a assisté de façon répétée à de nouveaux mouvements, très étendus, d'insubordination dans la Garde civile, la police armée et les services de la police politique et, au début de l'automne, aux amorces d'un complot contre Suarez dans un secteur de l'armée. Au cœur de ces mouvements avec lesquels Suarez, Martin Villa, le ministre de l'Intérieur, et Gutierrez Mellado, le ministre de la Défense, ont chaque fois négocié et composé, il y a eu la question d'Euzkadi, et les accusations faites au gouvernement de « faiblesse », de « complaisance », de « lâcheté » face aux revendications nationales du peuple basque et à l'action de l'ETA en particulier.

On sait peu de choses, parce qu'elles ont été soigneusement étouffées, du complot militaire dit « opération Galaxie ». Il en va différemment pour la police. Tout au long de l'automne, on peut multiplier les exemples (comme la mutinerie de la Garde civile à Basauri) d'actions incontrôlées d'unités de police d'un corps ou d'un autre, d'un échelon ou d'un autre. Le régime ne contrôle pas son appareil de répression : il pactise avec lui et les termes du pacte ont été, au cours des derniers mois, le « plan en 15 points » de Martin Villa contre le peuple basque auquel le PCE a donné son appui public et bruyant.

La question basque est au cœur même de la crise de l'Etat franquiste et donc au centre du mouvement qui va vers l'ouverture de la révolution en Espagne. C'est en fonction de cette donnée, et de cette donnée seulement, que l'on peut comprendre et juger la manière dont l'ensemble des forces politiques se disposent.

ENCORE UNE FOIS SUR LA QUESTION CENTRALE D'EUZKADI

Parlant de la Catalogne, Trotsky a dit que le sentiment national s'était développé dans les masses dans le cours et comme résultat de la lutte des classes, et comme « enveloppe de leur indignation sociale ». A un degré incomparablement plus fort, la même chose est vraie aujourd'hui pour le sentiment national basque : il prend indiscutablement appui sur des spécificités de langue, de culture, d'histoire, mais celles-ci ne suffisent pas à en expliquer la force. Le sentiment national basque est indissociable de la lutte des classes ; il s'est forgé comme sentiment des masses dans la lutte contre le franquisme, il est l'enveloppe de la haine irréductible des masses d'Euzkadi à l'égard du franquisme.

Cette haine irréductible a conduit les masses basques à se mobiliser et à se déployer au long des trois dernières années sur une échelle, avec une ampleur et une force qui ont fait d'elles le fer de lance du combat d'ensemble de la classe ouvrière et des

masses contre la monarchie. Mais la preuve que le sentiment national est indissociable de la lutte des classes paraît se refléter au niveau des mots d'ordre : ce n'est qu'à un moment déterminé de la lutte, au moment de la mobilisation, en septembre 1977, pour la libération d'Apalategui, prisonnier de l'Etat bourgeois français et menacé d'extradition, que le mot d'ordre d'indépendance a acquis une base de masse.

Dans toutes les mobilisations massives (qui atteignent 200 000 - 300 000 travailleurs et jeunes à San Sebastian, 500 000 à Bilbao), le terrain de l'unité a toujours été la lutte pour les libertés les plus élémentaires, en particulier l'amnistie et la libération des prisonniers politiques, le retrait des forces de répression et la fin de l'état de siège et de répression brutale permanente.

De façon répétée, à des moments critiques, le régime a été contraint de reculer. Il en a été ainsi en mai 1977, à la veille des élections aux premières Cortès octroyées (libération de la majeure partie des prisonniers politiques, notamment Izko et les prisonniers de Burgos). Il en a été ainsi fin septembre de la même année, avant les répercussions de La Moncloa. Au printemps et au début de l'été, afin de rendre plus facile le ralliement du PNV, le parti nationaliste bourgeois basque, à la Constitution de la monarchie, le régime a desserré un tout petit peu l'état de la répression militaro-policrière.

Au sein des masses basques ces reculs ont renforcé l'idée qu'on pouvait et qu'on devait en finir avec le franquisme, alors qu'au sein des institutions de l'appareil d'Etat franquiste ils n'ont fait que renforcer les facteurs de dislocation et d'explosion.

ECHEC DE L'OFFENSIVE POLITIQUE CONTRE LE PEUPLE BASQUE

C'est l'appréciation de cette situation qui a dicté sa position à l'appareil stalinien en Espagne. Dès mars 1977, Carrillo fixait la position du PCE dans une réunion destinée à établir les premières bases d'un accord avec Suarez :

« Le Parti communiste d'Espagne respecte et est prêt à promouvoir les autonomies régionales, mais défendra par contre toujours l'unité de la patrie. Je suis espagnol et comme tel je m'opposerai en toute circonstance à toute tentative de séparatisme et de division de l'Espagne. »

Ainsi étaient balayées toutes les références formelles faites précédemment au droit à l'autodétermination dans les documents officiels du PCE. « J'ai cru entendre parler un général », avait déclaré un des participants à la réunion. Le soin pris par Carrillo pour s'exprimer sur cette question dans le langage des hommes du pronunciamiento fasciste du 18 juin est en relation exacte avec la place occupée par la lutte pour l'indépendance d'Euzkadi dans le mouvement de la marche à la révolution en Espagne.

Rapidement le PCE s'est fait lui aussi l'un des critiques les plus virulents des « insuffisances » de l'action menée par le gouvernement sur le plan de la répression et le défenseur des moyens policiers accrus pour en finir avec l'ETA. A l'automne de 1978, il a pris une place absolument centrale dans la campagne politique orchestrée à l'échelle de tout l'Etat espagnol pour tenter de diviser et d'isoler le peuple basque au nom de la lutte « contre le terrorisme ». Le déroulement des événements et l'analyse de leurs résultats méritent une rapide analyse.

La campagne est partie d'une interview de Suarez au principal journal de la bourgeoisie madrilène, « El País ». Thème central : Suarez se refusait à identifier le Pays basque avec l'ETA ; les basques sauraient rapidement le démontrer. Ce fut ensuite au tour du PNV, parti de la bourgeoisie basque et de la hiérarchie catholique, de proposer la convocation d'une manifestation à Bilbao, « contre le terrorisme ». Le PC fit alors savoir qu'il acceptait d'appuyer la convocation et envoya Dolorès Ibarri pour défilier en tête du cortège. Ensemble avec l'organisation petite-bourgeoise maoïste l'ORT, ils proposèrent que des manifestations similaires soient convoquées dans toute l'Espagne. Il ne restait au PSOE qu'à s'aligner sur ces propositions et à l'UCD à les

appuyer et à les applaudir des deux mains.

Le 28 octobre à Bilbao ce sont au maximum 30 000 personnes qui ont défilé sous la protection de la police et à l'appel de la coalition ainsi formée. Le 10 novembre les manifestations ont reposé essentiellement sur l'activité du PCE et des groupes maoïstes issus du parti stalinien. A Madrid, la manifestation a reçu l'appui officiel du PSOE et de l'UGT. Mais dans de nombreuses villes, l'appareil du PCE n'est parvenu à rallier ni le PSOE ni l'UGT. Il y a eu des villes comme à Malaga où le PCE a dû se contenter d'une réunion de quelques centaines de personnes avec l'UCD et l'Alliance Populaire. Dans pratiquement toute l'Andalousie, le PCE et les Commissions ouvrières ont manifesté seuls, avec l'UCD. A Cordoue et Séville, il y a eu des contre-manifestations d'ouvriers agricoles qui criaient : « Le chômage aussi, c'est du terrorisme. »

Ces données sont de la plus haute importance. Face à une propagande quotidienne lancinante sur le thème du terrorisme et en présence d'une mobilisation par l'appareil stalinien de toutes ses forces, la classe ouvrière d'Espagne a manifesté son refus de se situer sur le terrain de la bourgeoisie et de donner un appui à la monarchie franquiste dans sa tentative de se dresser contre le peuple basque pour l'isoler. La classe ouvrière d'Espagne et ses militants ne partagent pas dans leur grande majorité les conceptions de la lutte armée utilisée par l'ETA, mais ils savent tous, pour l'avoir vécu et le vivre quotidiennement encore, que le seul terrorisme à l'œuvre est celui exercé par et à partir de l'appareil d'Etat façonné par Franco.

**EUZKADI
S'EST PRONONCEE :
INDEPENDANCE
IMMEDIATE !**

L'échec subi par Suarez, mais aussi par S. Carrillo et F. Gonzales sur le plan des résultats du vote du 6 décembre sur la Constitution n'a fait que sanctionner et confirmer l'échec déjà subi dans la rue le 28 octobre et le 10 novembre.

Au complot ourdi contre elles par les dirigeants du mouvement ouvrier, les masses ont dit non et manifesté leur rejet du franquisme. Le 6 décembre, malgré tout le matraquage du pouvoir et des dirigeants du PCE et du PSOE, il n'y a pas eu plus de 56 % du corps électoral dans toute l'Espagne pour voter « oui ».

En Euzkadi et en Galice, c'est l'écrasante majorité de la population qui a rejeté, par le « non » comme par le refus d'aller voter, la monarchie franquiste. Dans les provinces basques, en Alava, sur 173 421 inscriptions, seuls 73 409 votants ont approuvé la Constitution. En Guipuzcoa, région de San Sebastian, il n'y eut que 139 958 votes pour approuver cette Constitution sur un électoral de 504 389 personnes. Dans la province de Bilbao, la Biscaye, 266 808 personnes ont voté « oui » sur un corps électoral de 856 580 personnes. En Navarre, province réputée non « vraiment basque », Juan Carlos et les siens n'ont pu obtenir que 182 241 suffrages sur 371 714 électeurs inscrits, et en Galice, ils n'ont pu trouver que moins de 50 % des inscrits pour apporter leur bulletin « oui ». En Catalogne, c'est 35 % du corps électoral qui a rejeté la Constitution par l'abstention et le non.

L'OCI d'Espagne a tiré immédiatement les conséquences de ce vote :

« En Euzkadi, le peuple basque s'est prononcé sans ambiguïté en utilisant les seuls moyens que le référendum anti-démocratique monarcho-franquiste lui laissait.

Il a exigé : indépendance immédiate !

La volonté du peuple catalan, celle du peuple galicien ne sont pas moins évidentes.

Le référendum monarcho-franquiste se retourne en son contraire.

Malgré une formidable pression politique, les masses ont rejeté la Constitution monarcho-franquiste. Il reviendra au peuple basque de l'avoir exprimé en toute clarté.

Le glas de l'Espagne franquiste sonne. Cette chaudière qu'est l'Espagne va exploser. »

L'ORIENTATION DEFENDUE PAR L'OCI D'ESPAGNE

Tout au long des processus de la lutte des classes qui viennent d'être analysés, l'orientation de la section espagnole du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale a été déterminée, en effet, par les deux facteurs dont la compréhension doit maintenant être claire :

- la caractérisation du régime politique comme monarchie franquiste, établie dans l'axe du franquisme en décomposition, et des Cortès comme institution auxiliaire de la monarchie, dont la fonction est de fournir le cadre politique de la collaboration de classes au niveau de la question de l'Etat entre la monarchie, les débris du franquisme organisés en « parti » (l'UCD) et les directions des deux principaux partis ouvriers.

- l'appréciation du rôle central des revendications nationales en général et de celles d'Euzkadi en particulier dans la crise des institutions franquistes et la marche à la révolution prolétarienne en Espagne.

C'est le second élément qui a commandé en particulier la position adoptée par l'Organizacion Cuarta Internacional pour le « non » à la Constitution.

En mai 1978, à Barcelone, s'est constitué un Comité catalan contre la Constitution espagnole qui a reposé essentiellement sur les forces militantes de deux organisations nationalistes, l'Esquerra Nacional et le PSAN (P), et du POUM (secteur Lletget), et qui est parvenu au cours de l'été et l'automne, notamment au moment des manifestations du 10 et 11 septembre de la Diada, à regrouper un secteur significatif de la jeunesse et de la petite bourgeoisie nationaliste radicale sur le terrain du combat contre la Constitution espagnole. Fin juillet 1978, le Comité catalan rencontrait les organisations basques du KAS, de Herri Batasuna et ces forces décidaient ensemble d'engager le combat pour le « non » à la Constitution. Début août, dans le cadre des Journées d'études européennes convoquées par

l'OCI de France, étaient présents plusieurs partis et organisations venus d'Espagne, dont le Comité catalan et le KAS, mais aussi l'OCIE et la COAS (coordination ouvrière des sections socialistes). Ces organisations se sont réunies en marge des Journées d'études et ont abouti à la résolution commune suivante :

« a) le combat pour mettre à bas la Constitution centralise aujourd'hui la lutte de la classe ouvrière de toutes les nations, de tous les peuples de l'Etat espagnol ;

b) Fraga, Suarez, Areilza, Martín Villa, etc, appellent à voter « oui » car ils veulent maintenir l'essentiel des institutions édifiées par Franco pour exploiter les travailleurs, pour opprimer les nations basque, galicienne, catalane, etc. ;

c) en appelant à voter « oui », Carrillo, Felipe et d'autres dirigeants d'organisations ouvrières et les directions syndicales qui agissent dans le même sens choisissent la défense de l'Etat oppresseur contre la classe ouvrière, contre les nations opprimées ;

d) en répondant à la prise de position de Herri Batasuna et du Comité catalan contre la Constitution espagnole, les organisations ici réunies donnent aujourd'hui leur appui total au « non » à la Constitution, c'est-à-dire que voter « non », c'est aujourd'hui la forme la plus adéquate du combat pour mettre à bas la Constitution, et avec elle la monarchie (qui est aujourd'hui la forme précise de l'Etat bourgeois centralisé), pour toutes les revendications, pour la souveraineté nationale d'Euzkadi, de Catalogne, de Galice.

e) nous appelons toutes les organisations qui se réclament des intérêts du peuple travailleur et de la défense du droit à l'auto-détermination à s'unir au combat le plus résolu contre la Constitution. »

L'OCI d'Espagne a expliqué qu'elle considérait que la solution la plus conforme aux intérêts de la classe ouvrière et des nationalités opprimées aurait été :

« la création d'un front unique ouvrier pour le boycott qui permette

de rompre la coalition contre-révolutionnaire et d'ouvrir la voie au mouvement des masses pour en finir avec le régime qui nie et bafoue les libertés démocratiques et les droits des nationalités ».

A partir du moment, cependant, où une position pour le « non », compris par l'OCIE comme le « non à la Constitution — non à la monarchie » unissait déjà certaines forces ouvrières aux organisations du mouvement national en Euzkadi et en Catalogne, l'OCIE a estimé que les conditions de base étaient réunies pour qu'une lutte réelle soit menée avec les méthodes du front unique pour combattre contre la Constitution et préparer les conditions de la mobilisation politique des masses contre la monarchie.

La destruction des institutions franquistes se fera sur la base de l'alliance de la classe ouvrière de toute l'Espagne, de ses organisations et des masses d'Euzkadi, de Catalogne et de Galice combattant pour la satisfaction de leurs revendications nationales. L'accord du 6 août a représenté au niveau d'une avant-garde un premier pas dans le sens de la matérialisation de cette alliance. D'autres organisations, en particulier la LCR, section officielle du Secrétariat unifié en Espagne, auraient pu et dû se joindre à ce front. La LCR s'est prononcée, pour d'autres motifs que l'OCIE, contre la Constitution. La LCR a estimé que les partis ouvriers traditionnels auraient pu et dû combattre dans les Cortès octroyées et arracher une « meilleure » Constitution. De juillet à décembre cependant, sa politique quotidienne l'a menée, non pas à combattre effectivement pour le « non », mais à chercher tour à tour à constituer un front « de rejet », où pourraient s'amalgamer toutes les organisations préconisant le « non » ou l'abstention en dehors de tout combat pour le front unique, et à se situer continuellement sur un terrain commun avec les appareils traîtres des partis traditionnels : dans la Diada du 11 septembre à Barcelone notamment, où la LCR a défilé avec ceux-ci, avec l'UCD de Suarez et avec le banquier Pujol et les représentants de la bourgeoisie catalane sur le mot d'ordre d'un « bon statut pour la Catalogne », mais aussi dans le mee-

ting d'« union nationale » tenu le même jour à Madrid sur le Chili avec la démocratie chrétienne et même l'UCD (voir « Combate », 15 septembre 1978).

L'OCIE pour sa part a combattu aux côtés du Comité catalan et des socialistes indépendants de la COAS, pour matérialiser dans la lutte des classes l'accord d'août. Fin octobre, au moment du déclenchement de la campagne pour isoler et frapper le peuple basque, l'intervention de l'OCIE a permis à la majorité des organisations signataires de l'accord de combattre ensemble, de rédiger un tract commun, de tenir des réunions à la porte des usines et une série de meetings, pour dire non à la campagne « anti-terroriste », non à la Constitution. En janvier 1979, de nouveau, au moment d'une nouvelle série d'agressions de Suarez contre les masses basques et de l'emprisonnement des candidats de Herri Batasuna, l'ensemble des signataires de l'accord d'août ont diffusé un nouveau tract à Madrid et dans les usines de la ceinture rouge défendant le combat des masses basques et leur droit à l'autodétermination.

Dans le cadre des élections du 1^{er} mars, dès l'annonce faite par Suarez de sa décision de dissoudre les premières Cortès octroyées de la monarchie, et de convoquer de nouvelles élections pour tenter d'effacer les conséquences de son échec du 6 décembre, l'OCIE a pris position pour le boycott (1) des élections (voir ci-contre).

QUE VEULENT LES MASSES : LA GREVE GENERALE !

L'entrelacement, dans le mouvement de la marche à la révolution en Espagne, de la lutte des masses de Catalogne, de Galice, et surtout d'Euzkadi, contre la monarchie franquiste sur le terrain de leurs revendications nationales, et du combat d'ensemble de la classe ouvrière d'Espagne pour mettre à bas le régime, s'est clairement manifesté

(1) En vérité, l'expression « boycott » ne nous semble pas très appropriée. Il aurait plutôt fallu dire : contre les élections monarcho-franquistes (note de la rédaction).

dans les semaines qui ont suivi le référendum du 6 décembre et ensuite dans la période électorale.

Les résultats du référendum ont commencé par rendre impossible la signature d'un nouveau pacte social venant confirmer et prolonger pour une nouvelle durée d'une ou plusieurs années le pacte de La Moncloa venu à échéance. Ce n'est pas la volonté des dirigeants des appareils de continuer à collaborer avec la monarchie qui était

en cause, mais l'absence des conditions politiques minimum requises pour pouvoir signer un accord avec le gouvernement, au vu et au su de la classe ouvrière, pour trahir ses intérêts et ses revendications, alors que Suarez et la monarchie venaient d'être défaits sur leur propre terrain.

Dans l'ensemble des corporations pourtant, les conventions collectives arrivaient à échéance et devaient être mises en négociation. Conformément

La position de l'Organizacion Cuarta Internacional devant les élections du 1^{er} mars

(...) Durement ébranlés par l'échec du référendum, le Premier ministre Suarez, les dirigeants de l'UCD, le roi Juan Carlos, héritier de Franco, sont à la recherche d'une nouvelle légitimité. (...)

Le 6 décembre, la classe ouvrière et le peuple d'Espagne ont refusé de reconnaître cette fausse légitimité.

Le 6 décembre, le peuple basque, les peuples de Catalogne et de Galice ont affirmé leur volonté d'émancipation nationale. (...)

Parce que nous sommes pour la république libre d'Euzkadi, parce que nous sommes pour la république libre de Catalogne, parce que nous sommes pour l'Union des républiques libres des peuples d'Espagne, nous nous prononçons contre la mise en place d'une nouvelle édition des Cortès octroyées, pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine au Pays basque, d'une Assemblée constituante souveraine en Catalogne, qui permettront aux peuples d'Euzkadi et de Catalogne de décider librement de leur sort.

Parce que nous sommes inconditionnellement pour en finir avec la monarchie, avec les institutions haïes du franquisme, avec sa police, son armée, son Etat, parce que nous sommes inconditionnellement pour l'émancipation de la classe ouvrière par les moyens de la révolution prolétarienne, nous appelons les masses laborieuses des villes et des campagnes et tous ceux qui sont attachés à la démocratie, aux libertés, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à boycotter les élections aux Cortès de la monarchie !

A bas la monarchie !

République !

Assemblée constituante pour la république libre du Pays basque !

Assemblée constituante pour la république libre de Catalogne !

Cortès constituantes pour l'Union des républiques libres des pays d'Espagne !

Amnistie totale et immédiate !

Libération de tous les prisonniers politiques !

A bas le blocage des salaires !

A bas le pacte social !

Madrid, 10 janvier 1979.

à sa nature franquiste, la monarchie a décidé de procéder de façon autoritaire et a publié un décret-loi établissant un blocage des hausses de salaires à 13,5 %, alors que le taux d'inflation a atteint 20 % au cours de l'année 1978 et atteindra au moins le même niveau en 1979.

Immédiatement, avec un instinct profond, la classe ouvrière a compris que le moment était venu d'agir et de tirer sur son plan de classe toutes les conséquences de la défaite du 6 décembre et de l'impossibilité pour les directions traîtres d'assurer à la monarchie la protection d'un nouveau pacte social. A partir des premiers jours de janvier, dans toute l'Espagne on a donc vu la classe ouvrière entrer en lutte pour ses revendications et préparer par la grève et la manifestation les conditions de l'affrontement avec le patronat et le gouvernement, pour briser le plafond des 13,5 %. Ce sont l'ensemble des corporations et secteurs de la classe ouvrière qui ont engagé ce combat — la métallurgie, les mineurs, les cheminots, la construction, les transports urbains, l'hôtellerie, les banques.

Les Commissions ouvrières, projection de l'appareil stalinien dans le mouvement ouvrier, « majoritaires » dans les comités d'entreprise qui remplissent depuis un an la place laissée vide par la disparition des structures de la CNS et en prolongeant la fonction, et l'appareil de l'UGT s'alignant dans la plupart des cas sur lui, mais avec d'extraordinaires difficultés, tensions et contradictions, ont tout mis en œuvre pour diviser et émietter le mouvement. Il leur fallait fermer, coûte que coûte, toutes les voies du mouvement vers sa centralisation, empêcher à tout prix que cette multitude de grèves et de manifestations séparées ne débouche sur la grève générale qu'elles portaient en elles.

C'est le moment où siégeait le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Dans le cadre de la commission espagnole du Bureau international, la situation a été analysée et la ligne suivante fixée pour le combat de l'OCI d'Espagne, consignée dans un tract diffusé à Madrid à partir du 16 janvier 1979 :

« (...) Que veulent les masses ? La grève générale ! Que faut-il ? La grève générale ! Telle est la réponse des masses à Suarez-Juan Carlos, qui veulent rééditer la manœuvre des élections aux Cortès octroyées de la monarchie franquiste. Elles veulent jeter à bas Suarez-Juan Carlos, la monarchie franquiste.

L'OCIE s'est prononcée le 10 janvier pour le boycott des élections qui prétendent légitimer la monarchie franquiste rejetée par la classe ouvrière et les nations basque, catalane et galicienne.

Pour l'OCIE, la lutte pour le boycott a commencé : la classe ouvrière l'a entamée sur le terrain de la grève. C'est le combat pour la grève générale qui s'engage maintenant (...).

La grève générale peut en finir avec Suarez, avec la monarchie. Le mouvement a commencé... »

A Getafe, dans la métallurgie madrilène ; à la SEAT de Barcelone où cette orientation a été adoptée par l'assemblée générale des travailleurs dans l'atelier n° 5 et à la Hispano Olivetti ; à Vitoria ; dans les banques à Madrid et Barcelone ; à Bilbao, sur le chantier de la centrale nucléaire de Lemoniz, les militants de l'OCIE ont combattu, avec les travailleurs regroupés dans les comités pour l'unité ouvrière, sur cette orientation, et ont tout fait pour que ce combat se centralise à l'échelle de l'Etat.

Obligés de tenter de disloquer le mouvement de la classe dans des grèves successives de 48 ou 72 heures, les dirigeants n'ont pas pu éviter ni les assemblées générales massives (5 000 participants dans celle de l'UGT, où un militant de l'OCIE a permis que soit imposé le vote de l'assemblée générale qui exigeait la manifestation et la grève générale de la métallurgie), ni la participation en masse des travailleurs aux piquets de grève, ni les affrontements violents avec la police chaque fois que celle-ci a cherché à les disperser.

C'est dans le secteur de la santé, dans les hôpitaux gérés par la Sécurité sociale, où le droit de grève a été refusé aux travailleurs par la monarchie franquiste, que la lutte a atteint sans doute le niveau le plus élevé en

termes d'organisation, de contrôle par les travailleurs de leur combat et de durée de la lutte. La grève a été déclarée illégale par le gouvernement et attaquée frontalement par les Commissions ouvrières et la direction de l'UGT qui ont fini aussi par la déclarer « illégale ».

Trois jours après le début de la grève, les travailleurs ont fait l'objet le 1^{er} février dernier d'un décret de réquisition signé par Suarez et le roi Juan Carlos, et les hôpitaux ont été occupés par la police.

Dans les deux principaux hôpitaux de Madrid, La Paz et Primero Octubre, la grève a duré jusqu'au 23 février, et le 27 février encore, à 2 jours des élections, les assemblées générales ont décidé qu'elles se réuniraient le 6 mars pour déterminer, en cas de non satisfaction des revendications, la reprise du mouvement. La force de la grève dans les hôpitaux où sont concentrés plusieurs milliers de travailleurs a reposé sur l'assemblée générale souveraine et dans le cas de Primero Octubre du comité de grève élu.

Mais c'est partout que le mouvement a tendu à se diriger dans cette voie et à retrouver le degré d'organisation, comportant la création d'organismes à caractère autonome, qui avait été atteint par les travailleurs dans les grandes vagues de grève de l'hiver et du printemps 1976 jusqu'à la chute du gouvernement Arias-Fraga-Areilza, le premier gouvernement de Juan Carlos.

Invariablement le patronat a fini par céder et le gouvernement l'a autorisé à le faire. Là où il ne le faisait pas et qu'un arbitrage était imposé, les fonctionnaires du ministère du Travail imposaient des augmentations dépassant, parfois largement, le plafond initial.

Il est vrai que pour Suarez et l'UCD c'était le prix à payer pour la tenue des élections, mais pour la classe ouvrière cela a été une démonstration dont elle saura tirer tôt ou tard les conclusions avec l'aide des militants d'avant-garde à savoir que l'obstacle essentiel que les masses ont à surmonter pour la satisfaction de leurs revendications se trouve au niveau des appareils traîtres sans lesquels le franquisme aurait déjà été détruit par l'action des masses.

LA CRISE DU RÉGIME SE CONCENTRE TOUJOURS EN EUZKADI

La vague de grèves ne touche certainement pas à sa fin. La préparation des élections municipales va comporter d'autre part, en particulier dans les campagnes et les municipalités à population ouvrière qui ceinturent les grandes villes, le déploiement des masses populaires pour éliminer tout le personnel franquiste des mairies, pour fermer la voie à l'UCD et à l'AP-CD, pour élire leurs propres représentants aux municipalités, en premier lieu ceux des deux partis ouvriers majoritaires, le PSOE et le PCE.

Nous avons été pour combattre les élections « législatives » car leur sens politique immédiat était d'essayer d'effacer la défaite du référendum sur la Constitution. Les élections municipales peuvent au contraire permettre aux partis ouvriers d'occuper des municipalités qui peuvent devenir des points d'appui dans la lutte contre l'Etat monarcho-franquiste.

En Catalogne, en Euzkadi, en Galice les élections municipales signifieront un nouveau déploiement des masses pour leurs revendications nationales et elles aboutiront à un nouveau plébiscite pour les organisations qui apparaissent incarner aux yeux des masses le combat pour secouer le joug oppresseur de la monarchie franquiste. Mais c'est sur la question d'Euzkadi que se concentre plus que jamais la crise du régime franquiste.

La nouvelle défaite de Suarez, de Juan Carlos et des appareils le 1^{er} mars, qui survient immédiatement après la défaite du 6 décembre, en prolonge et en confirme toutes les déterminations, place l'ensemble des forces attachées à la défense de l'ordre bourgeois dans une situation très difficile.

L'éditorial de « El País » du 4 mars porte entièrement sur le vote basque. Sa lecture permet de mesurer l'impasse de la monarchie. « El País » écrit :

« Nos affirmations répétées que le terrorisme de l'ETA voyait son appui populaire diminuer chaque jour se sont avérées fausses malheureuse-

ment et notre pronostic, fondé sur l'analyse du vote non au référendum, que le nationalisme basque radical ne pourrait pas obtenir plus de 10 % des voix dans les quatre provinces a également été démenti par les faits. »

« El Pais » exprime ensuite sa profonde préoccupation face aux déclarations du ministre de l'Intérieur, Martin Villa :

« Faire comme si, du point de vue de la loi, l'« indépendantisme » et le terrorisme sont synonymes ne peut pas être réellement admis. Et la doctrine que n'ont pas leur place aux Cortès les partisans de l'autodétermination d'Euzkadi revient à confondre la Constitution avec les principes du mouvement (phalangiste) et un Etat pluraliste et parlementaire avec un régime totalitaire. »

Au moment où il s'agit de faire l'impossible pour éviter le retrait quasi certain des Cortès des députés de Herri Batasuna, le ministre de l'Intérieur agit comme s'il voulait leur montrer la porte d'un geste impérial. »

Nous savons, de même que « El Pais » le sait, que la Constitution votée le 6 décembre est bien celle de la monarchie franquiste et qu'en parlant comme le fait Martin Villa, il en interprète parfaitement aussi bien l'esprit que la lettre. Ce que l'article de « El Pais » exprime n'est rien d'autre que la peur panique des conséquences d'une situation où la politique en 15 points de « pacification » d'Euzkadi, élaborée par Martin Villa avec l'appui du PCE pour essayer d'écraser les masses basques et de colmater les fissures dans l'appareil policier et dans l'armée, a échoué, et où tout autre politique, comportant ne fut-ce qu'une réduction limitée de la répression en Euzkadi, ne pourra se faire sans agrandir les fissures et les menaces d'explosion de ces deux institutions centrales de la monarchie franquiste.

C'est à ce point que se place la référence faite par « El Pais » aux députés de Herri Batasuna, c'est-à-dire aux porte-parole politiques de l'ETA. Ainsi qu'une déclaration politique de fin janvier de l'ETA l'a reconnu, le mot d'ordre conforme au combat

mené, aux résultats du référendum, à la nature des Cortès, à la revendication de l'indépendance d'Euzkadi était celui de l'abstention, c'est-à-dire du boycott, et non de la présentation de candidats. La décision de présenter des candidats aurait été adoptée afin, dit l'ETA, de « combiner l'astuce et la force » et « de faire avorter le plan de réforme du gouvernement » (lequel ?) en se montrant capable de combattre sur le même terrain que lui.

La présentation de candidats s'est accompagnée de l'engagement solennel devant les masses basques qu'aucun candidat élu n'irait siéger dans les Cortès, ni dans le « Conseil général basque », créé par Suarez en 1978 comme succédané de l'autonomie même limitée. Dès le lendemain du vote, les pressions les plus fortes ont commencé à s'exercer sur Herri Batasuna, de la part du PNV, de la hiérarchie catholique, des fédérations basques du PSOE, des agents de liaison de l'appareil stalinien. Le 4 mars la presse annonçait qu'il était possible que les députés de Herri Batasuna se rendent à Madrid retirer leur mandat.

Aujourd'hui, Herri Batasuna et l'ETA sont à la croisée des chemins. Ils concentrent sur eux l'ensemble des aspirations des masses basques pour mener à son terme le combat pour la satisfaction des revendications nationales qui sont devenues, du fait de la lutte des classes, chair et sang de la classe ouvrière et du peuple d'Euzkadi. Mais il ne peut pas y avoir satisfaction de ces revendications dans le cadre du franquisme ; la solution de la question d'Euzkadi conformément aux exigences des masses suppose et exige la chute de la monarchie franquiste et le démantèlement des institutions franquistes. Parce qu'il en est ainsi, tous les ponts vont être tendus par la bourgeoisie vers Herri Batasuna et l'ETA pour trouver avec eux une solution « intermédiaire », pour « négocier », en un mot pour obtenir d'eux qu'ils trahissent la cause qu'ils personnifient politiquement aujourd'hui.

Les liens que l'ETA n'a jamais rompus, en dépit de toutes ses divergences, avec la Démocratie chrétienne basque, c'est-à-dire le PNV, et avec la hiérarchie catholique, indiquent la nature et la force des pressions qui vont s'exer-

cer. Les discussions que l'OCI d'Espagne et l'OCI française ont pu avoir avec certains dirigeants d'Herri Batasuna ont révélé d'autre part une incompréhension profonde des causes de la politique du PCE, un refus d'en tirer les conséquences, un refus d'aborder clairement la question du stalinisme, dont les conséquences se sont déjà faites sentir dans certaines des orientations et décisions d'Herri Batasuna (1).

L'OCIE COMBAT POUR LA CHUTE DU FRANQUISE

L'OCI d'Espagne a établi depuis des mois des relations politiques militantes avec Herri Batasuna, quelque aient été les difficultés. A Madrid en octobre, c'est sur l'OCIE et les socialistes indépendants de la COAS qu'a reposé le poids de la campagne politique dans la classe ouvrière et dans les usines pour disloquer politiquement l'offensive du stalinisme, allié avec l'appareil d'Etat et bénéficiant de la caution du PSOE et de l'appareil de l'UGT. L'état a été desserré, et la démonstration a été faite que la classe ouvrière de Madrid, de Castille et d'Andalousie n'était pas prête à se laisser dresser contre le peuple basque.

L'OCIE ne s'alignera pas sur Herri Batasuna. Son programme est celui de la destruction de l'Etat monarchique et la libération de tous les peuples d'Espagne du joug du franquisme. L'OCIE s'est prononcée pour l'indépendance d'Euzkadi et pour le combat inconditionnel pour la libération immédiate des prisonniers politiques notamment ceux de la prison de Soria qui se trouvent dans une situation critique après plus de 30 jours de grève de la faim.

(1) Les députés de Herri Batasuna ont réaffirmé depuis que cet article a été écrit leur refus de siéger dans les Cortès, tout en expliquant qu'ils entendaient se prévaloir de leur qualité de parlementaire et qu'ils iraient retirer leur mandat de député. Par ailleurs, ils ont annoncé qu'ils appelleraient à la convocation d'une Assemblée basque au lendemain des élections municipales, assemblées où siègeraient les maires et les représentants des Comités de lutte pour l'amnistie (NDLR).

A Vitoria, le 3 mars dernier, à l'occasion du troisième anniversaire des assassinats perpétrés par la police de la monarchie dirigée par Fraga en 1976, il y a eu une messe solennelle et un défilé négocié avec les autorités du ministère de l'Intérieur. Tous les mots d'ordre étaient interdits, en dehors de ceux des organisateurs de la manifestation, qui se réduisaient à ceci : « La lutte continue. Nous exigeons le châtiement des responsables. » L'OCIE a pris sur elle de rompre le cadre, de rompre cette discipline traître au combat des masses basques et au sens de la lutte des morts de Vitoria. Elle a déployé une banderole exigeant la libération immédiate des emprisonnés de Soria ; elle a lancé les mots d'ordre d'indépendance et de dissolution des corps répressifs. « El Pais » rapporte dans son édition du 4 mars qu'elle a regroupé autour d'elle plus de 4 000 manifestants.

L'OCIE, comme section espagnole du Comité d'organisation, se dispose en effet par rapport aux intérêts exclusifs des masses, la révolution prolétarienne, la chute de la monarchie franquiste, la libération des nationalités opprimées d'Espagne. Son appréciation et ses mots d'ordre sont la traduction dans les termes de la lutte des classes en Espagne et du combat si dur que la classe ouvrière doit y mener contre la politique des dirigeants de ses organisations traditionnelles, de tout ce qui a été exprimé par la chute de la monarchie iranienne et la destruction par les masses de ses institutions. Ce sont plus que jamais les mots d'ordre suivants :

A bas la monarchie !

A bas les Cortès, instrument de Juan Carlos !

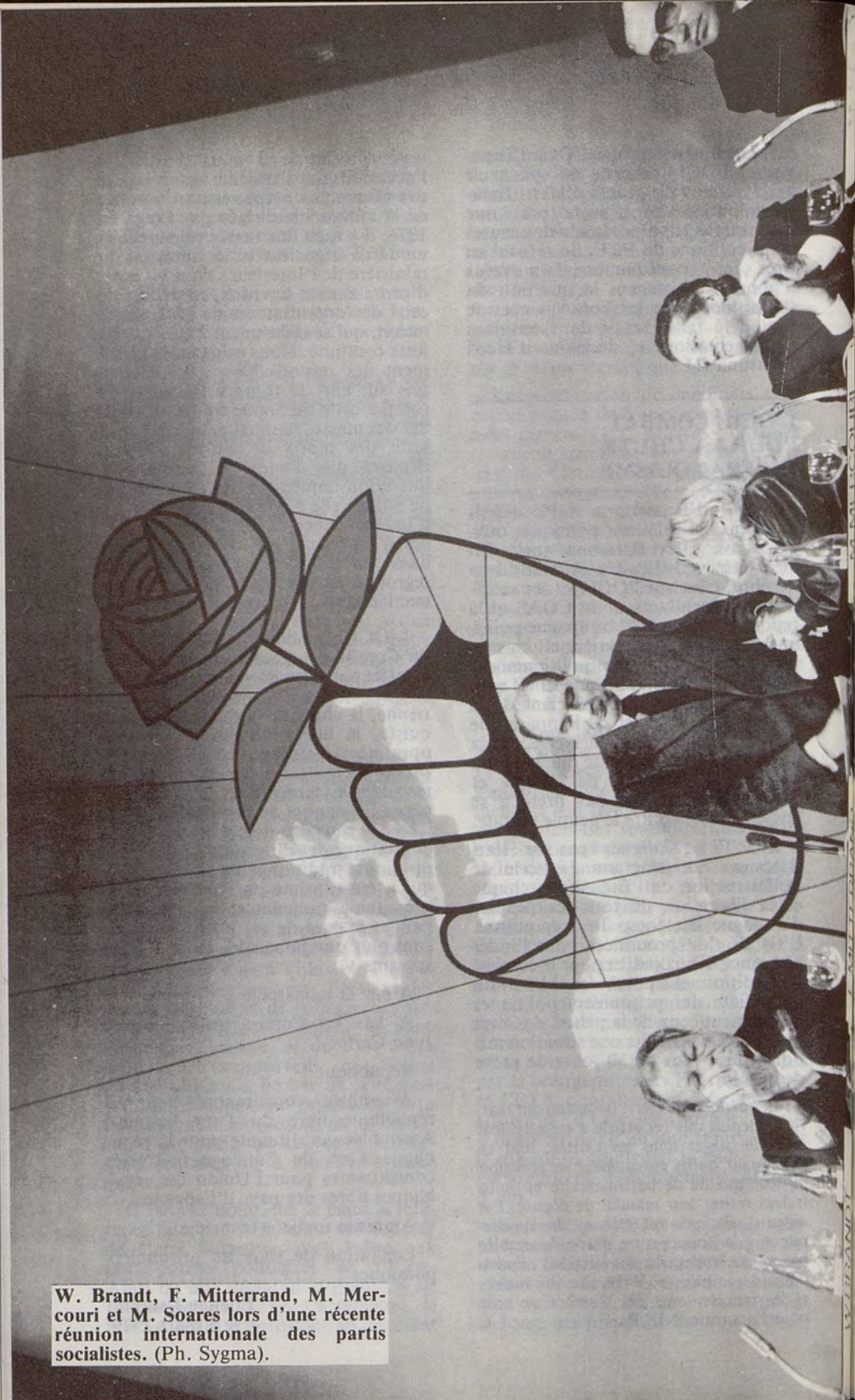
République !

Assemblée constituante pour la république libre du Pays basque !
Assemblée constituante pour la république libre de Catalogne !
Cortès constituantes pour l'Union des républiques libres des pays d'Espagne !

Amnistie totale et immédiate !

Libération de tous les prisonniers politiques !

Etienne Laurent,
le 5 mars 1979.



**W. Brandt, F. Mitterrand, M. Mer-
couri et M. Soares lors d'une récente
réunion internationale des partis
socialistes. (Ph. Sygma).**

WELLES
L'INVASION

la place de la social-démocratie dans la lutte des classes d'hier et d'aujourd'hui

2^e partie

par César CORTE

Si la social-démocratie est morte comme instrument historique de libération du prolétariat, elle n'en a pas moins continué à survivre. Pour saisir ce phénomène, il est nécessaire de revenir sur ce qu'est la conscience de classe du prolétariat. Ce n'est pas, explique Trotsky, par les degrés de l'école que le prolétariat accède à la conscience de sa mission historique : destruction de l'Etat bourgeois et constitution de sa propre dictature de classe. Ce n'est pas par la théorie, mais dans un mouvement pratique. Et le but du parti est, fusionnant théorie et pratique dans l'organisation, de permettre par ses initiatives que les travailleurs réalisent eux-mêmes leur émancipation. Si la réalisation de l'unité du prolétariat comme classe pour soi, dans la prise du pouvoir, ne saurait s'effectuer que sous la direction du parti révolutionnaire, cela veut dire que pour parvenir à la conscience qu'il faut une direction plus ferme, non seulement il est nécessaire que la pratique des grands événements montre aux masses la faillite de la vieille direction, mais encore cela veut dire qu'il est indispensable qu'une avant-garde leur ouvre une autre perspective dans la lutte des classes, construise un autre parti, qui ne surgira pas spontanément mais en résultat du combat conscient pour sa construction. C'est ce qu'explique Trotsky à propos de l'Espagne, dans le texte que l'on trouvera pages 88 et 89.

la lutte pour la révolution : les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste

Au lendemain de la fondation de la Troisième Internationale, Lénine écrivait :

« La III^e Internationale a recueilli les fruits du labeur de la II^e Interna-

tionale, elle en a amputé la vermine bourgeoise et petite-bourgeoise, opportuniste et social-chauvine, et a commencé à réaliser la dictature du prolétariat...

Léon Trotsky, 1938 : Classe, parti, direction

« Il existe un vieil épigramme, conforme à la conception évolutionniste et libérale de l'histoire : un peuple a le gouvernement qu'il mérite. L'histoire, cependant, nous montre qu'un seul et même peuple peut avoir, au cours d'une période relativement courte, des gouvernements très différents (Russie, Italie, Allemagne, Espagne, etc.) et, de plus, que l'ordre dans lequel se succèdent ces gouvernements ne se fait pas dans un seul et même sens : du despotisme à la liberté, comme le conçoivent les libéraux évolutionnistes. Le secret réside en ceci, qu'un peuple est composé de classes hostiles, et que ces classes elles-mêmes sont composées de couches différentes et en partie opposées les unes aux autres, qui possèdent des directions différentes ; qui plus est, chaque peuple subit l'influence d'autres peuples, eux-mêmes composés de classes. Les gouvernements ne sont pas l'expression de la « maturité » continuellement croissante d'un « peuple », mais le produit de la lutte entre les différentes classes et les différentes couches à l'intérieur d'une seule et même classe et, en dernier lieu, de l'action de forces extérieures — alliances, conflits, guerres, etc. Il faut ajouter à cela qu'un gouvernement, dès lors qu'il est établi, peut durer beaucoup plus longtemps que le rapport des forces dont il est né. C'est précisément à partir de ces contradictions historiques que les révolutions, les coups d'Etat, les contre-révolutions se produisent.

C'est la même méthode dialectique qui est nécessaire lorsqu'on veut aborder la question de la direction d'une classe. A l'image des libéraux, nos sages admettent tacitement l'axiome selon lequel chaque classe a la direction qu'elle mérite. En réalité, la direction n'est pas du tout le simple « reflet » d'une classe, ou le produit de sa propre puissance créatrice. Une direction se forme au travers des heurts entre les différentes classes, ou des frictions entre les différentes couches qui existent au sein d'une classe donnée. Une fois apparue, la direction s'élève invariablement au-dessus de sa classe et devient, par là même, prédisposée à subir la pression et l'influence d'autres classes. Le prolétariat peut « tolérer » longtemps une direction qui a déjà subi une dégénérescence interne complète, mais qui n'a pas encore eu l'occasion de manifester cette dégénérescence au cours de grands événements. Un grand choc historique est nécessaire pour révéler, de façon aiguë, la contradiction entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière est souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution, mais même dans les cas où la vieille direction a révélé sa corruption interne, la classe ne peut pas improviser immédiatement une nouvelle direction, particulièrement si elle n'a pas hérité de la période précédente de solides cadres révolutionnaires, capables d'utiliser l'écroulement du vieux parti dirigeant. L'interprétation marxiste, c'est-à-dire dialectique et non scholastique, des relations entre une classe et sa direction ne laisse pas pierre sur pierre des sophismes légalistes de notre auteur.

Il conçoit la maturité du prolétariat comme quelque chose de purement statique. Cependant, durant une révolution, la conscience de classe est le processus le plus dynamique qui soit, celui qui détermine directement le cours de la révolution. Etait-il possible, en janvier 1917 ou même en mars, après le renversement du tsarisme, de répondre à la question de savoir si le prolétariat russe avait suffisamment « mûri » pour conquérir le pouvoir en huit ou neuf mois ? La classe ouvrière était à ce moment extrêmement hétérogène, socialement et politiquement. Durant les années de guerre, elle avait été renouvelée à 30 ou 40 % à partir des rangs de la petite bourgeoisie, souvent réaction-

La portée historique universelle de la Troisième Internationale, l'Internationale communiste, est d'avoir commencé à mettre en pratique le plus grand mot d'ordre de Marx, le mot d'ordre qui dresse le bilan du socialisme et du mouvement depuis un siècle, le mot d'ordre de la dictature du prolétariat. »

Telle est bien en effet la tâche de l'Internationale communiste qui se construit comme instrument de la réalisation par les masses de la révolution

prolétarienne, de la dictature du prolétariat. Il s'agit, appuyé sur la révolution russe victorieuse, de construire le parti mondial de la révolution future, de la révolution mondiale dont la révolution russe n'est que le premier maillon.

La première guerre impérialiste, ouvrant l'ère des guerres et des révolutions, s'est transformée en guerre civile, a donné naissance, comme l'avait analysé et prévu Lénine, à une vague révolutionnaire dont l'enjeu immédiat est l'Europe. Si Lénine, dès

naire, aux dépens des paysans arriérés, aux dépens des femmes et des jeunes. Le parti bolchevique n'était suivi, en mars 1917, que par une minorité insignifiante de la classe ouvrière et, en plus, la discorde régnait à l'intérieur du parti lui-même. Une majorité écrasante d'ouvriers soutenait les mencheviks et les « socialistes-révolutionnaires », c'est-à-dire des sociaux-patriotes conservateurs. La situation était encore moins favorable en ce qui concerne l'armée et la paysannerie. Il faut encore mentionner le niveau culturel généralement bas du pays, le manque d'expérience politique dans les couches les plus larges du prolétariat, particulièrement dans les provinces, sans parler des paysans et des soldats.

Quel était l'actif du bolchevisme ? Seul Lénine possédait une conception révolutionnaire claire et méditée dans les moindres détails au début de la révolution. Les cadres russes du parti étaient éparpillés et considérablement désorientés. Mais le parti avait de l'autorité parmi les ouvriers avancés. Lénine avait une grande autorité sur les cadres du parti. La conception politique de Lénine correspondait au développement réel de la révolution, et il la remodelait à chaque nouvel événement. Ces éléments d'actif firent merveille dans une situation révolutionnaire, c'est-à-dire dans les conditions d'une lutte des classes acharnée. Le parti aligna rapidement sa politique jusqu'à la faire correspondre à la conception de Lénine, c'est-à-dire au cours véritable de la révolution. Grâce à cela, il trouva un ferme soutien chez des dizaines de milliers de travailleurs avancés. En quelques mois, en se fondant sur le développement de la révolution, le parti fut capable de convaincre la majorité des travailleurs de la justesse de ses mots d'ordre. Cette majorité organisée en soviets fut, à son tour, capable d'attirer les soldats et les paysans. Comment ce développement dynamique, dialectique, pourrait-il être épuisé par une formule de la maturité ou de l'immaturité du prolétariat ? Un facteur colossal de la maturité du prolétariat russe en février ou en mars 1917 était Lénine. Celui-ci n'était pas tombé des cieux. Il personnifiait la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière. Car, pour que les mots d'ordre de Lénine puissent trouver le chemin des masses, il fallait qu'existent des cadres, aussi faible que fût leur nombre au début ; il fallait qu'existe la confiance des cadres dans la direction, une confiance fondée sur toute l'expérience du passé. Rejeter ces éléments de ses calculs, c'est simplement ignorer la révolution vivante, lui substituer une abstraction, le « rapport de forces », car le développement de la révolution consiste précisément en ceci que le rapport des forces ne cesse de changer rapidement sous l'impact des changements dans la conscience du prolétariat, de l'attraction des couches arriérées par les couches avancées, de la confiance croissante de la classe en ses propres forces. L'élément principal et vital de ce processus est le parti, tout comme le principal et vital élément du mécanisme du parti est sa direction. Le rôle et la responsabilité de la direction dans une époque révolutionnaire sont d'une importance colossale. »

Léon Trotsky : « Pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été battu ? »

les Thèses d'avril, considère que le Parti bolchevique est déjà l'Internationale, quel que soit le réseau de ses liens internationaux, en fonction de la responsabilité historique qui est la sienne, c'est parce que pour Lénine comme pour Trotsky, la révolution russe ne peut être comprise que comme expression particulière de la révolution mondiale à accomplir. C'est pourquoi l'histoire de l'Internationale communiste est inséparable de l'histoire du Parti bolchevique, de la montée, du développement de la révolution mondiale, de son reflux après 1923, des défaites du prolétariat international après sa première grande victoire.

L'ouverture de l'ère des guerres et des révolutions qui avait entraîné la faillite de la II^e Internationale, prononcé un jugement historique sur cette organisation passée définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois, posait de la manière la plus impérieuse la nécessité de la construction du parti mondial de la révolution, instrument indispensable à la victoire de celle-ci.

Doter d'un programme, d'une organisation, le prolétariat mondial, c'est à quoi s'attellent les bolcheviks, au feu de la montée de la vague révolutionnaire. Le Premier Congrès de l'Internationale communiste a déployé le drapeau du communisme, se délimitant de la vieille social-démocratie et du centrisme dans ses résolutions, dans les thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat. Par millions, les prolétaires du monde entier se tournent vers l'étendard flamboyant du communisme et de la révolution prolétarienne mondiale auxquels les invite le « Manifeste de l'Internationale communiste » que rédige Trotsky.

L'élan des masses vers la révolution prolétarienne voit dans le monde entier des partis socialistes demander leur adhésion à la III^e Internationale, et se fonder de nouveaux partis communistes issus de la II^e Internationale qui, bien souvent, demeurent plus proches de celle-ci que du parti de Lénine et de Trotsky. Le II^e Congrès de l'Internationale communiste, ouvert à Pétersbourg le 17 juillet 1920, répondra aux questions que se posent des millions de communistes sur le rôle

du parti, l'attitude des communistes vis-à-vis des élections, la question du travail dans les syndicats, le problème du parlementarisme, la question de la dictature du prolétariat et du pouvoir des soviets.

Il s'agit de donner au prolétariat une perspective, d'élaborer les éléments d'une stratégie pour la prise du pouvoir, de définir, en opposition à la social-démocratie, ce que doit être un véritable parti communiste. Les 21 conditions d'adhésion à la Troisième Internationale vont résumer les tâches que doivent accomplir les partis qui demandent leur adhésion à l'Internationale communiste. Il s'agit d'éliminer tous ces dirigeants opportunistes, ces social-chauvins d'hier qui ne demandent leur adhésion que pour garder leur emprise sur les travailleurs de leurs pays, mais qui sont prêts à trahir dans la guerre civile qui vient. Ces conditions ne sont que le début d'une bataille pour transformer ces partis en véritables organisations communistes. Le parti qui, à Tours, a décidé majoritairement l'adhésion à la Troisième Internationale, le parti qui sera la Section française de l'Internationale communiste, a à sa tête des Cachin et des Frossard de la pire tradition opportuniste et qui sont prêts — ils l'ont montré, et ils le montreront encore — à voter n'importe quoi, pour faire ensuite le contraire. Ces opportunistes s'opposeront par exemple, farouchement à la tactique du front unique et il faudra un ultimatum de Trotsky et de Lénine, menaçant de les exclure, pour qu'ils se plient.

LA QUESTION DU FRONT UNIQUE OUVRIER

Si, en 1919, des masses de millions et de millions d'hommes sont en mouvement, si la vague révolutionnaire monte à l'assaut des citadelles impérialistes qui ont gagné la guerre, si la révolution couve en Allemagne, frappe à la porte en Italie, l'élan ne résout pas par lui-même positivement la crise pour le prolétariat. Il n'a pas abouti à l'élimination de la social-démocratie. Le mouvement révolutionnaire reflue. Les luttes de 1920 n'ont pas été le signal de combats plus importants, mais un sursaut d'une

classe ouvrière qui se lasse et marque un certain désarroi devant la scission générale du mouvement ouvrier qui ne lui a pas apporté la victoire que promettaient les communistes.

C'est vrai du parti allemand, qui ne tire comme conclusion de l'échec de mars qu'une théorie de l'offensive en tout temps nécessaire, c'est vrai des communistes italiens qui ne comprennent pas la signification du fascisme qui monte, comme ce l'est au sein du parti russe lui-même où Boukharine et Zinoviev, faute de comprendre la nouvelle situation, adoptent des attitudes gauchistes.

Aller à la conquête des masses, c'est la condition préalable. La prise du pouvoir n'est plus immédiatement à l'ordre du jour ; il faut conquérir les masses dans l'organisation d'actions communes des syndicats et des partis pour la défense des intérêts ouvriers les plus immédiats qu'attaque la bourgeoisie. Le tournant vers l'élaboration d'une stratégie de front unique ouvrier est amorcé. Contre les gauchistes du KAPD allemand, les positions « gauchisantes » du KPD, du PCI et des Hongrois au III^e Congrès, Lénine et Trotsky l'emportent.

En décembre 1922, l'exécutif de l'Internationale communiste adopte une résolution sur le combat des communistes pour la réalisation du « front unique ouvrier », qui voit se dresser contre elle les représentants des plus grands partis communistes, notamment le PCF. Elle sera finalement approuvée en février 1923 dans un exécutif élargi, puis reprise au Quatrième Congrès sous la forme des « Thèses sur l'unité du front prolétarien », que couronne le mot d'ordre de « politique actuelle » et pas seulement « générale » de « gouvernement ouvrier et paysan ».

DES ARMES SUR UN PLATEAU

Conquérir les masses dans l'action politique en vue de la préparation de la révolution, c'est ce à quoi se sont attelées l'Internationale communiste et la direction du Parti bolchevique. Liquider la social-démocratie, unifier le prolétariat sous la direction des

communistes ne pouvait se faire que pour autant que les partis communistes soient capables, partant de l'état réel de la classe ouvrière, de son organisation en partis et syndicats distincts, de définir une politique de front unique permettant aux masses de mener la lutte contre l'Etat bourgeois. C'est dans la non-résolution de cette question, qu'avait commencé à poser les Troisième et Quatrième Congrès de l'Internationale communiste, qu'il faut voir la cause fondamentale du maintien et du développement des organisations social-démocrates rassemblées de nouveau en une Internationale : l'Internationale socialiste ouvrière (IOS), dans laquelle se retrouvaient les organisations de l'ex-II^e Internationale et celle des centristes de l'Union de Vienne.

L'échec de la grève de septembre 1920 en Italie, celui de la grève générale de décembre en Tchécoslovaquie comme celui de l'insurrection de mars 1921 en Allemagne sont là pour témoigner qu'à eux seuls, les communistes ne peuvent s'emparer du pouvoir contre une bourgeoisie que soutient la social-démocratie. En URSS, le pouvoir soviétique et la classe ouvrière exsangue commencent à payer le prix du retard de l'échec de la révolution européenne : c'est la NEP, c'est l'interdiction provisoire des fractions dans le parti qui, à bout de bras, tient une classe ouvrière saignée par la guerre civile.

Le premier élan de la classe ouvrière, l'expérience la prouve amèrement, ne suffit pas à couper les racines profondes de la social-démocratie qui, non seulement s'est maintenue à la fin de la guerre en dépit de sa trahison, mais a pu activement intervenir comme béquille des Etats bourgeois, pour combattre la révolution. Le fond de l'affaire en est ce que dit Trotsky dans le texte que nous avons cité : si, avant que ne se révèle la trahison des vieilles organisations, ne s'est pas constitué dans la lutte un pôle révolutionnaire, un regroupement militant capable d'exploiter l'écroulement du vieux parti, alors le prolétariat, lorsqu'il repart à l'assaut, le fait dans les cadres anciens, avec ses vieilles organisations. Au moment où se formait l'impérialisme, où la Deuxième Internationale était confrontée au pro-

blème de la définition d'un programme de mobilisation des masses en vue de la révolution, elle s'en montra incapable. La défense formelle du marxisme, de l'« orthodoxie » par Kautsky, masquait cette incapacité à avancer dans la voie de l'élaboration d'une stratégie, de tactiques conformes au but proclamé. Hormis Lénine, R. Luxemburg et Trotsky, l'analyse de la nouvelle période qui se cristallisait n'était pas faite.

C'est à cela, au développement d'une politique de mobilisation des masses en vue de la prise du pouvoir, de la définition d'une stratégie en fonction des principes, que furent confrontées la III^e Internationale et ses sections. De bolchevique, il n'y avait de véritable dans l'Internationale communiste que le parti russe. Couper les racines de la social-démocratie, cela ne pouvait se faire que dans la capacité des partis communistes à développer une politique de mobilisation des masses dans les formes historiques où celles-ci se trouvaient organisées comme classe.

C'est ce à quoi, au travers des Quatre Premiers Congrès, s'est employé la direction de l'Internationale communiste, le Parti bolchevique, Lénine et Trotsky. Dès le Deuxième Congrès, c'était la lutte contre le « gauchisme », cette « maladie infantile » dont parlait Lénine. L'ère des guerres et des révolutions ne signifiait en rien que la lutte des classes se résumait à une progression continue du prolétariat, mettant à l'ordre du jour l'insurrection à chaque instant. Les partis qui avaient adhéré à l'Internationale communiste, accepté les 21 conditions, concevaient pour la plupart après mars 1921 leur action dans les mêmes termes qu'au moment de la crise immédiate, ne comprenant pas ce que signifiait le reflux.

L'opposition — par exemple de la direction du PCF — à la ligne du front unique ouvrier, opposition venant d'ailleurs des plus droitiers, de Frossard notamment, a eu une importance capitale dans la capacité de manœuvre de la SFIO de se reconstruire, couvrant d'un langage gauche une politique traître. Ainsi, c'est au moment même où les socialistes dénoncent les propositions de front unique de

l'Internationale communiste, comme étant une vulgaire manœuvre, que le PCF s'y oppose.

Cette incapacité politique va être la cause fondamentale de la reconstruction des partis réformistes tant à l'échelle internationale qu'en France.

La SFIO telle qu'elle sort du Congrès de Tours, composée des « résistants » à l'adhésion à la Troisième Internationale — les Blum, Bracke, Renaudel, Sembat, et des « reconstructeurs » — les Paul Faure, Pressemane, Mistral, Jean Longuet, est très largement minoritaire. Si elle a avec elle la plus grande partie des élus, députés, conseillers municipaux, maires, etc., elle est réduite au quart des anciens effectifs.

La reconstruction de la SFIO de 1921 à 1926 l'amène à dépasser les 110 000 membres pour atteindre les 130 000 en 1930. Durant cette période, le PCF qui, d'organisation social-démocrate, était devenu parti stalinien, voit ses effectifs fondre. De 130 000 en 1920, il était tombé à 48 000 en 1924, à 15 000 en 1926 ; et, après la remontée de 1928 où il avait atteint 50 000 membres, c'est de nouveau la chute avec 29 000 membres en 1931, et 23 000 en 1933.

La reconstruction de la SFIO qui continue à se réclamer de la tradition guesdiste à travers Paul Faure en particulier, qui déclare ne pas être un parti réformiste et proclame que la violence révolutionnaire est le « suprême recours », va avoir une cause essentielle : l'incapacité de la SFIO à définir une politique de front unique. Ainsi, tandis que les représentants de l'Internationale communiste à Berlin étaient parvenus en avril 1922 à arracher aux représentants de la Deuxième Internationale et de l'Union de Vienne un engagement pour l'organisation de manifestations communes le 20 avril ou le 1^{er} mai, le PCF repoussait les propositions de Faure d'organisation de meetings communs.

Deux cortèges marchèrent donc séparément vers le Père Lachaise, et il fut tiré au sort pour savoir lequel des deux entrerait le premier. Le sort désigna les communistes et, derrière eux, se forma une marche ordonnée de tous les manifestants, faisant renaître dans la classe ouvrière l'espoir de l'action

commune. Mais aux cantonales de mai, les communistes refusèrent systématiquement de se désister en faveur des candidats SFIO les mieux placés,

ce qui était servir sur un plateau des armes aux réformistes qui dénonçaient le front unique comme une manœuvre.

la social-démocratie et le stalinisme avant la Deuxième Guerre mondiale

Parce que nul autre parti qu'un parti révolutionnaire capable de mobiliser les masses en vue de la prise du pouvoir ne saurait éliminer les vieux partis, 1923 représente une date capitale dans le mouvement ouvrier international, dans l'histoire de l'Internationale communiste comme dans celle du Parti bolchevique.

L'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, décidée par le Bloc national pour le paiement des réparations imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles, agit comme un puissant accélérateur de la crise et provoque une inflation galopante, aboutissant à une décomposition de tout le tissu social, à une crise sociale et politique sans précédent. Par millions et par millions, les prolétaires allemands se tournent vers le Parti communiste allemand, les ouvriers social-démocrates se radicalisent, les masses font résolument mouvement à gauche. La crise révolutionnaire s'ouvre, redonnant un sang nouveau au Parti bolchevique dont la bureaucratie omniprésente avait pris le contrôle. La crise révolutionnaire en Allemagne, c'était l'espoir de la fin de l'isolement de l'URSS, la matérialisation de la perspective de la révolution victorieuse en Europe. La direction du parti allemand comme celle de l'Internationale, occupées par le début du conflit entre Trotsky et la troïka Kamenev-Zinoviev-Staline, ne saisissent pas le tournant. Lorsque l'exécutif de l'Internationale communiste et la direction du Parti communiste allemand tournent après le combat de Trotsky, un temps précieux a été perdu. Lorsque, dans la fiébrilité et sans conviction, la direction du Parti communiste allemand met à l'ordre du jour l'insurrection, elle le fait dans la plus grande hésitation.

Au dernier moment, l'action révolutionnaire est décommandée par la délégation de l'Internationale communiste en Allemagne. Seul le prolétariat de Hambourg, par suite de mauvaises transmissions, engage la lutte armée, ce qui aboutit à l'écrasement des communistes. C'était la défaite et la confusion totale aboutissant aux plus graves conséquences en URSS même, dans le Parti bolchevique et dans la Troisième Internationale. L'isolement de l'URSS était renforcé.

Avec la mort de Lénine en janvier 1924, les conditions de la victoire de la bureaucratie étaient réunies. Trotsky avait engagé la lutte contre la « bureaucratization de l'appareil ». Il sera battu au XIII^e Congrès du Parti bolchevique par la troïka qui, en rupture avec toutes les traditions de démocratie ouvrière dans le parti, a assuré sa victoire par les moyens de la manœuvre et de la manipulation.

Dès janvier 1924, pour justifier leur politique, Staline, Zinoviev et Kamenev, qui faisaient retomber la responsabilité des erreurs sur Brandler, affirmaient que la crise en Allemagne ne faisait que commencer, qu'elle allait s'approfondir. Pour la première fois, la « théorie » du « social-fascisme » était avancée, couvrant, sous les dehors d'un optimisme révolutionnaire sans borne, une politique de capitulation.

La bureaucratie naissante, qui dotera de justifications idéologiques sa pratique contre-révolutionnaire en publiant plus tard sous la plume de Staline l'inepte « théorie » du « socialisme dans un seul pays », va mettre au pas l'Internationale communiste, la transformer par la « bolchevisation » en un instrument docile à sa dévotion.

Comme l'explique Pierre Broué dans la présentation des « Congrès de l'Internationale communiste » :

« C'est un fait nouveau — et l'un des signes les plus graves de la dégénérescence de cette Internationale à peine née — que le comité central du parti polonais, coupable d'avoir protesté contre la campagne menée en Russie soviétique contre Trotsky, soit purement et simplement révoqué et remplacé, à la suite des travaux d'une « commission polonaise » que préside Staline, flanqué de Molotov. »

UN EXEMPLE : LA RECONSTRUCTION DE LA SFIO

Brandler est éliminé de la direction du Parti communiste allemand au profit d'un bloc constitué du centre et de la gauche sur lequel l'Internationale communiste prend appui pour imposer son contrôle sur le Parti communiste allemand.

La « bolchevisation », la stalinisation de l'Internationale communiste et de ses sections, qui tirent dès lors leur force non des liens qu'elles ont avec les masses dans leur combat contre le capital, mais des liens avec la bureaucrate du Kremlin, les zigzags politiques qu'une telle subordination impose vont conduire en France à un isolement du PCF dans la classe ouvrière, dont la SFIO sera le bénéficiaire direct.

Le PCF stalinisé épousera tous les tournants que dicte Staline. Après l'écrasement de l'Octobre allemand, ce sera le cours ultra-gauche de 1924-1925, pendant lequel seront éliminés ceux qui, partisans de Trotsky, protestent contre le « caporalisme », tandis que l'élimination de Zinoviev aboutira à celle de ses partisans, Treint par exemple, quand ils ne rallient pas des vainqueurs comme Thorez et Doriot. En France, fin 1926-1927, la ligne opportuniste de l'Internationale communiste a été celle de l'alliance avec les républicains socialistes et les radicaux, tandis qu'en Chine l'Internationale communiste dissolvait le PC dans le Kuo-min-tang, et qu'en Angleterre, subordonnant la classe ouvrière à la bureaucratie réformiste, Staline conduisait la grève générale de 1926 à

l'échec. La politique ultra-gauche que suivit pendant la troisième période l'Internationale communiste stalinisée, qui définit la social-démocratie comme la pointe avancée du fascisme, affirmant sur tous les tons que fascisme et social-démocratie sont frères jumeaux, aboutissant à l'écrasement de la classe ouvrière allemande, va favoriser en France la reconstruction de la SFIO.

Ce cours ultra-gauche se traduisait sur le plan électoral par ce que les staliniens baptisaient le « classe contre classe », et qui était en fait une politique de division au nom de « conditions programmatiques » minimum que la social-démocratie devait faire siennes. Une circulaire du PCF aux militants faisant suite au comité central des 8 et 9 décembre 1927, définit ainsi la tactique à adopter pour les prochaines élections législatives de 1928 :

« Le PC proposera immédiatement au PS la formation au second tour d'un bloc ouvrier, en vue du maintien contre les candidats bourgeois du socialiste ou du communiste. Le désistement mutuel des deux partis se réclamant de la classe ouvrière sera conditionné par l'acceptation d'un programme minimum.

Le PC déclare qu'au cas où le PS repousserait sa proposition de Bloc ouvrier et paysan, le PC se réserve de maintenir un candidat prolétarien en face de tous les chefs socialistes qui accomplissent une besogne contre-révolutionnaire et qui se déclarent les défenseurs de la démocratie bourgeoise contre le communisme. »

Cette tactique qui tourne directement le dos à l'aspiration des masses à l'unité, au front unique contre la bourgeoisie, amène des milliers et des milliers de militants à quitter les rangs du PCF. En 1928, près de la moitié des 425 000 électeurs du PCF appelés à voter au second tour refusent d'appliquer cette tactique, et le PCF n'obtient que 14 députés à la Chambre. La poursuite de cette même tactique en 1932 réduira encore le nombre des députés du PCF, qui ne sera plus que de dix. Il n'y a plus en 1929 que 8 000 membres du PCF à avoir été membres de la SFIO en 1914.

Là sont les facteurs essentiels de la reconstruction de la SFIO, qui reçoit par ailleurs dans ses rangs toute une série de militants qui avaient adhéré au PC au moment de la scission de Tours.

Dans ce cadre, un des facteurs importants de la reconstruction de la SFIO fut, sur la base d'une stabilisation relative de la situation avant que ne se répercute la crise de 1929, la présence des socialistes dans l'opposition. Non qu'ils aient changé de nature. Mais la situation permettait qu'ils ne participent pas directement au pouvoir au compte de la bourgeoisie. Le soutien au gouvernement, à l'Etat bourgeois, prit d'abord la forme du Cartel des gauches, bloc électoral avec le Parti radical qui se traduisit par le « soutien » aux divers gouvernements radicaux. Ce « soutien » prit fin avec la constitution d'un gouvernement d'union nationale sous la direction de Poincaré, rejetant la SFIO dans l'opposition, pour renaître dans le soutien au début de la législature de 1932.

Formellement, le Bloc des gauches et le ministérialisme avaient été condamnés. Un texte adopté par un conseil national de février 1922 affirmait :

« Ni le Bloc des gauches, ni le ministérialisme, condamnés à la fois par nos conceptions doctrinales et l'expérience, ne trouveront dans nos rangs la moindre chance de succès. Le Parti socialiste SFIO demeure un parti de lutte de classe et d'opposition, et mènera une lutte acharnée contre tout système économique et politique qui n'aura pas reconnu (*sic* !) et proclamé le total affranchissement du monde du travail. »

La forme de la collaboration de classes passait donc par le « soutien », soutien à l'impérialisme français qui ne fut pas ménagé, en particulier dans la politique coloniale. Dans le même temps cependant, au cas où le besoin d'une participation directe au gouvernement bourgeois se ferait sentir, serait nécessaire, Blum élaborait sa « théorie » de la participation en distinguant « conquête du pouvoir » et « exercice du pouvoir ».

Pour lui, la « conquête du pouvoir » c'est :

« La prise totale du pouvoir politique, prélude possible et condition nécessaire à la transformation du régime de la propriété, c'est-à-dire de la révolution. »

Elle ne peut être envisagée que lorsque, par ses seules forces, légales ou non, le Parti socialiste disposera de la totalité du pouvoir. Mais il se peut que le Parti socialiste devienne le plus fort parti d'une majorité de gauche. Dès lors, il exercera le pouvoir dans le cadre même du régime capitaliste, car autrement ce serait une escroquerie, disait Blum. Exposant son programme de trahison de la classe ouvrière, le scrupuleux juriste Blum donnait des gages de fidélité à la bourgeoisie :

« Bien qu'en ce qui concerne la conquête du pouvoir, je ne sois pas un légaliste, je le suis en ce qui concerne l'exercice du pouvoir. J'estime que si le déroulement des pratiques parlementaires nous appelle à exercer le pouvoir dans le cadre des institutions actuelles, nous devons le faire légalement, loyalement, sans commettre cette espèce d'escroquerie qui consisterait à profiter de notre présence au gouvernement pour transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir. »

LA CRISE DU PARLEMENTARISME ET LA SFIO

Parce que la SFIO est un parti ouvrier bourgeois parlementaire, la crise du parlementarisme bourgeois va avoir les conséquences les plus directes sur elle. La démocratie bourgeoise parlementaire, qui était le luxe des nations dominantes au temps de l'expansion capitaliste, au temps de l'impérialisme, est une survivance qui tient d'abord, et avant tout, aux rapports politiques entre les classes. D'une manière permanente, ce système est en crise, combinant plus ou moins des traits de bonapartisme.

Entre 1920 et 1936, les ministères se succèdent avec une extrême rapidité. Les répercussions de la crise de 1929 en France vont amener la bourgeoisie à rechercher une solution de type autoritaire, à liquider, sans crise révo-

lutionnaire si faire se peut, ce système de domination qui arrive à un épuisement tel que la bourgeoisie ne parvient pas à régler les problèmes. D'août 1931 à février 1934, se sont succédés pas moins de onze cabinets !

Les masses tentent de leur côté de trouver une issue à la crise du système capitaliste qui les frappe de plein fouet, et à l'impuissance où les réduit la politique de la Deuxième comme de la Troisième Internationale. Les masses cherchent une issue, sentent que ça ne peut plus durer et engagent des luttes partielles qui annoncent les plus grands combats. Au cœur des exigences qu'elles tentent d'imposer à leur propre parti, l'exigence de l'unité. Cette radicalisation de la classe ouvrière, sa volonté de réaliser son unité de classe contre la bourgeoisie — qui se manifesteront le 12 février 1934 où les masses imposeront l'unité aux appareils — vont s'exprimer dans un afflux vers la SFIO de milliers et de milliers de travailleurs et jeunes.

Le mouvement en profondeur qui s'amorce dans la classe ouvrière trouve sa traduction dans la radicalisation des militants au sein même de la SFIO, dès 1933. Dans la marche à la crise révolutionnaire, à sa première étape, les masses vont renforcer les organisations traditionnelles de la classe ouvrière. De 1934 à 1935, la SFIO voit ses effectifs passer de 110 000 à 120 000 membres, puis à 200 000 en 1936, pour atteindre 280 000 en 1937.

En 1933, aux yeux de nombre de ces travailleurs, la SFIO représente la continuité, l'héritage du mouvement socialiste français. La présence de la SFIO dans l'opposition, le langage « gauche » qu'utilisent ses dirigeants, combinés à la politique sectaire des staliniens, la font apparaître comme une organisation plus unitaire, plus démocratique.

La crise du parlementarisme bourgeois, qui amène la bourgeoisie à se tourner vers la recherche de solutions contre-révolutionnaires, trouve son écho dans la SFIO où l'on assiste à une offensive politique de ceux que l'on dénomme les « néo-socialistes », qui, s'inspirant du socialiste belge De Man, se proposent de battre le fascisme de vitesse en lui empruntant cer-

taines de ses formules corporatistes. L'expulsion des « néos » hors des rangs de la SFIO, menée par l'appareil lui-même en la personne de Paul Faure, exprimera cette polarisation des forces de classes. L'expulsion des « néos » en 1933, dont la politique menaçait l'existence même du parti, va bouleverser l'équilibre interne de la SFIO, interdisant à cette étape de mettre la participation ministérielle à l'ordre du jour. La SFIO radicalise son langage. Paul Faure, le dirigeant de l'appareil, fustige le « ministérialisme », la collaboration de classes, accuse la social-démocratie allemande d'avoir « renoncé à la lutte révolutionnaire imposée par les circonstances. »

Si Paul Faure emploie ce langage, ce n'est pas que la SFIO ait changé de nature, qu'elle ne soit plus un parti ouvrier bourgeois, une agence de l'impérialisme dans les rangs ouvriers. Non. Ce dont il s'agit, c'est que la bourgeoisie passe à la tentative de liquidation de tout ce dont se nourrit le Parti socialiste. C'est la peur de la mort qui amène le Parti socialiste à exclure les « néos », à tenir un langage gauche qui va recouper les aspirations des masses.

Tirant les leçons d'une évolution comparable du Parti socialiste espagnol, le trotskyste Esteban Bilbao écrit :

« Il semble que le Parti socialiste se soit rendu compte que la bourgeoisie se prépare à éliminer complètement tout ce que le monde ouvrier a réussi à bâtir au cours de l'évolution historique. Et comme en définitive, le Parti socialiste est partie intégrante de ce monde ouvrier et s'en nourrit, il ne s'agit plus pour le Parti socialiste de servir la bourgeoisie en usant de son influence pour endormir le prolétariat, car la bourgeoisie lui a fait savoir que non seulement elle ne lui paierait rien pour le service, mais encore qu'une nécessité supérieure la conduisait à exécuter son vieux serviteur.

Placé dans cette macabre situation, le Parti socialiste, atterré, s'écrie : « Il faut faire la révolution ! », comme le condamné à mort qui au pied de l'échafaud hurle qu'il ne veut pas mourir. C'est parce qu'il a peur

que le Parti socialiste entreprend un tournant radical et se tourne vers des positions révolutionnaires. Et le seul fait qu'il parle de révolution concentre alors autour du Parti socialiste tout le prolétariat et les masses populaires. Tous les regards se tournent vers lui, tous les bras se tendent, toutes les bouches l'acclament, tous les cœurs brûlent d'enthousiasme... Mais ce dont la classe ouvrière a besoin en ce moment, c'est d'un parti qui veuille et qui puisse *faire* la révolution, non d'un parti qui puisse seulement en brandir la menace. Car la contre-révolution n'est pas aujourd'hui le libre choix de la bourgeoisie, mais une nécessité irréfragable pour le capitalisme. »

DU FRONT POPULAIRE A PETAÏN : LA LIQUIDATION

Avec le déclenchement de la crise révolutionnaire, la grève générale de juin 1936, le PCF, qui était tombé à 23 000 adhérents en 1933, qui organisait au début de 1936 entre 70 000 et 90 000 membres, va plus que tripler, gagnant 150 000 militants entre mai et novembre. En novembre 1936, il atteint 284 000 militants, dépassant de plus de 80 000 la SFIO. Par milliers, ces travailleurs qui forment les piquets, qui organisent les comités de grève, adhèrent à ce qu'ils identifient à la révolution d'Octobre et qui n'en est que la négation, l'instrument de la bureaucratie du Kremlin. C'est le mouvement de la révolution qui les porte vers ce parti qui, à l'encontre de leurs aspirations les plus profondes, avec le langage du bolchevisme, se fait le ministère bourgeois des masses, les combat et va les faire refluer, frayant la voie à la plus noire réaction.

Là où les dirigeants SFIO eurent par eux-mêmes été incapables d'affronter les masses, la tâche en est revenue aux dirigeants du PCF qui ne sont pas formellement ministres du gouvernement bourgeois du Front populaire, mais tiennent, comme ils le disent, le « ministère des masses » dans ce gouvernement qui est le dernier rempart de la défense de l'ordre bourgeois, et à l'abri duquel la bourgeoisie fourbirait ses armes pour défaire la classe ouvrière.

C'est de cette époque que sont nés les bastions ouvriers du parti stalinien. De 776 cellules d'entreprise en octobre 1935, le PCF passe à 2 898 en octobre 1936 pour atteindre 4 041 en octobre 1937. C'est à cette époque que se constitue dans la banlieue parisienne ce que les historiens ont nommé la ceinture rouge. Là sont les forteresses de l'implantation militante comme du vote PCF. La chose mérite d'être signalée puisque dans ces bastions, lors des élections législatives de mars 1978, une fraction importante des militants et électeurs du PCF, rejetant la politique de division à tout crin de l'appareil du PCF, votera PS.

Porté au pouvoir par les masses qui aspiraient à en finir avec l'ordre bourgeois, Léon Blum, tenant ses promesses vis-à-vis de la bourgeoisie, constituera contre les masses, sous l'égide des staliniens, le gouvernement bourgeois de Front populaire qui aura pour mission de défaire les masses, frayant la voie au bonaparte sénile, le maréchal Pétain, qu'investira la Chambre de Front populaire.

Le 10 juillet 1940, 90 parlementaires SFIO votent la délégation des pouvoirs au maréchal Pétain. En tête de ce ralliement, le secrétaire général Paul Faure. La Troisième République bourgeoise et la SFIO s'immolaient sur l'autel de Vichy.

Léon Trotsky : *Où va la France ?*

Edité par la Selio

Prix : 15 F.

de Yalta à la guerre froide

Le maintien, le développement de la social-démocratie entre les deux guerres mondiales tient, comme nous avons tenté de le montrer à travers la reconstruction de la SFIO, d'abord à l'incapacité des organisations de la Troisième Internationale à appliquer une stratégie de construction du parti révolutionnaire à travers l'intervention pour la mobilisation du prolétariat en vue de la prise du pouvoir, puis au passage de l'Internationale communiste du côté du maintien de l'ordre bourgeois et à sa transformation en instrument de la bureaucratie du Kremlin.

Détruisant le Parti bolchevique, expulsant le prolétariat du pouvoir politique, la bureaucratie du Kremlin s'est en quelque sorte, comme le dit Trotsky, approprié l'Etat. Le processus de dégénérescence de l'Etat ouvrier qui a abouti à l'usurpation du pouvoir par la caste bureaucratique stalinienne s'est accompagné de la domestication de l'Internationale communiste et de la transformation de ses sections en instruments de sa politique contre-révolutionnaire. Cette transformation de l'Internationale communiste en un appareil international contre-révolutionnaire s'est qualitativement réalisée dans le rôle qu'elle a tenu dans la défaite du prolétariat allemand en 1933. Dès le 12 mars 1933, Trotsky écrivait au secrétariat international de l'Opposition de gauche pour expliquer à ses camarades qu'il était nécessaire en Allemagne de construire un nouveau parti. Le 14 mars, dans un article intitulé « La tragédie du prolétariat allemand », il écrit :

« Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais. »

En quelques mois l'Internationale communiste fait la preuve qu'elle aussi est passée « définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois », qu'à l'instar de la social-démocratie dix-neuf ans plus tôt, elle a eu sa « nuit du 4 août ».

Durant toute cette période, la politique du stalinisme viendra alimenter la survie de la social-démocratie. La traîtresse politique de front populaire conforte en France comme en Espagne la social-démocratie. Non seulement les ouvriers ne rompent pas seulement avec le parti qui les a éveillés à la vie politique, mais cela était conforté par l'attitude des staliniens, par la politique de front populaire.

« D'autant plus, explique Trotsky dans *Classe, parti et direction que nous avons déjà cité*, que le système de protection mutuelle existant à l'intérieur du Front populaire les trompait ; puisque tout le monde était d'accord, c'est que tout devait être bien. »

LES PROCESSUS DE RECONSTRUCTION DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE

Dans un article paru dans « La Vérité » le 11 août 1933, Trotsky examine la place des mots d'ordre démocratiques dans le combat que sera amené à entreprendre le prolétariat allemand contre le fascisme. Dans une résolution de l'exécutif de l'Internationale communiste, les staliniens affirmaient :

« L'établissement d'une dictature fasciste accélère le rythme du développement d'une révolution prolétarienne en Allemagne en détruisant toutes les illusions démocratiques des masses et en les libérant de la social-démocratie. »

Contrairement à eux, Trotsky explique :

« Le régime fasciste conserve les préjugés démocratiques, les ressuscite de nouveau... »

Dans le cours du réveil révolutionnaire des masses, les mots d'ordre démocratiques constitueront inévita-

blement le premier chapitre... A cette perspective générale se trouve intimement liée la question de la social-démocratie. Réapparaîtra-t-elle à cette étape ? L'ancienne organisation est perdue à jamais. Mais cela ne signifie nullement que la social-démocratie ne puisse pas ressusciter sous un nouveau masque historique. Les partis opportunistes qui tombent et s'écroulent si facilement sous les coups de la réaction ressuscitent aussi facilement à la première renaissance politique. Nous l'avons vu en Russie par l'exemple des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Non seulement la social-démocratie allemande peut naître, mais elle peut même gagner une grande influence si le parti révolutionnaire prolétarien, au lieu d'une attitude dialectique vis-à-vis des mots d'ordre démocratiques, leur opposait une « négation » doctrinaire. Le présidium de l'Internationale communiste, dans ce domaine comme dans bien d'autres, demeure un assistant bénévole du réformisme. »

L'analyse politique de Trotsky s'est pleinement vérifiée. Non seulement, en Allemagne, au sortir de la guerre impérialiste, les staliniens ne sont restés que des officines bureaucratiques, mais la politique du stalinisme contre-révolutionnaire a abouti à la reconstruction de la social-démocratie comme le seul parti ouvrier de toute l'Allemagne.

Le rejet par les travailleurs allemands du stalinisme qui les avait amenés à la catastrophe ne tient pas seulement dans l'assimilation du rôle qu'a joué le stalinisme dans la prise du pouvoir par Hitler, il tient dans le fait que la politique contre-révolutionnaire du stalinisme heurte de plein fouet le prolétariat allemand et les revendications démocratiques qu'il fait siennes. L'ordre contre-révolutionnaire établi à la fin de la Seconde Guerre mondiale à Yalta et Potsdam entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, contre le prolétariat mondial et singulièrement le prolétariat allemand, est matérialisé dans la coupure en deux de l'Allemagne. Si, comme le dit Trotsky, au cœur de la lutte révolutionnaire du prolétariat, se trouve la lutte pour la défense des libertés démocratiques, au centre de cette lutte

est le combat pour l'unité inconditionnelle de l'Allemagne. Comme agent du maintien de la division de l'Allemagne, la bureaucratie du Kremlin et le stalinisme assurent les conditions de la reconstruction de la social-démocratie allemande comme le parti ouvrier d'Allemagne.

La renaissance de la social-démocratie allemande après la guerre est une illustration de la façon dont le stalinisme redonne vie et force à la social-démocratie. Si, dès 1946, l'alignement de la social-démocratie sur l'impérialisme se traduit au sein même du Parti socialiste par l'affirmation que l'opposition fondamentale n'est plus tant entre socialisme et capitalisme qu'entre « démocratie » et « dictature », c'est-à-dire entre l'impérialisme et le stalinisme, c'est cependant comme parti se réclamant de la classe ouvrière, comme parti fondé sur le matérialisme historique et la lutte des classes que se reconstitue la social-démocratie allemande au sortir de la guerre sous la direction de Kurt Schumacher. En 1947, un an après le premier congrès de reconstitution du SPD, il a 875 000 adhérents. Au cœur du programme et de la propagande de la social-démocratie allemande : la réunification sur la base des frontières de 1937, préalable selon Schumacher à la définition de toute politique « étrangère ».

LA POLITIQUE DE STALINE EN EUROPE

Si cette renaissance de la social-démocratie allemande illustre parfaitement le rôle du stalinisme dans cette affaire, il faut comprendre la complexité du processus.

Au cours des années 1941-1945, l'héroïsme du prolétariat et des masses d'Union soviétique donne un prestige énorme à l'appareil stalinien dans tous les pays occupés par l'impérialisme allemand. Assimilant la bureaucratie stalinienne et ses agences dans les pays capitalistes à la révolution d'Octobre et à ce qu'elle a apporté aux masses, c'est par millions et millions que les travailleurs se tournent vers les partis staliniens, croyant adhérer aux organisations continuatrices d'Octobre.

Alors qu'en dehors du parti stalinien d'URSS, il n'y avait en 1939 qu'un million d'adhérents aux divers PC, ce sont en 1945 14 millions de membres que déclarent les agences politiques de la bureaucratie de Moscou : 775 000 au PCF, 1 700 000 au PCI.

La vague révolutionnaire issue de la guerre pousse des millions de travailleurs à adhérer aux partis qu'ils assimilent à Octobre, à leur propre mouvement pour en finir avec la société bourgeoise.

Mais, très rapidement, le stalinisme va faire renaître la social-démocratie. En Allemagne, ce sera directement à travers la partition résultant des accords contre-révolutionnaires de Yalta et Potsdam, la politique de pillage, le matraquage du prolétariat allemand ; dans les autres pays de l'Est de l'Europe, par la politique des « fronts nationaux », « fronts d'indépendance », « fronts patriotiques » visant à maintenir un glacis d'États bourgeois « neutres » autour de l'URSS, à créer une zone tampon. Le gouvernement bourgeois issu de l'accord de programme commun entre les quatre partis tchèques (le Parti populiste, le Parti social-national de Bénéš qui avait assuré en exil la continuité de l'État bourgeois tchèque avec l'approbation de Staline, le Parti social-démocrate et le Parti communiste tchèque) et les deux partis slovaques (Parti démocrate et Parti communiste slovaque) était présidé par le social-démocrate Fierlinger. En 1946 se reconstituait, dans le cadre de son adhésion au Front national, un parti social-démocrate slovaque.

Après avoir tenté, dans le cadre des accords de Yalta et de Potsdam, de remettre debout la façade bourgeoise et les rapports sociaux et politiques bourgeois dans les pays de l'Europe de l'Est — ce qui sera déterminant dans la renaissance des partis sociaux-démocrates dans ces pays —, la bureaucratie du Kremlin va aligner leurs rapports de production sur ceux de l'URSS, leur imposant des déformations encore plus brutales, pillant ces pays, instaurant une oppression nationale à la mesure même de son caractère réactionnaire. Là, comme pour l'Allemagne, seront les sources ultérieures de la renaissance possible des partis sociaux-démocrates. Pour

l'heure, la bureaucratie stalinienne liquide purement et simplement ces partis par une méthode simple : la « fusion » avec les organisations de la bureaucratie stalinienne, fusion soit avec les partis existant, soit avec des comparses baptisés pour l'heure social-démocrates, et qui instaure de fait la liquidation des autres partis. En Allemagne de l'Est, l'unification, la liquidation du parti social-démocrate est réalisée en avril 1946, en Hongrie la « fusion » est opérée en 1948.

Si la politique de la bureaucratie stalinienne a été un facteur déterminant dans la reconstruction des partis social-démocrates à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, directement pour l'Allemagne à travers la politique de partition et de pillage, ou pour ce qui est par exemple de la France à travers la politique d'union nationale, de participation au gouvernement de Gaulle, puis au gouvernement tripartite avec le parti clérical MRP réalisant l'unité des appareils et de la bourgeoisie contre les masses, la guerre froide va amener une sérieuse modification de ces rapports. Elle oblige la social-démocratie à s'engager à fond du côté de l'impérialisme contre les masses, les staliens procédant dans les pays capitalistes à une politique de pression, de mobilisation contrôlée des masses afin d'obtenir de leur impérialisme qu'il desserre l'étau mis autour de la bureaucratie du Kremlin. Cette politique aventuriste de bousille n'a nullement pour fonction de combattre pour liquider l'État bourgeois : les grèves de 1947, en France, en témoignent.

AUX ORIGINES DE LA DECOMPOSITION DE LA SFIO

Depuis la fin de la guerre, la SFIO s'était reconstruite. En 1946, elle compte 280 000 adhérents. Guy Mollet en devient secrétaire, dans la tradition guesdiste, contre Daniel Mayer et Léon Blum. En effet, si G. Mollet — dans la bataille contre D. Mayer que défend L. Blum contre la perspective de créer un parti « travailliste » incluant jusqu'à la formation bourgeoise de l'UDSR — est loin de condamner la participation des socialistes

à un gouvernement bourgeois, il tient cependant un langage « lutte de classes », se référant au marxisme pour affirmer :

« Il faut condamner toutes les tendances révisionnistes, notamment celles qui, se fondant sur une conception erronée de l'humaniste, ont pu laisser croire que le parti oubliait cette réalité fondamentale qu'est la lutte des classes. C'est cet affaiblissement de la pensée marxiste dans le parti qui l'a conduit à négliger les tâches essentielles d'organisation, de propagande, de pénétration dans les masses populaires, pour se cantonner dans l'action parlementaire et ministérielle. »

Il faut, poursuit le texte :

« combattre toutes les formes d'exploitation impérialiste, aider les peuples d'outre-mer dans leur lutte émancipatrice et les guider dans la voie de la révolution sociale ».

Les groupes socialistes d'entreprise se sont développés. En 1946-1947, ils ont gagné quelque 11 000 membres. Ils comptent 15 000 adhérents dans la Seine, 6 000 dans le Nord, plusieurs milliers dans le Rhône, la Haute-Garonne, la Gironde, la Loire inférieure, le Puy-de-Dôme, les Bouches-du-Rhône. La fraction SNCF, qui s'est dotée d'une organisation nationale, regroupe 7 500 adhérents.

Après le départ des ministres PCF du gouvernement tripartite, suite à la grève Renault de 1947, la prise en charge de la défense de l'ordre bourgeois par la SFIO, qui sera responsable du gouvernement jusqu'en novembre 1947, puis ultérieurement sa participation aux gouvernements de « troisième force » comme flanc gauche de gouvernements MRP, aboutiront à une crise profonde de la SFIO dont les militants se détourneront en masse.

Au sortir de la guerre, les Jeunesses socialistes avaient connu un développement relativement important en dépit du désintérêt manifesté par les fédérations, municipalités et sections pour les groupes de jeunes. En 1946, les Jeunesses socialistes comptent quelque 30 000 adhérents. Elles éditent un mensuel chez les étudiants, « Luttes », et un hebdomadaire,

« Jeunesse », auquel succédera « Le Drapeau rouge ».

Celui-ci mène campagne contre la politique de Ramadier, tant en ce qui concerne la politique économique tournée contre la classe ouvrière que la politique colonialiste que mène le gouvernement en Indochine. Leur congrès a adopté une résolution sur la question indochinoise qui va à l'encontre de celle de la SFIO. La direction des Jeunesses socialistes est accusée d'indiscipline, de noyautage trotskyste, et le comité directeur vote à l'unanimité, moins les voix de Yves Dechézelles, Rous et Charpy, la dissolution du bureau national des Jeunesses socialistes, auquel on reproche d'avoir participé au déclenchement de la grève Renault comme d'avoir manifesté aux cris de « Ramadier démission ».

Parti ouvrier bourgeois parlementaire, la SFIO s'accommode fort bien d'un fonctionnement qui voit ses ministres violer tous les jours ses décisions de congrès.

Mieux, dans certaines limites, l'opposition entre les parlementaires qui se comportent en gérants loyaux du capitalisme à l'instar des radicaux d'hier, et le comité directeur qui fait des déclarations verbales à gauche, « marxistes », donne à la SFIO une certaine souplesse. Les décisions de congrès sont suffisamment floues, couvrant souvent d'un langage dans la tradition guesdiste une orientation parfaitement bourgeoise, pour permettre ce jeu de balance constant entre ministres et parlementaires d'une part, comité directeur composé essentiellement de non-parlementaires de l'autre. De fait, ce sont les ministres qui font la politique de la SFIO. Dans la bonne tradition parlementaire, ils violent la discipline du parti au nom, qui de son mandat de député, qui de sa fonction de ministre, etc.

Par contre, que les Jeunesses manifestent pour exiger la démission de Ramadier, là, ce n'est plus du tout admissible. La dissolution du bureau des Jeunesses, qui s'est solidarisé avec Dunoyer accusé de fractionnisme trotskyste, va avoir des conséquences importantes. En 1948, au congrès des Jeunesses socialistes, elles ne font plus état que de 15 000 cartes distribuées.

Y. Dechézelles démissionne de ses responsabilités le 12 juin 1947, manifestant son désaccord avec la politique de participation au gouvernement d'union nationale, la politique indochinoise de Marius Moutet, la répression à Madagascar et au Maroc, la dissolution du bureau des Jeunesses socialistes.

Après la répression des grèves de 1947-1948, les groupes d'entreprises de la SFIO, qui regroupaient la veille 40 000 travailleurs, fondent, regroupant moins de 10 000 membres au 1^{er} mai 1948.

Ce recul est général et ne porte pas seulement sur les groupes d'entreprises. Si en 1946 on peut estimer à 280 000 le nombre réel d'adhérents à la SFIO, il n'y en a plus que 175 000 en 1948 et il y a encore une nouvelle chute de 50 000 en 1949. Le congrès de 1948 entérine la politique de la troisième force, et Guy Mollet rassemble les quatre cinquièmes des mandats sur une orientation qui réaffirme la nécessité du regroupement républicain contre le gaullisme et le communisme, la lutte pour l'Europe, etc. Cette prise en charge contre-révolutionnaire de la politique de l'impérialisme, qu'il s'agisse de la politique coloniale ou de la politique atlantiste, accentuera la décomposition de la SFIO comme parti. En 1950, il n'y a plus que 135 000 feuillets de cotisations distribués, c'est dire qu'il y a à peine 100 000 personnes organisées dans la SFIO. Il y a un recul dans la plupart des fédérations, et s'il lui reste une fraction ouvrière importante dans le Nord et la région de Limoges, ainsi

qu'à Toulouse, Marseille, Montluçon et Clermont-Ferrand, la composition de la SFIO depuis 1946 s'est modifiée, regroupant plus de petits et moyens fonctionnaires, d'agriculteurs dans le Midi.

Cette érosion de la SFIO trouve son correspondant en Italie où l'alignement, l'engagement à fond du côté de l'impérialisme amène à une crise du Parti socialiste, reconstitué le 23 août 1943 comme Parti socialiste d'unité prolétarienne (PSIUP). En janvier 1947, au 25^e Congrès du Parti socialiste, Saragat scissionne, affirmant son attachement à la démocratie bourgeoise, le refus de l'unité avec le PCI. Sur ce même problème, un an après, lorsque le 26^e Congrès du PSI aura affirmé sa volonté de présenter des listes communes avec le PCI pour les élections législatives d'avril 1948, l'aile droite du PSI regroupée autour de Lombardo scissionne à son tour. Ultérieurement, ces groupes fusionneront pour créer le PSDI (Parti socialiste démocratique italien) en janvier 1952, dont l'axe sera l'abandon du marxisme, l'atlantisme qui constitue pour Saragat, un « choix de civilisation ». Le PSI de Nenni, quant à lui, maintient une orientation de type front populaire d'alliance avec le PCI, condamnant la doctrine de Truman, le plan Marshall, le pacte Atlantique.

Ces exigences de la guerre froide qui ont amené à cette scission de la social-démocratie italienne aboutissent à un effondrement du PSI qui, de 822 000 membres en 1947, tombe à 430 000 en 1949.

1953-1963 : impérialisme et bureaucratie contre les masses. L'appareil bourgeois de la social-démocratie se renforce

Si l'appareil international du Kremlin a pu procéder pendant un temps à une politique de pression sur l'impérialisme, cette politique s'épuise, à la mesure de la crise du capitalisme, du

renforcement politique de la classe ouvrière. Entre 1947 et 1953, Staline a épuisé toutes les ressources par lesquelles il tentait de revenir au statu quo des années d'avant-guerre.

En 1953, un tournant majeur est opéré dans la lutte des classes mondiale. Pour la bureaucratie du Kremlin, la menace de la révolution prolétarienne ne prend plus seulement le visage de la révolution dans les pays capitalistes, elle a celui de la révolution politique dont le premier acte a été joué par le prolétariat de Berlin-Est. 1953 marque un tournant capital. L'appareil stalinien est contraint de révéler pleinement sa nature contre-révolutionnaire d'agent du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. L'écrasement des travailleurs de Berlin-Est par les chars « soviétiques », telle est la réalité de cette bureaucratie que d'aucuns, à la suite de Pablo, chargeaient à travers la guerre froide, voire la guerre elle-même, de réaliser le socialisme malgré elle.

A travers 1953, l'émergence de la révolution politique conjointement à la révolution sociale, à l'effondrement de pans entiers du système capitaliste, c'est le contenu de ce qu'annonçait pour le prolétariat mondial la défaite de l'impérialisme allemand à Stalingrad en 1943 qui s'affirme. Désormais aucun doute n'est possible : révolution sociale et révolution politique sont parties indissociables de la poursuite de la révolution prolétarienne mondiale. Contre elle, c'est comme verrou principal de la contre-révolution que se dressent la bureaucratie du Kremlin et ses agences.

LE STALINISME DEVANT LA REVOLUTION POLITIQUE

La révolution russe avait ouvert l'ère de la révolution prolétarienne. Sa victoire en Russie, la destruction de l'Etat bourgeois, la constitution du premier Etat ouvrier, l'établissement de la dictature du prolétariat, le pouvoir des soviets ouvriers et paysans, l'expropriation du capital, c'était pour le prolétariat mondial des conquêtes qui ont été et demeurent un formidable point d'appui, un facteur constituant de sa lutte internationale contre la bourgeoisie.

La dégénérescence de l'Etat ouvrier a abouti à l'usurpation du pouvoir

politique par la bureaucratie stalinienne, caste contre-révolutionnaire qui est la courroie de transmission de l'impérialisme au sein de l'Etat ouvrier. L'expulsion politique du prolétariat du pouvoir, la destruction du Parti bolchevique par la bureaucratie stalinienne qui s'est approprié l'Etat s'est menée de pair avec la domestication de l'Internationale communiste, sa transformation en instrument de sa politique contre-révolutionnaire.

De 1923 aux procès de Moscou, la bureaucratie du Kremlin a mené une lutte sanglante contre la classe ouvrière, aboutissant à la dégénérescence de l'Etat ouvrier. Les conquêtes d'Octobre n'ont cependant pu être détruites par la bureaucratie stalinienne, qui est l'expression en URSS de la réaction bourgeoise mondiale. Si la bureaucratie du Kremlin plonge ses racines dans les rapports sociaux nés de la révolution d'Octobre qu'elle a trahie, sa nature est tout à fait déterminée : elle est l'expression de la réaction bourgeoise.

L'appareil international, que la caste bureaucratique du Kremlin a construit et qui en est une composante, mène pour la défense des intérêts de cette caste une politique foncièrement contre-révolutionnaire, tant à l'échelle internationale que dans chaque pays. Ce qui définit les partis staliens, c'est le lien organique de subordination qu'ils ont avec la caste contre-révolutionnaire qui a usurpé le pouvoir en URSS. Les rapports qu'ils entretiennent avec la classe ouvrière de chacun des pays sont une projection des rapports qu'entretient la bureaucratie du Kremlin avec la révolution d'Octobre, c'est-à-dire qu'ils trahissent en usurpant la position des continuateurs de la révolution d'Octobre dans leur pays.

Née de la contre-révolution bourgeoise mondiale, expression au sein de l'Etat ouvrier de la réaction impérialiste, la caste bureaucratique, qui ne tire ses privilèges bourgeois que de l'usurpation du pouvoir politique dans le cadre de rapports sociaux antinomiques à sa nature bourgeoise, révèle son caractère contre-révolutionnaire, à la mesure même de la marche du prolétariat à la révolution.

Le stalinisme s'est constitué comme agent et produit de la contre-révolution, à travers les plus grandes défaites du prolétariat. En 1943, appuyé sur les conquêtes d'Octobre, le prolétariat amorce une nouvelle montée à l'échelle mondiale : c'est le début d'une vague révolutionnaire sans précédent, à l'origine d'une nouvelle période de la révolution prolétarienne. Si l'ordre bourgeois a été maintenu en Europe, ce n'est que par la conjonction de la puissance de l'impérialisme américain combinée au contrôle politique que les partis staliniens ont exercé sur les masses. La vague révolutionnaire issue de la seconde guerre impérialiste a été endiguée par la bureaucratie stalinienne et ses agences, aidées par les organisations social-démocrates.

Mais ce qui avait abouti contradictoirement au renforcement sans précédent de la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin et des ses agences, la vague révolutionnaire, sapait en profondeur les bases de la domination politique de la bureaucratie du Kremlin. Si Yalta et Potsdam ont matérialisé l'endiguement de la révolution, la décomposition de secteurs entiers de l'impérialisme se poursuivait, préparant des fractures qui se révéleront pleinement ultérieurement. La nouvelle période de la révolution qui trouve son origine en 1943 sape les bases du statu quo que tentait désespérément de maintenir la bureaucratie du Kremlin.

Le XIX^e Congrès du PCUS exprimait l'impasse de la bureaucratie du Kremlin en URSS et dans les pays de l'Est, comme il exprimait l'impasse de sa politique internationale. Le contenu de la nouvelle période allait s'exprimer dans l'irruption du prolétariat de Berlin-Est sur la scène politique, écrivant le premier acte de la révolution politique, contre le pouvoir usurpateur de la bureaucratie stalinienne.

Dès lors, dans cette nouvelle situation internationale qui se noue, cette nouvelle période de la révolution prolétarienne liant en un tout indissociable révolution politique et révolution sociale, dans un même mouvement différencié, les traits fondamentaux de la bureaucratie stalinienne tels que Trotsky les avait dégagés vont s'expri-

mer pleinement. La nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie comme agence de l'impérialisme va se manifester pleinement dans la deuxième Sainte-Alliance contre-révolutionnaire qu'elle nouera contre la révolution, sous la houlette de l'impérialisme américain et pour la défense de ses intérêts.

Si la guerre froide avait permis aux staliniens de jouer un temps une politique de pression sur l'impérialisme, plaçant la social-démocratie en première ligne dans l'engagement au côté de l'impérialisme, le tournant majeur opéré en 1953 par l'émergence de la révolution politique aura dans les dix ans qui vont suivre, du fait de la politique de la bureaucratie stalinienne, d'importantes conséquences pour la classe ouvrière comme pour l'évolution de la social-démocratie.

VENISE, GODESBERG, SCARBOROUGH : VERS LA LIQUIDATION ?

L'écrasement du prolétariat de Berlin-Est en 1953 par les chars de la bureaucratie stalinienne, l'écrasement de la révolution hongroise des conseils ouvriers en 1956, comme la venue de De Gaulle au pouvoir seront des coups sévères contre la classe ouvrière mondiale qui auront leurs répercussions au sein des organisations social-démocrates.

En Italie, à partir de 1953, le PSI de Nenni amorce un tournant qui se manifesterait au XXXI^e Congrès de Turin en 1955, et plus encore après l'écrasement de la révolution hongroise. Le PSI change sa tactique d'alliance, se tourne vers la Démocratie chrétienne. Le Congrès de Venise de 1957 affirme, en même temps que l'unité d'action avec le PCI est rompue, la perspective d'une réunification avec le PSDI de Saragat et l'acceptation du cadre du parlementarisme bourgeois comme seul cadre de « l'action socialiste ». Le pacte Atlantique n'est plus dénoncé. Le PSI se tourne résolument vers la collaboration active avec la Démocratie chrétienne. Cette politique aboutira à la fusion en 1966 avec le PSDI de Saragat, créant le Parti socialiste unifié.

En Allemagne, l'écrasement du prolétariat de Berlin-Est, puis celui de la révolution hongroise vont trouver leurs répercussions au sein de la social-démocratie allemande au Congrès de Godesberg, en 1959, qui rompra officiellement avec le marxisme. Le parti social-démocrate affirme alors sa loyauté à l'égard de la « loi fondamentale de la République fédérale », se prononce pour la protection de la « propriété privée des moyens de production ». Le nouvel ordre pour lequel il se prononce ouvertement est celui du maintien du capitalisme, paré aux couleurs de la cogestion des entreprises par les travailleurs. Le SPD affirme par la bouche de Willy Eichler :

« Nous ne combattons pas l'Etat, nous combattons pour l'Etat, pour l'Etat de cette République fédérale que nous voulons gouverner et que nous gouvernerons. »

En même temps, le SPD s'engage, à l'inverse de la politique « neutraliste » de Schumacher, dans le soutien à l'OTAN et à l'alliance Atlantique. Le rapprochement avec la CDU est dès lors possible.

Ce sont des tendances politiques du même ordre que les coups portés par la bureaucratie de Moscou au prolétariat entraînent au sein de la social-démocratie britannique. Si Hugues Gaitskell, au Congrès de Scarborough, en 1960, ne put parvenir à faire supprimer le point IV des statuts du Labour « sur la collectivisation des moyens de production, de distribution et d'échange », la ligne générale qui prévaut est du même ordre que ce que le SPD a élaboré à Godesberg. C'est ainsi que le comité exécutif du Labour affirme en 1960 :

« L'entreprise publique et l'entreprise privée ont l'une et l'autre leur place dans l'économie. »

Le caractère de verrou principal de la contre-révolution de l'appareil stalinien, non seulement ne change rien à ce qu'est la social-démocratie — un parti ouvrier bourgeois contre-révolutionnaire —, mais il entretient son existence et la vivifie.

Si la politique du stalinisme a permis le renforcement de l'appareil

bourgeois au sein des partis social-démocrates durant les années 1953-1963, le caractère de partis ouvriers de ces organisations s'est cependant maintenu au-delà des affirmations programmatiques de rupture avec le mouvement ouvrier, ses traditions, etc. Si le Congrès de Godesberg affirmait — ceci n'est pas sans importance — la volonté des lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise de transformer le SPD de parti ouvrier en « parti du peuple tout entier », au-delà même de la volonté des dirigeants, la social-démocratie allemande est demeurée ce qu'elle était : un parti ouvrier bourgeois parlementaire qui ne peut exister que dans les liens directs qu'il établit avec la classe ouvrière. Passant au crible la monstrueuse théorie stalinienne du social-fascisme dans un article consacré à la critique de la résolution adoptée par le 13^e plénum de l'Internationale communiste après la prise du pouvoir par Hitler, Trotsky écrivait :

« La résolution nous apprend que la différence entre la social-démocratie et le fascisme concerne seulement « les formes et les méthodes de la fascisation ». Seulement ! Contrairement aux fascistes, les « social-fascistes » défendent le maintien des formes parlementaires tout en menant à bien la fascisation de la dictature bourgeoise. Mais en raison de ces « formes et méthodes », le fascisme mène une lutte à mort contre la social-démocratie, assasinant ses dirigeants, saisissant ses immeubles et ses fonds, envoyant les ouvriers en camps de concentration. Nous savons que la social-démocratie est un parti qui s'adapte à n'importe quelle force politique, qui rampe à genoux devant les représentants couronnés des classes dominantes, comment se fait-il, pourrions-nous demander, que ce parti profondément opportuniste, qui œuvre à la fascisation, soit victime du national-socialisme au lieu de s'adapter à lui ? Est-ce seulement du fait de « formes et méthodes » sans principes ? Les perspicaces dirigeants du Komintern ont remarqué les « formes parlementaires », mais ont oublié les *organisations politiques et économiques du prolétariat*. Ils n'ont pas un seul mot

pour rappeler que la social-démocratie ne peut ni vivre, ni respirer — c'est-à-dire ne peut ni utiliser la démocratie, ni trahir les ouvriers — sans prendre appui sur les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. »

Ce lien direct avec le mouvement ouvrier indépendant, ses organisations (syndicats, mutuelles, clubs) est une nécessité pour que, comme parti ouvrier bourgeois parlementaire, il puisse trahir la classe ouvrière au profit de l'impérialisme.

la social-démocratie dans la nouvelle période de la révolution

Les partis social-démocrates, les partis socialistes qui occupent aujourd'hui la place qu'occupait hier la social-démocratie, bien qu'ils ne soient pas identiques à ces partis qui existaient avant la Seconde Guerre mondiale, où même avec ceux qui s'étaient reconstruits au sortir de la guerre ne sauraient exister qu'appuyés sur un développement organique indépendant des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Ce problème connu n'est cependant réglé que dans la lutte des classes elle-même. C'est la lutte des classes vivante qui tranche de son existence ou de sa disparition.

crate » dans lequel, aux côtés des restes du MRP catholique, des radicaux et des « clubs » bourgeois, la SFIO serait entrée.

La candidature Defferre — « Monsieur X » — lancée par les clubs bourgeois d'inspiration chrétienne personnaliste, par Jean-Jacques Servan-Schreiber et les « modernistes » du PSU, devait être une étape dans la constitution de ce parti bourgeois démocrate censé représenter les « forces neuves » de la nation. Monsieur X, candidat « au-dessus des partis », devait être le point de départ de ce rassemblement politique bourgeois qui aurait absorbé la vieille SFIO.

UNE OPA RATEE...

Ceci s'est vérifié négativement dans la quasi-disparition politique de la SFIO, après que Guy Mollet ait servi de marchepied à la venue au pouvoir de De Gaulle et à la mise en place de la V^e République. Le caractère bâtard de la V^e République, qui n'a pu mettre en place le projet corporatiste de De Gaulle, a permis cependant à ce parti de se survivre. La première OPA tentée en 1964 par la bourgeoisie contre ce qui restait de la vieille social-démocratie de Guy Mollet a échoué essentiellement de par les liens qu'entretenait la SFIO avec le SNI, que de Gaulle n'était pas parvenu à intégrer à l'Etat, pas plus que la CGT ou la CGT-FO. Cette tentative menée à l'occasion de la préparation des élections présidentielles de 1965 avait pour but la liquidation de la SFIO par la création d'un vaste parti « démo-

L'opération, en dehors des clubs chrétiens et du PSU qui trouvait en Rocard un de ses ardents défenseurs, avait ses relais dans la SFIO elle-même, non seulement avec Defferre, mais avec ceux qui avaient été de tout temps les plus opposés à la tradition guesdiste de la SFIO. A l'extérieur de la SFIO, elle avait pour force principale, la centrale de la hiérarchie catholique, la CFTC, avec Detraz et Jeanson et le CNJA que dirigeait Debattise. Réussir l'opération nécessitait que les organisations syndicales marchent.

Elle échoua. Et là, dans cette OPA ratée, on peut mesurer ce que signifie les liens organiques établis par la social-démocratie avec les organisations indépendantes de la classe ouvrière. Au cœur du projet d'alliance avec les restes du MRP et la CFTC, était la question de la liquidation de la laïcité. Desvallois, secrétaire général du SNI, refusa de participer à l'opération Defferre et la candidature capota.

Sans le SNI, il était impossible à la CFTC de jouer.

Au Congrès de Clichy de juin 1965, Defferre, qui avait été obligé de faire monter les enchères en proposant une « grande fédération démocrate », fusion de la SFIO avec la bourgeoisie radicale et démocrate-chrétienne, fut battu. C'était au sein de la SFIO déliquescence le reflet des nouveaux rapports politiques que la classe ouvrière tissait, et dont la première grande manifestation avait été le « Non » des mineurs à de Gaulle, la grève générale des mineurs. Cette place, la social-démocratie ne la retrouve qu'en raison, en dernière analyse, du stalinisme.

DE NOUVEAU SUR LA NATURE DES PARTIS STALINIENS

Les partis staliniens sont des partis ouvriers bourgeois bien particuliers. Les relations qu'entretiennent les staliniens avec la classe ouvrière sont d'un autre ordre que celles qu'entretiennent les partis social-démocrates. Si le passage définitif de l'Internationale communiste et de ses partis du côté du maintien de l'ordre bourgeois les a amenés à reprendre à leur compte, en fonction des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, les attributs politiques de la social-démocratie traditionnelle — parlementarisme, participation ministérielle, union nationale, etc. —, ils ne se sont en rien transformés en auxiliaires de la social-démocratie.

Ce qui définit les partis staliniens, c'est le lien organique de dépendance qu'ils ont avec la bureaucratie du Kremlin. C'est à travers la dépendance vis-à-vis de la bureaucratie du Kremlin qu'ils sont soumis à l'impérialisme et se trouvent sur le terrain politique qui est celui des partis réformistes : celui de la défense de l'ordre bourgeois. Dans cette défense de l'ordre bourgeois au compte des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, les organisations staliniennes, parties de la caste bureaucratique, sont amenées à nouer des liens avec leur propre impérialisme, liens qui ne conduisent pas à leur transformation en partis social-démocrates, mais qui alimentent la

crise de l'appareil stalinien international dont ils sont une composante. Trotsky avait analysé le problème, montrant que le renforcement des liens des partis staliniens avec leur propre impérialisme menait inéluctablement à l'explosion de l'appareil international du Kremlin.

Bien que nouant des liens avec l'impérialisme de leur propre pays, les partis staliniens ne sont pas déterminés de la même façon par ce qui est un élément de la base sociale dont l'appareil se nourrit et par le lien qu'ils ont avec la bureaucratie du Kremlin. La corruption, les prébendes qu'ils tirent de la collaboration avec leur propre impérialisme, dans les municipalités, les comités d'entreprise, etc., procèdent du lien qu'ils ont avec la bureaucratie du Kremlin et de la politique internationale de celle-ci. C'est en usurpant la position de continuateurs de la révolution d'Octobre qu'ils trahissent. Et même lorsque — pour la défense de l'ordre bourgeois au compte des intérêts de la bureaucratie usurpatrice des conquêtes d'Octobre — ces partis remettent en cause et dénoncent la révolution d'Octobre, ils ne le font que comme expression et partie constituante de la bureaucratie elle-même, de ses courants les plus ouvertement restaurationnistes, conduisant à l'explosion de la bureaucratie.

S'il n'y a pas de social-démocratisation des divers PC, la crise du stalinisme, son cours ouvertement contre-révolutionnaire nourrit par contre la renaissance de la social-démocratie dans tous les pays. Non point d'une manière rectiligne, car les éléments politiques qui sont au cœur de la crise du stalinisme, la nouvelle période de la révolution, amènent les masses à se heurter à l'appareil bourgeois de la social-démocratie qui doit à une étape ou à une autre s'engager à fond contre la révolution.

Même dans les pays de l'Est, il faudra s'attendre à la renaissance d'organisations social-démocrates, en particulier du fait qu'au cœur de la révolution politique se trouvent les revendications démocratiques, et que le combat pour en finir avec l'oppression nationale, pour le droit d'organisation indépendant des travailleurs, pour la

constitution des partis soviétiques, renforcera inéluctablement les illusions démocratiques elles-mêmes, dont les organisations social-démocrates seront le véhicule.

RENAISSANCE ET CRISES DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

La nouvelle période de la révolution prolétarienne, où les problèmes mêmes qu'avait soulevés la révolution d'Octobre se retrouvent posés à une échelle infiniment plus concentrée qu'en 1917, clarifie d'une certaine manière les rapports fondamentaux entre les classes. Elle voit l'engagement à fond des PC contre le mouvement d'émancipation de la classe ouvrière par elle-même, assurant ainsi une renaissance à certains partis social-démocrates. Ainsi, en a-t-il été en France après la grève générale de 1968, au Portugal en 1975, en Espagne après la mort de Franco. En Italie même, la prise en charge de l'union nationale par le PCI, le soutien à la Démocratie chrétienne sont en train d'assurer les conditions d'une renaissance probable de la social-démocratie qui déjà, d'une manière symptomatique, par exemple à l'université, a commencé à se reconstruire.

Les origines historiques des partis social-démocrates, la tradition assurent dans ces circonstances particulières, avec la marche en avant du prolétariat vers la révolution prolétarienne, leur renaissance. Cependant, là où ils renaissent, ils sont profondément dégénérés. De la même manière que c'est comme phénomène politique lié à la marche en avant de la révolution qu'a resurgi la démocratie bourgeoise parlementaire, en quelque sorte comme le prix à payer par la bourgeoisie pour ne pas tout perdre, alors que les bases matérielles de ces régimes se dérobent chaque jour un peu plus, les partis socialistes renaissent sous la forme la plus dégénérée qui soit, occupant pour un temps, à cause de facteurs politiques dont le plus important historiquement est le stalinisme, la place qu'occupait autrefois la social-démocratie tandis que les bases matérielles qui avaient assuré son développement font défaut.

La place particulière que les partis social-démocrates, partis ouvriers bourgeois parlementaires, occupent dans certains pays peut les amener, un temps, à jouer un rôle particulier comme ce fût le cas au Portugal en 1975, ou comme ce l'est aujourd'hui du Parti socialiste en France. La nature de ces partis n'en change pas pour autant. Leur appareil est bourgeois et contre-révolutionnaire ; ils demeurent des partis ouvriers bourgeois, des partis contre-révolutionnaires. Les forces sociales qui poussent par exemple Mitterrand à résister à l'opération Rocard d'intégration à une « nouvelle majorité » avec Giscard ont la même origine bourgeoise que celles qui poussent Rocard dans une opération qui signifierait, comme pour la SFIO hier, la liquidation politique du PS.

Si Mitterrand résiste, ce n'est pas que, d'une quelconque façon, il ne soit plus ce lieutenant ouvrier de la classe bourgeoise qu'a fait de lui son accession à la direction du PS. C'est que la solution que propose Rocard du point de vue du sauvetage de la société bourgeoise n'en est pas une. La V^e République, c'est certain, ne fait que se survivre, portée à bout de bras par le soutien politique des appareils, au premier rang desquels l'appareil stalinien. Le régime est miraculé. Sa mort certaine est inscrite dans tout le mouvement de la lutte des classes. Il n'y aurait aucune stabilisation de la situation à attendre de cette coopération, de cette intégration à la V^e République.

L'exemple du PSOE est là pour l'attester. S'aligner sur les institutions franquistes, non seulement lui fait perdre des plumes, mais ne règle en rien la question des rapports entre les classes, de la marche inéluctable à la révolution prolétarienne. Les forces sociales qui poussent Mitterrand à résister à l'opération Rocard que soutient le PCF sont les mêmes que Rocard lui-même : elles sont des forces bourgeois contre-révolutionnaires. C'est la marche à la liquidation certaine par les masses de la V^e République qui amène Mitterrand, au compte de la défense de l'ordre bourgeois, à préserver aujourd'hui le PS comme organisation ouvrière bourgeoise, pour demain, quand de nouveau l'éclate-

ment même de la révolution prolétarienne nécessitera des barrages contre-révolutionnaires qui ne sauraient être que le front populaire, dernier rempart de la société bourgeoise.

Ménager cette solution, telle est aujourd'hui le but de Mitterrand, et qui donne à la social-démocratie, au PS français, tandis que les stalinien se font le fer de lance de la défense de la V^e République, la possibilité d'un certain développement, d'un regroupement en son sein de militants ouvriers qui cherchent les voies du combat pour le front unique de classe pour en finir avec Giscard, la V^e République et ses institutions bonapartistes.

La nature des organisations social-démocrates ne change pas pour autant. Au feu de la révolution, les appareils bourgeois et contre-révolutionnaires qui les dominent sont obligés, seront obligés de s'engager à fond dans la contre-révolution. Au

Portugal, les social-démocrates, dans le cadre du verrou contre-révolutionnaire exercé par la bureaucratie stalinienne au plan mondial, ont été amenés, après le PCP, à prendre en charge la première ligne de combat contre les masses, ce qui entraîne une crise profonde de la social-démocratie. En Espagne, le ralliement après quelques résistances du PSOE, à la défense des institutions franquistes de Juan Carlos, aboutit à une crise profonde de ce parti, à des éclatements. Déchirements et crises sont à l'ordre du jour de ces partis social-démocrates. Mais cela ne veut pas dire que, par eux-mêmes, ils disparaîtront. Ils peuvent renaître, tant que le prolétariat, par l'intermédiaire du parti mondial de la révolution, par l'intermédiaire de la IV^e Internationale reconstruite, n'aura pas enterré lui-même le vieux cadavre puant dont parlait Rosa Luxemburg.

César Corte,
1^{er} mars 1979.

L'EXPANSION

L'EXPANSION



à propos des analyses et des propositions économiques du PCF

2^e partie :

du « capitalisme monopoliste d'Etat » à la question des nationalisations

par Michel DAUBERNY

« L'indépendance nationale est gravement mise en cause aussi bien comme conséquence des différents abandons qui marquent les politiques sectorielles, qu'en raison de l'instabilité financière, des attaques menées contre la monnaie nationale, de l'endettement du pays vis-à-vis de l'étranger. Pendant une décennie, les monopoles basés en France ont pu donner l'illusion que leurs intérêts coïncidaient avec l'idée que pouvait se faire le pouvoir politique, le général de Gaulle, de la puissance de la France, l'accumulation se faisant essentiellement à l'intérieur. Cependant, le caractère international du monopolisme se développant, celui-ci ne pouvait rester circonscrit à l'Hexagone. Dès lors, la présence du général de Gaulle à la tête de l'Etat devenait elle-même un obstacle pour le grand capital. Son départ en 1969 coïncide avec la plupart des inflexions que nous avons notées dans les moyens de financement public et la conduite des grands programmes. »

Cette grandiose citation est extraite de l'ouvrage d'Anicet Le Pors « Les Béquilles du capital » (page 172). Anicet Le Pors, cet économiste distingué du PCF, a l'art de maquiller la période gaulliste en une époque de « grandeur » suivie d'une espèce de liquidation « traître » de la part des successeurs du général de Gaulle, et cela en « oubliant » la grève générale de 1968.

Georges Marchais, lors du Forum de l'Expansion du 21 avril 1977, s'adresse aux patrons : « Les nationalisations que nous proposons représentent 1 % des entreprises, 15 % de la population active. Il vous restera 85 %... » (Ph. Sigma).

Première inexactitude, c'est en fonction du rapport de forces entre les classes exprimé au moment du référendum d'avril 1969 que de Gaulle a dû se démettre. Deuxième inexactitude, il suffit de se reporter à « La Fresque du système productif français », déjà citée dans notre première partie (1) — et que Le Pors aurait mauvaise grâce à contester, puisqu'un des économistes du PCF y a contribué —, pour constater que les capitaux français destinés à

(1) La première partie de cette contribution qui a été adressée à *La Vérité* par le camarade Michel Dauberny a été publiée dans notre numéro 584.

**FLUX DE CAPITAUX (INVESTISSEMENTS DIRECTS + PRETS)
NETS DES DESINVESTISSEMENTS ENTRE LA FRANCE ET L'ETRANGER**
(en millions de francs)

	Investissements nets Français à l'étranger [1]	Investissements nets Étrangers en France [2]	Solde 3 = 2 - 1
1962.....	607	1 811	1 204
1963.....	651	1 622	971
1964.....	1 127	2 302	1 175
1965.....	1 451	2 073	622
1966.....	1 303	1 584	281
1967.....	1 904	2 215	311
1968.....	1 544	861	— 683
1969.....	1 014	2 591	1 577
1970.....	2 033	6 187	1 154
Total 1962-1970.....	11 634	21 246	9 612

Source : Ministère de l'économie et des finances, Service de l'information, note de synthèse • Direction du Trésor • 4/72/2.

Source INSEE : La Fresque du système productif français

l'investissement à l'étranger n'ont pas attendu 1969 pour s'expatrier.

Nos lecteurs trouveront ci-dessus le tableau qui témoigne de cela, extrait du chapitre 8.

Ce qui est exact, ou partiellement exact, c'est ce que Le Pors nomme des « inflexions » :

— l'aide de l'Etat par le budget qui décroît après 1969, puis recommence à croître à partir de 1974 ;

— la diminution de la part de l'aide publique allant au secteur public ;

— une accélération des concentrations industrielles et financières.

La concentration massive au cours de la période 1966-1972 n'est pas autre chose que la manifestation des premiers résultats de la politique de De Gaulle, et plus précisément des objectifs du V^e Plan, auxquels s'ajoutent déjà les éléments annonciateurs d'une crise qui va ébranler tout le marché mondial. Les concentrations, fusions, prises de participations qui se multiplient à la fin des années 1960 et qui mettent aux prises des capitaux français et étrangers traduisent l'une des lois de la critique de l'économie mises à nu par Marx : les crises ne sont pas le produit de la concurrence, mais au

contraire le stimulant de cette concurrence.

Maintenant, il est incontestable que depuis 1968-1969 l'aide de l'Etat s'accroît et plus spécialement au profit des entreprises pouvant jouer un rôle sur le marché mondial. Dans ces conditions, le secteur public, qui demeure stable, voit sa part relative diminuer. Mais il faut bien aussi rappeler que le secteur public n'est souvent que le trempin du secteur privé. Ainsi, nombre de « performances » de certaines entreprises publiques à l'extérieur comme la SNCF ou la RATP (vente des métros de Mexico et de Téhéran) servent à exporter du matériel fabriqué par des trusts privés comme Alstom ou CGE, et souvent à aggraver les difficultés financières des firmes nationalisées. Nous y reviendrons. Cependant, et c'est l'explication à ces premières réductions de l'aide de l'Etat au secteur public par rapport à l'aide au secteur privé, il est incontestable que les objectifs du capital financier français, tels qu'on pouvait par exemple les trouver transcrits dans le rapport Nora de 1967, étaient de rentabiliser le secteur public, autrement dit de liquider tout ce qui n'était plus adapté aux impératifs dudit capital.

Il est aussi évident que la liquidation des acquis du mouvement ouvrier français passe par la capacité ou non pour l'Etat bourgeois d'opérer d'abord dans le secteur public. C'est la dimension de la crise menaçante qui impose une intervention publique accrue et qui ne peut être que génératrice d'inflation, à moins que les dépenses publiques ne soient intégralement prises en charge par les travailleurs. Mais cela suppose des modifications profondes dans les rapports entre les classes qui, facilitant les besoins de restructuration du capital, atténueraient par là même l'intervention de l'Etat...

LOI DE LA VALEUR ET RAPPORTS SOCIAUX

Le Pors parle de crise du système, mais de manière très vague. Or, comment ne pas situer ce tournant de 1968-1969 dans l'économie mondiale et française en relation avec les événements politiques à l'échelle internationale qui marquent cette époque, ouvrant la période de l'imminence de la révolution.

L'inverse est tout autant remarquable d'ailleurs. En 1968, un nœud dialectique marque le processus historique. Les luttes de classes à partir de cette période, mais annoncées dès avant, se déroulaient dans un rapport entre les classes à l'échelle mondiale évoluant en faveur du prolétariat.

Nous avons noté, à partir d'une étude de l'INSEE, que le partage global de la valeur ajoutée s'effectuait en France à partir de 1969 à l'avantage des salaires et que, après une flambée en 1969, l'accumulation se ralentissait. A propos de cette flambée, l'INSEE précisait :

« En France, les phases où le taux d'accumulation augmente le plus rapidement (1954-1958, 1960-1963, 1968-1969) correspondent toujours à une forte poussée du niveau général des prix (prix de la production intérieure brute, alors qu'il n'en va pas de même pour le prix relatif de la formation brute de capital fixe, c'est-à-

dire l'investissement, par rapport au prix de la PIB). »

Les prix des biens d'équipement ont été longtemps inférieurs aux prix des produits finis sur le marché, en particulier les produits classés comme biens de consommation. C'est encore une confirmation des différences entre les biens de production et les biens de consommation dans la phase d'accumulation. Mais n'oublions pas aussi quel rôle jouent les entreprises publiques dans ce secteur de l'équipement (voir tableau ci-dessous).

La mystification de la relance économique par la consommation tourne court pour ceux qui veulent sérieusement étudier l'économie capitaliste en crise. Les hausses de salaires accordées en mai 1968 ont été suivies par des hausses de prix et une reprise éphémère de l'accumulation, résultats d'un recours massif au crédit (création monétaire), qui aura d'ailleurs en 1969 un autre résultat sanctionnant la dépréciation monétaire et la hausse des prix, la dévaluation du franc.

Source INSEE : *La Fresque du système productif français*

Évolution des prix en onze branches (1952-1972)

	1972, sur la base 1952 = 100	1952-1972 croissance annuelle moyenne (en %)
1. Agriculture.....	208	3,7
2. Industries agricoles et alimentaires.....	202	3,6
3. Énergie.....	183	3,1
4. Industries intermédiaires....	161	2,4
5. Industries d'équipement....	175	2,8
6. Industries de consommation.	222	4,1
7. Service du logement.....	694	10,2
8. Transports et télécommunications.....	231	4,3
9. Bâtiments et travaux publics.....	275	5,2
10. Services.....	362	6,65
11. Commerces *.....	202	3,6
Ensemble de l'économie.	227	4,2

le « capitalisme monopoliste d'Etat »

La crise actuelle serait, selon Le Pors et d'autres, la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, « phase qui succède à celle du monopolisme simple à l'intérieur du stade du capitalisme monopoliste ». Nous serions donc simplement dans un « sous-stade suprême » en crise, derrière lequel se profile encore, n'en doutons pas, un autre sous-stade tout neuf. « Les communistes ont l'histoire devant eux », disait Marchais récemment. Mais laissons Le Pors nous donner une définition plus complète de ce fameux capitalisme monopoliste d'Etat.

« Capitalisme, monopoliste, d'Etat : cela signifie simplement que le mode de production est toujours le capitalisme, que le dépassement des contradictions rencontrées par le capitalisme de concurrence (développement inégal des activités, nécessité d'activités socialisées : infrastructures et banques, protectionnisme) a conduit à la constitution de monopoles, et qu'à nouveau la recherche des solutions dans le système et l'aggravation des contradictions (c'est le stade du capitalisme « pourrissant », selon Lénine) entraînent la nécessité d'une intervention massive de l'Etat dans tous les domaines. » (*Op. cit.*, p. 147).

Il s'agit donc de « dépasser » les contradictions du stade des monopoles, comme auraient été dépassées les contradictions « rencontrées » par le capitalisme de concurrence, celui d'avant les monopoles !... Certes, on peut toujours nous rétorquer que si Lénine n'a pas dit toutes ces savantes choses, c'est parce qu'il est mort trop tôt. Mais aurait-il renié ce qu'il avait eu le temps d'écrire de son vivant ? Pour lui, le capitalisme de concurrence n'a pas « rencontré » de contradictions.

« L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du

capitalisme en général. » (...) « La libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. » (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ; *Œuvres complètes*, tome 22, p. 286).

On comprend l'astuce de Le Pors, qui commence par proclamer bien fort que « le mode de production est toujours le capitalisme », mais qui présente par la suite le stade des monopoles (donc l'impérialisme que Lénine définissait comme « le stade monopoliste du capitalisme ») comme une solution à des contradictions rencontrées, ouvrant sur de futures solutions face à de futures contradictions aggravées : alors, c'est au tour du capitalisme monopoliste d'Etat, lequel va entrer en crise par suite d'une mauvaise « rencontre », ce qui ouvre la voie à une nouvelle solution, par exemple la « démocratie avancée » ou une autre invention du même genre. Apporter de bonnes réponses à un faux problème, voilà comment apporter de fausses réponses à un vrai problème !

Mais comment ? Admironons :

« Le caractère spécifique, c'est donc l'intervention publique quantitativement et qualitativement différente par rapport aux stades antérieurs. C'est l'existence d'un secteur public important, généralement dans des secteurs de base (énergie, transports, télécommunications, etc.). Le développement et le fonctionnement des entreprises publiques constituent une négation de la logique du mode de production capitaliste : ces entreprises poursuivent d'autres buts que le profit (productivité technique, politique régionale, recherche, emploi, etc.), leurs règles de gestion tendent par là à se différencier de celles des entreprises privées, elles participent à la socialisation du système

économique en développant, par exemple, la part de la demande publique dans la demande totale. »

Décidément, le stalinisme révolutionne tout. Après avoir créé une nouvelle biologie grâce au charlatan Lyssenko, après que Staline eût découvert l'existence de deux marchés mondiaux (!...), voilà que les « économistes » du PCF, Boccara et Le Pors en tête, découvrent un secteur échappant à la logique du capitalisme, dans le capitalisme. Heureux travailleurs de Renault, de l'EDF, de la SNCF... Heureux exploités selon une logique non capitaliste, donc pas exploités !

« Les entreprises poursuivent d'autres buts que le profit (productivité technique, politique régionale, recherche, emploi) », nous dit froidement Le Pors, qui ajoute pourtant quelques pages après :

« L'Etat lui-même a réduit son financement ; on a pu calculer que les aides budgétaires de l'Etat aux entreprises publiques étaient en valeur réelle inférieures en 1973 de 8,5 % à ce qu'elles étaient en 1968. Manquant de ressources propres, certaines entreprises se sont lourdement endettées et ont dû freiner la croissance de leurs investissements productifs à partir de 1969. Elles ont simultanément recherché des ressources de financement à l'étranger, renforcé la pression sur les salaires et intensifié le travail. » (*Op. cit.*, p. 164).

En vertu d'une logique étrangère à celle du profit, sans doute...

Cette constatation de Le Pors est en complète contradiction avec la définition qu'il nous a donnée du secteur public. Elle est doublement intéressante car elle nous apprend d'abord que ce secteur a besoin de l'aide de l'Etat, pour compenser le profit escamoté, sans doute. Ensuite, elle nous montre que la logique du profit ne doit quand même pas être étrangère au renforcement « de la pression sur les salaires et à l'intensification du travail ».

Revenons maintenant à l'explication théorique :

« L'Etat met en œuvre un capital dont, de façon permanente, il n'exige

pas un taux de rentabilité moyen ni un taux égal au taux de rentabilité normatif qu'il affiche lui-même dans le cadre du plan (7 % pour le V^e Plan, 10 % pour le VI^e à francs constants), ni a fortiori égal à la rentabilité des capitaux les plus puissants. On peut donc parler à cet égard de dépréciation ou de dévalorisation. »

A cette dévalorisation, Le Pors ajoute celle résultant du financement public (crédits, subventions, aides...).

Nous savons que le procès du capital est un procès de valorisation-dévalorisation (« Fondements de l'économie politique », tome 1, p. 380), et qu'en particulier les crises sont un moment où la dévalorisation du capital favorise la reprise de la valorisation (accumulation).

La thèse de Boccara-Le Pors se résume ainsi : face à la suraccumulation (excès de capital), le secteur public développe une dévalorisation, puisque ne recherchant pas le profit. Quant à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, elle provient de ce que le secteur public n'est pas suffisamment alimenté en capitaux publics, à l'inverse du secteur privé. Tout cela uniquement à cause de la partialité de l'Etat vis-à-vis des monopoles, une simple affaire de favoritisme. L'aide au secteur privé, à son accumulation, permet de favoriser les monopoles au détriment des secteurs non monopolistes, ce qui accélère les mouvements de concentration, forme de dévalorisation. L'aide au secteur privé permet de différencier les taux de profit des secteurs monopolistes par rapport aux autres secteurs.

En un mot, disons que l'intervention publique par son secteur nationalisé ou par son financement provoquerait une dévalorisation du capital, favorisant la poursuite de son accumulation. Il n'y a donc aucune fatalité à la crise si l'Etat fait bien son travail. Nous avons vu que l'intervention de l'Etat avait pour objectif d'entretenir le rythme d'accumulation du capital à partir des secteurs les plus entraînants, mais que, si l'intervention de l'Etat opérait un transfert de plus-value entre différents secteurs du point de vue du capital en général, elle accumulait aussi tous les éléments d'une crise différée.

Dire que les capitaux publics se dévaloriseraient parce que leur logique n'est pas celle du profit est une absurdité. Lorsque le secteur public vend ses produits ou ses services à un prix ne permettant pas la reconstitution du capital constant et variable utilisé et acheté aux prix en vigueur sur le marché, il doit, pour poursuivre son activité, se tourner vers l'Etat. Lorsque le secteur public achète des équipements à des entreprises du secteur privé à des prix systématiquement surévalués (selon la pratique de la surfacturation) et vend ses produits ou ses services à des prix ne lui permettant pas de reconstituer son capital sans même parler de l'élargir, il se retourne vers l'Etat pour combler son déficit. En supposant même un profit ridiculement faible, l'aide de l'Etat sera toujours nécessaire pour faire face à l'inflation et aux dépenses d'investissement indispensables pour adapter le secteur public aux besoins du capital en général. Le Pors s'émerveille, chiffres à l'appui, de cette dévalorisation :

« En résumé la part du capital des entreprises publiques dans l'ensemble des entreprises est de l'ordre de 23 %, tandis que la part de leurs profits n'est que de 13 % et ce en longue période. On peut donc admettre comme ordre de grandeur de la dévalorisation 10 % de l'épargne brute totale des entreprises, ce qui pourrait représenter 20 milliards de francs en 1972. » (Les Béquilles du capital, p. 26).

Puisque l'analyse est faite en longue période, les pourcentages devraient être identiques en fonction du principe d'égalisation des taux de profit en taux de profit moyen.

Il est cependant effectif qu'à l'époque de l'impérialisme la concurrence faussée ne permet plus la libre application de ce principe ; en réalité, plusieurs taux de profit existent selon le degré de monopole des sphères de production.

L'écart constaté par Le Pors n'est rien d'autre qu'un transfert de plus-value résultant de la falsification du prix de production qui, rappelons-le, se détermine comme la somme du coût de production et du profit moyen appliqué au coût de production.

La falsification peut d'ailleurs apparaître au niveau du coût de production. Répétons-le : l'intervention de l'Etat par subvention ou crédit, ou par son secteur nationalisé, est destinée à soutenir le taux d'accumulation des secteurs entraînants. Mais le transfert de plus-value opéré a des répercussions du point de vue de l'ensemble du capital social : l'aide de l'Etat implique

— ou un accroissement de la pression fiscale dont nous avons déjà vu les conséquences sur les secteurs des biens de consommation ou sur les secteurs non subventionnés ;

— ou un déficit budgétaire ;

— ou un recours massif au crédit impliquant l'un comme l'autre à terme l'inflation généralisée.

Dans ces conditions, la « solution » des économistes du PCF à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat (accroître le secteur public, augmenter les nationalisations) ne résoudrait rien, bien au contraire.

DEFENDRE L'ETAT BOURGEOIS CONTRE LA MONTEE DE LA REVOLUTION

La « thèse » du capitalisme monopoliste d'Etat ne se limite cependant pas à cette découverte de la logique non capitaliste du secteur public et de sa miraculeuse propriété de dévalorisation permanente ; elle est aussi une « théorie » de l'Etat, véritable falsification du marxisme en la matière.

Et là, nous touchons du doigt la vraie fonction du capitalisme monopoliste d'Etat : un brouillard théorique destiné à couvrir une pratique permanente de défense de l'Etat bourgeois, donc en France des institutions de la V^e République, l'Etat étant devenu un instrument neutre au-dessus des classes. Cette conception totalement étrangère au marxisme est naturellement au centre de la « théorie » du capitalisme monopoliste d'Etat :

« Notre étude a montré, en dépit de son champ limité, que l'acception du financement public devait être très

large et s'étendre finalement à l'ensemble des incidences financières de l'action de l'Etat dans le système. Celle-ci est à la fois spécifique et globale.

Spécifique, car l'Etat est chargé de fonctions que personne ne peut assumer à sa place. La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat considère que l'Etat exprime avant tout les intérêts communs de la fraction dominante de la bourgeoisie et assure son hégémonie politique sans se confondre pour autant avec le capital monopoliste. Il n'y a pas fusion mais « entrelacement », selon l'expression de Lénine, ou imbrication respectant la nature propre, économique et politique, de l'intervention publique.

Globale, car, si le rôle déterminant appartient aux monopoles, le pouvoir d'Etat est plus que jamais indispensable, notamment pour traduire en institutions le pouvoir de la classe dominante, organiser socialement l'exploitation, l'étendre et l'intensifier, réaliser les prélèvements collectifs de l'impôt et de l'épargne et assurer leur transformation en financement public, assurer dans les conditions monopolistes l'essor scientifique, mener l'action idéologique indispensable à la pérennité du pouvoir politique. » (*Op. cit.*, p. 150).

L'Etat aurait donc une fonction spécifique et globale que les « monopoles » utiliseraient pour leurs basses fins, « une fonction que personne ne peut assumer à sa place ». Ainsi, non seulement l'Etat est neutre, ce qui lui permet tous les « entrelacements » imaginables, mais en plus et surtout il est une donnée quasi exogène au système de production assumant une fonction en dehors des classes.

L'Etat est l'Etat bourgeois, que le capital financier développe de manière monstrueuse. Ramener l'Etat à un corps neutre, utilisé par les seuls monopoles, eux-mêmes détachés de l'histoire du marché mondial, a pour but de masquer la nature de l'Etat bourgeois, « détachement d'hommes armés », appareil administratif et judiciaire façonné aux besoins de la bourgeoisie à chaque stade de son évolution.

L'Etat-UDR (RPR), la société du 10 décembre gaulliste, s'est constitué après la prise du pouvoir, donc des rênes de l'Etat, par de Gaulle en 1958 avec une fonction bien définie : renforcer le pouvoir de la bourgeoisie dans son combat de classe contre le prolétariat. Des hommes liant leurs intérêts à l'opération bonapartiste intégraient la machine d'Etat (gouvernement, ministères, préfectures, entreprises publiques, armée, justice, police...), mais c'est dans tous les secteurs de la société que l'UDR se taillait une place. A l'exception de la classe ouvrière. Et c'est justement là que l'échec de De Gaulle est éclatant. Son incapacité à intégrer les organisations syndicales à l'Etat, à en faire des rouages disponibles dans un premier temps pour le parti du bonaparte, obligeait par la suite une fraction de la bourgeoisie à tenter d'introduire une dose de parlementarisme au sein de la V^e République, à partir de 1968-1969. Depuis lors, mouvement du prolétariat, crise politique, crise économique se combinent de manière éclatante.

C'est de là qu'il faut partir pour comprendre ces fameuses « inflexions » dont parle Le Pors dans la politique de financement public. L'échec de De Gaulle, c'était aussi l'échec d'une politique visant à restructurer l'appareil productif en combinaison avec l'intégration des syndicats. Emettre la classe ouvrière pour assurer un taux d'exploitation dominant au capital français la possibilité d'opérer avec un appareil de production modernisé dans les meilleures conditions, afin de protéger sa place dans la division internationale du travail. La politique dite d'indépendance recouvrait une opération dont la condition première de réussite était la mise en place de relations entre les classes en défaveur du prolétariat. Après l'échec de De Gaulle, le capital financier français doit rentrer dans le rang ; ce qui ne signifie nullement la fin des luttes concurrentielles avec les autres impérialistes, ni encore moins un recul dans sa volonté d'affrontement avec la classe ouvrière.

Lorsque Le Pors présente de Gaulle trahi par les monopoles dont le développement international s'effectuerait indépendamment du développement des économies nationales (même s'il y

a une contradiction entre ces deux aspects de ce même mouvement), la défense de De Gaulle n'a pas d'autre sens que l'acharnement du PCF à défendre la V^e République, à camoufler sa crise en la conséquence des nouvelles options du capitalisme monopoliste international, à présenter la politique suivie depuis 1969 comme un abandon de l'« indépendance nationale » et des « plans nationaux » dont nous avons donné ci-dessus la signification.

LENINE TRUQUÉ ET FALSIFIÉ

Si les propositions du PCF donnent volontiers dans le « rétro » (retour à l'économie de marché classique, à la libre concurrence, à l'autarcie), c'est pour pouvoir présenter le présent comme une déformation perverse du passé ; mais donc une déformation « non fatale », qui peut être corrigée sans bouleverser les rapports sociaux. La défense jusqu'au-boutiste de la V^e République sous de Gaulle, présentée comme progressiste par rapport à sa version giscardienne, traduit le choix du PCF d'un Etat bourgeois fort, ce qui, du point de vue de la coexistence pacifique, est évidemment mieux qu'un Etat bourgeois en décomposition.

C'est aussi une manière de justifier le rapprochement avec les gaullistes « qui-ont-toujours-été-du-même-côté-que-les-communistes-quand-il-s'-agissait-des-intérêts-supérieurs-de-la-patrie ». C'est surtout une manière de ne pas remettre en cause les institutions.

La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat a fait son apparition en France dans le milieu des années 1960.

C'est Boccarda qui se chargea d'en donner la formulation la plus achevée dans ses nombreux ouvrages, et surtout dans le « Traité marxiste d'économie politique : le capitalisme monopoliste d'Etat », publié par le PCF en 1971, un an donc avant la signature du « Programme commun de gouvernement de la gauche ». Mais Le Pors nous apprend qu'une des premières formulations du capitalisme monopoliste d'Etat avait été donnée en 1960

dans une « déclaration des 81 partis ouvriers ». Le Parti communiste d'Union soviétique avait donné le coup d'envoi « théorique » d'une politique que d'aucuns nommeront par la suite « euro-communiste » en feignant de croire qu'elle traduit une évolution à gauche des PC par rapport au Parti communiste d'Union soviétique. Il est d'ailleurs plaisant de voir comment Le Pors juge timoré ce coup d'envoi. En 1960, les exigences de ce que serait la défense des Etats bourgeois dans la période de l'imminence de la révolution ne se mesuraient encore qu'imparfaitement du côté de l'appareil international du Kremlin.

« Les contradictions de l'impérialisme ont accéléré la transformation du capitalisme de monopole en capitalisme monopoliste d'Etat. En renforçant le pouvoir des monopoles sur la vie nationale, le capitalisme monopoliste d'Etat réunit la puissance des monopoles et celle de l'Etat en un mécanisme unique destiné à sauver le régime capitaliste, à augmenter au maximum les profits de la bourgeoisie impérialiste par l'exploitation de la classe ouvrière et le pillage de larges couches de la population. »

Cette formulation réduit sans doute à l'excès les relations Etat-capital à une mécanique, ce qui est gênant tant sont imbriqués les aspects économiques, sociaux, politiques, idéologiques de la phase examinée. »

Le capitalisme monopoliste d'Etat allait désormais, en fonction des besoins des PC, fournir un champ d'« élaboration » inépuisable.

Mais la quantité ne sert qu'à masquer la pauvreté de la qualité de l'argumentation, qui se réduit à une falsification du rôle de l'Etat et, dans la version PCF, à une falsification de la loi de la valeur, cette double falsification conduisant à l'idée essentielle : l'Etat peut résoudre la crise du système capitaliste s'il dispose d'un secteur nationalisé adapté à l'ampleur de la crise à combattre. L'objectif présenté devient alors une majorité parlementaire, à 50, 60 % ou plus, favorable au seuil minimum de nationalisations, car sinon les moyens d'une politique anti-crise sont insuffisants et il est inutile d'être au gouvernement

dans ces conditions. Ainsi, le capitalisme monopoliste d'Etat apporte-t-il une caution « théorique » à la politique du PCF.

Le terme de capitalisme monopoliste d'Etat a été emprunté à Lénine pour le vider de son contenu. Dans un texte souvent cité — mais partiellement — par les « théoriciens » du PCF, « La Catastrophe imminente et les Moyens de la conjurer », Lénine écrivait :

« Tout le monde parle de l'impérialisme. Mais l'impérialisme n'est autre chose que le capitalisme monopoliste.

Que le capitalisme, en Russie également, soit devenu monopoliste, voilà ce qu'attestent assez le « Prodougol », le « Prodamet », le syndicat du sucre, etc. Ce même syndicat du sucre nous fournit un exemple saisissant de la transformation du capitalisme monopoliste en un capitalisme monopoliste d'Etat.

Or, qu'est-ce que l'Etat ? C'est l'organisation de la classe dominante ; en Allemagne, par exemple, celle des hobereaux et des capitalistes. Aussi, ce que les Plékhanov allemands (Scheidemann, Lansch et autres) appellent le « socialisme de guerre » n'est-il en réalité que le capitalisme monopoliste d'Etat du temps de guerre où, pour être plus clair et plus simple, un bagne militaire pour les ouvriers en même temps que la protection militaire des profits capitalistes.

Eh bien, essayez un peu de substituer à l'Etat des capitalistes et des hobereaux, à l'Etat des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, l'Etat *démocratique révolutionnaire*, c'est-à-dire un Etat qui détruit révolutionnairement *tous* les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement le démocratie le plus complet. Et vous verrez que, dans un Etat véritablement démocratique et révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'Etat signifie inévitablement, infailliblement, un pas ou des pas en avant vers le socialisme !

Car, si une grande entreprise capitaliste devient monopole, c'est qu'elle dessert le peuple entier. Si elle

est devenue monopole d'Etat, c'est que l'Etat (c'est-à-dire l'organisation armée de la population et, en premier lieu, des ouvriers et des paysans, si l'on est en régime démocratique *révolutionnaire*) dirige toute l'entreprise. Dans l'intérêt de qui ?

Ou bien dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ; et nous avons alors un Etat non pas démocratique révolutionnaire, mais bureaucratique réactionnaire, une république impérialiste.

Ou bien dans l'intérêt de la démocratie révolutionnaire ; et alors *c'est ni plus ni moins un pas vers le socialisme*.

Car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat. Ou encore : le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'Etat *mis au service du peuple entier* et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste. » (Œuvres complètes, tome 25. p. 388).

Ce qui est toujours absent dans l'œuvre des staliniens, c'est la précision que Lénine apporte sur la question du pouvoir. Plusieurs fois, il revient sur cet aspect fondamental pour comprendre ses analyses : quelle classe détient le pouvoir :

« Le capitalisme d'Etat, dans toute la littérature économique, c'est celui qui existe en régime capitaliste, quand le pouvoir d'Etat se soumet directement telles ou telles entreprises capitalistes. Or, notre Etat est prolétarien ; il prend appui sur le prolétariat, auquel il donne tous les privilèges politiques ; par l'intermédiaire du prolétariat, il attire à soi les couches profondes de la paysannerie (vous vous souvenez que nous avons commencé ce travail en instituant des comités de paysans pauvres). Voilà pourquoi le terme de capitalisme d'Etat désoriente bien des gens. Pour éviter cela, il ne faut pas oublier cette vérité majeure, à savoir qu'aucune théorie, aucun ouvrage ne traite la question du capitalisme d'Etat tel qu'il existe chez nous, pour la simple raison que les notions habituelles rattachées à ces termes ont trait au pouvoir de la bourgeoisie en société capitaliste. Tandis que notre société à

nous est sortie des rails capitalistes ; elle ne s'est pas encore engagée sur une voie nouvelle, mais ce n'est plus la bourgeoisie qui gouverne l'Etat, c'est le prolétariat. Nous ne voulons pas comprendre que, lorsque nous disons « Etat », cet Etat, c'est nous, c'est le prolétariat, c'est l'avant-garde de la classe ouvrière. Le capitalisme d'Etat est un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes, ce capitalisme d'Etat est rattaché à l'Etat, mais l'Etat, ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous. » (Œuvres complètes, tome 33, p. 282. Rapport au XI^e Congrès du PC, cité dans Lénine et l'économie, éditions 10/18, p. 472).

LA DICTATURE DU PROLETARIAT ? UN « ARCHEOMARXISME » DEPASSE

Dans le « Traité marxiste d'économie politique », la manipulation, le trucage, la falsification servent de conclusion à ce monument antimarxiste. Evoquant un « régime nouveau de démocratie » (le gouvernement d'Union de la gauche), les auteurs écrivent :

« Pour autant, le passage du capitalisme monopoliste d'Etat au socialisme ne sera pas encore réalisé, mais, de moyen d'exploitation des travailleurs et de pillage de la Nation pour le compte du grand capital monopoliste, les principales formes du capitalisme monopoliste d'Etat seront transformées en moyen d'action anti-monopoliste pour la démocratie et le socialisme. Pour cela, encore faudrait-il que l'Etat soit au service de la classe ouvrière et des forces démocratiques et que les secteurs clés de l'économie passent sous le contrôle de la Nation. » (p. 432).

La caution de Lénine suit :

« Tout en soulignant l'aspect répressif essentiel de l'Etat « qui doit être brisé », Lénine faisait déjà remarquer, en octobre 1917, que

« l'Etat comporte... un appareil très intimement lié aux banques et aux cartels, un appareil qui accomplit un vaste travail de statistiques et d'enregistrement... Cet appareil ne peut ni ne doit être brisé. Il faut l'arracher à sa soumission aux capitalistes. Il faut l'élargir, l'étendre à tous les domaines, à toute la Nation. Et l'on peut faire cela, si l'on s'appuie sur les conquêtes déjà réalisées par le grand capitalisme. »

Hypocrites staliniens qui, rappelant comme une formule tombée en désuétude « l'Etat qui doit être brisé », censurent la citation véritable qui suit :

« Outre l'appareil « oppresseur » par excellence que représentent l'armée permanente, la police, les fonctionnaires, il existe dans l'Etat contemporain un appareil très intimement lié aux banques et aux cartels, un appareil qui accomplit un vaste travail de statistique et d'enregistrement, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Cet appareil ne peut ni ne doit être brisé. Il faut l'arracher à sa soumission aux capitalistes, il faut le couper, le trancher, le scinder des capitalistes et de tous leurs moyens d'action, il faut le soumettre aux soviets prolétariens, il faut l'élargir, l'étendre à tous les domaines, à toute la nation. Et l'on peut faire cela, si l'on s'appuie sur les conquêtes déjà réalisées par le grand capitalisme (car c'est seulement en s'appuyant sur ces conquêtes que la révolution prolétarienne en général sera capable d'atteindre son but). » (Œuvres, tome 26, p. 100, et Lénine et l'économie, p. 343).

De ce texte qui date d'octobre 1917, intitulé « Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? », disparaît : « Il faut le soumettre aux soviets prolétariens ». Or c'est justement à partir des soviets prolétariens que s'édifie la dictature du prolétariat et la destruction de la vieille machine d'Etat. Simple détail, évidemment.

Même les dimanches et les jours de fêtes, il n'est plus question de « l'Etat qui doit être brisé ». La dictature du prolétariat, cet « archéomarxisme », ayant été abandonnée, le bon choix, aujourd'hui, c'est la « démocratisation de l'appareil d'Etat ».

« Les Béquilles du capital »

Dans « Changer l'économie », Le Pors présente les nationalisations et la « démocratisation de l'économie » comme les deux réformes « profondes, inséparables pour changer l'économie ».

Quelle signification pouvait bien avoir cette insistance sur les nationalisations et la démocratisation de l'économie indépendamment du prétexte à la rupture avec le PS, car on sait que si les nationalisations n'avaient pas fait l'affaire autre chose aurait été trouvé ?

Nous avons déjà vu combien le secteur public est un instrument pour l'Etat bourgeois, pour le capital financier. Et lorsque Lénine parlait du capitalisme d'Etat en Allemagne au cours de la Première Guerre mondiale, il y voyait la forme d'organisation, de « planification », la plus élevée qu'une économie capitaliste nationale pouvait atteindre pour la défense du capital national en guerre. Keynes aussi s'était souvenu du « socialisme de guerre » avant de développer sa théorie centrée sur le rôle de l'Etat dans la préservation de l'équilibre économique global.

L'Union de la gauche-front populaire, quelle que soit sa forme, représente une opération préventive ; le programme du PCF, tout comme le défunt « Programme commun de gouvernement de la gauche », est effectivement centré sur les nationalisations et la démocratisation de l'économie.

A PROPOS DES NATIONALISATIONS

La question des nationalisations ne se traite pas en dehors du temps et de l'espace, sinon la discussion devient purement idéologique. Comme on pourra le voir pages 122 et 123, dans « La Catastrophe imminente et les Moyens de la conjurer », Lénine avance le mot d'ordre des nationalisa-

tions à propos des banques et de l'industrie du pétrole, par exemple, et dans le programme de la IV^e Internationale, Trotsky s'explique sur le mot d'ordre de nationalisation sans indemnités ni rachat.

Pour Lénine et pour Trotsky, le mot d'ordre des nationalisations n'est pas avancé comme une solution « économique ». C'est un mot d'ordre de mobilisation des masses autour d'une revendication qui n'acquiert son contenu d'expropriation qu'en relation avec ce mouvement des masses posant la question du pouvoir.

La concentration des industries des secteurs de base (énergie, mines, transports, sidérurgie) est une nécessité pour le capitalisme en crise. Dans les pays arriérés soumis à l'impérialisme, la nationalisation des principales sources de richesses (mines, pétrole, produits agricoles) ou des organismes distributeurs de ces richesses représente une forme de centralisation par l'Etat des miettes que l'impérialisme lui abandonne, pour les répartir ensuite vers les différentes couches parasitaires. Ainsi, en Côte-d'Ivoire, peu suspecte de sympathies pour le socialisme, l'institution la plus riche du pays, la Caisse de stabilisation du café et du cacao, est une société d'Etat qui draine les bénéfices des ventes de ces deux produits sur le marché mondial, au profit entre autres de la classe des gros planteurs locaux, parmi lesquels se retrouvent les principales personnalités de l'appareil d'Etat.

A propos des nationalisations du secteur bancaire à la Libération, par l'Etat que de Gaulle et Thorez reconstruisaient, Le Pors vend la mèche :

« Entre partenaires du *Programme commun de gouvernement de la gauche*, la nationalisation d'ensemble du secteur bancaire n'a jamais fait grand problème (sauf en ce qui concerne les modalités) ; cela résulte d'abord de l'expérience de sa nationalisation

partielle à la Libération, qui a montré que le capital monopoliste se reconstruisait aisément dans le secteur financier demeuré privé et ne tardait pas à s'assujettir le secteur financier public. »

Mais Le Pors veut ignorer que l'impérialisme est l'époque du capital financier, fusion du capital industriel avec le capital bancaire :

« C'est une nationalisation importante, indispensable, que celle du secteur bancaire et financier. Il n'en reste pas moins qu'elle ne saurait être décisive, car ce n'est pas en son sein qu'est créée la valeur, mais pour l'essentiel dans l'industrie, et c'est surtout dans l'industrie, cœur de l'exploitation de l'accumulation du financement étatique, que doivent

être répercutées les conséquences de l'analyse du capitalisme monopoliste d'Etat et de sa crise. »

Ainsi, le groupe financier Paribas aurait été nationalisé, puis ensuite les entreprises sidérurgiques Vallourec et Usinor contrôlées à 60 et 64 % par Paribas.

Dans ces conditions, on peut se demander combien de fois les actionnaires de Paribas auraient-ils été indemnisés. La concentration du capital fait qu'aujourd'hui le capital financier est la forme dominante du capital. Non seulement les groupes financiers possèdent ou contrôlent les entreprises industrielles, mais ils possèdent ou contrôlent aussi les banques créancières des entreprises largement endettées. Ainsi les actionnaires

Lénine et la nationalisation de l'industrie du pétrole

« La nationalisation de l'industrie du pétrole est possible *d'emblée* et obligatoire pour un Etat démocratique révolutionnaire, surtout quand celui-ci traverse une crise très grave, et qu'il importe à tout prix d'économiser le travail du peuple et d'augmenter la production du combustible. Il est évident qu'ici le contrôle bureaucratique ne donnera rien, ne changera rien, car les « rois du pétrole » auront raison des Terechtchenko, des Kerenski, des Avksentiev et des Skobélev aussi facilement qu'ils ont eu raison des ministres du tsar : par des atermoiements, des prétextes spécieux, des promesses, et aussi par la corruption directe et indirecte de la presse bourgeoise (cela s'appelle l'« opinion publique », et les Kerenski et les Avksentiev « comptent » avec elle), par la corruption des fonctionnaires (que les Kerenski et les Avksentiev maintiennent à leurs postes dans le vieil appareil d'Etat, demeuré intact).

Pour faire quelque chose de sérieux, il faut passer, et ce de façon vraiment révolutionnaire, de la bureaucratie à la démocratie, c'est-à-dire déclarer la guerre aux rois et aux actionnaires du pétrole, décréter la confiscation de leurs biens et des peines d'emprisonnement pour entrave à la nationalisation de l'industrie du pétrole, pour dissimulation des revenus ou des comptes, pour sabotage de la production, pour refus de prendre des mesures visant à augmenter la production. Il faut faire appel à l'initiative des ouvriers et des employés, les convoquer immédiatement à des conférences ou congrès, leur attribuer une part déterminée des bénéfices sous condition d'organiser un ample contrôle et d'augmenter la production. Si des mesures démocratiques révolutionnaires de ce genre avaient été prises d'emblée, dès avril 1917, la Russie, qui est un des pays les plus riches du monde par ses réserves de combustible liquide, aurait pu, durant l'été, en utilisant les transports par eau, faire énormément pour livrer à la population les quantités nécessaires de carburant. »

Lénine : *La Catastrophe imminente et les Moyens de la conjurer.*

Dans le *Programme de transition* :

L'EXPROPRIATION DE CERTAINS GROUPES DE CAPITALISTES

« Le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas nous empêcher, dans la présente période de transition, de revendiquer, lorsque l'occasion s'en offre, l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires.

Ainsi, aux prêches geignards de messieurs les démocrates sur la dictature des « 60 familles » aux États-Unis ou des « 200 familles » en France, nous opposons la revendication de l'expropriation de ces 60 ou 200 féodaux capitalistes.

Exactement de même, nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopolistes de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc.

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de « nationalisation » consiste en ce que :

- 1) Nous repoussons le *rachat* ;
- 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital ;
- 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ;
- 4) Nous relient le problème de l'expropriation à celui du pouvoir des ouvriers et des paysans.

La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans l'*agitation* quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue *propagandiste*, sous sa forme générale, découle du fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule, la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet de ces revendications transitoires est de préparer le prolétariat à résoudre ce problème. »

L. Trotsky : *Programme de transition*.

seraient indemnisés, tandis que le secteur public absorberait d'une part les créances sur les entreprises lui appartenant, et d'autre part les dettes vis-à-vis d'un secteur bancaire lui appartenant aussi. Encore un miracle pour le capitalisme monopoliste d'État doté de tous les pouvoirs de dévalorisation. En réalité, une centralisation encore plus importante de l'endettement par l'État bourgeois. Les projets de nationalisation de la sidérurgie concentraient

tous les aspects mystificateurs du « Programme commun de gouvernement de la gauche » :

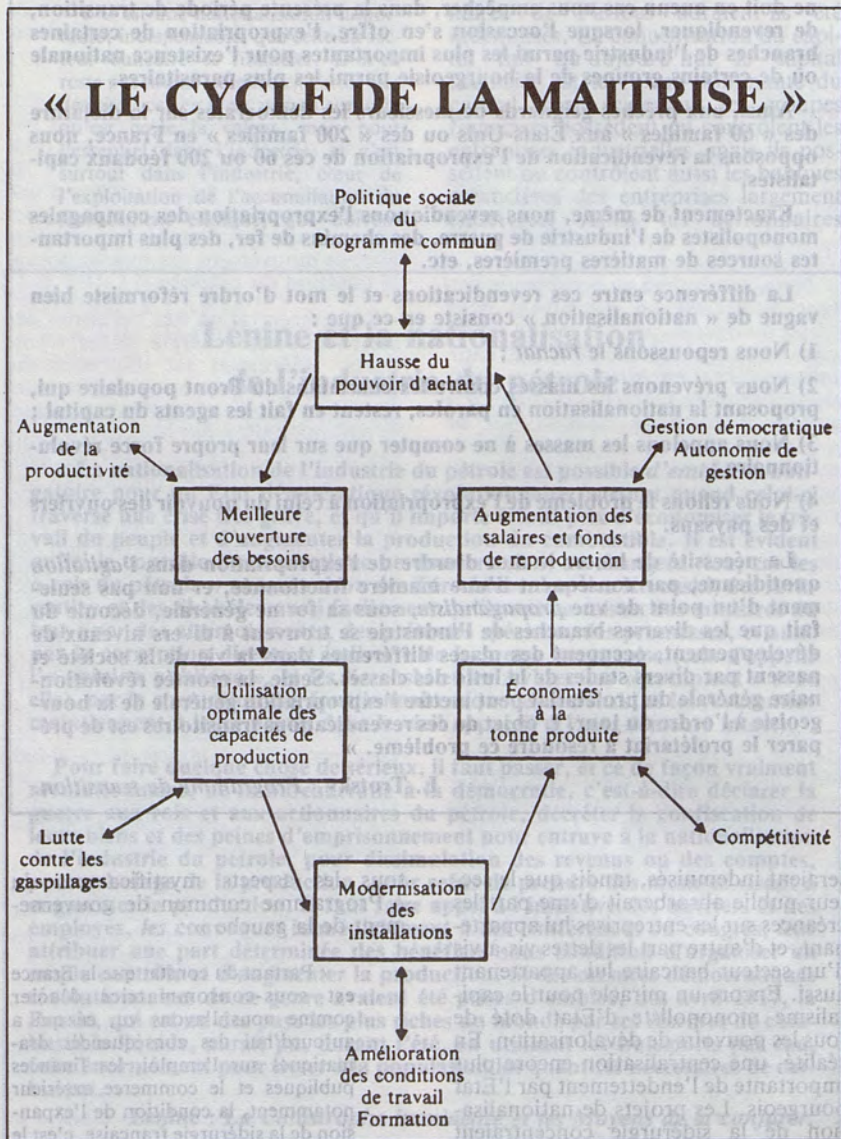
« Partant du constat que la France est sous-consommatrice d'acier comme nous l'avons vu, ce qui a aujourd'hui des conséquences dramatiques sur l'emploi, les finances publiques et le commerce extérieur notamment, la condition de l'expansion de la sidérurgie française, c'est le

développement du marché intérieur, par le relèvement du pouvoir d'achat pour la satisfaction des besoins en acier des Français et, au-delà, de l'économie française. Ceci peut être illustré schématiquement par le graphique de la page suivante, qui n'a

pas de valeur démonstrative mais qui indique qu'on ne peut traiter séparément aucun des paramètres qui y figurent. » (p. 183).

Et suit le tableau idyllique du « cycle de la maîtrise » :

Source : A. Le Pors, *Les Béquilles du capital* (page 184)



Si les Français consommaient plus d'acier sous forme de marchandises et de machines pour fabriquer ces marchandises... On a déjà vu la platitude des thèses sous-consommationnistes.

La crise de la sidérurgie est certes un des exemples du rôle de l'Etat bourgeois devant soutenir des secteurs non compétitifs tant que l'opération de restructuration de la sidérurgie sur le marché mondial ne sera pas effectuée.

Car dans tous les pays industrialisés d'Europe la sidérurgie est en crise. En France, en Allemagne, en Grande-Bretagne... partout des vagues de licenciements sont prévues.

Dans des pays « neufs » comme l'Australie, la Corée, le Japon, et dans des pays arriérés mais aussi en URSS et dans les pays de l'Est de l'Europe, existent des centres sidérurgiques récents, de grande capacité, bénéficiant d'une technologie avancée et très souvent d'une main-d'œuvre largement exploitée. D'ailleurs, les maîtres de forges européens et américains ont largement contribué à ces implantations nouvelles par leurs investissements ou par la vente d'usines « clés en main ».

Aujourd'hui, les produits de ces usines concurrencent les produits sidérurgiques européens.

Il faut donc pour le capital financier des pays européens liquider une grande partie des entreprises sidérurgiques et les limiter à certaines productions spécifiques de pointe ou à la limite stratégiques.

On a beaucoup parlé de la concurrence venue d'un pays du Marché commun, et plus précisément de la région de Brescia, en Italie. Les « bresciani » (les propriétaires des petites usines sidérurgiques de cette région) ont été présentés comme la pointe avancée du capitalisme dynamique et débrouillard, alors qu'il s'agit pour l'Europe du retour au capitalisme sauvage. Leur réussite dans des productions ultra-spécialisées (les ronds à béton surtout) n'est due qu'à cette spécialisation et à l'emploi d'une main-d'œuvre prête à accepter les pires conditions d'exploitation (travail non déclaré, aucune législation sociale applicable...) dans une région ravagée par le sous-emploi.

LE « PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE » : ECONOMIE ET POLITIQUE

Le plan acier du PCF s'intégrait donc bien dans la fonction politique du « Programme commun de gouvernement de la gauche » : ramener toutes les luttes pour la défense de l'emploi en Lorraine par exemple à l'échéance de mars 1978 (tout en préparant la protection des partis de la V^e République au pouvoir), donc, en attendant, ne rien faire. La logique des plans du PCF, s'ils devaient être appliqués, ce serait l'autarcie, tant l'aide de l'Etat pèserait sur l'économie tout entière par un formidable bond de l'inflation. Les « produisez français - achetez français », mots d'ordre imbéciles en eux-mêmes quand on songe à la dépendance de l'économie française par rapport au reste du marché mondial et avant tout aux pays du Marché commun, s'inscrivent dans la politique de défense de l'Etat bourgeois.

D'ailleurs, dans « Changer l'économie », Boccara se défend bien d'envisager un repli sur le marché intérieur, il parle de modifier les alliances commerciales et de s'appuyer surtout sur les pays de l'Est, les pays possédant un secteur public comme l'Italie, et les pays en voie de développement. Les secteurs publics n'étant plus capitalistes selon la logique boccarienne, ils doivent pouvoir constituer un marché mondial entre eux. Ainsi donc, les pays de l'Est et les pays en voie de développement, autrement dit les pays les plus endettés et les plus dépendants — qu'ils y soient intégrés ou non — du marché mondial, voilà les clients et fournisseurs proposés par Boccara, alors que l'on sait que l'économie française est encore largement dépendante de ses importations de produits d'équipement à technologie hautement élaborée. Mais, en ce qui concerne l'endettement de ces pays, Boccara s'attendait à la réplique. C'est pourquoi, dit-il, « on demande le relais des prêts publics du FMI » pour se substituer aux prêts privés en dollars (des banques privées). Evidemment, le FMI n'est qu'un cache-sexe des Etats-Unis (on le voit à propos du Pérou). Alors que faire ? Boccara

continue, imperturbable : « Il est possible de s'appuyer sur l'ONU. » Sur des « casques bleus » monétaires, peut-être ?

Toujours une constante derrière ces fariboles : des solutions existent dans le cadre de l'impérialisme, des Etats bourgeois, dont l'une est la pénétration des capitaux à l'Est (ce qui traduit combien les PC dits « euro-communistes » véhiculent les pressions de l'impérialisme en crise), et l'autre l'offensive colonialiste vers les pays d'Afrique, par exemple...

D'ailleurs, les clins d'œil de Le Pors à la bourgeoisie dans ses « Béquilles du capital » — et qui ont été largement repris par Marchais et compagnie — ne sont pas dissimulés :

« Cependant un large secteur privé subsiste, puisque les entreprises nationalisées représentent nettement moins de 1 % du nombre des entreprises françaises qui créent les richesses de la France, et même une partie de cette valeur, qui reste très minoritaire, de l'ordre de 13 à 15 % . »

Selon Le Pors, « le seuil minimum de nationalisations affaiblit considérablement le capital monopoliste tout en ne concernant qu'un petit nombre d'entreprises », et d'autre part « l'accumulation peut en effet être maîtrisée, puisque c'est plus de la moitié des investissements industriels qui se situent désormais dans le secteur public ». Mais continuons. « Le progrès scientifique et technique est désormais pour près de 80 % des dépenses le fait du domaine public », ce qui permet à Le Pors d'annoncer : « La maîtrise du développement des forces productives est retirée des mains des monopoles », dans la perspective évidemment du « Programme commun de gouvernement de la gauche ». Les monopoles sont « une conséquence de la concentration de la production », n'est-ce pas ? Donc le « Programme commun de gouvernement de la gauche » aurait réalisé cet exploit de rendre les forces productives autonomes des rapports de production. Dans ces conditions, inutile de combattre le capitalisme, car nous sommes toujours en système capitaliste. « Le seuil minimum de nationalisations actualisé ne crée pas pour autant la base matérielle du socia-

lisme », nous précise d'ailleurs Le Pors pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïtés.

« Nous ne voulons pas nationaliser pour nationaliser, pour récupérer les « canards boiteux » ou pour punir les capitalistes... Même pas à la limite pour récupérer leurs profits. »

« A la limite », il fallait le dire.

« Nous voulons nationaliser pour faire du neuf, pour doter le pays d'un instrument puissant mis au service du progrès social. » (*Le Pors, dans Changer l'économie, p. 58*).

Le pays (l'impérialisme français donc) en aurait été reconnaissant. Le PCF est plein de bons conseils :

« Rappelons aussi notre proposition d'installation d'une usine de camions en Lorraine, qui finalement a été reprise par le pouvoir. » (*Id.*).

La sidérurgie licencie, il faut s'adapter.

« Le Programme commun libérera le marché, lui donnera une sphère d'influence beaucoup plus grande. » (*Id., p. 71*).

Décidément, ce « Programme commun de gouvernement de la gauche » a fait beaucoup d'adeptes, à moins que ce ne soit l'inverse. Mais poursuivons cette intéressante citation :

« C'est dans cet esprit d'ailleurs que nous avons avancé la proposition de grands programmes industriels donnant lieu à des contrats entre l'Etat et les entreprises publiques (contrats de programme) et entre l'Etat et les entreprises privées (contrats de plan). Dans les deux cas, il s'agira de se mettre d'accord à un moment donné sur les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en œuvre ; mais ensuite ce sera l'affaire des entreprises de réaliser au mieux les tâches convenues. En effet, qui mieux que ces entreprises, connaissant les conditions de leurs approvisionnements, de leurs débouchés, serait en mesure de réaliser dans les domaines appropriés la plus efficace confrontation des offres et des demandes, et par là de parvenir au meilleur prix ? Personne, et sûrement pas l'Etat, à leur place. Et c'est de cette manière que grâce à la nationa-

lisation on donnera un contenu réel, dans le cadre de ces contrats dont je viens de parler, à l'autonomie de gestion dans un secteur public décentralisé. Le marché a donc un rôle à jouer, même au sein d'activités où le niveau des forces productives entraîne une certaine socialisation de la production et de la gestion, parce que l'on doit prendre en compte des éléments qui dépassent l'horizon normal de la seule entreprise.

Nous, nous sommes résolument pour la vérité des prix, pour la liberté des choix parce que cela va dans le sens de l'efficacité économique. Cependant, partant de la situation actuelle, des mesures d'assainissement devront être prises d'une part pour caractériser globalement une politique des prix et de la concurrence, synonyme d'efficacité sociale, d'autre part pour agir à l'intérieur même du mode de formation des prix sur ses composantes essentielles, et en premier lieu celles qui dépendent directement de la puissance publique. Les mesures d'actualisation du *Programme commun* que nous avons avancées comportent, pour les premiers mois, un blocage des prix à la production de la grande industrie et en même temps l'adoption par le Parlement des principales réformes de structures, en premier lieu des nationalisations. »

La « vérité des prix », l'« efficacité économique », les milliers de licenciés des entreprises fermées ou restructurées au nom du redéploiement en ont déjà fait l'expérience.

L'AUTONOMIE DE GESTION, LA DEMOCRATISATION DE L'ECONOMIE

Lorsque les « théoriciens » du capitalisme monopoliste d'Etat isolent les monopoles, les multinationales, pour en faire des verrues monstrueuses placées sur le marché mondial et les économies nationales, c'est pour invoquer la possibilité d'une démocratisation de l'Etat soumis à la pression de ces parasites. C'est parce que les rapports sociaux de production ont besoin de béquilles que l'Etat bour-

geois, instrument concentré de la classe capitaliste, doit être défendu. Mais la tentative d'atténuer les contradictions du marché se traduit par la défense des intérêts capitalistes contre ceux des travailleurs. La politique du PCF de défense de la V^e République, c'était à la fois la polémique pour éviter la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale et la « tactique » employée chez Michelin.

Au nom de la gestion démocratique et de l'autogestion sociale, le PCF propose la mise en place de relations conduisant à une forme d'intégration des syndicats à l'Etat, pour en faire les relais des aspirations politiques du capital financier. Une fois de plus, les monopoles vont servir de compères. On doit revenir d'abord sur la signification de cette nécessité de retour à un Etat de concurrence comme le marché n'en a pas connu depuis les beaux jours du capitalisme en expansion. C'est, selon Le Pors, le moyen de faciliter une politique « de contrôle de formation des prix de la production à la distribution », mais « il ne s'agit évidemment pas d'instaurer le dirigisme généralisé des prix : la concurrence et le marché, libérés de la domination des monopoles, joueront dans ce domaine un rôle essentiel pour de nombreux produits » (Le Pors : « Les Béquilles du capital », p. 233). Ainsi on passe progressivement de l'Etat neutre au marché neutre : « Le marché n'est en soi synonyme ni d'efficacité, ni de gaspillage, les conditions de la liberté économique ne sauraient être codifiées. » (Id., p. 245)

Avec Marx, revenons sur ce qu'il faut entendre par concurrence.

« La négation du système corporatif médiéval de la part du capital, au moyen de la libre concurrence, signifie tout simplement que le capital, suffisamment affermi par un mode de circulation adéquat à sa nature, renversa les barrières historiques qui gênaient et entravaient son mouvement.

Mais la concurrence est bien élognée d'avoir simplement cette signification historique, ou d'avoir simplement joué ce rôle négatif. La *libre concurrence* est le rapport du capital à lui-même, en tant que capital autre, c'est dire qu'elle représente le com-

portement réel du capital. Les lois inhérentes au capital (qui ne se manifestent que comme tendances dans les phases préliminaires de son développement historique) s'affirment seulement lorsque la production capitaliste a revêtu des formes qui lui sont adéquates : c'est alors que la concurrence se développe librement. Le libre développement de ses conditions est constamment reproduit par le procès du capital lui-même. La concurrence n'émancipe pas les individus, mais le capital.

Tant que la production capitaliste est une forme nécessaire et reste la plus appropriée au développement des forces productives sociales, les individus ont l'impression de se mouvoir librement au sein des conditions pures du capital. Cette liberté est alors assurée de manière dynamique : c'est l'image réfléchie des obstacles constamment renversés par la libre concurrence.

En conséquence, la libre concurrence exprime le développement réel du capital. Au travers d'elle, le capital individuel se voit imposer comme nécessité extérieure ce qui correspond à sa nature même et au mode de production qui repose sur lui. La contrainte que les capitaux exercent les uns sur les autres, sur le travail, etc. (la concurrence entre les ouvriers n'est qu'une autre forme de la concurrence entre les capitaux) exprime le développement libre, en même temps que réel, de la richesse capitaliste. (...)

La domination du capital est la prémisse de la libre concurrence, tout comme le despotisme impérial fut à Rome la prémisse du libre « droit privé ». Aussi longtemps que le capital est faible, il s'appuie simplement sur des béquilles prises dans les modes de production passés ou en voie de disparition à la suite de son développement. Sitôt qu'il se sent fort, il rejette ces béquilles et se meut conformément à ses propres lois. Enfin, lorsqu'il commence à sentir et à savoir qu'il devient lui-même une entrave, il cherche refuge dans des formes qui, tout en parachevant la domination du capital, brident la libre concurrence et annoncent la dissolution du mode de production fondé sur le capital.

La nature du capital ne s'exprime dans la réalité que comme une nécessité extérieure, au travers de la concurrence. Celle-ci fait que les nombreux capitaux imposent à eux-mêmes et aux autres les lois immuables au capital. Nulle catégorie de l'économie bourgeoise — la première, celle de la valeur, pas plus que les autres — ne se réalise par la libre concurrence, c'est-à-dire par le procès réel du capital, qui apparaît comme interaction des capitaux respectifs et de tous les autres rapports de production et de circulation déterminés par le capital.

On voit ainsi combien il est inepte de présenter la libre concurrence comme le développement ultime de la liberté humaine, et la négation de la liberté individuelle et de la production sociale fondée sur la liberté individuelle, puisqu'il s'agit simplement du libre développement sur une base bornée — celle de la domination du capital. »

Et Marx poursuit, répondant à tous les tenants, « sincères » ou non, de la libre concurrence.

« De ce fait, cette sorte de liberté individuelle est à la fois l'abolition de toute liberté individuelle et l'assujettissement de l'individu aux conditions sociales qui revêtent la forme de puissances matérielles, et même d'objets supérieurs et indépendants des rapports des individus. Ce développement de la libre concurrence fournit la seule réponse rationnelle que l'on puisse faire aux prophètes de la classe bourgeoise qui la portent aux nues, ou aux socialistes qui la vouent aux gémonies.

Dire qu'au sein de la libre concurrence les individus réalisent l'intérêt collectif ou plutôt général, en poursuivant simplement leur intérêt privé, c'est dire tout bonnement qu'ils exercent une pression les uns sur les autres dans les conditions de la production capitaliste : cette pression ne peut qu'engendrer de nouveau les conditions qui donnent lieu à cette interaction.

Par ailleurs, sitôt que se dissipe l'illusion selon laquelle la libre concurrence est la forme prétendument absolue de la liberté individuelle, la

preuve est faite que les conditions de la concurrence, c'est-à-dire de la production fondée sur le capital, sont essentielles et pensées comme une *entrave*, ou encore qu'elles le sont déjà, et le deviendront de plus en plus.

Voir dans la libre concurrence la forme ultime du développement des forces productives et, par suite, de la liberté humaine, cela revient tout simplement à affirmer que l'histoire du monde trouve son achèvement avec la domination des classes bourgeoises. Voilà certes une belle cause de jubilation pour les parvenus d'avant-hier ! » (*Marx : Fondements de la critique de l'économie politique, tome I, p. 166-169*).

Retenons, dans ce que Marx nous dit de la concurrence, « qui n'émanipe pas les individus mais le capital », le bref passage sur la concurrence des ouvriers, pour le reprendre lorsque nous parlerons de l'autogestion.

Mais qu'en est-il de cette liberté économique ?

« D'abord parce que le marché au sens classique n'existe plus, et ensuite parce que l'efficacité sociale appelle aujourd'hui des formes d'organisation très élaborées, spécifiques des modalités de production et des productions elles-mêmes : on ne commercialise pas les légumes comme des centraux téléphoniques. »

Le Pors ajoute :

« Il n'en demeure pas moins que la liberté d'entreprendre et d'échanger non seulement sera la règle pour la plus grande partie de l'économie productive, mais devra être rétablie ou instaurée là où le monopole ou l'Etat l'ont aujourd'hui étouffée. »

Le marché classique n'existe plus, mais il va falloir le rétablir. Une fois de plus, le fantôme de Staline qui décréta l'abolition de la loi de la valeur a frappé. Concurrence, monopoles, tout n'est qu'affaire de volonté, de choix, rien à voir avec « la loi de fonctionnement de la société moderne ». On comprend pourquoi Le Pors, en conclusion, fera appel à Teilhard de Chardin en lui empruntant cette formule : « Au fond, la meilleure garan-

tie qu'une chose doit arriver, c'est qu'elle nous apparaisse vitalemment nécessaire. »

Les « théoriciens » du PCF développent inlassablement, et au rythme des besoins de l'appareil, l'idée d'une séparation totale entre les structures économiques (les rapports de production) et les superstructures politiques, idéologiques. La logique de ce développement conduit à l'identification de plus en plus affirmée des « analyses » du PCF (des PC, pourrait-on dire d'ailleurs) aux analyses bourgeoises. L'exécution publique des références marxistes (dictature du prolétariat) et des traditions du mouvement ouvrier (poing levé) n'est évidemment que le figolage d'une gigantesque tentative de couper le prolétariat mondial de son histoire.

La neutralité de l'Etat, la neutralité du marché, tout cela pour justifier la politique bourgeoise de l'appareil stalinien, pour avancer contre les monopoles cosmopolites l'Union du peuple de France. Il s'agit désormais de démocratiser l'Etat, le marché, la société (en faisant payer les riches). Comme dit Le Pors :

« La solution démocratique et révolutionnaire dans les conditions de notre époque implique que soit brisée l'unité organique du capitalisme monopoliste d'Etat par des ruptures essentielles dans la base économique et les superstructures étatiques. »

A quoi peut donc bien servir en plus cette réhabilitation du marché et de la concurrence ? Poursuivant son explication sur la vérité des prix et l'efficacité économique déjà citées, Le Pors écrit :

« J'ajouterai que le plus bas prix n'est pas toujours certes le meilleur prix économique, car le bon prix c'est celui qui laisse à l'entreprise des moyens nécessaires pour l'élargissement de la production, qui lui permet de faire des prévisions suffisamment fiables à long terme et qui lui donne la possibilité d'intégrer dans son processus de production les innovations nécessaires qui permettront elles-mêmes d'alléger la peine des hommes tout en réduisant les coûts. Notre

référence en matière de marché, ce n'est donc pas la concurrence sauvage, source de gaspillage, mais c'est celle qui conduit à la plus grande maîtrise dans une sollicitation permanente de l'initiative et de l'émulation. »

Quel capitaliste individuel contredirait Le Pors ? Aucun. Malheureusement, du « meilleur prix » souhaité par un capitaliste à la réalité du marché, il y a une transition. Le capital en général n'est pas l'addition des multiples capitaux ; il en est leur combinaison organique qui, en retour, s'impose aux capitaux particuliers. La fixation des prix et du taux de profit moyen est dominée par la loi de la valeur. Le mouvement de répartition de la plus-value sociale entre les différents capitaux, aboutissant aux prix de production, est considérablement entravé au stade impérialiste du mode de production capitaliste. Les lois du capital conduisent à la transformation du marché de concurrence en marché de monopoles sous la domination croissante du capital financier. L'une des interventions de l'Etat consiste à compenser fictivement cette répartition faussée de la plus-value afin d'entretenir le rythme de l'accumulation. Par ailleurs, l'économie nationale est intégrée au marché mondial : là encore, la péréquation des taux de profit, et partant la détermination des prix de production, à la fois s'impose par la concurrence sur le marché mondial, et est entravée par la nature monopoliste de ce marché.

La possibilité pour les monopoles de se soustraire à la réduction de leurs profits au profit moyen, combinée avec la tendance à la baisse des taux de profit dans le période historique présente de relation entre les classes, impose :

— que les capitaux améliorent leur composition par rapport à la composition moyenne (cela était aussi valable à l'époque du capitalisme en expansion) ;

— que les secteurs trop « coûteux » pour le capital financier soient éliminés afin d'améliorer les quotas de plus-value à répartir.

En un mot, cela signifie la restructuration du capital, le redéploiement, en

quelque sorte la nécessité d'une crise, de la destruction de forces productives.

La « vérité des prix » définie par Le Pors ne signifie pas la hausse des prix uniquement. Certes, cela signifie dans certains cas la hausse des prix (ex. secteur public) avec pour conséquence l'étouffement des secteurs incapables de répercuter cette hausse, mais c'est aussi reconnaître que les prix sont établis à partir de coûts de production trop élevés ; il s'agit alors de modifier la structure des prix, en réorganisant la structure du capital employé ; cela signifie licencier, concentrer, moderniser...

Les prix n'étant qu'une expression de la valeur, ils ne sont donc qu'un aboutissant et non une origine. La « vérité des prix », c'est en fait la vérité des coûts de production, voilà pourquoi elle est synonyme pour les travailleurs de blocage des salaires et de chômage.

QUE DIT LE PORS SUR LA MODERNISATION ?

« La modernisation des moyens de production doit correspondre à une augmentation des qualifications résultant d'un développement de la formation initiale et permanente. Cette liaison n'est pas automatique : la grande industrie, dans les conditions capitalistes actuelles, s'est développée en ayant recours le plus souvent à une déqualification des tâches. Ainsi, on peut assez largement attribuer à l'emploi de travailleurs immigrés l'essor de l'industrie automobile depuis la Seconde Guerre mondiale, de même que certaines activités très mécanisées du bâtiment et des travaux publics (gros œuvre). Cette orientation a certes permis un certain type de modernisation, à base de forte accumulation de capital, de parcellisation et d'intensification du travail, mais elle a aussi freiné le développement de l'industrie nationale des automatismes : en général, les différentes branches industrielles consacrent moins de 5 % de leurs investissements à l'automatisation (10 % pour la chimie lourde). » (Les Béquilles du capital, pp. 191-192).

Ce serait pourtant dans l'intérêt du capital financier, n'est-ce pas ?

« Les moyens consacrés à la formation générale et professionnelle, initiale et permanente, sont une autre manière d'utiliser les richesses produites en les détournant de l'accumulation et des gaspillages pour les affecter aux besoins du développement scientifique et technique. Cela suppose que le choix de cette affectation soit retiré des mains des décideurs actuels aux points clés du développement des forces productives : c'est-à-dire qu'il faut des nationalisations suffisantes pour pouvoir mettre en œuvre ces réformes de structures essentielles.

Cet effort de formation répond donc tout à la fois aux nécessités du développement économique et aux besoins des travailleurs. Il est aussi la condition de leur intervention effective dans la gestion. Des moyens budgétaires importants doivent lui être consacrés dans le cadre d'un service public de la formation permanente. De nouvelles liaisons entre l'éducation nationale et l'industrie devront garantir simultanément une formation théorique de base suffisante et une bonne adéquation des besoins de l'industrie et des qualifications fournies. »

Mais puisque « les nationalisations ne constituent pas les bases du socialisme », les « besoins de l'industrie » seront toujours déterminés en fonction des intérêts du capital. Nous avons là une preuve supplémentaire de la fonction du front populaire : utiliser la présence des partis ouvriers au gouvernement pour faire passer les plans que les gouvernements des partis bourgeois seuls ne peuvent appliquer.

L'hypocrisie sur la formation permanente ne trompe personne. C'est même un appel à de meilleures conditions d'exploitation :

« Nous, nous pensons qu'un travailleur qualifié, garanti dans son emploi, mais pouvant en changer, en bonne santé, disposant d'un temps de loisir suffisant pour s'adonner à d'autres activités, est aussi un travailleur plus efficace dans la production (c'est *Le Pors* qui souligne). C'est l'expérience que ne peut faire le

système capitaliste actuel (c'est nous qui soulignons), où les conditions de vie et de travail sont devenues, et c'est un aspect de la crise, des obstacles mêmes au progrès de la productivité. » (Changer l'économie, p. 51).

Ainsi pour ces gardes-chiourme de la classe ouvrière utilisant la chicotte du « Programme commun », comme il ne s'agit pas de passer au socialisme, un système capitaliste amélioré permettrait une plus grande efficacité des travailleurs dans la production.

Où est-il ce système ? En Italie. Qu'on en juge. « Le Monde » du 7 mars 1978 écrit sous le titre « Les conséquences du tournant syndical chez Alfa Romeo », et le sous-titre extrait de la déclaration d'un responsable de la fédération des métallos : « Nous ne voulons pas conduire les entreprises à la faillite » :

« Milan. — Après treize mois d'un conflit jalonné par de nombreuses grèves, la direction et les syndicats d'Alfa Romeo viennent de conclure un accord qui pourrait faire date. Son importance ne tient pas seulement à la situation de crise que traverse la société milanaise (*Le Monde* du 2 février). Contenant des formes originales d'organisation du travail, il illustre le récent « tournant syndical » italien et va permettre de débloquer les autres conflits en cours dans l'industrie d'Etat.

« Avec cet accord, Alfa Romeo peut entrer en convalescence », déclare-t-on au siège de la firme automobile, qui est contrôlée par l'IRI, le groupe d'Etat italien (1). Signe positif : moins d'une semaine après son entrée en application, la production journalière a dépassé le cap des cinq cents unités, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Or le gros problème d'Alfa Romeo est la productivité.

Dans ce qu'on appelle ici le « tournant syndical », la direction ne veut voir pour le moment qu'une déclaration de bonne volonté. « Les syndicats, dit-on, ont finalement compris que nous courions à la catastrophe. Ils se sont engagés à participer à un

(1) Istituto per la ricostruzione industriale.

assainissement de l'entreprise, et c'est fondamental. Mais on ne change pas de mentalité du jour au lendemain. »

L'accord contient, en effet, une importante déclaration de principe. Les parties « *conviennent, dans le respect du rôle de chacune d'elles, de la nécessité de promouvoir et de développer des comportements cohérents ayant pour objectif l'assainissement de l'entreprise* ». On se garde bien de parler de cogestion : les syndicats italiens sont résolument contre ce concept, voulant conserver leur autonomie. Mais ils entendent participer à toutes les décisions, contrôler l'entreprise de très près. « *C'est un rapport conflictuel*, explique M. Antonio Pizzinato, secrétaire régional de la fédération des ouvriers de la métallurgie. *Nous ne pensons pas nous salir les mains en assumant des responsabilités dans l'entreprise.* »

A la direction d'Alfa Romeo, on a le sentiment que quelque chose va changer dans les rapports internes. On était habitué à une alternance de périodes de grands conflits et de trêves. Maintenant, on va entrer dans un « *dialogue conflictuel permanent* ». Il n'y a plus de limite, ou presque : avec les syndicats, on discutera de tout et tout le temps.

Conformément à la nouvelle ligne syndicale, qui ne date d'ailleurs pas du « *tournant* » du mois dernier, les représentants des ouvriers d'Alfa Romeo ont déplacé leurs revendications : celles-ci ne portent plus sur des augmentations salariales (très faibles selon l'accord) mais sur l'organisation du travail et la création d'emplois. C'est ainsi, par exemple, que la firme automobile s'est engagée, en pleine crise, à construire une petite usine dans le Sud. Première innovation en matière d'organisation du travail : on va discuter secteur par secteur. Tous les quatre mois, la direction consignera aux délégués un rapport contenant les résultats chiffrés de la période précédente dans leur secteur, les projets pour la période à venir, la manière dont le travail sera organisé, le montant des investissements prévus, etc. Les délégués disposeront de dix jours pour consulter les ouvriers du secteur et

négociier. Une telle formule existe déjà à titre expérimental chez Fiat.

La deuxième innovation concerne le travail à la chaîne. Jadis les ouvriers étaient soumis au bon vouloir de la direction ou de ses représentants. En 1962, les syndicats d'Alfa Romeo obtinrent pour chacun une *cartellino* (fiche individuelle), précisant la quantité et la nature du travail à fournir, le temps de fabrication. Son contenu était renégoциé périodiquement. Mais on s'est aperçu que ce système rigide pouvait fortement perturber l'organisation du travail. D'où la nouvelle formule : le *cartellone*, c'est-à-dire la fiche collective. On constituera désormais des équipes qui auront chacune une tâche à remplir. Ce qui va permettre une plus grande souplesse et une plus grande variété du travail, puisque une rotation sera instituée. Mais chaque ouvrier sera responsable devant ses camarades. Ce qui posera des problèmes, dont celui de la non-spécialisation.

Depuis quelques jours, la formule est expérimentée sur certaines chaînes. « *Dans un an, on verra si on peut la généraliser* », dit M. Pizzinato, qui revient sur la stratégie syndicale de peur d'avoir été mal compris : « *Nous avons fait des conquêtes importantes en matière d'horaires, d'encadrement... Combien de syndicats d'autres pays ont autant de pouvoir que nous ? Maintenant, nous ferons des sacrifices* », mais *notre pouvoir augmentera encore. Devant la crise, nous ne voulons pas conduire les entreprises à la faillite.* »

La direction d'Alfa Romeo ne demande qu'à croire au bien-fondé de cette affirmation. Elle aurait cependant aimé que les syndicats admettent la nécessité de « *travailler seize heures sur deux jours comme on le fait dans toute l'Europe, au lieu de quatorze heures quarante* ».

« *Quoi qu'il en soit, dit-on, nous avons un nom prestigieux et un produit valable. Nous vendons davantage d'Alfa à l'étranger qu'en Italie. Nos installations sont parmi les meilleures d'Europe.* » — R.S. »

Les entreprises publiques, « *libérées de la logique du profit* », ne seront pas épargnées.

« La situation d'aujourd'hui c'est, comme nous l'avons vu, l'étatisation du système de financement des entreprises. Ce qui entraîne par là même leur asservissement vis-à-vis du système de financement, notamment sous forme d'un endettement croissant. Pour assainir cette situation, il faut en revenir à un financement proche de la création de la valeur, c'est-à-dire de la production. Ce choix en faveur de l'autofinancement est un choix relatif ; il ne signifie pas une augmentation de la masse des dotations mais une place plus grande des ressources internes dans le financement de la reproduction élargie. (*Op. cit.*, p. 228).

Une place plus grande des ressources internes dans le financement (l'autofinancement) de l'accumulation, d'accord, mais comment étendre ces ressources internes ? Par la hausse des prix des services publics, par la réduction relative de la masse salariale. Toujours la « vérité des prix ».

« Dans le secteur privé, rappelle *Le Pors*, où la recherche de la rentabilité demeure dominante (c'est nous qui soulignons), la contribution à la réalisation des objectifs du plan reposera sur l'adhésion aussi bien des grandes entreprises privées (on remarquera que *Le Pors* ne parle plus à ce stade des monopoles mais des grandes entreprises privées) que des petites et moyennes entreprises. »

Attention, nous dit de son côté Ph. Herzog, il ne faut pas confondre :

« C'est une bataille de la production d'un type nouveau qui est ici nécessaire. Les nouveaux investissements doivent s'opérer non pas aux prix de démantèlement et de licenciements comme aujourd'hui, mais pour créer des nouveaux emplois pour améliorer les conditions de travail et la productivité réelle du travail (c'est Herzog qui souligne). »

Une bataille aboutissant à de « grandes victoires », sans doute, comme au « Parisien libéré ». Ensuite, incontestablement, les conditions d'amélioration de la productivité réelle du travail se trouvent réunies. Rappelons la définition que donnent les économistes bourgeois de la productivité réelle du travail : pro-

duction/heure de travail/ouvrier. L'amélioration de la productivité implique soit une intensification de l'exploitation, soit une amélioration de la composition (technique et organique) du capital.

« UNE VERITABLE POLITIQUE DES REVENUS A L'ENTREPRISE »

Il serait donc possible de démocratiser l'Etat en le soustrayant à l'emprise des monopoles. Un gouvernement des forces démocratiques ou appuyé par elles ferait l'affaire. Mais comment débarrasser le marché de la domination monopoliste ? En instaurant la démocratie dans l'entreprise, et les entreprises nationalisées serviraient de guides à l'opération grâce à leur édifiancée « gestion démocratique ». Au centre de cette gestion démocratique, on trouve non pas les syndicats, dont il n'est d'ailleurs jamais question dans les projets du PCF, mais les comités d'entreprise.

« Nouveau droit du travail donc, mais aussi contrôle des travailleurs par un rôle accru du comité d'entreprise ou d'établissement, des délégués du personnel, à propos de l'embauche, du licenciement, des affectations, des mutations, de l'ensemble des conditions de travail... et aussi à propos des problèmes de l'entreprise elle-même : formation des travailleurs, hygiène et sécurité, introduction de nouvelles technologies. Le comité d'entreprise devra être informé, consulté au préalable sur les projets, les plans, les comptes, les programmes, la mise en œuvre de ce qu'on pourra appeler alors une véritable politique des revenus dans l'entreprise. Il est prévu aussi de réserver une heure, et rémunérée comme telle, prise sur le temps de travail pour l'information des travailleurs. L'intervention du comité d'entreprise et des délégués sera suspensive concernant l'embauche, les licenciements, les conditions de travail. Et pour sa part le Parti communiste propose que ce soit un représentant des travailleurs qui préside le comité d'entreprise... » (*Changer l'économie*, p. 42).

Pour donner encore plus l'« illusion » du pouvoir ouvrier sans doute. La phrase importante est naturellement celle qui fait référence à une « véritable politique des revenus dans l'entreprise ». Si on admet que la politique des revenus de manière générale c'est la détermination de la masse salariale et de sa progression en fonction des objectifs du capital, au niveau de l'entreprise la politique des revenus c'est, avec l'accord du comité d'entreprise, la fixation d'un taux de croissance de la masse salariale, et ensuite sa répartition. A partir de là, la direction de l'entreprise peut jouer sur l'effectif employé, les qualifications...

Toutes les combinaisons conduisant à une concurrence entre les travailleurs sont en gestation derrière une telle politique. D'autant plus que, toujours au nom de la démocratie, les entreprises nationalisées posséderaient une beaucoup plus grande autonomie de gestion.

« Le secteur nationalisé sera la base principale à partir de laquelle les travailleurs et leurs organisations mettront en place de nouvelles structures de production et de gestion. Cet élargissement du pouvoir des travailleurs n'aura pas un caractère bureaucratique. D'une part, c'est par la voie législative ou contractuelle que les comités d'entreprise du secteur public pourront disposer de prérogatives élargies à propos des conditions de travail, des rémunérations, de la formation, de la promotion comme dans l'ensemble des entreprises ainsi que nous l'avons dit. Mais, d'autre part, ils pourront participer à la détermination, à la mise en œuvre, au contrôle des objectifs de production eux-mêmes et aux objectifs d'investissement de l'entreprise. Ces formes d'intervention des travailleurs pourront évoluer, revêtir des aspects nouveaux lorsque les travailleurs le demanderont et lorsque les conditions économiques et la nature de leur entreprise le permettront. » (*Id.*, p. 44).

Les conditions économiques ? Mais ne devaient-elles pas devenir déterminées plutôt que déterminantes ? La crise n'était pas fatale, nous a-t-on dit, et l'austérité étant cause de la crise, la fin de l'austérité mettait fin à la crise.

Il est vrai que, « devant la crise, nous ne voulons pas conduire les entreprises à la faillite », déclare Pizzinato. Alors, avec ou sans « Programme commun de gouvernement de la gauche », les conditions économiques, le marché, auront toujours un rôle déterminant. Mais attention, c'est démocratiquement que l'on pourra en tenir compte :

« La hausse du pouvoir d'achat, l'allègement de la charge de travail, la sécurité de la vie, le temps et les moyens de vivre deviendront des objectifs prioritaires. »

Hélas :

« Tout ne sera pas possible en même temps, ni pour tout le monde. Des choix devront être opérés, mais ils ne le seront plus d'en haut. Ils le seront à partir du bas et dans un aller-retour constant entre la base et le sommet. *La démocratie s'imposera là où l'austérité exige l'autoritarisme.* »

Ainsi, pour Claude Quin, la répartition de la pénurie se transforme en son contraire dès que la décision est prise par en bas. Ah ! si les travailleurs pouvaient se licencier eux-mêmes, bloquer eux-mêmes leurs salaires ! Combien avant lui ont rêvé de cela. De Napoléon III, partisan de l'association capital-travail, jusqu'à de Gaulle et sa participation, en passant par tous les cagots du catholicisme social...

Il est indéniable que l'on voit surgir ce mythe de la fin des luttes de classes justement dans les périodes où la classe dominante éprouve les plus grandes peines à contenir les tensions, les affrontements ; il est lié aux formes bonapartistes du pouvoir. Et le fait même que les formes bonapartistes ne sont que des formes transitoires vers la révolution prolétarienne ou la barbarie fasciste signifie que les « solutions » préparées par le bonapartisme se ramènent à la victoire d'une classe sur une autre dans le cadre du fascisme, à la dictature du prolétariat dans le cadre de la révolution prolétarienne. Or, même si le bonapartisme est un régime « au-dessus » des classes, il demeure une forme de domination de la bourgeoisie et son rôle est de préparer l'écrasement de la classe ouvrière, sa dislocation. La tâche que

s'était fixée de Gaulle, l'intégration, la participation, revenait à faire éclater la classe ouvrière en tant que classe pour soi, à lui faire perdre son indépendance de classe et à faire resurgir la concurrence entre ouvriers d'une même usine et ouvriers d'usines concurrentes, comme au début du capitalisme.

Certes, le gouvernement Barre-III possède un ministre du Travail et de la Participation. Certes, pour le bonapartisme en lambeaux de Giscard, la participation est un rêve fou, les rapports entre les classes ne s'étant nullement inversés depuis 1968-1969, bien au contraire. Mais que peuvent-ils faire, sinon s'appuyer sur les béquilles que sont les appareils du mouvement ouvrier — et avant tout celui du PCF. Evidemment, le PCF ne parle pas de participation, mais il parle, comme dit Le Pors, d'« autogestion sociale ». Certains se sont étonnés lorsque les dirigeants du PCF ont « découvert » l'autogestion dans les six mois précédant les élections. Dans son ouvrage « Le Roman de la gauche », P. Alexandre nous rappelle que l'affaire Lip avait d'une certaine manière mis l'autogestion à l'ordre du jour :

« Voici encore une fois une lutte spontanée, populaire, que la hiérarchie de la gauche soutient seulement des lèvres. Pour encadrer les « paroissiens de Palente », il n'y a que le PSU et, plus modérément, la CFDT. L'âme du combat c'est le syndicaliste Piaget et ce dominicain, le père Raguènes, prêtre ouvrier, à cause de qui Pompidou aura une sorte de coup de sang au Conseil des ministres, jusqu'à lancer : « On va adresser des représentations au Vatican. L'Eglise passe les bornes de l'inconscience. »

Michel Rocard, alors secrétaire général du PSU, viendra à l'Élysée pour plaider, devant son condisciple de l'ENA Jean-René Bernard, la cause des travailleurs de Lip. En vain.

Ailleurs, c'est le silence, ou plutôt, la peur de se compromettre. Le dirigeant socialiste Pierre Bérégovoy, responsable des affaires sociales de son parti, déclare que c'est aux syndicats de jouer, dans ce conflit, le « premier rôle ». François Mitter-

rand recommandera, devant le comité directeur du PS, d'éviter toute prise de position. Les communistes sont également prudents.

« Tout au long de cette crise, dira Jean Charbonnel, ministre de l'Industrie, je n'ai reçu de la gauche ni requête ni proposition. »

Sur cette affaire Lip flotte, diffuse, imperceptible, une odeur d'autogestion. Les partis de gauche redoutent d'être contraints de prononcer un mot qui est encore tabou, et d'en préciser le contenu.

Officiellement, l'autogestion est la doctrine du Parti socialiste — la finalité d'une société socialiste. Mais le PS s'est contenté, sur ce sujet, de réflexions philosophiques : « S'il y avait un championnat du monde du verbalisme, dira Mitterrand au congrès de son parti, nous aurions notre chance. »

Quel type, quelles modalités d'autogestion pour la France ? Le Parti socialiste évite de le préciser. Certains de ses militants, ceux du CERES et les chrétiens, entretiennent « l'esprit » autogestionnaire. Beaucoup d'autres réproouvent ces « chimères » qu'ils opposent au devoir de « responsabilité ». François Mitterrand évoque l'autogestion comme un champ inconnu qu'il faudra défricher, un jour ou l'autre.

Au cours d'un déjeuner avec les communistes, les dirigeants du PS ont prononcé le mot. A leur grande surprise, Georges Marchais n'a pas sauté sur sa chaise : il s'est contenté de dire que l'autogestion n'était pas encore à l'ordre du jour, mais que bientôt peut-être on pourrait en parler. En public, le PC et la CGT tiennent un tout autre langage : « *Faux prétexte pour diviser la gauche* », déclare Marchais ; « *réminiscence des illusions réformistes* », dit Georges Séguy. »

Si on se souvient de quelle manière les travailleurs de chez Lip furent floués par la CFDT en première ligne, comme les travailleurs du « Parisien » le seront quelques années plus tard, cette fois par les dirigeants CGT, incontestablement l'autogestion a comme un avant-goût d'autorestructuration.

Le temps de parler de l'autogestion était donc venu, alors que le PCF engageait toutes ses forces dans la défense de la coalition giscard-chiracienne à l'Assemblée. Dans l'autogestion sociale, il n'y a pas que l'idée d'association des travailleurs du secteur public à la marche de leur entreprise, ceux du secteur privé sont aussi concernés :

« En ce qui concerne les entreprises privées, le pouvoir dominant appartient à celui qui détient le capital, mais pour autant le comité d'entreprise doit conserver la possibilité d'intervenir pour tout ce qui concerne la marche de l'entreprise avant décision ; ce doit être le cas notamment pour les *restructurations* (c'est nous qui soulignons) que souhaiterait réaliser la direction ou les décisions affectant de façon importante les conditions de travail : modification des cadences ou du plan de charge, déplacement du personnel, changement majeur des technologies utilisées et des méthodes de gestion. »

« Le pouvoir dominant appartient à celui qui détient le capital. » Personne ne le conteste, selon Le Pors, qui réclame simplement le droit « à l'information », à la négociation quand il n'y a rien à négocier.

Derrière l'autogestion sociale, il y a la politique du PCF, puisque la politique n'est que de l'économie concentrée. Cette politique, celle de la coexistence pacifique — la dernière période en a été une nouvelle confirmation —, amène à la défense des institutions en place, à la défense de la forme de domination de la bourgeoisie. La nationalisation, c'est la fausse expropriation du capital ; l'autogestion, c'est la fausse auto-organisation de la classe ouvrière, l'impasse à la marche vers les soviets.

Il ne faudrait pas cependant confondre participation et autogestion. C'est par mesure préventive que le PCF avance l'autogestion sociale, pour tenter de préparer les conditions d'une défaite ultérieure, et par conséquent les bases pour un régime de type corporatiste, par exemple. Mais la période historique n'étant plus celle des défaites, l'appareil stalinien sentait parfaitement que mûrissait dans la classe ouvrière en France les forces que la crise politique aurait libérées, et qu'il était par trop évident que le langage bourgeois des bureaucrates n'aurait certainement pas suffi à briser l'orientation prolétarienne du mouvement des masses.

Michel Dauberny,
septembre 1978.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : Pli non clos : 1 an (5 numéros) : **43 F** - 2 ans (10 numéros) :
80 F - 2 ans soutien : **125 F.**

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : **70 F** - **Pli clos :** demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



Commission paritaire n° 51 695

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



■ Stéphane JUST

**Au XXII^e Congrès de l'OCI : une tumeur
extirpée**

■ Robert CLEMENT

**Après la Conférence européenne des 27, 28
et 29 janvier 1979 : premiers enseignements**

Une déclaration du Secrétariat
international

**Iran : nouvelle phase
de la révolution prolétarienne
mondiale**

■ Denis COLLIN

Le cours actuel de la bureaucratie chinoise

■ Etienne LAURENT

**Une nouvelle défaite de la monarchie
franquiste**

■ César CORTE

**La place de la social-démocratie
dans la lutte des classes
d'hier et d'aujourd'hui (2^e partie)**

■ Michel DAUBERNY

**A propos des analyses
et des propositions économiques
du PCF (2^e partie)**

Avril 1979 — Prix 10 F

N° **586**

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

Numéro 586 - Avril 1979

SOMMAIRE

3 — ■ Stéphane JUST

**Au XXII^e Congrès de l'OCI : une tumeur
extirpée**

14 — **Résolutions du XXII^e Congrès de l'OCI**

27 — ■ Robert CLEMENT

**Après la Conférence européenne des 27, 28
et 29 janvier 1979 : premiers enseignements**

41 — Une déclaration du Secrétariat
international

**Iran : nouvelle phase
de la révolution prolétarienne
mondiale**

51 — ■ Denis COLLIN

Le cours actuel de la bureaucratie chinoise

71 — ■ Etienne LAURENT

**Une nouvelle défaite de la monarchie
franquiste**

87 — ■ César CORTE

**La place de la social-démocratie
dans la lutte des classes
d'hier et d'aujourd'hui (2^e partie)**

111 — ■ Michel DAUBERNY

**A propos des analyses
et des propositions économiques
du PCF (2^e partie)**

*Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois de
juin 1979, sera mis en vente le mercredi 23 mai 1979.*

LA VÉRITÉ

Le prochain numéro de « La Vérité » sera consacré à l'analyse des événements de Chine. Le prochain numéro de « La Vérité » sera consacré à l'analyse des événements de Chine. Le prochain numéro de « La Vérité » sera consacré à l'analyse des événements de Chine.

Numéro 888 - Avril 1979

Léon TROTSKY

SOMMAIRE

- 3 — ■ Stéphane LUST
Au XXII^e Congrès de l'OCI : une tumeur
extirpée
- 14 — Résolutions du XXII^e Congrès de l'OCI
- 27 — ■ Robert CLEMENT
Après la Conférence européenne des 27, 28
et 29 janvier 1979 : premiers enseignements
- 41 — Une déclaration du Secrétariat
international
En : nouvelle phase
de la révolution prolétarienne
mondiale
- 51 — ■ Denis GOLIN
Le cours actuel de la bureaucratie chinoise
- 71 — ■ Etienne LAURENT
Une nouvelle étape de la monarchie
française
- 87 — ■ César CORTE
La place de la social-démocratie
dans la lutte des classes
d'hier et d'aujourd'hui (2^e partie)
- 111 — ■ Michel DAUBERNY
A propos des analyses
et des propositions économiques
du PCF (2^e partie)

Le prochain numéro de « La Vérité » sera consacré à l'analyse des événements de Chine. Le prochain numéro de « La Vérité » sera consacré à l'analyse des événements de Chine. Le prochain numéro de « La Vérité » sera consacré à l'analyse des événements de Chine.

au XXII^e Congrès de l'OCI

une tumeur extirpée

par Stéphane JUST

Les lecteurs de La Vérité, qui lisent également La Lettre d'Informations ouvrières, savent qu'au XXII^e Congrès de l'OCI (1), la discussion sur l'objectif « une OCI de 10 000 membres » a révélé de façon inexorable les pratiques scandaleuses, du point de vue d'une organisation communiste, de Charles Berg, responsable de la commission province : truquage politique en ce qui concerne le nombre de militants. Ultérieurement, il apparaissait que Berg puisait largement à des fins personnelles dans la trésorerie de la commission province.

LES PRATIQUES DES « AUTRES » PARTIS OUVRIERS

Les falsifications de Berg sont scandaleuses pour une organisation communiste, mais elles sont pratiquées à une gigantesque échelle par toutes les organisations staliniennes et social-démocrates. Qui peut croire que le PCF, par exemple, compte actuellement 700 000 militants ? D'abord, la carte de militant du PCF n'a pas plus de valeur que celle de pêcheur à la ligne. Ensuite, les chiffres sont monstrueusement truqués. La réalité est qu'un gigantesque appareil, reposant sur les permanents directs du PCF, ceux des organisations de la CGT, ceux des comités d'entreprise, des municipalités, ceux d'organisations de toutes sortes, encadre quelques dizaines de milliers de militants. Quant au PS actuel, dont les effectifs s'élèvent aujourd'hui à quelques dizaines de mille, y adhérer ne signifie aucun engagement militant.

Au contraire de ce que Berg affirmait, en fixant l'objectif de 10 000 militants à l'OCI, notre but n'a jamais été de construire « un troisième parti ouvrier », mais un authentique parti ouvrier révolutionnaire, regroupant une avant-garde militante. C'est un parti qui, ni dans ses principes, ni dans ses méthodes, ni dans ses objectifs, ni dans son mode de fonctionnement, ne se situe sur le même plan que le PS et le PCF.

Ces partis sont des partis ouvriers bourgeois. Ils participent à la défense de l'ordre bourgeois, chacun selon des rapports particuliers : les partis social-démocrates en relation directe avec l'impérialisme, les PC comme instruments de la bureaucratie du Kremlin et de sa politique contre-révolutionnaire. Les PC ont aussi poussé de profondes

(1) *La Vérité* publie à la suite de l'article du camarade Stéphane Just la résolution politique générale et la résolution sur le fonctionnement politique de l'OCI et la formation, adoptées par le XXII^e Congrès de l'OCI.

racines au sein de la société bourgeoise. Ces partis ne peuvent jouer leur rôle que s'ils exercent une influence plus ou moins déterminante sur la classe ouvrière, influence qu'ils possèdent en fonction de leur origine et de l'affirmation que leur objectif historique est d'en finir avec le capitalisme, d'instaurer le socialisme, le communisme. En cela, ce sont des partis ouvriers. Mais, répétons-le, défenseurs de la société bourgeoise, ce sont des partis ouvriers bourgeois contre-révolutionnaires.

Ne parlons pas de principes, ils n'en ont pas, mais leurs méthodes, leurs objectifs, leur fonctionnement sont strictement adaptés à la société bourgeoise pourrissante. Libéralisme ou brutalité bureaucratique, les deux se conjuguant le plus souvent, dislocation politique, mensonge, trucage, falsification, tels sont obligatoirement leurs méthodes et leur mode de fonctionnement. Les militants doivent nécessairement être des instruments entre les mains des appareils. Ils sont englués dans une gélatine inconsistante de soi-disant adhérents qui ne sont pas de véritables militants. Nécessairement, les véritables militants sont dépolitisés, décervelés. En d'autres termes, ces partis ne peuvent être au sens plein du terme des partis ouvriers. Un parti ouvrier ne peut l'être pleinement que s'il est un parti ouvrier révolutionnaire.

QUEL PARTI CONSTRUISONS-NOUS ?

L'essence du programme de la IV^e Internationale, « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale », est résumée dans la formule suivante :

« Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore « mûres » pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, elles ont commencé à pourrir. Sans révolution socialiste dans la plus prochaine période, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat,

c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

Le pourrissement des partis ouvriers traditionnels et des appareils bureaucratiques des syndicats est une des manifestations du pourrissement de la société bourgeoise. Les appareils bureaucratiques tendent à décomposer politiquement le prolétariat et à rompre son organisation comme classe qui s'est poursuivie pendant des dizaines d'années au moyen des I^{re}, II^e, III^e Internationales et de la construction des syndicats.

Pour l'OCI, pour les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, qui combattent pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la tâche n'est assurément pas de construire un troisième parti ouvrier. Car que veut dire cette formule ? Elle signifie un parti se situant sur le même plan que les deux autres, se situant dans un rapport d'égalité avec les autres, un parti comme les autres. Telle était précisément la conception que Charles Berg a impulsée en pratique dans la commission province. Cela signifie obligatoirement des méthodes de contrôle bureaucratiques, l'utilisation du verticalisme, le cloisonnement, la dépolitisation, le trucage, la falsification, se poser de façon antagonique par rapport aux militants, poser l'OCI de façon antagonique face aux masses.

Nous n'avons pas à construire un troisième parti ouvrier, mais à forger l'instrument qui permettra aux masses de surmonter les obstacles qui se dressent devant elles, de briser les appareils bureaucratiques, les PC et les partis social-démocrates liés directement ou indirectement à la société bourgeoise, véritables appareils bourgeois à l'intérieur de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. Marx et Engels expliquent dans « L'Ideologie allemande » que la révolution prolétarienne est nécessaire non seulement pour renverser la bourgeoisie, mais également pour que le prolétariat, au feu de la révolution, dans le processus de son activité, liquide ce qui le marque du fait même qu'il est une classe de la société bourgeoise :

« L'appropriation (*des moyens de production*) est en outre conditionnée par la façon particulière dont elle doit nécessairement s'accomplir. Elle ne peut s'accomplir que par une union obligatoirement universelle, à son tour, de par le caractère du prolétariat lui-même, et une révolution qui renversera d'une part la puissance du mode de production et d'échange précédent, ainsi que le pouvoir de la structure sociale antérieure, et qui développera d'autre part le caractère universel du prolétariat et l'énergie qui lui est nécessaire pour mener à bien cette appropriation, une révolution où le prolétariat se dépouillera en outre de tout ce qui lui reste encore de sa position sociale antérieure. »

La régénération du mouvement ouvrier au feu des processus de la révolution prolétarienne mondiale fait partie de ce mouvement nécessaire du prolétariat sur lui-même dont parlent Marx et Engels. La victoire de la révolution prolétarienne mondiale implique nécessairement la liquidation de la pourriture bourgeoise à l'intérieur du mouvement ouvrier que sont les appareils bureaucratiques, comme elle implique la liquidation de la pourriture bourgeoise à l'intérieur des Etats ouvriers qu'elle dénature, que sont les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires.

L'instrument que nous forçons, le parti de la IV^e Internationale en France, la IV^e Internationale, est précisément indispensable pour vaincre la bourgeoisie sur tous les terrains et sous toutes les formes, donc sous celles des appareils bourgeois à l'intérieur du mouvement ouvrier, des partis ouvriers bourgeois — et dans le processus de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. Le processus de la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, c'est le processus même de la reconstruction de la IV^e Internationale et de la construction de ses partis nationaux, c'est le processus même qui amène à la solution de « la crise de l'humanité » par la solution de la crise de la direction révolutionnaire.

Loin d'être la construction d'un troisième parti ouvrier, la construction d'une OCI de 10 000 membres, du parti révolutionnaire en France, c'est

la bataille acharnée pour que se réalise ce que le « Programme de transition » met en exergue :

« L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant, d'autre part par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. »

Les lois de l'histoire ne se limitent pas à un mouvement purement objectif, elles incluent le rapport dialectique entre ce mouvement, la conscience spontanée, semi-spontanée, intuitive des masses, la conscience résultant de la propre expérience politique du prolétariat, et la construction du parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale. Les lois de l'histoire impliquent naturellement que ce sont les hommes qui font leur propre histoire, et que, pour le prolétariat, faire jusqu'au bout sa propre histoire exige qu'il dispose d'un organe spécial exprimant consciemment son mouvement historique : c'est-à-dire un parti fondé sur le programme de la révolution prolétarienne.

CE QUI EST EN CAUSE

Rappelons quelles étaient les pratiques scandaleuses de Charles Berg, que la discussion au XXII^e Congrès a commencé à révéler et qui, à la suite de celui-ci, ont été totalement révélées.

Charles Berg a pratiqué depuis environ un an maintenant une sorte de cavalerie politique du point de vue des chiffres de recrutement à l'OCI, qu'il annonçait en tant que responsable de la commission province.

Il a été constaté que Berg a gonflé d'environ 800 membres les effectifs de l'OCI en province. Le procédé était simple : Berg avait donné l'instruction que les membres des pré-cellules, qui remplacent les GER en tant qu'organismes de recrutement à l'OCI, soient directement intégrés à celle-ci. Déjà, cette politique est une violation des principes du bolchevisme qui sont

ceux de l'OCI et de la IV^e Internationale, c'est une violation des statuts de l'OCI dont on lira ci-contre un extrait du préambule, et dont les articles I et II stipulent que ce n'est que par coopération, en fonction de l'accord avec le programme de la IV^e Internationale et de la démonstration de la volonté militante, que l'on peut être intégré à l'OCI.

Dans une de ses interventions au XXII^e Congrès de l'OCI, Charles Berg a eu le front de prétendre que le comité central n'avait pas discuté et clarifié la question théorique du statut politique des pré-cellules et que de là

LES ARTICLES I ET II DES STATUTS DE L'OCI

I

L'OCI est une association volontaire de militants ouvriers rassemblés sur la base du *Programme de transition* de la IV^e Internationale. Elle lutte pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat français et pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

II

1^o Est membre de l'OCI celui qui participe régulièrement à un organisme de base (cellule) de l'organisation, qui défend dans son activité publique le programme de l'OCI et la ligne définie par son congrès ou qui accomplit les tâches qui lui sont dévolues par l'organisation, qui assure une activité régulière et disciplinée pour la construction de l'OCI et paie les cotisations qui lui sont fixées.

2^o La qualité de membre de l'OCI s'acquiert par cooptation.

provenait ce qu'il caractérisait alors comme « son erreur ». Autant dire que le comité central de l'OCI n'a jamais discuté ni du programme de la IV^e Internationale, ni des principes du centralisme démocratique, ni des statuts de l'OCI, l'ensemble formant un tout.

BERG SE CARACTERISE LUI-MEME : UN TRAITRE

Une authentique organisation communiste doit bien naturellement définir ses frontières. Il est possible de participer à une pré-cellule en raison d'un accord avec la concrétisation immédiate de la politique de l'OCI, sans être pour autant d'accord a priori avec la totalité du programme de la IV^e Internationale, sans la compréhension que « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire », sans estimer qu'il faut reconstruire la IV^e Internationale, sans accepter immédiatement ses statuts, les principes du centralisme démocratique et leur application concrète. Le rôle des pré-cellules consiste, en partant de l'activité politique dans la lutte des classes, sous la responsabilité de l'OCI, à convaincre les militants qui y participent de tout cela. Mais qui peut juger de l'adhésion à ces positions principales qui fondent et constituent l'OCI, sinon l'OCI elle-même ?

En tout état de cause, pour n'importe quel militant de l'OCI, ne pas les respecter revient à violer cet engagement par rapport à l'OCI. Mais alors, que dire lorsqu'il s'agit du responsable politique de la province ? Berg devait en convenir au bureau politique du 16 février 1979, dont il a signé, comme les autres participants, le procès-verbal :

« Pour moi, ce qui se passe, je ne vois qu'un mot pour le caractériser, c'est une trahison politique et individuelle, je n'aggrave pas les choses. »

En effet, il s'agit bien d'une trahison. Trotsky nous l'a appris :

« La signification du programme, c'est la signification du parti... Mais qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion

Extrait du préambule des statuts de l'OCI

« Basant son activité sur le *Programme de transition*, l'OCI fonde ses règles d'organisation sur les principes du centralisme démocratique qui sont une expression du marxisme et qui constituent l'un des acquis de la lutte des classes vérifiés par des décennies de combat et réaffirmés dans le programme de la IV^e Internationale.

L'organisation révolutionnaire est un foyer où convergent toutes les contradictions de la société de classes qui, tout en fournissant les bases objectives de la construction de cette organisation, tendent en même temps à sa désintégration pratique et théorique. Sans une centralisation politique sans faille, fondée sur le programme, sans une centralisation d'organisation rigoureuse, elle se désintégrerait. L'indispensable centralisation d'une organisation communiste exige de ses membres une discipline complète.

Cette discipline a pour fondement la conscience politique, c'est-à-dire l'assimilation pratique et théorique du programme, la capacité à l'appliquer dans la lutte des classes. La discipline est reliée à l'éducation révolutionnaire, qui exige la libre discussion, la confrontation sur la base des enseignements de la lutte elle-même. La démocratie intérieure est, en ce sens, une condition indispensable du centralisme. Inversement, seul le centralisme permet une démocratie effective en ramenant tous les problèmes à ceux de la construction de l'organisation révolutionnaire, en conduisant toutes les discussions à des conclusions — c'est-à-dire à des décisions — dont tous les membres de l'organisation sont partie prenante.

Le centralisme démocratique exprime les nécessités et l'expérience de la lutte des classes internationale du prolétariat. Le centralisme, c'est l'affirmation, dans les méthodes de construction de l'organisation révolutionnaire, de ce que la lutte a enseigné aux travailleurs :

LE PROLETARIAT N'A D'AUTRE ARME DANS SA LUTTE POUR LE POUVOIR QUE L'ORGANISATION (Lénine)

La démocratie exprime, au même titre, une nécessité qui découle de l'expérience historique du prolétariat : elle est un élément indispensable de l'élévation du niveau d'organisation et de conscience du prolétariat, et donc de la construction du parti révolutionnaire.

L'application des principes du centralisme démocratique passe par des mesures d'organisation qui ne sauraient être identiques à chaque étape du développement de l'organisation, et qui dépendent de l'état de l'organisation, de la situation dans la lutte des classes, de la forme de domination de classe de la bourgeoisie, de ses rapports avec la classe ouvrière, de ses tâches. Mais ces principes s'incarnent dans les formes d'organisation fondamentales d'une organisation communiste qu'il s'agit, à chaque étape, de préserver et de renforcer. »

réside dans une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti. »

Berg ne se serait-il borné qu'à transformer en militants directement intégrés à l'OCI les militants participant aux pré-cellules, qu'il aurait trahi l'OCI, combattu contre le programme, contre les principes. Il ouvrirait ainsi les portes à tout ce qui peut être élément de désintégration de l'OCI, car le parti, c'est son programme.

Bien entendu, au cours de la discussion au congrès, nombre de camarades ont fait référence à la discussion de 1903 sur les statuts au sein du parti social-démocrate de Russie, opposant les courants qui allaient être connus historiquement sous le nom de menchevique et sous celui de bolchevique, que Lénine dirigeait. Il s'agissait de la délimitation de l'appartenance au parti.

Mais c'est toute la tradition de l'OCI, tout ce qui a fait l'OCI, qui est en cause. L'OCI s'est construite dans la défense du programme de la IV^e Internationale. L'OCI combat pour l'expulsion du révisionnisme des rangs de toutes les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale.

L'OCI proclame l'incompatibilité entre la IV^e Internationale et le révisionnisme. Comment, dans ces conditions, pouvoir « oublier » que la règle principale est la cooptation par l'OCI des militants qui s'engagent à combattre sur le programme, selon les statuts et les principes de l'OCI ? C'est impossible.

Même limitée à cela, la pratique de Berg revenait donc à une activité liquidatrice de l'OCI et de la IV^e Internationale.

A la date du 19 février 1979, le bureau politique limitait la sanction qu'il proposait au comité central de prendre contre Berg à l'exclure du comité central, à ce qu'il ne soit plus permanent mais trouve du travail et milite à la base dans une cellule.

La suite allait révéler d'autres aspects de ce qui constitue au fond un même problème.

La falsification politique ne portait pas seulement sur l'intégration sans cooptation de militants des pré-cellules à l'OCI, mais en comptabilisation sous forme de « phalanges » d'argent récolté auprès de sympathisants, ou même au cours de simples collectes.

Enfin, la falsification politique était finalement une exigence pour poursuivre la prévarication que Berg pratiquait et la dilapidation à usage personnel des fonds de l'OCI. Le système utilisé était celui, classique, de la cavalerie financière, comblant des trous de trésorerie par des emprunts ou des détournements de fonds, mais dont les seuls résultats étaient de creuser des trous plus importants, et ainsi de suite. En tout état de cause, au bout, il y avait la culbute. Berg a reconnu les faits et signé les procès-verbaux les établissant.

Berg avait établi un système de verticalisme disloquant la commission province en trois, une pratique bureaucratique de fonctionnement exigeant la discipline par rapport à lui, qui, affirmait-il, parlait au nom du bureau politique et du secrétariat de l'OCI. Toute sa pratique ne pouvait à la longue que rendre de plus en plus difficile l'application fructueuse de la politique de l'OCI, tarir du même coup le recrutement, d'autant que sa propre pensée politique dépendait étroitement de ses préoccupations dominantes.

Cependant, à tout prix, il fallait obtenir des résultats conformes aux objectifs, et même des résultats « brillants » pour empêcher que le comité central, le bureau politique, le secrétariat ne serrent de trop près ce qui se passait en province, et que lui, Berg, reste pour la province « la voix » du bureau politique et du secrétariat. L'inflation politique, la cavalerie politique devenaient indispensables à la poursuite de la cavalerie financière.

Par ailleurs, il était indispensable de bloquer tout ce qui pouvait remonter des cellules, des régions de province au bureau politique et au secrétariat, de briser tout militant apparaissant comme pouvant être un obstacle au fonctionnement du système.

POURQUOI BERG

N'A-T-IL PAS LU

LA PREFACE A

« FRONTS POPULAIRES

D'HIER

ET D'AUJOURD'HUI » ?

Le caractère d'ennemi de l'OCI, siégeant au sommet de l'OCI, de Berg, ne pouvait que s'affirmer de plus en plus, ses pratiques politiques ne pouvaient que devenir de plus en plus des pratiques liquidatrices, les méthodes et les pratiques politiques de Berg étaient de plus en plus celles des bureaucraties, des appareils bureaucratiques, ainsi que sa politique. Cela l'amena à dire que l'objectif des 10 000 correspondait à la construction du « troisième parti ouvrier » en France. Mais il n'y a pas de place pour une organisation de la IV^e Internationale bureaucratique. Pour le savoir, il suffisait à Berg de lire l'introduction que j'ai écrite au livre « Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui », livre dont la couverture porte également son nom. Il y aurait lu :

« L'objet de ce livre n'est pas d'analyser les raisons et les conséquences de la crise qui a disloqué la IV^e Internationale. Qu'il suffise d'indiquer que les organisations, les partis nés de la lutte de classe du prolétariat sont eux-mêmes tributaires de la lutte des classes. Ils subissent la pression, l'influence des autres classes et groupes sociaux. La lutte des classes, sous des formes multiples, trouve toujours des voies et des moyens de s'exprimer à l'intérieur des partis et des organisations nés de la lutte de classe du prolétariat. La social-démocratie s'est adaptée et intégrée à la société bourgeoise. En octobre 1917, la direction du Parti bolchevique s'est cassée en deux : Zinoviev et Kamenev, en s'opposant à l'insurrection et à la prise du pouvoir, cristallisaient, à l'intérieur du Parti bolchevique, la pression et la réaction de la bourgeoisie. On sait comment le Parti bolchevique et la III^e Internationale ont dégénéré. La IV^e Internationale a également subi la pression de la société bourgeoise conjugée à celle du stalinisme, la pénétration en son sein de la réaction. Un courant révisionniste s'est

développé à l'intérieur de la IV^e Internationale, le blablisme. En 1953, il était à l'origine de sa crise : la IV^e Internationale doit être reconstruite.

Pourquoi reconstruire la IV^e Internationale et non construire une nouvelle Internationale ? C'est qu'au contraire de ses devancières, la IV^e Internationale n'est pas devenue l'instrument d'une couche sociale aux intérêts spécifiques, s'adaptant et s'intégrant à la société bourgeoise. La résistance à la destruction a surgi à l'intérieur de la IV^e Internationale. La continuité de la IV^e Internationale a été assurée, d'abord par la section française de 1951 à 1953, ensuite par le Comité international de la IV^e Internationale, enfin par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Le programme de la IV^e Internationale est plus vivant et actuel qu'il ne le fut jamais. Programme de la révolution prolétarienne, tous les événements ont vérifié sa justesse : il est indispensable pour répondre aux exigences qui surgissent de la nouvelle période de la révolution mondiale ouverte en 1968. Son originalité, sa place, son programme font que la IV^e Internationale est inassimilable par la société bourgeoise et par le stalinisme. La IV^e Internationale ne peut être que détruite ou finalement victorieuse.

En des circonstances particulièrement difficiles et défavorables, ont surgi en son sein les forces qui ont empêché qu'elle soit détruite et ont assumé sa continuité. La IV^e Internationale doit être reconstruite : elle n'a pas été détruite. »

Si Berg avait lu ces lignes, peut-être aurait-il compris qu'elles annonçaient la lamentable issue de sa lamentable aventure.

La méthode et la pratique politiques de Berg ont été de celles qui expriment « la pression de la société bourgeoise conjugée à celle du stalinisme ». Il s'est agi d'une « pénétration », au sein de l'OCI, « de la réaction ». Il s'est donc agi d'une entreprise de destruction de l'OCI. Mais une lecture sérieuse de « Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui » n'aurait pas laissé à Berg le moindre doute sur le fait que « la résistance à cette destruction allait

inéluclablement surgir à l'intérieur de l'OCI », et l'écraser.

C'est ce qui s'est produit. Axé sur le combat politique pour construire une OCI de 10 000 membres, le XXII^e Congrès de l'OCI a commencé à révéler les falsifications, l'inflation, la cavalerie politique de Berg. Cette révélation a amené à découvrir sa cavalerie financière, sa prévarication, sa dilapidation à usage personnel de fonds de l'OCI. Le comité central des 24 et 25 février 1979 a exclu Berg de l'OCI.

LA QUESTION CLE : LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE, LA CENTRALISATION POLITIQUE

Il reste qu'une question déterminante se pose : comment et pourquoi cela a-t-il été possible ? A cette question, on ne peut répondre qu'en fonction des faiblesses et difficultés de la direction de l'OCI qui ont permis que Berg dirige de façon relativement indépendante la commission province, constitue les éléments d'un « appareil », mette les membres du comité central responsables de régions de province en situation d'accepter ses directives politiques.

Ces membres du comité central ont leur part de responsabilité dans l'acceptation de l'inflation et de la cavalerie politiques. Ils ne sont en aucun cas responsables des malversations financières. Ils n'ont accepté le système qui effaçait les frontières de l'OCI que progressivement et, en quelque sorte individuellement, indépendamment les uns des autres, étant donné le mode de fonctionnement vertical et tronçonné de la commission province. Certains ne l'ont pratiqué que tout récemment, d'autres ne l'ont jamais pratiqué. Ils l'ont accepté par suite de leur faiblesse politique, qui leur rendait difficile de traduire concrètement l'orientation politique de l'OCI dans les régions dont ils sont responsables. Le système lui-même accentuait leur faiblesse théorique et politique. C'est ainsi qu'ils ont accepté et pratiqué une interprétation de la méthode « objectifs-résultats » absolument contraire à son contenu.

N'étant pas suffisamment armés pour répondre aux problèmes politiques qui se posent, ils en ont accepté une interprétation purement administrative : à tout prix, par n'importe quels moyens, tenir, sur le papier, pour le communiqué, les objectifs.

Mais la méthode elle-même doit-elle être mise en cause ? C'est exactement le contraire. Son application avec son véritable contenu, pendant tout le cours du XXII^e Congrès de l'OCI, a seule permis de démasquer les falsifications politiques de Berg et, par suite, ses escroqueries financières.

Cependant, on ne peut s'arrêter à la responsabilité particulière des membres du comité central responsables des régions de province : la responsabilité de l'ensemble de la direction, de la totalité du comité central est engagée, y compris des dirigeants ayant le plus d'expérience politique.

L'insuffisance, le manque de rigueur dans l'application des principes du centralisme démocratique ont rendu possible la formation de cette tumeur. La cause profonde en est l'insuffisance de centralisation politique. Ainsi, de pareilles méthodes ne peuvent pas se développer dans la région parisienne. D'abord parce qu'il faut qu'il existe à la direction un certain type de personnage qui est fort heureusement plutôt rare à l'OCI. Ensuite parce que, nécessairement, quasi mécaniquement, la région parisienne se trouve rigoureusement et directement contrôlée politiquement par la direction dans son ensemble.

Pour bien le comprendre, il faut en finir avec une fausse conception du centralisme démocratique. Le centralisme démocratique n'est pas un savant dosage entre centralisme et démocratie : un peu plus ou un peu moins de celui-là ou de celui-ci, selon les circonstances.

A l'époque actuelle, il ne peut y avoir de démocratie sans centralisme. Certes, une certaine forme de centralisme peut être le verticalisme, le compartimentage, le bureaucratisme. Ce qui ne prouve rien contre le centralisme, tout au contraire. Le centralisme doit être l'instrument de tous, là est la question. Cela découle de la nature des tâches historiques que le prolétariat a à accomplir, de la nature

des tâches de l'organisation qui construit le parti révolutionnaire, de la nature des tâches que ce parti révolutionnaire aura à accomplir. Elles se posent par rapport à la totalité du développement de la lutte des classes, nationale dans sa forme, internationale dans son contenu. C'est pourquoi il s'agit de construire le parti mondial de la révolution mondiale dont les partis nationaux sont les sections.

Pour en rester au plan national, le prolétariat se heurte au pouvoir centralisé de la bourgeoisie qui constitue l'Etat bourgeois. Il lui faut — pour combattre ce pouvoir d'Etat, une bourgeoisie organisée de façon centralisée par de multiples organismes et de multiples rapports — se centraliser politiquement comme classe. Il lui faut instituer un pouvoir centralisé, construire un Etat ouvrier national, exproprier à partir de cet Etat le capital, organiser, planifier centralement la production. C'est seulement la connaissance de l'ensemble qui permet à chaque composante de cet ensemble de le maîtriser, de participer à l'élaboration générale comme de maîtriser les données particulières qui lui sont spécifiques. Toutes les forces étrangères et ennemies du prolétariat, ennemies et adversaires de la construction du parti révolutionnaire, tentent de cloisonner, de réduire au particularisme, de disloquer, tandis qu'elles monopolisent la centralisation. Les « théories » sur l'autogestion, le mode de fonctionnement des partis ouvriers bourgeois contre-révolutionnaires, les grèves tournantes, les actions disloquées procèdent de cette méthode, celle que Berg a lui-même utilisée. Encore une fois, il n'y a pas de démocratie sans centralisme. Les principes du centralisme démocratique sont fondés sur des données objectives.

LE PLAN POLITIQUE ET D'ORGANISATION

Mais le centralisme démocratique ne peut être seulement un ensemble de mesures statutaires. Le centralisme démocratique n'est totalement appliqué que si est traduit concrètement ce que Trotsky souligne :

« En quoi consiste la cohésion (*du parti*) ? Cette cohésion réside dans

une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti. »

En d'autres termes, le centralisme démocratique, la centralisation politique se concrétisent dans l'appréciation commune de la situation politique, de la situation de l'organisation, des tâches et objectifs, du combat politique de construction de l'organisation, bien entendu sur la perspective historique de la IV^e Internationale et de son programme, mais au moment actuel. C'est très exactement le contenu de la méthode objectifs-résultats, mais qui n'est pleinement appliqué que dans un plan politique et d'organisation, lequel définit et concrétise les tâches politiques de l'organisation, fixe l'ensemble des objectifs que l'OCI s'assigne, les harmonise et définit les processus politiques pour les atteindre.

Tel est précisément la voie sur laquelle s'est engagée l'OCI depuis notamment son XX^e Congrès. Certes, cette voie n'a pas été suivie de façon rectiligne : combien d'erreurs, combien de faux pas la jalonnent ? Mais, avec obstination, c'est cette voie que nous nous sommes efforcés de suivre. L'objectif de construire une OCI de 10 000 militants sur la base d'un plan politique et d'organisation a été au centre des débats du XXII^e Congrès de l'OCI. Tout le travail du congrès et de ses commissions a été ordonné par l'élaboration d'un plan politique et d'organisation dans le but d'atteindre cet objectif.

C'est cette bataille pour la centralisation politique sur l'objectif des 10 000, concentrée dans un plan politique et d'organisation, qui a permis de démasquer Berg. Pourquoi Berg a-t-il pu développer ses méthodes, ses pratiques politiques ? En raison de l'insuffisance du comité central à élaborer, à appliquer la méthode objectifs-résultats, à concrétiser cette méthode dans un plan politique et d'organisation englobant l'ensemble de l'activité de l'OCI, sur les objectifs de construction de l'OCI. La solution à ce genre de problèmes réside dans une application plus riche, plus élaborée de cette méthode.

Il est nécessaire de préciser. Certes, la méthode objectifs-résultats exige d'avoir recours à des mesures administratives. Pourtant, réduire cette méthode au contrôle mécanique d'objectifs fixés mécaniquement est contraire à la méthode. Vouloir les atteindre sans poser les problèmes politiques qu'ils soulèvent, qui les conditionnent, sans analyser pourquoi, du point de vue politique, tel ou tel objectif n'a pas ou a été atteint, ne pas formuler les réponses politiques indispensables, c'est transformer la méthode en son contraire, c'est étrangler la discussion et la vie politique de l'organisation.

On peut comparer la méthode objectifs-résultats, le plan politique et d'organisation, à la planification économique indispensable à la société de transition entre le capitalisme et le socialisme et à ses méthodes. Dans un cas, il s'agit de planifier la construction du parti révolutionnaire, dans l'autre de planifier le développement des forces productives. Trotsky a écrit des lignes à propos de la planification en URSS qui doivent nous guider, du point de vue de la méthode, quant à la façon dont nous devons comprendre et appliquer la « planification » de la construction du parti révolutionnaire en France, élaborer et mettre en cause nos plans politiques et de développement :

« La direction centralisée ne constitue pas seulement une garantie énorme, mais elle crée aussi le danger de fautes centralisées, c'est-à-dire multipliées. Seule une régularisation permanente des plans dans le processus de son accomplissement, sa reconstruction partielle ou totale sur la base de l'expérience acquise peuvent lui assurer un caractère économique effectif. »

Dans un autre article, Trotsky écrit encore :

« S'il existait un cerveau universel, décrit par la fantaisie intellectuelle de Laplace, un cerveau enregistrant en même temps tous les processus de la nature et de la société, mesurant la dynamique de leur mouvement, prévoyant les résultats de leur action, un tel cerveau pourrait évidemment construire à priori un plan économique définitif et sans aucune faute, en

commençant par calculer les hectares de fourrage et en finissant par les boutons de gilet. En vérité, la bureaucratie se figure souvent que c'est elle principalement qui a un tel cerveau : c'est pourquoi elle se libère si facilement du contrôle du marché et de la démocratie soviétique. »

Le plan politique et d'organisation doit faire l'objet d'une régularisation permanente dans le processus de son accomplissement. La méthode objectifs-résultats, le plan politique et d'organisation doivent être compris comme un puissant moyen d'ordonner comme un tout l'activité de l'organisation. Loin de supprimer la nécessité d'apprécier à chaque moment la situation politique et notre activité, ils exigent au contraire de le faire constamment, de pousser l'analyse jusqu'au détail, d'affirmer notre activité, éventuellement de la réajuster ou de la modifier. Nous ordonnons notre activité sur des objectifs précis. Notre activité nous permet de mieux appréhender la réalité et de mieux ajuster notre activité. C'est dire que la méthode objectifs-résultats, le plan politique et d'organisation exigent une organisation vivante d'une vie politique intense, vie politique ordonnée sur un seul objectif qui résume tous les autres : construire l'OCI.

CONGRES EXTRAORDINAIRE DE L'OCI DU 24 AU 27 MAI 1979

Une fois encore, l'OCI a publiquement expliqué les difficiles problèmes qui se posent à elle. Elle a expliqué ouvertement et sans détour le cas Berg, ses raisons et ses conséquences, le coup très dur porté à l'OCI. Pourtant l'organisation n'est pas ébranlée. D'un certain point de vue, cette affaire a vérifié la vitalité et les ressources de l'OCI. Les conséquences immédiates surmontées, l'OCI assainie sera mieux armée, plus cohérente, pour accomplir ses tâches.

La direction de la CGT a mis en avant la perspective d'une « marche sur Paris ». L'OCI et la délégation permanente de la III^e Conférence nationale ouvrière et jeune ont tenu

compte de cet élément nouveau. Dans une déclaration, elles ont précisé :

« Nous avons décidé d'organiser le 1^{er} avril le rassemblement pour la manifestation centrale et unie à l'appel des organisations, contre le gouvernement et l'Assemblée nationale.

Aujourd'hui, la CGT appelle à une marche sur Paris.

Nous prenons acte.

Aucun prétexte ne sera donné à une quelconque manœuvre contre l'unité.

Saisis d'une démarche formulée par une section CGT, sans pour autant partager entièrement les positions qui y sont développées, nous appelons les travailleurs et jeunes dans les entreprises, les facultés, les lycées, à prendre les mêmes dispositions que la CE de cette section a prises.

« (...) La commission exécutive estime en conséquence devoir appeler tous les syndiqués et tous les personnels à préparer dans l'immédiat les conditions de la marche sur Paris.

Pour sa part, elle décide :

1 — de collecter les fonds parmi le personnel afin de louer les cars pour le jour où sera décidée la marche sur Paris ;

2 — d'éditer cette résolution en tract qui sera diffusé parmi le personnel ;

3 — de faire connaître aux instances nationales du syndicat notre initiative, afin que, reprise, elle soit généralisée à toutes les sections et à tous les personnels.

C'est tous ensemble que nous arracherons pour tous la garantie de l'emploi.

C'est tous ensemble que nous pouvons faire reculer le gouvernement.

Tous ensemble dans la marche unie sur Paris contre les attaques gouvernementales visant la Sécurité sociale ! »

Travailleurs, militants et jeunes, partout, signez, faites contresigner la déclaration suivante de la section CGT. Prenez partout des initiatives unitaires. Travailleurs, jeunes, militants, réunissez-vous partout à partir de l'atelier, du bureau, de l'école, de la faculté, convoquez les Assemblées démocratiques, interprofessionnellement et localement, qui prendront en main dès maintenant, tout de suite, l'organisation de la marche sur Paris des travailleurs de tout le pays, de toute la France !

TOUS ENSEMBLE A PARIS ! »

Le 24 février 1979.

Cela étant, la résolution du XXII^e Congrès sur la situation politique et les tâches que nous publions reste pleinement valable, particulièrement en ce qui concerne les Assemblées démocratiques.

Les conséquences de l'affaire Berg exigent que l'OCI tienne en des délais relativement rapides un congrès extraordinaire.

Le XXIII^e Congrès se tiendra donc du 24 au 27 mai. Extirpant toutes les séquelles, tirant toutes les leçons de ce douloureux épisode, l'OCI sera mieux armée pour accomplir ses tâches politiques. Ceux qui espèrent que l'OCI vacillera ou même ira à terre vont déchanter ; elle maintient son objectif : une OCI de 10 000 militants, un véritable parti révolutionnaire, dans de courts délais.

Stéphane Just,
le 2 mars 1979.

résolution politique générale du XXII^e Congrès de l'OCI

1/— Nous avons convoqué le rassemblement pour la manifestation unie des travailleurs et jeunes avec leurs organisations, contre l'Assemblée nationale. Le 1^{er} avril, des milliers et des milliers de travailleurs et jeunes doivent être rassemblés par l'activité centralisée de l'OCI, activité qui suppose que les directions à tous les niveaux donnent les moyens aux cellules et à chaque militant intervenant dans la lutte des classes de construire avec les Assemblées démocratiques le rassemblement.

2/— La formulation générale que nous mettons en avant pour la construction du rassemblement peut être résumée ainsi : le 2 avril, l'Assemblée nationale se réunit. Dans la session qui s'ouvre le 2 avril, le gouvernement Giscard-Barre a décidé de programmer toutes les attaques contre les travailleurs et les jeunes, et plus particulièrement toutes les attaques contre la Sécurité sociale.

Peut-on accepter que cette Assemblée nationale truquée puisse décider le chômage et les centaines de milliers de licenciements dans la sidérurgie, le textile, les chantiers navals, Manufrance, Renault, l'automobile, la télévision, etc. ?

Toutes les catégories de travailleurs sont touchées.

Peut-on accepter ces mesures ? Doit-on accepter qu'un vote de la majorité truquée giscardochiracienne puisse décider d'attaquer tous les aspects de la vie quotidienne des travailleurs et des jeunes, leur niveau de vie, leur emploi, leurs conditions de travail, leurs études ?

Tous sont agressés. Les chômeurs à qui le gouvernement, appuyé sur son Assemblée nationale, veut retirer les 90 %, les retraités à qui le gouvernement, appuyé sur son Assemblée nationale, veut diminuer le taux des retraites. Jusqu'aux malades dans les hôpitaux pour qui Mme Veil décide, appuyée sur l'Assemblée nationale, de supprimer les lits, rationner les soins et même la nourriture.

Peut-on accepter que, sanctionnées par un vote de la majorité truquée, l'Assemblée nationale décide de ces mesures ? Ne faut-il pas aller tous ensemble là où se décident les mauvais coups contre les travailleurs et la jeunesse ?

Ne faut-il pas que les travailleurs, les jeunes et toutes les organisations manifestent tous ensemble, dans l'unité, contre l'Assemblée nationale, pour balayer cette Assemblée nationale réactionnaire qui, du point de vue de la démocratie, est illégitime ?

Le 1^{er} avril, des milliers et des milliers de travailleurs et jeunes, interprètes des masses laborieuses et de la jeunesse, se rassembleront pour les revendications, contre les licenciements, contre les mesures anti-ouvrières du gouvernement. Des milliers et des milliers rassemblés à Paris, porte de Pantin. La preuve sera ainsi faite que les masses laborieuses et la jeunesse sont à même de réaliser l'unité des travailleurs et des organisations dans la manifestation unie des travailleurs et des organisations contre l'Assemblée nationale.

COMMENT CONSTRUIRE LE RASSEMBLEMENT ?

3/— Nous vendons 8 000 numéros d'« IO » dans la région parisienne, 10 000 en province. Nous avons 2 000 abonnés. Le journal, pour les bolcheviks que nous sommes, est le facteur d'organisation. Bien entendu, il ne saurait être question, pour deux raisons, de considérer la vente du journal comme un étalon absolu de valeur : d'une part, une partie de nos lecteurs sont ceux qui nous suivent, qui contribuent par leurs versements à assurer nos campagnes, sans pour autant prendre directement en charge dans la pratique la politique de l'OCI ; d'autre part, l'objectif des 10 000 que nous nous sommes fixé implique que nous devons dégager les militants et recruter dans le processus même de l'intervention dans la lutte des classes. Nous pouvons en conséquence, en nous appuyant sur le chiffre atteint de progression de l'organisation (5 079 militants), en élaborant une politique d'intervention dans la lutte des classes, en relation avec l'analyse et les perspectives politiques de la situation, nous fixer raisonnablement l'objectif des 10 000 à l'OCI pour le XXIII^e Congrès.

Mais 10 000 au XXIII^e Congrès ne peuvent être atteints par une progression mécanique par rapport à ce que nous sommes aujourd'hui. 10 000 signifie que nous devenons un parti, pas encore le parti révolutionnaire dirigeant, mais un parti. Dans la résolution du bureau politique où nous avons discuté de l'objectif des 10 000, nous avons écrit (« Lettre d'IO » n° 92 - 4 décembre 1978) :

« Quels sont les problèmes à résoudre ? Et comment se posent-ils à l'activité de l'OCI ?

a — les masses laborieuses attendent de leurs directions — les directions officielles du mouvement ouvrier — qu'elles avancent les mots d'ordre et les formes d'action. Ce que les directions refusent ;

b — la politique, les mots d'ordre, les formes d'action que l'OCI met en avant rencontrent chez les travailleurs une adhésion massive. Mais les travailleurs tout à la fois comprennent que nous ne pouvons prendre sur nous dans les conditions politiques données de décider l'action, et en même temps nous le demandent ;

c — nous ne pouvons résoudre ces problèmes que pas à pas, et nous ne pouvons les résoudre qu'en réalisant une politique qui, dans tous les domaines, amène les « masses » que nous touchons à construire avec nous les moyens politiques et d'organisation pour aider les grandes masses laborieuses à réaliser elles-mêmes la situation révolutionnaire.

— « Amener les masses » que nous touchons à construire avec nous les moyens politiques et d'organisation, c'est :

a — construire les comités pour l'unité et les Assemblées démocratiques ;

b — mettre en place un nouveau stade dans la politique de recrutement qui visera à organiser dans l'OCI, « en masse », les travailleurs et jeunes qui construisent avec nous les comités pour l'unité et les Assemblées démocratiques. »

4/— Le problème posé est donc celui des rapports entre le mouvement des masses, la politique des appareils, la nécessité que les masses ressentent de voir leurs organisations s'unir contre les mesures gouvernementales et patronales, le refus des appareils de réaliser l'unité aux fins de soutenir le gouvernement et les institutions, et la politique de l'avant-garde qui est définie par la nécessité d'aider les masses laborieuses et la jeunesse à réaliser elles-mêmes le front unique ouvrier contre le gouvernement et le patronat.

5/— Il n'y a pas un « mouvement autonome des militants » indépendant des appareils et indépendant du mouvement des masses laborieuses. Il y a les appareils, et en particulier il y a l'appareil du PCF qui contrôle la CGT et qui ne saurait s'auto-réformer, ni être réformé. Il y a la CGT qui est une organisation de classe, que les travailleurs à juste titre considèrent comme leur organisation de classe, au même titre que la CGT-FO et la FEN, mais nous savons que c'est une organisation de classe que l'appareil stalinien contrôle pour des fins contre-révolutionnaires. Il n'y a que deux disciplines : la discipline envers le mouvement des masses qui se dirige contre le patronat, le gouvernement et les institutions, et il y a la politique des appareils, et plus particulièrement de l'appareil stalinien, qui, sur l'ordre du Kremlin, défend le régime, assure l'application des plans du gouvernement et du patronat. Et il y a la politique de l'OCI qui combat pour donner aux travailleurs et aux jeunes les moyens de réaliser l'unité contre le gouvernement et le patronat, contre les institutions. Il y a la politique de l'OCI, expression consciente du mouvement inconscient des masses. L'OCI rejette toute orientation qui viserait à aligner sa politique sur une ligne tendant, au nom d'une indistincte réforme des organisations (syndicats et partis ouvriers bourgeois), à aider les appareils bourgeois contrôlant les organisations de classe à tenter de casser par la division le mouvement de la classe qui se dirige objectivement vers la transformation de la crise politique du régime en crise révolutionnaire.

6/— Les masses laborieuses et la jeunesse veulent réaliser, contre l'offensive patronale et gouvernementale, l'unité des travailleurs, des jeunes et des organisations. Les appareils pratiquent une politique forcenée de division — grèves tournantes, journées d'action, actions dites « exemplaires », lâchers de ballons, kermesses, etc. Les masses laborieuses et la jeunesse subissent dans tous les aspects de leur vie les attaques forcenées du gouvernement et du patronat. La politique de division des appareils, si elle fait passer l'offensive patronale et gouvernementale, n'arrive pas à démoraliser la classe ouvrière. Bien au contraire, bien que les appareils arri-

vent pour le moment à bloquer les issues, les travailleurs cherchent opiniâtrement l'issue, et, confrontés à la politique traître des appareils, les premiers mouvements à caractère spontané (Saint-Chamond, Longwy, Denain, Valenciennes), en passant par-dessus les appareils, indiquent clairement la voie dans laquelle, en dépit des obstacles, les masses laborieuses et la jeunesse cherchent l'issue. L'issue, c'est résister, et pour résister : réaliser l'unité ; et, dans cette aspiration à l'unité, les masses et la jeunesse se heurtent à la politique forcenée de division des appareils qui cherchent à toute force à préserver le régime. Et les explosions spontanées se dirigent contre les organes de l'appareil d'Etat — police, préfecture. Dans ces explosions spontanées, nous voyons indiquée clairement la voie sur laquelle s'engage le mouvement de la classe : l'affrontement avec les institutions bonapartistes de l'Etat bourgeois.

7/— Dans tous les aspects de la vie quotidienne, les travailleurs et la jeunesse sont confrontés à l'offensive patronale et gouvernementale. Tous les aspects de l'offensive patronale et gouvernementale amènent les travailleurs et les jeunes à rechercher les moyens de résister. L'OCI ouvre le combat politique pour la constitution d'Assemblées démocratiques. Ces Assemblées démocratiques, qui procèdent de la politique de front unique de l'OCI, visent à exprimer la volonté de la masse de réaliser l'unité contre tous et chacun des aspects de l'offensive gouvernementale et patronale. A l'étape actuelle, ces Assemblées démocratiques doivent se constituer à partir des secteurs d'intervention dans lesquels nous militons, à partir de tous et chacun, de tous ou chacun des aspects de l'offensive gouvernementale et patronale. Le résultat le plus général que nous cherchons à atteindre, c'est la désignation, à partir d'un service (d'une fraction de service), d'un atelier (d'une fraction d'atelier), d'une école, d'un lycée, d'un amphi, d'un TD... d'un, deux, trois... délégués de service, d'atelier, d'école, de lycée, d'amphi, de TD, qui prennent en charge la convocation de l'Assemblée démocratique pour la réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations. C'est là la voie de la constitution de l'appareil politique de la lutte, qui,

à un autre niveau de développement et en relation avec les besoins des travailleurs concernés, peut déboucher sur la lutte unie des travailleurs et des organisations contre l'offensive patronale et gouvernementale matérialisée.

L'Assemblée démocratique doit donc être organisée par les militants dans une relation qui vise à un regroupement « de masse ». De « masse », c'est-à-dire un service, une fraction de service... mais qui toujours est relié au combat pour que se réalise l'unité. Le mouvement, sous la forme la plus générale, peut s'exprimer ainsi : un militant, deux, trois, prennent l'initiative, à partir de la vie quotidienne, d'une situation donnée, de rédiger un appel, de convoquer une réunion de service ou fraction de service, d'atelier ou fraction d'atelier, selon les possibilités. C'est là l'Assemblée démocratique, qui désigne un, deux, trois délégués, et organise les travailleurs et les jeunes.

Dès lors se trouve posée la nécessité d'ouvrir à l'Assemblée démocratique et à ses délégués le contact avec d'autres services, écoles, lycées, ateliers... C'est ainsi que l'appareil politique de la lutte se constitue en cherchant les voies de la généralisation à l'intérieur de l'entreprise, vers d'autres entreprises, sur le plan de la profession et sur le plan local. La dimension politique étant donnée par la réponse pratique à la volonté des travailleurs et jeunes de réaliser l'unité, donc pour le réseau de délégués et d'Assemblées démocratiques de dégager les voies qui permettent aux masses laborieuses de briser la politique de division qui se manifeste par l'isolement dans lequel les appareils confinent les travailleurs, leur refusant la possibilité d'utiliser leurs organisations qui ont été constituées pour briser cet isolement.

8/— Le combat pour constituer les Assemblées démocratiques est la réponse au : « Comment surmonter la division ? »

Dans le combat pour la constitution d'Assemblées démocratiques pour aider les masses à réaliser l'unité, est soulevé concrètement et nécessairement le problème du pourquoi les organisations contrôlées par les appa-

reils opposent la division à l'aspiration des masses à l'unité. La réponse au pourquoi ne saurait être donnée en doctrinaire, elle doit découler du mouvement des travailleurs regroupés en Assemblées démocratiques. Mais ne pas répondre au « pourquoi », c'est interdire aux travailleurs regroupés la possibilité de prendre en charge avec nous le combat pour aider les travailleurs et jeunes à réaliser l'unité. C'est leur faire perdre confiance dans ce qui est matériellement nécessaire, historiquement inscrit dans la situation, la transition de la crise politique à la crise révolutionnaire.

La première réponse, c'est le rassemblement sur la ligne définie plus haut. Le rassemblement conçu non comme distinct des motivations qui les ont amenés à constituer l'Assemblée démocratique, mais comme le résultat politique de leur propre réflexion, généralisée par les militants de l'OCI.

9/— Le même mouvement politique qui constitue les Assemblées démocratiques, les délégués de service, etc., comme les comités pour l'unité, le même mouvement politique qui nous amène à répondre au « pourquoi » entraîne nécessairement aux explications politiques d'ensemble sur le stalinisme, le réformisme, les appareils, c'est-à-dire aux réponses que l'OCI doit fournir, en relation avec son combat pour le parti des 10 000, le parti de ceux qui combattent pour le front unique sur la base du programme de la IV^e Internationale. Dans ce combat est ouverte la constitution, par dizaines et centaines, de pré-cellules.

10/— Nous avons à construire le rassemblement pour le 1^{er} avril. Pour construire le rassemblement, nous avons à construire les Assemblées démocratiques et le réseau de délégués de service, etc. Nous avons dans ce combat à organiser le parti des 10 000. Nous avons en conséquence à élaborer les plans politiques et d'organisation à tous les niveaux et à répondre à la question soulevée : comment disposer l'OCI dès le lendemain du congrès pour atteindre les objectifs ?

**Adoptée à l'unanimité
le 11 février 1979.**

résolution sur le fonctionnement politique de l'OCI et la formation

1 — La formation et le fonctionnement politique de l'OCI doivent être adaptés en fonction du niveau atteint par l'organisation et des objectifs que nous nous assignons pour la plus prochaine période : une OCI de 10 000 membres, un parti.

Il importe de réaffirmer que : une OCI de 10 000 membres signifiera qu'elle est devenue un parti, c'est-à-dire une organisation ayant une dimension nationale, capable sur tous les plans, locaux, départementaux, régionaux, de participer à la vie politique du pays ; une organisation implantée dans toutes les corporations et entreprises décisives du pays ; une organisation intervenant dans la lutte des classes sous toutes ses formes, composante active de cette lutte de classes.

Une organisation de 10 000 membres, un parti, cela signifie : une force politique qui répond aux besoins et aspirations des masses, qui formule avec elles les réponses politiques à leurs aspirations et besoins, et modifie dans ce sens les rapports à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées. Une organisa-

tion de 10 000 membres, un parti, cela signifie : une force politique capable de maîtriser les processus de la construction du parti révolutionnaire au cours de la crise révolutionnaire qui vient, de la révolution, instrument indispensable à la victoire de celle-ci. Une OCI de 10 000 membres, un parti, cela signifie : une force politique donnant une impulsion décisive à l'action politique pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Dire cela, c'est en même temps préciser qu'une OCI de 10 000 membres sera certes un parti, mais les partis traditionnels PS et PCF resteront les partis dominants dans la classe ouvrière et les masses au moment où s'ouvrira la crise révolutionnaire, et que vers eux se tournera l'immense majorité du prolétariat, les chargeant de réaliser ses aspirations et besoins, en premier lieu de prendre le pouvoir et de satisfaire ses revendications. Dire cela, c'est préciser en même temps que le parti révolutionnaire dirigeant les masses à la prise du pouvoir, leur donnant les moyens de porter au pouvoir un gouvernement ouvrier et paysan, d'imposer la dictature du prolétariat, restera à construire, mais dans les conditions les plus favorables.

FAIRE DE TOUS LES ORGANISMES DE L'OCI DES ORGANISMES POLITIQUES ET NON DES RELAIS

2 — La vie politique de l'organisation, de tous ses organismes, du comité central aux cellules, jusqu'aux organismes de recrutement et d'intégration à l'OCI (pré-cellules), doit être entièrement déterminée par cet objectif que nous nous fixons, en d'autres termes selon la méthode bien comprise objectifs-résultats. Il convient de rappeler la signification politique de cette méthode. Elle traduit la juste compréhension du rapport entre la situation politique, notre propre construction, notre action politique. Elle permet à chaque moment de vérifier la justesse de nos réponses et de notre action politique, les liens que nous tissons avec les masses par notre capacité à formuler les réponses politiques à leurs besoins et aspirations, notre capacité à dégager et organiser sur cette base l'avant-garde politique combattante.

La méthode objectifs-résultats est concentrée dans le rapport entre le rassemblement national du 1^{er} avril, notre capacité à organiser le combat pour le front unique, et l'objectif des 10 000. La méthode objectifs-résultats se concrétise dans l'élaboration de plans politiques et d'organisation de chaque organisme, du comité central aux cellules et pré-cellules (organismes de recrutement et d'intégration à l'OCI), leur application, leur vérification. Loin d'être une méthode purement administrative, elle est celle de la maîtrise de notre action politique, à partir d'une appréciation de la situation politique, de la définition de notre ligne politique, de ce qu'est aujourd'hui l'OCI (en général et dans chaque secteur), de l'objectif des 10 000, du parti.

Le point III du texte préparatoire du XXII^e Congrès de l'OCI s'intitule :

« FAIRE DE TOUS LES ORGANISMES DE L'OCI DES ORGANISMES POLITIQUES ET NON DES RELAIS.

L'organisation est l'outil de la politique. C'est seulement sur une perspective politique précise et ferme que l'on peut former des cadres. Notre politique part du mouvement objectif de la lutte des classes, des changements que la marche du mouvement objectif opère sur la situation politique, et des modifications de l'état d'esprit des masses. C'est ainsi que la continuité politique de l'OCI sera assurée par le recrutement intensif, en particulier des jeunes générations, de nouveaux combattants convaincus de la nécessité de construire le parti révolutionnaire, outil de la politique révolutionnaire. Groupe ou organisation ? Relais ou unités politiques ? Telles sont les deux questions étroitement reliées auxquelles nous devons répondre pour constituer l'OCI en organisation se préparant et préparant l'assaut ouvrier.

Disons-le nettement, il est temps de briser résolument avec certaines traditions du groupe, dont nous devons intégrer les côtés forts (stricte observance des décisions, rigueur dans la définition des objectifs et dans l'analyse des résultats, combat incessant pour un haut niveau théorique, politique et d'organisation). Il nous faut constituer une OCI capable d'exprimer en toutes circonstances les aspirations des masses. Pour ce faire, nous devons résolument surmonter ce qui constitue la faiblesse la plus préoccupante de notre système d'organisation, qui aboutit à constituer tous les organismes et comités de l'OCI à tous les échelons comme autant de « relais ».

Il faut lui substituer une politique d'organisation qui doit considérer les organismes et comités à tous les échelons, non comme des relais, mais comme des unités politiques d'intervention dans la lutte des classes, à partir de l'unité centrale, le comité central, dont il faut rappeler la définition : cellule centrale de l'OCI. Plus de confiance dans les capacités de l'ensemble des militants de l'OCI, plus de confiance dans les unités politiques que sont les comités régionaux, les comités de secteur, les comités de rayon, les cellules et commissions, qui pour fonctionner doivent vivre politiquement comme des unités politiques sous la direction du

comité central. Il nous faut réfléchir aux devoirs qui s'imposent à la direction, dans une situation de l'OCI où elle a désormais à diriger une organisation dont la force n'est en rien comparable à la force qu'aucune autre organisation trotskyste n'a connue dans le passé, et dans aucun pays.

Pour passer du « groupe à l'organisation », pour devenir une organisation autrement qu'en paroles, nous devons faire participer à l'activité de l'OCI non seulement tous les militants, mais l'avant-garde toujours plus large que nous entraînons et regroupons par notre intervention dans la lutte des classes, afin de l'amener à renforcer toujours plus l'OCI (recrutement intensif, suivi, organisé, planifié). Mais nous devons comprendre que l'avant-garde ouvrière et jeune cesse de nous comprendre dès lors que nous nous avérons incapables de comprendre que l'OCI doit apprendre quelque chose de l'expérience que les masses acquièrent dans la lutte des classes, par leurs propres moyens et par notre intervention consciente, dès lors que les directions à tous les niveaux doivent apprendre quelque chose de l'expérience des militants.

C'est là et uniquement en cela que se situent les difficultés que nous avons à capitaliser l'extraordinaire regroupement de forces que nous avons organisé dans les campagnes politiques pour le désistement, pour la manifestation de front unique à l'Assemblée nationale, dans les campagnes financières et les meetings, dans la lutte contre la répression et plus généralement dans la lutte des classes. C'est là et uniquement là que résident les difficultés à organiser les réunions de formation des responsables de cellule, et plus généralement l'insuffisante maîtrise dans les domaines du recrutement, de la diffusion d'*IO*, des tâches de la commission internationale. Nous le disons, mais nous ne nous sommes pas encore rendus capables d'assimiler profondément la signification de la conclusion de *L'Adresse inaugurale* : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Ce faisant, non seulement nous sommes insuffisamment capa-

bles d'apprécier les événements qui se produisent dans un atelier, une usine, une faculté, un lycée, un quartier, du point de vue de l'ensemble des intérêts du mouvement tout entier. Pour la même raison, nous ne nous rendons, pas suffisamment capables d'apprécier, de dégager les « événements » qui se produisent dans une cellule, un comité de rayon, un comité de secteur, un comité régional, du point de vue de l'ensemble des intérêts de l'OCI en lutte pour construire le parti révolutionnaire.

Le comité central, cellule centrale de l'OCI, ne pourra diriger l'OCI dans son entier, et garantir une formation systématique et continue de cadres compétents, que s'il apprend à considérer les « comités de parti » et les responsables à tous les échelons comme les cadres dirigeants d'unités politiques d'intervention dans la lutte des classes. Considérer les « comités de parti » comme des relais, c'est non seulement les constituer comme des écrans, tant entre le bureau politique et les cellules qu'entre les cellules et le bureau politique, mais c'est également tuer toute initiative. Comme direction, c'est uniquement en faisant vivre tous les « comités de parti » comme des unités politiques que nous nous donnerons les moyens politiques et d'organisation pour embrasser d'un seul coup d'œil l'activité de toute l'OCI, sélectionner les cadres, former les militants, suivre réellement l'activité diversifiée, mais dès lors unifiée par le travail des unités politiques, dégager et généraliser les leçons de l'intervention politique, assurer une réelle discussion dans toute l'OCI, en dégageant les erreurs pour les redresser.

C'est ainsi que l'expérience du combat politique engagé depuis septembre 1977 se concentre sur ce problème : abandonner définitivement la conception « relais » pour lui substituer la pratique de l'« unité politique ». C'est là la seule méthode pour que la discussion se développe réellement et largement de façon à ce que les réels problèmes politiques ne soient pas étouffés, tamisés par les écrans que tendent à constituer les différents échelons de l'OCI. C'est seulement en faisant fonctionner les « comités de parti » comme des uni-

tés politiques que, comme direction, seront constitués les moyens de dégager à chaque moment les éléments politiques et d'organisation de la stricte centralisation politique, qui doit permettre de surmonter la méthode de la sélection « fortuite » propre à l'activité de groupe, pour être capable de placer chacun à la responsabilité qu'il est à même de remplir. C'est ainsi qu'en réalisant le fonctionnement politique de l'OCI sur la base des « comités de parti » devenus de réelles unités politiques, nous réaliserons l'unité des actions engagées et de toute l'activité sans sombrer dans le fédéralisme — contraire au centralisme démocratique —, fédéralisme que nourrit le fonctionnement politique qui considère les « comités de parti » comme des relais. C'est ainsi que l'OCI formera un véritable « esprit de parti ».

Faire de tous les organismes de l'OCI des organismes politiques et non des relais est entièrement lié à la méthode objectifs-résultats, à l'élaboration des plans politiques et d'organisation, à leur application.

LA FORMATION DANS L'OCI : UN PREMIER BILAN ET LES PERSPECTIVES

3 — Conjointement au plan politique et d'organisation élaboré par le comité central des 3, 4 et 5 septembre 1977, le comité central adoptait un rapport « sur la formation des militants et des cadres ».

A juste titre, la formation était située en principe dans le cadre du plan de développement de l'OCI en partant de la formule : 5 000 militants à l'OCI, 15 000 « IO » vendus, 1 000 responsables de cellule. La résolution du comité central spécifiait :

« Il faut donc non seulement des centaines de nouvelles cellules, mais des centaines de nouvelles cellules qui fonctionnent ainsi que des cellules doivent fonctionner, et que les cellules qui existent déjà fonctionnent également comme des cellules doivent fonctionner. En d'autres termes,

il faut former des centaines de nouveaux responsables de cellule, et améliorer la formation de ceux qui le sont déjà. Il nous faut former ce cadre militant qui, au cours des années qui viennent, rendra l'OCI indestructible, fera qu'elle accomplira les tâches de construction du parti révolutionnaire en France et de reconstruction de la IV^e Internationale dans le monde. Ce cadre militant qui, ayant assimilé l'acquis théorique que Trotsky nous a légué, est capable de le traduire en termes d'action politique, donne à une organisation comme l'OCI la vitalité organique indispensable à la vigueur, en fait une totalité agissante, un corps. »

La résolution expliquait :

« Les responsables de cellule sont évidemment responsables de faire le nécessaire pour leur propre formation. Pourtant, la responsabilité de la formation de centaines de nouveaux responsables de cellule, de l'amélioration de la formation des militants qui sont déjà responsables de cellule dépend d'une politique définie au comité central, appliquée et développée au niveau de tous les organismes, des comités régionaux aux comités fédéraux, aux comités de secteur, aux comités de rayon (...). Une chose doit être clairement précisée : la formation des responsables de cellule est entièrement dépendante de la vie politique de l'organisation, de la capacité des organismes en place à l'impulser. Aucune autre commission, aucune école ne peut remplacer cette vie politique normale et se substituer aux organismes qui doivent l'impulser. De même, les raccourcis qui « sautent » par-dessus les responsables de cellule, telles les AG de rayon, de secteur, etc. systématiques, pour donner la nourriture politique aux militants — les cellules n'ayant plus qu'à appliquer dans les secteurs d'intervention qui leur sont propres, à régler les questions techniques —, sont à éviter. Cela ne veut évidemment pas dire que de telles assemblées générales ne doivent jamais avoir lieu, mais elles doivent être très strictement circonstanciées. »

Mais on peut se poser la question : est-ce que ce qui était ainsi défini a été réellement appliqué, à commencer par

la commission de formation elle-même ? La réponse est non.

Le pas allait être rapidement franchi. La résolution prévoyait la tenue d'écoles de responsables de cellule, dirigées par les membres du comité central, avec deux points à leur ordre du jour :

1 — discussion de la situation politique et de l'intervention de l'OCI en utilisant les données théoriques et politiques fondamentales ;

2 — discussion d'un rapport sur la vie des cellules, leur ordre du jour, leur intervention. Il s'agit des cellules dont les responsables participent à une école déterminée, en utilisant les procès-verbaux et les publications des cellules. Le rapport était préparé par les responsables de secteur ou de fédération, ou de région selon le cas.

Ce qui devait arriver arriva : les écoles de responsables de cellule, au lieu d'être des écoles de formation, se transformèrent en assemblées politiques où la ligne de l'organisation et son application étaient discutées. En ce sens, ce n'était pas inutile. Mais :

1 — elles n'ont pas répondu à l'objectif qui était le leur ;

2 — dans une large mesure, elles ont court-circuité le fonctionnement des organismes normaux de l'OCI.

En outre, la volonté d'impulser une vie politique des cellules a amené à donner par-dessus les structures un cadre au fonctionnement des cellules : les textes préparatoires aux écoles des responsables de cellule fixaient le mode de fonctionnement des cellules et leur ordre du jour. Une tendance à se substituer aux structures s'est donc manifestement exprimée et concrétisée, cela, il est vrai, en raison des faiblesses évidentes des organismes dirigeants aux différents niveaux.

En réalité, a pesé sur la formation un problème politique non résolu et que les textes préparatoires au XXII^e Congrès de l'OCI évoqués plus haut soulèvent.

Aussi bien en ce qui concerne la formation que sur toute autre question, les différents organismes de l'organisation ont fonctionné comme des relais et non comme des unités politi-

ques. La façon dont les écoles de responsables de cellule ont fonctionné a procédé de cet état de fait, et l'a renforcé au lieu d'y remédier.

Dès lors, la conclusion à tirer est évidente : la formation comme toute autre activité de l'organisation doit être centralisée et décentralisée. L'impulsion doit venir d'en haut, mais de telle sorte que chaque organisme puisse l'intégrer comme élément de son activité politique, de l'accomplissement de sa fonction politique. L'objectif de la résolution du bureau politique du 4 décembre 1978, qui ouvre la perspective d'une OCI de 10 000 membres, rend plus impérative encore l'application de cette orientation en matière de formation des cadres et de l'ensemble des militants de l'OCI. Un gigantesque effort de formation est d'autant plus indispensable que le recrutement prend de plus en plus un caractère de « masse ». Cet effort ne peut être accompli et donner des résultats positifs que si la formation est prise en charge par tous les organismes, à commencer bien entendu par le comité central.

C'est ainsi que nous proposons de procéder de la façon suivante :

1 — tous les comités de région, les comités fédéraux, les comités de secteur, les comités de rayon et jusqu'aux cellules, doivent avoir un responsable à la formation, dont la tâche est évidemment de prendre la formation en main (l'impulser, la contrôler) au niveau de sa responsabilité : d'écoles particulières à la formation dans les cellules et pré-cellules ;

2 — dans chaque région se tiendront des écoles de formation sous la responsabilité et la direction des membres du comité central, préparées et organisées par le responsable régional à la formation, sur des thèmes précis théoriques fondamentaux, mais toujours en relation avec l'activité politique.

En aucun cas il ne faut compter sur « la formation » en soi pour faire de tous les organismes de l'organisation des « unités politiques ». Les organismes de l'organisation fonctionneront comme des organismes politiques lorsque la centralisation politique sera réellement effectuée et se traduira par

la définition des plans politiques et d'organisation. Toutefois, il convient de préciser ce qu'il faut entendre par centralisation politique. La centralisation politique, c'est la compréhension commune de nos tâches immédiates comme expression des tâches historiques qui sont les nôtres, le combat pour la révolution prolétarienne mondiale, la dictature du prolétariat, la construction du parti de la IV^e Internationale en France, la reconstruction de la IV^e Internationale. La centralisation politique n'est surtout pas la reprise mécanique de telle ou telle formule, le calque de telle ou telle réponse politique, mais la capacité d'exprimer nos réponses politiques, notre activité, de réaliser nos tâches, ainsi qu'une action, sur une ligne politique unique, mais aussi dans ses expressions particularisées, en fonction du développement de la lutte des classes.

De ce point de vue, l'étude et l'utilisation par tous les organismes de l'OCI de la « Lettre d'IO » pour les faire vivre sont indispensables et doivent occuper une place particulière. Cela n'enlève rien à l'utilisation d'« IO » comme instrument d'agitation et organisateur collectif de l'OCI. De même, il importe que l'ensemble des organismes dirigeants, du comité central aux comités de rayon, prennent à charge l'utilisation de « La Vérité » par les cellules, et non seulement la diffusion.

Chaque comité de rayon doit être en mesure, comme partie du plan politique et d'organisation, de permettre la planification des ordres du jour des cellules, de contrôler leur application, de les nourrir. Il est indispensable notamment que les comités de rayon contrôlent et discutent des procès-verbaux de cellules.

COMMENT NOUS ABORDIONS LA QUESTION DE L'INTEGRATION A L'OCI IL Y A DEUX ANS

4 — Toujours dans le rapport sur la formation du comité central de septembre 1977, en relation avec les objectifs de construction de l'OCI, nous approchions d'une juste compré-

hension de la méthode de recrutement et d'intégration à l'OCI de milliers de militants. C'est ainsi qu'il était spécifié :

« Aujourd'hui, le comité central et tous les organismes de l'OCI jusqu'aux cellules doivent discuter de la question de la formation et y répondre comme une des questions politiques clés de la construction de l'OCI. Il faut naturellement reconstituer une commission de formation, mais ce serait vain si une orientation d'ensemble sur la formation adaptée au stade actuel du développement de l'OCI n'était pas définie, quitte à ne la mettre que progressivement en application.

Pour travailler, avancer, il faut savoir ce que l'on veut et où l'on va. Le point de départ de notre réflexion est extrêmement simple :

1 - Gagner des milliers et des milliers de nouveaux militants signifie un recrutement de masse, et non plus de façon artisanale.

Dès le début de l'année 1977, nous avons radicalement modifié le contenu des GER : en quatre réunions, c'est-à-dire en un mois, les militants entrés en GER doivent entrer à l'OCI.

Cela signifie que les thèmes des GER seront nécessairement des thèmes politiques portant sur la situation politique actuelle, qui peuvent être :

a - des luttes de classes concrètes, telles que les militants participant aux GER les ont vécues, à la crise politique de la bourgeoisie française, à la crise révolutionnaire, dans le cadre de la nouvelle période de la révolution ;

b - front populaire, Union de la gauche ou front unique ouvrier, gouvernement des partis ouvriers sans ministres représentant les partis bourgeois, vers le gouvernement ouvrier et paysan ;

c - la nouvelle période de la révolution s'intègre à l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, et de la révolution mondiale, comportant la dégénérescence des II^e et III^e Internationales, le stalinisme ;

d - la question du parti révolutionnaire, une lutte vivante aussi vieille que l'histoire du mouvement ouvrier. La IV^e Internationale, pourquoi, comment, son programme. Les crises de la IV^e Internationale, la crise pabliste. Il faut reconstruire la IV^e Internationale, pourquoi, comment. »

A cet endroit de la résolution du comité central de septembre 1977, dans le cadre du XXII^e Congrès, un délégué a présenté l'amendement qui suit et qui fut adopté avec la résolution :

« La cooptation d'un nouveau militant devra être marquée par l'adoption par ce militant d'un texte qui devra être rédigé par la commission formation, donnant la signification de l'engagement à l'OCI. Chaque nouveau militant devra en outre disposer obligatoirement des statuts de l'OCI. »

La résolution poursuivait :

« Il est bien évident que le recrutement sur cette base est possible. Mais il ne s'agit pas là d'une formation à proprement parler.

Des compléments à cette formation peuvent être apportés au cours de cercles d'études marxistes, tenus sur le plan régional et portant sur des questions plus directement théoriques, comme celle de l'Etat. Lesquels CEM peuvent avoir une périodicité mensuelle. Les cellules ayant à veiller à ce que les militants sortant des GER participent à un CEM.

2 - La véritable intégration doit se réaliser dans la cellule. En tout état de cause, la vie politique des cellules doit être enrichie en raison de nos tâches politiques et pour que l'OCI gagne en homogénéité ainsi que nous l'avons vu plus haut. »

Ce n'était pourtant qu'une marche d'approche. Il nous faut maintenant tourner carrément et dire : la période de constitution de GER est révolue, le canal par lequel doit s'effectuer le recrutement et l'intégration à l'OCI, ce sont les pré-cellules. En effet, GER signifie Groupe d'études révolutionnaires; par là même, cela signifie un certain type de recrutement : le recrutement et l'intégration à l'OCI ten-

daient à être faits non sur la base de l'action politique, mais sur celle d'une propagande et d'une formation pouvant amener à une rupture entre la théorie et la pratique. Il convient néanmoins : premièrement, de comprendre que les GER ont, tout au cours d'années et d'années, été les instruments indispensables du recrutement et de l'intégration à l'OCI, qui ont permis de se diriger du « groupe à l'organisation » ; deuxièmement, de ne pas caricaturer : les GER ont été également des instruments d'intervention politique lorsqu'ils étaient bien dirigés. Mais maintenant, il s'agit de tourner radicalement dans le fond et la forme. C'est pourquoi l'orientation doit être d'aller vers la constitution de pré-cellules. Définir ce que doit être une pré-cellule est d'autant plus indispensable.

La pré-cellule se constitue dans et pour le combat politique. Elle ne peut vivre qu'en fonction de la capacité de donner aux travailleurs et aux jeunes que l'on constitue en pré-cellules les moyens d'agir et de construire eux-mêmes des comités pour l'unité, des Assemblées démocratiques, d'organiser pour le rassemblement, de recruter à l'OCI. La participation à une pré-cellule n'implique pas l'accord politique a priori sur l'ensemble de la politique de l'OCI, sur l'ensemble du programme de la IV^e Internationale. Ainsi qu'un camarade l'a rapporté à la tribune du congrès, les participants aux pré-cellules exigent que nous les convainquions de la validité de l'ensemble de notre politique et du programme de la IV^e Internationale.

Les militants des pré-cellules ne sont donc pas membres de l'OCI, bien que se plaçant de manière organisée sous sa direction.

Pourtant, il est essentiel de souligner que la vocation des pré-cellules et des militants qui y participent est de devenir des cellules de l'OCI et des militants de l'OCI. Dès lors, la vie politique des pré-cellules exige un programme de discussion politique permettant de convaincre les militants qui y participent de la justesse de la totalité de la politique de l'OCI, du programme de la IV^e Internationale ; ce qui se résume à : « La crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire », qui ne peut être résolue

que par la reconstruction de la IV^e Internationale. Tout le problème consiste à le faire sous la forme politique la plus vivante.

De ce point de vue, il s'agit de rapporter l'explication politique et théorique à l'activité politique nationale et internationale, particulièrement à nos campagnes politiques internationales. Un programme de discussions politiques devra être élaboré par la commission de formation. **IL FAUT RAPPELER CEPENDANT QUE LE MODE DE RECRUTEMENT A L'OCI RESTE LA COOPTATION INDIVIDUELLE, BIEN QUE L'ON PUISSE COOPTER L'ENSEMBLE DES PARTICIPANTS A UNE PRE-CELLULE, QUI DEVIENT DU MEME COUP UNE CELLULE DE L'OCI.**

Cependant, à l'étape actuelle, le recrutement individuel reste une voie inéluctable de recrutement.

Il faut répondre à ce besoin, mais les mesures qui doivent être prises ne peuvent en aucun cas permettre d'estomper les frontières d'organisation. Il faut, avec les responsables des secteurs, organiser le regroupement des travailleurs et jeunes recrutés individuellement dans une pré-cellule recouvrant plusieurs secteurs d'intervention. Eux aussi devront être cooptés à l'OCI. Il ne peut être accepté que les frontières d'organisation soient estompées, car un tel glissement conduit toujours à la liquidation des frontières de l'organisation bolchevique.

Trois livres seront utilisés pour la formation des militants participant aux pré-cellules :

— « Introduction au marxisme » (Foulan).

— « Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui ».

— Le numéro spécial de « La Vérité » pour le 40^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale.

5 — Ainsi qu'il a été dit précédemment, comme toute autre expression de la vie politique de l'OCI, l'impulsion de la formation ne peut venir que du sommet, en l'occurrence du comité central. La commission de formation du comité central, sous le contrôle du bureau politique, a à charge d'impul-

ser la formation dans les conditions précisées plus haut.

Dans l'immédiat, une école de cadres sera organisée, qui regroupera les responsables à la formation régionaux sur le thème : bonapartisme et marche à la crise révolutionnaire (vers le 1^{er} mai ?).

La commission de formation concentrera ses efforts sur la préparation des camps d'été de l'OCI. Comme l'année précédente, ceux-ci seront de deux types (1- Camps régionaux regroupant les militants récemment intégrés, ou n'ayant pas de responsabilités centrales dans l'OCI. La plus grande décentralisation est nécessaire pour pouvoir rassembler dans ces camps le plus important nombre possible de militants. Camps de trois jours, regroupant au maximum cinquante militants. 2 - Camps nationaux de cadres, regroupant les cadres de l'organisation, se tenant sur sept jours et regroupant au maximum trente militants par camp).

En principe, les thèmes des camps sont les mêmes.

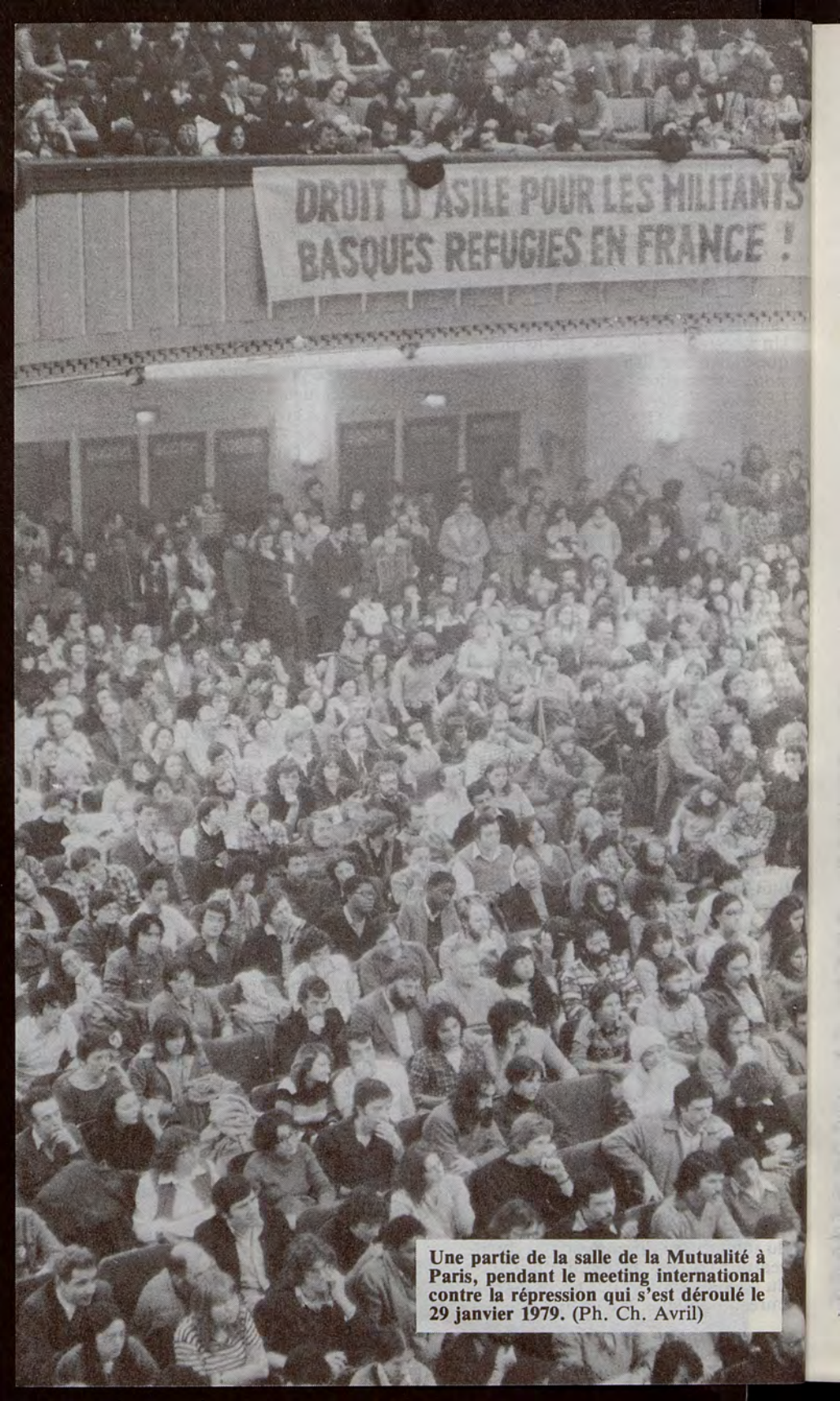
1 — la théorie de la révolution permanente et la nouvelle période de la révolution prolétarienne, celle de l'imminence de la révolution ;

2 — la reconstruction de la IV^e Internationale à l'étape actuelle ;

3 — la situation politique et perspective de construction de l'OCI (les 10 000).

La préparation de ces camps, tant du point de vue matériel que politique, devra faire l'objet d'une résolution à la prochaine session du comité central. D'ores et déjà, le congrès décide qu'une journée particulière du comité central de mars sera consacrée à la préparation des camps de l'organisation, à laquelle participeront les membres du comité central chargés de préparer et de diriger les camps dans les régions de l'OCI et les camps nationaux. A la mi-avril, les membres du comité central réuniront les responsables des camps dans les régions dont ils ont la responsabilité pour préparer avec eux ces camps.

**Adoptée à l'unanimité
le 11 février 1979.**



**DROIT D'ASILE POUR LES MILITANTS
BASQUES REFUGIES EN FRANCE !**

Une partie de la salle de la Mutualité à Paris, pendant le meeting international contre la répression qui s'est déroulé le 29 janvier 1979. (Ph. Ch. Avril)

Comité d'organisation
pour la reconstruction
de la Quatrième Internationale



La Conférence européenne des 27, 28 et 29 janvier

Premiers enseignements

Dans le dernier numéro de La Vérité (n° 585), nous avons publié la résolution politique motivant l'exclusion de « Política Obrera » et de son appendice chilien des rangs du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, résolution adoptée par la 8^e session du Bureau international du Comité d'organisation.

La Lettre d'Informations ouvrières (n^{os} 101, 102 et 103) a publié intégralement la résolution politique générale adoptée par cette session du Bureau international au terme de ses travaux. Dans cette mesure, nous ne la reproduisons pas dans La Vérité.

Par contre, nous publions dans la rubrique régulière de La Vérité consacrée à l'activité du Comité d'organisation et de ses sections deux textes qui s'inscrivent dans le prolongement des travaux du Bureau international.

D'une part, un article tirant les leçons, du point de vue du combat politique des sections du Comité d'organisation en Europe, de la Conférence européenne qui s'est tenue à Paris les 27, 28 et 29 janvier.

D'autre part, une déclaration politique sur la portée mondiale de la révolution prolétarienne qui a commencé en Iran et qui marque le début d'une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale, déclaration adoptée par le Secrétariat international élu lors de la 8^e session du Bureau international.

En effet, le dernier Bureau international a pris la décision de constituer un Secrétariat international, organisme restreint qui peut se réunir plusieurs fois par an, entre les sessions plénières du Bureau international, et qui est donc capable d'assurer une meilleure coordination de l'activité des sections du Comité d'organisation.

Ce Secrétariat international s'est réuni récemment. Il a notamment discuté de l'application des décisions du Bureau international en ce qui concerne l'activité de construction d'organisations trotskystes en Europe et en Amérique latine, ainsi que de la préparation de la discussion internationale avec le Secrétariat unifié.

Enfin, après avoir discuté de l'Iran, il a adopté la déclaration politique que nous publions après l'analyse de la Conférence européenne.

Plus de cent délégués venus de douze pays d'Europe se sont rassemblés à Paris les 27, 28 et 29 janvier 1979, répondant à l'invitation de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). Cette invitation faisait suite à l'initiative prise par les participants, militants ou organisations, présents aux Journées internationales d'études des 4, 5 et 6 août 1978, au cours desquelles avait été retenue la proposition d'organiser une Conférence européenne appelée à débattre sur l'ordre du jour suivant :

- bilan de la campagne internationale contre la répression décidée par les Journées internationales d'études ;*
- la question nationale en Europe ;*
- les élections au Parlement européen.*

Ont participé à la conférence de janvier, soit à titre personnel, soit comme représentants de leurs organisations respectives :

— vingt-deux militants allemands, appartenant au SPD, aux groupes des Jeunesses socialistes (Jusos), à différentes organisations syndicales, notamment le Syndicat de l'enseignement (DGB) et le Syndicat des travailleurs de la métallurgie (IG Metall-DGB) ; de l'organisation IAK (Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale). A noter la présence parmi les délégués de Rupert Schröter, et le message de l'écrivain Jurgen Fuchs, tous deux anciens prisonniers politiques en RDA, ainsi que le message de Rolf Mainz, lu par son frère Jurgen Mainz, condamné à 9 ans et demi de prison en RDA, et libéré par la solidarité internationale, assurant ainsi, au sein même de la conférence, la participation unie de militants venus de la partie de l'Allemagne soumise à la domination bureaucratique aux côtés des représentants du mouvement ouvrier d'Allemagne de l'Ouest ;

— onze militants belges, appartenant au Parti socialiste, aux Jeunesses socialistes, membres du comité national des « Tribunes socialistes », responsables syndicaux de la FGTB, représentants du Groupe trotskyste de Belgique (Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale) ;

— vingt et un militants venus d'Espagne, membres de la Coordination des groupes socialistes (COAS), militants syndicaux de l'UGT et de la CNT, représentants du POUM, de l'Esquerra Nacional (Catalogne), de l'Organizacion Cuarta Internacional (Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale). On notait en particulier la participation de Marc Palmes (avocat du groupe théâtral « Els Joglars », dont les responsables sont actuellement emprisonnés après avoir été condam-

nés pour « injure au drapeau espagnol » par un tribunal militaire) ; celle du camarade Jordi Gil, secrétaire politique de l'Esquerra Nacional, emprisonné, puis libéré en septembre 1978 après une large campagne internationale ; celle du camarade José Sargas Cahye, qui fut combattant de la guerre civile espagnole, participant à la Deuxième Guerre mondiale contre le fascisme, condamné à mort par les nazis et déporté au camp de Djelfa, évadé cinq fois de la prison d'Oran, expulsé du PSOE pour avoir combattu pour l'indépendance de l'Algérie, ancien représentant de la II^e République espagnole en Algérie, actuellement membre du comité exécutif de Catalogne de la COAS.

On notait également la participation en qualité d'observateurs d'une délégation du comité national de la CNT d'Espagne, composée des camarades Francesco Boldu et Jesus Garcia, secrétaire aux relations extérieures de la CNT, qui ont notamment exposé la situation des trente-huit prisonniers libertaires actuellement détenus dans les prisons espagnoles, et déclaré qu'ils informeraient la CNT des travaux de la conférence ;

— sept militants français, représentants de l'OCI (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). Les représentants du Comité international contre la répression et du Comité contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques ont apporté leur salut à la conférence ;

— onze militants venus de Grande-Bretagne, militants du Labour Party, militants syndicaux, représentants du Bulletin Group et du British Committee (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). Tom Litterick, député du Labour Party de Birmingham, a participé aux travaux de la conférence ;

— douze militants venus du Nord et du Sud de l'Irlande, membres de l'Irish Labour Party, de l'Independent Socialist Party, de l'Irish Free Press Agency de Belfast, de la LWR (pour la reconstruction de la IV^e Internationale). A participé à la conférence une délégation syndicale de l'Irish Transport and General Workers Union (représentée par l'un de ses dirigeants, Paddy Mooney, qui a transmis les excuses de M. Mullen, secrétaire général, retenu à Dublin).

A également participé à la conférence une délégation du Mouvement républicain irlandais (Sinn Fein), qui a notamment demandé à la conférence de prendre en charge le cas des combattants de l'unité et de l'indépendance irlandaises, actuellement détenus par l'impérialisme britannique dans des conditions inhumaines au bloc H de la prison de Long Kesh.

— cinq militants italiens, membres du Parti socialiste, du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, militants syndicaux de la CGIL ;

— deux militants polonais : le camarade Edmund Baluka, ancien président du comité de grève de Szczecin en décembre 1970-janvier 1971, actuellement éditeur du bulletin d'opposition Szerszen (Le Frelon), et le camarade Krystof Lubowiecki, éditeur du même bulletin à Copenhague. Le camarade Baluka et le camarade Lubowiecki ont donné lecture d'un message du militant catholique Casimir Switon, actuellement emprisonné pour avoir constitué un syndicat libre et indépendant de l'Etat dans la grande ville industrielle de Katowice ; d'un message d'Olgierd Pogierski, membre du Parti socialiste polonais en exil ; et d'un message de F. Wilke, président du Parti paysan polonais en exil qui, malade, s'est excusé de ne pouvoir être présent ;

DE POLOGNE : LE MESSAGE DU KSS-KOR

La Conférence européenne a également pris connaissance du message qui lui a été adressé par le Comité d'autodéfense sociale (KOR) :

« Le Comité d'autodéfense sociale (KOR) se solidarise avec votre but. En Pologne, nous dénonçons publiquement l'utilisation de la répression comme moyen de lutte contre les opinions politiques, les convictions, les confessions religieuses ou les races, et nous apportons notre aide aux victimes de telles répressions. Nous dénonçons les violations de la légalité. Nous luttons pour que les institutions assurent aux citoyens la jouissance de leurs droits et libertés. Nous considérons que la défense des droits de l'homme doit être la tâche commune de tous les hommes dans le monde entier. En nous adressant ainsi à vous, nous vous demandons d'apporter votre aide concrète à tous les emprisonnés politiques d'Union soviétique. Nous vous demandons de prendre position pour la défense de Jaroslav Sabata, porte-parole de la *Charte 77*, et Casimir Switon, militant des syndicats libres en Pologne, qui sont victimes de la répression et ont été arbitrairement emprisonnés. »

— sept militants venus du Portugal, militants du Parti socialiste et représentants de l'Organisation socialiste des travailleurs (OST, pour la reconstruction de la IV^e Internationale). Deux députés socialistes indépendants, Carmelinda Pereira et Aires Rodriguez, ont participé aux travaux de la Conférence ;

— trois militants suisses, membres du Parti socialiste et du groupe trotskyste de Suisse (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) ;

— deux militants de Tchécoslovaquie : le camarade Jiri Pelikan, représentant de l'Opposition socialiste tchécoslovaque, et Jan Kavan, dirigeant de l'agence « Palach Press » de Londres ;

— un groupe d'opposants politiques d'URSS a envoyé son salut et a demandé à être considéré comme participant à la conférence.

Il faut apprécier la portée politique considérable d'un tel rassemblement de militants, venus de toute l'Europe, Est et Ouest, et réunis dans le respect total de leurs points de vue politiques respectifs — qui divergent sur de nombreux problèmes — par une commune volonté d'organiser ensemble, par-delà les frontières, la solidarité agis-

sante contre la répression, le combat commun pour les libertés politiques et les droits de l'homme, pour les droits des peuples, contre toutes les raisons d'Etat et toutes les oppressions, qu'elles émanent de l'impérialisme, à l'Ouest, ou des régimes bureaucratiques qui prétendent agir au nom du socialisme, à l'Est du continent.

CE QU'ONT ETE LA CONFERENCE EUROPEENNE ET LE MEETING INTERNATIONAL

Comment mieux résumer le sens de cette conférence qu'en citant les mots mêmes de l'écrivain allemand Jurgen Fuchs, lui-même ancien prisonnier politique en RDA, dans le salut adressé aux participants :

Berlin, le 23 janvier 1979.

« Chers camarades,

Il existe de très nombreuses conférences qui se préoccupent de l'Europe et du monde entier. Dans la plupart d'entre elles, des messieurs bien habillés, descendus d'avions ou de grosses voitures, délibèrent de l'avenir des peuples. Si un micro est dans le voisinage, retentissent alors de grands mots, tels que paix, liberté, amitié, droits de l'homme, désarmement, coexistence, cogestion, détente, etc.

Dans les cabinets diplomatiques, on s'exprime, je le suppose, en termes plus clairs. Il est aussi bien plus indiqué de discuter sans fard les intérêts économiques et politiques derrière les portes soigneusement closes. Là, une main lave l'autre : nos grands personnages de l'Est et de l'Ouest veulent tous l'ordre et le silence. Le reste est réglé, dans le langage du négoce, selon les techniques du marketing. Et qu'il s'agisse alors de trafic de pétrole, de blé, d'armes ou de prisonniers politiques, cela n'a rigoureusement aucune importance. Tout cela en l'absence de ceux qui devront manger la cuisine préparée par ces cuisiniers, je veux dire la majorité de la population, en Europe et ailleurs, de ces êtres humains avec le destin de qui on joue de cette manière, qui, pour être traditionnelle, n'en est pas moins sordide.

C'est pourquoi je me réjouis qu'une conférence d'une autre nature doive se tenir à Paris. Une conférence de libre débat, de libre critique, une conférence internationale, mais pas à

ce niveau auquel aucun travailleur ne peut accéder. La vérité est chose concrète ; selon les documents que j'ai lus, cette rencontre ne se bornera donc pas à discuter de généralités : elle nommera par leur nom les victimes de la persécution dans divers autorités, et les actes pour lesquels ces autorités les persécutent (...).

Chers amis, je vous écris ces lignes parce que je sais l'importance de larges débats, dépourvus de dogmatisme, publics, entre divers courants politiques, sur la manière dont nous devons nous défendre de la répression sous toutes ses formes. De tels débats incommoderont les hommes au pouvoir, et ils seront un réconfort pour tous ceux qui sont en prison — mais pas seulement pour ceux-là. »

Telle a été la Conférence européenne des 27, 28 et 29 janvier. Tel a été le meeting international contre la répression où, à la clôture de la conférence, devant 3 500 militants, travailleurs et jeunes rassemblés dans la grande salle de la Mutualité, douze orateurs de tous les pays d'Europe ont fait appel à la poursuite de la lutte contre la répression et à l'élargissement de la solidarité internationaliste aux combats libérateurs de tous les peuples, à l'Est comme à l'Ouest du continent.

APRES LES JOURNEES INTERNATIONALES D'ETUDES DU MOIS D'AOUT : LES ENGAGEMENTS PRIS ONT ETE RESPECTES

L'engagement pris solennellement par les uns et les autres d'agir concrètement, sur le terrain, dans les entreprises, les quartiers, les localités, d'intervenir activement dans le mouvement ouvrier de toute l'Europe, a été symbolisé par le dossier contenant plus de mille copies de télégrammes émanant de groupes de travailleurs, de militants, de syndicats, exigeant la libération immédiate et inconditionnelle de Jaroslav Sabata, convergeant de toute la France en quelques jours vers l'ambassade de Tchécoslovaquie, remis par le président du meeting,

Pierre Lambert, au camarade Jiri Pelikan, représentant de l'Opposition socialiste tchécoslovaque.

La conférence de janvier a pu se tenir précisément parce que les engagements pris en août par les participants aux Journées internationales d'études ont été respectés. Le combat a été engagé, démontrant que, pour les militants et organisations participants, la solidarité internationaliste n'était pas vaine parole. En quelques mois, les premiers résultats sont venus démontrer que le dernier mot pouvait ne pas rester aux géliers et aux bourreaux, et que la raison des peuples pouvait s'opposer victorieusement à la raison des Etats.

C'est ainsi qu'en septembre le militant catalan Jordi Gil, secrétaire politique de l'Esquerra Nacional, a été arraché aux prisons de la monarchie franquiste ; qu'en octobre le militant républicain irlandais Dany Morrisson, rédacteur du journal « Republican News » de Belfast, a été arraché aux prisons de l'impérialisme britannique ; qu'en décembre enfin, un autre militant républicain irlandais, James Kennedy Mc Cann, a été arraché à la prison des Baumettes à Marseille, d'où le gouvernement Giscard-Barre préparait son extradition vers la République fédérale d'Allemagne ; c'est ainsi également que notre camarade Philippe Ries, rédacteur d'« Informations ouvrières » et militant de l'Organisation communiste internationaliste, a été arraché à la prison de Gdansk, alors que le gouvernement polonais tentait de fabriquer à partir de cette détention totalement arbitraire une provocation de grande ampleur contre toute l'opposition polonaise, et notamment contre les valeureux militants du KOR.

Oui, les engagements pris en août ont été tenus. Et il en sera de même des engagements pris par les participants à la conférence de janvier. Il est significatif que, dès le lendemain de la conférence, le combat ait été immédiatement entrepris, en France, contre les mesures scandaleuses prises par le gouvernement Giscard-Barre contre les réfugiés politiques basques : sept d'entre eux, on le sait, ont été purement et simplement livrés à la police de Juan Carlos, qui, selon les informa-

tions transmises par la Ligue des droits de l'homme, les a ignoblement torturés ; treize autres ont été déportés à Valensole, dans les Alpes-de-Haute-Provence ; tous ont été privés arbitrairement du statut de réfugié politique.

Aussitôt, le bureau politique de l'OCI lançait un appel :

« (...) Sans tarder, toutes les organisations ouvrières et démocratiques doivent, ensemble, exiger et arracher la libération des treize militants basques (...). On ne peut accepter qu'au nom de la raison d'Etat les libertés démocratiques les plus élémentaires soient bafouées. Accepter le précédent ainsi créé serait ouvrir la voie à d'autres mesures arbitraires.

L'unité doit se réaliser :

— pour le rétablissement immédiat du statut de réfugié politique pour les ressortissants de l'Etat espagnol !

— pour la libération immédiate des militants basques arbitrairement détenus !

— contre la coopération policière du gouvernement Giscard-Barre et du gouvernement de Juan Carlos ! »

LES FAMILLES DES PRISONNIERS POLITIQUES : « LE PEUPLE BASQUE VEUT SA LIBERTE »

Et aussitôt, la campagne s'engageait : plus de 500 signatures en quelques heures à Toulouse, délégation d'étudiants à la préfecture de Haute-Garonne, plus de 800 signatures à Bordeaux, préparation d'une démarche unitaire vers le ministère des Affaires étrangères à Paris, etc.

Ce n'est bien sûr qu'un début, mais c'est la preuve qu'a été entendu l'appel lancé à la Conférence européenne par les familles des prisonniers politiques basques d'Alava et par la Commission pour l'amnistie de cette province :

« Nous, les parents des réfugiés basques détenus à Soria, et précisément ceux de la province d'Alava, l'Assemblée pro-amnistie d'Alava et les signataires de cet appel, déclarons :

Devant le fait que le peuple basque s'est prononcé pour sa liberté, nous considérons que seules les mobilisations populaires pourront obtenir la véritable amnistie que nous n'avons pas encore arrachée. La preuve en est que les prisons regorgent de combattants, que les fichiers de la police demeurent en usage. L'amnistie n'a été qu'un rêve, et les mêmes personnalités qui nous ont réprimés sous Franco continuent de le faire impunément. La réponse aux mobilisations en faveur de l'amnistie a été l'arbitraire, le transfert illégal de tous les prisonniers basques à Soria, la répression généralisée dans la rue. L'atmosphère dans la prison de Soria est très tendue, en raison des provocations continuelles des forces de l'ordre public, qui y agissent comme elles le veulent et mettent constamment en danger l'intégrité physique de ceux qui y sont emprisonnés.

Nous considérons qu'il y a des preuves irréfutables du fait que le peuple basque veut sa liberté. C'est pour cela que nous lançons un appel au mouvement ouvrier international pour que, dans les différents pays, et avec les moyens qui lui sont propres, il exige la libération immédiate de tous les prisonniers basques de Soria et lutte pour cette libération. »

Répetons-le, les engagements pris à la conférence de janvier ne sont pas vaines paroles.

Dès le 6 février, à l'initiative des militants irlandais qui participent à la campagne internationale contre la répression, une délégation organisée conjointement avec le Comité d'action des familles de Belfast, qui regroupe les parents des prisonniers politiques détenus à Long Kesh, s'est rendue auprès des syndicats de Dublin pour demander leur aide. Elle a été reçue notamment par les dirigeants du Syndicat national de la mécanique et de l'électricité (NEETU), et par ceux du Syndicat des transports (IGTWU), parmi lesquels Paddy Mooney, qui avait pris la parole au meeting de la Mutualité le 29 janvier. Plusieurs responsables syndicaux ont ensuite accompagné la délégation auprès des députés du Labour Party au Dail (Parlement). Les députés ont refusé de recevoir la délégation. La délégation,

les militants syndicalistes et du Labour Party qui l'accompagnaient ont décidé d'exiger des explications sur cette attitude inacceptable des députés, et d'élargir la campagne en faveur des prisonniers politiques de Long Kesh.

Au cours des derniers jours, on vient d'apprendre la condamnation à mort et l'exécution, à Moscou, de trois militants arméniens accusés d'avoir commis un attentat à la bombe dans le métro de Moscou : le principal accusé, c'est prouvé, n'était pas à Moscou ce jour-là... On apprend également qu'un tribunal tchécoslovaque vient de confirmer la peine de 9 mois prononcée sur des charges inexistantes contre Jaroslav Sabata, porte-parole de la « Charte 77 ». Les « juges » de Prague pourraient même le laisser croupir en prison 18 mois de plus, suite à une précédente condamnation non entièrement purgée (grâce précisément à la campagne internationale menée à l'époque sur son cas).

On apprend encore que M^e Klaus Croissant, avocat de Baader et de ses camarades, extradé vers l'Allemagne dans des conditions scandaleuses par le gouvernement français, vient d'être condamné à deux ans et demi de prison en violation flagrante des droits de la défense. On apprend encore que les provocations se multiplient contre l'opposition polonaise, parmi lesquelles l'incendie plus que suspect d'un immeuble au centre de Varsovie.

Oui, les participants à la Conférence européenne répondront, comme ils s'y sont engagés, à l'appel qui monte des prisons d'Irlande et du Pays basque, de Prague, de Moscou et de Varsovie. Ils tisseront, dans le combat quotidien contre la répression, les liens de la solidarité internationaliste active et militante qui permettront de préparer de nouvelles initiatives, à un niveau plus élevé de coopération et d'action commune.

DIVERSITE DES POINTS DE VUE, RICHESSSE DU DIALOGUE...

Il serait peu conforme à l'esprit de la libre discussion qui a eu lieu pendant trois jours à Paris de dissimuler, si peu que ce soit, l'extrême diversité

des points de vue qui se sont manifestés au cours des échanges de vue sur la question nationale en Europe ou sur les élections au Parlement européen.

Entre les militants appartenant aux partis socialistes des différents pays d'Europe, les représentants des organisations nationalistes d'Irlande, du Pays basque ou de Catalogne, les délégués de la CNT d'Espagne représentant le courant anarcho-syndicaliste, les oppositions des pays de l'Est de l'Europe engagées, avec toute leur diversité, dans la résistance contre les régimes bureaucratiques, les militants trotskystes des organisations du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, les réponses étaient nécessairement différentes, voire divergentes. Et comment aurait-il pu en être autrement ? Nul n'a d'ailleurs songé à le dissimuler, dans l'esprit même d'un débat placé sous le signe de la libre confrontation des idées et de l'expérience de chacun.

Mais comment ne pas voir, en relation même avec cette extrême diversité des points de vue, l'importance considérable d'une conférence qui a précisément permis, trois jours durant, la rencontre et le dialogue de la quasi-totalité des tendances et courants qui, exprimant les nécessités les plus profondes de la lutte du prolétariat et des peuples opprimés, s'efforcent de dégager les voies d'une action indépendante contre l'ordre que garantissent conjointement, à l'échelle du continent tout entier, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ?

Et il n'y a certes pas lieu de s'étonner de ce que, appréciant lucidement la portée de cette rencontre de forces apparemment disparates, mais toutes engagées activement sous une forme ou sous une autre dans la lutte contre l'ordre établi en Europe, les garants de cet ordre aient multiplié, jusqu'à la veille de la conférence, les manœuvres visant à dissuader les uns ou les autres d'y participer : n'a-t-on pas vu brandir des menaces d'exclusion dans tel ou tel parti social-démocrate ? N'a-t-on pas vu, ici où là, l'appareil stalinien agir, directement ou indirectement, pour faire obstacle à la présence de telle ou telle organisation ? N'a-t-on pas assisté, en Irlande par exemple, à des tentatives d'intimidation éma-

nant directement de l'appareil militaire de l'impérialisme britannique ?

Toutes les forces de la réaction, dont le sort est lié au maintien de l'ordre européen issu de la Deuxième Guerre mondiale, au statu quo codifié par les conférences de Yalta et de Potsdam, mesurent le risque que constitue pour elles la jonction qui commence à s'opérer, par-dessus les frontières de l'Europe divisée, entre ceux qui combattent à l'Ouest du continent l'impérialisme et les régimes bourgeois, et à l'Est les dictatures bureaucratiques qui prétendent agir au nom du socialisme.

L'arrestation de notre camarade Philippe Ries et la tentative de provocation contre l'opposition polonaise qui a suivi indiquent la conscience aiguë de la bureaucratie de Varsovie et de ses tuteurs de Moscou à cet égard. Il s'agissait d'interdire, par tous les moyens de l'appareil policier, que l'opposition polonaise dressée contre la bureaucratie fasse sa jonction avec les forces qui se rassemblent, à l'Ouest, dans le combat contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne. Il s'agissait tout spécialement de s'opposer, par les moyens de la provocation, au dialogue qui, à l'occasion de la conférence du bulletin « Le Frelon » (16 et 17 décembre) préparatoire à la Conférence européenne, et à l'occasion de la Conférence européenne elle-même, a commencé à se développer entre les différentes tendances de l'opposition polonaise, comme entre celle-ci et les organisations de la classe ouvrière, de la jeunesse et du mouvement d'émancipation des peuples rassemblées à Paris fin janvier.

Il s'agissait plus précisément encore de la parfaite compréhension de ce que, dans ce cadre, les organisations engagées dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale constituent, dans le combat inconditionnel contre la répression et dans le respect total des positions des uns et des autres, qui rendent possible la libre discussion et la libre confrontation des points de vue, le point d'appui le plus solide, politique et matériel, pour tous les courants de la classe ouvrière et de la jeunesse réellement engagés dans la lutte contre les dictatures bureaucratiques en Europe de l'Est.

POUR LA LIBERATION DE JAROSLAV SABATA ET DE CASIMIR SWITON

Il s'agissait d'interdire cette jonction, comme il s'agissait, pour la bureaucratie de Prague, avec l'arrestation de Jaroslav Sabata à la frontière polono-tchèque, d'interdire la jonction entre la « Charte 77 » et le KSS-KOR de Pologne.

Il s'agissait d'interdire cette jonction qui a néanmoins commencé à se réaliser dans la Conférence européenne elle-même, où ont débattu fraternellement militants des oppositions polonaise et tchèque, et où tous ont entendu l'appel lancé de sa prison le 1^{er} novembre 1978 par le militant polonais Casimir Switon, fondateur du Comité des syndicats libres de Katowice :

« (...) C'est pourquoi je me tourne vers vous, frères syndicalistes du monde libre : aidez-nous et soutenez notre jeune mouvement syndical indépendant qui est en plein développement et vient seulement de s'amorcer avec la fondation du Comité des syndicats libres de Katowice. Les syndicats qui existent aujourd'hui officiellement en Pologne, au lieu de prendre position pour la défense des intérêts du monde du travail, coordonnent leurs efforts dans l'intérêt du pouvoir, obligeant les travailleurs à augmenter la productivité du travail sans qu'y corresponde une augmentation proportionnelle de salaires ; c'est par exemple ce qu'on appelle le travail « volontaire » (gratuit).

C'est pourquoi l'impératif du moment était d'amorcer en Pologne un mouvement syndical indépendant du pouvoir et du POUP, et dont tous les efforts viseront à défendre comme il se doit les intérêts de chaque travailleur.

(...) C'est pourquoi je m'adresse tout particulièrement à vous, frères compatriotes : réveillez-vous de votre léthargie, surmontez la peur qui vous envahit. Nous devons unir nos efforts et nous opposer à la bourgeoisie rouge qui, au prix de notre sang d'ouvriers, nous exploite comme au temps du capitalisme, assurant pour

elle-même et ses proches l'avenir matériel, en tenant compte d'un éventuel éloignement du pouvoir.

(...) C'est pourquoi, de derrière mes barreaux, je vous lance cet appel et vous crie : prenez la défense des droits qui vous sont dus, et que le pouvoir actuellement peut difficilement respecter. Et, de mon côté, je vous assure que je continuerai la lutte que j'ai commencée (...).

Les paroles de Switon s'inscrivent dans la continuité des grands mouvements de la classe ouvrière de Pologne contre la dictature bureaucratique, depuis les puissantes grèves de Szczecin et de Gdansk en 1970-1971 (que les travailleurs de cette dernière ville viennent de commémorer, le 18 décembre, par une puissante manifestation de 4 000 travailleurs et jeunes) jusqu'aux mouvements de 1976, à Radom et Ursus.

Elles annoncent la proximité d'une nouvelle explosion qui dressera, à un niveau plus élevé encore, la classe ouvrière et la jeunesse contre le régime.

Elles font écho au combat de Khlebanov et de ses camarades, héroïques fondateurs du mouvement pour des syndicats indépendants en Union soviétique.

Et, pour nous, militants du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, elles s'inscrivent dans cette « nouvelle montée de la révolution » en URSS et dans les pays de l'Est dont Léon Trotsky, rédigeant le « Programme de transition » en 1938, annonçait qu'elle commencerait

« sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique : A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique. »

**« UNE IRLANDE DIVISEE
EST TOTALEMENT
INACCEPTABLE »**

Du côté de l'impérialisme, on comprend aussi parfaitement ce que cette jonction signifie. Nul doute que l'impérialisme anglais ne comprenne ce que signifie la présence à la Conférence européenne du député travailleur Tom Litterick, et cette déclaration du camarade Paddy Mooney, représentant du plus puissant syndicat irlandais, l'IGTWU, parlant au meeting international contre la répression aux côtés des représentants du Sinn Féin :

« (...) Le mouvement syndical considère que seule l'unification de l'Irlande sur la base d'un gouvernement véritablement socialiste est la solution à long terme des problèmes de notre pays (...). La partition n'a aucune base politique, ni aucune justification morale. Nous sommes prêts à accepter dans l'Irlande de demain les droits de tout groupe minoritaire, mais nous demandons la réunification de l'Irlande comme une seule république souveraine, comme le voulait l'un des fondateurs de notre mouvement ouvrier, James Connolly (...). Une Irlande divisée est totalement inacceptable (...). »

Nul doute également que la monarchie de l'héritier de Franco, Juan Carlos, et ceux qui lui servent de béquille, les Carrillo et les Felipe Gonzalez, ne comprennent ce que signifie la présence, dans la Conférence européenne, d'une délégation d'observateurs de la CNT, cette CNT à laquelle, de toutes parts, on voudrait interdire de se reconstituer comme l'une des plus puissantes organisations traditionnelles du prolétariat espagnol.

Les militants trotskystes que nous sommes, engagés dans le long et difficile combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, ont toutes les raisons d'être fiers d'avoir permis, par leur initiative, par leur travail d'organisation à l'échelle de l'Europe, la préparation et la réalisation d'un tel débat, placé sous le signe, répétons-le, de la libre confrontation des points de

vue. Comme toutes les composantes de la Conférence européenne, nous avons apporté notre contribution spécifique dans la discussion, et, pas plus que quiconque, nous n'entendons renoncer à nos idées au nom d'une fausse unanimité qui n'a pas lieu d'être.

Comme tous les militants et organisations qui ont participé à la Conférence européenne, nous honorerons scrupuleusement les engagements que nous avons pris sur le terrain du combat international contre la répression. Et nous savons que ce combat, s'il est mené avec rigueur et avec conséquence, ne manquera pas de poser à tous ceux qui s'y engagent les questions fondamentales de la lutte de classe à notre époque.

**LE SENS PROFOND
DU COMBAT
POUR LES LIBERTES
DEMOCRATIQUES
ET POUR
LE DROIT DES PEUPLES
A DISPOSER D'EUX-MEMES**

Comment lutter avec conséquence pour les libertés démocratiques sans prendre en charge le combat pour la plus fondamentale d'entre elles, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre en charge la lutte internationale pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes britanniques d'Irlande et des troupes russes de Tchécoslovaquie ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre en charge la revendication fondamentale du peuple allemand à l'unité et à l'indépendance nationale ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre en charge le combat contre le système de Yalta et

de Potsdam, qui divise l'Europe et tranche dans la chair vive des peuples, au mépris de l'histoire et des réalités nationales ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans prendre en charge le combat contre les tentatives conjointes de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin de geler et de perpétuer, contre les peuples du continent, le système d'Etats actuellement existant sous couvert des accords négociés dans le cadre de la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe » (accords d'Helsinki et de Belgrade) ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans soutenir la lutte légitime des peuples du Pays basque et de Catalogne pour s'affranchir de la camisole de force de l'Etat franquiste oppresseur des nationalités, sans reconnaître le droit de ces peuples à constituer leurs Républiques libres du Pays basque et de Catalogne, dans le cadre d'une Union des Républiques libres d'Espagne ?

Comment combattre avec conséquence pour les libertés démocratiques sans défendre le droit imprescriptible des travailleurs d'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est à disposer de leurs syndicats indépendants de l'Etat et du parti de la bureaucratie au pouvoir ?

Comment combattre avec conséquence pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sans reconnaître la pleine et entière légitimité des aspirations des nationalités opprimées en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Ukraine, dans les pays baltes, en Géorgie, en Arménie, etc. ?

C'est ainsi que la lutte conséquente contre la répression, pour la défense intransigeante des libertés démocratiques, dégagera à coup sûr les questions fondamentales que doivent résoudre le prolétariat, la jeunesse, les peuples en lutte pour leur émancipation, qui ne sont autres que les questions fondamentales de la révolution prolétarienne, révolution sociale contre les bourgeoisies et l'impérialisme à

l'Ouest du continent, révolution politique à l'Est contre les bureaucraties qui ont usurpé le pouvoir et évincé la classe ouvrière de ses droits politiques.

Et comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement sur un continent où la domination conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, imposée sur les décombres de la Deuxième Guerre mondiale et maintenue par la force depuis plus de trente ans, devait inévitablement faire resurgir avec une force déçuplée les légitimes revendications démocratiques du prolétariat, de la jeunesse, des peuples d'Europe, totalement incompatibles avec l'ordre ancien que, déjà, elles tendent à faire éclater de toutes parts ?

VERS UNE NOUVELLE CONFRONTATION DES POINTS DE VUE A UN NIVEAU PLUS ELEVE

Voilà pourquoi la lutte commune contre la répression, que les participants à la Conférence européenne ont décidé de poursuivre avec une énergie redoublée, permettra de créer les conditions, dans les mois qui viennent, de nouvelles initiatives, d'une nouvelle collaboration et d'une nouvelle confrontation des points de vue à un niveau plus élevé.

Les questions que l'écrivain Jurgen Fuchs a posées à la conférence n'appellent-elles pas déjà une réflexion plus profonde et une volonté plus tendue dans la recherche en commun des solutions :

« Sommes-nous sur la défensive ? demande J. Fuchs. Est-ce que les arrestations, les condamnations, les personnes qui se voient privées de leur citoyenneté et sont contraintes à prendre le chemin de l'exil, est-ce que tout cela prouve que le socialisme, en tant qu'alternative, a échoué ? Que la morgue des autorités se conforte ? Que la situation des opprimés est de plus en plus dépourvue de perspectives ? Est-ce que je parle en tant que « victime du socialisme » ? Est-ce que je suis, en ma personne, la preuve que le socialisme ne peut pas fonctionner ?

Je ne puis être la victime de quelque chose qui n'existe pas encore. Et qu'il est d'autant plus urgent d'instaurer que deviennent plus sinistres les « mesures » et les intentions de ceux qui veulent le contraire, même s'ils camouflent sous de grandes phrases les intérêts qu'ils incarnent.

Et prenons-y garde : une répression accrue, c'est aussi la preuve que croissent les efforts de ceux qui veulent rester debout, et que l'on veut toujours voir se coucher.

Nous vivons dans une époque d'alternative sans échappatoire. Ou bien nous réussissons à faire de la terre un séjour habitable pour tous, où nulle puissance étrangère, nul dictateur, commençât-il à se prendre pour un révolutionnaire ou un serviteur de Dieu, nulle clique, nulle bureaucratie ne puisse maintenir les vieux rapports de domination et de servitude. Ou bien nous n'y parviendrons pas. Dans ce dernier cas, il ne nous resterait qu'à suivre la recommandation funèbre donnée par Brecht dans les années 1930 :

*Les gouvernements
Signent des pactes
De non-agression.
Petit homme,
Fais ton testament. »*

Nous pensons, comme Jurgen Fuchs, que « la répression accrue, c'est aussi la preuve que croissent les efforts de ceux qui veulent rester debout, et que l'on veut toujours voir se coucher ».

JAROSLAV SABATA :
**« LES LEÇONS
 DE L'EXPERIENCE
 HISTORIQUE
 DU MOUVEMENT
 OUVRIER... »**

Nous pensons que Jaroslav Sabata, pour la libération duquel les participants à la Conférence européenne se sont engagés à ne ménager aucun effort, fait écho aux paroles de Jurgen Fuchs lorsque, dressé face à ses juges, il déclare :

« Il y a effectivement des leçons que j'ai apprises, et qui ont laissé sur moi une empreinte profonde : ce sont les leçons de l'expérience historique du mouvement ouvrier. J'ai agi toute ma vie et je continuerai à agir de manière conforme à ces leçons-là. »

Nous pensons qu'au travers des paroles de Fuchs, de Sabata et de nombreux autres, courageux combattants contre l'exploitation, l'oppression et la répression, c'est effectivement « l'expérience historique du mouvement ouvrier » qui fraie son chemin, surmontant tous les obstacles que, pendant des dizaines d'années, les forces diverses attachées à la survie du vieux monde ont dressés devant elle.

Les organisations européennes membres du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale ont apporté leur contribution au libre débat de la conférence, contribution qui n'est autre que le programme de la IV^e Internationale, le programme qui, en effet, résume, pour reprendre le mot de Sabata, « l'expérience historique du mouvement ouvrier ».

Leur déclaration appelant à la non-participation, sous quelque forme que ce soit, aux élections de juin 1979 destinées à mettre en place le prétendu « Parlement européen », résume cette contribution dans les phrases suivantes :

« (...) Un spectre hante l'Europe : celui du prolétariat qui a reconstitué ses forces et tend à unifier ses luttes depuis 1968 à l'Est comme à l'Ouest du continent.

Un spectre hante l'Europe : celui du prolétariat qui a commencé à ébranler le vieil ordre capitaliste en balayant en 1974, au Portugal, la plus vieille dictature du continent, qui s'apprête à poursuivre son offensive en Espagne, en France, en Italie ; qui, en URSS, combat pour reconstituer ses propres syndicats indépendants de la caste privilégiée au pouvoir ; qui, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, prépare de nouveaux assauts, décisifs peut-être, contre les dictatures des bureaucraties parasitaires imposées par le Kremlin.

Un spectre hante l'Europe : celui de la révolution socialiste !

Le prolétariat dénoncera les accords contre-révolutionnaires de Yalta et de Potsdam, les accords contre-révolutionnaires d'Helsinki et de Belgrade.

Il dénoncera le traité de Rome et démantèlera tous les organismes mis en place pour les seuls besoins de l'exploitation des masses travailleuses.

Il dénoncera le pacte Atlantique et les accords militaires entre impérialismes qui en découlent.

Il dénoncera le pacte de Varsovie, instrument d'oppression contre les peuples d'Europe de l'Est, au nom duquel les chars russes occupent encore aujourd'hui la Tchécoslovaquie.

POUR LA DEFENSE DES CONQUETES D'OCTOBRE

Il assurera, par ses propres méthodes de classe, contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, l'indispensable défense des acquis de la révolution d'Octobre en Union soviétique, des acquis de l'expropriation du capital en Europe de l'Est, qui se confond entièrement avec la révolution sociale à l'Ouest de l'Europe et la révolution politique à l'Est.

Le prolétariat allemand assurera par ses propres méthodes de classe le maintien de l'expropriation du capital à l'Est de l'Allemagne, son extension à l'Ouest. Il assurera l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan pour toute l'Allemagne en balayant la bourgeoisie allemande à l'Ouest, la bureaucratie satellite du Kremlin à l'Est.

Pour cela, unité sans condition de l'Allemagne !

Retrait de toutes les troupes d'occupation à l'Est et à l'Ouest !

A bas le mur de Berlin !

Liberté d'expression, de communication, de circulation, d'organisation dans toute l'Allemagne !

Liberté pour le prolétariat de constituer ses organisations, ses syndicats, ses partis dans toute l'Allemagne, dans toute l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest !

CONTRE TOUTE PARTICIPATION AUX ELECTIONS DU « PARLEMENT EUROPEEN »

Les sections européennes du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale déclarent que la lutte pour une Europe unie passe par le combat contre toute forme d'oppression nationale, contre toute occupation militaire, contre la division de l'Europe, pour l'unité inconditionnelle de l'Allemagne, contre toute forme de répression, par le combat pour le socialisme qui assurera la satisfaction de toutes les aspirations du prolétariat et de la jeunesse, par le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Pour toutes ces raisons, les sections européennes du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale appellent à la non-participation, sous quelque forme que ce soit, aux élections de juin 1979 destinées à mettre en place le prétendu "Parlement européen". »

Robert Clément,
19 février 1979.





Iran : nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale

Une déclaration du Secrétariat international

Au lendemain de l'insurrection qui, en quarante-huit heures, avait balayé la monarchie et disloqué, sous les coups du peuple en armes, ses principales institutions, Le Monde concluait son éditorial en écrivant : « Le désastre que vient de subir Washington n'a pas fini d'exercer sur toute la région et sur l'équilibre des forces dans le monde ses incalculables conséquences. » Il exprimait ainsi avec lucidité l'angoisse de tous ceux qui ont eu partie liée avec la préservation de l'ordre impérialiste mondial et la compréhension de la portée internationale immense des bouleversements en cours.

« Incalculables conséquences »... Avec l'explosion révolutionnaire en Iran, avec l'insurrection commençant la révolution prolétarienne en Iran même, c'est une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale qui s'amorce.

Avec la chute, sous les coups des masses, de la monarchie iranienne, c'est l'un des piliers de l'ordre édifié à Yalta et à Potsdam — cet ordre déjà ébranlé de toutes parts — qui s'effondre.

Désespérément et jusqu'à la dernière minute, Washington, Moscou et Pékin ont cherché à sauver le chah. Carter lui a réitéré son appui après les massacres du « vendredi noir », les dirigeants de Pékin ont volé à son

secours, ceux de Moscou l'ont félicité pour son anniversaire.

Ce n'était pas là aveuglement de la part des représentants de la coalition contre-révolutionnaire entre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, c'était au contraire lucidité : ils étaient conscients du fait que le monarque sanglant était la clef de voûte du régime, que son départ rendrait la situation incontrôlable et que les conséquences de l'effondrement du régime iranien auraient des conséquences effectivement incalculables.

10 et 11 février 1979 : l'insurrection à Téhéran commence la révolution prolétarienne en Iran. Ici, les masses en armes saisissent un camion de munitions (Ph. Sygma).

Il faut prendre toute la mesure de ce qui s'est produit et va encore se développer : l'impérialisme mondial, à travers tout particulièrement l'impéria-

lisme américain, vient de subir une défaite d'ampleur au moins égale à la défaite politique qu'il avait subie au Vietnam.

Mais ce nouveau et formidable choc qui fait vaciller l'équilibre mondial prend toute sa dimension parce que s'ajoutant, s'intégrant à une situation déjà façonnée par la défaite de caractère mondial de l'impérialisme au Vietnam, et par le fait que la révolution portugaise a mis la révolution prolétarienne à l'ordre du jour dans toute l'Europe ; il modifie cette situation dans le sens de l'amplification et de l'approfondissement du caractère révolutionnaire de la période dans laquelle nous sommes engagés, dans le sens de l'aggravation de la crise généralisée de l'impérialisme, de la crise des formes de domination de toutes les bourgeoisies et de la crise de la bureaucratie du Kremlin, de celle de Pékin et des diverses bureaucraties satellites dont, dans tous les cas, le pouvoir et les privilèges dépendent du maintien de la domination de l'impérialisme à l'échelle mondiale.

C'est un pilier de l'ordre édifié à Yalta et à Potsdam qui s'effondre : on sait la place stratégique qu'occupe l'Iran, ce que signifie, de manière directe, la chute de la dictature pour l'équilibre dans tout le Moyen-Orient, pour le développement de la lutte des classes en Turquie et en Irak, les conséquences inévitables de cette chute pour le sous-continent indien (Pakistan, Afghanistan). On sait aussi les implications directes de la révolution en Iran comme facteur nourrissant la révolution politique en URSS, en particulier à partir de la question nationale, puisqu'une partie de l'Azerbaïdjan est rattachée à l'URSS.

Plus généralement, d'ailleurs, le déclenchement de la révolution prolétarienne en Iran soulève, de manière explosive, la question des nationalités dans toute la région, met à l'ordre du jour le droit pour les nationalités opprimées et divisées à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la séparation d'avec les Etats qui les ensèrent et à constituer des républiques unies.

Mais il faut aller au-delà de ces conséquences directes, pour importantes qu'elles soient...

DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA NOUVELLE PERIODE DE LA LUTTE DES CLASSES MONDIALE

La révolution prolétarienne qui a commencé en Iran est organiquement inscrite dans le développement de la nouvelle période de la lutte des classes ouverte en 1968 (« période de l'immence de la révolution »). Dans le développement de cette période, après le premier palier (tournant) franchi en 1974-1976 avec la révolution portugaise mettant la révolution prolétarienne à l'ordre du jour dans toute l'Europe et la défaite politique de l'impérialisme au Vietnam, c'est un nouveau tournant mondial qui s'amorce, et la révolution prolétarienne en Iran est un élément essentiel dans la matérialisation de ce tournant.

Cette réalité internationale est présente dans l'allure des développements en Iran même. La crise politique irréversible du « régime fort » du chah, le caractère quasi mécanique de sa décomposition que l'activité des masses a transformée en crise révolutionnaire ouverte, puis en révolution, est une manifestation de la tendance à l'affaiblissement de pans entiers du système impérialiste. A la racine de ces effondrements qui se produisent d'abord dans ce que l'on peut décrire comme la périphérie du système impérialiste, il y a la crise généralisée de ce système qui se concentre en son cœur même, dans les pays capitalistes avancés, dans les puissances impérialistes et en particulier en Europe, où elle se combine directement avec la marche à la révolution politique.

Le niveau extraordinaire de combativité des masses iraniennes, les formes d'organisation que leur mouvement a dégagées dans la lutte contre la dictature, le caractère « classique » — la « pureté » pourrait-on dire — de la première phase de la révolution prolétarienne en Iran sont inséparables de la montée révolutionnaire du prolétariat à l'échelle mondiale et de ses caractéristiques essentielles : la tendance du prolétariat à se regrouper sur un nouvel axe et la reprise des formes les plus « pures » de la lutte des classes.

La révolution prolétarienne en Iran est inséparable de l'accentuation de la marche à la dislocation du marché mondial, de la crise politique non réglée de l'impérialisme américain, de la maturation de la lutte des classes dans toute l'Europe aggravant l'instabilité de tous les régimes en place, des développements révolutionnaires dont l'Amérique latine est le théâtre.

Aujourd'hui, la révolution prolétarienne en Iran exerce et exercera une formidable impulsion sur le cours de la lutte des classes à l'échelle mondiale, précipitera la crise de tous les anneaux de la chaîne impérialiste, de chacune des bourgeoisies, intensifiera celle des bureaucraties contre-révolutionnaires affaiblies par ce nouvel échec de la Sainte-Alliance.

Il est beaucoup question des conséquences économiques de l'effondrement de la dictature en Iran. Elles seront certes importantes, car elles s'insèrent dans une situation marquée par des conditions de fonctionnement de plus en plus critiques du système capitaliste mondial. Mais les conséquences politiques sont — et seront — immenses.

Le sol sur lequel repose la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme et des bureaucraties tend à se dérober sous leurs pieds à partir de l'aggravation de la crise de l'impérialisme, une crise qui se dirige aujourd'hui vers la dislocation de l'ensemble du système et de l'équilibre sur lequel il repose.

Les développements économiques, sociaux et politiques sont de moins en moins contrôlables. Chaque bourgeoisie, chaque impérialisme — et en premier lieu l'impérialisme américain lui-même, clef de voûte du système — voit s'aggraver la crise politique dans laquelle il est plongé.

La révolution prolétarienne en Iran impulse dans une direction révolutionnaire le mouvement du prolétariat à l'échelle internationale. Elle intensifie de manière immédiate la crise patente de l'impérialisme américain, elle nourrit et nourrira les développements révolutionnaires en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Asie. Elle nourrit et nourrira le développement de la lutte des classes dans les principaux

pays capitalistes d'Europe. Elle nourrit et nourrira la lutte des travailleurs d'URSS et des Etats ouvriers bureaucratés vers la révolution politique.

Elle est un appel puissant à la révolution, à la révolution prolétarienne. Elle montre que ce n'est qu'en s'engageant dans cette voie que l'on peut combattre contre la remise en cause des libertés démocratiques, contre l'exploitation, la dégradation des conditions de vie, le chômage, pour la solution des problèmes démocratiques non réglés. Elle démontre avec force que le combat pour préparer la révolution prolétarienne est la seule politique réaliste.

Oui, c'est bien une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale qui commence.

EN IRAN, C'EST LA REVOLUTION PROLETARIENNE QUI A COMMENCE

C'est en six mois que la dictature du chah a été réduite en miettes. En août 1978, après l'atroce provocation de l'incendie d'un cinéma à Abadan, 50 000 manifestants défient la police, criant : « Chah, nous te brûlerons ! »

Le 8 septembre, c'est le « vendredi noir ». Fort de l'appui de l'impérialisme, de celui de la bureaucratie stalinienne, de celui de la bureaucratie de Pékin, le régime impérial compte sur la meurtrière efficacité de ses forces de répression. A Téhéran, c'est à la mitrailleuse lourde que l'armée ouvre le feu sur une immense manifestation.

Mais dès le 24 septembre, le mouvement rebondit : c'est la grève des travailleurs du pétrole qui va déboucher sur la grève générale.

En janvier, le chah prend la fuite. Très vite, le gouvernement Bakhtiar semble s'évanouir, l'armée commence à se désagréger, les commandes de l'appareil d'Etat ne répondent plus, la grève générale paralyse le pays. Le 10 février, c'est l'insurrection qui éclate, et, en quelques heures, le feu de la révolution va gagner tout Téhéran, et bientôt tout le pays.

C'est bien d'une révolution qu'il s'agit : personne aujourd'hui n'en disconvient.

Mais il faut définir le contenu de cet irrésistible bouleversement qui a raison d'un régime considéré comme l'un des plus « forts » du monde, qui fait voler en éclats une armée considérée comme le gendarme de la réaction dans toute la région.

C'est de la révolution prolétarienne qu'il s'agit. C'est la révolution prolétarienne qui a commencé en Iran.

Il fallait déjà caractériser la mobilisation révolutionnaire des masses qui allait imposer la fuite du chah comme « l'aube d'une révolution ». Dès cette phase, l'axe de l'irrésistible déferlement des masses exploitées et opprimées, c'était le mouvement propre du prolétariat agissant comme la force motrice qui impulse le combat de toutes les couches de la société.

Dès le 24 septembre, les travailleurs du pétrole sont en grève, et très vite la grève s'étend à d'autres secteurs pour ensuite se généraliser, malgré la répression, et durer jusqu'à la chute de Bakhtiar.

Lorsque la grève de l'industrie pétrolière redevient, malgré la présence des forces armées, générale, les travailleurs mettent en avant, en même temps que des revendications spécifiques, des revendications politiques : levée de la loi martiale, libération de tous les prisonniers politiques, interdiction à la Savak et à l'armée d'intervenir dans les usines.

Dans tous les secteurs, des comités de grève se forment, des assemblées générales démocratiques prennent en charge l'organisation de la lutte. Dans le même mouvement, le prolétariat s'attaque à la construction d'organisations syndicales indépendantes. Ignorant les conseils des staliniens du Partitudeh qui veulent utiliser les prétendus « syndicats » mis en place par la Savak, les travailleurs détruisent ces appendices de la dictature, interdisent la présence de leurs dirigeants dans les assemblées générales, ouvrent la voie à la construction de leurs syndicats.

Pendant quatre mois, à travers la grève, les occupations, les puissantes manifestations, c'est la grève de masse, ce « mode de mouvement de la

masse prolétarienne », comme le dit Rosa Luxemburg, qui domine la scène.

Ainsi, d'emblée, le prolétariat marque de son empreinte la lutte gigantesque qui se développe. C'est autour de lui que se rassemblent toujours les couches opprimées et exploitées dans la lutte contre la dictature, à partir de son action que surgissent tous les problèmes politiques : le combat pour les libertés démocratiques, l'ensemble des revendications nationales et démocratiques reliées à l'émancipation de l'Iran à l'égard de l'impérialisme, la question agraire, la question essentielle du droit inconditionnel des peuples kurde, azerbaïdjanais, balouche, à la séparation, combinées avec les revendications propres du prolétariat.

La maturation du mouvement ne s'appuie pas que sur l'emploi des méthodes de lutte du prolétariat : il dégage les formes d'organisation correspondant à la mobilisation la plus ample des masses, les comités de grève, les comités populaires de quartier, puis les comités de soldats, les organismes mêmes de la révolution prolétarienne, les embryons des organismes du pouvoir ouvrier.

C'est le langage de la révolution prolétarienne, de la grande révolution russe, que commencent à parler dans l'action les masses d'Iran engagées dans une lutte à mort contre la sanglante dictature du chah.

Les 10 et 11 février, c'est l'insurrection. En quelques heures, les laborieuses tentatives d'une « transition pacifique » de Bakhtiar à Khomeini-Bazargan sont réduites en cendres, en quelques jours les institutions centrales de l'Etat bourgeois sont attaquées, disloquées, démantelées. L'armée se désagrège, éclate littéralement. Des unités entières passent à l'insurrection, qui a d'ailleurs été généralisée à partir de la tentative de la garde impériale d'écraser une unité passée aux côtés des travailleurs.

Alors, les masses s'attaquent militairement aux commissariats, aux casernes, aux points stratégiques, aux édifices gouvernementaux. L'insurrection triomphe.

Comme au Portugal en avril 1974, c'est la révolution prolétarienne qui

s'ouvre à travers le commencement de la destruction par les masses travailleuses de toutes les institutions, de tous les éléments de l'appareil monarchique, forme sous laquelle existe la domination de la bourgeoisie et de l'impérialisme. C'est la destruction de l'Etat bourgeois qui commence, c'est la révolution prolétarienne qui est en marche, à travers la liquidation « à chaud » de la monarchie. S'il est nécessaire de souligner cette analogie avec le Portugal, il faut aussi en marquer les limites. En Iran, l'assaut contre les institutions centrales de l'Etat a immédiatement pris la forme d'une guerre civile ouverte. Il n'y a pas eu de fraction de l'appareil militaire jouant « à gauche » et, par là même, ouvrant certes la brèche dans laquelle le mouvement des masses allait s'engouffrer, mais capable du même coup de chercher immédiatement à assurer la continuité de l'Etat bourgeois. C'est immédiatement, sous les coups de boutoir de la révolution, que l'armée est brisée.

L'insurrection a été un mouvement spontané d'une formidable puissance. Mais cette spontanéité n'est pas une donnée brute, elle est elle-même le produit de divers facteurs. Elle intègre non seulement comme l'une de ses manifestations les conséquences de la montée internationale du prolétariat ainsi que les riches traditions de lutte des masses ouvrières et paysannes d'Iran, mais elle est aussi la résultante de l'expérience acquise à travers les six mois de lutte sanglante contre la dictature, de la constitution d'organismes assurant la représentation de l'ensemble des masses en lutte.

Dans le cours de l'insurrection elle-même, les comités vont se multiplier, et, en particulier, les comités de soldats. Dans le cours de l'insurrection elle-même, les masses vont commencer à coordonner leur action militaire, c'est-à-dire commencer à former des milices.

Comités de grève et d'usine, comités populaires de quartier, comités de soldats : ces organismes de type soviétique ont étendu leur réseau à tout le pays. Alors que le gouvernement Bakhtiar s'évanouissait, que les piliers de l'appareil d'Etat s'effondraient, que, provisoirement impuissants, Khomeini et Bazargan ne pouvaient

qu'accepter le fait accompli de l'insurrection, c'est la question de leur centralisation qui est à l'ordre du jour, et à travers elle l'exigence de la remise de tout le pouvoir à ces comités appuyés sur les travailleurs en armes.

C'est ainsi, à travers le mouvement de la révolution prolétarienne, que se pose sans équivoque aujourd'hui en Iran la question du gouvernement correspondant aux aspirations et aux revendications des masses qui ont héroïquement lutté pour en finir avec la monarchie.

A BAS LA MONARCHIE ! CONSTITUANTE SOVERAINE ! REPUBLIQUE !

C'est bien la révolution prolétarienne qui se dresse en Iran ; c'est bien une nouvelle phase de la révolution prolétarienne mondiale qui commence.

Elle a commencé par une nouvelle et éclatante vérification de la théorie de la révolution permanente comme théorie de la révolution prolétarienne mondiale, dont le programme de la IV^e Internationale est l'expression.

C'est concrètement — comme expression particulière, précise, du développement inégal et combiné — que la révolution prolétarienne en Iran a matérialisé l'unité mondiale de la lutte des classes.

Elle n'a pas laissé pierre sur pierre des prétendues théories qui donnaient à la bourgeoisie iranienne, à l'époque ultime de la décadence impérialiste, la possibilité de frayer la voie à un développement capitaliste « original », à la constitution d'un semi-impérialisme sui generis.

Tout au contraire, le cours même des événements révolutionnaires a démontré, si besoin était, que l'Iran est un exemple classique de pays semi-colonial économiquement arriéré et dominé par l'impérialisme.

La révolution prolétarienne s'y est affirmée en dégageant, comme éléments centraux de la mobilisation des masses et en les combinant avec les

revendications propres du prolétariat, l'ensemble des revendications nationales et démocratiques :

- l'expropriation de l'impérialisme ;
- le non-paiement de la dette externe ;
- le règlement de la question agraire ;
- les libertés fondamentales d'organisation, d'expression, de réunion.

Elle a placé au premier rang non seulement la tâche d'émanciper l'Iran du joug impérialiste, mais le problème essentiel des nationalités opprimées, dans le cadre de l'empire. Droit pour les peuples kurde, azerbaïdjanais et balouche à la séparation, ce qui soulève, comme mot d'ordre de la révolution prolétarienne en Iran, le droit pour les peuples kurde et azerbaïdjanais de se constituer en républiques unies, par leur séparation d'avec les Etats qui les oppriment.

A bas la monarchie ! Constituante souveraine ! République ! Ces mots d'ordre ont exprimé sous une forme concentrée les aspirations des masses dont le mouvement se dirigeait inéluctablement contre l'Etat bourgeois en tant que tel, parce qu'il était l'obstacle à la réalisation des tâches démocratiques et nationales comme de toutes les revendications ouvrières et paysannes.

Dans ce mouvement ont commencé à se dégager, puis à se renforcer les formes d'organisation révolutionnaires de la classe ouvrière dans son ensemble, et du rassemblement autour d'elle de l'ensemble des couches opprimées et exploitées, formes d'organisation qui ébauchent les organismes du pouvoir de la classe ouvrière, de la dictature du prolétariat : les comités de grève et d'usine, les comités de quartier, les comités de soldats, la matérialisation encore inachevée parce que non centralisée de la forme universelle du pouvoir de la classe ouvrière, le soviét.

Les principaux rouages de l'appareil d'Etat bourgeois, les administrations centrales, l'armée, ont été démantelés, disloqués, partiellement détruits. Ils existent encore néanmoins.

La tâche qu'impose la phase actuelle de la révolution, c'est la destruction de fond en comble du vieil appareil d'oppression et de répression, et la substitution à cet appareil du pouvoir des comités ; la tâche de l'heure, c'est la destruction totale de l'armée monarchique, l'armement du peuple à travers les milices.

L'appareil de domination de la bourgeoisie a été disloqué, il a éclaté. Ce que la révolution met à l'ordre du jour, c'est la centralisation des comités pour qu'ils puissent substituer à cet Etat, démantelé mais toujours existant, l'Etat des conseils.

TOUT LE POUVOIR AUX COMITES D'USINE, DE QUARTIER, DE SOLDATS, CENTRALISES ET ASSURANT SOUS LEUR CONTROLE L'ARMEMENT DES MASSES !

Pour préserver ce qui reste aujourd'hui de l'Etat bourgeois et pour tenter de le reconstituer, toutes les forces internationales et nationales liées à l'ordre bourgeois se coalisent.

Pour entreprendre cette tâche, Khomeini et Bazargan ne peuvent que renier les promesses démocratiques les plus élémentaires. Loin de convoquer une Assemblée constituante, ils envisagent par la voie d'un plébiscite de rétablir un pouvoir de fait.

Mais ce pouvoir de fait, pour être une réalité, a besoin d'instruments. Ils ne peuvent les trouver que dans les éléments aujourd'hui disloqués, éparés, de l'appareil militaire et de l'appareil de répression. Il leur faut tenter de ressouder l'armée et, pour ce faire, avoir recours aux sanglants généraux du chah.

Ils ne peuvent entreprendre cette tâche sans bénéficier de complicités agissant en direction du mouvement des masses. Le Front national, coalition bourgeoise que soutient le parti stalinien Tudeh, et d'où était issu Bakhtiar, vient de resurgir pour « négocier » son appui au gouvernement provisoire de Bazargan.

A maintes reprises déjà, en 1945, en 1953, lors du déclenchement de la

vague révolutionnaire, les travailleurs d'Iran ont fait l'expérience de la trahison du Tudeh, instrument de la bureaucratie contre-révolutionnaire d'URSS.

Cette politique de trahison va chercher à nouveau à s'appliquer à travers la constitution d'un front populaire, cette « ultime ressource de l'impérialisme contre la révolution », comme le dit le programme de fondation de la IV^e Internationale.

A bas le Front national ! Non à toute tentative de collaboration de classes, à tout soutien au gouvernement provisoire !

Centralisation des comités d'usine, de quartier, de soldats !

Ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est l'approfondissement de la révolution prolétarienne.

L'avant-garde révolutionnaire exprimant consciemment les nécessités de la révolution ne renonce à la défense d'aucune des revendications démocratiques et nationales. Au contraire, elle est la seule à pouvoir défendre avec conséquence l'appel à une Assemblée constituante souveraine.

Mais, d'ores et déjà, répétons-le, le point atteint par la révolution prolétarienne pose la question du pouvoir, celle de l'Etat, à travers les organismes forgés dans le cours de la révolution.

Liquidation du vieil appareil d'Etat, liquidation de l'armée monarchique. Qu'à travers leur centralisation à l'échelle de tout l'Iran, les comités substituent leur pouvoir au vieil Etat de l'exploitation et de l'oppression.

C'est pourquoi l'axe stratégique du combat politique aujourd'hui — nourri par l'ensemble des mots d'ordre répondant aux aspirations et aux revendications du prolétariat, des masses exploitées et opprimées des villes et des campagnes, des peuples opprimés — c'est la centralisation des organismes nés au feu de la lutte comme représentation organisée de l'ensemble des masses, dans l'objectif du pouvoir.

Tout le pouvoir aux comités d'ouvriers, de paysans et de soldats !

Vive la République des conseils !

LA LUTTE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE

La révolution prolétarienne a commencé en Iran. Le commencement de la révolution, ce n'est pas la victoire.

Si aujourd'hui, après que l'insurrection ait balayé la monarchie et asséné des coups terribles à tous les éléments de l'appareil d'Etat, la situation reste indécise, sans dénouement, si les masses à travers leurs comités ne peuvent commencer à prendre le pouvoir entre leurs mains, ce n'est pas que les rapports de forces et la situation l'interdiraient, que la faiblesse du mouvement des masses exclurait ce bond en avant. C'est au contraire l'extraordinaire puissance du mouvement des masses qui met, directement, cette question à l'ordre du jour.

Mais il manque encore à ce mouvement un élément, et c'est l'élément essentiel. Son expression consciente, organisée, centralisée, composante organique de ce mouvement et en même temps réalité spécifique parce que organisation consciente sur la base du programme révolutionnaire : le parti révolutionnaire.

Il n'y aura pas de victoire de la révolution prolétarienne en Iran sans la construction d'un parti révolutionnaire fondé sur le programme de la IV^e Internationale.

Le Parti socialiste des travailleurs, l'organisation qui vient de se constituer en Iran à partir du regroupement de groupes sympathisants du Secrétariat unifié et de militants affiliés au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, peut être le creuset d'un tel parti. Cela dépend de sa capacité à rigoureusement déterminer sa base programmatique et à répondre à partir de là aux questions stratégiques et tactiques que pose et posera le développement de la révolution.

La révolution prolétarienne en Iran donnera une forte impulsion aux luttes du prolétariat mondial. Ces luttes seront elles-mêmes des éléments de renforcement de la révolution en Iran. L'élan que la révolution prolétarienne

en Iran fournit à la lutte internationale du prolétariat doit être, à travers l'action politique des trotskystes organisés sur la base du programme de la IV^e Internationale dans chaque pays, intégré à la lutte pour la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays et pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Ce n'est qu'ainsi que l'action des organisations trotskystes renforcera celle de l'organisation qui se crée aujourd'hui en Iran et contribuera à son développement politique.

La construction d'un parti révolutionnaire en Iran est inséparable du combat d'ensemble pour la reconstruction de la IV^e Internationale comme Internationale unifiée sur la base de son programme de fondation.

*
**

Les dangers qui pèsent sur la révolution prolétarienne en Iran sont à la

mesure de la menace qu'elle constitue pour l'ordre établi à l'échelle mondiale.

Le Secrétariat international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale appelle toutes les sections du Comité d'organisation, comme ce fut le cas lors du déclenchement de la révolution portugaise, à intégrer la défense de la révolution prolétarienne en Iran dans leur activité quotidienne, à suivre attentivement ses développements, à dégager pour leur combat les leçons théoriques et politiques qui s'en dégagent.

Le Secrétariat international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale déclare qu'il est prêt à tout mettre en œuvre pour assurer sa solidarité politique et matérielle aux efforts entrepris pour regrouper en Iran l'avant-garde révolutionnaire sur la base du programme de la IV^e Internationale.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes. »

travailleurs

militants

jeunes

Chaque semaine

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
C.C.P. 21 831-73 Paris — Tél. : 246.53.12.

Trois fois par semaine

La Lettre d'Informations ouvrières

*un outil de travail indispensable,
servi exclusivement sur abonnement*

30 numéros : 30 francs
Chèques à l'ordre de Gérard Iltis
87, rue du Faubourg-St-Denis, 75010 Paris



LE COURS ACTUEL DE LA BUREAUCRATIE CHINOISE 31

APRES
LE TRAITE SINO-JAPONAIS
ET LA VISITE DE TENG HSIAO-PING
AUX ETATS-UNIS

le cours actuel de la bureaucratie chinoise

par Denis COLLIN

Si les perspectives du capitalisme mondial sont plutôt sombres, la firme américaine Coca Cola a trouvé, elle, quelques raisons de se réjouir : l'établissement des relations diplomatiques entre Pékin et Washington s'est doublé de la signature d'un contrat ouvrant le marché chinois à l'une de ces entreprises qui représentent la domination de l'impérialisme yankee sur le monde entier. Il y a là plus qu'un symbole. Le slogan de Mao : « Il faut compter sur ses propres forces » a fait place au slogan de Teng Hsiao-ping : « Il faut compter sur l'impérialisme américain. » Les profondes divisions internes de la bureaucratie chinoise, les luttes de cliques et de clans prennent ainsi leur véritable contenu : elles expriment l'impasse de la bureaucratie chinoise et de la « construction du socialisme dans la seule Chine ». Après une série de zigzags à droite et à gauche, la bureaucratie de Pékin essaie de trouver un nouvel axe de stabilité dans la soumission la plus étroite aux besoins de l'impérialisme mondial, et en premier lieu de l'impérialisme américain.

Teng Hsiao-ping est devenu, après son second « come back », le représentant le plus éminent de cette orientation, qui nécessite pour sa mise en application l'épuration de la bureaucratie de tous les éléments liés à la « révolution culturelle ». Ce n'est pas un hasard si la transition a été effectuée par le ministre de l'Intérieur Hua Kuo-feng qui s'était distingué dans la répression des gardes rouges, et qui dirigea la répression contre la manifestation populaire de la place Tien-An-Men en avril 1976.

Le nouveau cours de la politique de la bureaucratie chinoise a été préparé par une longue lutte à partir du IX^e Congrès du PC chinois en 1969, autour duquel la bureaucratie reconstruisit le parti disloqué par la révolution culturelle. La chute de Lin Piao (le dauphin désigné par Mao) a marqué une nouvelle phase qui vit les premières réhabilitations de personnalités mises en cause par la révolution culturelle. Il est vrai que Mao lui-même avait tracé les limites de ladite « révolution culturelle » en affirmant que 95 % des cadres étaient « récupérables ».

La « récupération des cadres » est bien avancée. Après la spectaculaire réhabilitation du maréchal Peng Teh-huai qui fut la première cible de la révolution culturelle, on laisse enten-

Washington, le 28 janvier 1979 : Teng Hsiao-Ping reçu en visite officielle aux Etats-Unis par Jimmy Carter (Ph. Sygma).

dre que Liu Shao-chi, ancien président de la République et ex-« Khrouchtchev chinois », pourrait voir son cas réexaminé (1). Mais Mao n'avait sans doute pas prévu que la reconstitution du « quartier général » sur lequel il avait demandé de faire feu amènerait une attaque en règle contre sa propre fraction. La liquidation de la « bande des quatre » marque la première offensive directe contre Mao Tsé-toung lui-même.

Ainsi, contrairement à ce que disent les journalistes spécialisés qui sévissent dans les colonnes de la grande presse, nous n'avons pas affaire à une période de stabilisation politique en Chine, mais à une nouvelle phase de la crise politique qui déchire la caste bureaucratique au pouvoir. Cette nouvelle phase est marquée par un net déplacement à droite de l'axe de la bureaucratie, par l'adoption ouverte d'un cours restaurationniste à l'intérieur et par l'intégration totale de la bureaucratie chinoise dans le dispositif international de la contre-révolution.

LE TRAITE SINO-JAPONAIS

Le traité de paix sino-japonais est tout à fait révélateur. Par ce traité, la Chine est liée à l'impérialisme japonais à un moment où celui-ci, en raison des défaites subies par l'impérialisme américain en Asie et singulièrement au Vietnam, doit assumer la tâche de relais du Pentagone. La réconciliation de Pékin avec l'« ennemi héréditaire » signifie la reconnaissance et la caution apportées par la bureaucratie au réarmement du Japon comme pièce maîtresse de l'impérialisme dans cette région du monde. Il faut noter que c'est dans le même sens qu'agit depuis un certain temps le PC japonais, que d'aucuns qualifient d'« euro-communiste », quand il réclame le retour au Japon des îles Kouriles actuellement occupées par l'Union soviétique.

Ce traité sino-japonais a une autre signification : il est la tête de pont d'une opération d'armement de la

Chine avec du matériel militaire japonais, américain et européen, armement qui s'inscrit directement comme un des moyens de pression accrus de l'impérialisme sur l'URSS. Enfin, sur le plan économique, ce traité ouvre la voie à la pénétration des capitaux en Chine sur une ligne qui, si elle était appliquée jusqu'au bout, conduirait à transformer des millions d'ouvriers et de paysans chinois en coolies surexploités par l'impérialisme. De ce point de vue, aussi spectaculaire et symbolique que soit le contrat passé avec Coca Cola, il n'est qu'un aspect de la pénétration capitaliste en Chine : en effet, le problème n° 1 de l'impérialisme, ce n'est pas tant l'exportation des marchandises que l'exportation des capitaux, en particulier vers les zones à taux de profit maximum.

Pendant que Teng Hsiao-ping signait ce traité et s'agenouillait devant l'empereur Hiro Hito, son compère Hua Kuo-feng, qui, comme nous l'avons dit, est un spécialiste des affaires policières et de la répression, rendait au chah une visite spectaculaire. Nous ne savons pas si Hua a fait part au chah de son expérience en matière de répression des manifestations, mais une chose est certaine : ce voyage exprimait de la manière la plus crue le soutien politique apporté par la bureaucratie chinoise aux éléments les plus réactionnaires de la domination impérialiste de par le monde.

Le gouvernement de Pékin était déjà spécialiste des vœux et messages de félicitations à Pinochet. Le voyage de Hua Kuo-feng devait nécessairement s'ajouter à la liste des infamies bureaucratiques. Ajoutons, pour compléter le tableau, que les groupes maoïstes du monde entier ont décidé, après quelques hésitations parfois, de s'aligner sur le « cours nouveau » suivi à Pékin.

Mais si ce cours cyniquement contre-révolutionnaire et restaurationniste exprime de façon quasi chimiquement pure la tendance profonde de toute bureaucratie, il traduit en même temps l'impasse de la bureaucratie chinoise broyée entre l'impérialisme et la révolution. L'application de la « ligne Teng » signifie l'affrontement ouvert avec les masses et l'explosion de la bureaucratie en tant que telle : car on

(1) L'apparition de sa veuve à un dîner officiel confirme sa réhabilitation posthume.

peut appliquer à la bureaucratie chinoise ce que Trotsky disait de la bureaucratie soviétique dans « La Révolution trahie » :

« La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination sous la forme de conditions particulières de propriété. »

Mais en même temps, par sa situation de caste privilégiée, la bureaucratie nourrit les plus puissantes tendances à rechercher dans les rapports de production eux-mêmes les assises de ses privilèges. Ce qu'exprime Teng Hsiao-ping, ce n'est pas autre chose que l'existence au sein de la bureaucratie chinoise de courants prêts à jouer le rôle de bourgeoisie compradore de l'impérialisme.

Pourtant, le développement complet de telles tendances ne peut se faire

pacifiquement. Il faut pour cela expulser les masses de toutes les positions qu'elles occupent dans la société chinoise du fait de l'expropriation de l'impérialisme. Et, dans cet affrontement, la bureaucratie ne pourra pas agir comme un bloc. Bien que tous les bureaucrates soient liés par leurs privilèges, ces privilèges sont assez différenciés et on ne doit pas oublier le fossé qui existe entre le chef de brigade dans une commune populaire et le haut dignitaire installé dans ses appartements luxueux à Tien-An-Men. Nul doute que, dans l'affrontement entre la bureaucratie et les masses, c'est la liquidation de la bureaucratie qui est en jeu : soit sa liquidation révolutionnaire par le prolétariat construisant ses soviets, soit sa liquidation réactionnaire par l'impérialisme, relayé directement par au moins une fraction de la bureaucratie.

qu'est-ce que la bureaucratie chinoise ?

Pour comprendre les derniers développements, il est nécessaire de revenir brièvement sur l'histoire de la bureaucratie chinoise, histoire marquée par une crise permanente depuis la prise du pouvoir en 1949.

Les accords de Yalta et Potsdam avaient laissé la Chine dans la zone américaine. Le gouvernement de la Chine devait, pour Staline comme pour l'impérialisme américain, revenir au bourreau des ouvriers et des paysans chinois, Tchang Kaï-chek. Mais l'application de cette orientation en Chine fut rendue impossible. On assista à une combinaison exceptionnelle qui mina la politique mise au point en commun par Washington et Moscou. D'une part, le PCC n'était pas simplement un parti politique. Il était déjà dans d'immenses zones rurales l'appareil d'Etat existant. Dans le nord de la Chine, il avait procédé à la réforme agraire et s'appuyait ainsi sur le soutien massif des paysans. D'autre part, le régime du Kuo-min-tang de

Tchang Kaï-chek se décomposa à grande vitesse dès la défaite du Japon. Ainsi, Harold Isaacs raconte :

« La bureaucratie nationaliste, ayant retrouvé pour quelque temps le contrôle des cités et des provinces de l'Est, donna libre cours à sa rapacité. On peut dire qu'elle se surpassa, après sa période de vaches maigres pendant l'exil dans l'arrière-pays. La joie populaire après la défaite japonaise se tourna en effroi, en colère et en dégoût. La mise à sac par les fonctionnaires et leurs protégés s'étendait à tout indistinctement (...). Le revirement de la population fut général, les gens se refusant à admettre que la libération de l'oppression japonaise puisse prendre cette forme. Un profond désir de changement saisissait le pays tout entier. » (H. Isaacs : La Tragédie de la révolution chinoise. p. 367).

Tchang Kaï-chek prit l'offensive et tenta de liquider les forces armées

dirigées par le Parti communiste chinois. L'accord PCC-Kuo-min-tang que Mao recherchait conformément à la ligne du Kremlin devenait impossible. Le Parti communiste chinois se trouva contraint de rompre avec les directives de Moscou, qui lui enjoignait de se soumettre, et s'engagea dans la guerre révolutionnaire contre les armées de Tchang Kaï-chek. La dislocation du régime du Kuo-min-tang s'accrut. Des unités entières de l'armée nationaliste passaient avec armes et bagages dans les rangs de l'armée populaire. Toutes les tentatives de conciliation se révélèrent infructueuses. L'impérialisme américain était incapable d'organiser l'intervention militaire contre la Chine révolutionnaire.

Devant la poussée des masses paysannes, devant l'effondrement politique du régime bourgeois, le Parti communiste chinois chevaucha la vague et étendit à toute la Chine le régime qu'il avait déjà organisé dans les zones libérées du Nord, constituant ainsi un Etat ouvrier bureaucratique, remplissant en quelque sorte le vide laissé par la dislocation et l'effondrement du Kuo-min-tang, la désorganisation du prolétariat urbain permettant à la bureaucratie déjà constituée d'étouffer dès le départ tout mouvement indépendant de la classe ouvrière.

C'est dans cette période de 1945 à 1949 qu'il faut situer l'origine de la rupture entre le Parti communiste chinois et la bureaucratie stalinienne du Kremlin, même si c'est beaucoup plus tard — en 1959-1962 — que cette rupture prendra son caractère officiel et spectaculaire.

**DE LA « DEMOCRATIE
NOUVELLE »
POUR UN
« DEVELOPPEMENT
CAPITALISTE
PROGRESSISTE »...**

Contrainte d'aller plus loin qu'elle-même ne l'avait voulu sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, la bureaucratie maoïste se trouva aux prises avec d'insurmontables contradictions.

A une première étape, l'objectif était de promouvoir une « démocratie nouvelle » qui permettrait un développement « capitaliste progressiste ». Pour ce faire, elle chercha à gouverner en compagnie de divers éléments bourgeois « patriotes », ce qui nécessitait que les attaques contre la propriété privée soient limitées. C'est ainsi que, dès 1949, l'armée populaire eut à réprimer les mouvements paysans qui expropriaient les propriétaires fonciers dans le sud de la Chine, alors même que la base sociale de cette armée était composée de paysans qui avaient suivi le Parti communiste chinois dans la mesure où il avait organisé la réforme agraire dans les zones libérées.

La « démocratie nouvelle » se révéla rapidement être une impasse totale : d'abord parce que les problèmes du sous-développement de la Chine ne pouvaient pas être résolus par la voie d'un développement capitaliste, mais nécessitaient au contraire que la hache soit portée dans la propriété capitaliste, afin de permettre que soit définitivement résolue la question agraire et qu'un plan d'industrialisation soit établi ; ensuite, parce que la Chine était prise en étau entre les forces de l'impérialisme et celles de la bureaucratie du Kremlin. En Corée, Moscou monta une provocation qui devait permettre à l'impérialisme américain de s'engager dans une guerre directement dirigée contre la Chine, que certains généraux du Pentagone voulaient « ramener à l'âge de pierre ». La bureaucratie dut se défendre contre cette menace de liquidation. Il fallut mobiliser des millions d'hommes pour les envoyer au combat contre la plus puissante et la mieux équipée des armées impérialistes. Ce pays exsangue, sans industrie, disloqué et ruiné par le régime pourri de Tchang Kaï-chek, dut faire face à la puissance de feu de l'industrie de guerre américaine qui s'était remise à tourner à plein rendement. L'impérialisme dut reculer et différer son projet de reconquête de la Chine. Mais la Chine sortait de l'épreuve saignée à blanc et cela pèsera lourdement sur tout le développement ultérieur.

C'est dans cette situation que la direction du Parti communiste chinois fut conduite à enterrer la « théorie de la révolution par étapes », et à procla-

mer que la « démocratie nouvelle » était dépassée, que la révolution devait être « ininterrompue jusqu'à l'établissement définitif du socialisme ». Ce qui n'empêcha pas les bureaucrates de laisser en prison les militants trotskystes, accusés d'être des partisans de la révolution permanente. Car, au fur et à mesure que la bureaucratie prenait des mesures de défense contre le capitalisme, elle devait, pour sauvegarder son pouvoir, briser d'autant plus féroce-ment tout mouvement indépendant des masses.

Bien que la bureaucratie ait dû prendre des mesures objectivement révolutionnaires — accomplissement de la réforme agraire, début dès 1953 de la collectivisation des campagnes, liquidation de toutes les positions de l'impérialisme et des restes du vieil appareil d'Etat bourgeois —, elle révéla parfaitement dans la manière dont elle prit ces mesures son caractère de couche bonapartiste en équilibre instable entre les classes à l'échelle nationale et internationale.

... A LA CONSTRUCTION DU « SOCIALISME DANS UNE SEULE CHINE »

C'est précisément ce qui permet de comprendre les déchirements permanents de la bureaucratie et les virages à 180° qu'elle est obligée de prendre. En 1956, la révolution des conseils ouvriers de Hongrie avait explicité dans la vie ce que devait être la révolution politique contre la bureaucratie. Pour la bureaucratie chinoise, ce fut un signal d'alarme. Sur son propre plan, elle condamna les insurgés de Budapest comme « contre-révolutionnaires » et reprocha à Moscou de trop tergiverser dans la politique de répression. En même temps, il lui fallait prendre des mesures pour empêcher que de tels événements ne se développent en Chine même. Les contradictions du « socialisme dans une seule Chine » menaçaient tout l'édifice bureaucratique. Dès 1954, les objectifs avaient été définis. Le congrès du Parti communiste chinois précisa en 1956 :

« A l'heure actuelle, le parti et le peuple du pays entier ont pour tâche

principale de concentrer toutes les forces pour résoudre cette contradiction, pour transformer au plus vite notre pays de pays agricole arriéré en un pays industriel avancé. »

Commentant cette orientation dans « La Vérité » n° 551, Pierre Broué pouvait écrire :

« L'objectif était donc le même que celui que Staline avait assigné à l'Union soviétique au début des années 1930, mais dans des conditions infiniment plus difficiles, puisque l'arriération économique de la Chine était incomparablement plus profonde dans les années 1950 que ne l'était celle de l'URSS en 1929. « Rattraper et dépasser les pays capitalistes avancés » à partir d'une production d'acier trois cents fois inférieure à celle des Etats-Unis et d'une production agricole par tête d'habitant vingt-cinq fois moindre relevait de l'aventure. La prétendue « aide » de l'URSS en échanges, envoi de techniciens, matériels, ou sous forme de prêts — déjà limitée par les possibilités de l'Union soviétique elle-même — devait être payée au prix du marché mondial, et ce alors que l'impérialisme organisait autour de la Chine un véritable blocus. 97 % des investissements durent être fournis par le peuple chinois, l'homme étant finalement en Chine le facteur de production à la fois le plus abondant et le moins coûteux. L'investissement dans les industries de base ne put être obtenu que par une limitation draconienne de la consommation et une augmentation fantastique de l'intensité du travail. »

Il suffit de lire les récits des « jeunes éduqués » envoyés à la campagne dans le cadre de la « révolution culturelle » (1) pour se convaincre que ce sont encore ces problèmes qui restent à résoudre et que François Forgeue résumait ainsi dans le n° 528 de « La Vérité » :

« La logique de cette course à l'industrialisation dans le cadre de la seule Chine est impitoyable. Pour le paysan, des livraisons accrues,

(1) Cf. *Avoir vingt ans en Chine*, ed. du Seuil.

payées à bas prix ; pour l'ouvrier, une hausse constante des normes sans que sa condition de consommateur s'améliore. En d'autres termes, le pouvoir doit gouverner en s'opposant en permanence à la satisfaction des revendications les plus élémentaires des masses. A travers le processus de la marche forcée vers l'industrialisation, la bureaucratie s'affirme encore plus comme une couche distincte, l'Etat comme un appareil s'élevant au-dessus des masses et se soustrayant totalement à leur contrôle. »

LES « CENT FLEURS »

C'est précisément pour empêcher l'explosion de ces problèmes que Mao déclencha sous le signe des « Cent fleurs » une opération préventive de libéralisation par en haut qu'il fallut stopper net au bout de quelques semaines. Les « Cent fleurs » qu'avait réclamées le « Grand Timonier » commençaient à s'épanouir, et c'étaient pour la bureaucratie des fleurs vénéneuses. D'un côté, les représentants de la petite bourgeoisie relevèrent la tête, montrant que, contrairement à la logomachie maoïste, l'étatisation de la production sur la base de la pénurie n'avait pas aboli la division de la société en classes, mais qu'au contraire, dans le développement même de l'économie planifiée, de nouvelles différenciations sociales se faisaient jour. Malgré le carcan bureaucratique, la lutte des classes continuait. Profitant des failles que laissait ouvertes la campagne de Mao, une opposition révolutionnaire commença à se former, qui ne mettait pas seulement en cause les « abus du bureaucratisme », mais le système politique de domination de la bureaucratie dans son ensemble.

C'est le journaliste Liu Punyen, membre du Parti communiste chinois depuis 1944, qui, critiquant la « classe privilégiée » des cadres du parti, explique :

« Ces dernières années, le parti s'est considérablement éloigné des masses. La plupart de ceux qui l'ont rejoint étaient des opportunistes ou des béni-oui-oui. » (Quotidien du peuple, 20 juillet 1957).

Ce sont deux cadres du PCC, Chang Po-cheng et Huang Chen-lou, qui concluent leur analyse ainsi :

« Si les privilèges du parti ne sont pas supprimés, le parti et le socialisme seront un jour enterrés. » (Quotidien de Chenyang, 11 juin 1957).

C'est surtout une étudiante de l'université Peita de Pékin, Lin Hsi-ling, qui symbolisera tout ce mouvement en dénonçant en Chine comme en URSS l'absence de démocratie. Elle qualifie le régime social d'URSS et de Chine de « socialisme construit sur la base du féodalisme ». Elle condamne comme « insuffisants » les mouvements de « rectification » du parti, « les méthodes réformistes et les légères concessions faites au peuple ».

Elle dégage la voie qui sera suivie plus tard :

« Les masses populaires ne sont pas stupides. Il faut résoudre les problèmes, vaincre les difficultés et, pour ce faire, il n'existe qu'un moyen : la mobilisation et le soulèvement des masses. »

Lin Hsi-ling est ainsi amenée à ouvrir la perspective d'une nouvelle révolution :

« Les couches supérieures de la société chinoise ne correspondent pas à la base économique de la propriété sociale ; le parti et l'Etat sont devenus un appareil bureaucratique qui gouverne le peuple sans démocratie. La base économique de la propriété sociale de notre pays est progressiste ; aussi est-ce la superstructure qu'il s'agit de changer fondamentalement. » (Quotidien du peuple, 30 juin 1957).

Lin Hsi-ling sera « purgée », mais ses paroles ne seront pas perdues. On en retrouvera l'écho dix ans plus tard dans les textes des « gardes rouges », ou encore dans le « dazibao » de Li-Yi-Zhe, auteur en fin 1974 d'un manifeste « à propos de la démocratie et de la légalité sous le socialisme » (publié en français aux éditions C. Bourgeois sous le titre « Chinois, si vous saviez... »).

Face au développement de ces « contradictions au sein du peuple »,

la bureaucratie réagit vigoureusement par la répression et la chasse aux sorcières. Mais la répression ne peut régler les contradictions réelles qui naissent de l'impossible « construction du socialisme dans une seule Chine ».

DU « GRAND BOND EN AVANT » A LA « REVOLUTION CULTURELLE »

La direction maoïste, prise à la gorge, se lance dans une politique d'aventurisme éperdu.

Elle tente de résoudre d'un coup, dans une entreprise invraisemblable, tous les problèmes. Sous le signe du « Grand bond en avant », elle organise la collectivisation forcée de l'agriculture dans les communes populaires. Pour résoudre les contradictions entre la ville et la campagne, on installe dans les villages des « mini-hauts fourneaux ». Un plan avait été établi, mais chaque jour la bureaucratie en raccourcissait les délais d'accomplissement. Plus de cent millions de paysans chinois participent pendant l'hiver 1957-1958 à la construction de milliers de barrages hydrauliques. 77 millions de paysannes auraient participé pendant la seule année 1958 à des travaux de reboisement. Bref, on reprend en la caricaturant la politique d'avant les « Cent fleurs », alors même que cette campagne des « Cent fleurs » avait été nécessaire par les contradictions sociales nées de l'industrialisation à outrance.

Après quelques succès initiaux, la Chine se retrouve en 1960-1961 menacée par la famine. Les chiffres fantastiques de la production industrielle doivent faire place à la dure réalité d'une régression sur tous les fronts qui aboutit à une grave crise jusque dans les sommets de l'appareil bureaucratique. Isolé sur le plan international, soumis à la pression du Kremlin, qui avait toujours chèrement monnayé son aide, l'ensemble du système social chinois — bureaucratie inclusivement — se trouve menacé.

L'arrêt de toute aide soviétique, le retrait de milliers de conseillers et de

techniciens vont aggraver ces difficultés. Des failles profondes s'ouvrent au sein de l'appareil du PC chinois. Dès 1959, le maréchal Peng Teh-huai, soutenu par le président de la République Liu Shao-chi, avait engagé, bien que sous une forme feutrée et diplomatique, l'offensive contre Mao et sa fraction.

Que Liu Shao-chi ait été ou non un « Khrouchtchev chinois », il est clair que la bureaucratie se déchirait, non entre une aile opportuniste et une aile révolutionnaire, mais par rapport à la manière dont la bureaucratie devait agir, non seulement face aux « conditions objectives », mais aussi face aux résultats de la politique bureaucratique. Et, naturellement, la question des rapports avec l'URSS était une question cruciale. Il n'est pas douteux qu'une partie de l'appareil était disposée à accepter la capitulation devant le Kremlin et à transformer ainsi la Chine en monnaie d'échange dans le marchandage de la coexistence pacifique.

C'est contre cette politique que Mao engagea une mobilisation contrôlée des masses comme moyen de résoudre les contradictions au sein de la bureaucratie. Mais la « révolution culturelle », déclenchée par une fraction de l'appareil, va aboutir à la dislocation du parti. Il ne faut pas s'étonner si, quand en haut on joue du violon, on se met à danser en bas. Car les masses ne se contentèrent pas, alors, d'être les pions d'une bataille entre les partisans de Liu et ceux de Mao. Elles commencèrent à porter leurs coups contre toute la bureaucratie. La bataille, entamée sur le terrain des universités, s'étendit aux entreprises, et l'on vit tout naturellement les ouvriers chinois, notamment à Shanghai, s'engager sur la voie qu'avaient empruntée leurs camarades hongrois dix ans plus tôt. La situation est devenue incontrôlable quand Mao entreprend en 1968-1969 la reconstruction de l'appareil, non seulement en relation avec les événements chinois, mais aussi comme réponse au tournant dans la situation mondiale que marquaient la grève générale de mai-juin 1968 en France et les processus de la révolution politique en Tchécoslovaquie.

La fin de la « révolution culturelle » devait ouvrir une nouvelle étape. Le régime maoïste cessait de

faire appel à la « zone des tempêtes » (1) et s'engageait par la « diplomatie du ping-pong » dans la voie d'un rapprochement avec l'impérialisme américain. L'organisateur de la fraction de Mao dans l'armée, Lin Piao, successeur désigné du président, était éliminé.

Le rappel de ces principales étapes du développement de la bureaucratie chinoise était indispensable pour apprécier correctement sa nature et sa position dans la lutte des classes internationale.

UNE CASTE BUREAUCRATIQUE AUX NOMBREUX PRIVILEGES

Si la prise du pouvoir par le PC chinois a donné incontestablement de nouvelles positions sociales à l'ouvrier et au paysan chinois, il n'en reste pas moins que la Chine n'est pas plus « socialiste » que l'URSS.

Le régime chinois reste un régime de transition entre le capitalisme et le socialisme, distordu, déformé par une caste bureaucratique qui a exproprié politiquement la classe ouvrière. Les « amis de la Chine » ont pris l'habitude de mettre un signe « plus » sur la bureaucratie chinoise. Il faut cependant dire ici que, en dépit de profondes différences aussi bien dans son histoire que dans la place qu'elle occupe sur l'arène internationale, la bureaucratie chinoise est une caste par bien des traits analogues à celle du Kremlin. Tant du point de vue des privilèges matériels que de celui des méthodes de domination politique, le bureaucrate pékinois n'a rien à envier à son homologue moscovite.

Sans pouvoir faire ici une étude détaillée de la place sociale de la bureaucratie chinoise, il convient de dire nettement que le prétendu « égalitarisme maoïste » n'était qu'un appel

(1) Ce qui ne veut pas dire que la « zone des tempêtes » était une politique révolutionnaire. C'était une politique contre-révolutionnaire dans un cadre où la bureaucratie chinoise tentait de résister à la pression de l'impérialisme.

à l'égalisation par en bas des salaires des ouvriers. Quant à elle, la bureaucratie a toujours protégé jalousement les privilèges qu'elle s'est octroyés sur le dos des travailleurs. La dénonciation périodique de certains cas de corruption n'a toujours été, comme en URSS, qu'une opération de camouflage de la corruption « normale » de la bureaucratie. Un haut dignitaire « démocratique » passé à Hong-Kong en 1956, Chow Ching-wen, donne dans son livre « Dix ans de tourmente » une description saisissante du régime :

« Avant 1948, les hauts dirigeants du parti vivaient dans des caves à Yen-an. En 1949, ils occupèrent les palais impériaux à Pékin, et les cadres, grands et petits, prirent les meilleurs immeubles dans toutes les villes. Mécontents de la décoration et du mobilier d'origine, qui étaient en vérité tout à fait charmants, ils ont redécoré et construit un nouveau mobilier. Ils recherchaient particulièrement les tapis de marque, les divans confortables, ils importaient douches et baignoires, embellissaient les jardins et avaient beaucoup de domestiques pour les servir. Si vous souhaitez visiter une telle demeure, vous pourrez vous croire non dans la pauvre Chine, mais dans la villa d'un milliardaire new-yorkais. Mao Tsé-toung, Liu Shao-chi, Chou En-laï, Chu Teh construisirent leurs nouvelles villas dans les faubourgs ouest de Pékin. Les chefs provinciaux et municipaux prirent la suite. Ainsi la construction socialiste commença par celle des belles résidences des hauts dirigeants, ensuite celle des appartements, auditoriums, salles de danse et tout ce qui est nécessaire pour le plaisir des fonctionnaires du parti. »

Alors que le vélo est le seul luxe de l'ouvrier chinois, le bureaucrate se distingue par l'automobile. La couleur et le type du véhicule permettent ensuite de distinguer entre les diverses strates de la bureaucratie. Chow Ching écrit encore, et il parle de la Chine de 1956 :

« Vous pouvez voir environ six cents voitures garées chaque soir en face du restaurant de Pékin. Ceux qui ne vont jamais à Pékin peuvent difficilement croire cela ; mais ceux

qui y sont allés sont tout à fait accoutumés à de telles scènes. »

La situation est encore la même en ce qui concerne la nourriture, dans un pays qui en 1956 n'avait pas encore réglé le problème du minimum vital :

« Des fermes et des potagers spéciaux pour les gens des sommets produisent une nourriture particulière qui ne peut pas être dégustée par le commun des mortels. Les fruits de première qualité, cultivés en Mandchourie, sont réservés aux dirigeants. Quand la saison des pêches arrive à Pékin, le premier choix est acheté par le gouvernement pour le haut de la hiérarchie et les visiteurs distingués. »

Evidemment, les amis appointés de la Chine ne nous ont guère entretenus de ces « détails vulgaires ». Mme Macchiochi, qui n'avait déjà pas vu les camps en URSS, n'a certes pu voir ces petites choses... Par contre, Simon Leys, qui a l'avantage de bien connaître la Chine, sa langue et sa culture, peut faire remarquer que, si dans l'ancienne Chine le peuple désignait les mandarins d'un mot qui signifie « ceux qui mangent de la viande », le même terme peut être employé pour les nouveaux mandarins.

LE COMBAT DES TROTSKYSTES EN CHINE

Naturellement, tous ces privilèges méritent d'être protégés de la curiosité indiscrète des ouvriers et des paysans. Peng Shu-tse, dirigeant fondateur du PC chinois jusqu'en 1927, dirigeant de l'organisation trotskyste chinoise jusqu'à ce qu'il soit contraint à l'exil en 1950, écrit :

« Après la défaite de la révolution en 1927, le Parti communiste chinois commença à organiser une police secrète. Son principal but était de protéger les cellules du parti de la destruction par les agents du Kuomin-tang. Ensuite, quand Mao Tsé-toung établit le « gouvernement de la

Chine soviétique » à Kiangsu, cette organisation de police secrète fut installée là et devint la police secrète locale. Après que Mao et compagnie se furent repliés sur le Yen-an, en 1935, ce système de police secrète continua à exister et à se développer avec la participation du GPU d'Union soviétique. Aussitôt que le gouvernement populaire fut établi à Pékin en 1949, le filet de la police secrète s'étendit immédiatement sur tout le pays, en même temps que l'organisation officielle de la sécurité publique. Des experts russes du GPU furent invités comme conseillers pour aider à établir les plans et à entraîner de nouveaux agents afin de compléter ce système de police de sécurité publique. »

Peng parle en connaissance de cause. Dès 1950, les trotskystes eurent à faire la dure expérience du GPU chinois :

« A l'automne 1950, tous les camarades dirigeants à Shanghai, Wanchow, Kwantung, furent arrêtés simultanément et plusieurs furent immédiatement exécutés. Le 22 décembre 1952 et le 10 janvier 1953, tous nos camarades, sympathisants, leurs proches et leurs amis à Shanghai et ailleurs furent emprisonnés. » (Peng Shu-tse et Peng Pi-lan : *The chinese revolution, série* « Education for socialists » publiée par le SWP).

C'est donc sans être surpris outre mesure qu'on apprend dans le livre de Simon Leys, « Les Habits neufs du président Mao », comment des centaines de cadavres furent retrouvés sur les plages de Hong-Kong. C'est par dizaines de milliers qu'on peut compter les victimes de la « révolution culturelle » et de la police maoïste. Sans parler des déportations massives pour cause de « rééducation ». La bureaucratie maoïste ne s'est pas contentée de propagande à coups de « Petit Livre rouge ». Le peuple chinois n'a pas été hypnotisé par la « pensée Mao Tsé-toung ». Les purges sanglantes, l'encadrement policier, l'affrontement physique avec les masses, voilà ce qui se cache derrière les déploiements spectaculaires et les manifestations à la gloire du « Grand timonier ».

les rapports avec le Kremlin

Si bien des traits permettent de comparer la caste bureaucratique chinoise à celle du Kremlin, il convient cependant de donner toute sa signification à la rupture entre le Parti communiste chinois et Moscou. Cette rupture est fondamentale en ce sens que la survie même du régime maoïste et de l'appareil du Parti communiste chinois en a dépendu.

La direction qui a pris le pouvoir en 1948-1949 a été forgée dans les cadres du stalinisme. Elle a été sélectionnée sur la base de la défaite de la seconde révolution chinoise en 1925-1927, par son aptitude à encenser la criminelle politique dictée par Staline. La dissolution du Parti communiste chinois dans le Kuo-min-tang ayant permis à Tchang Kai-chek d'écraser les ouvriers et les paysans chinois, Staline déclara que la politique du Komintern avait été juste et que seule son application par le Parti communiste chinois était mauvaise. Seul le secrétaire général Chen Tu-tsiu protesta. Tirant le bilan de la défaite, il rejoignit les rangs de l'Opposition de gauche. Les autres dirigeants s'inclinèrent devant Staline, vérifiant le diagnostic de Chen Tu-tsiu selon qui le Parti communiste chinois « avait seulement appris dans le passé la façon de capituler ». Chen fut choisi comme bouc émissaire et rendu responsable de la défaite. Les autres membres du bureau politique firent preuve d'une souplesse d'échine tout à fait remarquable. Parmi eux, un jeune homme plein d'avenir dont H. Isaacs dit dans « La Tragédie de la révolution chinoise » qu'il

« avait aidé à conduire les ouvriers de Shanghai jusque dans les mains des exécuteurs de Tchang Kai-chek ».

Ce brillant jeune homme s'appelait Chou En-lai.

Désormais, le PCC stalinisé suivra tous les tournants de la politique internationale de Moscou. Dans le cadre de la « troisième période », il organise dans les campagnes le « gouvernement

de la Chine soviétique » à Kiangsu. A l'époque des fronts populaires, il reprend la bataille pour l'alliance avec le Kuo-min-tang, de même pendant la Deuxième Guerre mondiale. Mais cette fois, le Parti communiste chinois gardera l'indépendance de ses propres forces, non pas tant par sagesse politique que parce que Tchang Kai-chek ne veut pas renouveler l'expérience par crainte de l'influence que les troupes paysannes révolutionnaires de Mao pourraient avoir sur son armée.

Malgré le bloc PCC-Kuo-min-tang, contre la domination japonaise, les affrontements entre l'armée révolutionnaire et le Kuo-min-tang ne cessent pas. La fin de la Deuxième Guerre mondiale et l'effondrement de l'impérialisme japonais allaient aggraver ces processus, minant toute la politique d'« union nationale » et de « réconciliation démocratique » voulue par Staline. C'est cette situation qui pousse le Parti communiste chinois à enfreindre les directives de Staline et à ainsi remettre en cause le partage du monde décidé à Yalta et Potsdam, partage selon lequel la Chine devait rester sous la coupe directe de l'impérialisme. Mais, pour autant, le Parti communiste chinois n'est pas transformé en « parti révolutionnaire empirique ».

La prise du pouvoir par le Parti communiste chinois est une défaite de l'impérialisme d'importance majeure.

C'est une victoire de la révolution mondiale, mais la révolution prolétarienne n'a pas triomphé en Chine. Le Parti communiste chinois s'appuie d'abord beaucoup plus sur une guerre révolutionnaire paysanne que sur le mouvement ouvrier. Au contraire, l'entrée des troupes de Mao dans les villes bloque toute amorce de mouvement des conseils et des soviets qui se faisait jour avec la désagrégation du régime du Kuo-min-tang. L'effondrement du gouvernement de Tchang fait place à la constitution d'un appareil

bureaucratique qui expulse les masses de tout pouvoir politique. Par là même, le Parti communiste chinois, contraint d'aller plus loin qu'il ne l'avait voulu dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, réaffirmait le lien qui l'unissait en dernière analyse avec l'ordre bourgeois, à l'échelle internationale, et donc sa dépendance par rapport à la bureaucratie du Kremlin.

Bien que différente de la bureaucratie stalinienne, la bureaucratie chinoise doit donc en même temps être considérée comme une bureaucratie « induite » de la bureaucratie du Kremlin. Tous les pas que la direction du PCC a faits dans la lutte contre l'impérialisme, elle ne les a faits que prise à la gorge, dans une situation où elle n'avait pas d'autre choix. L'établissement de certains face aux virages spectaculaires de la politique du Parti communiste chinois provient précisément de ce qu'ils ne comprennent pas que le PCC n'est en dernière analyse que le parti de la bureaucratie, c'est-à-dire le parti d'une caste de nature bourgeoise, usurpant les conquêtes des masses. Instrument destiné à protéger les privilèges bourgeois de la bureaucratie, il était nécessaire que les tendances pro-capitalistes se fassent jour en son sein de la façon la plus ouverte.

CONCURRENCE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE AVEC MOSCOU

Même dans les phases les plus « gauches » du maoïsme, ces traits se sont manifestés. Rappelons que, si c'est en 1965 que Mao fourbit les armes de la « révolution culturelle », c'est aussi en 1965 que Aidit, secrétaire du PC indonésien, chaleureusement soutenu par Mao, conduit son parti et les masses à la catastrophe qui verra l'assassinat d'un million d'ouvriers et de communistes indonésiens par Suharto.

Pour remonter plus loin, la direction du Parti communiste chinois s'est entièrement solidarisée avec Khrouchchev quand celui-ci organisa l'écrasement de la révolution des conseils en Hongrie en 1956. Mais c'est à partir de 1968 que tous les traits les plus réac-

tionnaires de la bureaucratie s'affirment en pleine lumière. Confrontée sur le plan intérieur aux masses qui, derrière la révolution culturelle, s'avancent vers la révolution politique, sur le plan international à l'émergence d'une nouvelle période révolutionnaire, c'est sous la direction de Mao que la bureaucratie chinoise s'oriente vers la coopération contre-révolutionnaire avec Washington. Commencé par la rencontre d'équipes de ping-pong chinoise et américaine, le rapprochement de Pékin et Wall Street trouve son plein contenu dans l'attitude de la bureaucratie par rapport à la révolution mondiale. C'est ainsi que Mao offre son soutien au régime dictatorial du Pakistan qui écrase le peuple du Bengale oriental. Quand Mme Bandanaraike organise une sauvage répression contre la révolte des jeunes dans l'île de Ceylan, elle dispose pour cela non seulement de l'aide politique, mais aussi des armes fournies gracieusement par Pékin.

En 1972, Nixon est triomphalement reçu par Mao avant de se rendre à Moscou, au moment même où l'aviation US pilonne Hanoi et Haiphong pour mettre à genoux la résistance du peuple vietnamien.

La bureaucratie chinoise entrait ainsi de plain-pied dans un dispositif où les bureaucraties parasitaires forment l'aile marchante de la contre-révolution à l'échelle mondiale. Elle était partie intégrante de la nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire nouée par les accords de Paris, qui devaient instituer une « structure de paix » au Vietnam. Par ces accords, Nixon, au moyen de l'usage combiné des B 52 et des bureaucrates de Moscou et de Pékin, chercha à imposer une « solution » qui respectât les intérêts de l'impérialisme américain dans une situation où l'engagement militaire direct au Vietnam se heurtait au développement de la crise politique et à la résistance des jeunes, rejoints par les ouvriers, aux Etats-Unis, ce qui était l'expression aux USA mêmes de toute la nouvelle période de la révolution ouverte en 1968.

Ces accords prenaient ainsi une dimension non seulement régionale mais mondiale, manifestant l'alignement total des bureaucraties parasitai-

res sur les besoins propres de l'impérialisme américain. Pour la Chine, cela ouvrait une nouvelle situation : alors que la bureaucratie chinoise avait rompu en 1947-1949 avec la première Sainte-Alliance contre-révolutionnaire en s'engageant dans la liquidation du régime du Kuo-min-tang, cette fois-ci elle s'engageait directement et à son propre compte dans la collaboration avec l'impérialisme. Plus : si depuis des années la bureaucratie du Kremlin cherchait à desserrer l'étau de l'impérialisme en offrant la Chine comme monnaie d'échange, désormais la bureaucratie chinoise devenait une des composantes de la pression de l'impérialisme sur l'URSS.

On assiste à une sorte de compétition dans laquelle il s'agit de savoir lequel sera le plus contre-révolutionnaire afin de mériter les grâces du maître de la Maison-Blanche. Compétition qui ne peut qu'aggraver le conflit entre la Chine et l'URSS, mais sur un axe très différent de ce qu'il était il y a quinze ans. Cette compétition entre totalement dans le jeu mené par l'impérialisme. Qu'on se souvienne : pendant que Hua Kuo-feng rendait visite au chah, la sœur du boucher de Téhéran s'envolait pour Moscou ; Brejnev, ne voulant pas être en reste sur son homologue chinois, se dépêchait d'envoyer un télégramme de félicitations pour l'anniversaire de Sa Majesté.

Il faut néanmoins souligner la fragilité de ce dispositif tout entier au service de l'impérialisme. Les raisons profondes de la nouvelle orientation de la bureaucratie chinoise résident d'abord et avant tout dans l'onde de choc qu'a provoquée en Asie et dans le monde entier l'effondrement de l'Etat compradore de Thieu au Vietnam, liquidant « de facto » les accords de Paris. Cet échec de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire combiné aux contradictions insolubles en Chine a donné à l'aile la plus réactionnaire de la bureaucratie l'initiative politique, qui accentue la politique de coopération contre-révolutionnaire avec l'impérialisme que Mao, Chou En-lai et Lin Piao ont engagée, et c'est ainsi que la bureaucratie est conduite à aller encore plus loin dans la politique d'alignement sur l'impérialisme et, au ris-

que de provoquer une crise grave au sein de l'appareil bureaucratique, à claironner haut et fort sa volonté de mettre en place une politique qui ouvre la voie à la restauration du capitalisme en Chine, ce qui est marqué tant par les accords économiques, politiques et militaires avec l'impérialisme que par l'attitude à l'égard de Taiwan ou la réhabilitation des anciens capitalistes expropriés pendant la « révolution culturelle ».

Toute la duplicité et le cynisme de la bureaucratie chinoise se sont manifestés dans l'attitude de la bureaucratie chinoise à l'égard du Cambodge. Sans aucun doute, le régime de Pol Pot - Yang Sary était une sanglante dictature n'ayant que de très lointains rapports avec un Etat ouvrier, même dégénéré. Il n'empêche que la guerre menée par la bureaucratie vietnamienne n'était pas une guerre révolutionnaire, mais une guerre de rapine entièrement dirigée contre les masses indochinoises. Le régime de Pékin s'est gardé, pour résister à l'agression des armées de la bureaucratie vietnamienne camouflée derrière le gouvernement fantoche du FUNSK, d'appeler le peuple cambodgien au combat révolutionnaire ; il s'est gardé d'armer les masses cambodgiennes, ce qui aurait mis en cause aussi bien la dictature de Pol Pot que la bureaucratie vietnamienne.

Par contre, la bureaucratie chinoise a soutenu et déclenché une guerre de rapine contre le Vietnam pour faire pression sur la bureaucratie vietnamienne, riposter à l'opération dirigée de Moscou et la contraindre à « négocier » le sort du Cambodge, de la vallée du Mekong, bureaucratie chinoise comme bureaucratie vietnamienne violant l'une et l'autre sans vergogne l'indépendance des peuples de cette région du monde en fonction de leurs propres intérêts.

Le conflit sino-vietnamien ouvert en février s'inscrit entièrement dans la même politique, menée avec l'accord total de Washington. Une telle politique est tout à fait conforme à la nature bureaucratique de la direction chinoise, qui doit reconnaître aujourd'hui dans les masses révolutionnaires son ennemi mortel, aussi

bien sur le plan international qu'en Chine même. Car là réside le talon d'Achille de la coalition triangulaire Washington-Pékin-Moscou : sur tous les continents, à travers mille et un détours, la révolution mondiale concentre ses efforts contre l'impérialisme

et les régimes bureaucratiques. Et la bureaucratie chinoise sait parfaitement que l'ouvrier de Shanghai est beaucoup plus proche de l'ouvrier de Gdansk ou de Detroit que des chefs « géniaux » qui lui sont imposés depuis trente ans.

la « Révolution culturelle » et la crise de la bureaucratie chinoise

L'appréciation des développements actuels, des rapports entre la bureaucratie et les masses, ainsi que des rapports au sein même de la bureaucratie, nécessite qu'on revienne ici plus en détail sur la « révolution culturelle » et ses suites.

Au départ de la « révolution culturelle », il y a l'engagement de la plus grande partie des sommets du régime dans un cours qui est dans ses grands traits celui qui est suivi actuellement. Avec Peng Teh-huai, Liu Shao-chi, Teng Hsiao-ping, une partie de la bureaucratie semble s'engager, pour faire face à l'échec du « Grand Bond en avant », dans une politique d'« ouverture » qui, en fait, n'est que l'ouverture de la Chine à l'impérialisme.

On parle de « réforme » de la gestion des entreprises et, tout comme en URSS, sont avancées à la même époque les thèses de Liebermann et Trapeznikov. Il s'agit, pour résoudre les contradictions de l'économie étatisée et bureaucratisée du « socialisme dans un seul pays », de s'attaquer aux conquêtes de la révolution chinoise, attaque qui nécessite que soit éliminé ou brisé celui qui l'incarne, c'est-à-dire Mao lui-même. Pierre Broué écrit dans « La Vérité » n° 551 (mars 1971) :

« Ce qui est certain, visible dès cette époque pour l'observateur attentif, c'est que tout un secteur de la bureaucratie, à commencer par le secrétariat du parti lui-même avec Teng Hsiao-ping et le deuxième secrétaire Peng Zhen, le comité du parti de la municipalité de Pékin, avec le même Peng Zhen, les respon-

sables du département de la propagande du parti, enfin, avec Zhou Yang et Lu Dingyi, a au moins toléré sinon encouragé une « véritable fronde » menée par la presse pékinoise contre Mao.

Ce qui est également certain, c'est que les contradictions au sommet, dans l'état-major du parti, ont été considérablement aggravées par le contexte international, la rupture avec l'Union soviétique, l'escalade de la guerre au Vietnam, la perspective d'une guerre de reconquête de la Chine par l'impérialisme américain (...).

Il est également évident qu'à partir de 1962 Mao multiplie les initiatives qui peuvent être considérées comme autant de préparatifs d'une attaque contre ceux de ses adversaires qui le critiquent au sommet de l'appareil. »

La lutte éclate bien dans le style camouflé qui est propre à la bureaucratie. Dès 1961, Wu Han, le maire adjoint de Pékin, avait fait paraître une pièce intitulée « La Destitution de Hai Rui », qui traitait l'histoire d'un mandarin révoqué à l'époque des Ming pour avoir pris la défense des mandarins opprimés : le rapprochement s'imposait avec le cas de Peng Teh-huai, destitué lui aussi pour avoir critiqué la collectivisation et les charges qu'elle imposait aux paysans.

Le coup d'envoi de la « révolution culturelle » est donné le 10 décembre par un article publié à Shanghai dans le « Journal littéraire ». Cet article, « A propos de la pièce historique : La destitution de Hai Rui », dénonce l'attaque politique faite par Wu Han

contre Mao, par le biais de l'assimilation à Peng Teh-huai de son personnage sympathique, lui aussi destitué par un mauvais empereur, le mandarin Hai Rui.

LA BATAILLE COMMENCE A SORTIR DE L'APPAREIL

Profitant des premières reculades de ses adversaires, Mao poursuit l'offensive, dénonce la « bande noire » qui selon lui sévirait dans le domaine artistique et littéraire et s'opposerait à la ligne « prolétarienne ». Mao et ses partisans passent très rapidement sur le terrain ouvertement politique. Wu Han est accusé d'être l'allié des « révisionnistes soviétiques ». Mais derrière Wu Han, chacun sait que la cible est celui qui ne sera désigné que sous le nom de « Khrouchtchev chinois », le président de la République, Liu Shao-chi. Pour contrer l'offensive de Mao, l'appareil cherche à placer la « révolution culturelle » sous la direction d'une commission appelée « groupe des cinq », dirigée par Peng Zhen. Les maoïstes ripostent en construisant une véritable machine de guerre contre l'appareil du parti : le « Groupe central de la révolution culturelle » (GCRC). C'est sous le signe commun de la « pensée Mao Tsé-toung » et de la « révolution culturelle » que les fractions se heurtent les unes aux autres dans une extraordinaire confusion.

L'université devient le premier champ de bataille. Les séances de « rectification » succèdent aux séances de « rectification » en sens inverse. Le 5 août 1966, un « dazi-bao » de Mao est placardé sous le titre : « Feu sur le quartier général ». Les étudiants reçoivent l'ordre de « bombarder » le quartier général. Pour encadrer le mouvement, la fraction maoïste et le GCRC créent les « gardes rouges ». Mais très rapidement des différenciations se manifestent au sein des organisations de gardes rouges. D'abord, les partisans de Liu Shao-chi ont riposté en créant eux aussi leurs « gardes rouges ». Une autre partie, dirigée entre autres par les enfants des hauts dignitaires du

régime, reste dans le cadre de mobilisation contrôlée par l'appareil qui lui est fixé, pendant qu'une opposition plus radicale commence à se former. Celle-ci, souvent constituée d'enfants de paysans pauvres, n'hésite pas à critiquer sévèrement les chefs du GCRC ; ils seront bientôt éliminés comme « trotskystes ».

La politique de Mao aboutissait ainsi à la dislocation de l'appareil bureaucratique. Il ne pouvait être question de confiner la bataille sur le terrain universitaire. Les diverses fractions portent la lutte au sein de la classe ouvrière, que la crise au sommet contribue à mettre en mouvement. Pierre Broué écrit encore :

« En quelques mois, à partir d'octobre 1966, on voit fleurir dans toute la Chine des organisations ouvrières de tout type et de toute couleur, mais aussi — réellement unificatrices — de véritables revendications ouvrières, qui saisissent ces moyens d'expression nouveaux et bienvenus pour en faire des instruments d'organisation et d'action de classe. »

La mobilisation de la classe ouvrière va se développer indépendamment de telle ou telle fraction de l'appareil. Quand les « maoïstes » mènent la bataille contre l'« économisme » et les « stimulants matériels », c'est tout simplement parce qu'un certain nombre de cadres du parti n'ont pas su résister aux revendications ouvrières.

LA COMMUNE DE SHANGHAI

Cette montée de la classe ouvrière débouche sur des grèves politiques. Dans les usines, des « comités de production » sont élus. Les ouvriers chassent les bureaucrates du parti et prennent au sérieux les déclarations des maoïstes sur la nécessité de mettre en place un « pouvoir du type de la Commune de Paris », c'est-à-dire qu'ils s'avancent dans la voie de la création des conseils ouvriers contre la bureaucratie, tout comme leurs camarades hongrois en 1956. Le problème de la révolution politique était posé, l'établissement de la démocratie prolétarienne des conseils de députés ouvriers, la « forme enfin trouvée de

la dictature du prolétariat », pour reprendre l'expression de Marx à propos de la Commune de Paris.

Ce processus culminera avec la création de la « Commune de Shanghai », qui n'existera jamais réellement en tant que pouvoir élu, mais dont la proclamation indique avec une netteté absolue la direction que prenait le mouvement. L'initiative de cette proclamation avait été prise par des groupes de « rebelles révolutionnaires » agissant au nom de la « révolution culturelle ». La direction maoïste, effrayée, les désavoue. Fin février 1967, les initiateurs shanghaïens de la Commune sont accusés

« d'avoir attaqué sans discrimination l'ensemble de l'armature communiste, c'est-à-dire les cadres du parti et les cadres de l'administration locale ».

Mao et ses partisans sont à ce moment dans une situation intenable. Il leur faut reconstruire l'appareil pour casser la mobilisation des masses. Plus question de « pouvoir du type de la Commune de Paris ». A Shanghai est constitué un « comité révolutionnaire » basé sur la « triple union » entre les cadres, les « masses » et l'armée. C'est autour de l'armée dirigée par Lin Piao que l'appareil va se reconstruire. Le nouveau mot d'ordre devient : « Feu sur la gauche » ; les « excès » sont dénoncés. Sur le thème des « ultragauchistes en apparence, ultradroitiers en réalité », la normalisation se met en route. La répression sera brutale : les maoïstes indociles sont éliminés, les organisations indépendantes sont détruites. Lin Piao, qui se prépare à être le « successeur désigné du président Mao », dirige la répression. En 1969, le IX^e Congrès du Parti communiste chinois se tient pour consacrer la « normalisation ».

RECONSTRUIRE L'APPAREIL

En apparence, la fraction Mao a vaincu ; le rapport de Lin Piao affirme que les objectifs de la révolution culturelle ont été atteints. En fait, la situation est quelque peu diffé-

rente ; la normalisation a miné le prestige de la fraction Mao et de son chef. En outre, pour reconstruire l'appareil, Mao doit faire des concessions sérieuses à ses adversaires. Dès 1971, il apparaît clairement qu'il a perdu l'initiative. Après avoir éliminé les éléments les plus actifs du GCRC, il a dû se séparer de « fidèles » comme Chen Po-ta, qui avait remplacé Peng Zhen à la tête de la municipalité de Pékin.

Mais il ne s'agit pas d'une simple bataille entre divers clans de bureaucraties. Si la position de Mao dans l'appareil s'effrite, la raison fondamentale est que c'est Mao qui est le fossoyeur de la « révolution culturelle », parce qu'avec Chou En-laï il s'engage dès 1968 dans la voie d'un rapprochement avec l'impérialisme US, comme unique solution permettant de garantir la stabilité bureaucratique de la Chine. Ce rapprochement est aussi une nécessité pour l'impérialisme, qui doit tourner et modifier sa stratégie en fonction de la nouvelle période ouverte en 1968. A l'échelle internationale, le prolétariat a repris l'initiative, et l'impérialisme doit renoncer — au moins provisoirement — à la reconquête militaire de la Chine. Pour faire face aux masses, il doit recevoir le soutien sans faille des bureaucraties parasitaires. C'est ainsi qu'effrayés par la révolution politique Mao et Chou En-laï seront conduits à se porter garants des accords de Paris.

La lutte à l'intérieur de la bureaucratie ne va pas cesser pour autant. L'aile marchande de la restauration capitaliste, personnifiée par Teng, va chercher constamment à pousser plus loin son avantage, créant de nouveaux conflits. Les « maoïstes » déclenchent la campagne « Pi Kong » — « critiquons Confucius » — qui est dirigée contre Chou En-laï. Mais l'appareil, qui vient de faire remonter Teng Hsiao-ping au bureau politique du Parti communiste chinois, contrôle totalement l'opération en doublant la campagne « Pi Kong » d'une campagne « Pi Lin » — « critiquons Lin Piao » — et en fusionnant les deux campagnes sous le titre « Pi Kong, Pi Lin » en une seule. C'est ainsi qu'une opération déclenchée par les « maoïstes » se retourne contre le « Grand Timonier ».

La mort de Chou En-laï puis celle de Mao donneront l'avantage définitif aux restaurationnistes, qui pousseront

jusqu'à ses ultimes conséquences la politique engagée par Mao-Lin Piao-Chou En-laï.

où va la Chine ?

Les développements politiques en Chine illustrent de façon quasi chimiquement pure le fait que c'est la bureaucratie qui est la principale force restaurationniste et le principal instrument de l'impérialisme dans les Etats ouvriers dégénérés et bureaucratiques. Et cela fondamentalement parce qu'elle ne peut exister qu'en spoliant et en opprimant les masses. Les rivalités et les affrontements entre les bureaucraties et au sein de chacune d'elles sont des facteurs politiques de la plus haute importance.

Néanmoins, une profonde solidarité unit toutes les bureaucraties à l'impérialisme : la solidarité d'une peur qui exprime le lien social de la bureaucratie chinoise et de toutes les bureaucraties avec l'impérialisme, dont elles deviennent de plus en plus la courroie de transmission. N'en doutons pas : l'Assemblée populaire de Bolivie en 1971, les conseils ouvriers en Pologne étaient pour les bureaucrates de Pékin des réalités concrètes, tangibles ; c'était le souvenir encore récent de la « Commune de Shanghai ». Et, incontestablement, ce sont là les facteurs décisifs qui les ont amenés à faire à Nixon un accueil triomphal. Sur tous les plans, les développements de la lutte des classes en Chine confirment la profonde unité mondiale de la lutte des classes.

Il y a une autre leçon à tirer : aussi loin qu'ils puissent aller dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie — et le Parti communiste chinois est allé très loin dans cette voie —, les partis bureaucratiques ne peuvent devenir des partis révolutionnaires, même « empiriques ». Ils restent liés fondamentalement au maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale — dont la couverture idéologique est la « théorie » du « socialisme dans un seul pays » —, même si en même

temps ils sont obligés de bousculer cet ordre dans tel ou tel pays. Ceux qui ont vu dans les PC chinois ou vietnamiens des partis révolutionnaires doivent aujourd'hui, s'ils étaient sincères, être cruellement déçus. Ils doivent en tirer une leçon : rien ni personne n'émancipera les révolutionnaires de leur tâche centrale, construire des partis révolutionnaires, sections nationales de la IV^e Internationale, reconstruire la IV^e Internationale.

Ces enseignements généraux, qui sont ceux du programme trotskyste, doivent nous permettre d'apprécier lucidement les développements futurs en Chine. Le voyage de Teng Hsiaping aux USA confirme entièrement l'appréciation que nous formulions, au début de cet article, sur le cours actuel de la bureaucratie. Sa proposition de constituer un front commun américano-chinois contre l'« hégémonie soviétique » est sans équivoque.

Néanmoins, cette orientation se heurte à toutes sortes de difficultés et de contradictions. La Chine ne peut pas collaborer avec les USA sur un pied d'égalité. Par exemple, les échanges économiques avec les USA sont fortement déficitaires pour la Chine. Les « quatre modernisations » impliquent un formidable endettement de l'économie chinoise. Or, derrière le voyage spectaculaire du nouveau n° 1 chinois, les milieux d'affaires américains restent plutôt sceptiques. Les chiffres extravagants avancés par la presse ne peuvent empêcher les capitalistes d'avoir des doutes : l'argent placé en Chine ne le sera-t-il pas à fonds perdus ? En rétablissant dans leurs droits les anciens capitalistes, en multipliant sourires et concessions en direction de Taiwan, Teng a tenté de donner des assurances. Mais il n'a pas pu démontrer que les assises de son pouvoir étaient incontestées. Au con-

traire, chacun sait que les masses ouvrières et paysannes de Chine sont profondément attachées à l'expropriation de l'impérialisme. Et chaque capitaliste sait qu'il faudra affronter leur résistance.

Les délégations d'ouvriers et de paysans qui sont arrivées à Pékin pendant le « bal du nouvel an » pour demander réparation des torts que leur a faits la bureaucratie sont un signe incontestable. Les « cahiers de doléances » des ouvriers et paysans chinois, aussi limités qu'ils puissent paraître pour un observateur superficiel, n'en constituent pas moins les mille et un canaux par lesquels les masses se regroupent contre la bureaucratie parasitaire. Les maîtres de la « nouvelle Cité Interdite » en ont d'ailleurs une conscience assez claire. Ils répètent sur tous les tons que l'application du programme des « quatre modernisations » nécessite l'ordre et la discipline. Ils mesurent l'extrême instabilité de tout l'édifice. Ils ont tous en mémoire les « incidents » de la place Tien-An-Men.

TIEN-AN-MEN ET SES SUITES

Incontestablement, ces manifestations « en la mémoire de Chou En-lai » ont été partiellement préparées par les partisans de Teng. Les masses se sont saisies de la manifestation pour revendiquer leur droit à une expression politique indépendante de la bureaucratie.

Ainsi, comme le raconte Hua Lin dans « Tien-An-Men l'empourprée » :

« Une semaine avant le jour des morts, devant le mémorial des héros du peuple, sont apparues des couronnes dédiées au défunt Premier ministre Chou. Ces couronnes-là avaient été envoyées par une partie des officiers et des soldats du « Quartier général » n° 2 de l'artillerie de l'armée populaire de libération, ainsi que par des cadres des ministères des Industries mécaniques n° 7, n° 6 et n° 5 du Conseil des affaires de l'Etat ». (*In Tien-An-Men l'empourprée, éd. du Seuil, pages 46, 47.*)

Mais très rapidement les masses s'emparent de ces couronnes à la mémoire d'un bureaucrate mort, pour manifester leur opposition au régime bureaucratique qui est, lui, toujours vivant. Dès le 2 avril, raconte Hua Lin, « c'est déjà la foule comme une marée montante ». Le 4 avril, jour des morts, apparaissent des slogans : « A bas l'impératrice Cixi », « A bas Indira Ghandi », « A bas tous les réactionnaires qui ont essayé de frapper le Premier ministre Chou ». Slogans qui visent directement Chiang Ching, et derrière elle Mao et le régime qu'il incarne.

Quand les autorités font enlever les couronnes, la manifestation commence à tourner à l'émeute. Des centaines de milliers d'habitants de Pékin se rendent pendant plusieurs jours place Tien-An-Men. Les affrontements avec la police se multiplient. Aux policiers qui disent : « Ne vous laissez pas manipuler par l'ennemi de classe », les masses répondent en tendant le poing : « C'est vous, l'ennemi de classe ! » Des policiers sont lapidés. Si le pouvoir réussit à mater le mouvement par une répression sanglante, il achève à Tien-An-Men de poser les premiers jalons de l'affrontement entre les masses et les bureaucrates.

Si Teng Hsiao-ping a pu utiliser cette manifestation pour parvenir à ses fins, les conséquences politiques des « incidents » ne sont pas épuisées. L'appareil cherche à classer l'affaire en déclarant : l'« incident » n'était pas « contre-révolutionnaire », mais « révolutionnaire », et en désignant la « bande des quatre » comme bouc émissaire. Mais, pour les masses, les choses ne peuvent en rester là : de nombreux « dazibao » posent la question des responsabilités dans la répression qui a suivi, et si l'« impératrice douairière » (la veuve de Mao) est passée par la trappe bureaucratique, en revanche, Hua Kuo-feng, personnifiant l'appareil policier, est toujours là.

On ne peut donc s'en tenir aux apparences : la « ligne Teng » conduit à de nouveaux déchirements au sein de la bureaucratie, à de nouvelles contradictions sociales et politiques, où les masses, utilisant toute l'expérience accumulée des « Cent fleurs » à la

Commune de Shanghai, chercheront à nouveau à s'ouvrir la voie de la révolution politique.

Aussi bien dans les affiches murales que dans des textes comme ceux de Li-Yi-Zhe, les éléments du programme de cette révolution s'accumulent.

Dans leur texte « A propos de la démocratie et de la légalité sous le socialisme », Li Zheng-tian, Chen Yi-yang et Huang Xi-zhe, trois anciens gardes rouges, définissent sous couvert de la critique du « système Lin Piao » leur analyse du système bureaucratique chinois. Après avoir défini le « système Lin Piao » comme l'« ennemi moderne » contre lequel il faut mener une « lutte déterminante pour l'avenir », ils expliquent :

« Et comment la nature féodale du système Lin Piao nous est-elle apparue, sinon à travers ce nouveau principe religieux : qu'il soit éliminé celui qui s'oppose à la pensée du président Mao. » (*in* « Chinois, si vous saviez... », page 56).

Ils tirent le bilan de la « Grande Révolution culturelle prolétarienne » :

« Cependant, cette GRCP n'a pas pour autant accompli les tâches qu'elle s'était assignées, car elle n'a pas permis aux masses populaires de s'emparer fermement de l'arme de la dictature démocratique du peuple.

Soudain, l'été 1968, la légalité socialiste s'est enrayée, remplacée par ce seul principe : le pouvoir, c'est la répression ; la répression, c'est le pouvoir. » (*ibid.*, page 88).

Et c'est en partant de ce bilan qu'ils donnent les ébauches d'un programme de « lutte pour la continuation de la révolution » nécessaire à cause du système de Lin Piao (c'est-à-dire du système Mao - Liu Shao-chi - Teng Hsiao-ping, etc.) : il faut aboutir à ce que soit écrit

« noir sur blanc qu'il ne faut appliquer la dictature qu'aux assassins, incendiaires, voyous, aux divers criminels de droit commun, à ceux qui

provoquent des affrontements armés et aux groupes de conspirateurs, et qu'en revanche tous les droits démocratiques légitimes des masses populaires doivent être garantis. » (*ibid.* page 70).

Ensuite le groupe Li-Yi-Zhe développe sur la nécessité de « limiter les privilèges » et de « garantir le droit de contrôle du peuple sur l'Etat et la société. » (1)

Tout confirme que la nouvelle montée révolutionnaire en Chine se fera sous le drapeau de la lutte contre les inégalités sociales et l'oppression politique, pour reprendre les termes du « Programme de transition » à propos de l'URSS. D'ores et déjà, une opposition révolutionnaire qui reprend les chemins empruntés par l'opposition en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est commence à se cristalliser.

Ces développements seront intimement reliés aux processus de la révolution mondiale, aux déchirements de l'ordre de Yalta et de Potsdam. Le voyage de Teng Hsiao-ping aux USA a eu peu de résultats concrets ; cela tient justement au fait que l'impérialisme américain n'est pas à même aujourd'hui d'offrir à la bureaucratie chinoise toute l'aide qui lui serait nécessaire, à l'heure où la monarchie iranienne s'est effondrée et où mûrit la révolution en Europe.

Nul doute en revanche que les militants de la IV^e Internationale sauront apporter aux ouvriers chinois toute la solidarité prolétarienne dont ils ont besoin dans leur lutte contre la bureaucratie et l'impérialisme.

Denis Collin,
le 1^{er} février 1979.

(1) Depuis que cet article a été écrit, les membres du groupe Li-Yi-Zhe, récemment libérés, se sont répandus en déclarations publiques approuvant bruyamment le cours impulsé par Teng Hsiao-ping. Qu'ils aient eu à subir de sérieuses séances de « rééducation » ne fait aucun doute, mais ne retire rien à la force des idées qu'ils avaient développées dans les textes cités ici.

APRES L'ÉCHÉC DE LA RÉVOLUTION
RUSSE

Léon Trotsky

Le tome IV

des Œuvres

de Léon Trotsky

vient de paraître

Prix public : 54 F

**On peut se procurer cet ouvrage
auprès des militants de l'OCI au prix
de 34 F**



UNE NOUVELLE DÉFAITE DE LA MONARCHIE FRANQUISTE

TROIS MOIS APRES L'ECHEC DU REFERENDUM SUR LA CONSTITUTION EN ESPAGNE

une nouvelle défaite de la monarchie franquiste

par Etienne LAURENT

« L'Espagne a voté » : plus exactement, les élections aux secondes Cortès octroyées de la monarchie franquiste ont eu lieu. Elles n'ont rien réglé du point de vue de la crise de domination politique de la bourgeoisie. Au contraire, elles n'ont servi qu'à rendre l'ensemble des éléments de cette crise encore plus aigus.

Suarez avait pour objectif de chercher, par la voie des élections, à réaffirmer son autorité, de renforcer les bases politiques de son action et d'effacer dans toute la mesure du possible son grave échec lors du vote intervenu le 6 décembre sur le référendum à la Constitution. Il n'a atteint aucun de ses objectifs et devra prendre appui plus fortement que jamais sur Santiago Carrillo et Felipe Gonzales. Mais ceux-ci ont subi eux aussi un nouvel échec et se trouvent dans une situation où ils heurtent plus que jamais les aspirations de la classe ouvrière et des masses.

Les Cortès ne sont pas des institutions parlementaires, mais un rouage auxiliaire de la monarchie continua-

trice du franquisme, derrière lequel s'abritent les institutions franquistes en décomposition. Le régime de domination politique de la bourgeoisie en Espagne n'est pas la démocratie bourgeoise. Les élections n'y sont, ni de près ni de loin, des élections « parlementaires ». Indépendamment même du trucage électoral qui est pratiqué couramment par l'appareil d'Etat espagnol, leurs résultats comportent une réfraction encore plus déformée de la lutte des classes que dans des systèmes politiques plus proches de la démocratie parlementaire bourgeoise classique.

LE LOURD BILAN DES ELECTIONS DU 1^{er} MARS

Il reste que les résultats du 1^{er} mars peuvent être interprétés et livrer un certain nombre d'éléments frappants, d'une importance politique certaine :

A. Suarez, Premier ministre de la monarchie franquiste, lors des élections aux premières Cortès octroyées, le 15 juin 1977. (Ph. Sygma).

- le pourcentage des non-votants fait un bond très important, passant de 20 % en juin 1977 à plus de 32 % en 1979 ; l'abstention atteint des proportions encore plus significatives dans les nationalités opprimées et aux Canaries : 45 % des électeurs de Galice ne se sont pas déplacés pour aller aux urnes, il y a 46 % de non-votants à Ténériffe (Canaries), 37 % à Barcelone, capitale de la Catalogne, et 35 % au Pays basque. Dans un secteur à forte concentration ouvrière de la province des Asturies, qui vient de connaître des grèves particulièrement importantes, il y a 40 % de non-votants ;

- le « triomphe » de l'UCD, obtenu par la mobilisation de tous les moyens de l'appareil d'Etat franquiste dont l'UCD n'est que le prolongement et l'expression en forme de « parti politique », repose sur quelque 22 % du corps électoral seulement ;

- le conglomérat des cliques franquistes en décomposition, rival de l'UCD, l'Alliance Populaire-Coalition Démocratique de Fraga, Osorio et Areilza, s'effondre ;

- l'appareil stalinien du PCE-PSUC connaît une progression de 180 000 voix et 2 sièges, mais cette progression ne peut masquer la perte de 60 000 voix du PSUC à Barcelone, de 20 000 voix dans le reste de la Catalogne et la stagnation du PCE à Madrid ;

- l'appareil du PSOE voit sa politique de collaboration avec la monarchie sanctionnée par des pertes de voix importantes dans les bastions de la classe ouvrière, qui sont eux aussi ceux du PSOE : de ces pertes de voix s'est nourrie l'abstention qui ne signifie pas que les abstentionnistes se détournent définitivement du PSOE, mais le rejet par des couches d'avant-garde de la classe ouvrière, toujours proches et parfois membres du PSOE, de la politique suivie par Felipe Gonzales ;

- enfin et surtout, en Euzkadi, le vote du 1^{er} mars a prolongé, confirmé et amplifié le vote contre la constitution monarchique continuatrice du franquisme, et pour l'indépendance d'Euzkadi, qui était déjà intervenu lors du référendum sur la Constitution le 6 décembre : la poussée de tous les partis basques et surtout la percée du front Herri Batasuna, porte-parole

politique de l'ETA, traduisent — au-delà des positions politiques précises de ceux vers qui les aspirations se portent aujourd'hui — la détermination politique concentrée du peuple basque d'en finir avec le franquisme et l'oppression nationale, d'en finir avec l'Etat « unitaire » de la monarchie, d'arracher la satisfaction de ses revendications nationales.

Le bilan est donc extrêmement lourd ; les résultats ainsi résumés représentent une défaite aussi bien pour la monarchie et l'UCD que pour les appareils contre-révolutionnaires de S. Carrillo et F. Gonzales. Mais le bilan ne s'arrête pas là. Aux résultats chiffrés des élections, il faut encore ajouter une donnée politique fondamentale intraduisible en termes chiffrés : à partir de décembre et surtout du début janvier, dans toute l'Espagne, la classe ouvrière s'est engouffrée par les brèches ouvertes dans le dispositif contre-révolutionnaire et a engagé sur son terrain, par toutes les méthodes de lutte qui lui sont propres, le combat pour la satisfaction immédiate de ses revendications les plus pressantes.

De la mi-janvier jusqu'aux élections, le jour même du scrutin et depuis, une vague de grèves a déferlé sur l'Espagne, dont certaines ont été très dures et très longues, mettant à l'ordre du jour le combat pour la centralisation et l'unification des combats dispersés, le combat pour la grève générale.

A la suite d'un décret du gouvernement Suarez, en date du 26 janvier, déclarant illégale toute activité de caractère politique ou syndical qui contribuerait directement ou indirectement au renforcement du terrorisme ou qui en ferait l'apologie, les travailleurs ont été obligés de défendre leurs grèves et d'organiser leurs piquets sous la menace directe de l'arrestation politique.

Les grèves ne sont pas terminées : ce qui les sous-tend et leur donne leur force, ce qui explique leur caractère mouvant et multiforme, ce sont une nouvelle fois des facteurs qui relèvent de l'analyse faite par Rosa Luxemburg dans « Grève de masse, parti et syndicat » : ce sont des grèves qui participent à la « bataille générale pour en

finir avec l'absolutisme » et qui sont portées consciemment ou inconsciemment par ce but. Dans les semaines qui viennent, elles vont tendre à s'entrelacer avec le mouvement pour la définition et la satisfaction d'une série de revendications élémentaires des masses, auquel la préparation des élections municipales qui sont fixées au 3 avril, va donner lieu dans les villages, les bourgs et les quartiers ouvriers et populaires des grandes villes.

Le lendemain des élections, la Ligue communiste, organisation qui combat sur la base du Programme de transition, a collé à Madrid des affiches caractérisant les résultats du 1^{er} mars comme une « défaite » pour la classe ouvrière. Il est vrai que la Ligue communiste avait mené campagne dans le cadre des élections sur une orientation erronée, proche par certains aspects importants de celle menée par la section officielle du Secrétariat unifié, la LCR d'Espagne, visant à arracher dans le cadre des Cortès octroyées de la monarchie et des élections organisées par l'UCD à partir de l'appareil d'Etat franquiste, une majorité et un gouvernement du PSOE et du PCE.

S'appuyant sur toute la ligne du développement de la lutte des classes et de la crise de domination politique irréversible et sans remède de la bourgeoisie espagnole, l'Organizacion Cuarta Internacional, section espagnole du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, a au contraire appelé au combat contre les élections du 1^{er} mars et combiné ce combat avec celui pour la centralisation des grèves vers la grève générale. Pour l'OCI d'Espagne la bataille centrale doit se livrer plus que jamais sur la ligne : A bas la monarchie, à bas les institutions franquistes, non aux Cortès de la monarchie, république, Cortès constituantes, et pour l'Euzkadi, l'indépendance, la convocation immédiate de l'Assemblée constituante souveraine du peuple basque, la proclamation de la république libre d'Euzkadi.

Mais, pour apprécier pleinement l'ensemble des données de la situation, il est nécessaire de rappeler brièvement dans quel cadre et à quel moment du développement de la lutte des classes en Espagne elles se situent.

L'AXE DU FRANQUISME EN DECOMPOSITION, LA CONSTITUTION, LES CORTES

Avant la mort de Franco déjà, plus nettement encore depuis sa disparition, c'est dans l'axe du franquisme en décomposition que les forces attachées à la défense de la propriété privée et de l'ordre bourgeois ont été contraintes de situer l'ensemble de leurs interventions.

Les institutions franquistes se sont confondues, et se confondent encore pour l'essentiel avec les institutions les plus fondamentales de l'appareil d'Etat bourgeois en Espagne. La monarchie de Juan Carlos s'est imposée nécessairement comme le seul cadre permettant de mener à bien la tentative de défendre et de sauvegarder ces institutions face à la montée des masses. C'est à cette fin que la monarchie avait été choisie par Franco en personne ; elle était héritière de la forme ultra-réactionnaire dans laquelle l'Etat bourgeois s'était formé historiquement en Espagne. C'est dans le cadre de la monarchie que toutes les forces de la contre-révolution et du statu quo à l'échelle mondiale sont donc venues situer leur action.

Chacun se rappelle encore le ralliement enthousiaste et spectaculaire de Santiago Carrillo, en avril 1977, au drapeau de la monarchie, au drapeau « sang et or » qui fut celui de Franco et de sa « croisade », au drapeau trempé dans le sang des centaines de milliers d'ouvriers et paysans victimes des armées de Franco et de sa répression sanglante contre la classe ouvrière et ses organisations indépendantes.

Le ralliement de Felipe Gonzales a été quelque peu plus discret et plus lent. La place du PSOE comme principal parti traditionnel de la classe ouvrière espagnole, intimement lié tout au long de son histoire au combat pour la république, la nature du PSOE en tant que parti ouvrier parlementaire, la situation de l'appareil de Felipe Gonzales vis-à-vis des militants du parti, lui imposaient cette discrétion. Mais le ralliement a fini par se faire tout aussi nettement. Après avoir

présenté en mai 1978 un amendement de pure forme à l'article 1 de la Constitution et avoir été « battu au vote » dans les Cortès octroyées de la monarchie, la direction du PSOE a voté en octobre le texte global de la Constitution avec le même enthousiasme que l'appareil stalinien, et s'est engagé ensuite contre la classe ouvrière, contre ses propres militants et son propre électorat, dans le combat politique contre-révolutionnaire consistant à faire adopter par référendum la Constitution de la monarchie.

La Constitution élaborée dans les Cortès octroyées, issues des élections de juin 1977, doit être caractérisée brièvement. Une réunion de juristes bourgeois convoquée par la revue « Cambio 16 », l'un des principaux organes de presse espagnols, l'a caractérisée comme un régime de « monarchie musclée » dans lequel « la couronne se voit dotée d'attributions impropres à une monarchie parlementaire », d'un « pouvoir extravagant et dangereux », lourd de conflits potentiels.

La monarchie franquiste n'a effectivement rien à voir avec une démocratie, ni même avec une monarchie parlementaire. La couronne n'est rien d'autre que l'institution qui encadre, coiffe et préside au fonctionnement des institutions essentielles de l'Etat bourgeois telles que Franco les a modelées.

L'Etat bourgeois espagnol, depuis la destruction de la première République en 1873 et la restauration de la monarchie, s'est édifié sur la base de l'oppression des nationalités. Sous Franco, l'écrasement systématique des peuples catalan, basque et galicien est devenu une des pierres de touche de l'Etat. La Constitution confirme et prolonge ce caractère essentiel de l'Etat monarchique et franquiste. L'article 2 rejette le droit à l'autodétermination et donc à la séparation des peuples basque, catalan, galicien, refusé de reconnaître leur existence comme nation, et déclare :

« La Constitution se fonde sur l'indissoluble unité de la nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les Espagnols. Elle reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et régions qui l'intègrent et la solidarité entre elles toutes. »

La forme monarchique de l'Etat et l'oppression nationale sont garanties par l'armée, à laquelle la Constitution consacre plusieurs articles et confie expressément, dans son article 8,

« la mission de garantir la souveraineté et l'indépendance de l'Espagne, de défendre son intégrité territoriale et son « agencement » constitutionnel ».

Un autre pilier de la dictature franquiste, l'Eglise catholique, se voit reconnaître un rôle central grâce au droit qui lui est reconnu de créer des « communautés et fondations » et l'article 26 sur l'enseignement qui tend à pérenniser son contrôle sur l'école.

L'organisation du pouvoir judiciaire consignée dans la Constitution assure une continuité profonde avec les institutions judiciaires franquistes, elle prévoit notamment le maintien de la compétence des tribunaux militaires dans toute une série de domaines. Par ailleurs, l'arsenal répressif du franquisme a été largement réutilisé dans la Constitution : limitation du droit de grève, interdiction faite à une partie des fonctionnaires et des magistrats de se syndiquer, reconnaissance du droit de lock-out patronal (art. 34), subordination du droit de réunion à l'appréciation du ministère de l'Intérieur et des gouverneurs civils, etc.

Dans ce cadre, les Cortès sont une institution auxiliaire de la monarchie franquiste, une chambre d'enregistrement dénuée de tout pouvoir et de toute initiative, dominée de surcroît par une majorité parlementaire fabriquée sur mesure à l'aide d'un système électoral soigneusement établi. Mais leur rôle politique ne doit pas être sous-estimé. Même si les principaux accords entre la monarchie, ses ministres et les directions traitres des partis traditionnels de la classe ouvrière ont dû être négociés et signés en dehors des Cortès, ce sont néanmoins ces Cortès et l'acceptation des députés des partis ouvriers traditionnels d'y siéger qui nouent et qui symbolisent actuellement, comme les visites régulières de Carrillo et Felipe Gonzales au Palais royal, la collaboration de classes de ces partis avec la bourgeoisie au niveau de l'Etat et leur accord pour défendre dans ce cadre les institutions du franquisme en décomposition.

UN ANTAGONISME IRREDUCTIBLE

Tenter de dresser (parce qu'il n'y a pas d'autre choix) le barrage à la révolution dans le cadre des institutions franquistes en décomposition, revient à accepter de monter la garde de l'ordre bourgeois sur la base d'un état endémique de crise de la forme de domination politique et à faire face à des convulsions politiques périodiques graves.

L'adage célèbre : « On ne peut marier l'eau et le feu » fournit une des clés pour la compréhension de la situation politique espagnole et la nature de la crise permanente de la forme de domination politique. L'adage vaut pour la classe ouvrière. Il explique la situation difficile dans laquelle l'élaboration et la signature du pacte de La Moncloa, puis l'adoption et l'application d'une loi syndicale permettant la tenue d'« élections syndicales » à des comités d'entreprise occupant la place des anciennes structures du syndicat vertical, ont placé l'UGT mais aussi la CNT. En tant qu'organisations indépendantes de la classe ouvrière, leur existence est incompatible avec la forme de domination et les institutions fascistes qui subsistent encore, si avancée que soit leur décomposition. L'UGT et la CNT ne connaîtront leur plein développement qu'avec la destruction définitive, des mains du prolétariat, des institutions fascistes à tous les niveaux, et dans les usines des « comités d'entreprise », prolongements des anciens « enlaces » et « jurados ».

Mais l'adage vaut également pour l'armée, l'appareil policier franquiste, le patronat espagnol. Il explique l'origine des convulsions auxquelles le régime a été et sera en proie plus que jamais, jusqu'à ce que le prolétariat et les masses opprimées d'Euzkadi et de Catalogne parviennent à abattre le franquisme et à éliminer tous ses vestiges.

L'état des relations politiques entre les classes a obligé la bourgeoisie, à partir de 1976, à recourir toujours plus à l'aide de S. Carrillo et de F. Gonzales. Sans eux, le franquisme aurait déjà été balayé aussi sûrement que la

dictature iranienne et ses institutions démantelées par les masses de la même manière. Il n'en reste pas moins que les bases de cette collaboration indispensable sont constamment minées par l'extrême difficulté que cette bourgeoisie, cette armée, cette police, ce patronat éprouvent à coexister avec les organisations indépendantes du prolétariat — quelque soient les preuves de collaboration données par les dirigeants traîtres —, ou avec les expressions organisées, même bourgeoises, du combat des peuples de Catalogne, d'Euzkadi et de Galice pour leurs revendications nationales.

Le fondement des institutions de l'Etat franquiste a été la destruction en 1939, sur la base de l'écrasement physique des masses préparé par la politique traîtresse du front populaire, de toutes les organisations politiques et syndicales de classe du prolétariat, la destruction de tous les éléments de démocratie prolétarienne, construits à l'intérieur de la société bourgeoise, et le maintien de la classe ouvrière dans un état d'atomisation forcée.

Parallèlement, en Euzkadi et en Catalogne, la victoire des armées fascistes a été suivie d'une répression sans merci, dirigée contre les organisations et militants ouvriers, mais aussi contre toutes les organisations nationalistes et contre la langue et la culture basques et catalanes dans toutes leurs manifestations.

Sur l'un et sur l'autre plan, les conséquences de la modification des rapports politiques entre les classes sont venues aggraver sans cesse la crise des institutions fascistes et y introduire des éléments de dislocation toujours plus nets.

LES CONVULSIONS SPASMODIQUES DU REGIME

Depuis trois ans, toutes les poussées de la classe ouvrière et toutes ses avances dans la reconstruction de ses organisations de classe — en premier lieu l'UGT et la CNT — ou dans la reconquête de certaines de ses institutions traditionnelles, telles les « Maisons du Peuple » dont le rôle politique a été

considérable dans l'histoire du prolétariat d'Espagne ; toutes les poussées du mouvement national en Euzkadi et Catalogne ; toutes les expressions de la volonté des masses basques et catalanes de voir satisfaire leurs revendications se sont traduites par des convulsions au sein de l'appareil d'Etat franquiste en décomposition, et de ses institutions fondamentales — l'armée et l'appareil policier.

C'est d'octobre-novembre 1976 que datent les premiers mouvements d'insubordination ouverte dans la police, et la nécessité pour le roi Juan Carlos de lancer ses premiers appels pressants à l'armée de comprendre son devoir d'obéissance par rapport à un plan politique, la « réforme » de Suarez exigée par la « cause supérieure de la patrie ». Puis, en décembre 1976 et janvier 1977, il y a eu la succession d'actions de l'appareil policier et de ses agents et prolongements divers, agissant de façon incontrôlée et pour leur propre compte avec le but évident de « déstabiliser » le gouvernement Suarez et de le faire tomber, qui ont culminé dans les assassinats d'Atocha.

Le résultat des élections du 15 juin et l'élaboration en octobre 1977 des pactes de La Moncloa avec les dirigeants du PCE et du PSOE ont établi pendant un an les bases d'un statu quo précaire, dont les effets ont été cependant plus tangibles sur le plan du mouvement ouvrier placé étroitement sous le contrôle des appareils traîtres que de la question nationale. En tout état de cause l'accalmie a été de brève durée.

Car, depuis juin 1978, on a assisté de façon répétée à de nouveaux mouvements, très étendus, d'insubordination dans la Garde civile, la police armée et les services de la police politique et, au début de l'automne, aux amorces d'un complot contre Suarez dans un secteur de l'armée. Au cœur de ces mouvements avec lesquels Suarez, Martin Villa, le ministre de l'Intérieur, et Gutierrez Mellado, le ministre de la Défense, ont chaque fois négocié et composé, il y a eu la question d'Euzkadi, et les accusations faites au gouvernement de « faiblesse », de « complaisance », de « lâcheté » face aux revendications nationales du peuple basque et à l'action de l'ETA en particulier.

On sait peu de choses, parce qu'elles ont été soigneusement étouffées, du complot militaire dit « opération Galaxie ». Il en va différemment pour la police. Tout au long de l'automne, on peut multiplier les exemples (comme la mutinerie de la Garde civile à Basauri) d'actions incontrôlées d'unités de police d'un corps ou d'un autre, d'un échelon ou d'un autre. Le régime ne contrôle pas son appareil de répression : il pactise avec lui et les termes du pacte ont été, au cours des derniers mois, le « plan en 15 points » de Martin Villa contre le peuple basque auquel le PCE a donné son appui public et bruyant.

La question basque est au cœur même de la crise de l'Etat franquiste et donc au centre du mouvement qui va vers l'ouverture de la révolution en Espagne. C'est en fonction de cette donnée, et de cette donnée seulement, que l'on peut comprendre et juger la manière dont l'ensemble des forces politiques se disposent.

ENCORE UNE FOIS SUR LA QUESTION CENTRALE D'EUZKADI

Parlant de la Catalogne, Trotsky a dit que le sentiment national s'était développé dans les masses dans le cours et comme résultat de la lutte des classes, et comme « enveloppe de leur indignation sociale ». A un degré incomparablement plus fort, la même chose est vraie aujourd'hui pour le sentiment national basque : il prend indiscutablement appui sur des spécificités de langue, de culture, d'histoire, mais celles-ci ne suffisent pas à en expliquer la force. Le sentiment national basque est indissociable de la lutte des classes ; il s'est forgé comme sentiment des masses dans la lutte contre le franquisme, il est l'enveloppe de la haine irréductible des masses d'Euzkadi à l'égard du franquisme.

Cette haine irréductible a conduit les masses basques à se mobiliser et à se déployer au long des trois dernières années sur une échelle, avec une ampleur et une force qui ont fait d'elles le fer de lance du combat d'ensemble de la classe ouvrière et des

masses contre la monarchie. Mais la preuve que le sentiment national est indissociable de la lutte des classes paraît se refléter au niveau des mots d'ordre : ce n'est qu'à un moment déterminé de la lutte, au moment de la mobilisation, en septembre 1977, pour la libération d'Apalategui, prisonnier de l'Etat bourgeois français et menacé d'extradition, que le mot d'ordre d'indépendance a acquis une base de masse.

Dans toutes les mobilisations massives (qui atteignent 200 000 - 300 000 travailleurs et jeunes à San Sebastian, 500 000 à Bilbao), le terrain de l'unité a toujours été la lutte pour les libertés les plus élémentaires, en particulier l'amnistie et la libération des prisonniers politiques, le retrait des forces de répression et la fin de l'état de siège et de répression brutale permanente.

De façon répétée, à des moments critiques, le régime a été contraint de reculer. Il en a été ainsi en mai 1977, à la veille des élections aux premières Cortès octroyées (libération de la majeure partie des prisonniers politiques, notamment Izko et les prisonniers de Burgos). Il en a été ainsi fin septembre de la même année, avant les répercussions de La Moncloa. Au printemps et au début de l'été, afin de rendre plus facile le ralliement du PNV, le parti nationaliste bourgeois basque, à la Constitution de la monarchie, le régime a desserré un tout petit peu l'état de la répression militaro-policière.

Au sein des masses basques ces reculs ont renforcé l'idée qu'on pouvait et qu'on devait en finir avec le franquisme, alors qu'au sein des institutions de l'appareil d'Etat franquiste ils n'ont fait que renforcer les facteurs de dislocation et d'explosion.

ECHEC DE L'OFFENSIVE POLITIQUE CONTRE LE PEUPLE BASQUE

C'est l'appréciation de cette situation qui a dicté sa position à l'appareil stalinien en Espagne. Dès mars 1977, Carrillo fixait la position du PCE dans une réunion destinée à établir les premières bases d'un accord avec Suarez :

« Le Parti communiste d'Espagne respecte et est prêt à promouvoir les autonomies régionales, mais défendra par contre toujours l'unité de la patrie. Je suis espagnol et comme tel je m'opposerai en toute circonstance à toute tentative de séparatisme et de division de l'Espagne. »

Ainsi étaient balayées toutes les références formelles faites précédemment au droit à l'autodétermination dans les documents officiels du PCE. « J'ai cru entendre parler un général », avait déclaré un des participants à la réunion. Le soin pris par Carrillo pour s'exprimer sur cette question dans le langage des hommes du pronunciamiento fasciste du 18 juin est en relation exacte avec la place occupée par la lutte pour l'indépendance d'Euzkadi dans le mouvement de la marche à la révolution en Espagne.

Rapidement le PCE s'est fait lui aussi l'un des critiques les plus virulents des « insuffisances » de l'action menée par le gouvernement sur le plan de la répression et le défenseur des moyens policiers accrus pour en finir avec l'ETA. A l'automne de 1978, il a pris une place absolument centrale dans la campagne politique orchestrée à l'échelle de tout l'Etat espagnol pour tenter de diviser et d'isoler le peuple basque au nom de la lutte « contre le terrorisme ». Le déroulement des événements et l'analyse de leurs résultats méritent une rapide analyse.

La campagne est partie d'une interview de Suarez au principal journal de la bourgeoisie madrilène, « El País ». Thème central : Suarez se refusait à identifier le Pays basque avec l'ETA ; les basques sauraient rapidement le démontrer. Ce fut ensuite au tour du PNV, parti de la bourgeoisie basque et de la hiérarchie catholique, de proposer la convocation d'une manifestation à Bilbao, « contre le terrorisme ». Le PC fit alors savoir qu'il acceptait d'appuyer la convocation et envoya Dolorès Ibarri pour défilier en tête du cortège. Ensemble avec l'organisation petite-bourgeoise maoïste l'ORT, ils proposèrent que des manifestations similaires soient convoquées dans toute l'Espagne. Il ne restait au PSOE qu'à s'aligner sur ces propositions et à l'UCD à les

appuyer et à les applaudir des deux mains.

Le 28 octobre à Bilbao ce sont au maximum 30 000 personnes qui ont défilé sous la protection de la police et à l'appel de la coalition ainsi formée. Le 10 novembre les manifestations ont reposé essentiellement sur l'activité du PCE et des groupes maoïstes issus du parti stalinien. A Madrid, la manifestation a reçu l'appui officiel du PSOE et de l'UGT. Mais dans de nombreuses villes, l'appareil du PCE n'est parvenu à rallier ni le PSOE ni l'UGT. Il y a eu des villes comme à Malaga où le PCE a dû se contenter d'une réunion de quelques centaines de personnes avec l'UCD et l'Alliance Populaire. Dans pratiquement toute l'Andalousie, le PCE et les Commissions ouvrières ont manifesté seuls, avec l'UCD. A Cordoue et Séville, il y a eu des contre-manifestations d'ouvriers agricoles qui criaient : « Le chômage aussi, c'est du terrorisme. »

Ces données sont de la plus haute importance. Face à une propagande quotidienne lancinante sur le thème du terrorisme et en présence d'une mobilisation par l'appareil stalinien de toutes ses forces, la classe ouvrière d'Espagne a manifesté son refus de se situer sur le terrain de la bourgeoisie et de donner un appui à la monarchie franquiste dans sa tentative de se dresser contre le peuple basque pour l'isoler. La classe ouvrière d'Espagne et ses militants ne partagent pas dans leur grande majorité les conceptions de la lutte armée utilisée par l'ETA, mais ils savent tous, pour l'avoir vécu et le vivre quotidiennement encore, que le seul terrorisme à l'œuvre est celui exercé par et à partir de l'appareil d'Etat façonné par Franco.

**EUZKADI
S'EST PRONONCEE :
INDEPENDANCE
IMMEDIATE !**

L'échec subi par Suarez, mais aussi par S. Carrillo et F. Gonzales sur le plan des résultats du vote du 6 décembre sur la Constitution n'a fait que sanctionner et confirmer l'échec déjà subi dans la rue le 28 octobre et le 10 novembre.

Au complot ourdi contre elles par les dirigeants du mouvement ouvrier, les masses ont dit non et manifesté leur rejet du franquisme. Le 6 décembre, malgré tout le matraquage du pouvoir et des dirigeants du PCE et du PSOE, il n'y a pas eu plus de 56 % du corps électoral dans toute l'Espagne pour voter « oui ».

En Euzkadi et en Galice, c'est l'écrasante majorité de la population qui a rejeté, par le « non » comme par le refus d'aller voter, la monarchie franquiste. Dans les provinces basques, en Alava, sur 173 421 inscriptions, seuls 73 409 votants ont approuvé la Constitution. En Guipuzcoa, région de San Sebastian, il n'y eut que 139 958 votes pour approuver cette Constitution sur un électoral de 504 389 personnes. Dans la province de Bilbao, la Biscaye, 266 808 personnes ont voté « oui » sur un corps électoral de 856 580 personnes. En Navarre, province réputée non « vraiment basque », Juan Carlos et les siens n'ont pu obtenir que 182 241 suffrages sur 371 714 électeurs inscrits, et en Galice, ils n'ont pu trouver que moins de 50 % des inscrits pour apporter leur bulletin « oui ». En Catalogne, c'est 35 % du corps électoral qui a rejeté la Constitution par l'abstention et le non.

L'OCI d'Espagne a tiré immédiatement les conséquences de ce vote :

« En Euzkadi, le peuple basque s'est prononcé sans ambiguïté en utilisant les seuls moyens que le référendum anti-démocratique monarcho-franquiste lui laissait.

Il a exigé : indépendance immédiate !

La volonté du peuple catalan, celle du peuple galicien ne sont pas moins évidentes.

Le référendum monarcho-franquiste se retourne en son contraire.

Malgré une formidable pression politique, les masses ont rejeté la Constitution monarcho-franquiste. Il reviendra au peuple basque de l'avoir exprimé en toute clarté.

Le glas de l'Espagne franquiste sonne. Cette chaudière qu'est l'Espagne va exploser. »

L'ORIENTATION DEFENDUE PAR L'OCI D'ESPAGNE

Tout au long des processus de la lutte des classes qui viennent d'être analysés, l'orientation de la section espagnole du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale a été déterminée, en effet, par les deux facteurs dont la compréhension doit maintenant être claire :

- la caractérisation du régime politique comme monarchie franquiste, établie dans l'axe du franquisme en décomposition, et des Cortès comme institution auxiliaire de la monarchie, dont la fonction est de fournir le cadre politique de la collaboration de classes au niveau de la question de l'Etat entre la monarchie, les débris du franquisme organisés en « parti » (l'UCD) et les directions des deux principaux partis ouvriers.

- l'appréciation du rôle central des revendications nationales en général et de celles d'Euzkadi en particulier dans la crise des institutions franquistes et la marche à la révolution prolétarienne en Espagne.

C'est le second élément qui a commandé en particulier la position adoptée par l'Organizacion Cuarta Internacional pour le « non » à la Constitution.

En mai 1978, à Barcelone, s'est constitué un Comité catalan contre la Constitution espagnole qui a reposé essentiellement sur les forces militantes de deux organisations nationalistes, l'Esquerra Nacional et le PSAN (P), et du POUM (secteur Lletget), et qui est parvenu au cours de l'été et l'automne, notamment au moment des manifestations du 10 et 11 septembre de la Diada, à regrouper un secteur significatif de la jeunesse et de la petite bourgeoisie nationaliste radicale sur le terrain du combat contre la Constitution espagnole. Fin juillet 1978, le Comité catalan rencontrait les organisations basques du KAS, de Herri Batasuna et ces forces décidaient ensemble d'engager le combat pour le « non » à la Constitution. Début août, dans le cadre des Journées d'études européennes convoquées par

l'OCI de France, étaient présents plusieurs partis et organisations venus d'Espagne, dont le Comité catalan et le KAS, mais aussi l'OCIE et la COAS (coordination ouvrière des sections socialistes). Ces organisations se sont réunies en marge des Journées d'études et ont abouti à la résolution commune suivante :

« a) le combat pour mettre à bas la Constitution centralise aujourd'hui la lutte de la classe ouvrière de toutes les nations, de tous les peuples de l'Etat espagnol ;

b) Fraga, Suarez, Areilza, Martín Villa, etc, appellent à voter « oui » car ils veulent maintenir l'essentiel des institutions édifiées par Franco pour exploiter les travailleurs, pour opprimer les nations basque, galicienne, catalane, etc. ;

c) en appelant à voter « oui », Carrillo, Felipe et d'autres dirigeants d'organisations ouvrières et les directions syndicales qui agissent dans le même sens choisissent la défense de l'Etat oppresseur contre la classe ouvrière, contre les nations opprimées ;

d) en répondant à la prise de position de Herri Batasuna et du Comité catalan contre la Constitution espagnole, les organisations ici réunies donnent aujourd'hui leur appui total au « non » à la Constitution, c'est-à-dire que voter « non », c'est aujourd'hui la forme la plus adéquate du combat pour mettre à bas la Constitution, et avec elle la monarchie (qui est aujourd'hui la forme précise de l'Etat bourgeois centralisé), pour toutes les revendications, pour la souveraineté nationale d'Euzkadi, de Catalogne, de Galice.

e) nous appelons toutes les organisations qui se réclament des intérêts du peuple travailleur et de la défense du droit à l'auto-détermination à s'unir au combat le plus résolu contre la Constitution. »

L'OCI d'Espagne a expliqué qu'elle considérait que la solution la plus conforme aux intérêts de la classe ouvrière et des nationalités opprimées aurait été :

« la création d'un front unique ouvrier pour le boycott qui permette

de rompre la coalition contre-révolutionnaire et d'ouvrir la voie au mouvement des masses pour en finir avec le régime qui nie et bafoue les libertés démocratiques et les droits des nationalités ».

A partir du moment, cependant, où une position pour le « non », compris par l'OCIE comme le « non à la Constitution — non à la monarchie » unissait déjà certaines forces ouvrières aux organisations du mouvement national en Euzkadi et en Catalogne, l'OCIE a estimé que les conditions de base étaient réunies pour qu'une lutte réelle soit menée avec les méthodes du front unique pour combattre contre la Constitution et préparer les conditions de la mobilisation politique des masses contre la monarchie.

La destruction des institutions franquistes se fera sur la base de l'alliance de la classe ouvrière de toute l'Espagne, de ses organisations et des masses d'Euzkadi, de Catalogne et de Galice combattant pour la satisfaction de leurs revendications nationales. L'accord du 6 août a représenté au niveau d'une avant-garde un premier pas dans le sens de la matérialisation de cette alliance. D'autres organisations, en particulier la LCR, section officielle du Secrétariat unifié en Espagne, auraient pu et dû se joindre à ce front. La LCR s'est prononcée, pour d'autres motifs que l'OCIE, contre la Constitution. La LCR a estimé que les partis ouvriers traditionnels auraient pu et dû combattre dans les Cortès octroyées et arracher une « meilleure » Constitution. De juillet à décembre cependant, sa politique quotidienne l'a menée, non pas à combattre effectivement pour le « non », mais à chercher tour à tour à constituer un front « de rejet », où pourraient s'amalgamer toutes les organisations préconisant le « non » ou l'abstention en dehors de tout combat pour le front unique, et à se situer continuellement sur un terrain commun avec les appareils traîtres des partis traditionnels : dans la Diada du 11 septembre à Barcelone notamment, où la LCR a défilé avec ceux-ci, avec l'UCD de Suarez et avec le banquier Pujol et les représentants de la bourgeoisie catalane sur le mot d'ordre d'un « bon statut pour la Catalogne », mais aussi dans le mee-

ting d'« union nationale » tenu le même jour à Madrid sur le Chili avec la démocratie chrétienne et même l'UCD (voir « Combate », 15 septembre 1978).

L'OCIE pour sa part a combattu aux côtés du Comité catalan et des socialistes indépendants de la COAS, pour matérialiser dans la lutte des classes l'accord d'août. Fin octobre, au moment du déclenchement de la campagne pour isoler et frapper le peuple basque, l'intervention de l'OCIE a permis à la majorité des organisations signataires de l'accord de combattre ensemble, de rédiger un tract commun, de tenir des réunions à la porte des usines et une série de meetings, pour dire non à la campagne « anti-terroriste », non à la Constitution. En janvier 1979, de nouveau, au moment d'une nouvelle série d'agressions de Suarez contre les masses basques et de l'emprisonnement des candidats de Herri Batasuna, l'ensemble des signataires de l'accord d'août ont diffusé un nouveau tract à Madrid et dans les usines de la ceinture rouge défendant le combat des masses basques et leur droit à l'autodétermination.

Dans le cadre des élections du 1^{er} mars, dès l'annonce faite par Suarez de sa décision de dissoudre les premières Cortès octroyées de la monarchie, et de convoquer de nouvelles élections pour tenter d'effacer les conséquences de son échec du 6 décembre, l'OCIE a pris position pour le boycott (1) des élections (voir ci-contre).

QUE VEULENT LES MASSES : LA GREVE GENERALE !

L'entrelacement, dans le mouvement de la marche à la révolution en Espagne, de la lutte des masses de Catalogne, de Galice, et surtout d'Euzkadi, contre la monarchie franquiste sur le terrain de leurs revendications nationales, et du combat d'ensemble de la classe ouvrière d'Espagne pour mettre à bas le régime, s'est clairement manifesté

(1) En vérité, l'expression « boycott » ne nous semble pas très appropriée. Il aurait plutôt fallu dire : contre les élections monarcho-franquistes (note de la rédaction).

dans les semaines qui ont suivi le référendum du 6 décembre et ensuite dans la période électorale.

Les résultats du référendum ont commencé par rendre impossible la signature d'un nouveau pacte social venant confirmer et prolonger pour une nouvelle durée d'une ou plusieurs années le pacte de La Moncloa venu à échéance. Ce n'est pas la volonté des dirigeants des appareils de continuer à collaborer avec la monarchie qui était

en cause, mais l'absence des conditions politiques minimum requises pour pouvoir signer un accord avec le gouvernement, au vu et au su de la classe ouvrière, pour trahir ses intérêts et ses revendications, alors que Suarez et la monarchie venaient d'être défaits sur leur propre terrain.

Dans l'ensemble des corporations pourtant, les conventions collectives arrivaient à échéance et devaient être mises en négociation. Conformément

La position de l'Organizacion Cuarta Internacional devant les élections du 1^{er} mars

(...) Durement ébranlés par l'échec du référendum, le Premier ministre Suarez, les dirigeants de l'UCD, le roi Juan Carlos, héritier de Franco, sont à la recherche d'une nouvelle légitimité. (...)

Le 6 décembre, la classe ouvrière et le peuple d'Espagne ont refusé de reconnaître cette fausse légitimité.

Le 6 décembre, le peuple basque, les peuples de Catalogne et de Galice ont affirmé leur volonté d'émancipation nationale. (...)

Parce que nous sommes pour la république libre d'Euzkadi, parce que nous sommes pour la république libre de Catalogne, parce que nous sommes pour l'Union des républiques libres des peuples d'Espagne, nous nous prononçons contre la mise en place d'une nouvelle édition des Cortès octroyées, pour l'élection d'une Assemblée constituante souveraine au Pays basque, d'une Assemblée constituante souveraine en Catalogne, qui permettront aux peuples d'Euzkadi et de Catalogne de décider librement de leur sort.

Parce que nous sommes inconditionnellement pour en finir avec la monarchie, avec les institutions haïes du franquisme, avec sa police, son armée, son Etat, parce que nous sommes inconditionnellement pour l'émancipation de la classe ouvrière par les moyens de la révolution prolétarienne, nous appelons les masses laborieuses des villes et des campagnes et tous ceux qui sont attachés à la démocratie, aux libertés, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à boycotter les élections aux Cortès de la monarchie !

A bas la monarchie !

République !

Assemblée constituante pour la république libre du Pays basque !

Assemblée constituante pour la république libre de Catalogne !

Cortès constituantes pour l'Union des républiques libres des pays d'Espagne !

Amnistie totale et immédiate !

Libération de tous les prisonniers politiques !

A bas le blocage des salaires !

A bas le pacte social !

Madrid, 10 janvier 1979.

à sa nature franquiste, la monarchie a décidé de procéder de façon autoritaire et a publié un décret-loi établissant un blocage des hausses de salaires à 13,5 %, alors que le taux d'inflation a atteint 20 % au cours de l'année 1978 et atteindra au moins le même niveau en 1979.

Immédiatement, avec un instinct profond, la classe ouvrière a compris que le moment était venu d'agir et de tirer sur son plan de classe toutes les conséquences de la défaite du 6 décembre et de l'impossibilité pour les directions traîtres d'assurer à la monarchie la protection d'un nouveau pacte social. A partir des premiers jours de janvier, dans toute l'Espagne on a donc vu la classe ouvrière entrer en lutte pour ses revendications et préparer par la grève et la manifestation les conditions de l'affrontement avec le patronat et le gouvernement, pour briser le plafond des 13,5 %. Ce sont l'ensemble des corporations et secteurs de la classe ouvrière qui ont engagé ce combat — la métallurgie, les mineurs, les cheminots, la construction, les transports urbains, l'hôtellerie, les banques.

Les Commissions ouvrières, projection de l'appareil stalinien dans le mouvement ouvrier, « majoritaires » dans les comités d'entreprise qui remplissent depuis un an la place laissée vide par la disparition des structures de la CNS et en prolongeant la fonction, et l'appareil de l'UGT s'alignant dans la plupart des cas sur lui, mais avec d'extraordinaires difficultés, tensions et contradictions, ont tout mis en œuvre pour diviser et émietter le mouvement. Il leur fallait fermer, coûte que coûte, toutes les voies du mouvement vers sa centralisation, empêcher à tout prix que cette multitude de grèves et de manifestations séparées ne débouche sur la grève générale qu'elles portaient en elles.

C'est le moment où siégeait le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Dans le cadre de la commission espagnole du Bureau international, la situation a été analysée et la ligne suivante fixée pour le combat de l'OCI d'Espagne, consignée dans un tract diffusé à Madrid à partir du 16 janvier 1979 :

« (...) Que veulent les masses ? La grève générale ! Que faut-il ? La grève générale ! Telle est la réponse des masses à Suarez-Juan Carlos, qui veulent rééditer la manœuvre des élections aux Cortès octroyées de la monarchie franquiste. Elles veulent jeter à bas Suarez-Juan Carlos, la monarchie franquiste.

L'OCIE s'est prononcée le 10 janvier pour le boycott des élections qui prétendent légitimer la monarchie franquiste rejetée par la classe ouvrière et les nations basque, catalane et galicienne.

Pour l'OCIE, la lutte pour le boycott a commencé : la classe ouvrière l'a entamée sur le terrain de la grève. C'est le combat pour la grève générale qui s'engage maintenant (...).

La grève générale peut en finir avec Suarez, avec la monarchie. Le mouvement a commencé... »

A Getafe, dans la métallurgie madrilène ; à la SEAT de Barcelone où cette orientation a été adoptée par l'assemblée générale des travailleurs dans l'atelier n° 5 et à la Hispano Olivetti ; à Vitoria ; dans les banques à Madrid et Barcelone ; à Bilbao, sur le chantier de la centrale nucléaire de Lemoniz, les militants de l'OCIE ont combattu, avec les travailleurs regroupés dans les comités pour l'unité ouvrière, sur cette orientation, et ont tout fait pour que ce combat se centralise à l'échelle de l'Etat.

Obligés de tenter de disloquer le mouvement de la classe dans des grèves successives de 48 ou 72 heures, les dirigeants n'ont pas pu éviter ni les assemblées générales massives (5 000 participants dans celle de l'UGT, où un militant de l'OCIE a permis que soit imposé le vote de l'assemblée générale qui exigeait la manifestation et la grève générale de la métallurgie), ni la participation en masse des travailleurs aux piquets de grève, ni les affrontements violents avec la police chaque fois que celle-ci a cherché à les disperser.

C'est dans le secteur de la santé, dans les hôpitaux gérés par la Sécurité sociale, où le droit de grève a été refusé aux travailleurs par la monarchie franquiste, que la lutte a atteint sans doute le niveau le plus élevé en

termes d'organisation, de contrôle par les travailleurs de leur combat et de durée de la lutte. La grève a été déclarée illégale par le gouvernement et attaquée frontalement par les Commissions ouvrières et la direction de l'UGT qui ont fini aussi par la déclarer « illégale ».

Trois jours après le début de la grève, les travailleurs ont fait l'objet le 1^{er} février dernier d'un décret de réquisition signé par Suarez et le roi Juan Carlos, et les hôpitaux ont été occupés par la police.

Dans les deux principaux hôpitaux de Madrid, La Paz et Primero Octobro, la grève a duré jusqu'au 23 février, et le 27 février encore, à 2 jours des élections, les assemblées générales ont décidé qu'elles se réuniraient le 6 mars pour déterminer, en cas de non satisfaction des revendications, la reprise du mouvement. La force de la grève dans les hôpitaux où sont concentrés plusieurs milliers de travailleurs a reposé sur l'assemblée générale souveraine et dans le cas de Primero Octobro du comité de grève élu.

Mais c'est partout que le mouvement a tendu à se diriger dans cette voie et à retrouver le degré d'organisation, comportant la création d'organismes à caractère autonome, qui avait été atteint par les travailleurs dans les grandes vagues de grève de l'hiver et du printemps 1976 jusqu'à la chute du gouvernement Arias-Fraga-Areilza, le premier gouvernement de Juan Carlos.

Invariablement le patronat a fini par céder et le gouvernement l'a autorisé à le faire. Là où il ne le faisait pas et qu'un arbitrage était imposé, les fonctionnaires du ministère du Travail imposaient des augmentations dépassant, parfois largement, le plafond initial.

Il est vrai que pour Suarez et l'UCD c'était le prix à payer pour la tenue des élections, mais pour la classe ouvrière cela a été une démonstration dont elle saura tirer tôt ou tard les conclusions avec l'aide des militants d'avant-garde à savoir que l'obstacle essentiel que les masses ont à surmonter pour la satisfaction de leurs revendications se trouve au niveau des appareils traîtres sans lesquels le franquisme aurait déjà été détruit par l'action des masses.

LA CRISE DU RÉGIME SE CONCENTRE TOUJOURS EN EUZKADI

La vague de grèves ne touche certainement pas à sa fin. La préparation des élections municipales va comporter d'autre part, en particulier dans les campagnes et les municipalités à population ouvrière qui ceinturent les grandes villes, le déploiement des masses populaires pour éliminer tout le personnel franquiste des mairies, pour fermer la voie à l'UCD et à l'AP-CD, pour élire leurs propres représentants aux municipalités, en premier lieu ceux des deux partis ouvriers majoritaires, le PSOE et le PCE.

Nous avons été pour combattre les élections « législatives » car leur sens politique immédiat était d'essayer d'effacer la défaite du référendum sur la Constitution. Les élections municipales peuvent au contraire permettre aux partis ouvriers d'occuper des municipalités qui peuvent devenir des points d'appui dans la lutte contre l'Etat monarcho-franquiste.

En Catalogne, en Euzkadi, en Galice les élections municipales signifieront un nouveau déploiement des masses pour leurs revendications nationales et elles aboutiront à un nouveau plébiscite pour les organisations qui apparaissent incarner aux yeux des masses le combat pour secouer le joug oppresseur de la monarchie franquiste. Mais c'est sur la question d'Euzkadi que se concentre plus que jamais la crise du régime franquiste.

La nouvelle défaite de Suarez, de Juan Carlos et des appareils le 1^{er} mars, qui survient immédiatement après la défaite du 6 décembre, en prolonge et en confirme toutes les déterminations, place l'ensemble des forces attachées à la défense de l'ordre bourgeois dans une situation très difficile.

L'éditorial de « El País » du 4 mars porte entièrement sur le vote basque. Sa lecture permet de mesurer l'impasse de la monarchie. « El País » écrit :

« Nos affirmations répétées que le terrorisme de l'ETA voyait son appui populaire diminuer chaque jour se sont avérées fausses malheureuse-

ment et notre pronostic, fondé sur l'analyse du vote non au référendum, que le nationalisme basque radical ne pourrait pas obtenir plus de 10 % des voix dans les quatre provinces a également été démenti par les faits. »

« El Pais » exprime ensuite sa profonde préoccupation face aux déclarations du ministre de l'Intérieur, Martin Villa :

« Faire comme si, du point de vue de la loi, l'« indépendantisme » et le terrorisme sont synonymes ne peut pas être réellement admis. Et la doctrine que n'ont pas leur place aux Cortès les partisans de l'autodétermination d'Euzkadi revient à confondre la Constitution avec les principes du mouvement (phalangiste) et un Etat pluraliste et parlementaire avec un régime totalitaire. »

Au moment où il s'agit de faire l'impossible pour éviter le retrait quasi certain des Cortès des députés de Herri Batasuna, le ministre de l'Intérieur agit comme s'il voulait leur montrer la porte d'un geste impérial. »

Nous savons, de même que « El Pais » le sait, que la Constitution votée le 6 décembre est bien celle de la monarchie franquiste et qu'en parlant comme le fait Martin Villa, il en interprète parfaitement aussi bien l'esprit que la lettre. Ce que l'article de « El Pais » exprime n'est rien d'autre que la peur panique des conséquences d'une situation où la politique en 15 points de « pacification » d'Euzkadi, élaborée par Martin Villa avec l'appui du PCE pour essayer d'écraser les masses basques et de colmater les fissures dans l'appareil policier et dans l'armée, a échoué, et où tout autre politique, comportant ne fut-ce qu'une réduction limitée de la répression en Euzkadi, ne pourra se faire sans agrandir les fissures et les menaces d'explosion de ces deux institutions centrales de la monarchie franquiste.

C'est à ce point que se place la référence faite par « El Pais » aux députés de Herri Batasuna, c'est-à-dire aux porte-parole politiques de l'ETA. Ainsi qu'une déclaration politique de fin janvier de l'ETA l'a reconnu, le mot d'ordre conforme au combat

mené, aux résultats du référendum, à la nature des Cortès, à la revendication de l'indépendance d'Euzkadi était celui de l'abstention, c'est-à-dire du boycott, et non de la présentation de candidats. La décision de présenter des candidats aurait été adoptée afin, dit l'ETA, de « combiner l'astuce et la force » et « de faire avorter le plan de réforme du gouvernement » (lequel ?) en se montrant capable de combattre sur le même terrain que lui.

La présentation de candidats s'est accompagnée de l'engagement solennel devant les masses basques qu'aucun candidat élu n'irait siéger dans les Cortès, ni dans le « Conseil général basque », créé par Suarez en 1978 comme succédané de l'autonomie même limitée. Dès le lendemain du vote, les pressions les plus fortes ont commencé à s'exercer sur Herri Batasuna, de la part du PNV, de la hiérarchie catholique, des fédérations basques du PSOE, des agents de liaison de l'appareil stalinien. Le 4 mars la presse annonçait qu'il était possible que les députés de Herri Batasuna se rendent à Madrid retirer leur mandat.

Aujourd'hui, Herri Batasuna et l'ETA sont à la croisée des chemins. Ils concentrent sur eux l'ensemble des aspirations des masses basques pour mener à son terme le combat pour la satisfaction des revendications nationales qui sont devenues, du fait de la lutte des classes, chair et sang de la classe ouvrière et du peuple d'Euzkadi. Mais il ne peut pas y avoir satisfaction de ces revendications dans le cadre du franquisme ; la solution de la question d'Euzkadi conformément aux exigences des masses suppose et exige la chute de la monarchie franquiste et le démantèlement des institutions franquistes. Parce qu'il en est ainsi, tous les ponts vont être tendus par la bourgeoisie vers Herri Batasuna et l'ETA pour trouver avec eux une solution « intermédiaire », pour « négocier », en un mot pour obtenir d'eux qu'ils trahissent la cause qu'ils personnifient politiquement aujourd'hui.

Les liens que l'ETA n'a jamais rompus, en dépit de toutes ses divergences, avec la Démocratie chrétienne basque, c'est-à-dire le PNV, et avec la hiérarchie catholique, indiquent la nature et la force des pressions qui vont s'exer-

cer. Les discussions que l'OCI d'Espagne et l'OCI française ont pu avoir avec certains dirigeants d'Herri Batasuna ont révélé d'autre part une incompréhension profonde des causes de la politique du PCE, un refus d'en tirer les conséquences, un refus d'aborder clairement la question du stalinisme, dont les conséquences se sont déjà faites sentir dans certaines des orientations et décisions d'Herri Batasuna (1).

L'OCIE COMBAT POUR LA CHUTE DU FRANQUISE

L'OCI d'Espagne a établi depuis des mois des relations politiques militantes avec Herri Batasuna, quelqu'en aient été les difficultés. A Madrid en octobre, c'est sur l'OCIE et les socialistes indépendants de la COAS qu'a reposé le poids de la campagne politique dans la classe ouvrière et dans les usines pour disloquer politiquement l'offensive du stalinisme, allié avec l'appareil d'Etat et bénéficiant de la caution du PSOE et de l'appareil de l'UGT. L'état a été desserré, et la démonstration a été faite que la classe ouvrière de Madrid, de Castille et d'Andalousie n'était pas prête à se laisser dresser contre le peuple basque.

L'OCIE ne s'alignera pas sur Herri Batasuna. Son programme est celui de la destruction de l'Etat monarchique et la libération de tous les peuples d'Espagne du joug du franquisme. L'OCIE s'est prononcée pour l'indépendance d'Euzkadi et pour le combat inconditionnel pour la libération immédiate des prisonniers politiques notamment ceux de la prison de Soria qui se trouvent dans une situation critique après plus de 30 jours de grève de la faim.

(1) Les députés de Herri Batasuna ont réaffirmé depuis que cet article a été écrit leur refus de siéger dans les Cortès, tout en expliquant qu'ils entendaient se prévaloir de leur qualité de parlementaire et qu'ils iraient retirer leur mandat de député. Par ailleurs, ils ont annoncé qu'ils appelleraient à la convocation d'une Assemblée basque au lendemain des élections municipales, assemblées où siègeraient les maires et les représentants des Comités de lutte pour l'amnistie (NDLR).

A Vitoria, le 3 mars dernier, à l'occasion du troisième anniversaire des assassinats perpétrés par la police de la monarchie dirigée par Fraga en 1976, il y a eu une messe solennelle et un défilé négocié avec les autorités du ministère de l'Intérieur. Tous les mots d'ordre étaient interdits, en dehors de ceux des organisateurs de la manifestation, qui se réduisaient à ceci : « La lutte continue. Nous exigeons le châtiement des responsables. » L'OCIE a pris sur elle de rompre le cadre, de rompre cette discipline traître au combat des masses basques et au sens de la lutte des morts de Vitoria. Elle a déployé une banderole exigeant la libération immédiate des emprisonnés de Soria ; elle a lancé les mots d'ordre d'indépendance et de dissolution des corps répressifs. « El Pais » rapporte dans son édition du 4 mars qu'elle a regroupé autour d'elle plus de 4 000 manifestants.

L'OCIE, comme section espagnole du Comité d'organisation, se dispose en effet par rapport aux intérêts exclusifs des masses, la révolution prolétarienne, la chute de la monarchie franquiste, la libération des nationalités opprimées d'Espagne. Son appréciation et ses mots d'ordre sont la traduction dans les termes de la lutte des classes en Espagne et du combat si dur que la classe ouvrière doit y mener contre la politique des dirigeants de ses organisations traditionnelles, de tout ce qui a été exprimé par la chute de la monarchie iranienne et la destruction par les masses de ses institutions. Ce sont plus que jamais les mots d'ordre suivants :

A bas la monarchie !

A bas les Cortès, instrument de Juan Carlos !

République !

Assemblée constituante pour la république libre du Pays basque !
Assemblée constituante pour la république libre de Catalogne !
Cortès constituantes pour l'Union des républiques libres des pays d'Espagne !

Amnistie totale et immédiate !

Libération de tous les prisonniers politiques !

Etienne Laurent,
le 5 mars 1979.



**W. Brandt, F. Mitterrand, M. Mer-
couri et M. Soares lors d'une récente
réunion internationale des partis
socialistes. (Ph. Sygma).**

WELLES...
L'INVASION

la place de la social-démocratie dans la lutte des classes d'hier et d'aujourd'hui

2^e partie

par César CORTE

Si la social-démocratie est morte comme instrument historique de libération du prolétariat, elle n'en a pas moins continué à survivre. Pour saisir ce phénomène, il est nécessaire de revenir sur ce qu'est la conscience de classe du prolétariat. Ce n'est pas, explique Trotsky, par les degrés de l'école que le prolétariat accède à la conscience de sa mission historique : destruction de l'Etat bourgeois et constitution de sa propre dictature de classe. Ce n'est pas par la théorie, mais dans un mouvement pratique. Et le but du parti est, fusionnant théorie et pratique dans l'organisation, de permettre par ses initiatives que les travailleurs réalisent eux-mêmes leur émancipation. Si la réalisation de l'unité du prolétariat comme classe pour soi, dans la prise du pouvoir, ne saurait s'effectuer que sous la direction du parti révolutionnaire, cela veut dire que pour parvenir à la conscience qu'il faut une direction plus ferme, non seulement il est nécessaire que la pratique des grands événements montre aux masses la faillite de la vieille direction, mais encore cela veut dire qu'il est indispensable qu'une avant-garde leur ouvre une autre perspective dans la lutte des classes, construise un autre parti, qui ne surgira pas spontanément mais en résultat du combat conscient pour sa construction. C'est ce qu'explique Trotsky à propos de l'Espagne, dans le texte que l'on trouvera pages 88 et 89.

la lutte pour la révolution : les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste

Au lendemain de la fondation de la Troisième Internationale, Lénine écrivait :

« La III^e Internationale a recueilli les fruits du labeur de la II^e Interna-

tionale, elle en a amputé la vermine bourgeoise et petite-bourgeoise, opportuniste et social-chauvine, et a commencé à réaliser la dictature du prolétariat...

Léon Trotsky, 1938 : Classe, parti, direction

« Il existe un vieil épigramme, conforme à la conception évolutionniste et libérale de l'histoire : un peuple a le gouvernement qu'il mérite. L'histoire, cependant, nous montre qu'un seul et même peuple peut avoir, au cours d'une période relativement courte, des gouvernements très différents (Russie, Italie, Allemagne, Espagne, etc.) et, de plus, que l'ordre dans lequel se succèdent ces gouvernements ne se fait pas dans un seul et même sens : du despotisme à la liberté, comme le conçoivent les libéraux évolutionnistes. Le secret réside en ceci, qu'un peuple est composé de classes hostiles, et que ces classes elles-mêmes sont composées de couches différentes et en partie opposées les unes aux autres, qui possèdent des directions différentes ; qui plus est, chaque peuple subit l'influence d'autres peuples, eux-mêmes composés de classes. Les gouvernements ne sont pas l'expression de la « maturité » continuellement croissante d'un « peuple », mais le produit de la lutte entre les différentes classes et les différentes couches à l'intérieur d'une seule et même classe et, en dernier lieu, de l'action de forces extérieures — alliances, conflits, guerres, etc. Il faut ajouter à cela qu'un gouvernement, dès lors qu'il est établi, peut durer beaucoup plus longtemps que le rapport des forces dont il est né. C'est précisément à partir de ces contradictions historiques que les révolutions, les coups d'Etat, les contre-révolutions se produisent.

C'est la même méthode dialectique qui est nécessaire lorsqu'on veut aborder la question de la direction d'une classe. A l'image des libéraux, nos sages admettent tacitement l'axiome selon lequel chaque classe a la direction qu'elle mérite. En réalité, la direction n'est pas du tout le simple « reflet » d'une classe, ou le produit de sa propre puissance créatrice. Une direction se forme au travers des heurts entre les différentes classes, ou des frictions entre les différentes couches qui existent au sein d'une classe donnée. Une fois apparue, la direction s'élève invariablement au-dessus de sa classe et devient, par là même, prédisposée à subir la pression et l'influence d'autres classes. Le prolétariat peut « tolérer » longtemps une direction qui a déjà subi une dégénérescence interne complète, mais qui n'a pas encore eu l'occasion de manifester cette dégénérescence au cours de grands événements. Un grand choc historique est nécessaire pour révéler, de façon aiguë, la contradiction entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière est souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution, mais même dans les cas où la vieille direction a révélé sa corruption interne, la classe ne peut pas improviser immédiatement une nouvelle direction, particulièrement si elle n'a pas hérité de la période précédente de solides cadres révolutionnaires, capables d'utiliser l'écroulement du vieux parti dirigeant. L'interprétation marxiste, c'est-à-dire dialectique et non scholastique, des relations entre une classe et sa direction ne laisse pas pierre sur pierre des sophismes légalistes de notre auteur.

Il conçoit la maturité du prolétariat comme quelque chose de purement statique. Cependant, durant une révolution, la conscience de classe est le processus le plus dynamique qui soit, celui qui détermine directement le cours de la révolution. Etait-il possible, en janvier 1917 ou même en mars, après le renversement du tsarisme, de répondre à la question de savoir si le prolétariat russe avait suffisamment « mûri » pour conquérir le pouvoir en huit ou neuf mois ? La classe ouvrière était à ce moment extrêmement hétérogène, socialement et politiquement. Durant les années de guerre, elle avait été renouvelée à 30 ou 40 % à partir des rangs de la petite bourgeoisie, souvent réaction-

La portée historique universelle de la Troisième Internationale, l'Internationale communiste, est d'avoir commencé à mettre en pratique le plus grand mot d'ordre de Marx, le mot d'ordre qui dresse le bilan du socialisme et du mouvement depuis un siècle, le mot d'ordre de la dictature du prolétariat. »

Telle est bien en effet la tâche de l'Internationale communiste qui se construit comme instrument de la réalisation par les masses de la révolution

prolétarienne, de la dictature du prolétariat. Il s'agit, appuyé sur la révolution russe victorieuse, de construire le parti mondial de la révolution future, de la révolution mondiale dont la révolution russe n'est que le premier maillon.

La première guerre impérialiste, ouvrant l'ère des guerres et des révolutions, s'est transformée en guerre civile, a donné naissance, comme l'avait analysé et prévu Lénine, à une vague révolutionnaire dont l'enjeu immédiat est l'Europe. Si Lénine, dès

naire, aux dépens des paysans arriérés, aux dépens des femmes et des jeunes. Le parti bolchevique n'était suivi, en mars 1917, que par une minorité insignifiante de la classe ouvrière et, en plus, la discorde régnait à l'intérieur du parti lui-même. Une majorité écrasante d'ouvriers soutenait les mencheviks et les « socialistes-révolutionnaires », c'est-à-dire des sociaux-patriotes conservateurs. La situation était encore moins favorable en ce qui concerne l'armée et la paysannerie. Il faut encore mentionner le niveau culturel généralement bas du pays, le manque d'expérience politique dans les couches les plus larges du prolétariat, particulièrement dans les provinces, sans parler des paysans et des soldats.

Quel était l'actif du bolchevisme ? Seul Lénine possédait une conception révolutionnaire claire et méditée dans les moindres détails au début de la révolution. Les cadres russes du parti étaient éparpillés et considérablement désorientés. Mais le parti avait de l'autorité parmi les ouvriers avancés. Lénine avait une grande autorité sur les cadres du parti. La conception politique de Lénine correspondait au développement réel de la révolution, et il la remodelait à chaque nouvel événement. Ces éléments d'actif firent merveille dans une situation révolutionnaire, c'est-à-dire dans les conditions d'une lutte des classes acharnée. Le parti aligna rapidement sa politique jusqu'à la faire correspondre à la conception de Lénine, c'est-à-dire au cours véritable de la révolution. Grâce à cela, il trouva un ferme soutien chez des dizaines de milliers de travailleurs avancés. En quelques mois, en se fondant sur le développement de la révolution, le parti fut capable de convaincre la majorité des travailleurs de la justesse de ses mots d'ordre. Cette majorité organisée en soviets fut, à son tour, capable d'attirer les soldats et les paysans. Comment ce développement dynamique, dialectique, pourrait-il être épuisé par une formule de la maturité ou de l'immaturité du prolétariat ? Un facteur colossal de la maturité du prolétariat russe en février ou en mars 1917 était Lénine. Celui-ci n'était pas tombé des cieux. Il personnifiait la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière. Car, pour que les mots d'ordre de Lénine puissent trouver le chemin des masses, il fallait qu'existent des cadres, aussi faible que fût leur nombre au début ; il fallait qu'existe la confiance des cadres dans la direction, une confiance fondée sur toute l'expérience du passé. Rejeter ces éléments de ses calculs, c'est simplement ignorer la révolution vivante, lui substituer une abstraction, le « rapport de forces », car le développement de la révolution consiste précisément en ceci que le rapport des forces ne cesse de changer rapidement sous l'impact des changements dans la conscience du prolétariat, de l'attraction des couches arriérées par les couches avancées, de la confiance croissante de la classe en ses propres forces. L'élément principal et vital de ce processus est le parti, tout comme le principal et vital élément du mécanisme du parti est sa direction. Le rôle et la responsabilité de la direction dans une époque révolutionnaire sont d'une importance colossale. »

Léon Trotsky : « Pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été battu ? »

les Thèses d'avril, considère que le Parti bolchevique est déjà l'Internationale, quel que soit le réseau de ses liens internationaux, en fonction de la responsabilité historique qui est la sienne, c'est parce que pour Lénine comme pour Trotsky, la révolution russe ne peut être comprise que comme expression particulière de la révolution mondiale à accomplir. C'est pourquoi l'histoire de l'Internationale communiste est inséparable de l'histoire du Parti bolchevique, de la montée, du développement de la révolution mondiale, de son reflux après 1923, des défaites du prolétariat international après sa première grande victoire.

L'ouverture de l'ère des guerres et des révolutions qui avait entraîné la faillite de la II^e Internationale, prononcé un jugement historique sur cette organisation passée définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois, posait de la manière la plus impérieuse la nécessité de la construction du parti mondial de la révolution, instrument indispensable à la victoire de celle-ci.

Doter d'un programme, d'une organisation, le prolétariat mondial, c'est à quoi s'attellent les bolcheviks, au feu de la montée de la vague révolutionnaire. Le Premier Congrès de l'Internationale communiste a déployé le drapeau du communisme, se délimitant de la vieille social-démocratie et du centrisme dans ses résolutions, dans les thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat. Par millions, les prolétaires du monde entier se tournent vers l'étendard flamboyant du communisme et de la révolution prolétarienne mondiale auxquels les invite le « Manifeste de l'Internationale communiste » que rédige Trotsky.

L'élan des masses vers la révolution prolétarienne voit dans le monde entier des partis socialistes demander leur adhésion à la III^e Internationale, et se fonder de nouveaux partis communistes issus de la II^e Internationale qui, bien souvent, demeurent plus proches de celle-ci que du parti de Lénine et de Trotsky. Le II^e Congrès de l'Internationale communiste, ouvert à Pétrograd le 17 juillet 1920, répondra aux questions que se posent des millions de communistes sur le rôle

du parti, l'attitude des communistes vis-à-vis des élections, la question du travail dans les syndicats, le problème du parlementarisme, la question de la dictature du prolétariat et du pouvoir des soviets.

Il s'agit de donner au prolétariat une perspective, d'élaborer les éléments d'une stratégie pour la prise du pouvoir, de définir, en opposition à la social-démocratie, ce que doit être un véritable parti communiste. Les 21 conditions d'adhésion à la Troisième Internationale vont résumer les tâches que doivent accomplir les partis qui demandent leur adhésion à l'Internationale communiste. Il s'agit d'éliminer tous ces dirigeants opportunistes, ces social-chauvins d'hier qui ne demandent leur adhésion que pour garder leur emprise sur les travailleurs de leurs pays, mais qui sont prêts à trahir dans la guerre civile qui vient. Ces conditions ne sont que le début d'une bataille pour transformer ces partis en véritables organisations communistes. Le parti qui, à Tours, a décidé majoritairement l'adhésion à la Troisième Internationale, le parti qui sera la Section française de l'Internationale communiste, a à sa tête des Cachin et des Frossard de la pire tradition opportuniste et qui sont prêts — ils l'ont montré, et ils le montreront encore — à voter n'importe quoi, pour faire ensuite le contraire. Ces opportunistes s'opposeront par exemple, farouchement à la tactique du front unique et il faudra un ultimatum de Trotsky et de Lénine, menaçant de les exclure, pour qu'ils se plient.

LA QUESTION DU FRONT UNIQUE OUVRIER

Si, en 1919, des masses de millions et de millions d'hommes sont en mouvement, si la vague révolutionnaire monte à l'assaut des citadelles impérialistes qui ont gagné la guerre, si la révolution couve en Allemagne, frappe à la porte en Italie, l'élan ne résout pas par lui-même positivement la crise pour le prolétariat. Il n'a pas abouti à l'élimination de la social-démocratie. Le mouvement révolutionnaire reflue. Les luttes de 1920 n'ont pas été le signal de combats plus importants, mais un sursaut d'une

classe ouvrière qui se lasse et marque un certain désarroi devant la scission générale du mouvement ouvrier qui ne lui a pas apporté la victoire que promettaient les communistes.

C'est vrai du parti allemand, qui ne tire comme conclusion de l'échec de mars qu'une théorie de l'offensive en tout temps nécessaire, c'est vrai des communistes italiens qui ne comprennent pas la signification du fascisme qui monte, comme ce l'est au sein du parti russe lui-même où Boukharine et Zinoviev, faute de comprendre la nouvelle situation, adoptent des attitudes gauchistes.

Aller à la conquête des masses, c'est la condition préalable. La prise du pouvoir n'est plus immédiatement à l'ordre du jour ; il faut conquérir les masses dans l'organisation d'actions communes des syndicats et des partis pour la défense des intérêts ouvriers les plus immédiats qu'attaque la bourgeoisie. Le tournant vers l'élaboration d'une stratégie de front unique ouvrier est amorcé. Contre les gauchistes du KAPD allemand, les positions « gauchisantes » du KPD, du PCI et des Hongrois au III^e Congrès, Lénine et Trotsky l'emportent.

En décembre 1922, l'exécutif de l'Internationale communiste adopte une résolution sur le combat des communistes pour la réalisation du « front unique ouvrier », qui voit se dresser contre elle les représentants des plus grands partis communistes, notamment le PCF. Elle sera finalement approuvée en février 1923 dans un exécutif élargi, puis reprise au Quatrième Congrès sous la forme des « Thèses sur l'unité du front prolétarien », que couronne le mot d'ordre de « politique actuelle » et pas seulement « générale » de « gouvernement ouvrier et paysan ».

DES ARMES SUR UN PLATEAU

Conquérir les masses dans l'action politique en vue de la préparation de la révolution, c'est ce à quoi se sont attelées l'Internationale communiste et la direction du Parti bolchevique. Liquider la social-démocratie, unifier le prolétariat sous la direction des

communistes ne pouvait se faire que pour autant que les partis communistes soient capables, partant de l'état réel de la classe ouvrière, de son organisation en partis et syndicats distincts, de définir une politique de front unique permettant aux masses de mener la lutte contre l'Etat bourgeois. C'est dans la non-résolution de cette question, qu'avait commencé à poser les Troisième et Quatrième Congrès de l'Internationale communiste, qu'il faut voir la cause fondamentale du maintien et du développement des organisations social-démocrates rassemblées de nouveau en une Internationale : l'Internationale socialiste ouvrière (IOS), dans laquelle se retrouvaient les organisations de l'ex-II^e Internationale et celle des centristes de l'Union de Vienne.

L'échec de la grève de septembre 1920 en Italie, celui de la grève générale de décembre en Tchécoslovaquie comme celui de l'insurrection de mars 1921 en Allemagne sont là pour témoigner qu'à eux seuls, les communistes ne peuvent s'emparer du pouvoir contre une bourgeoisie que soutient la social-démocratie. En URSS, le pouvoir soviétique et la classe ouvrière exsangue commencent à payer le prix du retard de l'échec de la révolution européenne : c'est la NEP, c'est l'interdiction provisoire des fractions dans le parti qui, à bout de bras, tient une classe ouvrière saignée par la guerre civile.

Le premier élan de la classe ouvrière, l'expérience la prouve amèrement, ne suffit pas à couper les racines profondes de la social-démocratie qui, non seulement s'est maintenue à la fin de la guerre en dépit de sa trahison, mais a pu activement intervenir comme béquille des Etats bourgeois, pour combattre la révolution. Le fond de l'affaire en est ce que dit Trotsky dans le texte que nous avons cité : si, avant que ne se révèle la trahison des vieilles organisations, ne s'est pas constitué dans la lutte un pôle révolutionnaire, un regroupement militant capable d'exploiter l'écroulement du vieux parti, alors le prolétariat, lorsqu'il repart à l'assaut, le fait dans les cadres anciens, avec ses vieilles organisations. Au moment où se formait l'impérialisme, où la Deuxième Internationale était confrontée au pro-

blème de la définition d'un programme de mobilisation des masses en vue de la révolution, elle s'en montra incapable. La défense formelle du marxisme, de l'« orthodoxie » par Kautsky, masquait cette incapacité à avancer dans la voie de l'élaboration d'une stratégie, de tactiques conformes au but proclamé. Hormis Lénine, R. Luxemburg et Trotsky, l'analyse de la nouvelle période qui se cristallisait n'était pas faite.

C'est à cela, au développement d'une politique de mobilisation des masses en vue de la prise du pouvoir, de la définition d'une stratégie en fonction des principes, que furent confrontées la III^e Internationale et ses sections. De bolchevique, il n'y avait de véritable dans l'Internationale communiste que le parti russe. Couper les racines de la social-démocratie, cela ne pouvait se faire que dans la capacité des partis communistes à développer une politique de mobilisation des masses dans les formes historiques où celles-ci se trouvaient organisées comme classe.

C'est ce à quoi, au travers des Quatre Premiers Congrès, s'est employé la direction de l'Internationale communiste, le Parti bolchevique, Lénine et Trotsky. Dès le Deuxième Congrès, c'était la lutte contre le « gauchisme », cette « maladie infantile » dont parlait Lénine. L'ère des guerres et des révolutions ne signifiait en rien que la lutte des classes se résumait à une progression continue du prolétariat, mettant à l'ordre du jour l'insurrection à chaque instant. Les partis qui avaient adhéré à l'Internationale communiste, accepté les 21 conditions, concevaient pour la plupart après mars 1921 leur action dans les mêmes termes qu'au moment de la crise immédiate, ne comprenant pas ce que signifiait le reflux.

L'opposition — par exemple de la direction du PCF — à la ligne du front unique ouvrier, opposition venant d'ailleurs des plus droitiers, de Frossard notamment, a eu une importance capitale dans la capacité de manœuvre de la SFIO de se reconstruire, couvrant d'un langage gauche une politique traître. Ainsi, c'est au moment même où les socialistes dénoncent les propositions de front unique de

l'Internationale communiste, comme étant une vulgaire manœuvre, que le PCF s'y oppose.

Cette incapacité politique va être la cause fondamentale de la reconstruction des partis réformistes tant à l'échelle internationale qu'en France.

La SFIO telle qu'elle sort du Congrès de Tours, composée des « résistants » à l'adhésion à la Troisième Internationale — les Blum, Bracke, Renaudel, Sembat, et des « reconstructeurs » — les Paul Faure, Pressemane, Mistral, Jean Longuet, est très largement minoritaire. Si elle a avec elle la plus grande partie des élus, députés, conseillers municipaux, maires, etc., elle est réduite au quart des anciens effectifs.

La reconstruction de la SFIO de 1921 à 1926 l'amène à dépasser les 110 000 membres pour atteindre les 130 000 en 1930. Durant cette période, le PCF qui, d'organisation social-démocrate, était devenu parti stalinien, voit ses effectifs fondre. De 130 000 en 1920, il était tombé à 48 000 en 1924, à 15 000 en 1926 ; et, après la remontée de 1928 où il avait atteint 50 000 membres, c'est de nouveau la chute avec 29 000 membres en 1931, et 23 000 en 1933.

La reconstruction de la SFIO qui continue à se réclamer de la tradition guesdiste à travers Paul Faure en particulier, qui déclare ne pas être un parti réformiste et proclame que la violence révolutionnaire est le « suprême recours », va avoir une cause essentielle : l'incapacité de la SFIO à définir une politique de front unique. Ainsi, tandis que les représentants de l'Internationale communiste à Berlin étaient parvenus en avril 1922 à arracher aux représentants de la Deuxième Internationale et de l'Union de Vienne un engagement pour l'organisation de manifestations communes le 20 avril ou le 1^{er} mai, le PCF repoussait les propositions de Faure d'organisation de meetings communs.

Deux cortèges marchèrent donc séparément vers le Père Lachaise, et il fut tiré au sort pour savoir lequel des deux entrerait le premier. Le sort désigna les communistes et, derrière eux, se forma une marche ordonnée de tous les manifestants, faisant renaître dans la classe ouvrière l'espoir de l'action

commune. Mais aux cantonales de mai, les communistes refusèrent systématiquement de se désister en faveur des candidats SFIO les mieux placés,

ce qui était servir sur un plateau des armes aux réformistes qui dénonçaient le front unique comme une manœuvre.

la social-démocratie et le stalinisme avant la Deuxième Guerre mondiale

Parce que nul autre parti qu'un parti révolutionnaire capable de mobiliser les masses en vue de la prise du pouvoir ne saurait éliminer les vieux partis, 1923 représente une date capitale dans le mouvement ouvrier international, dans l'histoire de l'Internationale communiste comme dans celle du Parti bolchevique.

L'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, décidée par le Bloc national pour le paiement des réparations imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles, agit comme un puissant accélérateur de la crise et provoque une inflation galopante, aboutissant à une décomposition de tout le tissu social, à une crise sociale et politique sans précédent. Par millions et par millions, les prolétaires allemands se tournent vers le Parti communiste allemand, les ouvriers social-démocrates se radicalisent, les masses font résolument mouvement à gauche. La crise révolutionnaire s'ouvre, redonnant un sang nouveau au Parti bolchevique dont la bureaucratie omniprésente avait pris le contrôle. La crise révolutionnaire en Allemagne, c'était l'espoir de la fin de l'isolement de l'URSS, la matérialisation de la perspective de la révolution victorieuse en Europe. La direction du parti allemand comme celle de l'Internationale, occupées par le début du conflit entre Trotsky et la troïka Kamenev-Zinoviev-Staline, ne saisissent pas le tournant. Lorsque l'exécutif de l'Internationale communiste et la direction du Parti communiste allemand tournent après le combat de Trotsky, un temps précieux a été perdu. Lorsque, dans la fiébrilité et sans conviction, la direction du Parti communiste allemand met à l'ordre du jour l'insurrection, elle le fait dans la plus grande hésitation.

Au dernier moment, l'action révolutionnaire est décommandée par la délégation de l'Internationale communiste en Allemagne. Seul le prolétariat de Hambourg, par suite de mauvaises transmissions, engage la lutte armée, ce qui aboutit à l'écrasement des communistes. C'était la défaite et la confusion totale aboutissant aux plus graves conséquences en URSS même, dans le Parti bolchevique et dans la Troisième Internationale. L'isolement de l'URSS était renforcé.

Avec la mort de Lénine en janvier 1924, les conditions de la victoire de la bureaucratie étaient réunies. Trotsky avait engagé la lutte contre la « bureaucratization de l'appareil ». Il sera battu au XIII^e Congrès du Parti bolchevique par la troïka qui, en rupture avec toutes les traditions de démocratie ouvrière dans le parti, a assuré sa victoire par les moyens de la manœuvre et de la manipulation.

Dès janvier 1924, pour justifier leur politique, Staline, Zinoviev et Kamenev, qui faisaient retomber la responsabilité des erreurs sur Brandler, affirmaient que la crise en Allemagne ne faisait que commencer, qu'elle allait s'approfondir. Pour la première fois, la « théorie » du « social-fascisme » était avancée, couvrant, sous les dehors d'un optimisme révolutionnaire sans borne, une politique de capitulation.

La bureaucratie naissante, qui dotera de justifications idéologiques sa pratique contre-révolutionnaire en publiant plus tard sous la plume de Staline l'inepte « théorie » du « socialisme dans un seul pays », va mettre au pas l'Internationale communiste, la transformer par la « bolchevisation » en un instrument docile à sa dévotion.

Comme l'explique Pierre Broué dans la présentation des « Congrès de l'Internationale communiste » :

« C'est un fait nouveau — et l'un des signes les plus graves de la dégénérescence de cette Internationale à peine née — que le comité central du parti polonais, coupable d'avoir protesté contre la campagne menée en Russie soviétique contre Trotsky, soit purement et simplement révoqué et remplacé, à la suite des travaux d'une « commission polonaise » que préside Staline, flanqué de Molotov. »

UN EXEMPLE : LA RECONSTRUCTION DE LA SFIO

Brandler est éliminé de la direction du Parti communiste allemand au profit d'un bloc constitué du centre et de la gauche sur lequel l'Internationale communiste prend appui pour imposer son contrôle sur le Parti communiste allemand.

La « bolchevisation », la stalinisation de l'Internationale communiste et de ses sections, qui tirent dès lors leur force non des liens qu'elles ont avec les masses dans leur combat contre le capital, mais des liens avec la bureaucratie du Kremlin, les zigzags politiques qu'une telle subordination impose vont conduire en France à un isolement du PCF dans la classe ouvrière, dont la SFIO sera le bénéficiaire direct.

Le PCF stalinisé épousera tous les tournants que dicte Staline. Après l'écrasement de l'Octobre allemand, ce sera le cours ultra-gauche de 1924-1925, pendant lequel seront éliminés ceux qui, partisans de Trotsky, protestent contre le « caporalisme », tandis que l'élimination de Zinoviev aboutira à celle de ses partisans, Treint par exemple, quand ils ne rallient pas des vainqueurs comme Thorez et Doriot. En France, fin 1926-1927, la ligne opportuniste de l'Internationale communiste a été celle de l'alliance avec les républicains socialistes et les radicaux, tandis qu'en Chine l'Internationale communiste dissolvait le PC dans le Kuo-min-tang, et qu'en Angleterre, subordonnant la classe ouvrière à la bureaucratie réformiste, Staline conduisait la grève générale de 1926 à

l'échec. La politique ultra-gauche que suivit pendant la troisième période l'Internationale communiste stalinisée, qui définit la social-démocratie comme la pointe avancée du fascisme, affirmant sur tous les tons que fascisme et social-démocratie sont frères jumeaux, aboutissant à l'écrasement de la classe ouvrière allemande, va favoriser en France la reconstruction de la SFIO.

Ce cours ultra-gauche se traduisait sur le plan électoral par ce que les staliniens baptisaient le « classe contre classe », et qui était en fait une politique de division au nom de « conditions programmatiques » minimum que la social-démocratie devait faire siennes. Une circulaire du PCF aux militants faisant suite au comité central des 8 et 9 décembre 1927, définit ainsi la tactique à adopter pour les prochaines élections législatives de 1928 :

« Le PC proposera immédiatement au PS la formation au second tour d'un bloc ouvrier, en vue du maintien contre les candidats bourgeois du socialiste ou du communiste. Le désistement mutuel des deux partis se réclamant de la classe ouvrière sera conditionné par l'acceptation d'un programme minimum.

Le PC déclare qu'au cas où le PS repousserait sa proposition de Bloc ouvrier et paysan, le PC se réserve de maintenir un candidat prolétarien en face de tous les chefs socialistes qui accomplissent une besogne contre-révolutionnaire et qui se déclarent les défenseurs de la démocratie bourgeoise contre le communisme. »

Cette tactique qui tourne directement le dos à l'aspiration des masses à l'unité, au front unique contre la bourgeoisie, amène des milliers et des milliers de militants à quitter les rangs du PCF. En 1928, près de la moitié des 425 000 électeurs du PCF appelés à voter au second tour refusent d'appliquer cette tactique, et le PCF n'obtient que 14 députés à la Chambre. La poursuite de cette même tactique en 1932 réduira encore le nombre des députés du PCF, qui ne sera plus que de dix. Il n'y a plus en 1929 que 8 000 membres du PCF à avoir été membres de la SFIO en 1914.

Là sont les facteurs essentiels de la reconstruction de la SFIO, qui reçoit par ailleurs dans ses rangs toute une série de militants qui avaient adhéré au PC au moment de la scission de Tours.

Dans ce cadre, un des facteurs importants de la reconstruction de la SFIO fut, sur la base d'une stabilisation relative de la situation avant que ne se répercute la crise de 1929, la présence des socialistes dans l'opposition. Non qu'ils aient changé de nature. Mais la situation permettait qu'ils ne participent pas directement au pouvoir au compte de la bourgeoisie. Le soutien au gouvernement, à l'Etat bourgeois, prit d'abord la forme du Cartel des gauches, bloc électoral avec le Parti radical qui se traduisit par le « soutien » aux divers gouvernements radicaux. Ce « soutien » prit fin avec la constitution d'un gouvernement d'union nationale sous la direction de Poincaré, rejetant la SFIO dans l'opposition, pour renaître dans le soutien au début de la législature de 1932.

Formellement, le Bloc des gauches et le ministérialisme avaient été condamnés. Un texte adopté par un conseil national de février 1922 affirmait :

« Ni le Bloc des gauches, ni le ministérialisme, condamnés à la fois par nos conceptions doctrinales et l'expérience, ne trouveront dans nos rangs la moindre chance de succès. Le Parti socialiste SFIO demeure un parti de lutte de classe et d'opposition, et mènera une lutte acharnée contre tout système économique et politique qui n'aura pas reconnu (*sic* !) et proclamé le total affranchissement du monde du travail. »

La forme de la collaboration de classes passait donc par le « soutien », soutien à l'impérialisme français qui ne fut pas ménagé, en particulier dans la politique coloniale. Dans le même temps cependant, au cas où le besoin d'une participation directe au gouvernement bourgeois se ferait sentir, serait nécessaire, Blum élaborait sa « théorie » de la participation en distinguant « conquête du pouvoir » et « exercice du pouvoir ».

Pour lui, la « conquête du pouvoir » c'est :

« La prise totale du pouvoir politique, prélude possible et condition nécessaire à la transformation du régime de la propriété, c'est-à-dire de la révolution. »

Elle ne peut être envisagée que lorsque, par ses seules forces, légales ou non, le Parti socialiste disposera de la totalité du pouvoir. Mais il se peut que le Parti socialiste devienne le plus fort parti d'une majorité de gauche. Dès lors, il exercera le pouvoir dans le cadre même du régime capitaliste, car autrement ce serait une escroquerie, disait Blum. Exposant son programme de trahison de la classe ouvrière, le scrupuleux juriste Blum donnait des gages de fidélité à la bourgeoisie :

« Bien qu'en ce qui concerne la conquête du pouvoir, je ne sois pas un légaliste, je le suis en ce qui concerne l'exercice du pouvoir. J'estime que si le déroulement des pratiques parlementaires nous appelle à exercer le pouvoir dans le cadre des institutions actuelles, nous devons le faire légalement, loyalement, sans commettre cette espèce d'escroquerie qui consisterait à profiter de notre présence au gouvernement pour transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir. »

LA CRISE DU PARLEMENTARISME ET LA SFIO

Parce que la SFIO est un parti ouvrier bourgeois parlementaire, la crise du parlementarisme bourgeois va avoir les conséquences les plus directes sur elle. La démocratie bourgeoise parlementaire, qui était le luxe des nations dominantes au temps de l'expansion capitaliste, au temps de l'impérialisme, est une survivance qui tient d'abord, et avant tout, aux rapports politiques entre les classes. D'une manière permanente, ce système est en crise, combinant plus ou moins des traits de bonapartisme.

Entre 1920 et 1936, les ministères se succèdent avec une extrême rapidité. Les répercussions de la crise de 1929 en France vont amener la bourgeoisie à rechercher une solution de type autoritaire, à liquider, sans crise révo-

lutionnaire si faire se peut, ce système de domination qui arrive à un épuisement tel que la bourgeoisie ne parvient pas à régler les problèmes. D'août 1931 à février 1934, se sont succédé pas moins de onze cabinets !

Les masses tentent de leur côté de trouver une issue à la crise du système capitaliste qui les frappe de plein fouet, et à l'impuissance où les réduit la politique de la Deuxième comme de la Troisième Internationale. Les masses cherchent une issue, sentent que ça ne peut plus durer et engagent des luttes partielles qui annoncent les plus grands combats. Au cœur des exigences qu'elles tentent d'imposer à leur propre parti, l'exigence de l'unité. Cette radicalisation de la classe ouvrière, sa volonté de réaliser son unité de classe contre la bourgeoisie — qui se manifesterà le 12 février 1934 où les masses imposeront l'unité aux appareils — vont s'exprimer dans un afflux vers la SFIO de milliers et de milliers de travailleurs et jeunes.

Le mouvement en profondeur qui s'amorce dans la classe ouvrière trouve sa traduction dans la radicalisation des militants au sein même de la SFIO, dès 1933. Dans la marche à la crise révolutionnaire, à sa première étape, les masses vont renforcer les organisations traditionnelles de la classe ouvrière. De 1934 à 1935, la SFIO voit ses effectifs passer de 110 000 à 120 000 membres, puis à 200 000 en 1936, pour atteindre 280 000 en 1937.

En 1933, aux yeux de nombre de ces travailleurs, la SFIO représente la continuité, l'héritage du mouvement socialiste français. La présence de la SFIO dans l'opposition, le langage « gauche » qu'utilisent ses dirigeants, combinés à la politique sectaire des staliniens, la font apparaître comme une organisation plus unitaire, plus démocratique.

La crise du parlementarisme bourgeois, qui amène la bourgeoisie à se tourner vers la recherche de solutions contre-révolutionnaires, trouve son écho dans la SFIO où l'on assiste à une offensive politique de ceux que l'on dénomme les « néo-socialistes », qui, s'inspirant du socialiste belge De Man, se proposent de battre le fascisme de vitesse en lui empruntant cer-

taines de ses formules corporatistes. L'expulsion des « néos » hors des rangs de la SFIO, menée par l'appareil lui-même en la personne de Paul Faure, exprimera cette polarisation des forces de classes. L'expulsion des « néos » en 1933, dont la politique menaçait l'existence même du parti, va bouleverser l'équilibre interne de la SFIO, interdisant à cette étape de mettre la participation ministérielle à l'ordre du jour. La SFIO radicalise son langage. Paul Faure, le dirigeant de l'appareil, fustige le « ministérialisme », la collaboration de classes, accuse la social-démocratie allemande d'avoir « renoncé à la lutte révolutionnaire imposée par les circonstances. »

Si Paul Faure emploie ce langage, ce n'est pas que la SFIO ait changé de nature, qu'elle ne soit plus un parti ouvrier bourgeois, une agence de l'impérialisme dans les rangs ouvriers. Non. Ce dont il s'agit, c'est que la bourgeoisie passe à la tentative de liquidation de tout ce dont se nourrit le Parti socialiste. C'est la peur de la mort qui amène le Parti socialiste à exclure les « néos », à tenir un langage gauche qui va recouper les aspirations des masses.

Tirant les leçons d'une évolution comparable du Parti socialiste espagnol, le trotskyste Esteban Bilbao écrit :

« Il semble que le Parti socialiste se soit rendu compte que la bourgeoisie se prépare à éliminer complètement tout ce que le monde ouvrier a réussi à bâtir au cours de l'évolution historique. Et comme en définitive, le Parti socialiste est partie intégrante de ce monde ouvrier et s'en nourrit, il ne s'agit plus pour le Parti socialiste de servir la bourgeoisie en usant de son influence pour endormir le prolétariat, car la bourgeoisie lui a fait savoir que non seulement elle ne lui paierait rien pour le service, mais encore qu'une nécessité supérieure la conduisait à exécuter son vieux serviteur.

Placé dans cette macabre situation, le Parti socialiste, atterré, s'écrie : « Il faut faire la révolution ! », comme le condamné à mort qui au pied de l'échafaud hurle qu'il ne veut pas mourir. C'est parce qu'il a peur

que le Parti socialiste entreprend un tournant radical et se tourne vers des positions révolutionnaires. Et le seul fait qu'il parle de révolution concentre alors autour du Parti socialiste tout le prolétariat et les masses populaires. Tous les regards se tournent vers lui, tous les bras se tendent, toutes les bouches l'acclament, tous les cœurs brûlent d'enthousiasme... Mais ce dont la classe ouvrière a besoin en ce moment, c'est d'un parti qui veuille et qui puisse *faire* la révolution, non d'un parti qui puisse seulement en brandir la menace. Car la contre-révolution n'est pas aujourd'hui le libre choix de la bourgeoisie, mais une nécessité irréfragable pour le capitalisme. »

DU FRONT POPULAIRE A PÉTAIN : LA LIQUIDATION

Avec le déclenchement de la crise révolutionnaire, la grève générale de juin 1936, le PCF, qui était tombé à 23 000 adhérents en 1933, qui organisait au début de 1936 entre 70 000 et 90 000 membres, va plus que tripler, gagnant 150 000 militants entre mai et novembre. En novembre 1936, il atteint 284 000 militants, dépassant de plus de 80 000 la SFIO. Par milliers, ces travailleurs qui forment les piquets, qui organisent les comités de grève, adhèrent à ce qu'ils identifient à la révolution d'Octobre et qui n'en est que la négation, l'instrument de la bureaucratie du Kremlin. C'est le mouvement de la révolution qui les porte vers ce parti qui, à l'encontre de leurs aspirations les plus profondes, avec le langage du bolchevisme, se fait le ministère bourgeois des masses, les combat et va les faire refluer, frayant la voie à la plus noire réaction.

Là où les dirigeants SFIO eurent par eux-mêmes été incapables d'affronter les masses, la tâche en est revenue aux dirigeants du PCF qui ne sont pas formellement ministres du gouvernement bourgeois du Front populaire, mais tiennent, comme ils le disent, le « ministère des masses » dans ce gouvernement qui est le dernier rempart de la défense de l'ordre bourgeois, et à l'abri duquel la bourgeoisie fourbirait ses armes pour défaire la classe ouvrière.

C'est de cette époque que sont nés les bastions ouvriers du parti stalinien. De 776 cellules d'entreprise en octobre 1935, le PCF passe à 2 898 en octobre 1936 pour atteindre 4 041 en octobre 1937. C'est à cette époque que se constitue dans la banlieue parisienne ce que les historiens ont nommé la ceinture rouge. Là sont les forteresses de l'implantation militante comme du vote PCF. La chose mérite d'être signalée puisque dans ces bastions, lors des élections législatives de mars 1978, une fraction importante des militants et électeurs du PCF, rejetant la politique de division à tout crin de l'appareil du PCF, votera PS.

Porté au pouvoir par les masses qui aspiraient à en finir avec l'ordre bourgeois, Léon Blum, tenant ses promesses vis-à-vis de la bourgeoisie, constituera contre les masses, sous l'égide des staliniens, le gouvernement bourgeois de Front populaire qui aura pour mission de défaire les masses, frayant la voie au bonaparte sénile, le maréchal Pétain, qu'investira la Chambre de Front populaire.

Le 10 juillet 1940, 90 parlementaires SFIO votent la délégation des pouvoirs au maréchal Pétain. En tête de ce ralliement, le secrétaire général Paul Faure. La Troisième République bourgeoise et la SFIO s'immolaient sur l'autel de Vichy.

Léon Trotsky : *Où va la France ?*

Edité par la Selio

Prix : 15 F.

de Yalta à la guerre froide

Le maintien, le développement de la social-démocratie entre les deux guerres mondiales tient, comme nous avons tenté de le montrer à travers la reconstruction de la SFIO, d'abord à l'incapacité des organisations de la Troisième Internationale à appliquer une stratégie de construction du parti révolutionnaire à travers l'intervention pour la mobilisation du prolétariat en vue de la prise du pouvoir, puis au passage de l'Internationale communiste du côté du maintien de l'ordre bourgeois et à sa transformation en instrument de la bureaucratie du Kremlin.

Détruisant le Parti bolchevique, expulsant le prolétariat du pouvoir politique, la bureaucratie du Kremlin s'est en quelque sorte, comme le dit Trotsky, approprié l'Etat. Le processus de dégénérescence de l'Etat ouvrier qui a abouti à l'usurpation du pouvoir par la caste bureaucratique stalinienne s'est accompagné de la domestication de l'Internationale communiste et de la transformation de ses sections en instruments de sa politique contre-révolutionnaire. Cette transformation de l'Internationale communiste en un appareil international contre-révolutionnaire s'est qualitativement réalisée dans le rôle qu'elle a tenu dans la défaite du prolétariat allemand en 1933. Dès le 12 mars 1933, Trotsky écrivait au secrétariat international de l'Opposition de gauche pour expliquer à ses camarades qu'il était nécessaire en Allemagne de construire un nouveau parti. Le 14 mars, dans un article intitulé « La tragédie du prolétariat allemand », il écrit :

« Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais. »

En quelques mois l'Internationale communiste fait la preuve qu'elle aussi est passée « définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois », qu'à l'instar de la social-démocratie dix-neuf ans plus tôt, elle a eu sa « nuit du 4 août ».

Durant toute cette période, la politique du stalinisme viendra alimenter la survie de la social-démocratie. La traîtresse politique de front populaire conforte en France comme en Espagne la social-démocratie. Non seulement les ouvriers ne rompent pas seulement avec le parti qui les a éveillés à la vie politique, mais cela était conforté par l'attitude des staliniens, par la politique de front populaire.

« D'autant plus, explique Trotsky dans *Classe, parti et direction que nous avons déjà cité*, que le système de protection mutuelle existant à l'intérieur du Front populaire les trompait ; puisque tout le monde était d'accord, c'est que tout devait être bien. »

LES PROCESSUS DE RECONSTRUCTION DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE

Dans un article paru dans « La Vérité » le 11 août 1933, Trotsky examine la place des mots d'ordre démocratiques dans le combat que sera amené à entreprendre le prolétariat allemand contre le fascisme. Dans une résolution de l'exécutif de l'Internationale communiste, les staliniens affirmaient :

« L'établissement d'une dictature fasciste accélère le rythme du développement d'une révolution prolétarienne en Allemagne en détruisant toutes les illusions démocratiques des masses et en les libérant de la social-démocratie. »

Contrairement à eux, Trotsky explique :

« Le régime fasciste conserve les préjugés démocratiques, les ressuscite de nouveau... »

Dans le cours du réveil révolutionnaire des masses, les mots d'ordre démocratiques constitueront inévita-

blement le premier chapitre... A cette perspective générale se trouve intimement liée la question de la social-démocratie. Réapparaîtra-t-elle à cette étape ? L'ancienne organisation est perdue à jamais. Mais cela ne signifie nullement que la social-démocratie ne puisse pas ressusciter sous un nouveau masque historique. Les partis opportunistes qui tombent et s'écroulent si facilement sous les coups de la réaction ressuscitent aussi facilement à la première renaissance politique. Nous l'avons vu en Russie par l'exemple des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Non seulement la social-démocratie allemande peut naître, mais elle peut même gagner une grande influence si le parti révolutionnaire prolétarien, au lieu d'une attitude dialectique vis-à-vis des mots d'ordre démocratiques, leur opposait une « négation » doctrinaire. Le présidium de l'Internationale communiste, dans ce domaine comme dans bien d'autres, demeure un assistant bénévole du réformisme. »

L'analyse politique de Trotsky s'est pleinement vérifiée. Non seulement, en Allemagne, au sortir de la guerre impérialiste, les staliniens ne sont restés que des officines bureaucratiques, mais la politique du stalinisme contre-révolutionnaire a abouti à la reconstruction de la social-démocratie comme le seul parti ouvrier de toute l'Allemagne.

Le rejet par les travailleurs allemands du stalinisme qui les avait amenés à la catastrophe ne tient pas seulement dans l'assimilation du rôle qu'a joué le stalinisme dans la prise du pouvoir par Hitler, il tient dans le fait que la politique contre-révolutionnaire du stalinisme heurté de plein fouet le prolétariat allemand et les revendications démocratiques qu'il fait siennes. L'ordre contre-révolutionnaire établi à la fin de la Seconde Guerre mondiale à Yalta et Potsdam entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, contre le prolétariat mondial et singulièrement le prolétariat allemand, est matérialisé dans la coupure en deux de l'Allemagne. Si, comme le dit Trotsky, au cœur de la lutte révolutionnaire du prolétariat, se trouve la lutte pour la défense des libertés démocratiques, au centre de cette lutte

est le combat pour l'unité inconditionnelle de l'Allemagne. Comme agent du maintien de la division de l'Allemagne, la bureaucratie du Kremlin et le stalinisme assurent les conditions de la reconstruction de la social-démocratie allemande comme le parti ouvrier d'Allemagne.

La renaissance de la social-démocratie allemande après la guerre est une illustration de la façon dont le stalinisme redonne vie et force à la social-démocratie. Si, dès 1946, l'alignement de la social-démocratie sur l'impérialisme se traduit au sein même du Parti socialiste par l'affirmation que l'opposition fondamentale n'est plus tant entre socialisme et capitalisme qu'entre « démocratie » et « dictature », c'est-à-dire entre l'impérialisme et le stalinisme, c'est cependant comme parti se réclamant de la classe ouvrière, comme parti fondé sur le matérialisme historique et la lutte des classes que se reconstitue la social-démocratie allemande au sortir de la guerre sous la direction de Kurt Schumacher. En 1947, un an après le premier congrès de reconstitution du SPD, il a 875 000 adhérents. Au cœur du programme et de la propagande de la social-démocratie allemande : la réunification sur la base des frontières de 1937, préalable selon Schumacher à la définition de toute politique « étrangère ».

LA POLITIQUE DE STALINE EN EUROPE

Si cette renaissance de la social-démocratie allemande illustre parfaitement le rôle du stalinisme dans cette affaire, il faut comprendre la complexité du processus.

Au cours des années 1941-1945, l'héroïsme du prolétariat et des masses d'Union soviétique donne un prestige énorme à l'appareil stalinien dans tous les pays occupés par l'impérialisme allemand. Assimilant la bureaucratie stalinienne et ses agences dans les pays capitalistes à la révolution d'Octobre et à ce qu'elle a apporté aux masses, c'est par millions et millions que les travailleurs se tournent vers les partis staliniens, croyant adhérer aux organisations continuatrices d'Octobre.

Alors qu'en dehors du parti stalinien d'URSS, il n'y avait en 1939 qu'un million d'adhérents aux divers PC, ce sont en 1945 14 millions de membres que déclarent les agences politiques de la bureaucratie de Moscou : 775 000 au PCF, 1 700 000 au PCI.

La vague révolutionnaire issue de la guerre pousse des millions de travailleurs à adhérer aux partis qu'ils assimilent à Octobre, à leur propre mouvement pour en finir avec la société bourgeoise.

Mais, très rapidement, le stalinisme va faire renaître la social-démocratie. En Allemagne, ce sera directement à travers la partition résultant des accords contre-révolutionnaires de Yalta et Potsdam, la politique de pillage, le matraquage du prolétariat allemand ; dans les autres pays de l'Est de l'Europe, par la politique des « fronts nationaux », « fronts d'indépendance », « fronts patriotiques » visant à maintenir un glacis d'États bourgeois « neutres » autour de l'URSS, à créer une zone tampon. Le gouvernement bourgeois issu de l'accord de programme commun entre les quatre partis tchèques (le Parti populiste, le Parti social-national de Bénéš qui avait assuré en exil la continuité de l'État bourgeois tchèque avec l'approbation de Staline, le Parti social-démocrate et le Parti communiste tchèque) et les deux partis slovaques (Parti démocrate et Parti communiste slovaque) était présidé par le social-démocrate Fierlinger. En 1946 se reconstituait, dans le cadre de son adhésion au Front national, un parti social-démocrate slovaque.

Après avoir tenté, dans le cadre des accords de Yalta et de Potsdam, de remettre debout la façade bourgeoise et les rapports sociaux et politiques bourgeois dans les pays de l'Europe de l'Est — ce qui sera déterminant dans la renaissance des partis sociaux-démocrates dans ces pays —, la bureaucratie du Kremlin va aligner leurs rapports de production sur ceux de l'URSS, leur imposant des déformations encore plus brutales, pillant ces pays, instaurant une oppression nationale à la mesure même de son caractère réactionnaire. Là, comme pour l'Allemagne, seront les sources ultérieures de la renaissance possible des partis sociaux-démocrates. Pour

l'heure, la bureaucratie stalinienne liquide purement et simplement ces partis par une méthode simple : la « fusion » avec les organisations de la bureaucratie stalinienne, fusion soit avec les partis existant, soit avec des comparses baptisés pour l'heure social-démocrates, et qui instaure de fait la liquidation des autres partis. En Allemagne de l'Est, l'unification, la liquidation du parti social-démocrate est réalisée en avril 1946, en Hongrie la « fusion » est opérée en 1948.

Si la politique de la bureaucratie stalinienne a été un facteur déterminant dans la reconstruction des partis social-démocrates à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, directement pour l'Allemagne à travers la politique de partition et de pillage, ou pour ce qui est par exemple de la France à travers la politique d'union nationale, de participation au gouvernement de Gaulle, puis au gouvernement tripartite avec le parti clérical MRP réalisant l'unité des appareils et de la bourgeoisie contre les masses, la guerre froide va amener une sérieuse modification de ces rapports. Elle oblige la social-démocratie à s'engager à fond du côté de l'impérialisme contre les masses, les staliens procédant dans les pays capitalistes à une politique de pression, de mobilisation contrôlée des masses afin d'obtenir de leur impérialisme qu'il desserre l'étau mis autour de la bureaucratie du Kremlin. Cette politique aventuriste de bousille n'a nullement pour fonction de combattre pour liquider l'État bourgeois : les grèves de 1947, en France, en témoignent.

AUX ORIGINES DE LA DECOMPOSITION DE LA SFIO

Depuis la fin de la guerre, la SFIO s'était reconstruite. En 1946, elle compte 280 000 adhérents. Guy Mollet en devient secrétaire, dans la tradition guesdiste, contre Daniel Mayer et Léon Blum. En effet, si G. Mollet — dans la bataille contre D. Mayer que défend L. Blum contre la perspective de créer un parti « travailliste » incluant jusqu'à la formation bourgeoise de l'UDSR — est loin de condamner la participation des socialistes

à un gouvernement bourgeois, il tient cependant un langage « lutte de classes », se référant au marxisme pour affirmer :

« Il faut condamner toutes les tendances révisionnistes, notamment celles qui, se fondant sur une conception erronée de l'humaniste, ont pu laisser croire que le parti oubliait cette réalité fondamentale qu'est la lutte des classes. C'est cet affaiblissement de la pensée marxiste dans le parti qui l'a conduit à négliger les tâches essentielles d'organisation, de propagande, de pénétration dans les masses populaires, pour se cantonner dans l'action parlementaire et ministérielle. »

Il faut, poursuit le texte :

« combattre toutes les formes d'exploitation impérialiste, aider les peuples d'outre-mer dans leur lutte émancipatrice et les guider dans la voie de la révolution sociale ».

Les groupes socialistes d'entreprise se sont développés. En 1946-1947, ils ont gagné quelque 11 000 membres. Ils comptent 15 000 adhérents dans la Seine, 6 000 dans le Nord, plusieurs milliers dans le Rhône, la Haute-Garonne, la Gironde, la Loire inférieure, le Puy-de-Dôme, les Bouches-du-Rhône. La fraction SNCF, qui s'est dotée d'une organisation nationale, regroupe 7 500 adhérents.

Après le départ des ministres PCF du gouvernement tripartite, suite à la grève Renault de 1947, la prise en charge de la défense de l'ordre bourgeois par la SFIO, qui sera responsable du gouvernement jusqu'en novembre 1947, puis ultérieurement sa participation aux gouvernements de « troisième force » comme flanc gauche de gouvernements MRP, aboutiront à une crise profonde de la SFIO dont les militants se détourneront en masse.

Au sortir de la guerre, les Jeunesses socialistes avaient connu un développement relativement important en dépit du désintérêt manifesté par les fédérations, municipalités et sections pour les groupes de jeunes. En 1946, les Jeunesses socialistes comptent quelque 30 000 adhérents. Elles éditent un mensuel chez les étudiants, « Luttes », et un hebdomadaire,

« Jeunesse », auquel succédera « Le Drapeau rouge ».

Celui-ci mène campagne contre la politique de Ramadier, tant en ce qui concerne la politique économique tournée contre la classe ouvrière que la politique colonialiste que mène le gouvernement en Indochine. Leur congrès a adopté une résolution sur la question indochinoise qui va à l'encontre de celle de la SFIO. La direction des Jeunesses socialistes est accusée d'indiscipline, de noyautage trotskyste, et le comité directeur vote à l'unanimité, moins les voix de Yves Dechézelles, Rous et Charpy, la dissolution du bureau national des Jeunesses socialistes, auquel on reproche d'avoir participé au déclenchement de la grève Renault comme d'avoir manifesté aux cris de « Ramadier démission ».

Parti ouvrier bourgeois parlementaire, la SFIO s'accommode fort bien d'un fonctionnement qui voit ses ministres violer tous les jours ses décisions de congrès.

Mieux, dans certaines limites, l'opposition entre les parlementaires qui se comportent en gérants loyaux du capitalisme à l'instar des radicaux d'hier, et le comité directeur qui fait des déclarations verbales à gauche, « marxistes », donne à la SFIO une certaine souplesse. Les décisions de congrès sont suffisamment floues, couvrant souvent d'un langage dans la tradition guesdiste une orientation parfaitement bourgeoise, pour permettre ce jeu de balance constant entre ministres et parlementaires d'une part, comité directeur composé essentiellement de non-parlementaires de l'autre. De fait, ce sont les ministres qui font la politique de la SFIO. Dans la bonne tradition parlementaire, ils violent la discipline du parti au nom, qui de son mandat de député, qui de sa fonction de ministre, etc.

Par contre, que les Jeunesses manifestent pour exiger la démission de Ramadier, là, ce n'est plus du tout admissible. La dissolution du bureau des Jeunesses, qui s'est solidarisé avec Dunoyer accusé de fractionnisme trotskyste, va avoir des conséquences importantes. En 1948, au congrès des Jeunesses socialistes, elles ne font plus état que de 15 000 cartes distribuées.

Y. Dechézelles démissionne de ses responsabilités le 12 juin 1947, manifestant son désaccord avec la politique de participation au gouvernement d'union nationale, la politique indochinoise de Marius Moutet, la répression à Madagascar et au Maroc, la dissolution du bureau des Jeunesses socialistes.

Après la répression des grèves de 1947-1948, les groupes d'entreprises de la SFIO, qui regroupaient la veille 40 000 travailleurs, fondent, regroupant moins de 10 000 membres au 1^{er} mai 1948.

Ce recul est général et ne porte pas seulement sur les groupes d'entreprises. Si en 1946 on peut estimer à 280 000 le nombre réel d'adhérents à la SFIO, il n'y en a plus que 175 000 en 1948 et il y a encore une nouvelle chute de 50 000 en 1949. Le congrès de 1948 entérine la politique de la troisième force, et Guy Mollet rassemble les quatre cinquièmes des mandats sur une orientation qui réaffirme la nécessité du regroupement républicain contre le gaullisme et le communisme, la lutte pour l'Europe, etc. Cette prise en charge contre-révolutionnaire de la politique de l'impérialisme, qu'il s'agisse de la politique coloniale ou de la politique atlantiste, accentuera la décomposition de la SFIO comme parti. En 1950, il n'y a plus que 135 000 feuillets de cotisations distribués, c'est dire qu'il y a à peine 100 000 personnes organisées dans la SFIO. Il y a un recul dans la plupart des fédérations, et s'il lui reste une fraction ouvrière importante dans le Nord et la région de Limoges, ainsi

qu'à Toulouse, Marseille, Montluçon et Clermont-Ferrand, la composition de la SFIO depuis 1946 s'est modifiée, regroupant plus de petits et moyens fonctionnaires, d'agriculteurs dans le Midi.

Cette érosion de la SFIO trouve son correspondant en Italie où l'alignement, l'engagement à fond du côté de l'impérialisme amène à une crise du Parti socialiste, reconstitué le 23 août 1943 comme Parti socialiste d'unité prolétarienne (PSIUP). En janvier 1947, au 25^e Congrès du Parti socialiste, Saragat scissionne, affirmant son attachement à la démocratie bourgeoise, le refus de l'unité avec le PCI. Sur ce même problème, un an après, lorsque le 26^e Congrès du PSI aura affirmé sa volonté de présenter des listes communes avec le PCI pour les élections législatives d'avril 1948, l'aile droite du PSI regroupée autour de Lombardo scissionne à son tour. Ultérieurement, ces groupes fusionneront pour créer le PSDI (Parti socialiste démocratique italien) en janvier 1952, dont l'axe sera l'abandon du marxisme, l'atlantisme qui constitue pour Saragat, un « choix de civilisation ». Le PSI de Nenni, quant à lui, maintient une orientation de type front populaire d'alliance avec le PCI, condamnant la doctrine de Truman, le plan Marshall, le pacte Atlantique.

Ces exigences de la guerre froide qui ont amené à cette scission de la social-démocratie italienne aboutissent à un effondrement du PSI qui, de 822 000 membres en 1947, tombe à 430 000 en 1949.

1953-1963 : impérialisme et bureaucratie contre les masses. L'appareil bourgeois de la social-démocratie se renforce

Si l'appareil international du Kremlin a pu procéder pendant un temps à une politique de pression sur l'impérialisme, cette politique s'épuise, à la mesure de la crise du capitalisme, du

renforcement politique de la classe ouvrière. Entre 1947 et 1953, Staline a épuisé toutes les ressources par lesquelles il tentait de revenir au statu quo des années d'avant-guerre.

En 1953, un tournant majeur est opéré dans la lutte des classes mondiale. Pour la bureaucratie du Kremlin, la menace de la révolution prolétarienne ne prend plus seulement le visage de la révolution dans les pays capitalistes, elle a celui de la révolution politique dont le premier acte a été joué par le prolétariat de Berlin-Est. 1953 marque un tournant capital. L'appareil stalinien est contraint de révéler pleinement sa nature contre-révolutionnaire d'agent du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale. L'écrasement des travailleurs de Berlin-Est par les chars « soviétiques », telle est la réalité de cette bureaucratie que d'aucuns, à la suite de Pablo, chargeaient à travers la guerre froide, voire la guerre elle-même, de réaliser le socialisme malgré elle.

A travers 1953, l'émergence de la révolution politique conjointement à la révolution sociale, à l'effondrement de pans entiers du système capitaliste, c'est le contenu de ce qu'annonçait pour le prolétariat mondial la défaite de l'impérialisme allemand à Stalingrad en 1943 qui s'affirme. Désormais aucun doute n'est possible : révolution sociale et révolution politique sont parties indissociables de la poursuite de la révolution prolétarienne mondiale. Contre elle, c'est comme verrou principal de la contre-révolution que se dressent la bureaucratie du Kremlin et ses agences.

LE STALINISME DEVANT LA REVOLUTION POLITIQUE

La révolution russe avait ouvert l'ère de la révolution prolétarienne. Sa victoire en Russie, la destruction de l'Etat bourgeois, la constitution du premier Etat ouvrier, l'établissement de la dictature du prolétariat, le pouvoir des soviets ouvriers et paysans, l'expropriation du capital, c'était pour le prolétariat mondial des conquêtes qui ont été et demeurent un formidable point d'appui, un facteur constituant de sa lutte internationale contre la bourgeoisie.

La dégénérescence de l'Etat ouvrier a abouti à l'usurpation du pouvoir

politique par la bureaucratie stalinienne, caste contre-révolutionnaire qui est la courroie de transmission de l'impérialisme au sein de l'Etat ouvrier. L'expulsion politique du prolétariat du pouvoir, la destruction du Parti bolchevique par la bureaucratie stalinienne qui s'est approprié l'Etat s'est menée de pair avec la domestication de l'Internationale communiste, sa transformation en instrument de sa politique contre-révolutionnaire.

De 1923 aux procès de Moscou, la bureaucratie du Kremlin a mené une lutte sanglante contre la classe ouvrière, aboutissant à la dégénérescence de l'Etat ouvrier. Les conquêtes d'Octobre n'ont cependant pu être détruites par la bureaucratie stalinienne, qui est l'expression en URSS de la réaction bourgeoise mondiale. Si la bureaucratie du Kremlin plonge ses racines dans les rapports sociaux nés de la révolution d'Octobre qu'elle a trahie, sa nature est tout à fait déterminée : elle est l'expression de la réaction bourgeoise.

L'appareil international, que la caste bureaucratique du Kremlin a construit et qui en est une composante, mène pour la défense des intérêts de cette caste une politique foncièrement contre-révolutionnaire, tant à l'échelle internationale que dans chaque pays. Ce qui définit les partis staliens, c'est le lien organique de subordination qu'ils ont avec la caste contre-révolutionnaire qui a usurpé le pouvoir en URSS. Les rapports qu'ils entretiennent avec la classe ouvrière de chacun des pays sont une projection des rapports qu'entretient la bureaucratie du Kremlin avec la révolution d'Octobre, c'est-à-dire qu'ils trahissent en usurpant la position des continuateurs de la révolution d'Octobre dans leur pays.

Née de la contre-révolution bourgeoise mondiale, expression au sein de l'Etat ouvrier de la réaction impérialiste, la caste bureaucratique, qui ne tire ses privilèges bourgeois que de l'usurpation du pouvoir politique dans le cadre de rapports sociaux antinomiques à sa nature bourgeoise, révèle son caractère contre-révolutionnaire, à la mesure même de la marche du prolétariat à la révolution.

Le stalinisme s'est constitué comme agent et produit de la contre-révolution, à travers les plus grandes défaites du prolétariat. En 1943, appuyé sur les conquêtes d'Octobre, le prolétariat amorce une nouvelle montée à l'échelle mondiale : c'est le début d'une vague révolutionnaire sans précédent, à l'origine d'une nouvelle période de la révolution prolétarienne. Si l'ordre bourgeois a été maintenu en Europe, ce n'est que par la conjonction de la puissance de l'impérialisme américain combinée au contrôle politique que les partis staliniens ont exercé sur les masses. La vague révolutionnaire issue de la seconde guerre impérialiste a été endiguée par la bureaucratie stalinienne et ses agences, aidées par les organisations social-démocrates.

Mais ce qui avait abouti contradictoirement au renforcement sans précédent de la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin et des ses agences, la vague révolutionnaire, sapait en profondeur les bases de la domination politique de la bureaucratie du Kremlin. Si Yalta et Potsdam ont matérialisé l'endiguement de la révolution, la décomposition de secteurs entiers de l'impérialisme se poursuivait, préparant des fractures qui se révéleront pleinement ultérieurement. La nouvelle période de la révolution qui trouve son origine en 1943 sape les bases du statu quo que tentait désespérément de maintenir la bureaucratie du Kremlin.

Le XIX^e Congrès du PCUS exprimait l'impasse de la bureaucratie du Kremlin en URSS et dans les pays de l'Est, comme il exprimait l'impasse de sa politique internationale. Le contenu de la nouvelle période allait s'exprimer dans l'irruption du prolétariat de Berlin-Est sur la scène politique, écrivant le premier acte de la révolution politique, contre le pouvoir usurpateur de la bureaucratie stalinienne.

Dès lors, dans cette nouvelle situation internationale qui se noue, cette nouvelle période de la révolution prolétarienne liant en un tout indissociable révolution politique et révolution sociale, dans un même mouvement différencié, les traits fondamentaux de la bureaucratie stalinienne tels que Trotsky les avait dégagés vont s'expri-

mer pleinement. La nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie comme agence de l'impérialisme va se manifester pleinement dans la deuxième Sainte-Alliance contre-révolutionnaire qu'elle nouera contre la révolution, sous la houlette de l'impérialisme américain et pour la défense de ses intérêts.

Si la guerre froide avait permis aux staliniens de jouer un temps une politique de pression sur l'impérialisme, plaçant la social-démocratie en première ligne dans l'engagement au côté de l'impérialisme, le tournant majeur opéré en 1953 par l'émergence de la révolution politique aura dans les dix ans qui vont suivre, du fait de la politique de la bureaucratie stalinienne, d'importantes conséquences pour la classe ouvrière comme pour l'évolution de la social-démocratie.

VENISE, GODESBERG, SCARBOROUGH : VERS LA LIQUIDATION ?

L'écrasement du prolétariat de Berlin-Est en 1953 par les chars de la bureaucratie stalinienne, l'écrasement de la révolution hongroise des conseils ouvriers en 1956, comme la venue de De Gaulle au pouvoir seront des coups sévères contre la classe ouvrière mondiale qui auront leurs répercussions au sein des organisations social-démocrates.

En Italie, à partir de 1953, le PSI de Nenni amorce un tournant qui se manifesterait au XXXI^e Congrès de Turin en 1955, et plus encore après l'écrasement de la révolution hongroise. Le PSI change sa tactique d'alliance, se tourne vers la Démocratie chrétienne. Le Congrès de Venise de 1957 affirme, en même temps que l'unité d'action avec le PCI est rompue, la perspective d'une réunification avec le PSDI de Saragat et l'acceptation du cadre du parlementarisme bourgeois comme seul cadre de « l'action socialiste ». Le pacte Atlantique n'est plus dénoncé. Le PSI se tourne résolument vers la collaboration active avec la Démocratie chrétienne. Cette politique aboutira à la fusion en 1966 avec le PSDI de Saragat, créant le Parti socialiste unifié.

En Allemagne, l'écrasement du prolétariat de Berlin-Est, puis celui de la révolution hongroise vont trouver leurs répercussions au sein de la social-démocratie allemande au Congrès de Godesberg, en 1959, qui rompra officiellement avec le marxisme. Le parti social-démocrate affirme alors sa loyauté à l'égard de la « loi fondamentale de la République fédérale », se prononce pour la protection de la « propriété privée des moyens de production ». Le nouvel ordre pour lequel il se prononce ouvertement est celui du maintien du capitalisme, paré aux couleurs de la cogestion des entreprises par les travailleurs. Le SPD affirme par la bouche de Willy Eichler :

« Nous ne combattons pas l'Etat, nous combattons pour l'Etat, pour l'Etat de cette République fédérale que nous voulons gouverner et que nous gouvernerons. »

En même temps, le SPD s'engage, à l'inverse de la politique « neutraliste » de Schumacher, dans le soutien à l'OTAN et à l'alliance Atlantique. Le rapprochement avec la CDU est dès lors possible.

Ce sont des tendances politiques du même ordre que les coups portés par la bureaucratie de Moscou au prolétariat entraînent au sein de la social-démocratie britannique. Si Hugues Gaitskell, au Congrès de Scarborough, en 1960, ne put parvenir à faire supprimer le point IV des statuts du Labour « sur la collectivisation des moyens de production, de distribution et d'échange », la ligne générale qui prévaut est du même ordre que ce que le SPD a élaboré à Godesberg. C'est ainsi que le comité exécutif du Labour affirme en 1960 :

« L'entreprise publique et l'entreprise privée ont l'une et l'autre leur place dans l'économie. »

Le caractère de verrou principal de la contre-révolution de l'appareil stalinien, non seulement ne change rien à ce qu'est la social-démocratie — un parti ouvrier bourgeois contre-révolutionnaire —, mais il entretient son existence et la vivifie.

Si la politique du stalinisme a permis le renforcement de l'appareil

bourgeois au sein des partis social-démocrates durant les années 1953-1963, le caractère de partis ouvriers de ces organisations s'est cependant maintenu au-delà des affirmations programmatiques de rupture avec le mouvement ouvrier, ses traditions, etc. Si le Congrès de Godesberg affirmait — ceci n'est pas sans importance — la volonté des lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise de transformer le SPD de parti ouvrier en « parti du peuple tout entier », au-delà même de la volonté des dirigeants, la social-démocratie allemande est demeurée ce qu'elle était : un parti ouvrier bourgeois parlementaire qui ne peut exister que dans les liens directs qu'il établit avec la classe ouvrière. Passant au crible la monstrueuse théorie stalinienne du social-fascisme dans un article consacré à la critique de la résolution adoptée par le 13^e plénum de l'Internationale communiste après la prise du pouvoir par Hitler, Trotsky écrivait :

« La résolution nous apprend que la différence entre la social-démocratie et le fascisme concerne seulement « les formes et les méthodes de la fascisation ». Seulement ! Contrairement aux fascistes, les « social-fascistes » défendent le maintien des formes parlementaires tout en menant à bien la fascisation de la dictature bourgeoise. Mais en raison de ces « formes et méthodes », le fascisme mène une lutte à mort contre la social-démocratie, assasinant ses dirigeants, saisissant ses immeubles et ses fonds, envoyant les ouvriers en camps de concentration. Nous savons que la social-démocratie est un parti qui s'adapte à n'importe quelle force politique, qui rampe à genoux devant les représentants couronnés des classes dominantes, comment se fait-il, pourrions-nous demander, que ce parti profondément opportuniste, qui œuvre à la fascisation, soit victime du national-socialisme au lieu de s'adapter à lui ? Est-ce seulement du fait de « formes et méthodes » sans principes ? Les perspicaces dirigeants du Komintern ont remarqué les « formes parlementaires », mais ont oublié les *organisations politiques et économiques du prolétariat*. Ils n'ont pas un seul mot

pour rappeler que la social-démocratie ne peut ni vivre, ni respirer — c'est-à-dire ne peut ni utiliser la démocratie, ni trahir les ouvriers — sans prendre appui sur les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. »

Ce lien direct avec le mouvement ouvrier indépendant, ses organisations (syndicats, mutuelles, clubs) est une nécessité pour que, comme parti ouvrier bourgeois parlementaire, il puisse trahir la classe ouvrière au profit de l'impérialisme.

la social-démocratie dans la nouvelle période de la révolution

Les partis social-démocrates, les partis socialistes qui occupent aujourd'hui la place qu'occupait hier la social-démocratie, bien qu'ils ne soient pas identiques à ces partis qui existaient avant la Seconde Guerre mondiale, où même avec ceux qui s'étaient reconstruits au sortir de la guerre ne sauraient exister qu'appuyés sur un développement organique indépendant des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Ce problème connu n'est cependant réglé que dans la lutte des classes elle-même. C'est la lutte des classes vivante qui tranche de son existence ou de sa disparition.

crate » dans lequel, aux côtés des restes du MRP catholique, des radicaux et des « clubs » bourgeois, la SFIO serait entrée.

La candidature Defferre — « Monsieur X » — lancée par les clubs bourgeois d'inspiration chrétienne personnaliste, par Jean-Jacques Servan-Schreiber et les « modernistes » du PSU, devait être une étape dans la constitution de ce parti bourgeois démocrate censé représenter les « forces neuves » de la nation. Monsieur X, candidat « au-dessus des partis », devait être le point de départ de ce rassemblement politique bourgeois qui aurait absorbé la vieille SFIO.

UNE OPA RATEE...

Ceci s'est vérifié négativement dans la quasi-disparition politique de la SFIO, après que Guy Mollet ait servi de marchepied à la venue au pouvoir de De Gaulle et à la mise en place de la V^e République. Le caractère bâtard de la V^e République, qui n'a pu mettre en place le projet corporatiste de De Gaulle, a permis cependant à ce parti de se survivre. La première OPA tentée en 1964 par la bourgeoisie contre ce qui restait de la vieille social-démocratie de Guy Mollet a échoué essentiellement de par les liens qu'entretenait la SFIO avec le SNI, que de Gaulle n'était pas parvenu à intégrer à l'Etat, pas plus que la CGT ou la CGT-FO. Cette tentative menée à l'occasion de la préparation des élections présidentielles de 1965 avait pour but la liquidation de la SFIO par la création d'un vaste parti « démo-

L'opération, en dehors des clubs chrétiens et du PSU qui trouvait en Rocard un de ses ardents défenseurs, avait ses relais dans la SFIO elle-même, non seulement avec Defferre, mais avec ceux qui avaient été de tout temps les plus opposés à la tradition guesdiste de la SFIO. A l'extérieur de la SFIO, elle avait pour force principale, la centrale de la hiérarchie catholique, la CFTC, avec Detraz et Jeanson et le CNJA que dirigeait Debattise. Réussir l'opération nécessitait que les organisations syndicales marchent.

Elle échoua. Et là, dans cette OPA ratée, on peut mesurer ce que signifie les liens organiques établis par la social-démocratie avec les organisations indépendantes de la classe ouvrière. Au cœur du projet d'alliance avec les restes du MRP et la CFTC, était la question de la liquidation de la laïcité. Desvallois, secrétaire général du SNI, refusa de participer à l'opération Defferre et la candidature capota.

Sans le SNI, il était impossible à la CFTC de jouer.

Au Congrès de Clichy de juin 1965, Defferre, qui avait été obligé de faire monter les enchères en proposant une « grande fédération démocrate », fusion de la SFIO avec la bourgeoisie radicale et démocrate-chrétienne, fut battu. C'était au sein de la SFIO déliquescence le reflet des nouveaux rapports politiques que la classe ouvrière tissait, et dont la première grande manifestation avait été le « Non » des mineurs à de Gaulle, la grève générale des mineurs. Cette place, la social-démocratie ne la retrouve qu'en raison, en dernière analyse, du stalinisme.

DE NOUVEAU SUR LA NATURE DES PARTIS STALINIENS

Les partis staliniens sont des partis ouvriers bourgeois bien particuliers. Les relations qu'entretiennent les staliniens avec la classe ouvrière sont d'un autre ordre que celles qu'entretiennent les partis social-démocrates. Si le passage définitif de l'Internationale communiste et de ses partis du côté du maintien de l'ordre bourgeois les a amenés à reprendre à leur compte, en fonction des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, les attributs politiques de la social-démocratie traditionnelle — parlementarisme, participation ministérielle, union nationale, etc. —, ils ne se sont en rien transformés en auxiliaires de la social-démocratie.

Ce qui définit les partis staliniens, c'est le lien organique de dépendance qu'ils ont avec la bureaucratie du Kremlin. C'est à travers la dépendance vis-à-vis de la bureaucratie du Kremlin qu'ils sont soumis à l'impérialisme et se trouvent sur le terrain politique qui est celui des partis réformistes : celui de la défense de l'ordre bourgeois. Dans cette défense de l'ordre bourgeois au compte des intérêts de la bureaucratie du Kremlin, les organisations staliniennes, parties de la caste bureaucratique, sont amenées à nouer des liens avec leur propre impérialisme, liens qui ne conduisent pas à leur transformation en partis social-démocrates, mais qui alimentent la

crise de l'appareil stalinien international dont ils sont une composante. Trotsky avait analysé le problème, montrant que le renforcement des liens des partis staliniens avec leur propre impérialisme menait inéluctablement à l'explosion de l'appareil international du Kremlin.

Bien que nouant des liens avec l'impérialisme de leur propre pays, les partis staliniens ne sont pas déterminés de la même façon par ce qui est un élément de la base sociale dont l'appareil se nourrit et par le lien qu'ils ont avec la bureaucratie du Kremlin. La corruption, les prébendes qu'ils tirent de la collaboration avec leur propre impérialisme, dans les municipalités, les comités d'entreprise, etc., procèdent du lien qu'ils ont avec la bureaucratie du Kremlin et de la politique internationale de celle-ci. C'est en usurpant la position de continuateurs de la révolution d'Octobre qu'ils trahissent. Et même lorsque — pour la défense de l'ordre bourgeois au compte des intérêts de la bureaucratie usurpatrice des conquêtes d'Octobre — ces partis remettent en cause et dénoncent la révolution d'Octobre, ils ne le font que comme expression et partie constituante de la bureaucratie elle-même, de ses courants les plus ouvertement restaurationnistes, conduisant à l'explosion de la bureaucratie.

S'il n'y a pas de social-démocratisation des divers PC, la crise du stalinisme, son cours ouvertement contre-révolutionnaire nourrit par contre la renaissance de la social-démocratie dans tous les pays. Non point d'une manière rectiligne, car les éléments politiques qui sont au cœur de la crise du stalinisme, la nouvelle période de la révolution, amènent les masses à se heurter à l'appareil bourgeois de la social-démocratie qui doit à une étape ou à une autre s'engager à fond contre la révolution.

Même dans les pays de l'Est, il faudra s'attendre à la renaissance d'organisations social-démocrates, en particulier du fait qu'au cœur de la révolution politique se trouvent les revendications démocratiques, et que le combat pour en finir avec l'oppression nationale, pour le droit d'organisation indépendant des travailleurs, pour la

constitution des partis soviétiques, renforcera inéluctablement les illusions démocratiques elles-mêmes, dont les organisations social-démocrates seront le véhicule.

RENAISSANCE ET CRISES DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

La nouvelle période de la révolution prolétarienne, où les problèmes mêmes qu'avait soulevés la révolution d'Octobre se retrouvent posés à une échelle infiniment plus concentrée qu'en 1917, clarifie d'une certaine manière les rapports fondamentaux entre les classes. Elle voit l'engagement à fond des PC contre le mouvement d'émancipation de la classe ouvrière par elle-même, assurant ainsi une renaissance à certains partis social-démocrates. Ainsi, en a-t-il été en France après la grève générale de 1968, au Portugal en 1975, en Espagne après la mort de Franco. En Italie même, la prise en charge de l'union nationale par le PCI, le soutien à la Démocratie chrétienne sont en train d'assurer les conditions d'une renaissance probable de la social-démocratie qui déjà, d'une manière symptomatique, par exemple à l'université, a commencé à se reconstruire.

Les origines historiques des partis social-démocrates, la tradition assurent dans ces circonstances particulières, avec la marche en avant du prolétariat vers la révolution prolétarienne, leur renaissance. Cependant, là où ils renaissent, ils sont profondément dégénérés. De la même manière que c'est comme phénomène politique lié à la marche en avant de la révolution qu'a resurgi la démocratie bourgeoise parlementaire, en quelque sorte comme le prix à payer par la bourgeoisie pour ne pas tout perdre, alors que les bases matérielles de ces régimes se dérobent chaque jour un peu plus, les partis socialistes renaissent sous la forme la plus dégénérée qui soit, occupant pour un temps, à cause de facteurs politiques dont le plus important historiquement est le stalinisme, la place qu'occupait autrefois la social-démocratie tandis que les bases matérielles qui avaient assuré son développement font défaut.

La place particulière que les partis social-démocrates, partis ouvriers bourgeois parlementaires, occupent dans certains pays peut les amener, un temps, à jouer un rôle particulier comme ce fût le cas au Portugal en 1975, ou comme ce l'est aujourd'hui du Parti socialiste en France. La nature de ces partis n'en change pas pour autant. Leur appareil est bourgeois et contre-révolutionnaire ; ils demeurent des partis ouvriers bourgeois, des partis contre-révolutionnaires. Les forces sociales qui poussent par exemple Mitterrand à résister à l'opération Rocard d'intégration à une « nouvelle majorité » avec Giscard ont la même origine bourgeoise que celles qui poussent Rocard dans une opération qui signifierait, comme pour la SFIO hier, la liquidation politique du PS.

Si Mitterrand résiste, ce n'est pas que, d'une quelconque façon, il ne soit plus ce lieutenant ouvrier de la classe bourgeoise qu'a fait de lui son accession à la direction du PS. C'est que la solution que propose Rocard du point de vue du sauvetage de la société bourgeoise n'en est pas une. La V^e République, c'est certain, ne fait que se survivre, portée à bout de bras par le soutien politique des appareils, au premier rang desquels l'appareil stalinien. Le régime est miraculé. Sa mort certaine est inscrite dans tout le mouvement de la lutte des classes. Il n'y aurait aucune stabilisation de la situation à attendre de cette coopération, de cette intégration à la V^e République.

L'exemple du PSOE est là pour l'attester. S'aligner sur les institutions franquistes, non seulement lui fait perdre des plumes, mais ne règle en rien la question des rapports entre les classes, de la marche inéluctable à la révolution prolétarienne. Les forces sociales qui poussent Mitterrand à résister à l'opération Rocard que soutient le PCF sont les mêmes que Rocard lui-même : elles sont des forces bourgeois contre-révolutionnaires. C'est la marche à la liquidation certaine par les masses de la V^e République qui amène Mitterrand, au compte de la défense de l'ordre bourgeois, à préserver aujourd'hui le PS comme organisation ouvrière bourgeoise, pour demain, quand de nouveau l'éclate-

ment même de la révolution prolétarienne nécessitera des barrages contre-révolutionnaires qui ne sauraient être que le front populaire, dernier rempart de la société bourgeoise.

Ménager cette solution, telle est aujourd'hui le but de Mitterrand, et qui donne à la social-démocratie, au PS français, tandis que les stalinien se font le fer de lance de la défense de la V^e République, la possibilité d'un certain développement, d'un regroupement en son sein de militants ouvriers qui cherchent les voies du combat pour le front unique de classe pour en finir avec Giscard, la V^e République et ses institutions bonapartistes.

La nature des organisations social-démocrates ne change pas pour autant. Au feu de la révolution, les appareils bourgeois et contre-révolutionnaires qui les dominent sont obligés, seront obligés de s'engager à fond dans la contre-révolution. Au

Portugal, les social-démocrates, dans le cadre du verrou contre-révolutionnaire exercé par la bureaucratie stalinienne au plan mondial, ont été amenés, après le PCP, à prendre en charge la première ligne de combat contre les masses, ce qui entraîne une crise profonde de la social-démocratie. En Espagne, le ralliement après quelques résistances du PSOE, à la défense des institutions franquistes de Juan Carlos, aboutit à une crise profonde de ce parti, à des éclatements. Déchirements et crises sont à l'ordre du jour de ces partis social-démocrates. Mais cela ne veut pas dire que, par eux-mêmes, ils disparaîtront. Ils peuvent renaître, tant que le prolétariat, par l'intermédiaire du parti mondial de la révolution, par l'intermédiaire de la IV^e Internationale reconstruite, n'aura pas enterré lui-même le vieux cadavre puant dont parlait Rosa Luxemburg.

César Corte,
1^{er} mars 1979.

L'EXPANSION

EXPANSION



à propos des analyses et des propositions économiques du PCF

2^e partie :

du « capitalisme monopoliste d'Etat » à la question des nationalisations

par Michel DAUBERNY

« L'indépendance nationale est gravement mise en cause aussi bien comme conséquence des différents abandons qui marquent les politiques sectorielles, qu'en raison de l'instabilité financière, des attaques menées contre la monnaie nationale, de l'endettement du pays vis-à-vis de l'étranger. Pendant une décennie, les monopoles basés en France ont pu donner l'illusion que leurs intérêts coïncidaient avec l'idée que pouvait se faire le pouvoir politique, le général de Gaulle, de la puissance de la France, l'accumulation se faisant essentiellement à l'intérieur. Cependant, le caractère international du monopolisme se développant, celui-ci ne pouvait rester circonscrit à l'Hexagone. Dès lors, la présence du général de Gaulle à la tête de l'Etat devenait elle-même un obstacle pour le grand capital. Son départ en 1969 coïncide avec la plupart des inflexions que nous avons notées dans les moyens de financement public et la conduite des grands programmes. »

Cette grandiose citation est extraite de l'ouvrage d'Anicet Le Pors « Les Béquilles du capital » (page 172). Anicet Le Pors, cet économiste distingué du PCF, a l'art de maquiller la période gaulliste en une époque de « grandeur » suivie d'une espèce de liquidation « traître » de la part des successeurs du général de Gaulle, et cela en « oubliant » la grève générale de 1968.

Georges Marchais, lors du Forum de l'Expansion du 21 avril 1977, s'adresse aux patrons : « Les nationalisations que nous proposons représentent 1 % des entreprises, 15 % de la population active. Il vous restera 85 %... » (Ph. Sigma).

Première inexactitude, c'est en fonction du rapport de forces entre les classes exprimé au moment du référendum d'avril 1969 que de Gaulle a dû se démettre. Deuxième inexactitude, il suffit de se reporter à « La Fresque du système productif français », déjà citée dans notre première partie (1) — et que Le Pors aurait mauvaise grâce à contester, puisqu'un des économistes du PCF y a contribué —, pour constater que les capitaux français destinés à

(1) La première partie de cette contribution qui a été adressée à *La Vérité* par le camarade Michel Dauberny a été publiée dans notre numéro 584.

**FLUX DE CAPITAUX (INVESTISSEMENTS DIRECTS + PRETS)
NETS DES DESINVESTISSEMENTS ENTRE LA FRANCE ET L'ETRANGER**
(en millions de francs)

	Investissements nets Français à l'étranger [1]	Investissements nets Étrangers en France [2]	Solde 3 = 2 - 1
1962.....	607	1 811	1 204
1963.....	651	1 622	971
1964.....	1 127	2 302	1 175
1965.....	1 451	2 073	622
1966.....	1 303	1 584	281
1967.....	1 904	2 215	311
1968.....	1 544	861	— 683
1969.....	1 014	2 591	1 577
1970.....	2 033	6 187	1 154
Total 1962-1970.....	11 634	21 246	9 612

Source : Ministère de l'économie et des finances, Service de l'information, note de synthèse • Direction du Trésor • 4/72/2.

Source INSEE : La Fresque du système productif français

l'investissement à l'étranger n'ont pas attendu 1969 pour s'expatrier.

Nos lecteurs trouveront ci-dessus le tableau qui témoigne de cela, extrait du chapitre 8.

Ce qui est exact, ou partiellement exact, c'est ce que Le Pors nomme des « inflexions » :

— l'aide de l'Etat par le budget qui décroît après 1969, puis recommence à croître à partir de 1974 ;

— la diminution de la part de l'aide publique allant au secteur public ;

— une accélération des concentrations industrielles et financières.

La concentration massive au cours de la période 1966-1972 n'est pas autre chose que la manifestation des premiers résultats de la politique de De Gaulle, et plus précisément des objectifs du V^e Plan, auxquels s'ajoutent déjà les éléments annonciateurs d'une crise qui va ébranler tout le marché mondial. Les concentrations, fusions, prises de participations qui se multiplient à la fin des années 1960 et qui mettent aux prises des capitaux français et étrangers traduisent l'une des lois de la critique de l'économie mises à nu par Marx : les crises ne sont pas le produit de la concurrence, mais au

contraire le stimulant de cette concurrence.

Maintenant, il est incontestable que depuis 1968-1969 l'aide de l'Etat s'accroît et plus spécialement au profit des entreprises pouvant jouer un rôle sur le marché mondial. Dans ces conditions, le secteur public, qui demeure stable, voit sa part relative diminuer. Mais il faut bien aussi rappeler que le secteur public n'est souvent que le trempin du secteur privé. Ainsi, nombre de « performances » de certaines entreprises publiques à l'extérieur comme la SNCF ou la RATP (vente des métros de Mexico et de Téhéran) servent à exporter du matériel fabriqué par des trusts privés comme Alstom ou CGE, et souvent à aggraver les difficultés financières des firmes nationalisées. Nous y reviendrons. Cependant, et c'est l'explication à ces premières réductions de l'aide de l'Etat au secteur public par rapport à l'aide au secteur privé, il est incontestable que les objectifs du capital financier français, tels qu'on pouvait par exemple les trouver transcrits dans le rapport Nora de 1967, étaient de rentabiliser le secteur public, autrement dit de liquider tout ce qui n'était plus adapté aux impératifs dudit capital.

Il est aussi évident que la liquidation des acquis du mouvement ouvrier français passe par la capacité ou non pour l'Etat bourgeois d'opérer d'abord dans le secteur public. C'est la dimension de la crise menaçante qui impose une intervention publique accrue et qui ne peut être que génératrice d'inflation, à moins que les dépenses publiques ne soient intégralement prises en charge par les travailleurs. Mais cela suppose des modifications profondes dans les rapports entre les classes qui, facilitant les besoins de restructuration du capital, atténueraient par là même l'intervention de l'Etat...

LOI DE LA VALEUR ET RAPPORTS SOCIAUX

Le Pors parle de crise du système, mais de manière très vague. Or, comment ne pas situer ce tournant de 1968-1969 dans l'économie mondiale et française en relation avec les événements politiques à l'échelle internationale qui marquent cette époque, ouvrant la période de l'imminence de la révolution.

L'inverse est tout autant remarquable d'ailleurs. En 1968, un nœud dialectique marque le processus historique. Les luttes de classes à partir de cette période, mais annoncées dès avant, se déroulaient dans un rapport entre les classes à l'échelle mondiale évoluant en faveur du prolétariat.

Nous avons noté, à partir d'une étude de l'INSEE, que le partage global de la valeur ajoutée s'effectuait en France à partir de 1969 à l'avantage des salaires et que, après une flambée en 1969, l'accumulation se ralentissait. A propos de cette flambée, l'INSEE précisait :

« En France, les phases où le taux d'accumulation augmente le plus rapidement (1954-1958, 1960-1963, 1968-1969) correspondent toujours à une forte poussée du niveau général des prix (prix de la production intérieure brute, alors qu'il n'en va pas de même pour le prix relatif de la formation brute de capital fixe, c'est-à-

dire l'investissement, par rapport au prix de la PIB). »

Les prix des biens d'équipement ont été longtemps inférieurs aux prix des produits finis sur le marché, en particulier les produits classés comme biens de consommation. C'est encore une confirmation des différences entre les biens de production et les biens de consommation dans la phase d'accumulation. Mais n'oublions pas aussi quel rôle jouent les entreprises publiques dans ce secteur de l'équipement (voir tableau ci-dessous).

La mystification de la relance économique par la consommation tourne court pour ceux qui veulent sérieusement étudier l'économie capitaliste en crise. Les hausses de salaires accordées en mai 1968 ont été suivies par des hausses de prix et une reprise éphémère de l'accumulation, résultats d'un recours massif au crédit (création monétaire), qui aura d'ailleurs en 1969 un autre résultat sanctionnant la dépréciation monétaire et la hausse des prix, la dévaluation du franc.

Source INSEE : *La Fresque du système productif français*

Évolution des prix en onze branches (1952-1972)

	1972, sur la base 1952 = 100	1952-1972 croissance annuelle moyenne (en %)
1. Agriculture.....	208	3,7
2. Industries agricoles et alimentaires.....	202	3,6
3. Énergie.....	183	3,1
4. Industries intermédiaires....	161	2,4
5. Industries d'équipement....	175	2,8
6. Industries de consommation.	222	4,1
7. Service du logement.....	694	10,2
8. Transports et télécommunications.....	231	4,3
9. Bâtiments et travaux publics.....	275	5,2
10. Services.....	362	6,65
11. Commerces *.....	202	3,6
Ensemble de l'économie.	227	4,2

le « capitalisme monopoliste d'Etat »

La crise actuelle serait, selon Le Pors et d'autres, la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, « phase qui succède à celle du monopolisme simple à l'intérieur du stade du capitalisme monopoliste ». Nous serions donc simplement dans un « sous-stade suprême » en crise, derrière lequel se profile encore, n'en doutons pas, un autre sous-stade tout neuf. « Les communistes ont l'histoire devant eux », disait Marchais récemment. Mais laissons Le Pors nous donner une définition plus complète de ce fameux capitalisme monopoliste d'Etat.

« Capitalisme, monopoliste, d'Etat : cela signifie simplement que le mode de production est toujours le capitalisme, que le dépassement des contradictions rencontrées par le capitalisme de concurrence (développement inégal des activités, nécessité d'activités socialisées : infrastructures et banques, protectionnisme) a conduit à la constitution de monopoles, et qu'à nouveau la recherche des solutions dans le système et l'aggravation des contradictions (c'est le stade du capitalisme « pourrissant », selon Lénine) entraînent la nécessité d'une intervention massive de l'Etat dans tous les domaines. » (*Op. cit.*, p. 147).

Il s'agit donc de « dépasser » les contradictions du stade des monopoles, comme auraient été dépassées les contradictions « rencontrées » par le capitalisme de concurrence, celui d'avant les monopoles !... Certes, on peut toujours nous rétorquer que si Lénine n'a pas dit toutes ces savantes choses, c'est parce qu'il est mort trop tôt. Mais aurait-il renié ce qu'il avait eu le temps d'écrire de son vivant ? Pour lui, le capitalisme de concurrence n'a pas « rencontré » de contradictions.

« L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du

capitalisme en général. » (...) « La libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. » (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ; *Œuvres complètes*, tome 22, p. 286).

On comprend l'astuce de Le Pors, qui commence par proclamer bien fort que « le mode de production est toujours le capitalisme », mais qui présente par la suite le stade des monopoles (donc l'impérialisme que Lénine définissait comme « le stade monopoliste du capitalisme ») comme une solution à des contradictions rencontrées, ouvrant sur de futures solutions face à de futures contradictions aggravées : alors, c'est au tour du capitalisme monopoliste d'Etat, lequel va entrer en crise par suite d'une mauvaise « rencontre », ce qui ouvre la voie à une nouvelle solution, par exemple la « démocratie avancée » ou une autre invention du même genre. Apporter de bonnes réponses à un faux problème, voilà comment apporter de fausses réponses à un vrai problème !

Mais comment ? Admironons :

« Le caractère spécifique, c'est donc l'intervention publique quantitativement et qualitativement différente par rapport aux stades antérieurs. C'est l'existence d'un secteur public important, généralement dans des secteurs de base (énergie, transports, télécommunications, etc.). Le développement et le fonctionnement des entreprises publiques constituent une négation de la logique du mode de production capitaliste : ces entreprises poursuivent d'autres buts que le profit (productivité technique, politique régionale, recherche, emploi, etc.), leurs règles de gestion tendent par là à se différencier de celles des entreprises privées, elles participent à la socialisation du système

économique en développant, par exemple, la part de la demande publique dans la demande totale. »

Décidément, le stalinisme révolutionne tout. Après avoir créé une nouvelle biologie grâce au charlatan Lyssenko, après que Staline eût découvert l'existence de deux marchés mondiaux (!...), voilà que les « économistes » du PCF, Boccara et Le Pors en tête, découvrent un secteur échappant à la logique du capitalisme, dans le capitalisme. Heureux travailleurs de Renault, de l'EDF, de la SNCF... Heureux exploités selon une logique non capitaliste, donc pas exploités !

« Les entreprises poursuivent d'autres buts que le profit (productivité technique, politique régionale, recherche, emploi) », nous dit froidement Le Pors, qui ajoute pourtant quelques pages après :

« L'Etat lui-même a réduit son financement ; on a pu calculer que les aides budgétaires de l'Etat aux entreprises publiques étaient en valeur réelle inférieures en 1973 de 8,5 % à ce qu'elles étaient en 1968. Manquant de ressources propres, certaines entreprises se sont lourdement endettées et ont dû freiner la croissance de leurs investissements productifs à partir de 1969. Elles ont simultanément recherché des ressources de financement à l'étranger, renforcé la pression sur les salaires et intensifié le travail. » (*Op. cit.*, p. 164).

En vertu d'une logique étrangère à celle du profit, sans doute...

Cette constatation de Le Pors est en complète contradiction avec la définition qu'il nous a donnée du secteur public. Elle est doublement intéressante car elle nous apprend d'abord que ce secteur a besoin de l'aide de l'Etat, pour compenser le profit escamoté, sans doute. Ensuite, elle nous montre que la logique du profit ne doit quand même pas être étrangère au renforcement « de la pression sur les salaires et à l'intensification du travail ».

Revenons maintenant à l'explication théorique :

« L'Etat met en œuvre un capital dont, de façon permanente, il n'exige

pas un taux de rentabilité moyen ni un taux égal au taux de rentabilité normatif qu'il affiche lui-même dans le cadre du plan (7 % pour le V^e Plan, 10 % pour le VI^e à francs constants), ni a fortiori égal à la rentabilité des capitaux les plus puissants. On peut donc parler à cet égard de dépréciation ou de dévalorisation. »

A cette dévalorisation, Le Pors ajoute celle résultant du financement public (crédits, subventions, aides...).

Nous savons que le procès du capital est un procès de valorisation-dévalorisation (« Fondements de l'économie politique », tome 1, p. 380), et qu'en particulier les crises sont un moment où la dévalorisation du capital favorise la reprise de la valorisation (accumulation).

La thèse de Boccara-Le Pors se résume ainsi : face à la suraccumulation (excès de capital), le secteur public développe une dévalorisation, puisque ne recherchant pas le profit. Quant à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, elle provient de ce que le secteur public n'est pas suffisamment alimenté en capitaux publics, à l'inverse du secteur privé. Tout cela uniquement à cause de la partialité de l'Etat vis-à-vis des monopoles, une simple affaire de favoritisme. L'aide au secteur privé, à son accumulation, permet de favoriser les monopoles au détriment des secteurs non monopolistes, ce qui accélère les mouvements de concentration, forme de dévalorisation. L'aide au secteur privé permet de différencier les taux de profit des secteurs monopolistes par rapport aux autres secteurs.

En un mot, disons que l'intervention publique par son secteur nationalisé ou par son financement provoquerait une dévalorisation du capital, favorisant la poursuite de son accumulation. Il n'y a donc aucune fatalité à la crise si l'Etat fait bien son travail. Nous avons vu que l'intervention de l'Etat avait pour objectif d'entretenir le rythme d'accumulation du capital à partir des secteurs les plus entraînants, mais que, si l'intervention de l'Etat opérait un transfert de plus-value entre différents secteurs du point de vue du capital en général, elle accumulait aussi tous les éléments d'une crise différée.

Dire que les capitaux publics se dévaloriseraient parce que leur logique n'est pas celle du profit est une absurdité. Lorsque le secteur public vend ses produits ou ses services à un prix ne permettant pas la reconstitution du capital constant et variable utilisé et acheté aux prix en vigueur sur le marché, il doit, pour poursuivre son activité, se tourner vers l'Etat. Lorsque le secteur public achète des équipements à des entreprises du secteur privé à des prix systématiquement surévalués (selon la pratique de la surfacturation) et vend ses produits ou ses services à des prix ne lui permettant pas de reconstituer son capital sans même parler de l'élargir, il se retourne vers l'Etat pour combler son déficit. En supposant même un profit ridiculement faible, l'aide de l'Etat sera toujours nécessaire pour faire face à l'inflation et aux dépenses d'investissement indispensables pour adapter le secteur public aux besoins du capital en général. Le Pors s'émerveille, chiffres à l'appui, de cette dévalorisation :

« En résumé la part du capital des entreprises publiques dans l'ensemble des entreprises est de l'ordre de 23 %, tandis que la part de leurs profits n'est que de 13 % et ce en longue période. On peut donc admettre comme ordre de grandeur de la dévalorisation 10 % de l'épargne brute totale des entreprises, ce qui pourrait représenter 20 milliards de francs en 1972. » (Les Béquilles du capital, p. 26).

Puisque l'analyse est faite en longue période, les pourcentages devraient être identiques en fonction du principe d'égalisation des taux de profit en taux de profit moyen.

Il est cependant effectif qu'à l'époque de l'impérialisme la concurrence faussée ne permet plus la libre application de ce principe ; en réalité, plusieurs taux de profit existent selon le degré de monopole des sphères de production.

L'écart constaté par Le Pors n'est rien d'autre qu'un transfert de plus-value résultant de la falsification du prix de production qui, rappelons-le, se détermine comme la somme du coût de production et du profit moyen appliqué au coût de production.

La falsification peut d'ailleurs apparaître au niveau du coût de production. Répétons-le : l'intervention de l'Etat par subvention ou crédit, ou par son secteur nationalisé, est destinée à soutenir le taux d'accumulation des secteurs entraînants. Mais le transfert de plus-value opéré a des répercussions du point de vue de l'ensemble du capital social : l'aide de l'Etat implique

— ou un accroissement de la pression fiscale dont nous avons déjà vu les conséquences sur les secteurs des biens de consommation ou sur les secteurs non subventionnés ;

— ou un déficit budgétaire ;

— ou un recours massif au crédit impliquant l'un comme l'autre à terme l'inflation généralisée.

Dans ces conditions, la « solution » des économistes du PCF à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat (accroître le secteur public, augmenter les nationalisations) ne résoudrait rien, bien au contraire.

DEFENDRE L'ETAT BOURGEOIS CONTRE LA MONTEE DE LA REVOLUTION

La « thèse » du capitalisme monopoliste d'Etat ne se limite cependant pas à cette découverte de la logique non capitaliste du secteur public et de sa miraculeuse propriété de dévalorisation permanente ; elle est aussi une « théorie » de l'Etat, véritable falsification du marxisme en la matière.

Et là, nous touchons du doigt la vraie fonction du capitalisme monopoliste d'Etat : un brouillard théorique destiné à couvrir une pratique permanente de défense de l'Etat bourgeois, donc en France des institutions de la V^e République, l'Etat étant devenu un instrument neutre au-dessus des classes. Cette conception totalement étrangère au marxisme est naturellement au centre de la « théorie » du capitalisme monopoliste d'Etat :

« Notre étude a montré, en dépit de son champ limité, que l'acception du financement public devait être très

large et s'étendre finalement à l'ensemble des incidences financières de l'action de l'Etat dans le système. Celle-ci est à la fois spécifique et globale.

Spécifique, car l'Etat est chargé de fonctions que personne ne peut assumer à sa place. La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat considère que l'Etat exprime avant tout les intérêts communs de la fraction dominante de la bourgeoisie et assure son hégémonie politique sans se confondre pour autant avec le capital monopoliste. Il n'y a pas fusion mais « entrelacement », selon l'expression de Lénine, ou imbrication respectant la nature propre, économique et politique, de l'intervention publique.

Globale, car, si le rôle déterminant appartient aux monopoles, le pouvoir d'Etat est plus que jamais indispensable, notamment pour traduire en institutions le pouvoir de la classe dominante, organiser socialement l'exploitation, l'étendre et l'intensifier, réaliser les prélèvements collectifs de l'impôt et de l'épargne et assurer leur transformation en financement public, assurer dans les conditions monopolistes l'essor scientifique, mener l'action idéologique indispensable à la pérennité du pouvoir politique. » (*Op. cit.*, p. 150).

L'Etat aurait donc une fonction spécifique et globale que les « monopoles » utiliseraient pour leurs basses fins, « une fonction que personne ne peut assumer à sa place ». Ainsi, non seulement l'Etat est neutre, ce qui lui permet tous les « entrelacements » imaginables, mais en plus et surtout il est une donnée quasi exogène au système de production assumant une fonction en dehors des classes.

L'Etat est l'Etat bourgeois, que le capital financier développe de manière monstrueuse. Ramener l'Etat à un corps neutre, utilisé par les seuls monopoles, eux-mêmes détachés de l'histoire du marché mondial, a pour but de masquer la nature de l'Etat bourgeois, « détachement d'hommes armés », appareil administratif et judiciaire façonné aux besoins de la bourgeoisie à chaque stade de son évolution.

L'Etat-UDR (RPR), la société du 10 décembre gaulliste, s'est constitué après la prise du pouvoir, donc des rênes de l'Etat, par de Gaulle en 1958 avec une fonction bien définie : renforcer le pouvoir de la bourgeoisie dans son combat de classe contre le prolétariat. Des hommes liant leurs intérêts à l'opération bonapartiste intégraient la machine d'Etat (gouvernement, ministères, préfectures, entreprises publiques, armée, justice, police...), mais c'est dans tous les secteurs de la société que l'UDR se taillait une place. A l'exception de la classe ouvrière. Et c'est justement là que l'échec de De Gaulle est éclatant. Son incapacité à intégrer les organisations syndicales à l'Etat, à en faire des rouages disponibles dans un premier temps pour le parti du bonaparte, obligeait par la suite une fraction de la bourgeoisie à tenter d'introduire une dose de parlementarisme au sein de la V^e République, à partir de 1968-1969. Depuis lors, mouvement du prolétariat, crise politique, crise économique se combinent de manière éclatante.

C'est de là qu'il faut partir pour comprendre ces fameuses « inflexions » dont parle Le Pors dans la politique de financement public. L'échec de De Gaulle, c'était aussi l'échec d'une politique visant à restructurer l'appareil productif en combinaison avec l'intégration des syndicats. Emettre la classe ouvrière pour assurer un taux d'exploitation dominant au capital français la possibilité d'opérer avec un appareil de production modernisé dans les meilleures conditions, afin de protéger sa place dans la division internationale du travail. La politique dite d'indépendance recouvrait une opération dont la condition première de réussite était la mise en place de relations entre les classes en défaveur du prolétariat. Après l'échec de De Gaulle, le capital financier français doit rentrer dans le rang ; ce qui ne signifie nullement la fin des luttes concurrentielles avec les autres impérialistes, ni encore moins un recul dans sa volonté d'affrontement avec la classe ouvrière.

Lorsque Le Pors présente de Gaulle trahi par les monopoles dont le développement international s'effectuerait indépendamment du développement des économies nationales (même s'il y

a une contradiction entre ces deux aspects de ce même mouvement), la défense de De Gaulle n'a pas d'autre sens que l'acharnement du PCF à défendre la V^e République, à camoufler sa crise en la conséquence des nouvelles options du capitalisme monopoliste international, à présenter la politique suivie depuis 1969 comme un abandon de l'« indépendance nationale » et des « plans nationaux » dont nous avons donné ci-dessus la signification.

LENINE TRUQUÉ ET FALSIFIÉ

Si les propositions du PCF donnent volontiers dans le « rétro » (retour à l'économie de marché classique, à la libre concurrence, à l'autarcie), c'est pour pouvoir présenter le présent comme une déformation perverse du passé ; mais donc une déformation « non fatale », qui peut être corrigée sans bouleverser les rapports sociaux. La défense jusqu'au-boutiste de la V^e République sous de Gaulle, présentée comme progressiste par rapport à sa version giscardienne, traduit le choix du PCF d'un Etat bourgeois fort, ce qui, du point de vue de la coexistence pacifique, est évidemment mieux qu'un Etat bourgeois en décomposition.

C'est aussi une manière de justifier le rapprochement avec les gaullistes « qui-ont-toujours-été-du-même-côté-que-les-communistes-quand-il-s'-agissait-des-intérêts-supérieurs-de-la-patrie ». C'est surtout une manière de ne pas remettre en cause les institutions.

La théorie du capitalisme monopoliste d'Etat a fait son apparition en France dans le milieu des années 1960.

C'est Boccarda qui se chargea d'en donner la formulation la plus achevée dans ses nombreux ouvrages, et surtout dans le « Traité marxiste d'économie politique : le capitalisme monopoliste d'Etat », publié par le PCF en 1971, un an donc avant la signature du « Programme commun de gouvernement de la gauche ». Mais Le Pors nous apprend qu'une des premières formulations du capitalisme monopoliste d'Etat avait été donnée en 1960

dans une « déclaration des 81 partis ouvriers ». Le Parti communiste d'Union soviétique avait donné le coup d'envoi « théorique » d'une politique que d'aucuns nommeront par la suite « euro-communiste » en feignant de croire qu'elle traduit une évolution à gauche des PC par rapport au Parti communiste d'Union soviétique. Il est d'ailleurs plaisant de voir comment Le Pors juge timoré ce coup d'envoi. En 1960, les exigences de ce que serait la défense des Etats bourgeois dans la période de l'imminence de la révolution ne se mesuraient encore qu'imparfaitement du côté de l'appareil international du Kremlin.

« Les contradictions de l'impérialisme ont accéléré la transformation du capitalisme de monopole en capitalisme monopoliste d'Etat. En renforçant le pouvoir des monopoles sur la vie nationale, le capitalisme monopoliste d'Etat réunit la puissance des monopoles et celle de l'Etat en un mécanisme unique destiné à sauver le régime capitaliste, à augmenter au maximum les profits de la bourgeoisie impérialiste par l'exploitation de la classe ouvrière et le pillage de larges couches de la population. »

Cette formulation réduit sans doute à l'excès les relations Etat-capital à une mécanique, ce qui est gênant tant sont imbriqués les aspects économiques, sociaux, politiques, idéologiques de la phase examinée. »

Le capitalisme monopoliste d'Etat allait désormais, en fonction des besoins des PC, fournir un champ d'« élaboration » inépuisable.

Mais la quantité ne sert qu'à masquer la pauvreté de la qualité de l'argumentation, qui se réduit à une falsification du rôle de l'Etat et, dans la version PCF, à une falsification de la loi de la valeur, cette double falsification conduisant à l'idée essentielle : l'Etat peut résoudre la crise du système capitaliste s'il dispose d'un secteur nationalisé adapté à l'ampleur de la crise à combattre. L'objectif présenté devient alors une majorité parlementaire, à 50, 60 % ou plus, favorable au seuil minimum de nationalisations, car sinon les moyens d'une politique anti-crise sont insuffisants et il est inutile d'être au gouvernement

dans ces conditions. Ainsi, le capitalisme monopoliste d'Etat apporte-t-il une caution « théorique » à la politique du PCF.

Le terme de capitalisme monopoliste d'Etat a été emprunté à Lénine pour le vider de son contenu. Dans un texte souvent cité — mais partiellement — par les « théoriciens » du PCF, « La Catastrophe imminente et les Moyens de la conjurer », Lénine écrivait :

« Tout le monde parle de l'impérialisme. Mais l'impérialisme n'est autre chose que le capitalisme monopoliste.

Que le capitalisme, en Russie également, soit devenu monopoliste, voilà ce qu'attestent assez le « Prodougol », le « Prodamet », le syndicat du sucre, etc. Ce même syndicat du sucre nous fournit un exemple saisissant de la transformation du capitalisme monopoliste en un capitalisme monopoliste d'Etat.

Or, qu'est-ce que l'Etat ? C'est l'organisation de la classe dominante ; en Allemagne, par exemple, celle des hobereaux et des capitalistes. Aussi, ce que les Plékhanov allemands (Scheidemann, Lansch et autres) appellent le « socialisme de guerre » n'est-il en réalité que le capitalisme monopoliste d'Etat du temps de guerre où, pour être plus clair et plus simple, un bagne militaire pour les ouvriers en même temps que la protection militaire des profits capitalistes.

Eh bien, essayez un peu de substituer à l'Etat des capitalistes et des hobereaux, à l'Etat des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, l'Etat *démocratique révolutionnaire*, c'est-à-dire un Etat qui détruit révolutionnairement *tous* les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement le démocratie le plus complet. Et vous verrez que, dans un Etat véritablement démocratique et révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'Etat signifie inévitablement, infailliblement, un pas ou des pas en avant vers le socialisme !

Car, si une grande entreprise capitaliste devient monopole, c'est qu'elle dessert le peuple entier. Si elle

est devenue monopole d'Etat, c'est que l'Etat (c'est-à-dire l'organisation armée de la population et, en premier lieu, des ouvriers et des paysans, si l'on est en régime démocratique *révolutionnaire*) dirige toute l'entreprise. Dans l'intérêt de qui ?

Ou bien dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers et des capitalistes ; et nous avons alors un Etat non pas démocratique révolutionnaire, mais bureaucratique réactionnaire, une république impérialiste.

Ou bien dans l'intérêt de la démocratie révolutionnaire ; et alors *c'est ni plus ni moins un pas vers le socialisme*.

Car le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat. Ou encore : le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'Etat *mis au service du peuple entier* et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste. » (Œuvres complètes, tome 25. p. 388).

Ce qui est toujours absent dans l'œuvre des staliniens, c'est la précision que Lénine apporte sur la question du pouvoir. Plusieurs fois, il revient sur cet aspect fondamental pour comprendre ses analyses : quelle classe détient le pouvoir :

« Le capitalisme d'Etat, dans toute la littérature économique, c'est celui qui existe en régime capitaliste, quand le pouvoir d'Etat se soumet directement telles ou telles entreprises capitalistes. Or, notre Etat est prolétarien ; il prend appui sur le prolétariat, auquel il donne tous les privilèges politiques ; par l'intermédiaire du prolétariat, il attire à soi les couches profondes de la paysannerie (vous vous souvenez que nous avons commencé ce travail en instituant des comités de paysans pauvres). Voilà pourquoi le terme de capitalisme d'Etat désoriente bien des gens. Pour éviter cela, il ne faut pas oublier cette vérité majeure, à savoir qu'aucune théorie, aucun ouvrage ne traite la question du capitalisme d'Etat tel qu'il existe chez nous, pour la simple raison que les notions habituelles rattachées à ces termes ont trait au pouvoir de la bourgeoisie en société capitaliste. Tandis que notre société à

nous est sortie des rails capitalistes ; elle ne s'est pas encore engagée sur une voie nouvelle, mais ce n'est plus la bourgeoisie qui gouverne l'Etat, c'est le prolétariat. Nous ne voulons pas comprendre que, lorsque nous disons « Etat », cet Etat, c'est nous, c'est le prolétariat, c'est l'avant-garde de la classe ouvrière. Le capitalisme d'Etat est un capitalisme que nous saurons limiter, dont nous saurons fixer les bornes, ce capitalisme d'Etat est rattaché à l'Etat, mais l'Etat, ce sont les ouvriers, c'est la partie avancée des ouvriers, c'est l'avant-garde, c'est nous. » (Œuvres complètes, tome 33, p. 282. Rapport au XI^e Congrès du PC, cité dans Lénine et l'économie, éditions 10/18, p. 472).

LA DICTATURE DU PROLETARIAT ? UN « ARCHEOMARXISME » DEPASSE

Dans le « Traité marxiste d'économie politique », la manipulation, le trucage, la falsification servent de conclusion à ce monument antimarxiste. Evoquant un « régime nouveau de démocratie » (le gouvernement d'Union de la gauche), les auteurs écrivent :

« Pour autant, le passage du capitalisme monopoliste d'Etat au socialisme ne sera pas encore réalisé, mais, de moyen d'exploitation des travailleurs et de pillage de la Nation pour le compte du grand capital monopoliste, les principales formes du capitalisme monopoliste d'Etat seront transformées en moyen d'action anti-monopoliste pour la démocratie et le socialisme. Pour cela, encore faudrait-il que l'Etat soit au service de la classe ouvrière et des forces démocratiques et que les secteurs clés de l'économie passent sous le contrôle de la Nation. » (p. 432).

La caution de Lénine suit :

« Tout en soulignant l'aspect répressif essentiel de l'Etat « qui doit être brisé », Lénine faisait déjà remarquer, en octobre 1917, que

« l'Etat comporte... un appareil très intimement lié aux banques et aux cartels, un appareil qui accomplit un vaste travail de statistiques et d'enregistrement... Cet appareil ne peut ni ne doit être brisé. Il faut l'arracher à sa soumission aux capitalistes. Il faut l'élargir, l'étendre à tous les domaines, à toute la Nation. Et l'on peut faire cela, si l'on s'appuie sur les conquêtes déjà réalisées par le grand capitalisme. »

Hypocrites staliniens qui, rappelant comme une formule tombée en désuétude « l'Etat qui doit être brisé », censurent la citation véritable qui suit :

« Outre l'appareil « oppresseur » par excellence que représentent l'armée permanente, la police, les fonctionnaires, il existe dans l'Etat contemporain un appareil très intimement lié aux banques et aux cartels, un appareil qui accomplit un vaste travail de statistique et d'enregistrement, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Cet appareil ne peut ni ne doit être brisé. Il faut l'arracher à sa soumission aux capitalistes, il faut le couper, le trancher, le scinder des capitalistes et de tous leurs moyens d'action, il faut le soumettre aux soviets prolétariens, il faut l'élargir, l'étendre à tous les domaines, à toute la nation. Et l'on peut faire cela, si l'on s'appuie sur les conquêtes déjà réalisées par le grand capitalisme (car c'est seulement en s'appuyant sur ces conquêtes que la révolution prolétarienne en général sera capable d'atteindre son but). » (Œuvres, tome 26, p. 100, et Lénine et l'économie, p. 343).

De ce texte qui date d'octobre 1917, intitulé « Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? », disparaît : « Il faut le soumettre aux soviets prolétariens ». Or c'est justement à partir des soviets prolétariens que s'édifie la dictature du prolétariat et la destruction de la vieille machine d'Etat. Simple détail, évidemment.

Même les dimanches et les jours de fêtes, il n'est plus question de « l'Etat qui doit être brisé ». La dictature du prolétariat, cet « archéomarxisme », ayant été abandonnée, le bon choix, aujourd'hui, c'est la « démocratisation de l'appareil d'Etat ».

« Les Béquilles du capital »

Dans « Changer l'économie », Le Pors présente les nationalisations et la « démocratisation de l'économie » comme les deux réformes « profondes, inséparables pour changer l'économie ».

Quelle signification pouvait bien avoir cette insistance sur les nationalisations et la démocratisation de l'économie indépendamment du prétexte à la rupture avec le PS, car on sait que si les nationalisations n'avaient pas fait l'affaire autre chose aurait été trouvé ?

Nous avons déjà vu combien le secteur public est un instrument pour l'Etat bourgeois, pour le capital financier. Et lorsque Lénine parlait du capitalisme d'Etat en Allemagne au cours de la Première Guerre mondiale, il y voyait la forme d'organisation, de « planification », la plus élevée qu'une économie capitaliste nationale pouvait atteindre pour la défense du capital national en guerre. Keynes aussi s'était souvenu du « socialisme de guerre » avant de développer sa théorie centrée sur le rôle de l'Etat dans la préservation de l'équilibre économique global.

L'Union de la gauche-front populaire, quelle que soit sa forme, représente une opération préventive ; le programme du PCF, tout comme le défunt « Programme commun de gouvernement de la gauche », est effectivement centré sur les nationalisations et la démocratisation de l'économie.

A PROPOS DES NATIONALISATIONS

La question des nationalisations ne se traite pas en dehors du temps et de l'espace, sinon la discussion devient purement idéologique. Comme on pourra le voir pages 122 et 123, dans « La Catastrophe imminente et les Moyens de la conjurer », Lénine avance le mot d'ordre des nationalisa-

tions à propos des banques et de l'industrie du pétrole, par exemple, et dans le programme de la IV^e Internationale, Trotsky s'explique sur le mot d'ordre de nationalisation sans indemnités ni rachat.

Pour Lénine et pour Trotsky, le mot d'ordre des nationalisations n'est pas avancé comme une solution « économique ». C'est un mot d'ordre de mobilisation des masses autour d'une revendication qui n'acquiert son contenu d'expropriation qu'en relation avec ce mouvement des masses posant la question du pouvoir.

La concentration des industries des secteurs de base (énergie, mines, transports, sidérurgie) est une nécessité pour le capitalisme en crise. Dans les pays arriérés soumis à l'impérialisme, la nationalisation des principales sources de richesses (mines, pétrole, produits agricoles) ou des organismes distributeurs de ces richesses représente une forme de centralisation par l'Etat des miettes que l'impérialisme lui abandonne, pour les répartir ensuite vers les différentes couches parasitaires. Ainsi, en Côte-d'Ivoire, peu suspecte de sympathies pour le socialisme, l'institution la plus riche du pays, la Caisse de stabilisation du café et du cacao, est une société d'Etat qui draine les bénéfices des ventes de ces deux produits sur le marché mondial, au profit entre autres de la classe des gros planteurs locaux, parmi lesquels se retrouvent les principales personnalités de l'appareil d'Etat.

A propos des nationalisations du secteur bancaire à la Libération, par l'Etat que de Gaulle et Thorez reconstruisaient, Le Pors vend la mèche :

« Entre partenaires du *Programme commun de gouvernement de la gauche*, la nationalisation d'ensemble du secteur bancaire n'a jamais fait grand problème (sauf en ce qui concerne les modalités) ; cela résulte d'abord de l'expérience de sa nationalisation

partielle à la Libération, qui a montré que le capital monopoliste se reconstruisait aisément dans le secteur financier demeuré privé et ne tardait pas à s'assujettir le secteur financier public. »

Mais Le Pors veut ignorer que l'impérialisme est l'époque du capital financier, fusion du capital industriel avec le capital bancaire :

« C'est une nationalisation importante, indispensable, que celle du secteur bancaire et financier. Il n'en reste pas moins qu'elle ne saurait être décisive, car ce n'est pas en son sein qu'est créée la valeur, mais pour l'essentiel dans l'industrie, et c'est surtout dans l'industrie, cœur de l'exploitation de l'accumulation du financement étatique, que doivent

être répercutées les conséquences de l'analyse du capitalisme monopoliste d'Etat et de sa crise. »

Ainsi, le groupe financier Paribas aurait été nationalisé, puis ensuite les entreprises sidérurgiques Vallourec et Usinor contrôlées à 60 et 64 % par Paribas.

Dans ces conditions, on peut se demander combien de fois les actionnaires de Paribas auraient-ils été indemnisés. La concentration du capital fait qu'aujourd'hui le capital financier est la forme dominante du capital. Non seulement les groupes financiers possèdent ou contrôlent les entreprises industrielles, mais ils possèdent ou contrôlent aussi les banques créancières des entreprises largement endettées. Ainsi les actionnaires

Lénine et la nationalisation de l'industrie du pétrole

« La nationalisation de l'industrie du pétrole est possible *d'emblée* et obligatoire pour un Etat démocratique révolutionnaire, surtout quand celui-ci traverse une crise très grave, et qu'il importe à tout prix d'économiser le travail du peuple et d'augmenter la production du combustible. Il est évident qu'ici le contrôle bureaucratique ne donnera rien, ne changera rien, car les « rois du pétrole » auront raison des Terechtchenko, des Kerenski, des Avksentiev et des Skobélev aussi facilement qu'ils ont eu raison des ministres du tsar : par des attermolements, des prétextes spécieux, des promesses, et aussi par la corruption directe et indirecte de la presse bourgeoise (cela s'appelle l'« opinion publique », et les Kerenski et les Avksentiev « comptent » avec elle), par la corruption des fonctionnaires (que les Kerenski et les Avksentiev maintiennent à leurs postes dans le vieil appareil d'Etat, demeuré intact).

Pour faire quelque chose de sérieux, il faut passer, et ce de façon vraiment révolutionnaire, de la bureaucratie à la démocratie, c'est-à-dire déclarer la guerre aux rois et aux actionnaires du pétrole, décréter la confiscation de leurs biens et des peines d'emprisonnement pour entrave à la nationalisation de l'industrie du pétrole, pour dissimulation des revenus ou des comptes, pour sabotage de la production, pour refus de prendre des mesures visant à augmenter la production. Il faut faire appel à l'initiative des ouvriers et des employés, les convoquer immédiatement à des conférences ou congrès, leur attribuer une part déterminée des bénéfices sous condition d'organiser un ample contrôle et d'augmenter la production. Si des mesures démocratiques révolutionnaires de ce genre avaient été prises d'emblée, dès avril 1917, la Russie, qui est un des pays les plus riches du monde par ses réserves de combustible liquide, aurait pu, durant l'été, en utilisant les transports par eau, faire énormément pour livrer à la population les quantités nécessaires de carburant. »

Lénine : *La Catastrophe imminente et les Moyens de la conjurer.*

Dans le *Programme de transition* :

L'EXPROPRIATION DE CERTAINS GROUPES DE CAPITALISTES

« Le programme socialiste de l'expropriation, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de la liquidation de sa domination économique, ne doit en aucun cas nous empêcher, dans la présente période de transition, de revendiquer, lorsque l'occasion s'en offre, l'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires.

Ainsi, aux prêches geignards de messieurs les démocrates sur la dictature des « 60 familles » aux États-Unis ou des « 200 familles » en France, nous opposons la revendication de l'expropriation de ces 60 ou 200 féodaux capitalistes.

Exactement de même, nous revendiquons l'expropriation des compagnies monopolistes de l'industrie de guerre, des chemins de fer, des plus importantes sources de matières premières, etc.

La différence entre ces revendications et le mot d'ordre réformiste bien vague de « nationalisation » consiste en ce que :

- 1) Nous repoussons le *rachat* ;
- 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front populaire qui, proposant la nationalisation en paroles, restent en fait les agents du capital ;
- 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur propre force révolutionnaire ;
- 4) Nous relient le problème de l'expropriation à celui du pouvoir des ouvriers et des paysans.

La nécessité de lancer le mot d'ordre de l'expropriation dans l'*agitation* quotidienne, par conséquent d'une manière fractionnée, et non pas seulement d'un point de vue *propagandiste*, sous sa forme générale, découle du fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à divers niveaux de développement, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule, la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre l'expropriation générale de la bourgeoisie à l'ordre du jour. L'objet de ces revendications transitoires est de préparer le prolétariat à résoudre ce problème. »

L. Trotsky : *Programme de transition*.

seraient indemnisés, tandis que le secteur public absorberait d'une part les créances sur les entreprises lui appartenant, et d'autre part les dettes vis-à-vis d'un secteur bancaire lui appartenant aussi. Encore un miracle pour le capitalisme monopoliste d'État doté de tous les pouvoirs de dévalorisation. En réalité, une centralisation encore plus importante de l'endettement par l'État bourgeois. Les projets de nationalisation de la sidérurgie concentraient

tous les aspects mystificateurs du « Programme commun de gouvernement de la gauche » :

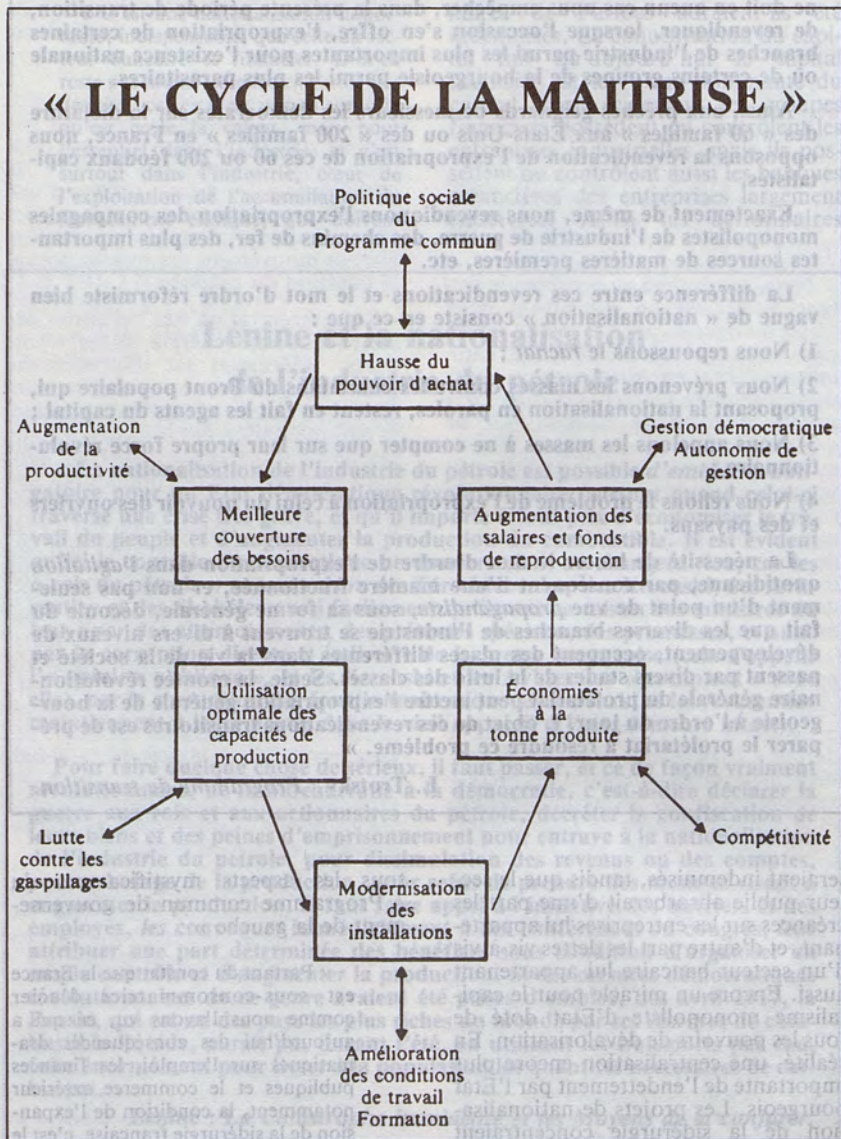
« Partant du constat que la France est sous-consommatrice d'acier comme nous l'avons vu, ce qui a aujourd'hui des conséquences dramatiques sur l'emploi, les finances publiques et le commerce extérieur notamment, la condition de l'expansion de la sidérurgie française, c'est le

développement du marché intérieur, par le relèvement du pouvoir d'achat pour la satisfaction des besoins en acier des Français et, au-delà, de l'économie française. Ceci peut être illustré schématiquement par le graphique de la page suivante, qui n'a

pas de valeur démonstrative mais qui indique qu'on ne peut traiter séparément aucun des paramètres qui y figurent. » (p. 183).

Et suit le tableau idyllique du « cycle de la maîtrise » :

Source : A. Le Pors, *Les Béquilles du capital* (page 184)



Si les Français consommaient plus d'acier sous forme de marchandises et de machines pour fabriquer ces marchandises... On a déjà vu la platitude des thèses sous-consommationnistes.

La crise de la sidérurgie est certes un des exemples du rôle de l'Etat bourgeois devant soutenir des secteurs non compétitifs tant que l'opération de restructuration de la sidérurgie sur le marché mondial ne sera pas effectuée.

Car dans tous les pays industrialisés d'Europe la sidérurgie est en crise. En France, en Allemagne, en Grande-Bretagne... partout des vagues de licenciements sont prévues.

Dans des pays « neufs » comme l'Australie, la Corée, le Japon, et dans des pays arriérés mais aussi en URSS et dans les pays de l'Est de l'Europe, existent des centres sidérurgiques récents, de grande capacité, bénéficiant d'une technologie avancée et très souvent d'une main-d'œuvre largement exploitée. D'ailleurs, les maîtres de forges européens et américains ont largement contribué à ces implantations nouvelles par leurs investissements ou par la vente d'usines « clés en main ».

Aujourd'hui, les produits de ces usines concurrencent les produits sidérurgiques européens.

Il faut donc pour le capital financier des pays européens liquider une grande partie des entreprises sidérurgiques et les limiter à certaines productions spécifiques de pointe ou à la limite stratégiques.

On a beaucoup parlé de la concurrence venue d'un pays du Marché commun, et plus précisément de la région de Brescia, en Italie. Les « bresciani » (les propriétaires des petites usines sidérurgiques de cette région) ont été présentés comme la pointe avancée du capitalisme dynamique et débrouillard, alors qu'il s'agit pour l'Europe du retour au capitalisme sauvage. Leur réussite dans des productions ultra-spécialisées (les ronds à béton surtout) n'est due qu'à cette spécialisation et à l'emploi d'une main-d'œuvre prête à accepter les pires conditions d'exploitation (travail non déclaré, aucune législation sociale applicable...) dans une région ravagée par le sous-emploi.

LE « PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE » : ECONOMIE ET POLITIQUE

Le plan acier du PCF s'intégrait donc bien dans la fonction politique du « Programme commun de gouvernement de la gauche » : ramener toutes les luttes pour la défense de l'emploi en Lorraine par exemple à l'échéance de mars 1978 (tout en préparant la protection des partis de la V^e République au pouvoir), donc, en attendant, ne rien faire. La logique des plans du PCF, s'ils devaient être appliqués, ce serait l'autarcie, tant l'aide de l'Etat pèserait sur l'économie tout entière par un formidable bond de l'inflation. Les « produisez français - achetez français », mots d'ordre imbéciles en eux-mêmes quand on songe à la dépendance de l'économie française par rapport au reste du marché mondial et avant tout aux pays du Marché commun, s'inscrivent dans la politique de défense de l'Etat bourgeois.

D'ailleurs, dans « Changer l'économie », Boccara se défend bien d'envisager un repli sur le marché intérieur, il parle de modifier les alliances commerciales et de s'appuyer surtout sur les pays de l'Est, les pays possédant un secteur public comme l'Italie, et les pays en voie de développement. Les secteurs publics n'étant plus capitalistes selon la logique boccarienne, ils doivent pouvoir constituer un marché mondial entre eux. Ainsi donc, les pays de l'Est et les pays en voie de développement, autrement dit les pays les plus endettés et les plus dépendants — qu'ils y soient intégrés ou non — du marché mondial, voilà les clients et fournisseurs proposés par Boccara, alors que l'on sait que l'économie française est encore largement dépendante de ses importations de produits d'équipement à technologie hautement élaborée. Mais, en ce qui concerne l'endettement de ces pays, Boccara s'attendait à la réplique. C'est pourquoi, dit-il, « on demande le relais des prêts publics du FMI » pour se substituer aux prêts privés en dollars (des banques privées). Evidemment, le FMI n'est qu'un cache-sexe des Etats-Unis (on le voit à propos du Pérou). Alors que faire ? Boccara

continue, imperturbable : « Il est possible de s'appuyer sur l'ONU. » Sur des « casques bleus » monétaires, peut-être ?

Toujours une constante derrière ces fariboles : des solutions existent dans le cadre de l'impérialisme, des Etats bourgeois, dont l'une est la pénétration des capitaux à l'Est (ce qui traduit combien les PC dits « euro-communistes » véhiculent les pressions de l'impérialisme en crise), et l'autre l'offensive colonialiste vers les pays d'Afrique, par exemple...

D'ailleurs, les clins d'œil de Le Pors à la bourgeoisie dans ses « Béquilles du capital » — et qui ont été largement repris par Marchais et compagnie — ne sont pas dissimulés :

« Cependant un large secteur privé subsiste, puisque les entreprises nationalisées représentent nettement moins de 1 % du nombre des entreprises françaises qui créent les richesses de la France, et même une partie de cette valeur, qui reste très minoritaire, de l'ordre de 13 à 15 % »

Selon Le Pors, « le seuil minimum de nationalisations affaiblit considérablement le capital monopoliste tout en ne concernant qu'un petit nombre d'entreprises », et d'autre part « l'accumulation peut en effet être maîtrisée, puisque c'est plus de la moitié des investissements industriels qui se situent désormais dans le secteur public ». Mais continuons. « Le progrès scientifique et technique est désormais pour près de 80 % des dépenses le fait du domaine public », ce qui permet à Le Pors d'annoncer : « La maîtrise du développement des forces productives est retirée des mains des monopoles », dans la perspective évidemment du « Programme commun de gouvernement de la gauche ». Les monopoles sont « une conséquence de la concentration de la production », n'est-ce pas ? Donc le « Programme commun de gouvernement de la gauche » aurait réalisé cet exploit de rendre les forces productives autonomes des rapports de production. Dans ces conditions, inutile de combattre le capitalisme, car nous sommes toujours en système capitaliste. « Le seuil minimum de nationalisations actualisé ne crée pas pour autant la base matérielle du socia-

lisme », nous précise d'ailleurs Le Pors pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïtés.

« Nous ne voulons pas nationaliser pour nationaliser, pour récupérer les « canards boiteux » ou pour punir les capitalistes... Même pas à la limite pour récupérer leurs profits. »

« A la limite », il fallait le dire.

« Nous voulons nationaliser pour faire du neuf, pour doter le pays d'un instrument puissant mis au service du progrès social. » (*Le Pors, dans Changer l'économie, p. 58*).

Le pays (l'impérialisme français donc) en aurait été reconnaissant. Le PCF est plein de bons conseils :

« Rappelons aussi notre proposition d'installation d'une usine de camions en Lorraine, qui finalement a été reprise par le pouvoir. » (*Id.*).

La sidérurgie licencie, il faut s'adapter.

« Le Programme commun libérera le marché, lui donnera une sphère d'influence beaucoup plus grande. » (*Id., p. 71*).

Décidément, ce « Programme commun de gouvernement de la gauche » a fait beaucoup d'adeptes, à moins que ce ne soit l'inverse. Mais poursuivons cette intéressante citation :

« C'est dans cet esprit d'ailleurs que nous avons avancé la proposition de grands programmes industriels donnant lieu à des contrats entre l'Etat et les entreprises publiques (contrats de programme) et entre l'Etat et les entreprises privées (contrats de plan). Dans les deux cas, il s'agira de se mettre d'accord à un moment donné sur les objectifs à atteindre et les moyens à mettre en œuvre ; mais ensuite ce sera l'affaire des entreprises de réaliser au mieux les tâches convenues. En effet, qui mieux que ces entreprises, connaissant les conditions de leurs approvisionnements, de leurs débouchés, serait en mesure de réaliser dans les domaines appropriés la plus efficace confrontation des offres et des demandes, et par là de parvenir au meilleur prix ? Personne, et sûrement pas l'Etat, à leur place. Et c'est de cette manière que grâce à la nationa-

lisation on donnera un contenu réel, dans le cadre de ces contrats dont je viens de parler, à l'autonomie de gestion dans un secteur public décentralisé. Le marché a donc un rôle à jouer, même au sein d'activités où le niveau des forces productives entraîne une certaine socialisation de la production et de la gestion, parce que l'on doit prendre en compte des éléments qui dépassent l'horizon normal de la seule entreprise.

Nous, nous sommes résolument pour la vérité des prix, pour la liberté des choix parce que cela va dans le sens de l'efficacité économique. Cependant, partant de la situation actuelle, des mesures d'assainissement devront être prises d'une part pour caractériser globalement une politique des prix et de la concurrence, synonyme d'efficacité sociale, d'autre part pour agir à l'intérieur même du mode de formation des prix sur ses composantes essentielles, et en premier lieu celles qui dépendent directement de la puissance publique. Les mesures d'actualisation du *Programme commun* que nous avons avancées comportent, pour les premiers mois, un blocage des prix à la production de la grande industrie et en même temps l'adoption par le Parlement des principales réformes de structures, en premier lieu des nationalisations. »

La « vérité des prix », l'« efficacité économique », les milliers de licenciés des entreprises fermées ou restructurées au nom du redéploiement en ont déjà fait l'expérience.

L'AUTONOMIE DE GESTION, LA DEMOCRATISATION DE L'ECONOMIE

Lorsque les « théoriciens » du capitalisme monopoliste d'Etat isolent les monopoles, les multinationales, pour en faire des verrues monstrueuses placées sur le marché mondial et les économies nationales, c'est pour invoquer la possibilité d'une démocratisation de l'Etat soumis à la pression de ces parasites. C'est parce que les rapports sociaux de production ont besoin de béquilles que l'Etat bour-

geois, instrument concentré de la classe capitaliste, doit être défendu. Mais la tentative d'atténuer les contradictions du marché se traduit par la défense des intérêts capitalistes contre ceux des travailleurs. La politique du PCF de défense de la V^e République, c'était à la fois la polémique pour éviter la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale et la « tactique » employée chez Michelin.

Au nom de la gestion démocratique et de l'autogestion sociale, le PCF propose la mise en place de relations conduisant à une forme d'intégration des syndicats à l'Etat, pour en faire les relais des aspirations politiques du capital financier. Une fois de plus, les monopoles vont servir de compères. On doit revenir d'abord sur la signification de cette nécessité de retour à un Etat de concurrence comme le marché n'en a pas connu depuis les beaux jours du capitalisme en expansion. C'est, selon Le Pors, le moyen de faciliter une politique « de contrôle de formation des prix de la production à la distribution », mais « il ne s'agit évidemment pas d'instaurer le dirigisme généralisé des prix : la concurrence et le marché, libérés de la domination des monopoles, joueront dans ce domaine un rôle essentiel pour de nombreux produits » (Le Pors : « Les Béquilles du capital », p. 233). Ainsi on passe progressivement de l'Etat neutre au marché neutre : « Le marché n'est en soi synonyme ni d'efficacité, ni de gaspillage, les conditions de la liberté économique ne sauraient être codifiées. » (Id., p. 245)

Avec Marx, revenons sur ce qu'il faut entendre par concurrence.

« La négation du système corporatif médiéval de la part du capital, au moyen de la libre concurrence, signifie tout simplement que le capital, suffisamment affermi par un mode de circulation adéquat à sa nature, renversa les barrières historiques qui gênaient et entravaient son mouvement.

Mais la concurrence est bien éloignée d'avoir simplement cette signification historique, ou d'avoir simplement joué ce rôle négatif. La *libre concurrence* est le rapport du capital à lui-même, en tant que capital autre, c'est dire qu'elle représente le com-

portement réel du capital. Les lois inhérentes au capital (qui ne se manifestent que comme tendances dans les phases préliminaires de son développement historique) s'affirment seulement lorsque la production capitaliste a revêtu des formes qui lui sont adéquates : c'est alors que la concurrence se développe librement. Le libre développement de ses conditions est constamment reproduit par le procès du capital lui-même. La concurrence n'émancipe pas les individus, mais le capital.

Tant que la production capitaliste est une forme nécessaire et reste la plus appropriée au développement des forces productives sociales, les individus ont l'impression de se mouvoir librement au sein des conditions pures du capital. Cette liberté est alors assurée de manière dynamique : c'est l'image réfléchie des obstacles constamment renversés par la libre concurrence.

En conséquence, la libre concurrence exprime le développement réel du capital. Au travers d'elle, le capital individuel se voit imposer comme nécessité extérieure ce qui correspond à sa nature même et au mode de production qui repose sur lui. La contrainte que les capitaux exercent les uns sur les autres, sur le travail, etc. (la concurrence entre les ouvriers n'est qu'une autre forme de la concurrence entre les capitaux) exprime le développement libre, en même temps que réel, de la richesse capitaliste. (...)

La domination du capital est la prémisse de la libre concurrence, tout comme le despotisme impérial fut à Rome la prémisse du libre « droit privé ». Aussi longtemps que le capital est faible, il s'appuie simplement sur des béquilles prises dans les modes de production passés ou en voie de disparition à la suite de son développement. Sitôt qu'il se sent fort, il rejette ces béquilles et se meut conformément à ses propres lois. Enfin, lorsqu'il commence à sentir et à savoir qu'il devient lui-même une entrave, il cherche refuge dans des formes qui, tout en parachevant la domination du capital, brident la libre concurrence et annoncent la dissolution du mode de production fondé sur le capital.

La nature du capital ne s'exprime dans la réalité que comme une nécessité extérieure, au travers de la concurrence. Celle-ci fait que les nombreux capitaux imposent à eux-mêmes et aux autres les lois immuables au capital. Nulle catégorie de l'économie bourgeoise — la première, celle de la valeur, pas plus que les autres — ne se réalise par la libre concurrence, c'est-à-dire par le procès réel du capital, qui apparaît comme interaction des capitaux respectifs et de tous les autres rapports de production et de circulation déterminés par le capital.

On voit ainsi combien il est inepte de présenter la libre concurrence comme le développement ultime de la liberté humaine, et la négation de la liberté individuelle et de la production sociale fondée sur la liberté individuelle, puisqu'il s'agit simplement du libre développement sur une base bornée — celle de la domination du capital. »

Et Marx poursuit, répondant à tous les tenants, « sincères » ou non, de la libre concurrence.

« De ce fait, cette sorte de liberté individuelle est à la fois l'abolition de toute liberté individuelle et l'assujettissement de l'individu aux conditions sociales qui revêtent la forme de puissances matérielles, et même d'objets supérieurs et indépendants des rapports des individus. Ce développement de la libre concurrence fournit la seule réponse rationnelle que l'on puisse faire aux prophètes de la classe bourgeoise qui la portent aux nues, ou aux socialistes qui la vouent aux gémonies.

Dire qu'au sein de la libre concurrence les individus réalisent l'intérêt collectif ou plutôt général, en poursuivant simplement leur intérêt privé, c'est dire tout bonnement qu'ils exercent une pression les uns sur les autres dans les conditions de la production capitaliste : cette pression ne peut qu'engendrer de nouveau les conditions qui donnent lieu à cette interaction.

Par ailleurs, sitôt que se dissipe l'illusion selon laquelle la libre concurrence est la forme prétendument absolue de la liberté individuelle, la

preuve est faite que les conditions de la concurrence, c'est-à-dire de la production fondée sur le capital, sont essentielles et pensées comme une *entrave*, ou encore qu'elles le sont déjà, et le deviendront de plus en plus.

Voir dans la libre concurrence la forme ultime du développement des forces productives et, par suite, de la liberté humaine, cela revient tout simplement à affirmer que l'histoire du monde trouve son achèvement avec la domination des classes bourgeoises. Voilà certes une belle cause de jubilation pour les parvenus d'avant-hier ! » (*Marx : Fondements de la critique de l'économie politique, tome I, p. 166-169*).

Retenons, dans ce que Marx nous dit de la concurrence, « qui n'émanipe pas les individus mais le capital », le bref passage sur la concurrence des ouvriers, pour le reprendre lorsque nous parlerons de l'autogestion.

Mais qu'en est-il de cette liberté économique ?

« D'abord parce que le marché au sens classique n'existe plus, et ensuite parce que l'efficacité sociale appelle aujourd'hui des formes d'organisation très élaborées, spécifiques des modalités de production et des productions elles-mêmes : on ne commercialise pas les légumes comme des centraux téléphoniques. »

Le Pors ajoute :

« Il n'en demeure pas moins que la liberté d'entreprendre et d'échanger non seulement sera la règle pour la plus grande partie de l'économie productive, mais devra être rétablie ou instaurée là où le monopolarisme ou l'Etat l'ont aujourd'hui étouffée. »

Le marché classique n'existe plus, mais il va falloir le rétablir. Une fois de plus, le fantôme de Staline qui décréta l'abolition de la loi de la valeur a frappé. Concurrence, monopoles, tout n'est qu'affaire de volonté, de choix, rien à voir avec « la loi de fonctionnement de la société moderne ». On comprend pourquoi Le Pors, en conclusion, fera appel à Teilhard de Chardin en lui empruntant cette formule : « Au fond, la meilleure garan-

tie qu'une chose doit arriver, c'est qu'elle nous apparaisse vitalemment nécessaire. »

Les « théoriciens » du PCF développent inlassablement, et au rythme des besoins de l'appareil, l'idée d'une séparation totale entre les structures économiques (les rapports de production) et les superstructures politiques, idéologiques. La logique de ce développement conduit à l'identification de plus en plus affirmée des « analyses » du PCF (des PC, pourrait-on dire d'ailleurs) aux analyses bourgeoises. L'exécution publique des références marxistes (dictature du prolétariat) et des traditions du mouvement ouvrier (poing levé) n'est évidemment que le figolage d'une gigantesque tentative de couper le prolétariat mondial de son histoire.

La neutralité de l'Etat, la neutralité du marché, tout cela pour justifier la politique bourgeoise de l'appareil stalinien, pour avancer contre les monopoles cosmopolites l'Union du peuple de France. Il s'agit désormais de démocratiser l'Etat, le marché, la société (en faisant payer les riches). Comme dit Le Pors :

« La solution démocratique et révolutionnaire dans les conditions de notre époque implique que soit brisée l'unité organique du capitalisme monopoliste d'Etat par des ruptures essentielles dans la base économique et les superstructures étatiques. »

A quoi peut donc bien servir en plus cette réhabilitation du marché et de la concurrence ? Poursuivant son explication sur la vérité des prix et l'efficacité économique déjà citées, Le Pors écrit :

« J'ajouterai que le plus bas prix n'est pas toujours certes le meilleur prix économique, car le bon prix c'est celui qui laisse à l'entreprise des moyens nécessaires pour l'élargissement de la production, qui lui permet de faire des prévisions suffisamment fiables à long terme et qui lui donne la possibilité d'intégrer dans son processus de production les innovations nécessaires qui permettront elles-mêmes d'alléger la peine des hommes tout en réduisant les coûts. Notre

référence en matière de marché, ce n'est donc pas la concurrence sauvage, source de gaspillage, mais c'est celle qui conduit à la plus grande maîtrise dans une sollicitation permanente de l'initiative et de l'émulation. »

Quel capitaliste individuel contredirait Le Pors ? Aucun. Malheureusement, du « meilleur prix » souhaité par un capitaliste à la réalité du marché, il y a une transition. Le capital en général n'est pas l'addition des multiples capitaux ; il en est leur combinaison organique qui, en retour, s'impose aux capitaux particuliers. La fixation des prix et du taux de profit moyen est dominée par la loi de la valeur. Le mouvement de répartition de la plus-value sociale entre les différents capitaux, aboutissant aux prix de production, est considérablement entravé au stade impérialiste du mode de production capitaliste. Les lois du capital conduisent à la transformation du marché de concurrence en marché de monopoles sous la domination croissante du capital financier. L'une des interventions de l'Etat consiste à compenser fictivement cette répartition faussée de la plus-value afin d'entretenir le rythme de l'accumulation. Par ailleurs, l'économie nationale est intégrée au marché mondial : là encore, la péréquation des taux de profit, et partant la détermination des prix de production, à la fois s'impose par la concurrence sur le marché mondial, et est entravée par la nature monopoliste de ce marché.

La possibilité pour les monopoles de se soustraire à la réduction de leurs profits au profit moyen, combinée avec la tendance à la baisse des taux de profit dans le période historique présente de relation entre les classes, impose :

— que les capitaux améliorent leur composition par rapport à la composition moyenne (cela était aussi valable à l'époque du capitalisme en expansion) ;

— que les secteurs trop « coûteux » pour le capital financier soient éliminés afin d'améliorer les quotas de plus-value à répartir.

En un mot, cela signifie la restructuration du capital, le redéploiement, en

quelque sorte la nécessité d'une crise, de la destruction de forces productives.

La « vérité des prix » définie par Le Pors ne signifie pas la hausse des prix uniquement. Certes, cela signifie dans certains cas la hausse des prix (ex. secteur public) avec pour conséquence l'étouffement des secteurs incapables de répercuter cette hausse, mais c'est aussi reconnaître que les prix sont établis à partir de coûts de production trop élevés ; il s'agit alors de modifier la structure des prix, en réorganisant la structure du capital employé ; cela signifie licencier, concentrer, moderniser...

Les prix n'étant qu'une expression de la valeur, ils ne sont donc qu'un aboutissant et non une origine. La « vérité des prix », c'est en fait la vérité des coûts de production, voilà pourquoi elle est synonyme pour les travailleurs de blocage des salaires et de chômage.

QUE DIT LE PORS SUR LA MODERNISATION ?

« La modernisation des moyens de production doit correspondre à une augmentation des qualifications résultant d'un développement de la formation initiale et permanente. Cette liaison n'est pas automatique : la grande industrie, dans les conditions capitalistes actuelles, s'est développée en ayant recours le plus souvent à une déqualification des tâches. Ainsi, on peut assez largement attribuer à l'emploi de travailleurs immigrés l'essor de l'industrie automobile depuis la Seconde Guerre mondiale, de même que certaines activités très mécanisées du bâtiment et des travaux publics (gros œuvre). Cette orientation a certes permis un certain type de modernisation, à base de forte accumulation de capital, de parcellisation et d'intensification du travail, mais elle a aussi freiné le développement de l'industrie nationale des automatismes : en général, les différentes branches industrielles consacrent moins de 5 % de leurs investissements à l'automatisation (10 % pour la chimie lourde). » (Les Béquilles du capital, pp. 191-192).

Ce serait pourtant dans l'intérêt du capital financier, n'est-ce pas ?

« Les moyens consacrés à la formation générale et professionnelle, initiale et permanente, sont une autre manière d'utiliser les richesses produites en les détournant de l'accumulation et des gaspillages pour les affecter aux besoins du développement scientifique et technique. Cela suppose que le choix de cette affectation soit retiré des mains des décideurs actuels aux points clés du développement des forces productives : c'est-à-dire qu'il faut des nationalisations suffisantes pour pouvoir mettre en œuvre ces réformes de structures essentielles.

Cet effort de formation répond donc tout à la fois aux nécessités du développement économique et aux besoins des travailleurs. Il est aussi la condition de leur intervention effective dans la gestion. Des moyens budgétaires importants doivent lui être consacrés dans le cadre d'un service public de la formation permanente. De nouvelles liaisons entre l'éducation nationale et l'industrie devront garantir simultanément une formation théorique de base suffisante et une bonne adéquation des besoins de l'industrie et des qualifications fournies. »

Mais puisque « les nationalisations ne constituent pas les bases du socialisme », les « besoins de l'industrie » seront toujours déterminés en fonction des intérêts du capital. Nous avons là une preuve supplémentaire de la fonction du front populaire : utiliser la présence des partis ouvriers au gouvernement pour faire passer les plans que les gouvernements des partis bourgeois seuls ne peuvent appliquer.

L'hypocrisie sur la formation permanente ne trompe personne. C'est même un appel à de meilleures conditions d'exploitation :

« Nous, nous pensons qu'un travailleur qualifié, garanti dans son emploi, mais pouvant en changer, en bonne santé, disposant d'un temps de loisir suffisant pour s'adonner à d'autres activités, est aussi un travailleur plus efficace dans la production (c'est *Le Pors* qui souligne). C'est l'expérience que ne peut faire le

système capitaliste actuel (c'est nous qui soulignons), où les conditions de vie et de travail sont devenues, et c'est un aspect de la crise, des obstacles mêmes au progrès de la productivité. » (Changer l'économie, p. 51).

Ainsi pour ces gardes-chiourme de la classe ouvrière utilisant la chicotte du « Programme commun », comme il ne s'agit pas de passer au socialisme, un système capitaliste amélioré permettrait une plus grande efficacité des travailleurs dans la production.

Où est-il ce système ? En Italie. Qu'on en juge. « Le Monde » du 7 mars 1978 écrit sous le titre « Les conséquences du tournant syndical chez Alfa Romeo », et le sous-titre extrait de la déclaration d'un responsable de la fédération des métallos : « Nous ne voulons pas conduire les entreprises à la faillite » :

« Milan. — Après treize mois d'un conflit jalonné par de nombreuses grèves, la direction et les syndicats d'Alfa Romeo viennent de conclure un accord qui pourrait faire date. Son importance ne tient pas seulement à la situation de crise que traverse la société milanaise (*Le Monde* du 2 février). Contenant des formes originales d'organisation du travail, il illustre le récent « tournant syndical » italien et va permettre de débloquer les autres conflits en cours dans l'industrie d'Etat.

« Avec cet accord, Alfa Romeo peut entrer en convalescence », déclare-t-on au siège de la firme automobile, qui est contrôlée par l'IRI, le groupe d'Etat italien (1). Signe positif : moins d'une semaine après son entrée en application, la production journalière a dépassé le cap des cinq cents unités, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Or le gros problème d'Alfa Romeo est la productivité.

Dans ce qu'on appelle ici le « tournant syndical », la direction ne veut voir pour le moment qu'une déclaration de bonne volonté. « Les syndicats, dit-on, ont finalement compris que nous courions à la catastrophe. Ils se sont engagés à participer à un

(1) Istituto per la ricostruzione industriale.

assainissement de l'entreprise, et c'est fondamental. Mais on ne change pas de mentalité du jour au lendemain. »

L'accord contient, en effet, une importante déclaration de principe. Les parties « *conviennent, dans le respect du rôle de chacune d'elles, de la nécessité de promouvoir et de développer des comportements cohérents ayant pour objectif l'assainissement de l'entreprise* ». On se garde bien de parler de cogestion : les syndicats italiens sont résolument contre ce concept, voulant conserver leur autonomie. Mais ils entendent participer à toutes les décisions, contrôler l'entreprise de très près. « *C'est un rapport conflictuel*, explique M. Antonio Pizzinato, secrétaire régional de la fédération des ouvriers de la métallurgie. *Nous ne pensons pas nous salir les mains en assumant des responsabilités dans l'entreprise.* »

A la direction d'Alfa Romeo, on a le sentiment que quelque chose va changer dans les rapports internes. On était habitué à une alternance de périodes de grands conflits et de trêves. Maintenant, on va entrer dans un « *dialogue conflictuel permanent* ». Il n'y a plus de limite, ou presque : avec les syndicats, on discutera de tout et tout le temps.

Conformément à la nouvelle ligne syndicale, qui ne date d'ailleurs pas du « *tournant* » du mois dernier, les représentants des ouvriers d'Alfa Romeo ont déplacé leurs revendications : celles-ci ne portent plus sur des augmentations salariales (très faibles selon l'accord) mais sur l'organisation du travail et la création d'emplois. C'est ainsi, par exemple, que la firme automobile s'est engagée, en pleine crise, à construire une petite usine dans le Sud. Première innovation en matière d'organisation du travail : on va discuter secteur par secteur. Tous les quatre mois, la direction consignera aux délégués un rapport contenant les résultats chiffrés de la période précédente dans leur secteur, les projets pour la période à venir, la manière dont le travail sera organisé, le montant des investissements prévus, etc. Les délégués disposeront de dix jours pour consulter les ouvriers du secteur et

négociier. Une telle formule existe déjà à titre expérimental chez Fiat.

La deuxième innovation concerne le travail à la chaîne. Jadis les ouvriers étaient soumis au bon vouloir de la direction ou de ses représentants. En 1962, les syndicats d'Alfa Romeo obtinrent pour chacun une *cartellino* (fiche individuelle), précisant la quantité et la nature du travail à fournir, le temps de fabrication. Son contenu était renégoциé périodiquement. Mais on s'est aperçu que ce système rigide pouvait fortement perturber l'organisation du travail. D'où la nouvelle formule : le *cartellone*, c'est-à-dire la fiche collective. On constituera désormais des équipes qui auront chacune une tâche à remplir. Ce qui va permettre une plus grande souplesse et une plus grande variété du travail, puisque une rotation sera instituée. Mais chaque ouvrier sera responsable devant ses camarades. Ce qui posera des problèmes, dont celui de la non-spécialisation.

Depuis quelques jours, la formule est expérimentée sur certaines chaînes. « *Dans un an, on verra si on peut la généraliser* », dit M. Pizzinato, qui revient sur la stratégie syndicale de peur d'avoir été mal compris : « *Nous avons fait des conquêtes importantes en matière d'horaires, d'encadrement... Combien de syndicats d'autres pays ont autant de pouvoir que nous ? Maintenant, nous ferons des sacrifices*, mais *notre pouvoir augmentera encore. Devant la crise, nous ne voulons pas conduire les entreprises à la faillite.* »

La direction d'Alfa Romeo ne demande qu'à croire au bien-fondé de cette affirmation. Elle aurait cependant aimé que les syndicats admettent la nécessité de « *travailler seize heures sur deux jours comme on le fait dans toute l'Europe, au lieu de quatorze heures quarante* ».

« *Quoi qu'il en soit, dit-on, nous avons un nom prestigieux et un produit valable. Nous vendons davantage d'Alfa à l'étranger qu'en Italie. Nos installations sont parmi les meilleures d'Europe.* » — R.S. »

Les entreprises publiques, « *libérées de la logique du profit* », ne seront pas épargnées.

« La situation d'aujourd'hui c'est, comme nous l'avons vu, l'étatisation du système de financement des entreprises. Ce qui entraîne par là même leur asservissement vis-à-vis du système de financement, notamment sous forme d'un endettement croissant. Pour assainir cette situation, il faut en revenir à un financement proche de la création de la valeur, c'est-à-dire de la production. Ce choix en faveur de l'autofinancement est un choix relatif ; il ne signifie pas une augmentation de la masse des dotations mais une place plus grande des ressources internes dans le financement de la reproduction élargie. (*Op. cit.*, p. 228).

Une place plus grande des ressources internes dans le financement (l'autofinancement) de l'accumulation, d'accord, mais comment étendre ces ressources internes ? Par la hausse des prix des services publics, par la réduction relative de la masse salariale. Toujours la « vérité des prix ».

« Dans le secteur privé, rappelle *Le Pors*, où la recherche de la rentabilité demeure dominante (c'est nous qui soulignons), la contribution à la réalisation des objectifs du plan reposera sur l'adhésion aussi bien des grandes entreprises privées (on remarquera que *Le Pors* ne parle plus à ce stade des monopoles mais des grandes entreprises privées) que des petites et moyennes entreprises. »

Attention, nous dit de son côté Ph. Herzog, il ne faut pas confondre :

« C'est une bataille de la production d'un type nouveau qui est ici nécessaire. Les nouveaux investissements doivent s'opérer non pas aux prix de démantèlement et de licenciements comme aujourd'hui, mais pour créer des nouveaux emplois pour améliorer les conditions de travail et la productivité réelle du travail (c'est Herzog qui souligne). »

Une bataille aboutissant à de « grandes victoires », sans doute, comme au « Parisien libéré ». Ensuite, incontestablement, les conditions d'amélioration de la productivité réelle du travail se trouvent réunies. Rappelons la définition que donnent les économistes bourgeois de la productivité réelle du travail : pro-

duction/heure de travail/ouvrier. L'amélioration de la productivité implique soit une intensification de l'exploitation, soit une amélioration de la composition (technique et organique) du capital.

« UNE VERITABLE POLITIQUE DES REVENUS A L'ENTREPRISE »

Il serait donc possible de démocratiser l'Etat en le soustrayant à l'emprise des monopoles. Un gouvernement des forces démocratiques ou appuyé par elles ferait l'affaire. Mais comment débarrasser le marché de la domination monopoliste ? En instaurant la démocratie dans l'entreprise, et les entreprises nationalisées serviraient de guides à l'opération grâce à leur édifiancée « gestion démocratique ». Au centre de cette gestion démocratique, on trouve non pas les syndicats, dont il n'est d'ailleurs jamais question dans les projets du PCF, mais les comités d'entreprise.

« Nouveau droit du travail donc, mais aussi contrôle des travailleurs par un rôle accru du comité d'entreprise ou d'établissement, des délégués du personnel, à propos de l'embauche, du licenciement, des affectations, des mutations, de l'ensemble des conditions de travail... et aussi à propos des problèmes de l'entreprise elle-même : formation des travailleurs, hygiène et sécurité, introduction de nouvelles technologies. Le comité d'entreprise devra être informé, consulté au préalable sur les projets, les plans, les comptes, les programmes, la mise en œuvre de ce qu'on pourra appeler alors une véritable politique des revenus dans l'entreprise. Il est prévu aussi de réserver une heure, et rémunérée comme telle, prise sur le temps de travail pour l'information des travailleurs. L'intervention du comité d'entreprise et des délégués sera suspensive concernant l'embauche, les licenciements, les conditions de travail. Et pour sa part le Parti communiste propose que ce soit un représentant des travailleurs qui préside le comité d'entreprise... » (*Changer l'économie*, p. 42).

Pour donner encore plus l'« illusion » du pouvoir ouvrier sans doute. La phrase importante est naturellement celle qui fait référence à une « véritable politique des revenus dans l'entreprise ». Si on admet que la politique des revenus de manière générale c'est la détermination de la masse salariale et de sa progression en fonction des objectifs du capital, au niveau de l'entreprise la politique des revenus c'est, avec l'accord du comité d'entreprise, la fixation d'un taux de croissance de la masse salariale, et ensuite sa répartition. A partir de là, la direction de l'entreprise peut jouer sur l'effectif employé, les qualifications...

Toutes les combinaisons conduisant à une concurrence entre les travailleurs sont en gestation derrière une telle politique. D'autant plus que, toujours au nom de la démocratie, les entreprises nationalisées posséderaient une beaucoup plus grande autonomie de gestion.

« Le secteur nationalisé sera la base principale à partir de laquelle les travailleurs et leurs organisations mettront en place de nouvelles structures de production et de gestion. Cet élargissement du pouvoir des travailleurs n'aura pas un caractère bureaucratique. D'une part, c'est par la voie législative ou contractuelle que les comités d'entreprise du secteur public pourront disposer de prérogatives élargies à propos des conditions de travail, des rémunérations, de la formation, de la promotion comme dans l'ensemble des entreprises ainsi que nous l'avons dit. Mais, d'autre part, ils pourront participer à la détermination, à la mise en œuvre, au contrôle *des objectifs de production* eux-mêmes et *aux objectifs d'investissement* de l'entreprise. Ces formes d'intervention des travailleurs pourront évoluer, revêtir des aspects nouveaux lorsque les travailleurs le demanderont et lorsque les conditions économiques et la nature de leur entreprise le permettront. » (*Id.*, p. 44).

Les conditions économiques ? Mais ne devaient-elles pas devenir déterminées plutôt que déterminantes ? La crise n'était pas fatale, nous a-t-on dit, et l'austérité étant cause de la crise, la fin de l'austérité mettait fin à la crise.

Il est vrai que, « devant la crise, nous ne voulons pas conduire les entreprises à la faillite », déclare Pizzinato. Alors, avec ou sans « Programme commun de gouvernement de la gauche », les conditions économiques, le marché, auront toujours un rôle déterminant. Mais attention, c'est démocratiquement que l'on pourra en tenir compte :

« La hausse du pouvoir d'achat, l'allègement de la charge de travail, la sécurité de la vie, le temps et les moyens de vivre deviendront des objectifs prioritaires. »

Hélas :

« Tout ne sera pas possible en même temps, ni pour tout le monde. Des choix devront être opérés, mais ils ne le seront plus d'en haut. Ils le seront à partir du bas et dans un aller-retour constant entre la base et le sommet. *La démocratie s'imposera là où l'austérité exige l'autoritarisme.* »

Ainsi, pour Claude Quin, la répartition de la pénurie se transforme en son contraire dès que la décision est prise par en bas. Ah ! si les travailleurs pouvaient se licencier eux-mêmes, bloquer eux-mêmes leurs salaires ! Combien avant lui ont rêvé de cela. De Napoléon III, partisan de l'association capital-travail, jusqu'à de Gaulle et sa participation, en passant par tous les cagots du catholicisme social...

Il est indéniable que l'on voit surgir ce mythe de la fin des luttes de classes justement dans les périodes où la classe dominante éprouve les plus grandes peines à contenir les tensions, les affrontements ; il est lié aux formes bonapartistes du pouvoir. Et le fait même que les formes bonapartistes ne sont que des formes transitoires vers la révolution prolétarienne ou la barbarie fasciste signifie que les « solutions » préparées par le bonapartisme se ramènent à la victoire d'une classe sur une autre dans le cadre du fascisme, à la dictature du prolétariat dans le cadre de la révolution prolétarienne. Or, même si le bonapartisme est un régime « au-dessus » des classes, il demeure une forme de domination de la bourgeoisie et son rôle est de préparer l'écrasement de la classe ouvrière, sa dislocation. La tâche que

s'était fixée de Gaulle, l'intégration, la participation, revenait à faire éclater la classe ouvrière en tant que classe pour soi, à lui faire perdre son indépendance de classe et à faire resurgir la concurrence entre ouvriers d'une même usine et ouvriers d'usines concurrentes, comme au début du capitalisme.

Certes, le gouvernement Barre-III possède un ministre du Travail et de la Participation. Certes, pour le bonapartisme en lambeaux de Giscard, la participation est un rêve fou, les rapports entre les classes ne s'étant nullement inversés depuis 1968-1969, bien au contraire. Mais que peuvent-ils faire, sinon s'appuyer sur les béquilles que sont les appareils du mouvement ouvrier — et avant tout celui du PCF. Evidemment, le PCF ne parle pas de participation, mais il parle, comme dit Le Pors, d'« autogestion sociale ». Certains se sont étonnés lorsque les dirigeants du PCF ont « découvert » l'autogestion dans les six mois précédant les élections. Dans son ouvrage « Le Roman de la gauche », P. Alexandre nous rappelle que l'affaire Lip avait d'une certaine manière mis l'autogestion à l'ordre du jour :

« Voici encore une fois une lutte spontanée, populaire, que la hiérarchie de la gauche soutient seulement des lèvres. Pour encadrer les « paroissiens de Palente », il n'y a que le PSU et, plus modérément, la CFDT. L'âme du combat c'est le syndicaliste Piaget et ce dominicain, le père Raguènes, prêtre ouvrier, à cause de qui Pompidou aura une sorte de coup de sang au Conseil des ministres, jusqu'à lancer : « On va adresser des représentations au Vatican. L'Eglise passe les bornes de l'inconscience. »

Michel Rocard, alors secrétaire général du PSU, viendra à l'Élysée pour plaider, devant son condisciple de l'ENA Jean-René Bernard, la cause des travailleurs de Lip. En vain.

Ailleurs, c'est le silence, ou plutôt, la peur de se compromettre. Le dirigeant socialiste Pierre Bérégovoy, responsable des affaires sociales de son parti, déclare que c'est aux syndicats de jouer, dans ce conflit, le « premier rôle ». François Mitter-

rand recommandera, devant le comité directeur du PS, d'éviter toute prise de position. Les communistes sont également prudents.

« Tout au long de cette crise, dira Jean Charbonnel, ministre de l'Industrie, je n'ai reçu de la gauche ni requête ni proposition. »

Sur cette affaire Lip flotte, diffuse, imperceptible, une odeur d'autogestion. Les partis de gauche redoutent d'être contraints de prononcer un mot qui est encore tabou, et d'en préciser le contenu.

Officiellement, l'autogestion est la doctrine du Parti socialiste — la finalité d'une société socialiste. Mais le PS s'est contenté, sur ce sujet, de réflexions philosophiques : « S'il y avait un championnat du monde du verbalisme, dira Mitterrand au congrès de son parti, nous aurions notre chance. »

Quel type, quelles modalités d'autogestion pour la France ? Le Parti socialiste évite de le préciser. Certains de ses militants, ceux du CERES et les chrétiens, entretiennent « l'esprit » autogestionnaire. Beaucoup d'autres réproouvent ces « chimères » qu'ils opposent au devoir de « responsabilité ». François Mitterrand évoque l'autogestion comme un champ inconnu qu'il faudra défricher, un jour ou l'autre.

Au cours d'un déjeuner avec les communistes, les dirigeants du PS ont prononcé le mot. A leur grande surprise, Georges Marchais n'a pas sauté sur sa chaise : il s'est contenté de dire que l'autogestion n'était pas encore à l'ordre du jour, mais que bientôt peut-être on pourrait en parler. En public, le PC et la CGT tiennent un tout autre langage : « *Faux prétexte pour diviser la gauche* », déclare Marchais ; « *réminiscence des illusions réformistes* », dit Georges Séguy. »

Si on se souvient de quelle manière les travailleurs de chez Lip furent floués par la CFDT en première ligne, comme les travailleurs du « Parisien » le seront quelques années plus tard, cette fois par les dirigeants CGT, incontestablement l'autogestion a comme un avant-goût d'autorestructuration.

Le temps de parler de l'autogestion était donc venu, alors que le PCF engageait toutes ses forces dans la défense de la coalition giscard-chiracienne à l'Assemblée. Dans l'autogestion sociale, il n'y a pas que l'idée d'association des travailleurs du secteur public à la marche de leur entreprise, ceux du secteur privé sont aussi concernés :

« En ce qui concerne les entreprises privées, le pouvoir dominant appartient à celui qui détient le capital, mais pour autant le comité d'entreprise doit conserver la possibilité d'intervenir pour tout ce qui concerne la marche de l'entreprise avant décision ; ce doit être le cas notamment pour les *restructurations* (c'est nous qui soulignons) que souhaiterait réaliser la direction ou les décisions affectant de façon importante les conditions de travail : modification des cadences ou du plan de charge, déplacement du personnel, changement majeur des technologies utilisées et des méthodes de gestion. »

« Le pouvoir dominant appartient à celui qui détient le capital. » Personne ne le conteste, selon Le Pors, qui réclame simplement le droit « à l'information », à la négociation quand il n'y a rien à négocier.

Derrière l'autogestion sociale, il y a la politique du PCF, puisque la politique n'est que de l'économie concentrée. Cette politique, celle de la coexistence pacifique — la dernière période en a été une nouvelle confirmation —, amène à la défense des institutions en place, à la défense de la forme de domination de la bourgeoisie. La nationalisation, c'est la fausse expropriation du capital ; l'autogestion, c'est la fausse auto-organisation de la classe ouvrière, l'impasse à la marche vers les soviets.

Il ne faudrait pas cependant confondre participation et autogestion. C'est par mesure préventive que le PCF avance l'autogestion sociale, pour tenter de préparer les conditions d'une défaite ultérieure, et par conséquent les bases pour un régime de type corporatiste, par exemple. Mais la période historique n'étant plus celle des défaites, l'appareil stalinien sentait parfaitement que mûrissait dans la classe ouvrière en France les forces que la crise politique aurait libérées, et qu'il était par trop évident que le langage bourgeois des bureaucrates n'aurait certainement pas suffi à briser l'orientation prolétarienne du mouvement des masses.

Michel Dauberny,
septembre 1978.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : Pli non clos : 1 an (5 numéros) : **43 F** - 2 ans (10 numéros) :
80 F - 2 ans soutien : **125 F.**

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : **70 F** - **Pli clos :** demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.

Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.
imprimerie ABEXPRESS - PARIS.



Commission paritaire n° 51 695